



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-08

Nouvelles lois p. 09-11

Séances publiques
n^{os} 129 et 130 p. 12-43

Questions au
Gouvernement p. 44-99

2023-2028

n° 53



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-08

Nouvelles lois p. 09-11

Séances publiques p. 12-43

129^e séance du mercredi 4 mars 2026 p. 12-27

130^e séance du jeudi 5 mars 2026 p. 27-43

Questions au Gouvernement p. 44-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
08/05/2026

PRINTED IN
LUXEMBOURG



152^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP)

Face à un contexte géopolitique tendu, « le silence des Parlements serait une erreur »



Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler (6^e à gauche), et le Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, M. Numan Kurtulmuş (5^e à droite), avec les membres des délégations luxembourgeoise et turque

Du 15 au 19 avril 2026, une délégation de la Chambre des Députés a participé à la 152^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP), réunie à Istanbul sous le thème « Cultiver l'espoir, consolider la paix et assurer la justice pour les générations futures ». Celle-ci était composée du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, de Mmes Diane Adehm et Barbara Agostino et MM. Mars Di Bartolomeo et Fred Keup, membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'UIP, ainsi que de M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre.

Face à ses homologues issus de 188 Parlements nationaux du monde entier, M. Wiseler a dressé le tableau d'un ordre international ébranlé, déplorant la banalisation de la violence armée et rappelant que

« le silence des Parlements serait une erreur ». Il a mis en avant les positions adoptées par la Chambre des Députés : le soutien à la création du Tribunal international spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine, la condamnation de la violation des droits humains par le régime iranien et l'appel à une désescalade immédiate au Moyen-Orient, ainsi que le plaidoyer pour une solution à deux États pour la Palestine dans le prolongement de la reconnaissance formelle de l'État palestinien par le Grand-Duché en septembre 2025. Le Président de la Chambre a également insisté sur le rôle des petits pays, voire celui des pays de taille moyenne, face aux désengagements croissants de certains États, plaidant pour le renforcement des alliances fondées sur des valeurs partagées.

Élection d'une nouvelle Secrétaire générale

La délégation luxembourgeoise a été présente lors de l'élection de la nouvelle Secrétaire générale de l'Union interparlementaire (UIP). C'est Mme Anda Filip, de nationalité roumaine, qui a été choisie, devenant ainsi la première femme à occuper ce poste en 137 ans d'existence de cette organisation parlementaire internationale.

Rencontres parlementaires en marge de l'Assemblée : la Turquie et la Géorgie au cœur des échanges

En marge de l'Assemblée, la délégation a saisi l'occasion pour rencontrer plusieurs Présidents de parlement, dont le Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, M. Numan Kurtulmuş. Les discussions ont porté sur les relations bilatérales entre le Luxembourg et la Turquie, la situation en Ukraine et au Moyen-Orient, ainsi que sur les relations UE-Turquie. La question de la défense européenne a également été au cœur des échanges, notamment le positionnement de la Turquie à l'égard des efforts en cours pour bâtir une défense commune européenne. Cette rencontre a également été l'occasion d'évoquer une visite officielle du Président de la Chambre en Turquie, qui est actuellement en cours de préparation pour le deuxième semestre 2026.

Dans la continuité de ces échanges, la délégation a rencontré M. Shalva Papuashvili, Président du Parlement de Géorgie. Les relations bilatérales, la situation en Ukraine, mais aussi la question de l'intégration européenne de la Géorgie ont figuré parmi les sujets discutés. À cette occasion, le Président luxembourgeois a réaffirmé son espoir de voir Tbilissi reprendre la voie de l'adhésion à l'Union européenne.

Visite du Président de la Chambre au « Lënster Lycée »

La démocratie a été au centre d'un échange de vues entre le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et quelque 40 élèves du cycle supérieur du « Lënster Lycée International School » (LLIS) lors d'un échange de vues le 24 avril 2026. Le LLIS est le 11^e lycée ayant reçu le Président de la Chambre au cours des deux dernières années.

M. Wiseler a d'abord attiré l'attention des élèves sur le fait que ni la démocratie, ni la liberté ne constituent des acquis. Il a expliqué les fondements d'une démocratie et les dangers qui menacent celle-ci. Dans ce contexte, il a également présenté le projet de la Chambre des Députés portant sur un « stress test » de la démocratie en vue de mettre à l'épreuve les institutions démocratiques luxembourgeoises.

Le rôle de la jeunesse dans la société, le droit de vote à 16 ans, le droit de vote des résidents non luxembourgeois et les défis pour le Luxembourg ont également été abordés.

Le Président de la Chambre a encouragé les jeunes à s'engager en faveur de la démocratie : « L'engagement des jeunes est très important dans une démocratie. Si vous croyez en quelque chose, engagez-vous ! », a-t-il conclu.



Le Président de la Chambre a rencontré quelque 40 élèves du cycle supérieur du « Lënster Lycée International School ».

Une visite officielle en Slovaquie pour accélérer la coopération face aux défis de l'UE



La délégation luxembourgeoise a été accueillie par le Président du Parlement slovaque, M. Richard Raši (7^e à droite).

La visite officielle d'une délégation de la Chambre des Députés les 20 et 21 avril 2026 à Bratislava a été la première rencontre bilatérale parlementaire entre le Luxembourg et la Slovaquie depuis huit ans. L'objectif : tisser des liens forts entre pays de petite et moyenne taille à un moment clé pour l'Union européenne dans le contexte des conflits en Ukraine et en Iran, de la flambée des prix de l'énergie et des élections en Hongrie. La délégation était composée du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, de M. André Bauler, Vice-Président, de M. Laurent Zeimet et Mme Taina Bofferding, membres du Bureau, de M. Gusti Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, et de M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre.

« L'Union européenne est sous pression. Il est plus que jamais important d'accélérer notre coopération face aux multiples défis qui se présentent. » Voici le message qu'a partagé M. Wiseler lors de la rencontre entre les délégations parlementaires slovaque et luxembourgeoise au Conseil national de Slovaquie à Bratislava. « Pour ce qui est des questions internationales, en tant

que pays de petite ou moyenne taille comme le sont le Luxembourg et la Slovaquie, nous affrontons des défis comparables. Il s'agit d'échanger des points de vue, de trouver des solutions communes et de bien mesurer l'impact qu'ont ces problèmes pour nos pays concernant par exemple les tarifs douaniers américains, l'Ukraine, la politique de défense ou encore les questions énergétiques. »

Dans ce contexte, le Président de la Chambre a rappelé la grande acceptation de l'Union européenne au Luxembourg en affirmant que « notre ADN est européen. Nous sommes convaincus que le système multilatéral nous protège plus que les armées ». M. Wiseler a expliqué la démarche de la diplomatie parlementaire du Luxembourg qui consiste à diversifier les partenariats avec de nouveaux pays, tels que la Slovaquie ou récemment la Grèce, en plus des partenariats traditionnels comme le sont les pays voisins.

La question de l'énergie au cœur des préoccupations

L'avenir des sanctions européennes à l'encontre de la Russie ainsi que le soutien à l'Ukraine ont été deux sujets phares des discussions avec les différents

interlocuteurs, dont le Président du Parlement slovaque, M. Richard Raši, et le Secrétaire d'État aux Affaires européennes, M. Marek Eštok. Si la Slovaquie a jusqu'ici contribué au blocage du 20^e paquet de sanctions de l'UE aux côtés de la Hongrie, son positionnement pourrait-il évoluer dans la suite de la victoire du parti pro-européen aux élections récentes dans son pays voisin ? La question énergétique joue un rôle primordial pour la majorité slovaque, d'après les explications livrées aux députés luxembourgeois lors des différentes rencontres à Bratislava. Une des conditions évoquées concerne un déblocage des livraisons de pétrole actuellement perturbées via l'oléoduc Druzhba qui traverse l'Ukraine. Les relations avec la Russie, le soutien concret en faveur de l'Ukraine ainsi que la production de matériel militaire en Slovaquie ont également figuré parmi les sujets abordés.

Intensifier la coopération parlementaire

Les délégations ont également esquissé des pistes pour intensifier la coopération entre les deux Parlements et, de manière générale, les deux pays : que ce soit au niveau culturel, avec un lien qui remonte au Moyen Âge dans la personne de l'empereur Sigismond de Luxembourg, ou en évoquant un programme d'échange destiné aux jeunes. D'autres visites parlementaires – également au niveau des commissions thématiques – sont envisagées.

Une rencontre avec des étudiants et une visite au mémorial

Un autre moment fort de la visite officielle a été l'échange avec les étudiants de la Faculté de droit de l'Université Comenius sur l'Europe et les Parlements nationaux. Les députés luxembourgeois ont également rencontré le Président de la Chambre de commerce slovaque.

La délégation a par ailleurs réalisé un geste symbolique significatif en déposant une gerbe en souvenir des quelque 400 morts qui ont perdu leur vie en essayant de traverser la frontière entre l'ancienne Tchécoslovaquie et l'Autriche pour fuir le régime soviétique. Le mémorial se trouve près du château de Devin, au confluent de la Morava et du Danube.

Le Luxembourg, un « véritable ami » de la Mongolie



Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusti Graas, a rencontré l'ancien Président de la Mongolie, M. Nambaryn Enkhbayar, en visite de travail au Luxembourg en sa qualité d'envoyé spécial du Président de la Mongolie.

Cette rencontre fait suite à la récente visite de travail d'une délégation parlementaire en Mongolie, au cours de laquelle plusieurs projets de la coopération luxembourgeoise ont pu être découverts sur place.

Au cours de l'échange de vues, M. Graas s'est notamment renseigné sur la situation politique actuelle du pays. La visite de la délégation parlementaire fin mars 2026 avait en effet coïncidé avec la chute du Gouvernement mongol. L'envoyé spécial du Président de la Mongolie a indiqué que la situation s'est stabilisée et que le nouveau Premier ministre entend conduire des réformes, parmi lesquelles figurent notamment la lutte contre la corruption, la réduction des obstacles pour les entreprises ainsi que le développement des nouvelles technologies, en particulier des technologies vertes.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Le Luxembourg s'engage en faveur des droits sociaux, de la culture et du multilatéralisme

Lors de la session de printemps à Strasbourg de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui s'est déroulée du 20 au 24 avril 2026, Mmes Octavie Modert, Alexandra Schoos et M. Gusty Graas sont intervenus sur des sujets qui témoignent de l'engagement des parlementaires luxembourgeois au Palais de l'Europe : la lutte contre le dumping social, la protection des droits d'auteur face à l'intelligence artificielle et l'opposition au « Board of Peace » créé par le Président américain, M. Donald Trump.

Lutte contre l'exploitation des travailleurs

L'Assemblée a débattu des « lignes directrices européennes pour combattre le dumping social et l'exploitation par le travail », appelant les États membres à renforcer les inspections, à étendre les conventions collectives aux travailleurs vulnérables et à imposer une responsabilité conjointe dans les chaînes de sous-traitance.

Mme Modert s'est rangée derrière l'objectif de cette résolution, exigeant un combat sans concession contre l'exploitation des travailleurs migrants. Elle a toutefois plaidé pour des mesures « différenciées et proportionnelles », brandissant les quelque cinquante pages de réglementation qu'un vigneron luxembourgeois doit respecter pour employer des saisonniers – symbole du fossé entre ambition législative et réalité du terrain. Et d'insister que « nous devons combattre l'esclavage moderne ».

Plutôt que la seule répression, la députée a cependant prôné des mesures positives, citant l'exemple luxembourgeois de la déclaration simplifiée pour le travail temporaire. « Donnons une chance à ceux qui sont de bonne foi. Traquons les malfaiteurs et protégeons les personnes vulnérables exploitées. Rendons-leur leur dignité », a-t-elle conclu.

Droits d'auteur et IA : protéger les créateurs sans freiner l'innovation

Les parlementaires ont également débattu de la protection des droits d'auteur face à l'IA. Le texte reconnaît le potentiel de cette dernière, tout en soulignant la nécessité de garantir transparence, sécurité juridique et protection effective aux titulaires de droits.



La délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, en présence de Mme Cathy Wiseler (2^e à droite), Représentante permanente adjointe auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg (M. Gusty Graas absent sur la photo)

Mme Schoos, Vice-Présidente de la Commission de la Culture, de la Science, de l'Éducation et des Médias de l'APCE, s'est exprimée sur les risques que l'IA fait peser sur les secteurs culturels et créatifs. « L'innovation ne peut se faire aux dépens de ceux qui sont au cœur de la création culturelle », a-t-elle souligné.

La députée a rappelé que ces secteurs représentent une force économique et sociale majeure en Europe, employant des millions de personnes et contribuant à la diversité culturelle et à la vie démocratique. « Les droits d'auteur sont une condition de la création », a conclu Mme Schoos.

« Le Board of Peace n'est pas une solution, c'est un symptôme », selon M. Gusty Graas

Lors du débat libre, M. Graas a questionné la légitimité du « Board of Peace » créé par le Président américain, M. Donald Trump, pour superviser la reconstruction de Gaza. Le député a dénoncé une initiative

qui a « rapidement changé de nature » et qui constitue, selon lui, une tentative d'étendre une influence personnelle à l'échelle mondiale. « Ce que l'on nous présente comme du multilatéralisme en est l'exact contraire », a-t-il accentué. En effet, le Président américain préside l'organisation à vie, choisit les États participants, contrôle un fonds de plusieurs milliards de manière opaque et en fixe seul son ordre du jour. M. Graas a plaidé pour une réforme des Nations Unies, plutôt que la création de « structures parallèles douteuses ».

Le député a terminé ses propos en avertissant qu'abandonner le cadre multilatéral ne mènerait pas à la paix, mais à un monde dominé par les intérêts personnels et la loi du plus fort. Invité à préciser ce que le Conseil de l'Europe pourrait faire concrètement, M. Graas a proposé à l'Assemblée de se prononcer formellement contre cette institution, qu'il a qualifiée de « attentat contre les Nations Unies ».

L'APCE adopte une résolution pour l'abolition universelle de la peine de mort

Une résolution en faveur de l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances a été adoptée au cours de la session de printemps, portée par les voix de M. Yves Cruchten et de Mme Stéphanie Weydert.

M. Cruchten, en sa qualité de porte-parole du groupe des Socialistes, démocrates et verts (SOC), a dénoncé la loi israélienne instaurant des peines de mort obligatoires, appliquées de manière discriminatoire à l'encontre des Palestiniens par le biais de tribunaux militaires et de normes juridiques inégales. « Une peine de mort sélective, qui distingue entre les vies, ce n'est pas de la justice. C'est de la discrimination », a-t-il déclaré.

Le député a rappelé qu'aucune forme de peine de mort n'est compatible avec les valeurs du Conseil de l'Europe et que son abolition constitue « un choix de civilisation » à défendre sans compromis. M. Cruchten a par ailleurs proposé une modification au texte, visant à assurer un suivi de la compatibilité des actions d'Israël avec les obligations découlant de son statut d'observateur. Cette proposition a été acceptée en plénière.

Lors de son intervention, Mme Stéphanie Weydert a retracé l'historique de la peine de mort au Luxembourg, la dernière exécution remontant au 7 août 1948. L'abolition pour les crimes de droit

commun n'est cependant intervenue qu'en 1979. Le principe selon lequel l'État ne donne pas la mort pour punir est aujourd'hui ancré dans la Constitution.

La députée a également souligné des évolutions préoccupantes, notamment l'instrumentalisation de la peine de mort par l'Iran à des fins répressives. Elle a rappelé la position constante du Conseil de l'Europe, à savoir « pas de compromis, pas d'exception, pas de régression ».

28^e édition de l'European Interparliamentary Space Conference

De l'orbite à nos vies : pourquoi l'Europe doit protéger son atout spatial



(De gauche à droite) M. Gérard Schockmel, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'EISC, Mme Octavie Modert et M. Tom Weidig, membres de la délégation

Dans le cadre de la 28^e édition de l'European Interparliamentary Space Conference (EISC), qui s'est déroulée du 12 au 14 avril 2026 à Séville, parlementaires et experts ont convergé pour débattre d'un thème central : l'espace comme atout stratégique.

Derrière les images spectaculaires – comme celles, toutes récentes, de la mission Artemis II et de son voyage autour de la Lune – se cache une réalité bien plus proche de nous : navigation par GPS, prévisions météorologiques, surveillance des catastrophes, agriculture de précision. Chaque citoyen européen dépend chaque jour, souvent sans le savoir, de dizaines, voire de centaines de satellites.

Les programmes européens comme Galileo, Copernicus ou EGNOS soutiennent nos économies, sécurisent nos infrastructures et sauvent des vies. « L'espace bénéficie à tous », ont rappelé plusieurs intervenants, insistant sur son rôle clé dans les politiques publiques, de la sécurité à la transition écologique.

L'Europe face à ses responsabilités

Mais cet atout est fragile. L'Europe investit encore moins que ses concurrents : environ 15 milliards d'euros par an, loin derrière les États-Unis. Dans un contexte de tensions géopolitiques et de dépendance technologique, les discussions ont souligné l'urgence de renforcer l'autonomie stratégique européenne.

Protection des infrastructures spatiales, cybersécurité, gestion des débris en orbite : les défis sont nombreux. Une panne de satellites pendant une semaine pourrait paralyser des secteurs entiers – transports, énergie, communications – et coûter des milliards d'euros. Le projet Iris², destiné à sécuriser les communications européennes, incarne cette volonté de souveraineté. Mais sa réussite dépendra d'une coordination renforcée entre États membres, institutions européennes et industrie.

Séville, laboratoire d'idées... et de terrain

Au-delà des débats, les participants ont visité la base aérienne de Morón et l'Agence spatiale espagnole, illustrant concrètement les enjeux évoqués. Ces échanges ont permis de rapprocher visions politiques et réalités opérationnelles, dans un domaine où coopération et anticipation sont essentielles.

Un enjeu de société, pas seulement de spécialistes

L'un des messages forts de cette édition est clair : l'espace doit changer d'échelle. Face aux géants du numérique, dont les capacités d'investissement dépassent largement celles du secteur spatial, il apparaît encore sous-valorisé au regard de son importance stratégique. Comme l'Internet dans les années 1990, puis l'intelligence artificielle aujourd'hui, il s'impose pourtant comme une infrastructure invisible mais indispensable. Sécurité, économie, énergie, défense, il traverse désormais l'ensemble des politiques publiques et des activités économiques.

Pour l'Europe, le défi est désormais aussi politique que technologique : intégrer pleinement l'espace dans ses stratégies, investir davantage et, surtout, expliquer aux citoyens pourquoi leur quotidien en dépend.

Commission permanente de l'AP-OTAN

Pour une OTAN forte, capable et crédible

Lors de la réunion de la Commission permanente de l'AP-OTAN, qui s'est tenue les 11 et 12 avril 2026 à Riga en Lettonie, les responsables des délégations parlementaires se sont penchés sur la déclaration du Bureau et ont réaffirmé que l'OTAN reste la seule organisation crédible et efficace pour assurer la défense collective de l'espace euro-atlantique.

Dans un environnement caractérisé par un nombre grandissant de défis géostratégiques, il est impératif de donner à l'OTAN les moyens pour protéger ses citoyens : investir et produire davantage et déployer les capacités nécessaires. La sécurité des Alliés ne pourra être garantie que par une combinaison de dissuasion et de forces conventionnelles. Les parlementaires ont souligné le rôle que l'OTAN doit jouer, notamment pour garantir la liberté de navigation et du commerce, ou pour bâtir des chaînes d'approvisionnement critiques sûres, sécurisées et résilientes.

La réunion a également mis en lumière l'importance stratégique croissante de la région arctique, une région considérée comme calme jusqu'ici. M. Yehor

Cherniev, chef de la délégation ukrainienne auprès de l'AP-OTAN, a par ailleurs eu l'occasion de faire le point sur l'évolution de la situation en Ukraine.

Au terme des débats, les parlementaires ont souligné leur volonté de renforcer, par la voie de la diplomatie parlementaire, le lien transatlantique et la convergence stratégique entre Alliés.



Mme Nancy Arendt, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, avec Mme Baiba Braže, Ministre lettone des Affaires étrangères

L'IA au Parlement européen : encadrer l'intelligence artificielle pour protéger démocratie et travail



M. Ben Polidori a représenté la Chambre des Députés à la première édition des « AI Days » au Parlement européen.

La première édition des « AI Days », événement inédit consacré à l'intelligence artificielle, a réuni les 14 et 15 avril 2026 des parlementaires européens et nationaux pour partager leurs visions face à une intelligence artificielle déjà omniprésente. Institutions, démocratie, emploi : l'Europe cherche l'équilibre entre innovation, contrôle et protection des travailleurs.

Parmi les participants figurait M. Ben Polidori, membre de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation, qui a eu l'occasion d'échanger avec des représentants des 27 Parlements nationaux, des députés européens ainsi que des observateurs de pays candidats. Sa présence à Bruxelles lui a permis de suivre les évolutions de près et d'assister aux discussions avant que toutes les règles ne soient fixées.

Lors de la première journée, le député luxembourgeois a participé à une réunion organisée par la

Commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen consacrée au rôle des institutions face à l'intelligence artificielle. D'emblée, Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen, a expliqué que l'Europe doit trouver un moyen d'innover dans le domaine de l'IA tout en la régulant, ceci afin de protéger les droits des citoyens et leur vie privée. Elle a aussi rappelé la responsabilité considérable des Parlements pour accompagner ces changements et veiller à leur bon fonctionnement. Elle a notamment déclaré que « les citoyens ont droit au respect de leur vie privée et de savoir lorsqu'une décision qui les concerne a été prise ».

Mme Henna Virkkunen, Vice-Présidente de la Commission européenne, a ensuite présenté la stratégie poursuivie au niveau européen en matière d'intelligence artificielle. M. Amandeep Singh Gill, Secrétaire général adjoint des Nations Unies, a souligné l'importance d'une approche coordonnée au niveau international pour faire face aux défis imposés par l'intelligence artificielle.

À la suite de ces allocutions, les membres des différents Parlements ont eu l'occasion de s'entretenir au sujet de la coopération parlementaire et de la préservation des institutions démocratiques face à des tentatives de fragiliser la démocratie par le biais de nouvelles technologies.

L'impact de l'intelligence artificielle sur la façon de travailler

À l'initiative de la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen, les discussions de la deuxième journée ont porté sur les nouvelles formes d'emploi ainsi que sur les risques psychosociaux liés à la numérisation, c'est-à-dire le stress ou la pression au travail. Mme Manuela Geleng, Directrice chargée de l'emploi et des compétences à la Commission européenne, a insisté sur la nécessité de bien encadrer l'utilisation de l'intelligence artificielle au travail. Dans cette optique, plusieurs intervenants ont souligné l'importance d'investir dans l'éducation et la formation aux compétences numériques, afin de permettre à tout un

chacun de mieux comprendre l'intelligence artificielle et ses usages.

M. Marc Angel, député européen luxembourgeois et Président du groupe de suivi de la Directive européenne sur le travail des plateformes, a souligné l'importance de régler clairement les algorithmes. Mme Martine Kemp, députée européenne luxembourgeoise, a expliqué la nécessité de changer la façon de voir le travail dans un monde où l'on est constamment connecté, soulignant que l'automatisation devrait aider à mieux équilibrer vie professionnelle et vie privée. Enfin, elle a insisté sur le fait que les solutions doivent être adaptées à chaque secteur pour protéger efficacement tous les travailleurs.

Vers une meilleure régulation du travail algorithmique

Les avis ont toutefois divergé sur les solutions à mettre en place. Certains ont plaidé pour des règles plus strictes pour prévenir les problèmes de santé mentale des travailleurs, tandis que d'autres ont estimé qu'il est nécessaire de garder une certaine flexibilité pour s'adapter aux différentes situations. Malgré ces différences, un constat s'est imposé : l'humain doit rester au centre des décisions.

Les intervenants ont aussi abordé le sujet des travailleurs des plateformes. Certains ont même décrit ce modèle comme une « forme moderne d'esclavage ». Une députée a notamment expliqué que même une activité simple telle que la livraison de repas est aujourd'hui entièrement organisée par des algorithmes : le livreur reçoit ses missions via une application, le client utilise un code et le paiement se fait automatiquement en ligne. Certains élus se sont inquiétés du manque de transparence de ces systèmes.

Malgré des divergences d'opinions, un consensus s'est dégagé : l'intelligence artificielle représente à la fois une opportunité majeure et un défi pour l'Union européenne. Dans ce contexte, les Parlements nationaux ont un rôle clé à jouer pour accompagner ces transformations, adapter les lois et renforcer la confiance du public.

Visite des locaux d'OQ Technology à Leudelange



Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a visité le 27 avril 2026 les locaux de l'entreprise OQ Technology à Leudelange, un acteur économique luxembourgeois spécialisé dans les télécommunications spatiales et le premier en Europe à avoir réalisé récemment l'envoi de messages d'urgence depuis l'espace vers des téléphones classiques. M. Gérard Schockmel, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'European Interparliamentary Space Conference (EISC), ainsi que Mme Octavie Modert et M. Sven Clement, membres de la délégation, ont également participé à la visite.

Pour une Europe plus indépendante sur le plan énergétique



Le Commissaire européen chargé du Climat, de la Neutralité carbone et de la Croissance propre, M. Wopke Hoekstra (4^e à droite), a été reçu à la Chambre des Députés pour un échange de vues.

Le Commissaire européen chargé du Climat, de la Neutralité carbone et de la Croissance propre, M. Wopke Hoekstra, a été reçu à la Chambre des Députés le 16 avril 2026 pour un échange de vues. M. Hoekstra a dressé, au début de son intervention, plusieurs constats sérieux : la situation actuelle – dépendance aux importations de ressources fossiles et réchauffement climatique – doit pousser l'Europe vers une accélération de ses efforts dans l'électrification et l'indépendance énergétique.

La planète s'approche aujourd'hui du seuil de +1,5 °C de réchauffement, tandis que l'Europe, continent qui se réchauffe le plus rapidement, pourrait connaître

une hausse de +3 °C, subissant ainsi une part disproportionnée des conséquences du réchauffement climatique. Celui-ci devrait s'intensifier pour ensuite s'améliorer. Plusieurs facteurs continueront également à créer des tensions et de la volatilité : les enjeux liés à l'IA, l'immigration et l'intégration de même que la croissance.

Lors de l'échange de vues avec les députés, le Commissaire a expliqué la direction à suivre pour répondre à ces défis. Il faudrait, selon lui, mettre en place des politiques climatiques qui sont en adéquation avec les critères de compétitivité, en vue de rendre les pays européens plus indépendants d'un

point de vue énergétique, ce qui constitue un enjeu central pour la Commission européenne. L'électrification de la société et le renforcement de l'interconnexion du réseau électrique européen figurent parmi les solutions à ces défis. Le Commissaire a plaidé pour « plus de nucléaire », un sujet sensible pour le Grand-Duché, « plus de solaire et plus d'éolien ».

Au sujet du conflit actuel en Iran, M. Hoekstra a affirmé que les conséquences directes pour les citoyens, comme les prix à la pompe, sont difficiles à supporter, mais constituent une opportunité de se rendre compte qu'il faut sortir de « l'étranglement » de cette situation. « Du fait de notre dépendance aux énergies fossiles, nous sommes soumis aux décisions d'acteurs que nous ne maîtrisons pas », a-t-il souligné.

Les députés ont encore interrogé le Commissaire sur la manière de susciter une adhésion des citoyens aux objectifs climatiques dans des circonstances aussi difficiles. M. Hoekstra a affirmé qu'il fallait s'assurer que les politiques envisagées « fonctionnent dans la vie réelle » et a souligné le fait que la plupart des utilisateurs qui font le choix d'un véhicule électrique ne reviennent plus en arrière, alors qu'ils en ont la possibilité. Il a affirmé qu'il faut œuvrer en ce sens : les choix qui sont favorables pour le climat doivent aussi être les meilleurs choix en termes d'expérience, de prix et de produit.

Un autre enjeu essentiel est celui de s'assurer que des perspectives existent pour les citoyens dans une économie alignée sur les objectifs environnementaux. M. Hoekstra a une fois de plus souligné les conséquences très négatives de la crise actuelle, ce qui pourrait toutefois accélérer la prise de conscience quant à la nécessité, pour l'Europe, de sortir de cette dépendance. La question d'une politique électrique commune en Europe a également été abordée.

Le Président de la Chambre rencontre les équipes du « think tank » IDEA

Le rapport annuel 2026 du « think tank » IDEA, intitulé « Dissonances » et consacré à une analyse approfondie de la conjoncture économique luxembourgeoise et internationale, a été au centre des discussions du 22 avril 2026 entre le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et les chercheurs de la Fondation IDEA.

Cette rencontre a permis au Président de la Chambre de se familiariser avec le fonctionnement, les missions et le programme d'IDEA, ainsi qu'avec ses méthodes de travail. Lors d'une présentation, le Président d'IDEA, M. Michel Wurth, le Président du Conseil scientifique, M. Jean-Jacques Rommes, et le directeur d'IDEA, M. Vincent Hein, ont expliqué que la mission principale de ce « think tank » est de susciter et d'alimenter un débat public grâce à des propositions constructives, afin de répondre aux grands défis socio-économiques.

Dans cet esprit d'échange, le Président de la Chambre des Députés, accompagné du Secrétaire général, M. Laurent Scheeck, ainsi que de deux membres de la Cellule scientifique de la Chambre, a présenté aux équipes d'IDEA les travaux menés par cette dernière et qui permettent aux parlementaires de disposer de recherches propres à objectiver les débats.



Le Président, le Secrétaire général et des membres de la Cellule scientifique de la Chambre des Députés se sont entretenus avec les équipes du « think tank » IDEA.

Armée luxembourgeoise : loi RICO

8068 – Projet de loi sur le régime d'indemnisation et de compensation opérationnel de l'Armée luxembourgeoise et portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise

L'objet de la future loi, dite « loi RICO » (projet de loi sur le régime d'indemnisation et de compensation opérationnel de l'Armée luxembourgeoise) est, comme l'indique l'exposé des motifs, « de fixer le cadre légal des compensations en nature et des indemnités pécuniaires dont bénéficie le personnel de l'Armée luxembourgeoise à la suite de sa participation à des activités militaires d'instruction et d'entraînement ainsi qu'à des activités opérationnelles nationales ». Cette loi abrogera celle du 22 avril 2009 portant réglementation des compensations et rémunérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde.

Le projet de loi représente un élément de la réforme globale et de la modernisation de l'Armée, lesquelles ont été entamées par la loi du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise.

Les nouveautés introduites par le texte sont les suivantes :

– Le champ d'application du régime d'indemnisation et de compensation sera étendu aux soldats volontaires et aux fonctionnaires commissionnés, le régime actuel ne s'appliquant qu'aux militaires de carrière.

– Le nouveau régime ne s'appliquera plus seulement à une catégorie d'activités militaires, mais à deux catégories :

- aux activités militaires d'instruction et d'entraînement « visant à fournir au personnel de l'Armée les connaissances théoriques et pratiques nécessaires pour maintenir le niveau d'opérationnalité de l'Armée ou pour préparer son déploiement dans une opération ou mission » ;

- aux activités opérationnelles nationales, lesquelles sont, d'après l'article 6, paragraphe 2, du projet de loi, « les activités dans lesquelles le personnel de l'Armée participe à la protection des points et espaces vitaux du territoire national ou fournit assistance aux administrations publiques et à la population en temps de crise » ; à ces activités sont assimilées celles « en cas de crise [...] ou de catastrophe en dehors du territoire national afin de contribuer à des coopérations multilatérales et bilatérales avec les pays voisins ».

– Les modalités des compensations et indemnités sont déterminées en détail.

– Le montant des indemnités pécuniaires est fixé dans le texte de loi.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 25/08/2022

Rapporteur : M. Marc Hansen

Travaux de la Commission de la Défense

(Président : M. Marc Hansen) :

06/03/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

12/11/2025 Présentation des amendements gouvernementaux

Examen des avis du Conseil d'État

14/01/2026 Présentation et examen des propositions d'amendements du groupe parlementaire LSAP

04/02/2026 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

25/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/03/2026

Loi du 13 avril 2026

Mémorial A : 2026, n° 196, page 1

Contrôleurs aériens : enregistrement des communications

8467 – Projet de loi relative à la gestion, la conservation, l'accès et la confidentialité des enregistrements des communications de fond et de l'environnement sonore sur les postes de travail des contrôleurs aériens

Le projet de loi 8467 vise à assurer la mise en œuvre, en droit luxembourgeois, du point ATS.OR.460 du Règlement d'exécution (UE) 2017/373, qui impose l'enregistrement des communications de fond et de l'environnement sonore aux postes des contrôleurs aériens. Bien que cette obligation soit déjà applicable au Luxembourg, le règlement européen laisse aux États membres une marge d'appréciation quant à certaines modalités pratiques.

Le projet de loi a pour objectif de combler ces lacunes, notamment en précisant la gestion et la durée de conservation des enregistrements (au-delà du minimum de 24 heures prévu par le règlement), ainsi que les conditions d'accès et les mesures de protection de ces données. Il s'inscrit dans le cadre de la compétence partagée entre l'Union européenne et les États membres en matière de sécurité aérienne et ne remet pas en cause le pouvoir discrétionnaire de la Direction de l'aviation civile.

Le recours à une loi pour mettre en œuvre ce point au niveau national est justifiée, car deux éléments introduits touchent à des matières réservées à la loi selon la Constitution, notamment le traitement de données à caractère personnel et une disposition pénale en cas de non-respect de la confidentialité des enregistrements.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 10/12/2024

Rapporteuse : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

25/09/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

05/02/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

26/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/03/2026

Loi du 2 avril 2026

Mémorial A : 2026, n° 214, page 1

Accord avec les pays de l'OEACP

8552 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, fait à Samoa, le 15 novembre 2023

Le projet de loi vise à approuver l'Accord de partenariat entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), d'autre part, signé à Samoa le 15 novembre 2023. Cet accord, également connu sous le nom d'Accord de Samoa, succède à l'Accord de Cotonou et régit les relations entre l'UE et 79 pays partenaires (48 africains, 16 caribéens et 15 du Pacifique).

L'accord s'articule autour de six piliers thématiques : (I) droits de l'homme, démocratie et gouvernance ; (II) paix et sécurité ; (III) développement humain et social ; (IV) croissance et développement économiques inclusifs et durables ; (V) durabilité environnementale et changement climatique ; et (VI) migration et mobilité. Il comprend une partie commune définissant les principes généraux et trois protocoles régionaux distincts adaptés aux spécificités de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Conclu pour une durée de vingt ans, l'accord réaffirme le respect des droits humains et de la démocratie, établit un mécanisme de règlement des différends et maintient les institutions existantes tout en créant trois conseils ministériels et assemblées parlementaires régionaux.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 17/06/2025

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

(Président : M. Gusty Graas) :

05/01/2026 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

02/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/03/2026

Loi du 13 avril 2026

Mémorial A : 2026, n° 216, page 1

Mise en œuvre du « ciel unique européen »

**8553 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;
2° de la loi du 31 mai 2021 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et aux prestataires de service de navigation aérienne**

L'initiative du « ciel unique européen » vise à améliorer l'efficacité de la gestion du trafic aérien en Europe en réduisant la fragmentation de l'espace aérien, dans un cadre paneuropéen ouvert aux pays voisins.

Le projet de loi 8553 s'inscrit dans ce contexte et a pour objectif de remédier à une non-conformité du droit luxembourgeois relevée par la Commission européenne. En vertu des règlements européens relatifs au ciel unique, les États membres doivent prévoir des sanctions « efficaces, proportionnées et dissuasives » en cas d'infraction. Or, à l'issue d'échanges dans le cadre du mécanisme EU Pilot en 2023, la Commission a jugé le système luxembourgeois de sanctions incomplet et a ouvert une procédure d'infraction contre le Luxembourg en avril 2024.

Le projet de loi vise donc à mettre le cadre national en conformité en introduisant un régime de sanctions applicable aux prestataires de services de navigation aérienne, aux organismes de formation des contrôleurs aériens, aux gestionnaires d'aéroports et aux usagers de l'espace aérien. À cette fin, il modifie notamment la loi du 31 mai 2021 relative aux licences des contrôleurs aériens et la loi modifiée du 31 janvier 1948 sur la navigation aérienne.

Enfin, le texte prévoit également une base légale permettant à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA de recouvrer les amendes infligées par la Direction de l'aviation civile en matière de respect des droits des personnes handicapées et à mobilité réduite lors de voyages aériens.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 17/06/2025

Rapporteuse : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

05/02/2026 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

26/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/03/2026

Loi du 2 avril 2026

Mémorial A : 2026, n° 215, page 1

Transversale de Clervaux

8605 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction pour l'aménagement de la transversale de Clervaux

Le projet de loi 8605 vise à donner la base légale requise pour financer un besoin supplémentaire lié au projet de la transversale de Clervaux, chantier lancé en 2014 et déjà soumis à deux augmentations budgétaires. Il adapte les dépenses en valeur réelle et prévoit une rallonge de 14.800.000 euros, correspondant à une augmentation de 10.000.000 euros (indice 779,82) par rapport à la loi de financement initiale de 73.000.000 euros, portant le total à 83.000.000 euros.

Cette hausse s'explique par l'évolution du projet et l'ajout de travaux nécessaires en cours de réalisation, notamment pour répondre aux autorisations environnementales, ainsi que par l'intégration d'un barrage de compensation sur la Cerve avec ouvrage de régulation, demandé dans le cadre de l'autorisation du Lycée de Clervaux. La transversale, reliant la N18 à la E421/N7 en contournant Clervaux par le nord, est un maillon structurant pour la région Nord (désenclavement, délestage des villages, liaison vers la zone d'activités Lentzweiler/Eselborn) et a été inaugurée le 29 juillet 2024.

Le texte détaille les causes principales des dépassements par lots : sur le tronçon N7CR340, le lot 3 a dépassé l'estimation en raison de terrassements rocheux plus importants et de mesures de stabilisation imprévues ; sur le tronçon CR340-N18, le lot 4 connaît des surcoûts majeurs liés à des adaptations environnementales et surtout au barrage (étanchéification du remblai ferroviaire voisin, accès en zone marécageuse, rideau étanche de 9 m contre la perméabilité du sous-sol). D'autres dépassements sont attribués à la période Covid-19 (hausse des prix, adjudications

plus coûteuses), notamment pour le viaduc Olegrëndchen et le passage supérieur près de la N7, tandis que certains postes ont généré des économies (viaduc Irbich, viaduc de la Cerve, voirie agricole, études).

En conclusion, la loi de 2018 ne couvrant plus l'ensemble des coûts de finalisation, le projet de loi 8605 soumet au vote l'augmentation du financement (Fonds des routes) afin d'achever le programme, jusqu'à la mise en service du barrage de compensation.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 30/07/2025

Rapporteur : M. Marc Hansen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

08/01/2026 Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

05/02/2026 Désignation d'un rapporteur

26/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/03/2026

Loi du 2 avril 2026

Mémorial A : 2026, n° 195, page 1

Cour de justice Benelux

8612 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de siège entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Cour de justice Benelux, fait à Luxembourg, le 2 juillet 2025

Le projet de loi vise à approuver l'Accord de siège entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Cour de justice Benelux, signé à Luxembourg le 2 juillet 2025.

Cet accord s'inscrit dans le cadre du développement institutionnel de la coopération Benelux qui regroupe la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Il a pour objectif de garantir le bon fonctionnement de la Cour de justice Benelux en reconnaissant sa personnalité juridique internationale et en octroyant à cette institution ainsi qu'à son personnel les privilèges et immunités nécessaires pour que la Cour puisse interagir avec le Grand-Duché de Luxembourg conformément aux principes fondamentaux gouvernant son fonctionnement, notamment sa neutralité, son impartialité et son indépendance.

L'accord établit un cadre juridique complet pour l'implantation et le fonctionnement de la Cour au Luxembourg. Il précise le statut juridique et l'inviolabilité des locaux de la Cour, les immunités et privilèges accordés aux juges, greffiers et personnel administratif, ainsi que les exemptions fiscales et douanières dont ils bénéficient. L'accord détermine également le régime applicable aux communications officielles et à la sécurité, de même que les modalités de coopération avec les autorités nationales luxembourgeoises. Il confère à la Cour un statut similaire à celui des organisations internationales implantées dans un État hôte et produit des effets juridiques obligatoires pour les deux parties.

La Cour de justice Benelux, instituée par le Traité du 31 mars 1965 entré en vigueur le 1^{er} janvier 1974, a son siège permanent à Luxembourg depuis le 1^{er} décembre 2016, et son greffe y a été transféré depuis Bruxelles le 30 juin 2023.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 16/09/2025

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

(Président : M. Gusty Graas) :

05/01/2026 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

19/01/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/03/2026

Loi du 27 mars 2026

Mémorial A : 2026, n° 206, page 1

Gouvernance de l'Administration des contributions directes

8655 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de créer un poste supplémentaire de directeur adjoint au sein de l'Administration des contributions directes (ACD) en portant le nombre total de directeurs adjoints à cinq.

Cette mesure vise à doter l'ACD des moyens organisationnels nécessaires pour relever les défis structurels, technologiques et juridiques auxquels elle est confrontée.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 26/11/2025
Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
24/02/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
27/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/03/2026
Loi du 10 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 132, page 1

Réaménagement des infrastructures ferroviaires sur l'axe ouest

8668 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Le projet de loi 8668 porte sur le réaménagement complet des infrastructures ferroviaires de la tête ouest de la gare de Luxembourg. Il s'inscrit dans le Plan national de mobilité 2035 (PNM35) et figure parmi les projets financés par le Fonds du rail. L'objectif est d'augmenter la capacité, d'améliorer la fluidité du trafic et de renforcer la robustesse du réseau, notamment en vue d'une hausse de la fréquence des trains, en particulier sur la ligne 70 Pétange-Luxembourg, et du développement du futur pôle d'échange de Hollerich.

Actuellement, la configuration des lignes 50 (Luxembourg-Kleinbettingen) et 70 (Pétange-Luxembourg) génère plusieurs points de congestion : tronçon à voie unique entre Hollerich et Luxembourg, conflits de circulation à l'entrée en gare et jonction contraignante avec la ligne vers Bettembourg. Ces contraintes limitent la capacité et provoquent des retards.

Le projet prévoit notamment la construction d'une voie supplémentaire entre Hollerich et la gare de Luxembourg pour supprimer le tronçon à voie unique, le prolongement de la double voie vers Kleinbettingen, la séparation des flux vers Bettembourg, la modification substantielle du plan des voies, la création d'un quai supplémentaire et le prolongement du quai 1. L'arrêt ferroviaire actuel de Hollerich sera supprimé en vue de son remplacement par le nouveau pôle d'échange.

Les travaux comprennent également l'assainissement et la modernisation complète de la plateforme ferroviaire (drainage, renouvellement des voies), l'adaptation des installations électriques, de traction et de signalisation (y compris ETCS), la mise en conformité avec les spécifications techniques d'interopérabilité (STI) et les méthodes de sécurité communes (MSC), ainsi que l'installation d'équipements modernes pour les voyageurs. Les interventions sur le bâtiment Grande Vitesse, classé patrimoine national, seront réalisées en collaboration avec l'INPA.

Le chantier sera réalisé en trois grandes phases entre octobre 2026 et décembre 2031, afin de limiter l'impact sur l'exploitation ferroviaire et de coordonner les

travaux avec les autres projets en gare. Le coût total du projet est estimé à 138 millions d'euros (indice 1.164,15 au 1^{er} avril 2025).

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 11/12/2025

Rapporteur : M. Marc Hansen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :
05/02/2026 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
26/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/03/2026
Loi du 26 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 207, page 1

Armée luxembourgeoise : revalorisation du statut du soldat volontaire

8678 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise en vue de la revalorisation des éléments de rémunération des soldats volontaires

Le projet de loi n° 8678 vise à revaloriser le statut du soldat volontaire par le biais d'une augmentation de la solde, de la prime de démobilisation et de la majoration d'ancienneté.

Le contexte géopolitique actuel est marqué par des tensions accrues, notamment aux frontières de l'Europe, et des menaces hybrides de plus en plus nombreuses et complexes. Les engagements en matière de défense au sein de l'OTAN se sont intensifiés afin de renforcer la sécurité collective et la posture de dissuasion. Il en découle un besoin significatif et pressant en personnel militaire.

Les mesures prévues assurent une reconnaissance adéquate de l'engagement des soldats volontaires au service du pays. En outre, elles sont susceptibles de contribuer à une meilleure fidélisation des recrues et à une stabilisation durable des effectifs.

À noter que le projet de loi se limite à la revalorisation du statut du soldat volontaire par des mesures financières destinées à être mises en œuvre dans l'immédiat. D'autres mesures suivront dans le cadre du paquet de mesures « Recrutement et attractivité de l'Armée ».

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense, le 06/01/2026
Rapporteur : M. Marc Hansen

Travaux de la Commission de la Défense
(Président : M. Marc Hansen) :
04/02/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
25/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/03/2026
Loi du 13 avril 2026
Mémorial A : 2026, n° 197, page 1

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 12	Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (intervention de M. Claude Haagen)
M. Claude Wiseler, Président		
2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Mars Di Bartolomeo	p. 12	Motion 1 : Mme Francine Closener M. Gusty Graas
Exposé : M. Mars Di Bartolomeo		Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
3. Dépôt d'une résolution par M. Ben Polidori	p. 12	7. Question élargie n° 76 de Mme Diane Adehm au sujet du développement des emprunts obligataires citoyens
Exposé : M. Ben Polidori		Mme Diane Adehm M. Gilles Roth, Ministre des Finances
4. 8552 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, fait à Samoa, le 15 novembre 2023	p. 13	8. 8655 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes
Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas		Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
Discussion générale : M. Laurent Zeimet M. Yves Cruchten M. Fred Keup Mme Sam Tanson M. David Wagner		Discussion générale : Mme Diane Adehm M. André Bauler (intervention de Mme Nancy Arendt) M. Franz Fayot M. Fred Keup Mme Sam Tanson M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur		Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8552 et dispense du second vote constitutionnel		Vote sur l'ensemble du projet de loi 8655 et dispense du second vote constitutionnel
5. 8612 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de siège entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Cour de justice Benelux, fait à Luxembourg, le 2 juillet 2025	p. 15	9. Ordre du jour
Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas		M. Claude Wiseler, Président
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur		10. Résolution de M. Ben Polidori relative à l'état des lieux de la résilience numérique de la Chambre des Députés
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8612 et dispense du second vote constitutionnel		Discussion générale : M. Tom Weidig M. Marc Goergen Mme Joëlle Welfring M. Ben Polidori
6. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet des priorités de l'Union Benelux et des ambitions de la présidence luxembourgeoise	p. 16	Vote sur la résolution (adoptée)
Exposé : Mme Francine Closener (dépôt de la motion 1)		11. Ordre du jour (suite)
Débat : M. Laurent Zeimet M. Gusty Graas M. Michel Lemaire Mme Djuna Bernard M. Marc Goergen M. David Wagner		M. Claude Wiseler, Président M. Gilles Baum Mme Djuna Bernard Mme Claire Delcourt M. Fred Keup
		Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président
		Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Mars Di Bartolomeo

Éier mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech zwou Wuertmeldungen, souvill ech verstanen hunn, fir den Depot vun enger Proposition de loi an duerno fir den Depot vun enger Résolution. Ech géing also fir d'éischt dem Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), coauteur | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegeen, Dir Dammen an Dir Hären, d'Proposition de loi, déi ech haut dem President iwwerreechen, ass eng logesch Suite vun deenen Initiativen, déi an deene leschte 25 Joer fir d'Rehabilitatioun an d'Unerkennung vun de Spueniekämpfer aus Lëtzebuerg geholl gi sinn. Si dréit d'Ënnerschriift vun Dan Biancalana a vu mir, mee ass mat inspiréiert vun den Amis des Brigades internationales – Lëtzebuerg.

Dës Proposition de loi hält d'Relève vun hirer Virgängerin 8095, fir deene jonke Leit, déi tëschent 1936 an 1939 un der Säit vun de spuenesche republikaneschen

Truppe géint de Franco-Faschismus gekämpft hunn, den Titel vum Resistenzler ze sécheren, dat nodeem säit 1999 duerch gemeinsam Initiativen, ënner anerem vum Alex Bodry a vu mir selwer, an d'Gesetz vun 2003 dat 1937er Gesetz ofgeschaf gouf, mat deem eis Spueniekämpfer zu Hors-la-loien deklariéiert goufen.

Deemools nom Gesetz gouf deene puer Iwwerliewenden, déi et nach bis bal haut gepackt hätten, eng Dekoratioun vum deemolege Staatsminister iwwerreecht, mee dee leschte Schratt fir d'Unerkennung als Resistenzler vun der éischter Stonn blouf hinne verwiert.

Dofir haten den Dan Biancalana an ech selwer déi Proposition de loi, déi ech virdrun erwänt hunn, abuecht, fir dësen Titel, fir dëse Statutt ze sécheren. Mee déi Proposition de loi ass op begrënnnten Awänn vum Staatsrot getraff, well d'Krittären, fir dee Statutt ze kréien, net kloer genuch waren. Dat war en eegene Statutt, kloer definéiert, och an engem Règlement grand-ducal, dee just si betraff huet. An dofir hu mer déi Proposition de loi zrëckgezunn a mer hunn dem Staatsrot gefollegt a sinn op de Wee gaang vun engem eegene Statutt fir d'Spueniekämpfer: de Statutt vum Combattant géint de Franco-Faschismus.

Dat ass also de Sënn vun dëser Proposition de loi, déi mat kengen Avantagé verbonnen ass, well et kee vun deem Grupp méi gëtt, mee ganz einfach hiren Asaz deemools unerkennt an hiren Asaz géint déi deemoleg Versich, d'Republik ze stierzen, wat dem Franco och gelonge war, den Asaz géint d'Diktatur an deen Asaz vu Jongen an och Fraen, déi vu Lëtzebuerg aus a Spuenie

gezu sinn, hiert Liewe riskéiert hunn an duerno hir Fräiheet riskéiert hunn ënnert dem Occupant, fir déi ze wierdegen an domat och eng staark Symbolik auszestralen zu engem Zäitpunkt, wou d'Welt op der Kopp steet a sécher gegleeften Demokratien a sécher gegleeft Wäerter ufänken ze wackelen.

Ech soen Iech Merci an ech ginn dem President déi Proposition de loi. Wannechgelift.

8712 – Proposition de loi relative à l'octroi du titre honorifique de combattant contre le fascisme aux volontaires de l'Espagne républicaine

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), coauteur | Merci och.

3. Dépôt d'une résolution par M. Ben Polidori

M. Claude Wiseler, Président | An da kritt den Här Ben Polidori d'Wuert fir den Depot vun enger Résolution. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Ben Polidori (LSAP), auteur | Jo, merci, Här President. Ech hunn haut eng Résolution matbruecht, wou et ëm d'igital Resilienz vun eiser Chamber geet. Dës Résolution ass och vu quasi alle Fraktiounen a Sensibilitéite mat ënnerschriwwen ginn, wat ech och extreemst begrëissen.

Wa mer déi aktuell geopolitisch Situatioun kucken, wa mer kucken, wat d'Cyberattacken ugeet, wa mer kucken, wéi vill Frauden am digitale Raum geschéien, mengen ech, mussen mer scho wierklech erfëiere wéinst deem, wat do geschitt. A mir schwätzen am Moment jo ëmmer méi doriwwe, dass mer mussen kucken, dass mer méi onofhängeg ginn, mat wat mer solle schaffen, wat fir eng Partner mer nach solle sichen. An hei geet et och drëms, wat fir eng Partner d'Chamber eventuell nach sollt hunn an der Zukunft.

Well spéitstens no amerikanesche Sanktiounen, déi d'lescht Joer géint Riichter vum Internationale Geriichtshaff gesprach goufen ..., respektiv haten déi Riichter keen Accès méi, fir et esou ze soen, op hir E-Mailen, déi Riichter hate keen Accès méi op Sozial-Meedie-Plattformen, si krute Visaskaarte blockéiert, si kruten hir Mastercard blockéiert a souguer hir Bankkonten. An ech mengen, dat ass awer schonn erschreckend.

An hei geet et wierklech drëms ... Ech mengen, dat kann och ons geschéien. Deemno wéi mir als Deputéiert ons vläicht prononcieren, kann esou eng Sanktioun jo vläicht och géint ons ausgeschwat ginn. An dowéinst geet et hei an där Resolutioun ëm follgend Saachen: eng Kéier, dass mer en État des lieux maache vun der Chamber, dat heescht mat deem Material, wou mir heibanne fonctionéieren, fir ze kucken: „Wéi onofhängeg si mer wierklech en cas de crise oder en cas de problème?“, an dann och eng Kéier ze kucken, dass mer mat deenen anere Parlamentar hei an Europa eng Kéier géife schwätzen, wéi si fonctionéieren. An de leschte Punkt, deen d'Resolutioun freet, ass eeben och dann, alternativ Proposen op den Dësch ze leeën, wou mer da vläicht kéinten am Bureau zesammen diskutéieren, wéi mer vläicht an der Zukunft wellen dat Digitaal hei an der Chamber opsetzen.

Ech soen Iech Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

– *considérant que la dépendance de l'administration publique et des institutions démocratiques à l'égard de solutions numériques extra-européennes crée des risques en matière de confidentialité, de sécurité des données, de continuité de service et de souveraineté nationale face aux cybermenaces et aux pressions géopolitiques ;*

– *constatant que la fermeture de certains systèmes informatiques de la Cour pénale internationale (CPI) suite aux sanctions américaines a démontré la vulnérabilité des institutions en raison de leur dépendance vis-à-vis de fournisseurs extra-européens ;*

– *notant que le Bundestag allemand a créé en janvier 2026 une commission visant la mise en place d'un écosystème numérique souverain et que l'Assemblée nationale française a annoncé le déploiement de solutions européennes souveraines pour ses outils de communication ;*

– *rappelant que le Luxembourg, en tant que centre financier européen et pays hôte de multiples institutions européennes, a une responsabilité particulière en matière de protection des données sensibles et de souveraineté numérique ;*

– *soulignant l'importance de garantir la continuité du travail parlementaire tout en renforçant la résilience et l'indépendance de l'infrastructure numérique de la Chambre des Députés,*

décide

– *d'établir, dans un délai de six mois, un état des lieux de la résilience numérique de la Chambre des Députés comprenant :*

• *une évaluation des risques liés à la dépendance actuelle de la Chambre des Députés vis-à-vis de solutions numériques extra-européennes,*

• *une analyse des bonnes pratiques développées par des parlements européens partenaires, notamment le Bundestag allemand et l'Assemblée nationale française, en matière de souveraineté numérique,*

• *des propositions visant à renforcer la résilience et l'indépendance de l'infrastructure numérique de la Chambre des Députés.*

(s.) *Ben Polidori, Gilles Baum, Yves Cruchten, Marc Goergen, David Wagner, Joëlle Welfring, Laurent Zeimet.*

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

4. 8552 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, fait à Samoa, le 15 novembre 2023

An da géinge mer zum éischte Punkt vum eisem Ordre du jour vun haut kommen, an dat ass de Projet de loi 8552, d'Ëmsetze vum Samoa-Accord. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno huet de Rapporteur 10 Minutten, all Fraktioun an all Sensibilitéit 5 Minutten an d'Regierung, wa se wëll, 10 Minutten. Ageschriwwen si schonn: den Här Laurent Zeimet, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här Président. D'Organisatioun vun de Staaten aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik regroupéiert 79 Länner, dorënner 48 afrikanesch Staaten, 16 aus der Karibik a 15 aus dem Pazifik. D'OEAP gouf duerch den Accord vun Georgetown 1975 gegrënnt. An et koumen awer dunn nach aner Accorden derbäi, wéi dee vu Lomé an och vu Cotonou.

An der Lëscht vun deene Memberstaaten, do sinn natierlech e puer ganz exotescher. Ech wëll Iech och do deen een oder deen aneren opzielen: d'Republic Kiriabati, d'Republic vun Nauru, dann de Staat Niue, d'Fédération de Saint-Christophe-et-Niévès an dann deen interessantsten, Tuvalu, mat ganz genee 26 Quadratkilometer. Also do si mir e Ris dergéint.

Une voix | A!

Une deuxième voix | Très bien!

Une troisième voix | Waart Der schonn do, Här Graas?

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Nee, mee et steet um Programm. Den Accord vu Samoa gouf de 15. November 2023 ënnerschriwwen an e reit sech a sech an eng ganz laang Traditioun vun Accorde mat der EU an. Iwwregens och als Rappel: Samoa ass eng Insel am Pazifik. An zënter 2018 gi schonn déi Negotiatiounen gefouert, fir deenen Accorde-cadre ze maachen.

Dëse Partenariat Europäesch Unioun-OEAP ass juristescht contrainant. A wat ganz interessant ass: En ëmfaasst e Fënneftel vun der Weltpopulatioun an iwwert d'Hallschecht vun de Sëtz an der UNO-Generalversammlung.

Den Accord vu Cotonou ass den 29. Februar 2020 ausgelaf. Du koum et zu engem politeschen Accord den 3. Dezember 2020. An dee gouf dann och de 15. Abrëll 2021 publizéiert.

Wat gesäit deen Accord elo hei vir? Ma et geet ëm sechs thematesch Pilieren. E setzt sech aus engem gemeinsamen Deel an dräi verschidde regionale Protokoller zesammen, wou et och ëm d'Sousregiounen Afrika, Karibik a Pazifik geet.

Ech wëll da kuerz op déi sechs verschidde Pilieren agoen. Den éischte Piliere, do geet et ëm d'Mënscherechter, d'fundamental Fräiheeten. De Rechtsstaat soll a sech duerch deen dote Piliere gestärkt ginn. Och d'Égalité vun de Genren, d'Promotioun vun enger inklusiver a pluralistescher Gesellschaft wéi och de Schutz vun den Donnéeën sinn do mat dran enthalten.

Dann den zweete Piliere: Do geet et ëm Fridden a Sécherheet. Déi eenzel Menacé wéi arméiert Konflikter, organiséiert Kriminalitéit, Terrorismus, Drogenhandel oder Cybersécherheet stinn natierlech hei am Fokus.

Da si mer scho beim drëtten Piliere. Do geet et ëm déi sozial Entwécklung. D'Parteien engagéiere sech, dass d'Mënsche kënnen e Liewen an Dignitéit féieren. Am Fokus stinn natierlech besonnesch déi vulnerabel Gruppe wéi Fraen, Jonker oder Kaner.

An dann am véierte Piliere, do geet et ëm d'Ekonomie. D'Partei beméie sech, de Privatsecteur ze ënnerstëtzen, Aarbechtsplazen ze schafen an och nei Investisementer ze maachen. Déi Politick baséiert dann op de Reegele vum fräie Maart an d'Zusammenaarbecht um Niveau vun der Technologie, der Wëssenschaft an der Innovatioun soll natierlech och encouragéiert ginn. Déi makroekonomesch an och déi finanziell Stabilitéit soll garantéiert ginn, fir eng durabel Croissance ze errechen.

De fënnefte Piliere, deen natierlech op kee Fall därfe feelen, dat ass deen, wou et ëm de Klimawandel an d'Nohaltegkeet geet. Den Ëmweltschutz soll insgesamt verbessert ginn, virun allem de Paräisser Accord soll hei ëmgesat ginn. Besonnesch gëtt an deem Piliere op d'Vulnerabilitéit vun deene méi klengen Inselstaaten higewisen. Et därfe een net vergiessen, dass virun allem déi am meeschte betraff sinn duerch d'Äerderwiermung. An hei gëtt sech dann och dozou verpflichtet, dass d'Äerderwiermung op kee Fall därfe iwwer zwee Grad an d'Luucht goen. Mir wëssen, dass virun allem, wéi gesot, déi kleng Inselstaaten do am meeschte menacéiert sinn.

Am sechste Piliere geet et dann ëm d'Migratioun an d'Mobilitéit. Hei soll och d'Dignitéit vun de Migrante respektéiert ginn a méi regional Protokolle sollen dann op déi regional Spezifitéiten agoen.

Ech wëll dann och nach hei ënnersträichen, dass am Artikel 101 – Dir gesitt also, et ass en Accord mat ganz villen Artikelen – e Mechanismus festgehale gëtt, fir d'Differenzen ënner deenen eenzelne Parteien ze léisen. D'Institutiounen, déi schonn an dem viregten Accord festgehale gi waren, ginn natierlech bäibehalen. Ech erënneren hei un de Conseil des ministres, de Komitee vun den Ambassadeuren oder déi Paritétesch parlamentaresch Versammlung. Donieft gëtt et och eng Méiglechkeet, dass e Sommet aberuff gëtt vun de Staats- oder Regierungschefen. Da gesäit den Accord och nach dräi Conseile vu Regionalministere an och dräi regional parlamentaresch Versammlung vir.

Par rapport zum Accord vu Cotonou dréit deesen Accord de Changementer um Niveau vun der OEAPC Rechnung. A wann ech elo ëmmer „OEAPC“ gesot hunn, dann dréckt dat och aus, dass een haut net méi

„APC“ seet, mee OEAPC. Deen Accord hei ass, wéi gesot, eng signifikativ Erweiderung vun dem Accord vu Cotonou, dee jo just op dräi Piliere berout hat. An den Accord hei vu Samoa ass och en Accord mixte. En huet eng Lafdauer vun 20 Joer. Dräi Joer virum Oflaf kucken d'Parteien, wat se eventuell ännere kënnen. Spéitstens sechs Méint da virum der Sitzung mussen d'Virschléi dem Conseil vun de Ministeren ënnerbreet ginn. Dat Gremium, dat dann déi Ännerungen unhëlt, kennt all dräi Joer zesummen, oder, wann d'Kopresidenten et fir néideg halen, natierlech dann och éischter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och vläicht, kuerz nach op d'Aarbechten an der Kommissioun anzegoen. Den Depot vun deem Gesetz hei gouf de 17. Juni 2025 gemaach, de 5. Januar dëst Joer ass de Rapporteur genannt ginn an de leschten 2. Februar ass dunn och de Rapport ugeholl ginn.

Dann den Avis vum Conseil d'État, deen ass vum 2. Dezember 2025 an dee weist natierlech op eng besonnesch Spezifisitéit vun deem Gesetz hin, an zwar datt mat deem Accord awer och Pouvoirs souverains un eng international Organisatioun ofgetruede ginn. An da wësst Der jo och schon, wat dat natierlech am Kloertext heescht. Dat heescht, beim Votum haut mussen mer eis un den Artikel 71 Alinea 3 vun eiser Constitutioun halen, also zwee Drëtter vun den Deputéierten heibanne mussen deem Projet de loi hei zoustëmmen.

Jiddefalls, ech kann Iech fir d'éischt Merci fir d'Nolasschtere soen an zweetens, dass ech selbstverständlech och den Accord vun der DP bréngen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech hu mat grousser Interessé elo den Ausféierung vu mengem honorabele Kollege, dem Gusty Graas, nogelasschert. Ech hunn opgepasst, ob en näischt vergiess huet. Ech kann der Chamber versécheren: E war ganz komplett. An an deem Sënn géif ech och den Accord vun eiser Fraktioun ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, et kann ee sécherlech och ëmmer mat engem kritesche Bléck op esou Accord-de-partenariete kucken. Där hu mer der jo och schon eng Partie gemaach an der Europäescher Unioun. Mee am Endeffekt fannen ech, dass et grad an der Zäit, an där mer haut liewen, an där déi international Kooperatioun ëmmer méi ënner Drock geréit, e gutt Zeechen ass, dass d'EU et nach fäerdegbréngt, mat aneren Deeler an der Welt Kooperatiounen anzegoen an esou Accorden ofzeschléissen. An dofir gi mir als LSAP eisen Accord zu deem Projet de loi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll soen, dass mer ganz kloer och fir d'Zesummenaarbecht si mat de Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik, dem sougenannten AKP-Grupp. Allerdéngs ass et hei och e bëssen esou – wéi de Rapporteur et scho gesot huet a wéi et am Avis vum Staatsrot stoung –, dass mer Pouvoirs souverains, also Souveränitätsrechter, oftrieden. An duerfir ass dat hei och net elo einfach vläicht anodin, mee dat

ass schon eng Saach, déi eng Zweedréttelmajoritéit dann erfuerdert. An dat ass natierlech och eppes, wou mir net onbedéngt esou direkt dermat liewe kënnen. Dat hu mir net gären, wa mer eis Souveränitätsrechter ofginn, well dann hu mer och net méi d'demokratesch Kontroll vun der Chamber iwwer Saachen, déi do eventuell decidéiert ginn. An aus deene Grënn wäerte mir eis bei deem heiten elo, och wann d'Zesummenaarbecht vun eis begréisst gëtt, enthalten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci. De Rapporteur huet schon erkläert, dass de Rapport sech och an eng länger Traditioun aschreift. Mir ginn op alle Fall den Accord zu deem Projet. Et sief bemierkt: Et gi Referenzen op Mënscherechter, op Klimaschutz gemaach. Et bleift natierlech ze kucken, dass déi an der Realitéit dann och esou ëmgesat ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Wagner.

Une voix | O!

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, et deet mer leed, mee et gëtt net ganz laang. Jo, den Här Graas als Rapporteur huet jo och schon e klengen Historique gemaach. Also, déi Accorden täsch der Europäescher Unioun a ville Länner aus dem Pazifik, aus Afrika, aus der Karibik ginn zrëck op d'Accords de Lomé vun 1975. An dat waren u sech relativ fortschrëttlech Accorden, well se och déi Länner, déi jo e wirtschaftlechen, ekonomeschen Entwécklungsretard haten, méi protegéiert hunn. Dat heescht, si konnten och Douanes-taxen op Produkter erhiewen, fir sech justement kënnen selwer ze developpéieren. Dat war positiv.

Leider koum et awer duerno zur neoliberaler Konterrevolutioun, e bëssen iwwerall. An an deem Geescht ass dann de Successeur vun den Accords de Lomé, eeben d'Accords de Cotonou, verhandelt ginn. An do war et eriwuer mat der Protektioun vun de Produkter vu Länner, déi manner entwéckelt sinn. Do sinn d'Barriären erofgesat ginn. An de Problem ass jo och haaptsächlech deen, datt d'europäesch Länner, d'Europäesch Unioun, och vun deene Länner ganz oft gefuerdert hunn, datt se schon hir Economie opmaache fir Servicer oder fir d'Industrie, wat jo déi Länner iergendwéi verdaamt, nach am Primären ze bleiwen, also an der Landwirtschaft, a sech net kënnen ze entwéckelen, well se Retard hunn. Et ass onméiglech fir déi Länner.

An d'ailleurs, et dierf een net vergiessen – et gëtt jo heiansdo e bëssen esou gemaach –: Déi Regierungen hu jo zougestëmmt, mee ënner Drock. Ënner Drock a mat Onzefriddenheet. Si sinn u sech guer net averstan domadder, mee et ass mat Methode geschafft ginn, haaptsächlech och vum eeemolege Kommissär fir den Handel. Wësst Der, wéi deen heescht? Säin Numm ass e bësse méi bekannt ginn a leschter Zäit. De Peter Mandelson. Dat war jo och l'âme damnée vum Tony Blair. Dat ass deen, deen den New Labour gegrennt huet. An dat ass eng Brute, wéi mer elo erausfonnt hunn, well elo ass en an den Epstein-Files an en ass festgehal ginn, well et ... Ma mir wësse firwat. Jo, an deen huet deemools och schon d'Drecksaarbecht gemaach an do brauch een en Drecksak, fir d'Drecksaarbecht ze maachen, an dat war eeben de Peter Mandelson. An ech mengen, dat kann een awer wierklech esou soen, well dat huet wierklech déi Länner an Afrika an op anere Plazen, déi ënnerentwéckelt sinn, ganz staark gehemmt an hirer Entwécklung. Dat erkläert och, firwat vill Leit versichen, iwwert d'Mëttelmier bei eis ze kommen: well se sech do net kënnen entwéckelen. Dofir wëlle

se eng besser Zukunft hei fannen, wat total normal ass.

Et dierf een net vergiessen, datt am Kader vun deenen Accords de Cotonou jo och Accords de partenariat économique negociéiert gi si mat verschiddene Länner, Gruppe vu Länner, zum Beispill an Afrika, wou u sech och Länner ënner Drock gesat ginn. Déi eng hu missen akzeptéieren, aner hunn net akzeptéiert. Dat heescht, Dir hutt u sech eng Desorganisatioun vun der regionaler Integratioun. U sech integréieren déi Accorden d'Regiounen net, mee féiere genau zum Géigendeel, well gewësse Länner maachen hir Wirtschaft da méi op an aner net. Dat ass natierlech net gutt och fir déi verschidde Länner, notamment a Westafrika. Also, et ass näischt Positives!

Bon, deen heiten Accord, do geet et jo haaptsächlech och ëm politesch Froen. Do si jo och Saachen dran, déi positiv sinn, mee déi natierlech net contrainnant sinn, wat zum Beispill d'Recht op de Logement ugeet et cetera. Duerno den ekonomesche Punkt, deen e liberale Punkt ass justement, wou justement och der Privatwirtschaft d'Dieren nach méi opgemaach mussen ginn. Dat si Prinzippien, déi enoncéiert ginn, an dat ass wierklech erëm komplizéiert, well et justement d'Entwécklung, déi harmonesch Entwécklung vun deene Länner wierklech hemmt. An et mécht déi lokal Economie fir gréisser europäesch Entrepreneuren op.

Dat ass keng Aart a Weis, fir mat Länner ëmzegoen, déi manner entwéckelt sinn, an dat ass justement, déi Länner ze condamnéieren, an der Ënnerentwécklung ze bleiwen. Dofir wäerte mir et maache wéi eis Kollegen am Europaparlament – do ass et jo och schon diskutéiert ginn – vun der Lénker Fraktioun: Mir wäerten eis enthalten. Et si jo e puer positiv Aspekter. Déi Gréng hu sech am Europaparlament och enthalten, mengen ech. Si haten och Recht, dat ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Ech géing d'Regierung froen, ob si wëllt dozou Stellung huelen.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech mengen, ech brauch keen zweete Rapport ze maachen. Den Här Graas war scho méi wéi komplett. Mee e grouse Merci fir de Rapport. An dat, wat hei wichteg ass, ass, dass et eng verstärkte Partnerschaft mat 79 Länner ass. An ech mengen, dass et am Interêt vu béide Säiten ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Aus Virsichtsgrënn froen ech, ob jiddwereen agelogg ass, wa mer elo déi Ofstëmmung ufänken. Dat schéngt de Fall ze sinn. Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8552. Den Text steet am Document parlementaire 8552³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8552 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 53 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 7 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen géint keng Nee-Stëmm bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Nancy Arendt), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent

Mosar), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Octavie Modert), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Ma dann ass dat esou decidéiert.

5. 8612 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de siège entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Cour de justice Benelux, fait à Luxembourg, le 2 juillet 2025

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet 8612, dem Ëmsetze vun engem Accord tëscht Lëtzebuerg an dem Benelux-Gerichtshaff. Ech erënneren drun, datt et e Riedemodell „avec rapport et sans débat“ ass, an deemno huet de Rapporteur 5 Minutten an d'Regierung, wa se wëllt, och 5 Minutten. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Haut steet jo de Benelux zimmlech am Mëttelpunkt vun eisen Debaten. An duerfir hu mer hei och nach e wichtegt Gesetz ze stëmmen, dat de Benelux direkt betrëfft.

An zwar geet et hei ëm d'Approbatoung vun engem Accord zwëschen eisem Land an der Cour de justice Benelux, wat de Siège vun där Institutoung ubelaangt. Dee gouf den 2. Juli 2025 hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen. An d'Cour gouf awer duerch den Traité vum 31. Mäerz 1965 geschafen.

Deen Traité ass awer erëischt den 1. Januar 1974 a Kraaft getrueden. De Siège gouf den 1. Dezember 2016 op Lëtzebuerg transferéiert a méi spezifesch an d'Stad Lëtzebuerg, mee weinst prakteschen Ursachen ass dat awer erëischt offiziell den 1. Mäerz 2023 geschitt.

D'Cour huet siwe Büroen am neien Hémicycle um Kierchbiërg. Déi goufe vun der Regierung fir néng Joer zur Verfügung gestallt, an zwar vun 2023 bis 2031. Véier Persounen schaffen de Moment do mat

engem eegene Statutt, op deem ech nach wäert e bëssen zrëckkommen. Deen ass änlech wéi dee vun der NSPA zu Capellen.

D'Presidence rotéiert all dräi Joer. Contrairement zu der Présidence vum Comité des ministres, contrairement zu der Assemblée sinn et hei, wéi gesot, dräi Joer. De Moment ass de President – ech mengen, dee kenne mer alleguer – den Här Francis Delaporte. Deen ass jo hei zu Lëtzebuerg och President vun der Cour administrative.

Den Accord gouf mam Ausseministère, de Finanzen, dem Travail, der Santé an der Sécurité sociale negociéiert. Et brauchen awer keng weider Ännerungen un enger anerer Legislatioun hei virgeholl ze ginn. E baséiert op deenen allgemenge Reegele vum Droit vun den Traitéen, wéi se notament an der Konvention vun Wien vun 1969 virgesi sinn.

A bedéngt duerch seng Kompetenzerweiderung kritt d'Cour mat dësem Accord, deem iwwregens 17 Artikelen huet, eng méi staark Personnalité juridique. Och kritt d'Personal gewësse Privileegien an Immunitéiten, déi et dann natierlech och brauch fir d'Ausübe vu senger Fonctioun. Et geet och ëm steierlech an Douanesexemptionen, natierlech ëm d'Sécherheet an och ëm d'Zesummenaarbecht mat den nationalen Autoritéiten.

Vläicht e puer Detailler dann aus dem Accord hei: Den Artikel 3 garantéiert d'Inviolabilitéit vun de Lokalitéiten, de Reunioenen an den Archiven. Am Artikel 4 ginn d'Kommunikatiounen vun der Cour hei gereegelt. Den Artikel 7 hält fest, datt d'Agente vum Greffe keng Steieren un de Lëtzebuurger Staat brauchen ze bezuelen, mee se mussen awer natierlech Steieren un eng intern Organisatioun innerhalb vun der Cour selwer bezuelen.

Da geet et am Artikel 9 ëm de spezielle Statutt, wou ech scho kuerz drop agaang war. De Greffier huet e similairé Statutt wéi e Chef de mission diplomatique. Den Artikel 16 regelt dann och d'Differenzen – wou mer hoffen, datt keng optauchen – tëscht dem Lëtzebuurger Staat an der Cour. Dofir géing dann, le cas échéant, en Tribunal d'arbitrage geschafe ginn. Duerch dësen Accord, wéi gesot, kritt d'Cour en änleche Statutt wéi deen, dee fir aner international Organisatiounen virgesinn ass, déi an engem Gaaschtstaat etabléiert sinn.

A wann den Accord bis ratifizéiert ass, an dat misst jo dann haut geschéien, da produzéiert en natierlech och contraignant juristesche Effeten. En ass fir eng onbestëmten Zäit gültig, kann awer op Demande vun där enger oder där anerer Partei reviséiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu datt deen internationalen Accord hei tëschent enger internationaler Organisatioun an dem Grand-Duché de Luxembourg ass, entsprécht en natierlech dem internationale Recht an e muss sech deem och ënnerwerfen.

Dann nach kuerz zu den Aarbechten an der Kommissioun. De Projet de loi gouf de 16. September 2025 deposéiert. De 5. Januar gouf de Rapporteur designéiert an den 19. Januar ass de Rapport ugeholl ginn. Zweek Avis gouf et natierlech och. Deen éischten ass dee vum Conseil d'État: Deen ass vum 2. Dezember 2025. Deen anereren ass vun der Chambre de Commerce vum 25. November 2025. Allen zwee hate keng Remark ze maachen a waren deementspreechend mat dësem Projet de loi d'accord.

An ech géing Iech dann och bieden, dësem Projet de loi Är Zoustëmmung ze ginn. An ech brénge gläichzäiteg och den Accord vun der Demokratescher Partei. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas, fir Äre schrëfflechen a fir Äre mëndleche Rapport. Vu datt et e Modell „avec rapport et sans débat“ ass, hu mer elo keng Debatt.

An ech froe just d'Regierung, ob se wëllt Stellung huelen.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Just ganz kuerz. Ech mengen, et ass och e staarkt Signal fir d'Zesummenaarbecht mam Benelux. An et anticipéiert bal schonn de Punkt, dee mer duerno diskutéieren, d'Benelux-Parlament. A fir och eeben d'Zesummenaarbecht vum Benelux ze ënnersträichen: Mir sinn och, wéi Der wësst, an der Situatioun am Moment, wou mer mat de Belsch a mat den Hollänner amgaange sinn ze kucke fir d'Rapatriementen vun de Leit aus där Géigend. Zu dräi ass et heiansdo manner komplizéiert wéi zu 27. An ech si frou, dass dee Benelux, deen am Ufank als Laboratoire gezielt huet, haut e Virbild ass. An hei ass och nees eng Kéier e Vertraue vun Holland a vun der Belsch, dass mir zu Lëtzebuerg och dee Siège wäerte kréien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

An da géinge mer zum Ofstëmmen iwwert de Projet de loi 8612 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8612³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8612 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Neestëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmege ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet des priorités de l'Union Benelux et des ambitions de la présidence luxembourgeoise

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. An zwar ass dat eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Prioritéit vun der Benelux-Unioun an d'Ambitiounen vun der Lëtzebuurger Presidentschaft, déi d'LSAP-Fraktioun ugefont huet. Hei hu mer eng Riedezäit, déi follgendermoossen ass: D'Auteure vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen an d'Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Gusty Graas, d'Madamm Francine Closener, den Här Michel Lemaire, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Francine Closener als Verriederin vun der LSAP-Fraktioun.

(Brouhaha)

Exposé

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Ech waarde just nach op en Dokument, dat den Här Zeimet nach hat.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Kéint mer e wéineg Rou am Sall kréien?

Mme Francine Closener (LSAP) | Villmools merci. Voilà, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, quo vadis, Benelux? Dat ass d'Fro, déi ech haut gär mat Tech hei géif diskutieren, just e puer Méint nodeems déi Lëtzebuurger Presidentschaft vun der Benelux-Unioun fäerdeg ass an e knappt Joer bis déi Lëtzebuurger Presidentschaft vun der Benelux-Parlament eriwwe ass.

Déi Zesummenaarbecht tëschent der Belsch, Holland a Lëtzebuerg gëtt et zanter iwwer 70 Joer um Niveau vun deenen dräi Parlamenten an um Niveau vun der Regierung a se huet hir Preuvé gemaach, fir d'éischt als Zollunioun, dann 1958 als Wirtschaftsunioun, a 50 Joer drop ass dann de Benelux-Vertrag ënnerschriwwen ginn, fir där Zesummenaarbecht nach nei Impulser ze ginn, besonnesch an de Beräicher Bannemaart, nohalteg Entwécklung a Justice a Police.

De Benelux war a ganz ville Beräicher senger Zäit viraus: e Laboratoire fir europäesch Zesummenaarbecht an Integratioun, Virreider vun der EU, d'Wéi vu Schengen. En huet déi géigesäiteg Unerkennung vun Diplomer méiglech gemaach an eng verdéifte Policesummenaarbecht. A ville Beräicher wier Europa ouni de Benelux net do, wou mer haut sinn.

Dat ass alles schéin a gutt, mee wou steet d'Benelux-Unioun haut? A wat ass eigentlech hir Zukunft? Well et steet ausser Zweifel, datt de Benelux manner dynamesch wierkt, dass déi gemeinsam Projeten iwwert déi lescht Jore manner ambitiéis gi sinn an och manner driwwer geschwat gëtt, se einfach keng Visibilitéit hunn. D'Bedeutung vun Benelux huet ofgehol, och well viles um Niveau vun der Europäescher Unioun diskutéiert an decidéiert gëtt, wat begrëssenswäert ass, awer dat mécht déi regional Zesummenaarbecht wierklech net iwwerflësseg. Am Géigendeel!

Et war an et ass nach ëmmer Raum fir Concertatioun, fir ze experimentieren a fir d'Bündele vun de Kräfte vu klenge Länner, déi gemeinsam Grousses erreche kënnen. Do ass de Benelux och e Virbild fir aner europäesch Regiounen. Mee allze dacks bleift de Benelux awer blatzeg, e léisst säi Potenzial broochleien, amplaz eng Plattform, e Moteur fir e reelle regionale Leadership ze ginn.

De Benelux huet an der Vergaangenheet jo bewisen, datt seng Iddien ëmsetzbar sinn an eis Liewensqualität reell verbessere kënnen. An an Zäite vu grousser internationaler Onsécherheet brauch ee grad dat regionaalt Zesummenhalen a Weiderkommen. All Status quo wier e Réckschrëtt. An dat dierfe mer net zouloossen.

Duerfir wéilt ech den Ausseminister froen: Wéi gesäit hien dann d'Roll vun Benelux aktuell an an Zukunft? A wat ass während der Lëtzebuurger Presidentschaft dat lescht Joer eigentlech vun Äre Prioritéiten ëmgesat ginn?

Här President, mir hu wéi gesot nach e knappt Joer Presidentschaft vun Parlament virun eis an et gëtt eng Rei Beräicher, an deenen de Benelux Verbesserung fir seng Bierger ka bidden an och Impulser fir méi grouss europäesch Projeten.

E Beispill: En éischte Beräich ass d'Veerdeegung. Mir wëssen, datt mer eis als Lëtzebuurger a virun allem als Europäer mussen besser opstellen. Do läit déi regional Zesummenaarbecht jo op der Hand. An et gëtt och eng Partie gemeinsam Projeten. An der Defense hu mer jo besonnesch mat der Belsch schonn eng ganz enk Kooperatioun, mee och mat eisen hollännesche Partner kéint méi Zesummenaarbecht interessant sinn.

Luxinnovation huet viru bal dräi Joer zesumme mat der belscher Agora an NIDV, der hollännescher Associatioun vun Defense a Space, eng Letter of Intent ënnerschriwwen. Dat war en éischte grouss Schratt, fir d'Industrie vun der Defense, Space, Cybersécherheet, awer och Kommunikatioun méi no beieneen ze bréngen.

Kann den Här Minister eis haut vläicht soen, wat de Stand ass vun där Zesummenaarbecht? Wéi eng Initiative gëtt et um Niveau vun Benelux, fir eis Base industrielle de défense ze verbessere a vun europäesche Finanzementer kënnen ze profitieren?

Am Hierscht hunn déi dräi Länner jo hir Defensekooperatioun, fir déi e Steering Group zoustänneg ass, nach emol gefestegt an eng gemeinsam Deklaratioun ënnerschriwwen, Här Ausseminister. Wéi eng konkret Initiativen ergi sech dann dorauer?

Mir brauchen op alle Fall an deene Beräicher méi Innovation, méi Zesummenaarbecht, besonnesch ënner dem Aspekt vun der europäescher Souveränitéit. Op der Agenda 2026 vun Benelux steet donieft och déi gemeinsam Bekämpfung vu Kriminalitéit, Terrorismus, Cyberattacken an hybride Geforen.

En zweete Punkt: D'Policesummenaarbecht am Benelux huet jo schonn eng laang Traditioun. Schon 2004 gouf en éischten Traité zu Senneng ënnerschriwwen. An der Tëschenzäit ass vill geschitt. Dee leschten Traité ass 2018 ënnerschriwwen ginn an den 1. Oktober 2023 a Kraaft getrueden. Zanterhier schafft d'Police mat enger méi integréierter multidisziplinärer Approche, fir virop natierlech organiséiert a grenziwwerschreidend Kriminalitéit ze bekämpfen.

Et geet awer och ëm d'Integratioun vun Datebanken a Preventioun. Den Traité ass jo elo voll operationell. Et gëtt zum Beispill mixte Patrullen, déi en place sinn. 2028 soll dee ganzen Traité evaluéiert ginn, mee vläicht kann de Minister jo haut schonn e klengen Tëschebilan zéien.

(Interruption)

A fir nach bei eiser Sécherheet ze bleiwen an der Resilienz, wéll ech och kuerz op de Katastropheschutz agoen. Mir mussen jo dovunner ausgoen, datt mer an Zukunft méi Naturkatastrophen, extreem Wiederphänomene wäerte kennen. Duerfir ass et ëmsou méi

wichtig, dass mer hei beim Katastropheschutz och déi aktuell Kooperatioun ausbauen.

Besonnesch beim Schutz géint Iwwerschwemmung schafft de Benelux schonn enk zesummen an ass wierklech e Pionier an der EU. D'Katastroph am Ahrtal ass scho fënnf Joer hier, mee d'Billen sinn nach ëmmer am Kapp. Am Dezember zejoert war zu Schengen eng Konferenz, fir Best Practices iwwert de Verbrauch vu Waasser, den Émgang domat a Warnsystemer an d'Upassung un de Klimawandel auszetauschen. Virun zwou Woche sinn Experten aus deenen dräi Länner zu Oochen zesummekomm.

Den Austausch schéngt also ganz gutt ze fonctionieren, duerfir stellen ech mer d'Fro, wéi wäit een déi wäertvoll Aarbecht aus dem Benelux kann op d'Groussregioun iwwerdroen. Wéi eng Synergie gëtt et do, fir déi gutt Léisungssätz iwwer Grenzen eraus ze deelen?

Här President, d'Aarbecht vun Benelux ass villfälteg. Et gëtt Efforten am Beräich vun der Mobilitéit, der Energie, dem Hydrogène, besonnesch och an der Educatioun, an der Weiterbildung, wou grad jo och dru geschafft gëtt, déi automatesch Unerkennung vun den Diplomer auszebauen.

Ech wéilt awer och ganz gär vun der Regierung eebe wëssen, a wéi enge Beräicher si no deem Joer Presidentschaft weider Opportunitéit fir de Benelux gesäit. Wou huet d'Regierung wëlles, laangfristeg méi, méi intensiv a méi konkret mat eisen hollänneschen a belsche Kolleegen zesummenzeschaffen?

Wat sinn déi ambitiéis Iddien, déi een am Benelux kann testen, fir se duerno an der ganzer EU ëmzesetzen? Ass d'Regierung iwwerhaupt der Meenung, datt de Benelux nach ëmmer dee Rôle vun europäesche Laboratoire sollt spillen?

Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesitt Dir dat? Wat ass de Benelux eis eigentlech haut nach wäert? Wéi gesot, leider schépp en net säi ganz Potenzial aus. Dat ass schued, well domadder d'Zesummenaarbecht an der Unioun Benelux net esou gutt ass, wéi se kéint sinn.

E grouss Problem, mat deem mëttlerweil déi allerméist europäesch Parlamenten ze kämpfen hunn, de Rietextremismus, ass och am Benelux-Parlament ukomm. Et war ëmmer üblich, hei am Konsens während de Pleniären Entscheedungen ze huelen, bis virun e puer Méint, wou et ëm den Dossier Schengen gong an och ëm Grenzkontrollen. Do war kee Konsens méi méiglech. An et gouf e Blocage an de Sujet huet missen zréck an d'Kommissioun verweise ginn. Dat ass schonn e Präzedenzfall an eng Entwécklung, déi engem muss Suerge maachen.

An e weidere Punkt, firwat de Benelux net déi Roll, déi Wierkung an déi Visibilitéit huet, déi ech mer géif wënschen, ass natierlech institutionell bedéngt, well d'Parlament kee legislative Pouvoir huet. Ech gleewen och wierklech net drun, dass déi dräi Länner wëlles hunn, dem Benelux-Parlament esou e Pouvoir ze ginn, mee seng Recommendatiounen, déi missten awer vun der Regierung vun deenen dräi Länner wouergeholl ginn.

Wat ass eigentlech d'Plus-value vun all de Reunionen, vun de Ressourcen, der Zäit, der Energie, wann herno d'Resultat net gekuckt a scho guer net ëmgesat gëtt?

D'Benelux-Parlament huet dräi Pleniären d'Joer a ka wichtig Impulser ginn. Do gi Recommendatiounen ugeholl, déi duerno un de Comité des ministres weidergeleet ginn. Dat ass eeben de Gremium, wou Ministeren aus deenen dräi Regierungen dra sinn.

E puer rezent Beispiller, déi hei am November d'lescht Joer zu Lëtzebuerg als Recommendatioun ugeholl

goufen: Dat ware Projeten am Kontext Upassung un d'Klima, Energietransitioun oder Kënschtlech Intelligenz, notamment fir an deem Beräich déi national Strategien ze harmoniséieren an eis Capacitéiten ze verbessern.

Heiansdo waart een zwee Joer, bis d'Recommandatioune vum Parlament iwwerhaapt vum Comité des ministres Benelux a Betruecht gezu ginn a bis een eng Äntwert kritt. Dat ass awer wierklech vill ze laang, well vill vun de Recommendatioune si jo da längst schonn iwwerholl. Ausserdeem ass och net ganz kloer, wat de Comité mat enger Recommendatioun mécht. Dat entsprécht elo net onbedéngt eisem Verständnis vun Demokratie, vu parlamentarescher Aarbecht.

A mir sinn der Meenung, dass dat dréngend muss verbessert ginn. Et brauch ee kuerz a kloer Delaien, fir datt déi national Parlamenter an och d'Regierung sech mat de Recommendatioune vum Benelux-Parlament auserneeetzen. Mir brauchen ee Mechanismus, dee festleet, datt de Comité des ministres sech zäitno d'Recommendatioune vum Parlament ukuckt. An duerno muss och dem Benelux-Parlament oder am beschte Fall souguer den nationale Parlamenter matgedeelt ginn, wat dann elo mat där Recommendatioun geschitt. D'Benelux-Parlament ass ee consultatiivt Organ, mee et muss awer trotzdem als solcht eescht geholl ginn.

Här President, aus deem, wat ech elo gesot hunn, ergëtt sech, dass ech eng Motioun hei deposéieren, déi och vun de Kollege vun deene Gréngen, vun de Piraten a vun déi Lénk ënnerschriwwen a gedroe gëtt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Voilà!

... fir eeben d'Sichtbarkeet vum Benelux-Parlament ze stärken, andeems mer besser méi en demokratesche Suivi maachen, fir eebe seng Recommendatioune wouzerhuelen an och ëmzesetzen.

Zesumme si mer méi staark. An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Closener, Dir hutt mer en Deel vun Ärer Ried ofginn.

Mme Francine Closener (LSAP) | O! Hei ass se.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– que l'Union Benelux constitue un pilier essentiel de la coopération politique, économique, sociale et environnementale entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ;

– que l'Assemblée interparlementaire Benelux ne dispose pas d'un pouvoir législatif équivalent à celui des parlements nationaux de ses membres ;

– que les recommandations de l'Assemblée interparlementaire Benelux sont aujourd'hui des actes non contraignants, dont la suite donnée reste largement dépendante de la volonté politique des gouvernements ;

– l'instauration d'un nouveau Collège des secrétaires généraux, le 1^{er} janvier 2026, afin de renforcer la coopération au sein du Benelux et d'accompagner la mise en œuvre du plan annuel et du programme de travail pluri-annuel ;

– l'opportunité de consolider la dimension démocratique, la transparence et l'efficacité de la coopération Benelux,

invite le Gouvernement à

– s'engager pour l'inscription d'un mécanisme de suivi dans l'Accord sur l'Assemblée interparlementaire Benelux, comprenant une obligation d'examiner et de répondre dans un délai approprié aux recommandations de l'Assemblée interparlementaire Benelux, et avec indication des suites données ;

– veiller à ce que les recommandations de l'Assemblée interparlementaire Benelux fassent l'objet d'un réel débat politique dans le cadre du Comité des ministres ;

– présenter au moins une fois par session à la Chambre des Députés les suites des recommandations de l'Assemblée interparlementaire Benelux.

(s.) Francine Closener, Djuna Bernard, Marc Goergen, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass besser esou. Merci.

Gutt! Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. D'Madamm Closener huet elo just spannend Froen un d'Regierung gestallt. An ech kann net fir d'Regierung schwätzen, ech ka just fir eng vun de Fraktiounen schwätzen, déi d'Regierung ënnerstëtzen.

An dat, wéi mer de Benelux gesinn, oder wat eis de Benelux wäert ass: Ganz vill, Madamm Closener, ganz vill! A mir gesinn och eis Zukunft weiderhin am Benelux.

Well, wat ass de Benelux fir eis? Et ass u sech praktesch Famill. Well souwuel d'Belsch wéi d'Hollänner sinn eis Kosengen, verbonnen och duerch eis dräi Herrscherhaiser. A mir hunn alleguerten, oder vill vun eis, och familiär Relatiounen am Benelux. Mir maachen do Vakanz, mir sinn do doheem, si bei eis a mir bei hinnen. Ech mengen, dat ass de Benelux eis wäert.

Wou Der Recht hutt, ass natierlech, datt een aus dem Benelux nach ka méi maachen. An datt e weiderhin e Virreider an der Europäescher Unioun soll sinn, e Laboratoire, wéi Der och gesot hutt, och do, mengen ech, si mer eis eens. A mir gesinn dat ganz genau sou wéi Dir.

Kéint en nach méi dynamesch sinn? Huet en ze wéineg Visibilitéit? Vlächicht jo. Et kann ee sécherlech ëmmer nobesseren. D'Dynamik hänkt natierlech och ëmmer dervun of, ob d'Regierung Partner huet an deenen zwee Länner, mat deene se ka fir Dynamik suergen. Dir wësst genau sou gutt wéi mir, dat war an der Belsch dacks komplizéiert. Elo hu se eng Regierung. Mir hoffen, datt se stabil ass. A bei den Hollänner war et och komplizéiert. Och déi hunn elo eng nei Regierung, déi mat neier Dynamik un d'Wierk geet. Och do ass also elo d'Hoffnung do, datt mat dräi stabilen, motivéierte Regierunge vlächicht dann och erëm méi Dynamik an de Benelux kann erakommen.

30 Milliounen Awunner innerhalb vun der Europäescher Unioun, dat ass de Benelux och. A mir schafen 10 % vum BIP vun der Europäescher Unioun. Déi ginn hei am Benelux erwirtschaft. Dat ass och net näischt!

Mir sinn zwar dräi kleng Länner, awer zesumme si mer eeben net esou kleng. An dat ass och d'Stärkt vum Benelux. An dofir, mengen ech, ass et och wichtig, datt mer als Benelux zesummeschaffen, datt mer eis concertéieren an datt mer innerhalb vun eiser Europäescher Unioun och als Benelux zesummen optrieden.

Dir hutt mat Recht e puer Felder opgezeechent, wou de Benelux an Zukunft och nach méi enk kéint zesummeschaffen. An eis ass do, genau wéi Iech, wann ech Iech richtig verstan hunn, d'Defense ganz wichtig.

Mir hunn net méi spéit wéi gëschter jo nach iwwert déi international Situatioun geschwat a wéi kriddeleg u sech et op der Welt gëtt, wann internationaalt Recht net méi respektéiert gëtt, besonnesch eebe fir kleng Länner.

An ech denken, mir denken, datt et do wichtig ass, datt mer och innerhalb vun der Europäescher Unioun enk Partner hunn, op déi mer eis ëmmer an an alle Situatioune kënnen verloossen an och egal wéi d'Walen an de Länner ausginn.

Mir si jo net naiv. Mir gesinn, wat an der Europäescher Unioun, besonnesch bei eise groussen Nopeschlänner, amgaangen ass ze geschéien um politeschen Niveau, wou mer net wëssen, ob mer muer nach dat selwecht Vertrauen an déi Partner kënnen hunn, wéi dat haut de Fall ass, deemno wéi d'Walen do wäerten ausgoen.

An do denke mer, datt et wichtig ass, datt mer eis versécheren an ëmmer erëm versécheren, datt mer am Benelux kënnen Partner hunn, mat deene mer och innerhalb vun der Europäescher Unioun kënnen un engem Seel zéien, datt mer do och dat selwecht Versteedsdemech vun der Politick hunn, och wann zum Deel dann och Leit an der Regierung sinn, déi mer vlächicht méi skeptesch gesinn, déi awer bis ewell an hirer Regierungsverantwortung ganz verstänneg handelen.

Dofir mengen ech, menge mir, datt de Benelux fir eis ganz wichtig ass, och innerhalb vun der Europäescher Unioun, fir verlässlech Partner an Zukunft ze hunn. A besonnesch och dann an der Defense kéint e jo e Laboratoire sinn, well eis Defense kënnen mer, däärs si mer eis och alleguerte bewosst, och innerhalb der NATO, net aleng assuréieren. Och do muss mer zesummeschaffen. A wat läit do méi no, wéi mat deenen zesummeschaffen, deene mer vertrauen an déi mer gutt kennen? An dat sinn nun emol eis belsch an eis hollännesch Kosengen.

A wann Dir gewëllt sidd, mat op dee Wee ze goen, mir sinn dat sécherlech och, fir d'Regierung ze ënnerstëtzen, besonnesch och an der Defense, an der Resilienz, am Kader vum Benelux méi wäit ze goen, méi no vir ze goen an och Laboratoire ze si fir d'Europäesch Unioun.

D'Visibilitéit ass natierlech och eng Saach vun der Kultur. Weess nach jiddereen, wat de Benelux ass? Kënnen mer do vlächicht och méi maachen? An eis ass eppes op alle Fall mol opgefällt: Mir léiere jo an eise Schoule vill Sproochen. Awer eng Sprooch gëtt et a kengem Lycée am ganze Grand-Duché, an dat ass Hollännesch. Woubäi dat awer déi Sprooch ass, déi eis zwee Partnerlänner allen zwee am Curriculum hunn, an déi dann och vill do schwätzen. A vlächicht wär et och en Zeeche vum gudden Willen, wa mer op d'mannst mol als Optioun an eise Lycéeën och op dee Wee géife goen an och Hollännesch mol géifen ubidden. Well et hëlleft bestëmmt, och am Kader vum Benelux-Parlament, wa mer net déi Eenzeg méi sinn, déi keen Hollännesch kënnen. Dofir géife mer et och begrëssen, wa mer Hollännesch mol e bësse méi géifen ënnerstëtzen.

(Interruption)

Voilà! Zu Ärer Motioun: Mir gesinn déi e bësse méi skeptesch. Mir mengen, datt dat vlächicht elo e bësse vill verlaangt ass direkt. Vlächicht kéint een awer an der Kommissioun eng Kéier driwwer diskutéieren, wéi mer déi Recommendatioune vum Benelux-Parlament, wou Der mat Recht sot, datt déi dacks sënnvoll sinn, ...

(Interruption par la présidence)

Här President, gëschter waren hei Leit, déi hunn zwou Minutten iwwerzunn, do hutt Der nach net geschellt.

(Interruptions)

Maja, bei mir sidd Der elo extra streng.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt elo Zäit, fir Är Konklusiounen ze maachen, Här Zeimet. Mee ech géing Iech bieden, déi elo ze maachen.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech maachen dat, mee ech hu jo nach e bëssen.

(Hilarité)

Dofir ...

M. Claude Wiseler, Président | Nee, Här Zeimet, Dir hutt net nach e bëssen.

M. Laurent Zeimet (CSV) | D'Motioun gesi mer e bësse méi skeptesch, mee mir sinn awer bereet, an der Kommissioun ze diskutéieren, wéi déi Recommandatioune méi séier hei kënnen op den Ordre du jour kommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Jo, dat war perfekt. Merci, Här Zeimet. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Fir d'éischt merci der Presidentin vun der Assemblée parlementaire vum Benelux fir déi Ufro hei.

Jo, ech fannen et wichteg, datt mer och eng Kéier hei méi am Detail mol iwwer de Benelux schwätzen am Allgemengen. Ech mengen, de Benelux, dat ass virdu schonn hei gesot ginn, ass 1944 gegrënnt ginn. De Benelux huet ouni Zweifel seng Aufgabe bis dato gutt gemaach. Mee ech gesinn d'Saach net gradesou pessimistesch wéi Dir, wat d'Zukunft ubelaangt. Ech mengen natierlech, datt nach ganz vill Potenzial am Benelux stéicht. Doriwwer solle mer eis och haut hei ënnerhalen.

Hei ass vill gesot ginn, de Benelux wier e Laboratoire. Fir mech ass et souguer e bësse méi. Et muss een net vergiessen, datt de Benelux 1944 aus de Wirre vum Zweete Weltkrich entstanen ass, a fir mech ass de Benelux souguer e Precurseur vun der Europäescher Unioun. Do hunn dräi kleng Länner versicht, eppes gemeinsam opzeiichten, wat bis haut Bestand huet. An 1957, wéi d'Europäesch Unioun entstanen ass, do ware mer nëmmen zu sechs. Do kann een also roueg soen, datt de Benelux hei eng wichteg Viraarbecht geleescht huet.

Ech wëll vläicht kuerz dann awer och nach op d'Presidence vun eis zrëckkommen. Mir hate se jo elo ee Joer laang. Et ass jo, wéi gesot, ech hunn dat virdu schonn erimmt hei, um Niveau vum Comité des ministres ee Joer, um Niveau vum dem Parlament sinn et zwee Joer elo, um Niveau vum der Cour de justice sinn et dräi Joer. Et war eng Presidence, déi natierlech och an en historiescht Joer gefall ass. Et ware 70 Joer ze feieren, wat d'Bestoë vum Benelux-Parlament ubelaangt, an et ware 40 Joer Schengener Raum. A grad iwwer deen hu mer jo hei vill diskutéiert. A grad do huet ee jo awer erausgespuert, wéi wichteg et ass, wann een eng Struktur wéi de Benelux huet, wéi wichteg et ass, datt een do awer ka gemeinsam Echangë maachen.

Et si vläicht dräi, véier Punkten, déi ee soll an där Diskussioun nach ervirhiewen, wou ee kann no vir kucken. Wat kann de Benelux nach an Zukunft besser maachen? Et dierf een net vergiessen, et ass och e kleng Marché commun, deen een hei net dierf ënnerschätzen. Do si ganz vill Echanging, déi een an Zukunft mat Sécherheet nach vill méi sollt ausbauen.

Dann natierlech wichteg Froen, wéi Transport, Nohalttegkeet, Gewässerschutz. Den Transport virun allem. Mir hu schonn oft am Parlament iwwer grenziwwerschreidend Problemer diskutéiert, an duerfir ass et

awer och wichteg, dat an Zukunft nach méi am Detail ze gesinn.

An dann natierlech Sujeten, déi awer zukünftege Charakter hunn. Ech denken un éischter Linn un d'KI. D'KI ass eppes – an ech mengen, dat ass och ënnert der Presidence scho lassgetrëppelt ginn, wat och richtig ass –, dee Secteur KI ass eppes, wat eis natierlech iwwerall an der Zukunft nach vill méi beschäftege wäert. Awer och do kann de Benelux eng interessant Roll spillen.

Dat selwecht gëllt dann och fir d'Energie, wou mer awer kënnen zum Beispill a punkto Offshore-Wandenergie méi zesummeschaffen. Oder virun allem d'Hydrogènesnetz: Ech erënneren dunn, datt awer op Basis och vun der Benelux-Initiativ eng éischt Hydrogènestankstell mat méi oder manner groussem Succès hei zu Lëtzebuerg ageweit ginn ass. Mee wat awer net wëllt heeschen, datt dat net nach an Zukunft kann a virun allem och muss verbessert ginn.

Dann e wichtige Volet, an ech mengen, dat huet den Här Bettel, deem ech och Merci soe fir déi Presidence, déi e mat Sécherheet ganz gutt hanner sech bruecht huet, awer och an de Fokus gestallt: Dat ass d'Kollaboratioun mat den Nopeschregiounen. Ech mengen, dat ass virun allem eppes, wat um Niveau vum Parlament ganz kloer ëmmer gefleegt gëtt. Ech denken do zum Beispill un Nordrhein-Westfalen, ech denken un d'Hauts-de-France-Regioun.

Ech wëll awer och hei ënnersträichen, an d'Madamm Closener weess dat genauso gutt, datt d'Benelux-Parlament exzellente Relatioune mam Nordic Council huet an och mat der Baltic Assembly, esoudatt dat awer och e Beweis ass, datt mer awer eng gewësse Stärkt op deem Niveau duerstellen. An ech wëll och hei drun erënneren, an de President ka sech mat Sécherheet och nach drun erënneren: Mir waren eng Kéier invitéiert ginn op Bratislava. An do si mer am Fong geholl invitéiert ginn – deemools war ech President vun der Assemblée an ech mengen, Dir waart Vizepräsident –, fir de Visegrád-Staaten d'Benelux-Struktur ze presentéieren, soudatt een also och do gespuert huet, datt de Benelux awer iwwer de Raum hei eraus bekannt ass an datt och déi Struktur, déi mer opgebaut hunn, awer natierlech eng gewësse Bedeutung huet.

Natierlech gëtt et Punkten, wou mer an Zukunft nach méi enk mussen zesummeschaffen. Hei sinn der schonn e puer opgeluecht ginn: déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit, den Drogenhandel an natierlech d'Defense, ganz kloer. An net méi wéi spéit gëschter ass jo dann och erëm e gutt Beispill geliwwert ginn, wéi am Fong déi dräi Länner kënnen zesummeschaffen.

Da wëll ech awer och nach drun erënneren, datt mer reegelméisseg hei Gesetzer stëmmen, déi am Fong geholl hiren Ursprung um Niveau vum Benelux hunn. Déi lescht, déi mer haten, do ass et ëm d'Visaexemptiounen gaangen, dat war fir d'Mongolei, dat war fir Belize an et war nach en drëtt, wat mer de Moment elo entfält – Kirgisistan, voilà. Duerfir sinn ech der Meenung, datt de Benelux, net nëmmen d'Benelux-Unioun, mee och d'Benelux-Parlament, méi wéi jee gebraucht gëtt.

Dir hutt Recht, et besteet natierlech nach ganz vill Potenzial, fir d'Benelux-Parlament ze verbesseren. Datt och d'Relatioun mat dem Comité des ministres muss verbessert ginn, do sinn ech jo och op Ärer Säit. Mir mussen do Ustrengunge maachen. Mee vläicht kënnen mer awer och als Parlament selwer, also als Benelux-Parlament selwer, nach heiansdo e bësse méi d'Zänn vläicht weise vis-à-vis vun dem Comité des ministres. Da sinn ech iwwerzeegt, datt de Benelux eng sécher

Zukunft huet. An déi soll en och hunn, well wann et de Benelux net géif ginn, da misste mer en erfannen.

Ech soen Tech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Michel Lemaire. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et sinn hei vill Froen opgeworf ginn, wat d'Benelux-Parlament ugeet. An ech mengen, elo alles am Fong ze beschwätzen, dofir geet d'Zäit net duer. Dofir wëll ech deen een oder aneren Akzent awer hei setzen.

Et kann ee soen, dass d'Benelux-Unioun e Muster-schüler ass, dee weist, wéi länneriwwergräifend Kooperatioun an de verschiddene Beräicher sënnvoll fonctionéiert. Oft gesi mer et: Wann ee vun europäescher Politick schwätzt, a méi genee vun Direktiven oder politesche Bestriewungen, déi an de Gremie vum Parlament oder vun der EU decidéiert an ëmgesat ginn, dann huet een, oder dann hunn d'Bierger, déi domat konfrontéiert sinn, heiansdo e bëssen d'Gefill, dass déi Politick awer laanscht d'Liewensrealitéit vun de Leit geet.

Bei der Benelux-Unioun, dat kann ee soen, ass dat net de Fall. An hei läit ee wichtige Ennerscheid: D'Ëmsetzung vu gesellschaftspoliteschen Ziler ënnerhalb vun der Benelux-Unioun gëtt vun de Länner selwer gefrot. An et besteet e reelle Besoin fir d'Ëmsetzung. D'Benelux-Unioun ass an deem Sënn geneesou grouss a geneesou kleng, datt d'Partner wëssen, wéi eng Aart vun Zesummenaarbecht ee brauch a wéi e Modell vun Zesummenaarbecht wirtschaftlech, kulturell, politesch sënnvoll ass.

D'Politick vun der Benelux-Unioun huet an deem Sënn en extreem praxisbezunne Charakter an d'Politick gëtt net vun uewen erof diktiert. D'Politick an d'Zesummenaarbecht entstinn iwwerall do, wou sech um Terrain weist, datt gemeinsam Reegele sënnvoll a länneriwwergräifend gebraucht ginn. A jo, dat mécht Schoul. Et ass schonn e puermol ugeschwat ginn hei bei menge Virriedner, et konnt een och a ville verschiddene Publikatioune liesen, datt d'Zesummenaarbecht innerhalb vun der Benelux-Unioun oft als Modell oder als Laboratoire betruucht gëtt, wéi Zesummenaarbecht sënnvoll fonctionéiere kann. An de Begrëff vum „Laboratoire“ – wou mer e bësse Problemer hunn, meeschtens, mat deem Begrëff – gesi mer hei net pejorativ, well d'Zesummenaarbecht jo vun alle Partner gewollt ass a gebraucht gëtt.

Ech wëll kuerz op dräi Theemefelder agoen, wou zwar schonn eng Kooperatioun besteet, déi awer an eisen Aen däitlech misst ausgebaut ginn. Éischters wëllt ech ufänke mat der Bildungspolitick. Wa mir an Zukunft nach méi verstärkt um Aarbechtsmarché zesummeschaffe wëllen, dann ass et sënnvoll, wa Qualifikatiounen, Diplomer, Ofschlëss esou gutt wéi méiglech unerkannt respektiv harmoniséiert ginn. Bei akadeemeschen Ofschlëss si mir scho Virreider. Ech denken, et misst een awer och méi enk zesummeschaffe fir alles, wat Héichschulofschlëss, Berufsqualifikatiounen, Kompetenznoweiser, Formatiounen et cetera betrëfft.

An hei kéint een undenken – d'Iddi ass iwweregens net ganz nei –, eng Zort iwwerregionale Bildungsdësch zesummenstellen, fir am Sënn vum Benelux-Geescht Perspektiven opzeweisen, wéi eng Qualifikatiounen fir en iwwerregionalen Aarbechtsmarché a Bildungsmarché gebraucht ginn.

An dat féiert mech zum zweete Punkt, an dat ass hei nach net esou ugeschwat ginn, dat ass awer a

mengen Ae ganz wichtig an ëmmer méi wichtig: Dat ass de Wëssenschaftsstanduert Benelux. Dee soll och gestärkt ginn. Ech verweisen hei besonnesch op d'Provënz Limburg. Limburg huet sech an de leschte Joren a Jorzénngen zu engem reegelerchte Pendant zu de bekannte Wëssenschafts- a Fuerschungshubs weltwäit entwéckelt.

Limburg huet iwwer 200 Software- an Technologiefirmen an e wuessenden Hightech-Ökosystem. Maastricht an Heerlen si bedeitend Fuerschungscampussen a mëttlerweil a spezifeschen technologeschen Nischeberäicher weltwäit féierend. Et wär fir eis Fuerschungsaariichtungen, d'Universitéit an an der Fuerschung tätég Betriber, sécherlech wënschenswäert, sech deem Trend unzeschlëssen. De Benelux stärke soll och heeschen, Wëssenschafts- a Fuerschungressourcen iwwerall do ze bündelen, esou wéi mer et elo scho wirtschaftlech maachen, fir och an deem Beräich méi enk zesummenzeschaffen.

A mäin drëtten a leschte Punkt ass dat gesellschaftlecht a kulturellt Zesummeliewen. De Benelux, de Benelux-Geescht, mécht Schoul, jo. Dee leschte Samschden huet meng Gemeng, an och d'Gemeng vum Kollege Emile Eicher, denken ech, e bësse Schoul gemaach, wéi mer e Samschden e Jumelage hate mat der Gemeng Margraten, eng gréisser Gemeng an der Provënz Limburg. A wat mech u sech dobäi markéiert huet, ass, dass ausdrécklech gewünscht war, dass mer net nëmmen undenke konnten, wéi mer politesch, wéi mer technologesch, wéi mer wirtschaftlech zesummeschaffen, mee och – an do, denken ech, ass e bëssen Nachholbedarf –, wéi mer d'Leit méi enk beinee kréien. Dat ass ausdrécklech gewünscht, a mir hunn et och virgelieft, wéi mer d'Museksveräiner, d'Kulturveräiner méi enk beinee kënnen kréien.

An ech denken, all déi Perspektiven, op déi ech elo agaange sinn, op déi och aner Riedner agaange sinn – wéi schaffe mer politesch, wirtschaftlech, méi enk zesummen –, dass dat alles erlichtert gëtt, wa mer och d'Leit, de Kulturraum Benelux stärkeken an u sech déi Gemeinsamkeiten, déi mer hunn, ausliewen. Da gëtt et fir all déi aner Beräicher vereinfacht, fir do méi zesummen ze schaffen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Hër Lemaire. An déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Mijnheer de voorzitter, mijn vrouwen en heren, ...

(*Hilarité*)

... ech schwätzen elo net ganz op Hollännesch, Hër Zeimet, ech wollt ganz kuerz Preuve à l'appui ginn, dass Hollännesch och hei ka seng Plaz hunn.

Virop merci der Presidentin vun der Assemblée parlementaire vun der Benelux-Unioun, fir dese Sujet op den Ordre du jour gesat ze hunn. Kee wär besser placéiert, dat ze maachen, wéi Dir.

Lëtzebuerg huet dëst Joer eng besonnesch Responsabilitéit. Mir hunn d'Presidence vun der Union Benelux souwuel am Comité des ministres wéi och an der parlamentarescher Assemblée. An dat ass net nëmmen eng éierbar Aufgab, dat ass virun allem eiser Meenung no och eng politesch Chance. Eng Chance, well de Benelux vill méi ass wéi eng technesch Kooperatioun tëscht dräi Nopeschlänner.

D'Benelux-Unioun ass historesch gesinn e Virleefer vun der europäescher Integratioun. Hei ass fir d'éischt getest ginn, dass Staaten zesummeschaffen,

dass ee Grenze kann opmaachen, dass gemeinsam Reegelen entwéckelen a konkret Problemer zesummen ze léisen es derwärt ass. An enger Zäit, wou international Kooperatioun ëmmer méi a Fro gestallt gëtt, wou national Reflexer an Ofschottungstendenzen zouhuelen, jo, do kritt dës Zesummenaarbecht eng nei Aktualitéit.

De Benelux weist, dass international Kooperatioun net eng abstrakt Iddi ass, mee eppes ganz Konkreetes. Et ass d'Potenzial fir eng verbessert Mobilitéit, fir méi wirtschaftlech Zesummenaarbecht, fir eng koordinéiert a grenziwwerschreidend Sécherheet an eng flächendeckend Liewensqualität fir d'Leit aus deenen dräi Länner an d'ailleurs och den ugrenzende Regiounen.

D'Prioritéit vun der lëtzebuergescher Presidence setzen un deenen dräi grouse Piliere Marché intérieur, nohaltég Entwécklung, mee och Sécherheet un. Besonnesch am Beräich vun der Integratioun an der Innovatioun gëtt et eiser Meenung no wichtig Chantieren: d'Weiderentwécklung vum Marché unique, d'intelligent Notzung vun der Kënschtlecher Intelligenz, mee och hir Regulatioun, d'Verbesserung vun der Unerkennung vu Qualifikatiounen an Erlichterunge fir d'Mobilitéit vun de Salariéen. An dat sinn alles Elementer, déi de Benelux konkret och méi no un d'Realitéit vun de Bierger brénge kënnen.

Och am Beräich vun der nohaltéger Entwécklung gëtt et staark Ambitiounen: d'Beschleunegung vun erneierbaren Energien, d'Promotioun vun der Kreeslafwirtschaft, d'Kooperatioun beim Waasser- an Ëmweltschutz an natierlech och eng méi nohaltég Mobilitéit. An dat gouf vu sëllege Virriedner och scho gesot.

Dat sinn Theemen, wou grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht net nëmme Sënn mécht, mee souguer absolut noutwendeg ass. An et sinn natierlech Theemen, bei deenen Der bei eis als Gréng oppen Dieren arennt.

An awer stellt sech eng zentral Fro: Wou sti mer haut konkret bei der Ëmsetzung vun dese Prioritéiten? Waren et gutt gemengten Deklaratiounen oder fëlle mer eis Presidence an domat d'inhaltelech Gestaltung, mee och d'Legitimatioun vum Benelux, mat Liewen a mat Inhalt?

(*M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.*)

Hër Ausseminister, ech géif dofir gäre vun Iech héieren, wéi wäit d'Aarbecht fir eng méi staark Integratioun vum Marché intérieur a fir d'Ophiewe vun territoriale Restriktiounen ass. Wéi konkret gëtt de Benelux am Beräich vun der Energietransitioun an dem Ausbau vun enger nohaltéger Mobilitéit?

Wou sinn d'Progrësen a wou ass d'Innovatioun, déi mer jo grad an dësem méi klengen Kader kënnen virundreiwen? A wéi suerge mer derfir, dass d'Kooperatioun net nëmme politesch gutt kléngt, mee och konkret fir d'Leit spierbar gëtt? Well genee do läit eiser Meenung no de Kär. De Benelux ass eng Chance, mee nëmmen dann, wann dës Chance och wirklech genotzt gëtt.

D'Benelux-Unioun kann e Laboratoire fir Innovatioun sinn. Si kann e Motor si fir grenziwwerschreidend Léisungen. Si kann och e Schutzraum fir eng gemeinsam Sécherheet sinn. A si ka virun allem e Virrieder fir Nohaltégkeet an e Schutz vun eise Ressourcë sinn.

Mee hir Relevanz, déi muss och ëmmer nees nei bewise ginn. Se muss och weiderentwéckelt ginn an och fir d'Biergerinnen an d'Bierger vun deenen dräi Länner erliebar gemaach ginn.

D'gemeinsam Geschicht vum Benelux an seng Bedeitung als Fundament vun der europäescher

Integratioun, dat si keng Acquisen an dat ass keng Selbstverständlechkeet.

Dës Geschicht bleift nëmmen da lieweg, wa se erkläert gëtt, wa se mat konkreete Projete gefëllt gëtt a wann d'Bierger och haut d'Plus-value dovunner am Alldag spieren a se net als historescht Relikt gesinn.

Et ass dofir eng gemeinsam Aufgab vun de Regierungen a vun de Parlamenten, dës Kooperatioun mat méi Visibilitéit, mat méi Konkreetheet an och mat méi politeschem Progrës ze fëllen.

Well am Endeffekt ass de Benelux eng ganz einfach Iddi: Zesumme si mer méi staark wéi eleng. Oder wéi am Promovideo vum Benelux gesot gëtt: „Kee kann eng Symphonie päifen. Et brauch e ganzen Orchester derfir.“ Op wat waart also déi éischt Gei, fir den Toun unzestëmme?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dank u wël.

(*Hilarité*)

An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Hër Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Hër President, a merci dem Francine Closener dofir, dës Aktualitéitsstonn ugefrot ze hunn, well et ass awer wichtig, dass mer eng Kéier iwwer Benelux schwätzen, well et ass e bësse wéi bei enger Léift: Wann ee se vernoléisst, rascht se e bëssen an. An ech mengen, dass dat hei e bëssen de Fall ass.

Ech weess och, dass souwuel déi belsch wéi déi hollännesch Regierung e Moment net onbedéngt eis Kollege waren. An Holland ass elo awer d'Méiglechkeet, dass mam neie Premier déi Léift erëm e bësse méi grous wäert ginn, wéi se bis elo war.

Mee Benelux ass dat, wat eis staark gemaach huet. An ech hunn et och bei mir am Alldag do ënnen erlieft. Zu Péiteng hu mer direkt d'Belsch niewendrun, a fir eis ass eeben de Benelux immens wichtig gewiescht. A mir sinn och um PED, dat heescht deementsprechend wësse mir ganz genau, dass et och ekonomesch sënnvoll ass, am Benelux zesummeschaffen, wat awer am Moment och e bësse vernoléisst gëtt, muss ee soen.

Am Moment ... Déi meescht Leit kennen et warscheinlech, well se Produite kréien, déi aus belschen oder hollännescher Fabricke kommen an dann en anere Goût hunn, wéi wa se aus Frankräich oder Däitschland importéiert ginn. Sou wéi zum Beispill eppes Bekanntes, dat ee sech moies op d'Schmier mécht an dat aus Schockela ass, oder e Softdrink.

Dat ass ee vun den Nodeeler, dee Benelux huet: dass d'Entreprise net ëmmer fräi sinn, dat ze huelen, wat se wëllen, an dat deementsprechend och fir si ekonomesch net ëmmer dat ass, wat herno am Präis oder herno am Goût dat Besch ass. Mee sécherlech sinn dat déi kleng Bemollen, déi een huet beim Benelux, géigeniwwer deene grouse Virdeeler.

A mir hu virdrun iwwer d'Sécherheet geschwat. Mir hunn d'lescht Joer eréischt e puer Projete grenziwwergräifend, virun allem mat der belscher Police, gestëmmt, déi awer weisen, dass een am Benelux vill méi wäit kënn wéi zum Beispill mat der franséischer Police.

De Benelux ass schonn – et ass och e puermol ugeklongen – e Laboratoire, mee en ass awer och schonn aus dem Laboratoire eraus an d'Realitéit ëmgesat ginn. Wat nach net esou an d'Realitéit ëmgesat ginn ass, sinn d'Mobilitéitskonzepter. Wann een hautzudaags op Bréssel oder Amsterdam oder Rotterdam oder soss anzwousch hi wëll, ass dat

net méi esou einfach. Also et ass een deelweis méi schnell zu Paräis oder an Däitschland op verschidene Plaze wéi dat am Moment fir déi de Fall ass. Also do huet an deene leschte Joren de Benelux awer kräfteg geschlof. Dat ass ee vun deene Punkten, wou d'Leift dann eeben net zesummegepasst huet.

Fir eis Piraten ass et och ganz kloer, dass virun allem an der Wallonie e Risepotenzial besteet, fir de Logementsproblem och zu Lëtzebuerg mat unzegoen. Wann een do eng Kooperatioun géing ugoen, sief et, dass de Lëtzebuurger Staat och géing Wunnengen do finanzéieren an déi dann herno och halen a sengem Patrimoine, dass een do awer kéint der Wunnengsnout hei zu Lëtzebuerg och e bëssen op de Sprong hëllef. Virun allem, wann een herno en Accord kéint treffen, dass verschidde Konditioune géinge gëllen, wéi wann een zu Lëtzebuerg géing wunnen, dass een do en neit Konzept kéint agoen, virun allem beim Logement.

Well e Problem, dee mir eeben hei hunn, an dat gesi mir Piraten ganz kloer, ass: Et sinn net genuch Terrainen do, et ass net genuch Main-d'oeuvre do, fir dat schnell genuch ze bauen, während d'Wallonie a sech net genuch Projeten huet, fir hir Leit alleguerten ze beschäftegen, a si hu vill ze vill Terrainen, soudass een do awer kéint déi Kooperatioun agoen.

Holland ass vill ze wäit ewech, fir dee Problem unzegoen, mee Holland kéint eis awer sécherlech och hëllef, sief et an der Defense oder an der Sécherheetspolitick, well och do déi hollännesch Police awer zimmlech effikass ass a verschidde Themen, wou och mir sécherlech kéinte Kooperatioune maachen.

A wann ech dann héieren, dass mer et an der Defense mol net hikréien, gemeinsam Systemer am Benelux anzekafen, da stellen ech mer awer Froen, wéi seriö et heiansdo deser Regierung ass mat dem Benelux. Wa mer elo nei Systemer kafe fir d'Defense an herno hunn d'Hollänner aner Systemer wéi mir oder d'Belsch, dat ass net onbedéngt dat, wat ech vun der Leift vu Benelux wëll gesinn. Am Contraire.

Dës Regierung kéint a sech nach eng Schëpp bäileeë bei de Projeten, déi ee kéint am Kader vu Benelux maachen. Well et därfer een och eppes net vergiessen: Ouni Benelux si mir an Europa awer zimmlech kleng. A wa mir eis zu dräi zesummendinn ... An ech hoffe jo, dass déi nei Regierung an Holland eis do awer e bësse méi entgéintkënn wéi déi viregt, wann et ëm europäesch Dossiere geet. Bei de Belsch maachen ech mer am Moment nach net ze vill Hoffnungen, mee et weess ee jo net, wéi déi nächst Walen an der Belsch eng Kéier wäerten ausgoen. Mee wa Benelux zesummesteet, si mir awer konkurrenzfähig zu Frankräich oder Däitschland, Italien, Spuenien. Dat heescht, deementspreechend ass et fir eis Regierung immens wichteg, dass mer op europäischem Plang déi Leift zu Benelux erëm entdecken. Well dann ass Lëtzebuerg och immens staark.

Also mir Piraten sti ganz kloer zu Benelux a mir hoffen, dass déi Leift erëm nei entflame wäert. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Also ech fannen ëmmer ..., ech interesséiere mech vill fir Sproochpolitick. An, jo, d'Propos vum Här Zeimet ass natierlech ganz interessant. Et ass esou, dass ech zwou Niessen hunn, déi Belsch sinn, well se zu Arel grouss gi sinn, wou meng Schwëster sech viru ganz ville Joren installéiert huet an zwee Kanner mat engem Belsch krut. A si hunn och an der Schoul e bëssen Hollännesch gemaach. Mee si hu mer eng Kéier gesot, et géif vill méi Sënn maachen, zu Arel an

der Émgéigend u sech an der Schoul Lëtzebuergesch ze léiere wéi Hollännesch. Dat wier eng Sprooch, déi vill méi interessant wier. D'autant plus, dass se hautzudaags alle béid och nach zu Lëtzebuerg schafften.

Also ass et schon e bësse komplizéiert, och an eiser Émgéigend, déi Sproochefro. Mee all Sprooch méi, déi een hei zu Lëtzebuerg ka léieren, ass ëmmer e Plus. Et muss een et awer kënnen organiséieren.

Ech muss och direkt mat engem Mea culpa ufänken, well ech si Membre supplément ... suppléant. Supplément ...

(Hilarité)

Ech sinn e bësse midd.

Ech si Membre suppléant vum Benelux-Parlament an ech hu quasi ... Bis elo krut ech d'Kéier ni, fir mech do richtig ze engagéieren, wat schued ass.

Mee dat huet och e bëssen domadder ze dinn ... Et huet elo näischt mat der Diskussioun ze dinn, mee ech profitéiere vun der Occasioun, well ech mengen, mir hunn och vill där Parlamentarier, wou mer delegéiert sinn a wou et schon heiansdo ka méi oder wéineger interessant sinn. Mee et muss een dobäi sinn. Mee fir datt den Deputéierten ... Ech mengen, mir sinn all e bëssen iwwerlaascht. Och d'Kollegen an de gréissere Fraktiounen. An u sech bräichte mer, Här President, vill méi Deputéierter an der Lëtzebuurger Chamber, fir datt eis Chamber besser funktionéiert. Ech mengen dat am Eescht. Also 10, 20 Deputéierter méi géif Sënn maachen hei zu Lëtzebuerg, fir wierklech ...

(Interruption)

Ma dat kucke mer. Mir hu gutt Architekten.

... mee fir och eis Missiounen an der parlamentarescher Diplomatie kënne wouerzuehlen.

Mee de Problem ass jo och, leider schéngt et awer esou ze sinn, dass d'Realitéit an d'Zukunft vum Benelux och bei de Leit an der Bevëlkerung net onbedéngt op vill Interessi stoussen. Et kann een op jidde Fall net behaapten, et wier e reegelméisseg Gesprächstheema dobaussen. An dat huet och warscheinlech domadder ze dinn, dass d'Benelux haut just nach wéineg Impakt huet op wierklech konkret Liewensrealitéite vun deene meeschte Leit. Et gëtt gréisstendeels och éischer als en technokratesche Projet wouergeholl, deem keng richtig Ambitiounen zegronn leien.

An den offizielle Stellungname geet oft rieds vun engem Modell fir regional Zesummenaarbecht, vun engem Laboratoire vun der europäescher Integratioun oder enger Inspiratioun fir d'Europäesche Unioun. Bon, ech weess elo net, wat dat dann iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun ausseet, well och wann am Kader vun der Benelux-Zesummenaarbecht iwwer ganz vill Themen diskutéiert gëtt, kënn dobäi awer vill ze selten eppes Handfestes eraus.

Ee vun de leschte Beispiller fir esou eng erfollegräich Initiativ, déi jo grouss an d'Vitruin gehaange gëtt, ass déi automatesch Unerkennung vun den Diplomer, déi d'Benelux 2021 ëmgosat huet. Dat ass eng gutt Saach, natierlech, dat ass och ze begreissen, mee dorunner mierkt een awer och, dass esou Fortschreitter selten an och zimmlech limitéiert sinn.

An der Mobilitéit zum Beispill läit de Fokus och op dem Bau zum Beispill vu grenzwwerschreidende Vélospisten. Dat ass och eng ganz gutt Saach. Dat ass och eng ganz flott Saach. Mee gläichzäiteg, mengen ech, brauch een nach ëmmer zwou an eng hallef bis dräi Stonne mam Zuch fir op Bréissel – et

ass een u sech mam Zuch méi séier zu Paräis wéi zu Bréissel – a gutt sechs Stonne fir bis op Amsterdam. Dat ass ongeféier nach ëmmer esou vill wéi an der Mëtt vum 20. Joerhonnert.

Mee souwisou läit de Schwéierpunkt vun der Benelux virun allem op wirtschaftlechen Theme wéi der Kompetitivitéit an dem fräie Kapitalverkéier. Datt haut u sech eng vun deene wichtigste Kompetenze vun der Benelux d'Gestioun vun de Patentrechter ass, dat seet natierlech och viles aus.

Fakt ass, dass déi verbindlech gemeinsam Reegelen innerhalb vun der Benelux virun allem awer Interesse vun den ekonomeschen Eliten zerwéieren an datt d'Politick an deem Beräich genee wéi an der EU op Liberaliséierung, Dereguléierung a Konkurrenzkampf ausgerichtet sinn.

Datt ass natierlech net verwonnerlech, well d'Unioun jo vu Generatioune vun éischer liberalen a konservativen Politiker gepräägt ass. Jo, aus eiser Perspektiv ass dat schued, well d'Benelux kéint theoreetesche tatsäcchlech nees e Laboratoire fir d'EU ginn, wa se genee do géif usetzen, wou d'EU och u sech versot huet, als Modell dann eebe fir eng fortschrittlech, sozial an ekologesch Integratioun. Ech mengen net, dass d'EU doranner dee grouse Champion wier.

Wann d'Benelux géif zu engem Raum ginn, wou Sozialrechter an d'Aarbechtsrecht gestärkt ginn zum Beispill, dat wier och interessant, wou eng Harmoniséierung no uewen de Sozial- a Fiskaldumping och géif ënnerbannen – do misste mir als Lëtzebuurger e puer Efforte maachen –, wou d'effentlech Servicer an d'sozial Ofsécherung gestärkt ginn, wou d'Kafkraaft erhéicht gëtt a wou ambitionéiert grenzwwerschreidend Investitiounen an Infrastrukturen an an erneierbar Energie gemaach ginn a wou gemeinsam de Kampf géint Spekuliatioun a Steiervermeidung vun de Multinationallen an Ultraräiche gefouert gëtt a sou weider.

Ech mengen, mir hunn och all Interêt drun, dass et de Leit an der Groussregioun an och bei eisen Noperen déi aner Säit vun der Grenz, sief et an der Belsch, an Däitschland oder och a Frankräich, gutt geet. Well wann et hinne gutt geet, da geet et eis natierlech och eendeiteg besser.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Domat wär déi allgemeng Debatt eriwuer.

An d'Wuert huet den zoustännege Minister, den Här Xavier Bettel, deen, jo, wéi ëmmer zu engem Spaass opgeluecht ass. On est deux.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt, dass ech der Madamm Closener Merci soen dofir, de Benelux haut op den Ordre du jour bruecht ze hunn, well et ass net oft, dass mer d'Occasioun hunn, hei och en Echange iwwert d'Benelux-Parlament ze hunn.

Ech wëll ... Wann ech mech nach gutt erënnere kann, sinn an deser Chamber haut nach zwee, en ancien président, de Gusty Graas, an déi aktuell Presidentin, d'Madamm Closener. Ech muss Iech zouginn, sou wéi den Här Wagner virdru gesot huet, dass en – en huet e Conflict d'intérêts matgedeelt –, géif soulevéiert kréien ..., dass ech selwer laang Jore Member war vum Benelux-Parlament an et ni esou wäit bruecht hu wéi de Gusty Graas oder wéi d'Francine an awer President war vun der Kommissioun, Här President, vun der Juegd a vun der Fëscherei a vun den ekonomesche Saachen.

A mäin éischte Rapport, kann ech mech erënneren, als jonken Deputéierte war iwwert de Problem vun de Mullen a Zeeland. An ech muss Iech soen, dass ech mech do als liberale Lëtzebuurger Deputéierten immens beruff gefillt hunn, do ze probéieren ze verstoen, ëm wat et géif goen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Ass et elo besser?

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Nee, ech verstinn nach ëmmer net vill méi vun de Mullen, wann Der dat mengt.

Här President, de Fait ass, dass mer awer déi Assemblée hunn a fir mech dat Benelux-Parlament net ze ënnerschätzen ass. A wa vun enger Kris geschwat gëtt, ech ka mech an deene Joren, wéi ech selwer Member war, u regelméisseg eng Remise en question erënneren, wou gesot ginn ass: „Et geet net! Brauche mer et? Ass et iwwerhaapt néideg?“, et cetera et cetera.

An ech muss Iech soen, dass ech deen Éischte sinn, deen ëmmer wäert e Benelux-Parlament verteidegen. All Assemblée parlementaire, wou Parlamentarier zesummekommen, déi verschidden Nationalitéiten hunn a verschidde politesche Gruppen ugehéieren, awer sech am Respekt mateneen austausche kënnen, ass ze ënnerstëtzen. An an dësen Zäiten, déi mer am Moment hunn, méi wéi jee.

Mir hunn ... Et ass gefrot ginn, wat den ... Also d'Madamm Closener huet vill gefrot. Well et stoung do: Une heure d'actualité au sujet des priorités. Mir haten extra nogefrot, Här President, bei Iech an der Administratioun, du krute mer gesot, et géif net iwwert de Bilan vun der Présidence vun der Regierung goen. Dat hate mer vun de Sozialiste matgedeelt kritt.

Ech hunn awer, wann Der wëllt, och eng ganz Interventioun, déi prett ass, fir Iech ze soen, dass mer dräi Haaptachse vum Benelux konsequent verfollegt hunn, konkret Kooperatiounsprojeten ënnerstëtzt hunn an och d'Roll vum Benelux als Virleefer vun der EU-Politik gestärkt hunn. Mir hate 15 Strategiegesch Consultatioune gehalen zu enger Rëtsch vun Theemen. Et gouf och eng Rei Ministerkonferenzen. Am Joer 2025 goufen iwwer zwoelf Konferenzen och organiséiert iwwert d'digital Inklusioun, d'Betriber, de Bannemaart, d'Unerkennung vu beruffleche Qualifikatiounen, Waasser a Wirtschaft, ech kéint weiderfueren, et cetera et cetera.

Beim Innemaart konnt Verbesserung kommen, nohaleg Entwécklung. Mir hunn d'Initiativen och ënnerstëtzt am Beräich Energiekooperatioun an Ëmwelt, ënner anerem duerch d'Zesummenaarbecht am Pentilaterale Forum an an der North Seas Energy Cooperation. Bei der Sécherheet an der Justiz huet de Fokus op der Duerchféierung och vun den Arrêteen am Rame vum Benelux Police-Traité, der Zesummenaarbecht géint organiséiert Kriminalitéit, Drogenhandel a Mënschenträffek geleëen. An dann de Krisemanagement.

An da konkret Dokumenter. Pläng konnte mer och opstellen. Well dat jo och eng prezis Fro ass vun der Madamm Closener: Mir hunn den neie Plan de travail multiannuel vum Benelux opgestallt.

Mir hunn den neien Aktiounsplang mat den Hauts-de-France och ënnerschriwwen. Mir haten eng gemeinsam Deklaratioun während dem Benelux-Sommet am September, wou den Hauts-de-France wéi och d'Madamm Closener representéiert, also do waren an den neie belsche Premierminister Bart de Wever dobäi war.

Eis Benelux-Cour-de-justice gëtt jo elo och offiziell. Dat hu mer ... Les aléas du calendrier hu mat sech bruecht, dass mer déi och elo just virdrun hei haten.

Dank Ärer Aarbecht an Äre Recommandatiounen am Parlament goufen och vill nei Instrument-juridiquen ofgeschloss. An dat bescht Beispill ass sécherlech den Traité sur la fraude sociale fir eis dräi Memberstaaten, deen ënner der Lëtzebuurger Présidence konnt gestëmmt ginn. Dese gëtt elo vun der Ministesch Deprez an dem Minister Spautz d'nächst Woch zu Bréissel och ënnerschriwwen.

Ech kéint elo nach aner Beispiller zitieren, mee ech mengen, wat elo wichteg ass, ass virun allem iwwert d'Zukunft ze schwätzen an och, wat d'Madamm Closener gefrot huet, wéi mer kéinte méi zesummeschaffen, an och zum Beispill mat der Groussregioun, wéi mer kéinte Beispiller hunn a wéi och d'Aarbecht vum Benelux-Parlament kéint méi Impakt hunn.

An ech verteidegen déi Iddi. An dowéinsten mengen ech, dass et schued wier, wann een elo géif déi Proposition, déi d'Madamm Closener gemaach huet, einfach ofleenen. Mee ech mengen, déi Proposition vun Här Zeimet ass déi richteg, fir kënnen driwwer ze diskutieren.

Firwat ech dat soen? Et ass eng Assemblée. Si ass parlementaire. Si ass consultative. Et ass, wéi Der wëllt. Mee mir hunn der eng ganz Rëtsch. Mir hunn en NATO-Parlament. Mir hunn e Conseil de l'Europe. Mir hunn d'Benelux-Parlament. Mir hunn en EUROMED-Parlament. Mir hunn e CPI – Conseil parlementaire interrégional.

Et mist ee sech eng Linn ginn. Wëllt Der, dass een an der parlamentarescher Kommissioun iwwer all déi international Gremien en Echange huet, jo oder nee? Dat sinn Diskussiounen, déi ee kéint hunn. De Conseil de l'Europe ... An ech kéint se wierklech alleguerten opzielen, wou Dir selwer jo Member sidd!

Déi zweet Saach ass: Et ass jo net, wéi wa Lëtzebuerg eleng Saache géif decidieren. Dat heescht, dass mer do mat de belschen a mat den hollännesche Kollegen och solle kucken, wéi mer konstruktiv kënnen op déi Fro, déi d'Madamm Closener gestallt huet, eng Äntwert ginn.

Firwat ech dat soen, ass: Ech sinn elo 13 Joer an der Regierung a virdrun ..., ech si elo 27 Joer an dësem Haus an dovunner hunn ech mam Benelux-Parlament, Här President, schon eng gewësse Laangzäiterfahrung. Et ass nach ni d'Demande gewiescht.

An ech géif elo fannen ... Wat wichteg ass, ass, datt, wann eng Demande vum Lëtzebuurger Parlament kënnt, wa mer vu Collaboratioun schwätzen, wa mer vun Zesummenaarbecht schwätzen, da wier ech frou, wann dat éischter en Text wier, deen an engem Büro vum Benelux-Parlament géif ugeholl ginn. Wou déi dräi Länner dra vertruete sinn, wou d'Belsh, wou d'Hollänner an d'Lëtzebuurger dra vertruete sinn, déi verschidde Parteien dra vertruete sinn, an déi Demande offiziell un d'Sekretariat Benelux géif goen an een do géif dann och eebe kucken, wéi een e Reglement, och nees eng Kéier vum Benelux ... Déi Reegelen, déi hei zum Beispill stinn driwwer, wéi laang mer hunn, fir op eng Question parlementaire ze äntwären, et steet an Ärem Reglement, et steet net an engem Reglement vun der Regierung. Et steet am Chambersreglement, wou dra steet, dass eng Question parlementaire, wa mer se net beäntwerten, ka mëndlech gestallt ginn.

Dat heescht d'Reglementer ..., et ass delikat, der Regierung ze soen, wat se ze maachen huet als Lëtzebuurger Parlament, wann et eng Instanz ass, déi am Fong e Benelux-Parlament ass. An dofir géif ech éischter dann och kucken, fir e Benelux-Reglement ze änneren, an dat, wéi gesot, mat der Ënnerstëtzung op jidde Fall vun der Lëtzebuurger Regierung. Ech wëll do och ganz konstruktiv sinn, fir déi Saachen ze maachen.

Well just fir drun ze erënneren, hautdesdaags ass de Roaming eng Evidenz. Ech ka mech erënneren, ufanks 2000 hu mir schon als Benelux-Parlament gesot: „Da kommt, wann Europa et net ka maachen, da maache mir et als Benelux.“

An ech muss Iech soen, et ass esou, wéi Europa am Moment fonctionéiert. An ech hu vill Reuniounen, an ech hat Iech gëschter och gesot, dass mer vläicht muer – an ech hunn elo d'Bestätegung kritt –, ech hu muer de Moien eng Reunioun och mat de Länner vum Golf zesumme mat Europa. An ech hoffen, dass mer et do fäerdegbréngen, zesummen op e gemeinsamen Nenner ze kommen.

A wat mer vläicht zu 27 net fäerdegbréngen, ass zu 3 ganz oft méi einfach. A mir hunn et bis elo fäerdegbruecht duerch déi Benelux-Unioun, e Laboratoire ze sinn an ze weisen, dass een zesumme méi staark ass wéi eleng, well ech kann Iech et soen: Bei eisen Aide-consulaires, bei eisen Aiden an den Ambassade si mer frou, dass mer sou als Benelux schaffe kënnen.

An ech lancieren hei och nach eng Iddi, Här President, wou ech bei eis am Haus nach net driwwer diskutiert hunn: Ech stelle mer souguer heiansdo d'Fro, ob et net opportun wier, dass mer néng Benelux-Ambassade géifen opmaachen op Plazen, wou mer nach net present sinn, dräi Lëtzebuurger, dräi hollännesch an dräi belsch, déi da fir déi Benelux-Länner representativ wäeren. Ech mengen, dat wier och e staarkt Zeechen en faveur vun deem Benelux.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Minister.

Motion 1

Domat wäere mer um Enn vun der Heure d'actualité, ausser dass mer nach eng Motioun virleien hunn. An ech géif d'Madamm Closener froen, ob si als Auteurs elo direkt nach eng Kéier wëllt dozou Stellung huelen. Dann huet si d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, den Här Ausseminister huet jo elo gesot, dass en eigentlech d'accord wier, fir iwwert déi Motioun nach an der zoustänneger Chamberskommissioun ze schwätzen. Ech kann och novollzieren, wat e seet.

Effektiv muss natierlech och d'Assemblée hir Hausaufgabe maachen, mee ech mengen, dass et awer wichteg wier, dass d'Lëtzebuurger Regierung sech géif derfir asetzen, dass déi Recommandatiounen dann net zwee Joer am Tirang leien, mee dass da wierklech do de Suivi gemaach gëtt.

Also béid Säiten hunn do eng Responsabilitéit. Mee ech wier ganz frou, wann dat dann esou kéint an der zoustänneger Kommissioun diskutiert ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Closener. Fro an d'Ronn: Ass dat am Sënn ... Jo, den Här Graas huet sech zu Wuert gemellt.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt awer trotzdem och nach kuerz Positioun bezéien zu där Motioun hei. Merci der Madamm Closener, datt se déi hei virgeluecht huet.

Effektiv, den éischte Moment, wéi ech se gelies hunn – dat soen ech awer ganz éierlech –, war net direkt de Reflex do, se ze ënnerschreien, well wann een dat elo e bësselche méi duerchpillt, da mierkt een awer ganz séier, datt dat an der Praxis net esou einfach ass.

Den Här Ausseminister ass schon op e puer praktesch Problemer agaangen. Ech géif och mengen,

datt hei an éischer Linn mol d'Assemblée interparlementaire selwer gefuerdert wär, datt se selwer emol géif kucken an analyséieren: Wou kënne mer eis nach verbessere vis-à-vis vun dem Comité des ministres? Wou kënne mer nach méi effikass fonctionéieren?

An dann awer virun allem dee leschte Punkt: „présenter au moins une fois par session à la Chambre des Députés les suites des recommandations de l'Assemblée interparlementaire Benelux“. Den Ausseminister huet op dee Volet higewisen, datt d'Gefor natierlech da besteet, datt all déi aner Assembléeën och nokommen. Ech weisen awer nach op en aneren Aspekt hin. Dat ass deen: Wa mir net d'Presidence hunn, hu mer natierlech e Retard d'informations. Dat heescht, da musse mir schon emol bei déi aner Presidence froen: Wou ass d'Entwécklung vun deene Recommendationen drun?

Duerfir mengen ech, sollte mer déi Recommendation, oder déi Motioun hei – déi mat Sécherheet awer inhaltlech derwärt ass, diskutéiert ze ginn, esou wéi et elo schon hei vum Här Zeimet an och vum Minister proposéiert ginn ass – mat an d'Kommissioun huelen. Also, vun deem Standpunkt hier fannen ech dat op alle Fall derwärt, datt mer um Niveau vun der Kommissioun da méi am Detail doriwuer diskutéieren an da vläicht och kënne e Konsens fannen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall.

Kann ech dann dervun ausgoen, dass mer alleguer d'accord sinn, d'Motioun un d'Kommissioun ze verweisen?

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Ech géif Iech ëm en Handzeeche bieden.

Ech ginn dervun aus, dass dat unanime ass, à moins, dass een eppes aneres wëllt. Dat ass net de Fall.

Also wär d'Motioun à l'unanimité un d'Kommissioun verweisen. Merci gesot.

(La motion 1 de Mme Francine Cloener est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.)

7. Question élargie n° 76 de Mme Diane Aehm au sujet du développement des emprunts obligataires citoyens

An da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass d'Question élargie vun der Madamm Aehm iwwert den Développement vun den Emprunts obligataires citoyens. Madamm Aehm, Dir hutt d'Wuert.

Mme Diane Aehm (CSV) | Merci, Här President. An de leschte Méint gouf ganz vill iwwert d'Defence Bonds geschwat, déi de Lëtzebuurger Staat erausginn huet. Dës Defence Bonds hu sech ausschliesslech u Privatleit gerichtet. D'Zil war et, d'Verdeedungsausgaben ze finanzéieren.

De sougenannten „Defence Bond“, dee vum 15. Januar u konnt gezecheent ginn, hat e Gesamtvolum vum 150 Milliounen Euro a war, wéi mir haut wëssen, e richtige Succès. D'Scholdschäiner vum Lëtzebuurger Staat waren a manner wéi 24 Stonnen ausverkaaft. Och de Finanzminister war iwwerrascht, wéi séier dat gaange war.

Op eng Fro vum honorabelen Här Fayot hin huet de Minister prezisiéiert, dass iwwer 90 % vun den Investisseure Residenten aus Lëtzebuerg waren. Dat

beweist, dass et bei eis hei zu Lëtzebuerg eng reell a konkreet Nofro gëtt fir esou e Produit, e Finanzproduit respektiv e Spuerproduit mat engem Mindestinvest, deen och fir Klengspuerer zougänglech ass.

Dobäi ass de Modell vun de Staatsobligatiounen keng Lëtzebuurger Erfindung. An den USA gëtt zënter Joren en Deel vun de militäreschen Ausgaben iwwer Bonds finanzéiert.

An Italie goufen an der Covidpandemie Staatsobligatiounen fir de Grand public opgeluecht, fir d'Bekämpfung vun der Covidkris an duerno och d'wirtschaftlech Relance ze finanzéieren.

En anert Beispill kënnt aus Japan. Do hunn d'Autoritéiten nom Tsunami vum 2011 e Reconstruction Support Bond erausginn, fir den Erëmpobau vun den Infrastrukturen ze ënnerstëtzen.

Och an Däitschland gëtt et um kommunalen Niveau déi sougenannte „Bürgeranleihen“, mat deene Stied a Gemengen hir lokal Infrastrukturprojeten zesumme mat hire Bierger finanzéiere kënne.

Här President, d'Beräicher, wou dës Instrumenter agesat ginn, sinn also ganz divers. Nom Succès vum Defence Bond stellt sech elo natierlech d'Fro, ob dese Modell bei eis am Land net och aner Politikberäicher kéint betreffen, virun allem ...

(Interruption)

Jo, zum Beispill.

... virun allem, wann ee weess, dass aktuell eng ronn 33 Milliarden Euro an Depot-à-vuen hei op de Banke leien, Suen, déi ee kéint fir Investissementer mobiliséieren, ënnert der Viraussetzung natierlech, dass d'Konditiounen vun der Stee stëmmen.

De Finanzminister huet eis matgedeelt, dass säi Ministère nom Succès vum Defence Bond eng Analys mécht fir ze kucken, ob d'Bereitschaft bei de Spuerer am Land besteet, och an Zukunft an esou Staatsobligatiounen ze investéieren.

Duerfir meng Froen: Wat sinn d'Konklusiounen vun der Analys, déi de Finanzminister nom Succès vum Defence Bond ugekënnegt huet? Wéi stinn d'Banken zu deem Produit?

Gesäit d'Regierung am Modell vun de Staatsobligatiounen e strukturell Instrument fir d'Zukunft oder war den Defence Bond éischer e One-Shot?

Kënnt Dir Iech virstellen, esou Obligatiounen am Beräich vum Wunnengsbau anzesetzen, fir d'Finanzéierung vun bezuelbare Wunnraum ze stäerken? Ass d'Opleeë vu Green Bonds fir d'Energietransitioun oder fir Klimainvestissementer eng konkreet Optioun? Kéinten och aner Beräicher, wéi Stroosseninfrastrukturen, Digitaliséierung oder Gesondheetswiesen a Fro kommen? Oder gëtt et Limiten, fir d'Iddi vun den Defence Bonds och op aner Beräicher auszebauen?

Gëtt scho konkreet un neien Szenarioe geschafft, fir weider thematesch Staatsobligatiounen opzeleeën?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An de Finanzminister, den Här Gilles Roth, huet elo d'Wuert.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech wëll fir d'éischt der Madamm Aehm Merci soe fir dës erweidert Fro, well et mer och erlaabt, e Bilan ze zéien iwwert dee sougenannten „Defence Bond“. An ech mengen, d'Regierung an de Finanzminister selwer – vu dass et e Gesetz war, dat Der gestëmmt hutt, fir d'Steierbefreiung ze assuréieren – ass der Chamber géintiwwer deem och Rechenschaft schëlleg.

Ech mengen, d'Politick ass ëmmer do, fir Resultater iwwer nei Weeër ze liwweren, fir d'Leit, mee virun allem och mat de Leit. An duerfir hu mer genee aus där Ursaach den Defence Bond, also d'Verdeedungsobligatioun, vun 150 Milliounen Euro gemaach.

Den Defence Bond, deen ass de 15. Januar lancéiert ginn. An d'Obligatioun war, muss ech soen, an allen Hisiichten e grouse Succès. Well bannent manner wéi 24 Stonne war alles verkaaft, a verschiddene Banken schonns bannent e puer Stonnen. An dat no der éischer Informationscampagne, déi am Dezember gemaach gouf, a souguer éier den Taux iwwerhaupt bekannt war vun deem Defence Bond. Den Taux, deen ass deemno e wichtegen, mee virun allem net deen eenzege Facteur, deen d'Leit gekuckt hunn.

Lëtzebuerg ass och dat éischt europäescht Land am 21. Joerhonnert, dat esou eng Obligatioun erausginn huet. D'Bierger konnte sech eigentlech esou un der Verdeedegung bedeelegen a gläichzäitig hu se och en interessant Produkt fonnt, fir dran ze investéieren.

A genee dat wëlle mer jo och an Europa mat där sougenannter „Spuer- an Investitiounsunioun“ maachen: Erspueres fir sécher Investissementer mobiliséieren, déi d'Zukunft virbereeden. An ech mengen, déi Zuel, déi d'Madamm Aehm genannt huet, vun de 34 Milliarden, déi op Spuer- an erweiderte Spuerprodukter zu Lëtzebuerg leien, déi schwätzt fir sech.

Mam Defence Bond hu mer och international gewisen, dass Lëtzebuerg eng innovativ Finanzplaz ass. Fënnf Banke ware bedeelegt, dat waren d'Spuerkeess, d'BGL, d'BIL, d'Raiffeisen an och d'Banque de Luxembourg. D'Enveloppe vun deenen 150 Milliounen Euro gouf och tëscht dese Banken entsprechend hire Marchésundeele opgedeelt. D'Spuerkeess konnt esou 50 Milliounen Euro Obligatiounen verkafen, déi véier aner Banken hate jiddwereng 25 Milliounen, nom Prinzipp „premier venu, premier servi“.

Am Ganzen – dat ass dat, wat Iech interesséiert – hunn 2.380 Investisseure matgemaach an Tranché vum 1.000 Euro un. Dëst war wichteg, fir dass och déi Leit, déi keen esou en décke Portmonni hu fir ze investéieren, sech konnte bedeelegen.

An ech mengen, déi Rechnung ass och oppaangen. Well 15,4 % vun den Investisseuren hu manner wéi 10.000 Euro investéiert. 41,8 % hunn tëscht 10.000 a 50.000 Euro investéiert, 42,5 % hunn iwwer 50.000 Euro investéiert, a 17,6 %, jo, déi hunn de Maximalmontant vun 150.000 Euro geholl.

En moyenne hunn d'Leit 65.000 Euro investéiert. Et war also richtig, dass mer eng Limitt no uewe gesat haten, fir dass och grouss Investisseure keen ze vill groussen Deel geholl hunn zum Nodeel vun eigentlech allegueren deenen anere Spuerer. Den Duerchschnittsalter vun de Keefer läit bei 58 Joer, mat all Alter eigentlech derbäi, a souguer ee mat iwwer 90 Joer war derbäi. 96,7 % hunn hire fiskale Wunnsätz hei zu Lëtzebuerg, wat hinnen erlaabt huet, eigentlech vun der Zënsbesteuerung, also der RELIBI – dat sinn déi 20 %, déi Der op engem Spuerprodukt hutt – ze profitéieren.

An den Interessi ass eigentlech queesch duerch d'Gesellschaft gaang. Et gëtt also eng staark Demande bei de Bierger fir einfach, sécher an och transparent Investissementsprodukter. Hätte mer nach méi kënne verkafte wéi déi 150 Milliounen Euro? Op alle Fall war de Retour, dee mer krute vu ville Leit, dass déi eigentlech enttäuscht waren, dass si keng Defence Bonds méi konnte kafe. Mee well d'Meedie ganz séier gemellt hunn, dass d'Bicher voll waren, hu vill interesséiert Leit sech och, wat normal ass, net méi gemellt. Mir konnten also eigentlech keng Oversubscription hu wéi bei Emissiounen vun institutionelle Marchéen.

Bei de Banke gouf et och keng Waardelëscht. An op Basis vun den Echangingen tëschent der Tresorerie, also der Staatsresorerie, an de Banken hätt ee sécher kënnen dat Zweek- oder Dräifacht ënnert d'Leit bréngen. D'Demande fir Biergerobligatioune vum Lëtzebuurger Staat ass also kloer do.

Beim Defence Bond kommen all d'Elementer zesummen: kloer Objektiv, en einfach, virun och allem verständlecht Produkt, en attraktiven Taux, bei deem de Brutto och den Netto war, an eng Lafzäit vun dräi Joer, wat eigentlech och net ze laang ass.

Kann ee sech dësen Erfolgsmodell – dat war déi Fro, déi Der och gestallt hutt – an anere Politickberäicher virstellen? Ech géing do soen, d'Äntwert ass ganz kloer: Jo! Mat dem Defence Bond konnten d'Leit net just hir Suen op enger sécherer Plaz investéieren. Si konnte sech och fir eng grouss Erausfuereung vun eiser Zäit engagéieren.

Erausfuereungen, där gëtt et awer méi, zum Beispill, an dat hutt Der och genannt, d'Wunnen an déi energieetesche Transitioun. Ech mengen also, dass et hei zu Lëtzebuerg eng richtig Biergerdemande géif gi fir e weideren Defence Bond, mee genau sou och – mee dat sinn net ech, deen dat decidéiert – fir en Housing Bond oder e sougenannte „Klimabond“.

Als Finanzminister ass et mir awer wichteg, dass all Emissioun sech och an eng kohärent Strategie aschreift. D'Lëtzebuurger Schold gëtt haut virun allem vun héich qualitativen institutionellen Investisseuren gehalen. Dat sinn europäesch Institutionen, dat sinn Zentralbanken, dat si Banken, mee dat sinn awer och Assurancëgesellschaften. De groussen Deel dovunner ass aus Europa, dorënner sinn och Lëtzebuurger Entitéiten, mee natierlech just ganz wéineg Privatleit. An hei hu mer d'Méiglechkeet, also de Sputt, fir d'Investorebasis ze verbreederen.

De Staat finanzéiert sech an der Reegel virun allem laangfristeg, fir och Previsibilitéit ze hunn, fir zéng Joer, an net déi dräi, déi mer hei haten. Dat ass u sech de Standard. An dat ass och dat, wat éischer déi institutionell Investisseuren interesséiert. D'Biergerobligatioune decken éischer méi kuerz Lafzäiten of. Och an Zukunft wäert de Staat sech haaptsächlech iwwer institutionell Obligatioune finanzéieren, grad fir grouss Montanten och iwwer eng länger Lafzäit sécherzestellen.

An duerfir wëll ech och soen, dass nach dëse Mount d'Tresorerie vum Staat e weideren Emprunt vun 2 Milliarde wäert erausginn, fir d'Liquiditéit vum Staat ze verstärken, mee och, fir usteeënd Emprunten, déi auslafen, ze refinanzéieren. Mee ech mengen, dass mat deem Finanzéierungsmix och Plaz wier fir weider Retail-Obligatioune, also Obligatioune, déi dem Privatinvestisseur zougänglech wieren. An duerfir wëll ech och nach eng Kéier ënnersträichen, dass deemools scho Lëtzebuerg dat éischt Land war, dat e sougenannte „Sukuk“ erausginn huet an och e Sustainability Bond, also en Nohaltegeektsbond. Wann d'Chamber dat wëllt, da kënnen mer déi sougenannte „Retail Bonds“ – also fir Privatspuerer oder -investisseuren – och ausbauen.

De gesetzleche Kader, dee mer haut hunn, seet, dass Emprunte just dierfe gemaach gi fir Investissementer an net fir Subsidien. Bon, wann Der d'Struktur vun eisem Budget an och vun de Konte kuckt, da gesitt Der, dass mer ëmmer vill méi Suen investéieren, wéi den Defizit vum Staat eigentlech ass. Dat ass aneschters wéi an anere Länner.

Elo frot Der mech zum Schluss, well ech gesinn, d'Zäit, déi geet virun: Wat sinn elo weider konkret Pläng? Abee, ech kann Iech soen, dass d'Regierung un engem neie Moosnamepak fir de Wunnengsbau

schafft. Do ass en Housing Bond fir Klengspuerer e méiglecht Instrument. D'Leit kéinte sech esou direkt un Finanzement vu weidere Wunnenge bedeelegen, déi de Staat da kéint verlounen. Mir kéinten eis hei – mir kéinten, well dat ass eng Decisioun, déi dem Regierungsrot virbehalen ass an duerno selbstverständlech ënnert der Kontroll an och ënnert der Approbatioun vun der Chamber ass – inspiréieren un dem Defence Bond fir e kloert Objektiv, an dësem Fall de Wunnengsbau oder d'energieetesche Transitioun: en attraktiven Taux fir de Marché, eng kuerz Lafzäit, dräi bis fënnef Joer, well Privatleit banne sech gäre manner laang, an de Gesamtmontant dovunner, dat bleift nach ze kucken.

Ech kéint mir perséinlech, dat kann ech awer soen, e gesamte Volume vun 150 bis 250 Milliounen virstellen. Esou eng Emissioun, soen ech och kloer, déi kéint een nach dëst Joer oder am Ufank vun nächste Joer maachen. An ech engagéiere mech och elo schonn matzäiten, déi verschidden Optiounen an der Finanzkommissioun vun der Chamber virstellen ze kommen.

Nom groussen Erfolg, Här President, vun dësem Defence Bond wëlle mir zesumme mat der Chamber kucken, nei Biergerobligatioune opzeleeën, fir esou och an Zukunft zesummen ze finanzéieren. An dat, kéint ech mer virstellen, wier eng Win-win-Situatioun fir d'Land, mee virun allem och fir hir Bierger.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an och der Madamm Adehm nach eng Kéier Merci fir hir Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Minister. Wëllt d'Madamm Adehm nach eng Kéier nohaken? Dat ass net de Fall. Da soen ech Merci.

8. 8655 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 8655. An do geet et ëm d'Schafung vun engem zousätzlechen, bäiguerenden Direkteschposten an der Steierverwaltung. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Bei dësem Gesetzesprojet, deen de 26. November 2025 deposéiert gouf, geet et ëm d'Organisatioun vun der Steierverwaltung. Konkreet kritt d'Steierverwaltung en zousätzlechen Directeur adjoint an domadder kritt si dann am Ganze fënnef Directeur-adjointen.

Mir haten den Direkter vun der Steierverwaltung an der Finanzkommissioun, wou hien eis ganz detailléiert déi ugepeilt Transformatioun a Reorganisatioun vun der Steierverwaltung presentéiert huet. Mir hunn an deem Kontext och den zukünftigen Organigramm erkläert kritt, wou verschidde Polen agefouert ginn, dat Ganzt geglidert no Funktiounen a Spezialisatiounen.

Ee vun dëse Polen ass d'Informatik, déi aus enger Ekipp besteet, déi sech ëm déi ganz Data Science këmmert an déi responsabel ass fir all d'Projete ronderëm d'Digitaliséierung an d'Kënschtlech Intelligenz, déi um Niveau vun der Steierverwaltung sollen ëmgesat ginn. Esou zum Beispill eng ganz nei digital Plattform fir d'Steierverwaltung, déi néideg ass, wa mir d'Individualiséierung wëllen ëmsetzen. Dat ass e ganz groussen informatésche Projet, dee mat engem externe Prestataire soll ëmgesat ginn.

Den Direkter huet eis och gesot, dass duerch d'Croissance vun der Populatioun an d'Croissance vun den Entreprises d'Steierverwaltung mat ëmmer méi an och méi komplexen Dossiere befaasst gëtt. Och déi international Steierreegelen, déi an de leschte Jore relativ vill geännert hunn, bréngen dëser Verwaltung weesentlech méi Aarbecht.

All déi Elementer hunn dozou gefouert, dass de Steierdirekter e fënneften Directeur adjoint fir seng Verwaltung ugefrot huet. An duerfir ännere mir haut den Artikel an der Loi organique vun der Steierverwaltung.

Den Text vum Projet de loi ass souwuel vum Staatsrot wéi vun der Staatsbeamtekummer aviséiert ginn. D'Chambre des Fonctionnaires huet virum Schafe vun engem Waasserkapp an der Steierverwaltung gewarnt an drun erënnert, dass deen neien Directeur adjoint vun all den aneren Avantagen, déi um Niveau vun der Fonction publique existéieren, muss profitéieren.

De Staatsrot hat a sengem Avis ugemerkt, dass keen Organigramm beim Projet de loi bäigeluecht wär. Hien huet och bemierkt, dass d'Fiche financière just vun engem maximale Montant schwätzt an net de reelle Käschtepunkt ugëtt.

Als Finanzkommissioun hu mir nach eng Kéier d'Detailer alleguerten nogereecht kritt. A bei deem ganze Käschtepunkt vun deem zousätzlechen Directeur adjoint, wann en dann iwwerall géif de Maximum kréien an och iwwerall géif um Enn vum Grad 17 aklasséiert ginn, wiere mer bei engem maximale Käschtepunkt vun 225.000 Euro pro Joer.

De leschte Punkt, deen de Staatsrot bemängelt huet, huet d'Entrée en vigueur vum Gesetz betraff, wou de Staatsrot gefrot huet, net vum Régime général de droit ofzewäichen. Doropshin hu mir de leschten Artikel aus dem Gesetzesprojet gestrach, esou wéi de Staatsrot dat gefrot hat.

Voilà! Domadder wier ech als Rapporteur fäerdeg. An ech géif weiderfueren als mandatéierte Spriecher vu menger Partei.

Discussion générale

D'Steierverwaltung ass fir d'Lëtzebuurger Land eng ganz wichteg Verwaltung. Si huet 2024 ronn 16 Milliarden u Steieren agedriwwen an 2025 huet si 16,2 Milliarden u Steieren agedriwwen. Op den 31. Dezember 2024 hat si 1.145 Mataarbechter, déi sech op 24 verschidde Sitte verdeelt hunn. Si huet am Ganzen 355.082 Dossiere vu physische Persounen traitéiert an 122.534 Dossiere vu moralesche Persounen.

An ech denken, wann een déi Zuelen do alleguerte gekuckt huet oder nogelauschtert huet, da mécht et scho Sënn, dass d'Steierverwaltung mat all där Aarbecht, déi se huet, a mat all hire Mataarbechter, déi se huet, en zousätzlechen Directeur adjoint kritt.

A mir als CSV-Fraktioun ënnerstëtzen dat dote selbstverständlech a soen hinnen och alleguerte Merci fir déi Suen, déi si andreiwen am Sënn vun de Lëtzebuurger Staatsfinanzen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Adehm. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Ech kann Iech berouegen, ech kann et relativ kuerz maachen, ech wollt awer erauskommen, fir méi visibel ze sinn. D'DP-Fraktioun begréisst ...

(Interruptions et hilarité)

Une voix | Iech kennt jo keen!

Mme Nancy Arendt (CSV) | Esou éierlech muss een awer emol sinn! Wéi léif ass dat dann?!

M. André Bauler (DP) | D'DP-Fraktioun begréisst dëse Gesetzesprojet, dee virun allem d'Moderniséierung an d'Digitaliséierung virubréngt. Dës Reorganisatioun wäert natierlech dozou féieren, dass de Leit hir Steiererklärunge méi séier behandelt ginn. Duerch d'Beschleunegung vun der Digitaliséierung – d'Madamm Adehm huet et virunner gesot – komme mer mat deene klasseschen Dossiere méi séier weider. An da bleift natierlech och de Steuerbeamte méi Zäit, fir sech ëm déi méi komplex, déi méi komplizéiert Dossier an déi international Ufroen ze këmmen. Den Direkter vun der Steierverwaltung huet eis och gesot, dass et vun dësen internationalen Ufroen och éischer wäert méi ginn, wann een d'Tendenz kuckt, wéi maner.

D'Kreatioun also vum Poste vun engem spezifeschen Direkter fir d'Digitaliséierung ass onëmgänglech a féiert sécherlech net, wéi d'Staatsbeamtekummer mengt, zu engem administrative Waasserkapp. Ganz am Géigendeel! D'Digitaliséierung ass en zentrale Volet vun der Reorganisatioun vun der Administration des contributions.

D'Steiererklärung soll dann och an Zukunft, wéi dat esou dacks an der Finanzkommissioun gesot gëtt, net méi e Buch mat siwe Sigelen duerstellen, mee e verständlecht Dokument, dat all Bierger in principio selwer ausfëlle kann, falls et net schonn deelweis am Virus ausgefëllt ass.

An deem Sënn wier et och wichteg, ze kucken, dass déi ënnerschiddlech Verwaltungen, natierlech nëmme mat der Zoustëmmung vum Bierger, déi verschidden Informatiounen och un d'Steierverwaltungen transferéiere kënnen, wann dat méiglech ass.

Dat gesot, géif ech den Accord gi vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzestext, ouni awer ze vergiessen ze soen, dass et fir mech no längerer Abstinenz och eng Freed war, hei ënnert der Présidence vum Här Mars Di Bartolomeo schwätzen ze dierfen, oder besser gesot: geschwat dierfen ze hunn.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Vizepräsident vun der Chamber. Ech mengen, dass hien et selwer an der Hand huet, dass e mech méi oft därer hei uewen erliewen.

(Hilarité)

Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Ech maachen dat hei vu menger Plaz aus, wéi gëschter de Premier dat gemaach huet. Et schéngt en neie Stil ze sinn.

Voilà! Ech mengen, et ass viles gesot zu dësem Projet de loi. Effektiv, bei enger Belegschaft vu bal 1.200 Leit, déi d'Steierverwaltung elo huet, mécht et Sënn, e fënneften Directeur adjoint ze kréien. Mir haten d'Diskussioun an der Finanzkommissioun: Dat ass d'Conditio sine qua non, fir déi Digitaliséierung duerchzuführen, fir effektiv een anzustellen, dee fit ass an der Digitalisatioun, deen dat Ganzt ka superviséieren. Et ass och vun der Rapportrice an hirem Rapport erkläert ginn, an dofir si mer hei averstanen.

Et sinn eng Partie Bedenke geäussert ginn an den Avisen, effektiv, dass kee Waasserkapp elo soll hei entstoen an der Steierverwaltung, haaptsächlech an der Direktioun, dass och natierlech den Organigramm misst klariéiert ginn, dass och d'Fiche financière vläicht hätt kënnen méi kloer sinn, wéi dat de Fall war.

Mee ech mengen, nichtsdestotrotz ass sur le fond dat heiten e wichteg Schrëtt, wéi gesot, am Kader vun der Transformatioun vun der Steierverwaltung, an dofir géif ech menger Fraktioun recommandéieren, dat hei matzestëmme.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Fayot. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Effektiv ass et esou, dass ëmmer méi Aarbecht ass an dass d'Aarbecht och ëmmer méi komplex gëtt, an dat an alle Beräicher, an eeben och bei der Steierverwaltung. An dann ass et och esou, dass ee ka gutt verstoen, dass een zousätzleche Posten an der Direktioun gebraucht gëtt. A mir géifen dat dann och hei mat stëmme.

Dat ass en Trend, dee mer op ville Plazen hunn. Ech denken zum Beispill un e Beräich, wou ech hierkommen. Dat sinn d'Lycéeën, wou et fréier zwee Leit an den Direktiounen ginn ass an haut ganz oft a grouse Lycéeë souguer sechs, siwen, aacht Memberen an der Direktioun. An dat ass och ganz oft néideg, well einfach, wéi gesot, d'Aarbecht méi komplex gëtt a well et och ëmmer méi gëtt.

An de leschten 30, 40 Joer ass immens vill bäikomm iwwerall. Mir hu méi Direktere kritt. Mir hu méi Conseillere kritt fir d'Regierung. Mir hu méi Beamten am Allgemenge kritt. Déi brauche mer alleguer warscheinlech. Mir brauchen och méi Polizisten. Mir brauchen ëmmer méi Leit bei den CFL. Mir hu Memberen an der Regierung. Déi eenzeg – an dat ass eppes, wat ech awer an aller Serenitéit hei wëll soen, an aller Objektivitéit och – déi eenzeg, déi net erhéicht ginn an all deene leschte Joerzénge, dat si mir, dat ass d'Zuel vun Deputéierten. An do kann ee sech awer eng kéier froen, ob et net do och eng kéier de Moment wier, well och eis Aarbecht gëtt ëmmer méi komplex an ëmmer méi grouss, och do eng kéier eng Vergréisserung unzedenken.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech ginn dann direkt d'Wuert weider un d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass, mengen ech, e Spagat vum neien Directeur adjoint bis bei eng erhéichten Zuel vun Deputéierten. Ech bleiwen duerfir elo beim Sujet. Mir haten d'Occasioun, an der Kommissioun en Echange ze hunn iwwer d'Digitaliséierung. Eppes, Här Minister, wat Der jo Iech wierklech op de Fändel geschriwwen hutt, wat mer och absolutt begrëisse fir d'Steierverwaltung, an et ass jo an deem Kontext, wou dat heite sech aschreift.

Et stelle sech natierlech elo eng Rëtsch Froen. Bon, mir haten och Zuele genannt kritt. Fir d'Deklaratiounen vun 2024 wäert Der bei 15 % gewiescht vun digitalen Erklärungen. Äert gesatent Zil si 85 %, denken ech, bis 2028. Duerfir kennt Der eis vläicht elo haut och eng kéier de Point maachen, wéi déi Zuelen evoluéiert hunn zënter där Diskussioun, déi mer elo virun, denken ech, bal zwee Méint haten. Deemoos waren och nach 10 % vun den Deklaratiounen net erakomm. Dir kennt eis bestëmmt erklären, wéi dat evoluéiert huet.

Mir haten och an der Kommissioun eng Diskussioun driwwer, wien déi Leit sinn, déi Stand haut déi Deklaratiounen iwwer den digitale Wee maachen. Do war dee Moment keng Äntwert ze ginn. An ech denken, dass dat awer och wichteg wär, well et jo och drëms geet, erauszefannen, wéi een aner Leit nach kann dozou bréngen, op deen dote Wee ze goen, well Der jo wierklech e staarken Accent dorobber setzt.

Zwee Punkten, denken ech, sinn eis op alle Fall ganz wichteg an där ganzer Diskussioun ronderëm d'Digitaliséierung. Deen een ass natierlech deen, dass mat all deem, wat dat doten un Aarbecht mat sech bréngt, aner wichteg Projeten – an ech denke virun allem un d'Reform vun der Grondsteuer – doduerch net retardéiert ginn. Dir hutt selwer och nach d'Reform vun de Steiere lancéiert, allen zwee mat deem Zil, fir se och 2028 op den Instanzewege ze kréien. An, bon, do wier natierlech och nach eng kéier meng Fro, ob Der awer un deenen Zäitschinnéi kennt festhale mat deem hei.

An dat anert ass dann dat wierklech grousst Potenzial, dat ee bei der Digitaliséierung gesäit. Dat ass awer och dat vun dem Echange vun den Informatiounen. Dir hutt schonn an Ärer Zäit als Oppositionsriedner hei oft och fonnt, dass et wichteg wär, dass mer méi effizient Prognosen hätten, fir eise Budget opzestellen. Dat hei, déi digital Toolen, denken ech, sinn och wichteg, fir do kënnen méi effikass Prognosen ze stellen. An dat wier dann och meng lescht Fro, ob Der dann och der Meenung sidd, dass dat heiten och scho fir de Budget vum nächste Joer wäert hëllefen, vläicht nach besser Prognosen ze hunn.

Dat gesot gi mir natierlech den Accord, fir deen zousätzlechen Direkter hei anzustellen. Mir fannen déi Digitaliséierung eng extrem wichteg Saach. D'Verwaltung ass och ganz staark gewuess an deene leschte Joren, wat absolutt noutwendeg war. A wann een déi Zuele kuckt vun der Verwaltung, da mécht et absolutt Sënn, hei nach en zousätzlechen Direkter derbäi ze nennen. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An dann ass d'Wuert fir den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, dee Spagat zu der Unzuel vun den Deputéierten hat ech och schonn ugefaange bei der Heure d'actualité vum Benelux. An dat heescht, dat ka wierklech eng Diskussioun sinn. A fir dem Här Cruchten ze äntwerten: D'ARBEDS-Gebai géif sech gutt eegnen dofir. Den Här Finanzminister ass do. Voilà, Denkestouss!

Bon, fir zum Projet selwer ze kommen: Trotz deene puer Kriticken, déi vläicht och komm sinn, wat den Organigramm ugeet, si mer awer der Meenung, dass et awer un Enn zu enger Stärkung vum öffentliche Déngscht wäert féieren. A mir sinn ëmmer fir eng Stärkung vum öffentliche Déngscht. An dofir wäerte mer dat och matstëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner domat ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci der Madamm Adehm fir hire Rapport. Et sinn eng Rei vu konkrete Froen gestallt ginn. Déi lafen nach duerch.

Also, 2025 si 15 % vun de Steiererklärungen digital erakomm. Dat sinn der zirka 50.000 Stéck. Dat ass awer relativ vill. Dat heescht, eleng am Joer 2025 si 50.000 Stéck erakomm an déi Zuel, déi geet och konkret a stänneg no uewen.

Déi Fro zur Transparenz: Bon, ech kann Iech d'ganz Transparenz ginn. Dir hutt gefrot: „Wat ass dann d'Pai vun deem Directeur adjoint?“ Jo, dat ass jo an den Avisen vun der Fonction publique gefrot ginn. Majo, dat ass eng Basispai vu 625 Punkten. Da kennt nach eng Majoration d'échelon pour fonction dirigeante

vu 37 Punkten dobäi. Da kënt nach eng Prime de formation fiscale vu 15 Punkten dobäi. Déi kann awer bis op 60 Punkten erpogoen. Da kënt nach eng Prime informatique dobäi vu 36 Punkten. An da sidd Der alles an allem beim Gehalt vu 16.109 Euro monatlech. Wann déi Prime de formation fiscale ganz ausbezuel gëtt, sidd Der op 17.000 Euro. Méi transparent kann ech net sinn.

Dann ass déi weider Fro: „Wat verspricht Der Iech oder firwat braucht Der deen Directeur adjoint?“ Mee dee brauche mer ganz einfach, fir dass den Transitionsprozess vun der Digitalisatioun vun der Steierverwaltung och fachlech begleet gëtt. Deen erstreckt sech natierlech op méi Joren. Dee geschitt och ënnert der Kontroll vun der Chamber, net nëmmen, wat de finanziellen Impakt ubelaangt, mee och déi eenzel Etappen, déi gemaach ginn, well domadder verbonnen och eenzel Adaptatiounen an der Loi organique vun der Steierverwaltung wäerte kommen.

De Lien mat der Steierreform, dat heescht där eenheetlech Steierklass, ass natierlech kloer do. An dat ass och eng vun den Ursachen, firwat dass, wat ech hoffen, wann dëst Joer déi eenheetlech Steierklass kéint gestëmmt ginn, d'Verwaltung ee Joer brauch, fir dat Ganzt ëmzestellen. Dat ass natierlech haaptsächlech informatesch bedéngt, well jo dann net méi an engem Stot eng Steiererklärung gemaach gëtt, mee et gëtt eng eenzel Steiererklärung fir deen ee Member am Stot an och fir deen anere gemaach.

Insgesamt, jo, ass iwwert déi lescht siwen, aacht Joer den Effectif vun der Steierverwaltung ëm 40 % an d'Luucht gaang op 1.200 Mataarbechter. Dat ass eng vun deene gréisste Verwaltungen, déi de Staat huet. An duerfir mengen ech, dass deen zousätzleche Posten hei och wierklech berechtigt ass.

An elo sot Der: „Geet dat weider esou?“ Dat ass e bëssen déi Fro, déi och indirekt vum Här Keup opgeworf gouf. Mengen Informatiounen no an den Echange mat de Steierverwaltungen insgesamt: Wat mir méi kënnen digitaliséieren, wat mer d'Steiererfaassung méi zäitlech no kënnen maachen, wat mer se méi genau kënnen maachen, wat och eng Saach ass vu Steiergerechtegkeet, wou mer kënnen Risikobewäertunge maachen. An do mat ugeschloss ass och déi Fro vun der Madamm Tanson, mengen ech, beäntwert, dass selbstverständlech, wat méi digitaliséiert ass, wat mer och méi kënnen erfassen, wat vu Steierscholden nach opsteet, wat fir eng Besteuerung gemaach sinn, wat fir eng net gemaach sinn, dat spillt bei der Unzuel bei der Privatpersone manner e grouse Rôle wéi natierlech bei de Betriber.

Déi 50 gréisste Betriber am Land, net an der Taille vun de Betriber, mee um Niveau vun deem, wat se vu Steuer ofwerfen, déi contribuéieren zu wäit méi wéi 80 bis 85 % (veuillez lire: 35 %) vum gesamte Steieropkomm. A selbstverständlech spillt dat eng grouss Roll, wéi vill Steierrechten ze erwaarde sinn oder net.

An de Rescht, géif ech soen, wat eis déi Digitalisatioun haaptsächlech erlaabt, dat ass, dass d'Leit et méi einfach hunn, hir Steiererklärung ze maachen, dass mer net méi 20 Säiten hunn – Dir hutt dat gesinn dëst Joer fir 2025, dat heescht déi elo 2026 verschéckt gouf, dat si manner Säiten –, mee d'Zil ass et, dass d'Leit net méi d'Steierklärung mussen maachen, mee dass d'Leit e Steierformulaire eigentlech, deen ausgefüllt ass, geschéckt kréien, dee se dann nach just mussen „gelesen, genehmigt und unterschrieben“ zrückschécken.

Dat ass de groussen Avantage vun der Digitalisatioun. Dat ass bei classesche Steierzueler, an dat ass awer nun de Gros. Dat sinn déi, déi eng Pai kréien, e Salaire. Dat sinn déi, déi eng Pensioun kréien. Dat geet

och fir sougenannte Sonderausgaben. Dat heescht, wann ech eppes enger Assurance bezuelen, wann ech Investissementer maachen an eng Liewensversicherung, wann ech en Investissement maachen an eng Assurance drëtte Piliere um Niveau vun de Pensiounen. Well déi Donnéeën hu jo d'Banken als Finanzdëngschtleeschter. A wann de Contribuabel, dat heescht de Steuerflächtegen, der Bank erlaabt, déi matzeintegrieren an déi aner Donnéeën, dann ass praktesch d'Steierklärung schonns fäerdeg.

An doriwwer eraus, wat spillt do nach? Mee dat sinn déi Donnéeën vun de Sozialversicherungen, dat si souwuel déi perséinlech, mee dat kënnen och déi sinn zum Beispill vu Leit, déi een am Stot beschäftigt huet. Well och do wësst Der, dass Der e Steuerbescheid kritt vun dem Centre commun de la sécurité sociale, an all déi Donnéeën, mat dem Accord selbstverständlech vun dem Steuerflächtegen, kënnen a säin Dossier respektiv a säi Bescheid agebroe ginn. A meeschtens heescht dat fir 85 % vun de Steuerflächtegen: Ech brauch just ze kucken, ob dat stëmmt, meng Ënnerschrëft drënner ze setzen an zrückschécken.

Elo sot Der: „Wéi séier kritt Der dat hin?“ Wa mer gutt virukommen, da kéint et sinn, dass dat scho fir d'Steierjoer 2028 alles en place ass. An da géife mer, sou wéi den Direkter och gesot huet, wäit iwwert déi 100.000 Steiererklärungen kommen, déi digital gemaach ginn. Dat ass de Wëllen, deen do geschitt. An dat ass och am Sënn vun enger méi grousser Effikasitéit, mee virun allem och vu Steiergerechtegkeet, wou dat sollt geschéien. An ech schléissen domadder of, Här President.

Bei der TVA gëtt net méi all einzelen Dossier individuell gekuckt. Mee bei der TVA gëtt gekuckt no engem Risikoschema: Fält dat, wat deklariert gëtt, net aus der Rumm? An et ass eréischt, wann dat aus der Rumm fält, wou dann eng Detailanalys vun deem einzelen Dossier gemaach gëtt. An et ass och dat, wou ee wëllt mat deem neien digitale System hikommen. An och dat, mengen ech, berechtigt, dass um Niveau vun der Direktioun dat, wat haut den Direkter eigentlech praktesch an Egeregie niewelaanscht nach mécht, engem Direkter iwwerdroe gëtt. An ech huelen och d'Engagement, dass d'Chamber, virun allem d'Finanz- a Budgetskommissioun, reegelméisseg iwwert d'Evolution vun deem Dossier, well deen ass wichteg, informéiert gëtt an dass och de Steierzueler dobaussen iwwert déi nei Méiglechkeete vun der Digitalisatioun a sengem Interêt informéiert gëtt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An domat wäere mer dann um Schluss vun dëser Diskussioun ukomm.

An da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8655 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8655³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8655 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreicht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmege uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp (par Mme Octavie Modert), MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Jeff Boonen), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert,

MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Ordre du jour

Theorettesch wäere mer elo um Schluss vun eiselem Ordre du jour ukomm, mee ech géif nach proposéieren, datt mer déi Resolutioun vum Här Ben Polidori iwwert den État des lieux de la résilience numérique géifen elo direkt op den Ordre du jour setzen. Da kënnen mer nach doriwwer befannen. Ech mengen, all d'Fraktiounen an d'Sensibilitäten hunn den Accord ginn – net zu der Motioun, mee fir se op den Ordre du jour ze setzen.

Sidd Der domat d'accord, datt mer déi elo nach behandelen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

10. Résolution de M. Ben Polidori relative à l'état des lieux de la résilience numérique de la Chambre des Députés

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 10 de ce compte rendu)

Da komme mer also elo zu der Resolutioun vum Här Polidori. Här Polidori, wëllt Dir elo direkt nach eppes soen?

(Négation)

Wie wëllt zu dëser Resolutioun Stellung huelen? Den Här Weidig.

Discussion générale

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech wëllt kuerz eppes soen. Mir begrëssen déi Resolutioun hei. Mir hätte se och mat ënnerschriwwen, wann Der eis gefrot hätt. Mee bon, da schwätzen ech elo nach fënnf Minutte laang iwwert d'Resolutioun. An dann ...

(Interruption par M. Ben Polidori)

Jo, genau, souzesoen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Jo, genau. Wéi gesot, dat heiten ass en extreem wichtige Punkt, och fir eis Souveränitéit. Ech mengen, mir wëssen dat. Och vill vun eis benotzen Gmail-Adressen an esou weider. An do ass et ganz kloer, datt d'Amerikaner dat blockéieren kënnen. Déi kënnen souguer

Zougang dozou kréien. Dat ass wierklech e ganz grave Problem. An och fir eis mat Microsoft an esou weider, Produiten, déi mer benotzen, ass et ganz wichteg, datt mer dat Ganzt op de Leescht huelen.

Ech géif just zwou Saache bedenken: Wa mer eng Evaluatioun maachen, do sollte mer wierklech Leit aus dem Ausland froen, fir dat ze maachen. Ech mengen, et ass ganz wichteg, datt mer do absolut eng neutral Vue kréien.

Dat Zweet, wat ech och wëll bedenken, ass, datt de Bundestag an d'Assemblée nationale esou änlech Saache gemaach hunn. Ech mengen, do ass et awer esou, datt all déi wichteg Leit, déi am Bundestag eppes ze soen hunn, an der Informatik, mengen ech, nëmmen déi däitsch Nationalitéit oder déi franséisch Nationalitéit hunn. An ech mengen, dat ass och ganz wichteg, well wann een dat net huet, da gëtt dat en Entrypoint fir auslännesch Geheimdéngschter, fir do eranzekommen. Duerfir ass dat, mengen ech, och e ganz, ganz wichtige Punkt, datt Leit, déi wierklech d'Informatik maachen, och hei an der Chamber an esou weider, ...

(Brouhaha)

... och Leit sinn, déi do wierklech och kontrolléiert ginn, datt déi och 100 % vertraulech sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann huet nach den Här Goergen d'Wuert gefrot an duerno d'Madamm Welfring. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hu se och mat ënnerschriwwen, well dat natierlech e wichtegt Thema ass. Et wäert awer net esou einfach ëmzesetze sinn. Do muss een awer och éierlech mat sech selwer sinn.

A virun allem ass et interessant, dass d'Majoritéitsparteien et mat ënnerschriwwen hunn. Well wann een dat heite jo hei esou ënnerschriwwen huet, dann denkt ee jo dat selwecht och fir de Staatsapparat. Huele mer Education.lu, déi komplett op Office 365 leeft, huele mer aner Verwaltungen, déi komplett ofhängeg dovunner sinn. Dat heescht, wann Dir haut dat dote matstëmmt, gitt Der natierlech och de Feu vert, fir dass de Staat eng Kéier muss do reagieren. Well et ka jo net sinn, dass herno just d'Chamber déi Systemer eng Kéier iwwerpréift an de Staat net. Vun de Gemenge guer net ze schwätzen, well déi si warscheinlech op deene selwechte Systemer ënnerwee.

Et ass a sech en Thema, wou mer elo scho Joerzénge – net Joerzénge, esou laang gëtt et d'Piraten nach net, mee Joren – gesot hunn, dass Open Source eigentlech d'Léisung gewiescht wär an net, op kommerziell Firmen ze setzen, déi aus den USA oder anere Länner kommen. Bei Open Source, wann een et selwer codéiert hätt, wann ee genau wéisst, wat am Code géif stoen, kéint och keen et ofschalten, kéint keen et matlauschteren. Dat wär eben dee richtege Wee gewiescht. Leider ass dee Wee net gaange ginn, soudass mer haut hei stinn.

A jo, d'Chamber kéint a sech scho ganz schnell handelen. Wann een zum Beispill kuckt, dass d'Deputéiert mussen hir privat Handy benotzen, wou och ganz vill amerikanesch Programmer drop lafen. An aner Parlamentarier kritt een en Handy zur Verfügung gestallt, dee kryptéiert ass, wou ee sécher ka Kommunikatioun maachen. Dat wär schonn ee Punkt, wou d'Chamber kéint usetzen. Mir sinn hei als Parlament immens ofhängeg vu virun allem amerikanesche Konzerner. An dat ass am Moment leider e ganz grouse Problem. Déi sechs Méint stinn dran. Ech si gespaant, wéi een a sechs Méint dee Problem wëll ugoen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. An och merci dem Här Polidori fir dës Resolutioun, déi ganz wichteg ass, well se gëtt eis d'Méiglechkeet, déi Risiken vun eiser Ofhängegkeet vun deenen Outilen ze bewäerten, déi vun, soen ech emol, vun Drëttstaaten.

Dat Zweet ass, dass se och den Zougrëff bei verschidden Outilen och Zougrëff op verschidden Donnéeën zouloossen. Dat ass erwisen. Dat ass awer net jiddwerengem ëmmer bewosst. Dat heescht, do gëtt et och Risiken. An och déi mussen mer besser kennen, wéi mer se am Moment kennen, an och d'Geforen, déi domadder zesummenhänken. Dat heescht, dass mer mat dëser Resolutioun eis selwer Moyene solle ginn, fir déi Saache besser ze kennen an en connaissance de cause dann och ze handelen.

An dat Zweet oder dat Drëtt, wat wierklech wichteg ass, ass, dass mer domadder vläicht europäesche Léisungen eng besser Chance ginn, fir och de Maart hei ze stärke fir eis eege Léisungen hei an Europa. Dat heescht, ech denken, dass dat alles an allem eng ganz wichteg an eng ganz positiv Saach ass. Dofir wäerte mer dat hei och ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kritt den Auteur vun der Resolutioun nach eng Kéier d'Wuert. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP), auteur | Merci, Här President. Emol fir d'éischt merci alleguerter fir d'Zoustëmmung zu dëser Resolutioun.

Ech mengen, d'Wichtigkeet ass schonn ervirgehuewe ginn, dass mer deen Exercice hei maachen, dass mer eis selwer eng Kéier an de Spigel kënne kucken, wou mer effektiv déi Ofhängegkeeten hunn, respektiv vläicht Gefore sinn.

Ech wollt da vläicht eppes just kloerstellen, elo d'Nationalitéiten. Ech mengen, hei mat där Resolutioun ass net gefrot, datt mer elo d'Nationalitéiten hei iergendwéi an d'Spill wëlle bréngen. Ech mengen, et geet hei drëms ze kucken, wat fir eng Outil mer notzen. An d'Mataarbechter, déi haut scho fir d'Chamber schaffen, déi sinn hei net viséiert. Hei sinn d'Outil viséiert, déi mer notzen. A mir sollten och do mam gudde Beispill virgoen, wéi d'Madamm Welfring och gesot huet, dass mer als Parlament kënne op Outilen herno vläicht zrëckgräifen, deementspriedend wou mer och herno kënne de Leit dobausse weisen an och de Matbierger vläicht kënne zur Verfügung stellen.

Ech mengen, do sollte mer mam gudde Beispill virgoen. Ech mengen, wa mir dat maachen als Chamber, dann ass dat dee richtege Wee. An da lauschteren d'Leit vläicht dobaussen och besser no, dass et och Alternative gëtt zu deenen, déi d'Leit haut gewinnt sinn.

Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Resolutioun ofgeschloss.

An da géif ech déi Resolutioun zum Vott stellen.

Vote sur la résolution

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Domat ass dës Resolutioun eestëmme mat 60 Jo-Stëmme ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile

Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Georges Mischo), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An domat wäere mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

11. Ordre du jour (suite)

Éier ech d'Sëtzung awer zoumaachen, wollt ech nach proposéieren, datt mer den éischte Punkt vum Ordre du jour vu muer de Mëtten, an zwar d'Motioun iwwert de Projet de système de vote électronique à distance par internet vum Ordre du jour erofhuelen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung ass muer de Moien um 9.00 Auer vir...

(Interruption)

Pardon. Ech hunn nach net zougemaach.

M. Gilles Baum (DP) | Entschëllegt, entschëllegt, dass ech d'Wuert huelen. Et schéngt warscheinlech tëschent eis zwee e klenge Problem an der Kommunikatioun ginn ze hunn, well effektiv, Här President, ech war gëschter bei Iech, fir ze proposéieren, dass mer iwwert déi zwou Motiounen, déi vun der Madamm Bernard an déi vun der Madamm Delcourt, haut de Mëtte sollten ofstëmme. Dofir ass den Här Minister och do.

Ech entschëllege mech, wann tëschent eis zwee eppes elo net esou gaangen ass, wéi et vläicht hätt solle goen. Wéi gesot, mir wäeren natierlech prett, fir dat elo ze maachen. Wann d'Kollege vun deene Grénge respektiv vun der LSAP, déi déi Motiounen deposéiert hunn, datt awer elo net wëlle maachen, dann hunn ech natierlech och Verständnis derfir. An da soll ee sech awer vläicht e Rendez-vous ginn, dass den Här Minister sech awer kann dann drop astellen, dass mer dat da vläicht muer de Mëtten oder esou maachen.

Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war effektiv e Mëssverständnis warscheinlech zwëschen eis zwee.

Dat kann heiansdo virkommen. Dat deet mer och ganz leed esou. Ech entschëllege mech beim Här Minister, datt en extra komm ass an datt en elo net zu Wuert kënnt. Mee mir wäerten awer kucken, wann Der d'accord sidd, fir dat muer ...

(Brouhaha)

Also ech krut elo just gesot, Dir wéilt se net huelen. Ech hunn d'Sézung nach net zougemaach. Mee ...

(Brouhaha)

Jo, Dir sidd hei. Mee et ass un dem Auteur, deen et kann ...

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Also, ech hat elo gemengt, dass Mëtt Mäerz gesot gouf. Ech kann dat och elo maachen. Ech mengen, et ass d'Fro, ob mer alleguerte prett sinn, fir d'Diskussioun ze féieren. Wann dat de Fall ass, da soll et net un eis scheitern. Mee ech mengen, da muss mer d'nächst Kéier e bësse besser dat an der Kommunikatioun tëscht eis klären, fir dass mer déi richteg Moyenen hunn, fir ze ...

M. Claude Wiseler, Président | Also da géif ech, wann ech dat do ... Madamm Delcourt, Dir sidd och prett?

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Ech wëll och just eng Kéier kuerz soen: Also, fir mech ass dat an der Rei, mee et ass am Fong ... Et gouf net kommunizéiert.

M. Claude Wiseler, Président | Ma nee.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Dat ass just dat, wat ech wëll soen.

M. Claude Wiseler, Président | Mee Dir hutt absolutt Recht, wann Der dat sot. Dat ass jo och de Problem elo gewiescht, iwwert dee mer diskutéieren.

(Hilarité)

An d'Originn vun deem Problem hu mer zwëschent dem Här Baum a mir jo och festgestallt. An ech reniéieren déi absolutt net.

Elo ass meng Fro, éier mer dann zu deene Motioune kommen, ob Der d'accord sidd, datt mer dat elo nach op den Ordre du jour setzen. An ech mengen, datt mer do unanimement mussen d'accord sinn. Dofir froen ech. Elo hunn ech nach eng Wuertmeldung. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Also, mir sinn elo absolutt net derfir, dat elo ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Mir kënnen elo driwwer ofstëmmen, mee mir sinn eis eens ginn an der Conférence des Présidents, dat wëll ech awer och soen an dat deet mer da leed, datt, wa mer déi Saache maachen, sämtlech Fraktiounen a Sensibilitéite mussen domat d'accord sinn, soudatt ech géif proposéieren, datt mer dat muer op den Ordre du jour setzen. An zwar zum Schluss vum Ordre du jour.

Éier mer d'Zäit fixéieren, kucke mir mam Här Hahn eng Kéier, wéini hien disponibel ass, an da fixéiere mer dat muer de Moien. Mee muer am Laf vum Dag stinn déi Motioune um Ordre du jour.

Sou, domat wäere mer dann elo um Schluss vun eiser Sézung ukomm. Déi nächst Sézung ass muer de Moien um 9.00 Auer virgessinn.

An d'Sézung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 16.15 heures.)

130^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

p. 28

2. Ordre du jour

M. Claude Wiseler, Président

p. 28

3. 8467 – Projet de loi relative à la gestion, la conservation, l'accès et la confidentialité des enregistrements des communications de fond et de l'environnement sonore sur les postes de travail des contrôleurs aériens

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Mandy Minella (intervention de M. Yves Cruchten)

Discussion générale : M. Marc Lies | M. Yves Cruchten | M. Michel Lemaire | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8467 et dispense du second vote constitutionnel

p. 28

4. 8553 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 31 mai 2021 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et aux prestataires de service de navigation aérienne ;

2° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Mandy Minella

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8553 et dispense du second vote constitutionnel

p. 30

5. 8605 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction pour l'aménagement de la transversale de Clervaux

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Marc Hansen

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

p. 31

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8605 et dispense du second vote constitutionnel

6. 8668 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

p. 32

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Marc Hansen

Discussion générale : M. Marc Hansen | M. Paul Galles | M. Yves Cruchten | M. Michel Lemaire | M. Meris Sehovic

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8668 et dispense du second vote constitutionnel

7. 8068 – Projet de loi sur le régime d'indemnisation et de compensation opérationnel de l'Armée luxembourgeoise et portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise

p. 34

Rapport de la Commission de la Défense : M. Marc Hansen

Discussion générale : M. Alex Donnersbach | M. Marc Hansen | Mme Liz Braz (dépôt des amendements 1 et 2) | M. Tom Weidig | Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Vote sur l'amendement 2 (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8068 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Marc Hansen | Mme Sam Tanson

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

8. 8678 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise en vue de la revalorisation des éléments de rémunération des soldats volontaires

p. 40

Rapport de la Commission de la Défense : M. Marc Hansen

Discussion générale : M. Alex Donnersbach | M. Marc Hansen | Mme Liz Braz | M. Tom Weidig (interventions de M. Gilles Baum, M. Georges Engel et M. Marc

Hansen) | Mme Sam Tanson (interventions de M. Fred Keup et M. Tom Weidig) | M. Marc Goergen (interventions de Mme Sam Tanson et M. Meris Sehovic) | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8678 et dispense du second vote constitutionnel

9. Ordre du jour (suite)

p. 43

M. Claude Wiseler, Président

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Setzung op.

2. Ordre du jour

Et gött proposiert, d'Motioun vun der Madamm Djuna Bernard iwwert den Accueil vun den DPten an d'Motioun vun der Madamm Claire Delcourt iwwert d'Kanner an den ONA-Strukturen op den Ordre du jour vun de Mëtten ze setze virun der Interpellatioun vun Här Fred Keup iwwert de Réckgang vun de Gebuerten.

Ass d'Chamber mat dëser Proposition averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. 8467 – Projet de loi relative à la gestion, la conservation, l'accès et la confidentialité des enregistrements des communications de fond et de l'environnement sonore sur les postes de travail des contrôleurs aériens

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun de Moie steet de Projet de loi 8467, d'Ëmsetzung vun engem EU-Reglement iwwert d'Opnam vun Hannergrondkommunikatiounen vun de Fluchverkéierskontrollstationen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit jee weils 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, den Här Yves Cruchten, den Här Michel Lemaire, den Här Meris Sehovic an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dem Projet de loi, déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Et ass de 8553.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn de Projet 8467 hei op menger Lëscht stoen, d'Ëmsetzung vun engem EU-Reglement iwwert d'Opnam vun Hannergrondkommunikatiounen vun de Fluchverkéierskontrollstationen – fir datt mer elo iwwert dat selwecht schwätzen. Madamm Minella, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, eng effizient Gestiou vun Loftverkéier a vun de Lofftaartservicer ass vital fir Europa. Fir dëst ze garantéieren, gouf d'Initiativ vun Single European Sky, also vum Ciel unique européen, 1999 an d'Liewe geruff. Mat dësem Gesetzesprojet sollen am Kontext vun dëser Initiativ verschidden Nonconformitéiten am nationale legale Kader behewe ginn.

Laut EU-Reglement an am Kontext vum Single European Sky sinn d'EU-Memberstaaten dozou verpflichtet, effikass an dissuasiv Sanktiounen en place ze hu fir de Fall, dass et zu engem Verstouss géint de reglementairé Kader kënnt. Am Kader vum EU-Pilot-Mechanismus sinn déi lëtzebueresch Autoritéiten am Abrëll 2023 vun der Europäescher Kommissioun approachéiert ginn. D'EU-Kommissioun wollt Informatiounen zum lëtzebueresche Sanktiounssystem am Kontext vum Ciel unique européen kréien.

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Ech hu mech awer da beim Projet geiert.

M. Claude Wiseler, Président | Gelift?

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Ech huele ganz séier deen aneren, Här President.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dir hutt dee falsche Projet.

M. Claude Wiseler, Président | Dir kënnt ganz gär nach Är Notte siche goen, wann Der wëllt. Dat ass guer kee Problem. Mir fänken de Moie méi lues un an da komme mer duerno richteg a Jumm.

(Hilarité et interruptions)

Ech maache mer keng Suergen.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Merci, Här President. Da fänke mer haut de Moien e bësse méi lues un, wéi Der dat elo grad preziséiert hutt. Ech fänken dann nach eng Kéier un.

Mat dësem Projet ajustéiere mir u sech e bestëmmte Punkt aus dem EU-Reglement 2017/373 an eisem nationale legale Kader. D'Reglement selwer concernéiert u sech alles, wat Fluchverkéier ugeet: Fluchverkéiersmanagement, Sécherheet bei de Vollen, d'Opsicht an esou weider.

De spezielle Punkt aus dem Reglement, ëm deen et haut geet, de Punkt ATS.OR.460, verpflichtet d'Déngschtleeschter vun de Lofftaartservicer dozou, d'Arbeitsplaze vun de Fluchlotse mat engem Dispositif ze ekipéieren, fir Kommunikatiounen a Geräischer aus dem Ëmfeld opzehuelen.

Kuerz zur Präzisioun: Firwat ginn déi Enregistrementer genotzt? Ma beispillsweis bei Enquëten no Accidenter oder aneren Incidenten, wou een op dës Informatiounen kéint oder muss zréckgräifen.

D'Administration des enquêtes techniques, d'AET, hat och schonn eng Kéier an der Vergaangenheet esou en Dispositif recommandéiert. Dëse Punkt, soi-disant dësen Artikel, deen ass haut schonn zu Lëtzebuerg applikabel, mee d'Reglement iwwerléisst de Memberstaate bei verschiddenen Elementer eng Marge d'appréciation an och d'Méiglechkeet, Derogatiounen en place ze setzen, ausser déi zoustänneg Entitéit wier dogéint.

Déi zoustänneg Autoritéit, dat ass an dësem Fall d'DAC, also d'Direction de l'aviation civile. Si solle mat dësem Text och näischt ewechgeholl kréien. De Projet viséiert nëmme Cas de figure, wou d'DAC sech net prononcéiert, soi-disant wou si net Gebrauch mécht vun hirem Recht, sech fir oder géint esou eng

Derogatioun auszeschwätzen. Eenzel Punkte bei der Applikatioun vum Text si Stand haut nach net en place. Dat soll mat dësem Projet elo geännert ginn.

Kuerz nach: De Prestataire fir Lofftaartservicer zu Lëtzebuerg ass d'Administration de la navigation aérienne, d'ANA. Se ënnersteet dem Mobilitéitsministère an erfëllt all Déngschtleeschungen, déi vital fir aeronautesch Operatiounen sinn, wéi d'Kommunikatioun a meteorologesch Informatiounen.

Lëtzebuerg huet d'Ambitioun, en héije Sécherheetsniveau an der Lofftaart ze garantéieren. Dofir gött och gekuckt, sech un déi bescht international Standarden ze halen.

Wat fir Punkte sinn dann elo genee concernéiert? Et geet hei speziell ëm d'Modalitéit beim Enregistrement vun de Kommunikatiounen an de Fluchlotsen a vun hirem Ëmfeld.

Här President, ech hunn de Rescht vu mengen Notten net derbäi.

(Hilarité)

Ech muss nach eng Kéier zréck. Et deet mer leed.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt. Et ass elo, wéi Der wëllt. Solle mer hei ophalen?

(Assentiment)

Dat ass an der Rei. Dat meescht, mengen ech, hutt Der och elo matkritt, wat am Text steet. De Rapport écrit, deen hutt Der kritt. Do ass alles nozeliesen.

Da kënne mer vläicht kucken, ob mer déi nächst Riedner drunhuelen. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Lies. Den Här Lies ass do. Dann ass et un Iech.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Här President, merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Rapportrice Merci fir hire Rapport, och wann de Mue ren e klengen Hick derbäi war. Mee bon, dat ka jiddwerengem mol virkommen.

Wa mir haut iwwert de Gesetzesprojet 8467 schwätzen, da geet et am Kär ëm eng Fro: Wéi kënne mir aus de Feeler aus der Vergaangenheet léieren, fir d'Zukunft méi sécher ze gestalten?

Bis elo goufen haaptsächlech d'Funkgesprécher tëscht dem Tower an de Piloten opgeholl. Dat ass Standard. Mee d'Erfahrung weist, datt dat net duergeet. Dëst Gesetz verpflichtet d'ANA, d'Administration de la navigation aérienne, d'Arbeitsplaze vun de Loftverkéierskontrollere mat den néidegen technesche Geräter auserüsten, déi och den Hannergrundsound an d'Ambiance am Raum ophuelen. Dat kann ee sech änlech virstelle wéi déi sougenannte Blackbox an engem Fliger, mee dës Kéier fir de Kontrolltuermer.

Et geet drëm, de Kontext vun enger Decisioun ze verstoen. War et akustesche haart am Raum? Gouf et eventuell Oflenkungen? War d'Kommunikatioun tëscht de Kolleegen am Tower kloer?

E wichtige Punkt am Objet vun dësem Gesetz ass d'Dauer vun der Späicherung. D'EU-Reglement

gesäit e Minimum vu 24 Stonne vir. Mat dësem Gesetz ass eng maximal Späicherzäit vun 144 Stonne gewielt. Dat ass eng bewosst Decision fir d'Qualitéit vun der technescher Enquête. Mat den 144 Stonnen assuréiere mir, datt näischt verluer geet, wat fir d'Sécherheetsanalys entscheidend kéint sinn. Dëst Gesetz gëtt den Enquêteuren also d'Handwierks-geschier, dat se brauchen.

E weideren Deel vum Objet ass d'Definition vum de Kompetenzen. D'Direction de l'aviation civile, d'DAC, bleift d'Kontrollorgan. Dëst setzt e klore gesetzleche Kader do, wou d'Europäesch Union de Memberstaaten d'Fräiheet gelooss huet.

Mir mussen hei och d'Bedenke vun der Beamtekummer an der CNPD eescht huelen. D'Zil vum Gesetz ass d'Sécherheet, net d'Iwwerwaachung. D'Donnéeën dierfen net benotzt ginn, fir d'Performance vun engem Kontroller ze bewäerten. Si dierfen net an enger Disziplinarprozedur géint e Mataarbechter agesat ginn. Si dierfen nëmmen dann ausgelies ginn, wann et e Rapport vun engem Accident oder engem Incident gëtt, deen obligatoresch gemellt muss ginn.

Mir hunn och op den Avis vum Staatsrot gelauschert. D'Gesetz trëtt net réckwierkend a Kraaft. Mir schafen eng propper legal Basis fir d'Zukunft.

D'Zil vum dësem Gesetz ass d'Stäerkerung vum Vertrauen an eise Loftverkéier. Et ass en technesch Gesetz, jo, mee et ass e fundamentaalt Gesetz fir de Schutz vun de Passagéier an d'Ënnerstëtzung vun eise Loftverkéierskontrolleren, déi all Dag eng enorm Verantwortung droen. Si verdéngen e klore legale Kader, dee si schützt an deen hëlleft, d'Aviatioun nach méi sécher ze maachen. Heimat wéilt ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dësen Text ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos merci, Här Lies. Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Anescht wéi mäi Virriedner wäerte mir dësem Projet net kënnen eis Zoustëmmung ginn. Mir setzen hei en europäesch Reglement ëm. Et ass jo hei erkläert ginn, dass et drëms geet, fir opzuehelen, d'Enregistrementer, all d'Gesprécher, alles, wat am Tower leeft. An d'Reglement gesäit och vir, dass esou en Enregistrement minimum 24 Stonne muss gehale ginn.

D'Lëtzebuurger Regierung huet decidéiert, dat net beim Minimum ze loossen, mee bis op 144 Stonnen eropzuegoen, also sechs Deeg laang ze enregistrieren. Mir hunn an der Kommissioun doriwwer geschwat gehat. Ech muss awer soen, dass dat, wat mer do gezielt kruten, eis net iwwerzeegt huet, firwat mir sollten elo iwwert deen Delai vun deene 24 Stonnen erausgoen, zemoos wa mer wëssen, dass et bei eisen däitschen a franséischen Noperen an op anere Plazen, wou dat Reglement ëmgesat gouf, duerchaus bliwwen ass bei deene 24 Stonnen.

Et fält eis och op, dass, wann et ëm Finanze geet a wann et dorëms geet, Reglementer oder Direktiven ëmzesetzen, dann ëmmer gesot gëtt: „Just d'Direktiv, net méi wéi d'Direktiv“, a wann et ëm aner Saache geet, dann huele mer eis méi Largessen.

Also, mir sinn net iwwerzeegt dovun, dass et wierklech néideg ass, déi Enregistrementer esou laang ze halen. Well dat muss ee sech awer virstellen: Do gëtt all eenzelt Wuert, wat een de ganzen Dag op der Aarbecht iwwer seet, enregistriert. Dat ass schonn en Aschnitt an d'Fräiheete vun de Leit, déi do schaffen. An dofir si mir der Meenung, dass d'Gesetz hätt misse bei deene 24 Stonne bleiwen. Mir kënnen leider dofir deem Projet hei net eis Zoustëmmung ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Den Här Michel Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Merci, Här President. Jo, effektiv, bis elo ass et jo esou, dass d'Frequenzen an d'Telefonlinne souwisou opgezeecht goufen. Dass dat, wat am Tower geschwat gëtt, och vu Relevanz ka sinn, verst mir. Mee eis stéiert effektiv och déi Dauer vun 144 Stonnen, sechs Deeg. Do schlësse mer eis u sech der Staatsbeamtekummer un, dass mer do net wierklech de Sënn gesinn. Ech mengen, et muss een och wëssen: Souguer de Cockpit-Voice-Recorder gëtt net emol 144 Stonne geloggt. An déi Frequenzen an Telefonsopezeechnunge ginn d'office emol 90 Deeg gehalen, wann do eppes ass.

An ech denken, hei geet et och drëm, awer eng Balance ze fannen tëscht engersäits deem, wat sënnvoll ass, an anerersäits dass awer ... An dat wësse mer och vun de Leit selwer, déi do schaffen, déi gesot hunn: „Mir fillen eis net méi wierklech gutt, fir iwwerhaapt nach esou fräi ze schwätzen, wéi dat op enger Aarbechtsplaz vläicht och ubruecht wär.“ Ech denken, déi Balance fënnt deen heite Gesetzesprojet net, obwuel mer Elementer gesinn, déi Sënn maachen. An dofir wäerte mir eis bei dësem Projet enthalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Och mir ënnerstëtzen d'Grondausrichtung vum Gesetz. Et geet hei drëms, eigentlech méi Sécherheet am Fluchverkéier ze maachen an eeben en Deel vun der Kommunikatioun, déi bis elo net erfaasst ginn ass, nämlech d'Kommunikatioun tëschent dem Tower an de Piloten a Pilotinnen, ze enregistrieren.

Wéi gesot, de Grondobjektiv ass verständlech. Mee och mir stoussen eis un der Demarche vun der Regierung, fir anescht wéi an allen aneren Ëmsetzung vum europäeschen Direktiven, wou ëmmer gepriedegt gëtt, dass mer kee Goldplating solle maachen: „la directive, rien que la directive“ ...

Hei geet et och ëm d'Aarbechtsrechter vun deene Kontrolleren, déi am Tower schaffen. Do wär et wichteg gewiescht, eiser Meenung no, déi Balance tëschent dem Sécherheitsbesoin an der Loftfaart an awer och den Aarbechtskonditiounen an den Aarbechtsrechter vun de Leit, déi do schaffen, ze sichen. Dat ass hei leider net genuch geschitt.

A mir hätten de Wee kënnen matgoen, wann et esou gewiescht wär, dass am Sozialdialog och d'Sozialpartnere bereet wäeren, dee Wee matzuegoen. Or, mir hunn awer e Bréif kritt als Kommissioun vun deenen zwou Verriedungen, vun der LACA (ndlr: Luxembourg Approach Controllers Association) an och vun der GLCCA (ndlr: Guilde luxembourgeoise des contrôleurs de la circulation aérienne), déi och derfir plädéiert hunn, op deem Minimum vun deene 24 Stonnen ze bleiwen. Dat wär dofir och eise preferéierte Wee gewiescht. An dofir kënnen mer dat heite Gesetz och net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, hei ass elo e bëssen esou gezielt gi vun de Virriedner, wéi wa mer an deem Tower do an engem normale Büro wäeren, wat awer net de Fall ass. Den Tower ass genau wéi de Cockpit e ganz stille Kontext, an deem ee schafft. Do hunn och Privatgesprécher näischt verluer. Dat ass ganz einfach: An hirem Job gëtt et keng Gesprécher. Do schwätzt een net doriwwer, ob ee gëschter gegrillt huet oder

iergendeppes gemaach huet. Am Cockpit ass dat souguer bis 10.000 Fouss strengstens ënnersot.

Dat heescht, dat Reglement, wat hei geschaf gëtt, ass reng fir opzueklären, sollt eng Kéier en Tëscheffall sinn. Déi Dokumenter ginn och just gekuckt, wann eng Kéier en Tëscheffall ass. Hei geet et ëm d'Sécherheet vun eise Fluchpassagéier, änlech wéi am Cockpit – Dir hutt et e puermol erwäant – mat der Blackbox.

Wéi eng Fäll kann ee sech do virstellen? Dat ass wéi deemools zu Überlingen an der Schwäiz (veuillez lire: an Däitschland) iwwert dem Bodensee, wéi déi zwee Fligere leider zesumme gestouss sinn, wéi ee Kontroller huet misse spontan zwee Poste besetzen an et do duerjer zu dëser Katastroph kouw. Dat wär awer alles net opgedeckt ginn, wann net déi Dokumenter an déi Enregistrementer do gewiescht wäeren. Dat heescht, dat, wat haut gestëmmt gëtt, ass a sech e Schrëtt a Richtung méi Sécherheet.

Elo kann ee laang driwwer diskutéieren, ob dat 24 Stonnen, eng Woch oder wéi an den USA 45 Deeg solle sinn. Ech hunn och dat nogesicht: Also, déi däitsch Fluchsécherung ass laut mengen Informatiounen bei enger Woch, déi vun de Fransousen och. An effektiv, d'europäesch Direktiv huet 24 Stonne virgesi fir méi kleng Fluchhäfen, well et do net esou relevant ass.

Et ass awer och esou, dass net ëmmer direkt en Accident muss geschéien. Et kann och sinn, dass einfach zwee Kontrolleren an hirem Aarbechtsëmfeld haut gesinn, dass zum Beispill Villercher op der Pist waren an dass d'Luxair déi een, zwee Villercher kritt a si soen: „Hei kuck, hat deen doten elo haut dee Bird-strike do oder net?“ A wann dann no 48 Stonnen oder 72 Stonnen de Motor géing ausfalen, kéint een dat nach ëmmer nosichen.

Dat heescht, mir Piraten hu guer kee Problem dermat, dass déi Durée, wéi et international üblech ass ..., iwwergens och wann een iwwer eise Loftraum ewechflitt. Maastricht hält et och siwen Deeg. Dat heescht, et ass genau dat selwecht. Wat Lëtzebuerg hei mécht, ass sech upassen.

An ech gesi Lëtzebuerg net als klenge Fluchhafen. Au contraire, mat enger Cargolux, mat enger Luxair hu mer immens vill Fluchbewegungen. An dat heiten ass eeben d'Sécherheet. Net all Incident oder Accident ass herno an der Loftfaart innerhalb vu 24 Stonnen erauszekristallisieren. Meeschtens fléien déi Fligeren. Wann do iergendeppes geschitt ass, fënnt een et eréischt herno eraus. An dat ass herno eeben dat, wat den Tower ka kommentéiert hunn a senger Aarbechtswelt.

An nach eng Kéier: Et geet net ëm déi Gesprécher, déi herno an engem Büro am Tower iergendzwousch ënne gefouert ginn. Et geet reng ëm dat ganz sensibel Aarbechtsëmfeld uewen, wou och keng Privatgesprécher oder soss eppes stattfannen. Dat sinn Informatiounen, wou deen ee Kontroller eppes zu deem anere seet. Zum Beispill den Approach seet dann eppes zu der Ground Control, wann en eppes gesinn huet, an ëmgedréint. Et ass immens wichteg, dass déi Gesprécher an Zukunft gehale ginn, well dat wäert fir immens vill Opklärung suergen, sollt eng Kéier en Zwëscheffall sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wollt mech awer och nach uschlëssen un dat, wat verschiddener vu menge Virriedner gesot hunn, notament vun der LSAP a vun deene Gréngen. Well

trotz verschidene Erklärungen – mee ech mengen, d'Madamm Ministesch wäert der och nach ginn – klängt et awer weiderhin e bësse speziell, wa Lëtzebuerg anscheinend awer trotzdem eng Ausnam ass par rapport zu anere Länner, wat d'Durée vun der Conservatioun vun deenen Opnamen ugeet.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, schéine gudde Moien. Merci dem Mandy Minella fir säi Rapport. Hei geet et effektiv em d'Ëmsetzung vun engem wichtege europäesche Reglement, op Englesch den Ambient Voice Recording.

An ech wëll awer hei nach eng Kéier ënnersträichen: Hei geet et net drëm, d'Kontrolleren déi ganzen Zäit ze iwwerwaachen oder ofzelauschten. Dat ass wierklech hei net de But. D'Zil ass hei ganz kloer, bei Incidenten oder Accidenter kënnen nozevollzéien, wat sech eeben am Tower dee Moment vum Accident ofgespillt huet. Et geet hei ganz kloer em Sécherheet. Et geet net em Iwwerwachung.

Ech mengen, d'Detailer si schon e bësse erkläert ginn, wat den Ënnerscheid ass par rapport dozou, wéi et eeben haut ass. Et ass hei virgesinn, dass nëmmen d'DAC an Inspektoren vun der Administration des enquêtes techniques Zougang zu den Donnéeën dann dee Moment och kréien, an dëst wierklech ënner ganz strikt definéierte Konditiounen.

Jo, et gëtt prezisiiert, dass Opzeechnungen op d'mannst während deene 24 Stonne musse gehale ginn, mee et gëtt net explizit eng maximal Konservatiounsdauer definéiert. Dofir gesäit eisen Text, wéi mer och am Detail an der Chamberskommissioun diskutéiert hunn, eeben 144 Stonne vir. Dat schéngt elo vläicht laang, mee nëmmen esou kann dann awer och effektiv garantéiert ginn – an dorëms geet et jo –, dass vun der Entdeckung vun engem Incident bis zu enger Notifikatioun d'Donnéeën dann effektiv och nach do sinn.

Ech mengen, et muss ee wëssen, dass d'Persoun, zum Beispill de Pilot oder e Mataarbechter um Fluchhafen, déi den Accident oder den Incident grave da festgestallt huet, 72 Stonnen huet, fir dat ze notifizéieren. Doropshi sinn dann nach weider 72 Stonne festgeleucht, während deenen den Employeur d'DAC muss informéieren. Theoreetesche kënnen also – an dofir sinn déi 144 Stonnen net aus der Loft gegräff – bis zu 144 Stonne vergoen, bis en Incident bei der Autorité de surveillance gemellt ass. An deemno kënnen d'Enregistremente net éischter geläscht ginn.

Nach eng Kéier: Et geet em Sécherheet. Fir mech geet et an deem Fall hei definitiv net em Goldplating. Ech sinn och definitiv kee Fan vu Goldplating de manière générale. Ech wëll och nach eng Kéier hei ënnersträichen, dass d'CNPD och mat deem Delai ganz zefridden ass. An ech mengen, et ass awer wierklech wichtig ze soen, datt déi Enregistremente hei net egal wiem zur fräier Verfügung stinn. Dat ass net de Fall.

Nëmmen an dräi ganz kloer definéierte Situatiounen ass den Zougang zu deem Enregistrement dann och méiglech, an ech soen dat nach eng Kéier ganz kuerz, quitte dass mer dat jo och schon an der Chamberskommissioun erkläert hunn: éischtens, fir se der

Administration des enquêtes techniques am Kader vun enger Enquête zur Verfügung ze stellen, zweetens, fir der DAC et eeben ze erméiglechen, d'Konformitéit vun den Ekipementen par rapport zu den europäesche Reegelen ze iwwerpréiwen, an drëtterschliisslech zu Maintenancezwecker vum Ekipement duerch déi autoriséiert Techniker. Ech mengen, dat ass wierklech ganz wichtig.

Ech wëll Iech och soen, dass mer natierlech Diskussiounen mat de Gewerkschaften, der LACA an der Guilde, dodriwwer haten. Si haten och hir Retizenzen. Ech verstinn dat och. Mee ech mengen, do si mer awer zu engem Accord komm, well jo hei nëmmen op des Opnamen zrëckgegräff gëtt, wann et eeben em e schwéieren Incident geet oder en Accident ass.

An ech wëll och vun dëser Geleeënheet hei profitéieren, fir de Kontrolleren, déi eng ganz wichtig an eng exzellent Aarbecht maachen, och Merci ze soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu deemem Projekt de loi ofgeschloss.

Éier mer zum Vott kommen, géing ech esou fréi moies froen ze checken, ob Der agelogg sidd. Dat schéngt de Fall ze sinn.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8467. Den Text steet am Document parlementaire 8467⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8467 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. Checkt nach eng Kéier ganz kuerz ... Voilà. Ok, de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 37 Jo-Stëmme, 18 Nee-Stëmme, 5 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also mat 37 Jo-Stëmme géint 18 Nee-Stëmme bei 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Kemp), Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert (par M. Georges Mischo), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehojic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8553 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi du 31 mai 2021 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et aux prestataires de service de navigation aérienne ;

2^o de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

An da komme mer zum zweete Projet vum Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8553 iwwert d'Aféierung vun engem Sanktiounsprogramm am Kader vun der Initiativ vum Ciel unique européen. Dëst ass e Riedemodell „avec rapport et sans débat“. D'Rapportrice huet also 5 Minutten, d'Regierung och 5 Minutten, wa se wëllt nach d'Wuert huelen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, eng effizient Gestiou vum Loftverkéier a vun de Loftfaartservicer ass vital fir Europa. Fir dëst ze garantéieren, gouf d'Initiativ vum Single European Sky, also vum Ciel unique européen, 1999 an d'Liewe geruff. Mam Gesetzesprojet 8553 sollen am Kontext vun dëser Initiativ verschidene Nonconformitéiten am nationale legale Kader behuewe ginn.

Laut EU-Reglement an am Kontext vum Single European Sky sinn d'EU-Memberstaaten dozou verpflichtet, effikass an dissuasiv Sanktiounen en place ze hu fir de Fall, dass et zu engem Verstouss géint de reglementaire Kader kéint. Am Kader vun EU-Pilot-Mechanismus sinn déi lëtzebuergesch Autoritéiten am Abrëll 2023 vun der Europäescher Kommissioun approachéiert ginn. D'EU-Kommissioun wollt Informatiounen zum lëtzebuergesche Sanktiounssystem am Kontext vum Ciel unique européen kréien.

D'Kommissioun huet doropshi festgestallt, dass den nationale Sanktiounskatalog net ganz komplett wier. Domat war eisen nationale juristesche Kader net konform mat deem, wat vum Reglement virgeschriwwen ass. D'Kommissioun huet doropshi am Abrëll 2024 eng Procédure d'infraction géint Lëtzebuerg ageleert.

Fir dës Nonconformitéit ze behiewen, musse verschidde Sanktiounen agefouert ginn. Dofir mussen zwee Gesetzter adaptéiert ginn, nämlech eemol d'Gesetz vum 31. Mee 2021 iwwert d'Fluchlotsen an d'Prestataires de service aus der Loftfaart an dat modifizéiert Gesetz vum 31. Januar 1948 iwwert d'Reglementatioun vun der Loftfaart.

Mat den Ännerunge kënnen Sanktioune fir Prestataire agefouert ginn, och fir Ausbildungsorganismen fir Fluchlotsen, Gestionnaire vu Fluchhäfen a fir all déi, déi de Loftraum notzen.

Niewebäi huet d'Direction vun der Aviation civile, also d'DAC, vun deem Gesetzesprojet profitéiert, fir e weidere Punkt anzubauen. Den Enregistrement, AET, soll eng legal Basis kréien, fir Geldstrofen, déi d'DAC decidéiert, ze recouvréieren. Dës Geldstrofe gi virun allem dann decidéiert, wann et – d'une manière ou d'une autre – zu Verstéiss géint d'Reegelen a Bestëmmunge kéint, an deem Fall ganz speziell, falls Dispositiounen betreffend Leit mat engem Handicap oder mat reduzéierter Mobilitéit bei Reese mam Flieger be-
traff sinn.

De Staatsrot hat keng gréisser Remarken zu deemem Projet. Eng Umierkung, déi si gemaach hunn, war, dass d'Formulatioun iwwert d'Verhalen, dat kéint bestrooft ginn, net immens prezis wier. Gläichzäiteg

war fir si awer och kloer, dass dësen Text sech u Professioneller riicht, also Leit, déi sech an der Matière auskennen an déi dofir och kënnen aschätzen, wat strofbaart Verhalen ass a wou Sanktioune mussen ufalen.

Mir hunn dëse Rapport de 26. Februar an der Kommission ugeholl. All weideren Detail fannt Dir wéi gewinnt am Dossier an an de verschiddenen Documents parlementaires.

Domat kéim ech och zum Schluss vu mengem Rapport an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella, fir dee schrëftlechen a fir dee mëndleche Rapport.

An da froen ech d'Regierung, ob si nach wëllt eppes dozou soen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Nee, ech wëll just Merci soe fir d'Ënnerstützung, well am Kontext vum Single European Sky a mat dësem Gesetzesprojekt wäerte mer dann och déi Procédure d'infraction, déi d'Kommission géint eist Land lancéiert huet, kënnen convenablement ofschléissen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

An da géinge mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8553 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8553².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8553 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmege mat 60 Jo-Stëmme ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Zeimet), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Georges Mischo), Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert (par M. Ricardo Marques), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

5. 8605 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction pour l'aménagement de la transversale de Clervaux

Mir kommen dann zum Projet de loi 8605 iwwer eng zousätzlech Finanzéierung vum Bauprojet fir d'Entwécklung vun der Transversalesstrooss zu Clief. Hei si mer och an engem Riedemodell „avec rapport et sans débat“. Also huet de Rapporteur 5 Minuten an d'Regierung eventuell och. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Marc Hansen (DP), rapporteur | Merci, Här Président. Dat hei ass am Fong eng Première fir mech. Ech war zwar wuel 2013/2014 eng Kéier hei kuerz an der Chamber, mee dat ass awer duergaang, fir ganz extravagant Saachen deemools ze maache fir déi Zäit, nämlech Douzième-provisoiren ze stëmmen, wat et zanter de 60er net méi gouf. Ech war och jorelaang an der Conférence des Présidents, mee ech hunn nach ni e Rapport gemaach, hunn ech elo gemierkt, wéi ech dat nogesicht hunn. Dofir ass dat heiten awer schonn eppes Extraes, an ech mengen, ech sinn e bëssen opgereegt.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat kritt Der an de Grëff, Här Hansen.

M. Marc Hansen (DP), rapporteur | Eriwwer awer elo bei de Projet de loi. An am Fong geholl ass deen éischte Rapport hei och eppes, wat mer alleguerten net gär maachen, weeder am Privaten nach am Deputéierteberäich. Mir ginn nämlech méi aus, wéi mer initialement geplangt hunn.

De Projet u sech ass eng gutt Saach. Deen ass net kontestéiert. Dat ass d'Transversale vu Clief. Et ass e wichtege Projet. E verbënn d'N7 uewe mat der N18 an der Entrée vu Clief. Domadder gouf, an dat kënnen déi Leit aus dem Eck bezeien, vill Transitverkéier aus dem Zentrum vu Clief geholl an haaptsächlech och vill Camionen, déi alleguerten iwwert deen dote Wee elo an d'Zone industrielle vu Lenzweiler-Eeselbuer komme kënnen. Domadder ass manner Verkéier zu Clief an och an den Dierfer ronderëm, wou net méi déi dote Camionen alleguerten duerchfueren an och den Individualverkéier.

Deen eenzege Virdeel vun dëser Rallonge vum Budget ass, dass mer d'Strooss gesinn, dass mer kënnen driwwer fueren – se ass schonn ageweit – an dass mer net méi hei iwwer en Tracé diskutéieren, deen op engem Plang steet. Wann een dann awer driwwer fiert, da gesäit een, dass et e komplizéierte Projet ass: 3,7 Kilomeeter mat Brécken, ganz vill Hanglag, Kéieren, plazeweis zwou Spueren, Opfangbecken, Rondpointen. A laanscht d'Strooss gesäit een dann och ganz kloer d'Ancragen an de Fiels. An dat ass och dat Komplizéiert gewiescht.

De 26. Juli 2018 gouf en éischt Finanzéierungsgesetz fir den Amenagement vun der Transversale zu Clief ugeholl. Den deemolege Käschtepunkt, dat waren 73 Milliounen Euro. De Bau war a verschidde Lousen opgedeelt, déi Der am Detail am schrëftleche Rapport fannt.

Et kann een hei soen, dass mer zwar wuel eng Rallonge stëmmen, mee a verschiddene vun de Lousen, do ware mer och ënnert dem Präis bliwwen. An dat ass och de Leit vun de Ponts et chaussées ze verdanken, déi sech awer asetzen, fir ze kucken, dass mer dat hikréien.

D'Méikäschten, also d'Rallonge, déi sinn haaptsächlech entstan duerch d'Geologie, well och wann d'Etüde gewisen hu mat Foragen, dass et kniwweleg géif ginn, huet ee bei der Aarbecht sur place gemierkt, dass de Fiels nach méi komplizéiert war, wéi ee sech dat geduecht hat. Dat ass ganz dacks e Problem beim Déifbau. Wann Der dann aus dem Buedem eraus sidd, dann ass et e bësse méi einfach.

Zousätzlech sinn dann och nach Adaptatioune gemaach ginn, fir d'Krittären ze erfëllen am Kader vun den Ëmweltautorisatiounen. An da kënn natierlech och d'Evolution vum Bau vun engem Kompensatiounsduerchgang op der Klierf, deen enne gemaach gouf an dem Kontext och vun dem Bau vun dem Lycée.

D'Materialkäschten an d'Energiekäschten, déi immens héich waren, hounn de Budget och staark an d'Luucht gedriwwen, soudass mer bei deene 14,8 Milliounen Euro gelangt sinn.

De Projet gouf den 30. Juli 2025 deposéiert. De Rapport gouf de 26. Februar ugeholl. An am Avis vum Staatsrot ass näischt Fundamentales bemierkt ginn.

Et muss ee soen, dass 14,8 Milliounen Euro par rapport zu den initialen 73 Milliounen natierlech net näischt ass. Mee et gétt bewise Grënn dofir, déi ech Iech opgezielt hunn. Et ass dann och elo wichtig, dass mer dat hei stëmmen, fir dass de Volet vun dem Damm géint d'Héichwasser finaliséiert gétt.

An domadder soen ech Iech Merci a ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Gesitt Der, dat ass jo elo gutt gaange fir en éischte Rapport.

(Hilarité)

Also ech soen Iech Merci fir dee mëndlechen a fir dee schrëftleche Rapport.

An ech froen d'Regierung, ob se wëllt eppes dozou soen. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, fir dem Rapporteur Merci ze soen. Ech mengen, am grouse Ganze probéiere mer jo wierklech ze evitéieren, dass mer en neie Gesetzesprojekt fir e Finanzement musse votéieren. Ech mengen, wéi de Rapporteur och gesot huet: Dat Gesetz hei datéiert zréck op 2018. Hei ware Saachen, déi imprevu waren. An ech mengen, hei mécht d'Ponts et chaussées hiert Besch. Ech soen hinnen och Merci fir déi Aarbechten, déi se dann, wann Der dëst Gesetz stëmmt, kënnen ofschléissen. Ech mengen, dat ass wichtig fir eist Land. Dat ass wichtig fir den Norden. Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Well ech mengen, mir hate jo och schonn an der Chamberskommission an och an der Comexbu am Detail d'Grënn hannert dësem Gesetzesprojekt an dem e bësse méi héije Montant duerchdiskutéiert, deen, wann een dann d'Indexéierung nach dobäirechent, nach am Fong bal en Drëttel méi héich gétt wéi dat, wat elo hei am Gesetzesprojekt steet. Mee ech soen Iech Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

An da komme mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8605. Den Text steet am Document parlementaire 8605².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8605 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmme uegheoll ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Zeimet), Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert (par M. Laurent Mosar), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

6. 8668 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Op eisem Ordre du jour vun de Moie steet als nächste Punkt de Projet de loi 8668 iwwert déi komplett Sanéierung vun den Eisebunnsinfrastrukturen um westlechen Enn vun der Gare zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass hei e Basismodell. De Rapporteur huet fir säin zweete Rapport 10 Minutten an déi aner Fraktiounen a Sensibilitéite jeeweils 5, d'Regierung 10. Et si schon ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Yves Cruchten, den Här Michel Lemaire an den Här Meris Sehovic. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Marc Hansen (DP), rapporteur | Merci, Här President. Mat dem Projet de loi 8668 investéiere mer nees intensiv an d'Infrastrukture vun der Bunn. Et ass, wéi et an der Kommissioun erkläert ginn ass, de leschte

Baustee vun de groussen Infrastrukturaarbechte vun der Gare centrale. No de Chantieren, fir den ënnerierdeschen Deel ze amenagéieren, an deenen un der Nord- an un der Südspëtzt geet et bei dësem Gesetzesprojet ëm déi vollständeg Sanéierung vun den Infrastrukture vun der Westspëtzt vun der Gare an der Stad.

Well d'Klengbettener an déi Péitenger Streck bis kuerz virun d'Gare zweegleiseg sinn an duerno eegleiseg ginn, gëtt et elo iwwerall zweegleiseg gemaach, fir bis an d'Gare eranzefueren an esou ze verhënnere, dass duerch dës Enkpäss, déi et bis elo gouf, de Floss vum Zuchtrafick limitéiert ass, wat natierlech gläichzäiteg fir Verspéidungen op där doter Achs an och op aneren Achse ka surgen.

Den nationale Mobilitéitsplang, de PNM 2035, gesäit vir, d'Reeszäiten ze reduzéieren an den Transport tëscht den dräi grouse Ballungsraim am Land ze verbessere. Fir dësen Attenté gerecht ze ginn, muss also de Reseau adaptéiert ginn.

Nieft den Aarbechten um Schinneplang an un de Gleise gëtt dann och zousätzlech hei e Quai op der Gare gebaut. D'Aarbechten zéie sech vun der Gare bis erof op den neie Pôle d'échange Hollerich, also ongeféier op der Héicht vun der Route d'Esch.

E puer technesch Detailer, déi an dësem Projet mat dra sinn. Et geet ëm d'Sanéierung vun Plattformen. Et geet ëm d'Passagéierquaien: D'Capacitéit, fir Leit matzehuelen, soll an d'Luucht gesat ginn. Dofir gi Quaien verlängert an och méi breet gemaach. Et gëtt natierlech och Standard-CFL-Ekipement hei agesat wéi d'Belliichtung, Soundsystemer, Haisercher fir d'Passagéier an den Teleaffichage.

Aktuell kann dann och de Wee laanscht d'Gebai „Grande Vitesse“ ... Dat ass, wann Der op d'Gleise kuckt, op Ärer rietsen Säit. Dat Gebai heescht da „Gebai Grande Vitesse“ oder „Al Fëschhal“. An do vläicht eng kleng Klammer, well an der Kommissioun waren och allegueren d'Memberen aus dem Stater Gemengerot e bëssen erstaunt, dass dat Gebai géif „Al Fëschhal“ heeschen. Ech hunn dat dann e bëssen nokucke gelooss, vu wou dat géif kommen. Dat kennt hir, well fréier d'Zich, déi vun der belscher Côte koumen, do stoe bliwwen si mat de Fësch, déi dann do niewendrun och verkaaft gi sinn.

(Interruption par M. Tom Weidig)

Domadder och déi Explikatioun.

Här Weidig, esou Remarque muss wierklech net sinn, dass et op där Plaz dofir sténkt. Esou Remarken, dat gehéiert sech wierklech net. Et ass déi al Fëschhal.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen (DP), rapporteur | An da kann ee soen, dass en Deel vun dësem Gebai, dat den CFL gehéiert, och ofgerappt gëtt, nämlech dat doten. Well domadder awer manner Plaz fir déi intern Servicer vun den CFL bleift, gëtt en neie Stack iwwert dem Spächer dropgebaut. Well d'Gebai natierlech klaséiert ass, ginn d'Aarbechten an enker Zesummenaarbecht mam INPA duerchgefouert.

Nach e puer aner technesch Installatiounen: Et geet ëm d'Uewerleitungsinfrastruktur, déi adaptéiert gëtt. Et gëtt e Kontrollkommandoposten adaptéiert, d'Signalisation an d'Telekommunikatioun.

Wat an dësem Projet net mat dran ass, dat ass de Kaf vun den Terrainen, déi op der Héicht vun där Fëschhal mussen kaf ginn. Deen ass net an dësem Montant mat dran.

Et ass natierlech net ze vermeiden, dass d'Bauaarbechten hei den Trafick wäerten impaktéieren. Et gëtt awer probéiert, déi sou gutt wéi méiglech an de

Vakanzen ze maachen an och vläicht heiansdo den Terminus ze verleeën op Leideleng, fir zum Beispill dann de Passagéier et ze erlaben, do och deene verschiddene Plazen an den Tram ëmzeklammen oder da mat Navette weiderzecommen.

An da muss een natierlech och kucken, dass dat doten e grouse Phasage ass. Et gëtt dräi där Phasen. D'Viraarbechte fänken, wa mer dat dann haut stëmmen, am Oktober 2026 un a lafe bis an de Mäerz 2027. Hei soll fir d'éischt de Chantier installéiert ginn, d'Reseue gi versat, d'Fundamente fir de Catenaire gi gebaut an d'Uewerleitungsinfrastruktur gëtt uegpassat. Déi dräi Phasen hannendru lafen da vun 2027 bis 2031.

D'Gesamtkäschte fir de Projet leie bei 138 Milliounen Euro.

De Staatsrot hat a sengem Avis keng besonnesch Bemierkungen zu dësem Projet.

Et gouf awer och en Avis vun der Chambre de Commerce. D'Handelskummer huet sech d'Fro gestallt, a wat fir engem Zäitplang déi verschidden Terrainen, déi da fir dëse Projet nach gebraucht ginn, mussen kaf ginn an och wat d'Käschten dofir wäerten dee Moment sinn. Esou wäit de Rapport.

Discussion générale

Vläicht e puer Iwwerleeungen och als DP-Sprichter. Et huet ee viru Kuerzem, mengen ech, de Rapport vun den CFL gesinn, wou déi nei Passagéierzuele publizéiert goufen. Dem Rapport no sinn dat lescht Joer 31,4 Milliounen Leit gewiescht, déi mat Lëtzebuurger Zich gefuer sinn. Dat ass nach emol e Plus vu ronn 0,6 % par rapport zum Virjoer. Et kann een hei also festhalen: Wann d'Offer klappt, da suivéieren d'Leit natierlech och dat, wat do gebuede gëtt, an dann ass den Zuch och eng Kéier eng reell Alternativ an et gëtt dovunner profitéiert. Fir dat globaalt Konzept natierlech ëmzesetzen, brauch et vill Joren. Mee deen heite Projet ass also, wéi gesot, och e wichtege Bausteen an deem ganze Konzept, fir dat hinzeckréien.

Dat, wat ech awer och eng Kéier wëll hei bemierken: Mir stëmmen elo e Projet vun 138 Milliounen Euro, fir qualitativ den Transport erëm an d'Luucht ze setzen, also d'Mobilitéit mat den öffentliche Moyenen ze verbessere. An dat sinn natierlech och vill Suen. Mee à la fin du compte, a mir soen dat vläicht net oft genug, ass den öffentliche Transport gratis hei zu Lëtzebuerg. Dat ass esou eng Errungenschaft, déi mer awer hunn an déi awer vill wäert ass. Gratis natierlech elo fir den Utilisateur. Aus öffentliche Gelder gëtt dat natierlech finanzéiert. An dat heiten ass och e Projet, mee et ass awer eppes, wat hei am Land eppes ass, wou ganz vill Länner dobausse jaloux op eis sinn.

Ech war viru Kuerzem nämlech nach eng Kéier um Findel. A wann Der do da kommt bei d'Diere fir erauszecommen, do steet dann driwwer, grouss Schëlde, fir den Touristen dat ze soen an de Visiteuren, dass den öffentliche Transport hei gratis ass, dass se keen Ticket müssen huelen. An duerch Zoufall souz ech dann och am Fliger bei zwee Schweedern, mat deenen ech grad iwwert dat geschwat hunn, déi dat fantastesch fannen, dass mer esou en Atout hunn. An dat mierkt een ëmmer erëm an den Diskussiounen mat Leit, déi bei eis kommen, dass dat eppes Formidables ass, dass se net müssen en Ticket huelen, dass se net müssen an d'Täsch gräifen oder iergendwou sech renseignéieren, mee se klammen an den öffentliche Transport, an den Tram um Findel, a se kommen dann op déi Plaz, wou se wëllen, mat dem öffentliche Transport, dee mer natierlech substanzuell och amgang sinn ze verbannen.

Dat heiten ass also dee richtege Wee. Mir sollen op deen dote Modell weider pochen. An d'DP ass dovunner iwwerzeegt, dass mer op deene Schinne weiderfuere sollen. An Domadder ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles. Här Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. De Rapporteur huet dat esou gutt an och esou komplett gemaach, dass et eigentlech e Rapport „sans débat“ kéint sinn, mee awer trotzdem hu mer kee „sans débat“ draus gemaach, well et awer e Projet ass, deen eng enorm Envergyre huet. Et ass e visionäre Projet. Et ass e weidert Schlëselement fir déi déifgräifend Transformatioun vun eisem Schinne-reseau. Et ass e Projet, wou mer antizipéieren, wou mer no vir kucken, wou mer schonn eppes plangen, wat soll eeben derzou féieren, dass mer e Fläschenhals, dee mer am Moment an der Stad Lëtzebuerg am westlechen Deel hunn, eliminéieren.

D'Linn 50, d'Linn 70, dat sinn déi Linnen, déi sech do eebe begéinen an och dann heiansdo a Konflikt matenee kommen. An dee strukturéierende Projet hei, dee soll eeben derzou féieren, dass dat Ganz besser iwwert d'Bün geet. Dat heescht, et soll en zousätzlech Gleis derbäikommen tëscht Hollerech an der Lëtzebuurger Gare, d'Verlängerung vum Duebelgleis a Richtung Klengbetten, d'Trennung vun de Fluxen a Richtung Beetebuerg, eng substanzuell Ännerung vum Gleisplang, de Bau vun engem zousätzleche Quai an d'Verlängerung vum Quai 1 fir d'Zich aus der Richtung Belsch.

Et ass scho gesot ginn, mengen ech, esou wäit, mee et muss een et nach eng Kéier betounen: Et ass e Projet net wéi all anere Projet. Et ass e Projet, deen eis wierklech eppes Grousses wäert bréngen. E wäert d'Kapazitéit vum Reseau enorm erhéijen, de Verkéiersfluss verbessern an domat och de Lëtzebuurger Eisebunnsystem natierlech stärke.

Et ass awer zugläich och eeben d'Geleeënheet, eng ganz technesch Moderniséierung vun deem ze maachen, wat mer schonn hunn. Also d'Eisebunnsplattform gëtt zum Beispill sanéiert, et gëtt en hydraulesch System, un deem geschafft gëtt, an d'elektresch Anlagen, den ETCS-System, dann awer och d'Interoperabilitéit an d'Sécherheetsmethode gi verbessert. Et si lauter Saachen, déi mer och an der Kommissioun esou virgestallt kruten, iwwert déi mer geschwat hunn an déi derzou féieren, dass ee wierklech ka soen: Et ass e Projet, dee gutt ugepaakt ass a mat deem mer richteg weiderkommen.

An dann, do huet den Här Rapporteur mer leider dat schonn ewechgeholl, nämlech dat mat der Fëschhal. Dat wollt ech och erzielen, mee da weess jo elo all Mënsch et. Als Stater si mer natierlech och nach eng Kéier ganz frou, dass mer dat elo wëssen, dass déi Fëschhal dann och déi al Fëschhal ass.

Et ass e Chantier a Phasen, deen ënner enger gudder Kontroll da gemaach gëtt. Och dat ass alles schonn erzielt ginn. 138 Milliounen Euro si wierklech net näischt, mee mir mengen als CSV, dass déi hei wierklech gutt investéiert sinn an dass mer dofir och antizipativ hei gutt schaffen.

Nach eng Kéier: Mir stëmmen hei fir e méi performante Reseau, mir stëmmen fir eng méi zuverlässeg Mobilitéit, mir stëmmen fir eng méi staark Verbindung tëscht der Stad, der Haaptstad, dem Land an der Grande Région a mir stëmmen fir eng Infrastruktur,

déi kapabel ass, op d'Bedierfnisser vun engem Land ze reagieren, dat sech weiderentwéckelt.

Domat, mengen ech, ass och schonn alles gesot, an ech ginn natierlech och am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu dësem Projet.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, Mobilitéit ass jo och net nëmmen eng Fro vun Infrastruktur. Et ass och virun allem eng sozial Fro an et ass eng Fro vun der Liewensqualität. All Dag sinn Zéngtausende Leit mam Zuch ënnerwee: Pendler aus dem ganze Land, Grenzgänger, Schüler, Studenten, Salariéien. A wann et Verspéidung gëtt oder wann d'Netz blockéiert ass, da spiere si dat als Éischt.

An dofir ass kloer: Wann ëmmer méi Leit den Zuch huelen, da muss d'Politick och d'Schinne leeën. De Reamenagement vun der westlecher Entrée vun der Gare Lëtzebuerg ass genee esou eng Investitioun an d'Zukunft. Haut gëtt et do nach ëmmer strukturell Enkpäss, déi d'Fluiditéit vum Schinneverkéier behënneren, och wann ee soe muss, dass déi Streck vu Lëtzebuerg op Rodange warscheinlech eng vun de beschte Strecken ass, déi mer am Land hunn, an engem ganz confortabelen Takt a mat kuerzen Zäiten.

Mat dësem Projet ginn zousätzlech Gleiser gebaut an d'Capacitéit vun der Gare gëtt verbessert, fir de Verkéier dann nach méi zuverlässeg ze maachen. Fir d'LSAP ass kloer: Eng staark Eisebunn ass déi beschten Antistaupolitik. D'CFL hate mol eng Kéier de Slogan „Mam Zuch an d'Zukunft“. Mee mat deenen Investitiounen hei suerge mir op d'mannst derfir, dass d'Zukunft och genuch Gleiser krit.

Natierlech wäerten esou grouss Aarbechten och Retarden an – loosse mer emol soen – Onbequemlecheete mat sech bréngen. Ëmsou méi wichteg ass et dofir, dass alles gemaach gëtt, fir dës fir d'Passagéier op en absolute Minimum ze reduzéieren.

A wa mir schonn esou grouss Investitiounen maachen, da solle mir och de Bléck iwwer eis Grenz eraus richten. Lëtzebuerg huet d'Potenzial, an Zukunft eng wichteg Achs am europäesche Schinnennetz ze ginn an och am europäeschen Nuetszuchnetz. In der Infrastruktur wäert et dann op d'mannst am Ufank net haperen.

E ganz konkrete Schratt, deen dofir kéint gemaach ginn, wier, eng Reunioun mat der Generaldirektioun Tourismus vum Wirtschaftsministère ze plangen. Aus der Äntwert op eng parlamentaresch Fro, déi ech zesumme mam Mars Di Bartolomeo gestallt hat, ass ervirgaang, dass nach keng Reunioun iwwert d'Ubanung vum Grand-Duché un dat europäesch Zuch-an-Nuetszuchnetz stattfont huet. An do mengen ech, wa mir d'Schinne moderniséieren, da solle mir och d'Verbindungen an Europa matdenken.

D'Mobilitéit vun der Zukunft gëtt net am Stau decidéiert, mee op der Schinn. An aus all dëse Grënn wäert meng Fraktioun dëse Projet mat Iwwerzeegung matdroen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Michel Lemaire. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Merci, Här President. Ech maachen et méi kuerz. Meng Virriedner sinn op

den Detail agaang. Ech wëll dat elo net nach eng Kéier maachen. Mir schwätzen hei ëmmerhin awer vun enger vun den Haaptverkéiersachse vum Land. Dat erfuerdert nun emol Investitiounen. Déi Zuel, déi mir hei hunn, dat si grouss Investitiounen. Mee ech denken och, bedéngt duerch de stramme Wuesstem komme mer net derlaanscht, dat ze investéieren.

An ech mengen, ee vu menge Virriedner hat vun engem Fläschenhals geschwat. Esou e Fläschenhals hu mer op ëmmer méi Plazen hei am Land, leider! A wa mer d'Méiglechkeet hunn ze investéieren, och wann dat dann eebe grouss Zomme sinn, fir esou e Fläschenhals ze vermeiden an zukunftsorientéiert ze investéieren, da sollte mer dat maachen. An dofir wäerten och mir dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass vum Här Rapporteur direkt ugangs gesot ginn: Mir hunn hei en Infrastrukturprojet, dee sech areit an e ganzen Historique vun Investitiounen, déi mer, an deem leschte Joerzéngt virun allem, gemaach hunn um Niveau vun der Zuchinfrastruktur an och méi spezifesch vun der Zuchgare.

Wann ech mer dat e bësse Revue passéiere loosse aus deene leschten zéng Joer, kann ech vläicht ervirhiewen: 2019 d'Abetribnam vun zwee zousätzleche Quaien, déi erméiglecht hunn, dass mer méi Zich zirkuléiere loosse, mat engem méi héijen Takt, an dass mer méi Verbindungen kënnen oprechterhalen. Mam Ausbau vu verschiddene multimodalen Noeuden aus dem leschte Joerzéngt, notamment der Gare Kierchberg-Pafendall, dem Pôle d'échange Houwald, hu mer och eng weesentlech Verbesserung vun der Multimodalitéit an dem Zesummespill vun deene verschiddenen öffentleche Verkéiersträgeren hikritt.

An dass déi Investitiounen sech rentéieren, dat weist sech jo och an den Zuelen, déi och de Rapporteur schonn ugeschnidden huet. 2005 vläicht als Referenzwäert: 2005 hu 14 Milliounen Mënschen den Zuch zu Lëtzebuerg geholl. 2025 waren et 34,1 Milliounen Mënschen.

Dass mer eng modern, performant, bequeem Gare Lëtzebuerg brauchen, dat ass natierlech essentiel fir d'Multimodalitéit, et ass awer och essentiel fir déi 52.000 Mënschen, déi all Dag duerch déi Gare passéieren. An an deem Sënn sinn déi heiten Investitiounen och richteg a wichteg.

138 Milliounen Euro, fir engersäits en zousätzlech Gleis ze bauen tëscht der Gare Lëtzebuerg an Hollerech op der Linn 7, also Richtung Péteng a Klengbetten. Domadder gëtt dee Flaschenhals dann opgehuewen, wat wichteg ass. Zousätzlech en neie Quai, d'Verlängerung vum besteende Quai 1. Alles dat erméiglecht duerno och an der Gare Lëtzebuerg d'Trennung eigentlech vun der Pétenger Streck a vun der Beetebuurger Streck, wat och dozou wäert féieren, dass Retarden op engem Deel vum Reseau net méi automatesch wäerten derfir suergen, dass de ganze Reseau staut.

D'Renovatioun vum Bâtiment „Grande Vitesse“ ass ugeschwat ginn an, e ganz wichteg Punkt, d'Suppressioun vum besteenden Arrêt Hollerech, deen och Bestanddeel ass vun deem heite Projet. A wann ech soe „Suppressioun vum Arrêt Hollerech“, dann ass dat natierlech keng ersatzlos Suppressioun. Dësen Arrêt soll an Zukunft ersat ginn duerch e performante Pôle d'échange, deen do soll gebaut ginn.

An do géing ech gären der Madamm Ministesch eng Fro stellen. Ech hat an enger Question parlementaire nom Timing gefrot eigentlech fir de Bau vun deem Pôle multimodal. Dir hat mer an Ärer Äntwert gesot, dass Der de Finanzéierungs-Projet-de-loi wéilt Enn 2025, Ufank 2026 deposéieren. E läit nach net vir. An do wollt ech einfach froen, wou mer do dru sinn. Ech froen no, well dat aus enger ganzer Panoplie vu Grënn e ganz wichtege Schrëtt wäert sinn, dee preconditionéiert ass duerch déi Aarbechten, déi mer haut diskutéieren. Mee de Pôle d'échange Hollerech an déi Aarbechten, déi mer do wäerten hunn, si jo och eng wichteg Etapp am Ausbau vum Tramreseau, notamment op der Route d'Esch. An als Escher kucken ech do jo natierlech ganz, ganz genau dorobber. An do, wéi gesot, d'Fro, wou mer do dru sinn.

Ech géing zousätzlech gären nach eng weider Fro stellen. Wa mer eis d'Gare Lëtzebuerg vun uewen ukucken an eis dann och virun Ae féieren, wou alles Aarbechte gelaf sinn an deene leschten 10, 15 Joer, da weess jiddereen, deen d'Gare e bësse kennt, datt op der Bouneweger Säit bei de Rotonden nach eng ganz grouss Fläch ass, déi an deene leschte Joren als Fläch genotzt ginn ass fir d'Installation de chantier. Déi Fläch ass elo fräi. An do wär meng Fro un d'Madamm Ministesch, wat eigentlech do geplangt ass. Dat si jo ganz wäertvoll Flächen an der direkter Proximitéit vun der Gare. Ech mengen, dass déi urbanisteschesch wäertvoll sinn, mobilitéitschesch sécher och. An do wär meng Fro, wéi gesot, wat do geplangt ass.

An da bleift mer just nach, ze felicitéiere fir dese Projet de loi. A mir ginn als Gréng natierlech eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wär et un der Regierung. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Honorabel Deputéiert, dem Rapportier natierlech och e grouse Merci an och der ganzer Chamberskommission fir déi ëmmer konstruktiv Apporten, och zu deemem Projet.

Dat heiten ass wierklech e weidere weesentleche Projet, fir d'Moderniséierung vun eisem Schinnennetz weiderzedreiwene. Ech mengen, et ass wierklech e strukturellen Invest. An ech mengen, dat ass vun Iech all och gesot ginn. Ech mengen, de Rapportier huet sämtlech Detailer presentéiert. Ech wëll dat net nach eng Kéier maachen.

Ech wëll awer trotzdem vun deser Geleeënheet profitéieren, fir awer op déi konkreet Virdeeler vun deemem Projet nach eng Kéier kuerz anzegoen, och e Wuert iwwert de Phasage, de Budget an och déi klimatesch an europäesch Dimensioun. Ech mengen, dat datéiert jo zréck trotzdem zréck op eng Motioun vun 2024. Mir sinn hei am Kontext vum PNM 2035, wou mer weider dru schaffen, wou mer natierlech och um nächste PNM schaffen.

Also, mir stäerken hei wierklech d'Robustesse an d'Resilienz vum nationale Schinnesystem, dat heescht, méi Zich si méiglech, dat heescht manner Verkéierskonflikter, dat heescht manner Ketteneffekter vu Verspéidungen, dat heescht méi Pünktlechkeet, méi Confort, eeben och well mer da méi en zuverlässige System hunn.

Zum Phasage vum Projet ass ze soen, dass d'Duerchféierung vum Projet op e puer Joer verdeelt ass an am lafende Betrib vun der Gare Lëtzebuerg och muss realiséiert ginn, wat natierlech och eng ganz komplex Koordinatiounsarbecht verlaangt. Et gëtt eng Preparatiounsphas an dräi Haaptphasen, déi da vun Oktober 2026 bis Dezember 2031 lafen. D'Aarbechten an deenen eenzelne Phase sinn esou geplangt, dass de Betrib vun der Gare Lëtzebuerg an den Triage net ënnerbrach ginn. Ech wëll och drop hiweisen, dass des Aarbechten onofhängeg vum Pôle d'échange Hollerech sinn an noutwendeg sinn, fir zukünfteg Haussé vum Zuchverkéier kënnen opzefänken.

Den Deputéierte Sehovic hat d'Fro gestallt wéinst dem Pôle d'échange Hollerech. Deen huet de Regierungsrout d'lëscht Woch ugeholl. Dat heescht, dee wäert – ech ginn dovunner aus – esou séier wéi méiglech d'nächst Woch dann deposéiert ginn, soudass mer eis dann och kënnen an déi Aarbechte lancéieren. Well ech mengen, dat sinn Aarbechten, déi dann och wäerten en parallèle misse lafen. Dat ass och esou getimet. De genauen Ufank do hänkt dann natierlech och of vum Vott vum Projet de loi vum Pôle d'échange Hollerech wéi och vum Staatsrot an esou weider, mee dat ass awer alles esou geplangt, dass dat gutt aneneegeet.

De Budget beleeft sech, wéi och schonn erwäant, op 138 Milliounen iwwer eng hallef Dose Joren. Ech mengen, et muss een hei einfach ënnersträchen: Hei geet et awer ëm ganz opwenneg Aarbechten, déi dann och am lafende Betrib muss realiséiert ginn. De Gestionskontrakt zwëschen dem Staat an der CFL, dee mer jo och viru Kuerzem elo am Dezember ënnerschriwwen hunn, ass d'Basis fir d'Ëmsetzung vun deemem groussen Investitiounsprojekt.

Da wëll ech ganz kuerz iwwert d'klimatesch an d'europäesch Dimensioun schwätzen, well ech mengen, dat ass elo eng Dimensioun, déi vläicht elo manner ënnerstrach ginn ass. Dat fannen ech awer och relevant, well de PNM 2035 gesäit eng Erhéijung vum modalen Undeel vun der Schinn vun 10 bis 15 % vir. An dëst Zil ass nëmme mat enger wierklech entsprechender Infrastruktur dann och erreechbar. D'Schinn ass e Piller vun der nationaler Klimastrategie an den europäeschen Engagementer. Also, fir mech ass och all Euro, dee mir an d'Schinnencapacitéiten investéieren, en Euro fir eng nohalteg Mobilitéit.

Et ass ganz kuerz erwäant ginn: d'Terrainen an och d'Terrainskäschten. Hei sinn elo keng weider Terrainen néideg. Op d'Fro iwwert d'Bouneweger Säit, och vum Här Sehovic, do kommen ech vläicht léiwier méi prezis zréck, wéi elo hei Generalitéiten ze soen.

A fir dann ofzeschléissen, wëll ech Iech soen, dass d'Gare Lëtzebuerg, wéi mer wëssen, hei wierklech d'Häerzstück vun eisem Schinnennetz ass. D'Reaménagement vun deser sougenannter „tête ouest“ ass, wéi am Ufank gesot, eng strukturell Investitioun, fir d'Capacitéit, d'Pünktlechkeet an d'Robustesse vun eisem Netz fir déi nächst Joerzénge ze garantéieren. Ech mengen, eng nohalteg a wierklech performant multimodal Mobilitéit, wéi se jo och vu ville vun Iech hei ernimmt ginn ass, ass och den A an O net nëmme vun enger gesonder Economie, mee awer och vun der Liewensqualitätéit vun de Biergerinnen a Bierger an eisem Land.

Ech soen Iech e ganz grouse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an d'Zoustëmmung fir dese wichteg Projet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussion zu deemem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8668 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8668³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8668 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dese Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. 8068 – Projet de loi sur le régime d'indemnisation et de compensation opérationnel de l'Armée luxembourgeoise et portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Moien, an zwar dem Projet de loi 8068 iwwert dat sougenannt „RICO-Gesetz“. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. De Rapportier huet 10 Minuten, all Fraktion a Sensibilitéit 5 Minuten, d'Regierung huet 10 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Marc Hansen, d'Madamm Liz Braz, den Här Tom Weidig, d'Madamm Sam Tanson an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapportier vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Défense

M. Marc Hansen (DP), rapporteur | Merci, Här President. Dir hutt et gesot: Dese Projet de loi 8068 ass och nach als „RICO-Projet“ bekannt. RICO sinn am Fong d'Ufanksbuschtawe vun den Haaptwierder vun dem Intitulé, nämlech de „Régime d'indemnisation et de compensation opérationnel“. A genee deen doten

Titel seet dann och schon am Fong alles. Et gëtt en neie legale Kader hei geschaf, deen d'Avantagen an d'Indemnitäten, déi déi eligibel Zaldote kréie fir hir Participatioun u gewëssenen Aktivitéiten, virop Trainings- an Instruktionsaktivitéiten, reegelt.

2009 gouf et eng éischte Kéier esou e legale Kader fir d'Berufszaldoten. De Wee zu deem heite Projet ass en e bësse méi laangen an och e komplizéierte gewiescht. Den Ursprung vun dem Gesetz läit am Joer 2019, wou den deemolege Verdedegungsminister mat de Sozialpartner zesummekomm ass, fir iwwer eng Erneuerung vum Kader vun 2009 ze diskutéieren.

Den Accord, deen als Konklusioun aus dese Verhandlungen erauskomm, huet nieft enger Erhéijung vun den Indemnitäten och méi Avantages en nature a Form vu Raschtdeeg virgesinn. No internen Analysen an der Defense huet sech allerdéngs erginn, datt een diesen Erhéijunge vun den Avantages en nature aus operationelle Grënn net esou richtig konnt nokommen, an dofir si se dann och vum deemolege Verdedegungsminister net am Kontext vun deem Gesetz mat iwwerhol ginn.

Dat Gesetz, wat eis elo hei virläit, ass e Kompromëss, mat deem d'Zaldotinnen an d'Zaldoten an Zukunft kënnen vum enger Rei méi avantagéise Regimme profitéieren, ouni awer dass d'Operationalitéit an de gudden Fonctionnement vun der Arméi negativ géif beaflosst ginn.

Konkreet bedeit dat: Mat dem neie Regimm ass et esou, dass et net nëmme méi just fir d'Berufszaldoten esou Avantagé gëtt, mee mat deem Gesetz wäerten an Zukunft och fräiwëlleg Zaldoten heivunner kënnen profitéieren.

Mat deem Kader wäerten d'Zaldoten net nëmme kënnen vum Indemnitäten an Avantagen am Kader vun hirer Participatioun un esou Trainings- an Instruktions-exercicer profitéieren, mee och bei hirer Bedeelegung un nationalen operationellen Engagementer an och bei gewësse Soutiensaktivitéiten am noen Ausland, déi iwwert déi normal Aarbechtszäit kënnen erausgoen.

Et gëtt eng Erhéijung vun den Indemnitäten von 5,1 op 11,5 Punkte fir d'Berufszaldote respektiv von 6,5 Indexpunkte fir déi fräiwëlleg. Hei ass unzemerken, dass initialement keng esou eng Erhéijung virgesi war.

Vläicht dat Ganzt illustréiert mat zwee Beispiller, wat dat dann och heescht: Fir de fräiwëllegen Zaldot gëtt et bei 60 Deeg Exercice am Joer en Avantage vu ronn 8.990 Euro. A bei de Berufszaldoten, déi jo schon esou eng Indemnität haten, gëtt et eng Erhéijung, an déi Erhéijung mécht bei och 60 Deeg Exercice am Joer ronn 11.600 Euro aus.

Geneesou wéi et awer och am viregte rechtliche Kader de Fall war, esou schreift sech de Kader, dee mir mat deem Gesetz wëllen en place setzen, och an déi relevant europäesch Gesetzeslag an. Vereinfacht ausgedréckt heescht dat, dass d'Reegelen zur Aarbechtszäit wuel fir d'Arméi applikabel sinn, mee awer ecartéiert kënnen ginn a spezifesch Situatiounen. D'militäresch Aktivitéiten, déi vun deem Gesetzeprojet viséiert sinn, falen ënnert des Exemptiounen.

Ee Wuert iwwert d'Avise vun dem Staatsrot: De Staatsrot huet säin éischten Avis den 23. Abrëll 2024 publizéiert, an duerno gouf et nach zwee complementaire Avisen, an dat natierlech, well de Projet och amendéiert gouf. D'Haaptsuerg louch bei der Netbesteuerung vun de Montanten, an do huet och eng nei Argumentatioun vun der Regierung net vill gehollef. An eréischt wéi dat net méi de Fall war an d'Montanten och deementspriedend ugepasst gi waren, gouf den Text vum Staatsrot den 20. Januar duerchgeloo.

Soss Avisen: nach dee vun der Staatsbeamtekummer. Déi hunn zwee Avisen ofginn, an deene se ëmmer drun erënneren, dass ee sech am Fong un den initialen Accord aus dem Joer 2019 sollt halen an dass se et och net géife gutt fannen, dass den Ënnerscheed géif gemaach ginn zwëschent de Berufszaldoten an de fräiwëllegen Zaldoten. A se hunn och gemengt, dass ee sech an där heiter Situatioun soll drun erënneren, dass ee sech net vun den allgemengen Aarbechtszäitreegele soll ecartéieren an do net derogéiere goen.

Et gouf en Avis vun der Association professionnelle des officiers luxembourgeois, der APOL, den 13. Juli 2022. An deem Avis si se favorabel fir de Gesetzesprojet, an dat besonnesch fir d'Hausse vun den Indemnitäten. D'APOL ënnersträicht awer an dem Avis och, dass se an deem heite Kontext géint d'Afféierung vun dem CET-Prinzip an der Arméi ass.

Dann den Avis vum SPAL, dem Syndicat professionnel de l'Armée luxembourgeoise. Déi hunn och zwee Avise gemaach, mat änlechen Argumenter, wéi ech se och aus dem Avis vun der Chamber zitéiert hunn, also der Chambre des Fonctionnaires. Den Ënnerscheed, dee soll net gemaach ginn zwëschent de Berufszaldoten an de Fräiwëllegen. An de SPAL kritiséiert dann och, dass d'Absence vun enger Limitt vun enger maximaler Aarbechtszäit e Schwaachpunkt vun deem heite Gesetz wär.

Da gouf et och Avise vun de Lëtzebuurger Ënneroffizéier. Si hunn hiren éischten Avis de 16. November 2022 an en Avis complémentaire de 16. September 2024 publizéiert. Am éischten Avis hu se hir Zoustëmmung ausgedréckt zu dem Projet. Se waren nottament ganz zefridde mat de Kompensatiounen. Déi wäeren akzeptabel a se géifen och d'Operationalitéit garantéieren. An hirem Avis vun 2024 ënnersträicht d'L-E-O, dass all Form vun Degradatioun vun de finanziellen Indemnitäten net akzeptabel wär, dëst als Reaktioun dorobber, dass nach net gewosst wär, wéi d'Regierung géif op dem Staatsrot seng Avise reagéieren.

Et sief dann awer och hei ernimmt, dass d'LSAP am November vum leschte Joer Amendementer presentéiert hat, déi awer net vun der Kommissioun zréckbehalde goufen.

Dat heite Gesetz ass complementaire zu de Mesuren am Kader vum Package, fir de Rekrutement an d'Attraktivitéit vun der Arméi ze steigern, deen am Dezember 2025 vun der Ministesch Yuriko Backes virgestallt ginn ass. Esou vill zum Rapport.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen, fir Äre schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, et ass un Iech.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Dese Gesetzesprojet, d'RICO-Gesetz – ech mengen, et gouf grad genau erkläert, firwat de Projet „RICO-Gesetz“ genannt gëtt –, ass, ewéi gesot, vun der viregter Regierung nach deposéiert ginn an huet, wéi een och elo konnt héieren, am Fong e laange Baart, well mir sinn elo 2026 an dat hei baséiert sech op en Accord, deen 2019 am Fong geholl ginn ass an deen 2022 deposéiert ginn ass. Mee et ass awer e wichtege Gesetzesprojet, well et drëms geet, eis Arméi méi attraktiv ze maachen, well et drëms geet, an eiser Arméi och eng gewëssen Ongerechtegkeet aus dem Wee ze schafen, fir datt fräiwëlleg Zaldoten, wa se am Asaz sinn, wa se a Missiounen sinn, déi iwwer 24

Stonne ginn, bei Trainingsen, bei Formatiounen, dat och unerkannt kréien.

An ech mengen, den éischte wichtege Punkt ass, datt mer dat maachen, well mir brauchen haut méi wéi jee Leit, déi bereet sinn, an d'Arméi ze kommen. Mir wëllen an den nächste Joren iwwer 600 Leit an d'Arméi bäirekrutéieren. An dat geet natierlech nëmme, wann den attraktive Kader do ass, wann natierlech och déi Saachen, déi d'Arméi och e bëssen ënnerscheede vun aneren Administratiounen, well d'Arméi ass net direkt vergläichbar mat enger Gemengenadministratioun oder mat enger Staatsadministratioun ... Eng Arméi ass awer en anere Regimm, en anere Fonctionnement, wéi dat eng normal Administratioun hei am Staat ass. An dowéinst muss et och speziell Reegele ginn, och speziell Indemnisiatiounen, fir an deem Kader kënnen ze agéieren an natierlech och fir attraktiv ze sinn. Wann een iwwer Wochen an heiansdo mol Méint am Ausland deployéiert ass, da muss deen Effort natierlech och unerkannt ginn.

An ech kommen drop zréck. Et ass och vum Rapporterscho gesot ginn: Deen éischte Punkt ass iwwert d'Operationalitéit och vun der Arméi. Am Ufank war ugeduecht, datt engersäits déi Indemnitéit pécutiaire an d'Luucht geet, mee natierlech och d'Indemnitéit en nature, dat heescht de Repos vun de Stonnen. An als CSV gesi mer dat als richtig, datt déi viregt Regierung dat do e bëssen ëmgeännert huet, fir ze kucken, datt d'Arméi operationell bleift. Dat krute mer och nach eng Kéier an der Kommissioun ganz kloer vum Generol gesot: Wa mer wëlle bei deene Missiounen vun der NATO matmaachen, wa mer wëllen, datt eis Arméi sech kann an deene Missiounen bedeelegen, da muss mer natierlech och Leit hunn, déi kënnen an déi Missiounen goen. An net jiddweree kann dee Moment am Repos sinn.

Dowéinst ass et wichtege, datt hei e bëssen ëmgeduecht gouf an datt op där anerer Säit awer natierlech d'Indemnitéit pécutiaire dann an d'Luucht gesat ginn ass, wat mer als CSV und begrëssen, well fräiwëlleg Zaldote sinn och net onbegrenzt an der Arméi. Se sinn an der Arméi während enger gewëssener Zäit. Dann ass et fir eis och sënnavoll, datt während där Zäit och e méi héije Gain financier ka fir d'Zaldoten erauskommen, wa se sech do engagéieren.

Den zweete Punkt ass, wéi gesot, deen, datt mer déi Differenz do ophiewen, datt déi fräiwëlleg Zaldote guer näischt kréien. Ech mengen, dat war net ganz glécklech, och fir d'Motivatioun an d'Attraktivitéit vun der Arméi. Dowéinst ass dat och ze begrëssen.

An drëttens ass et och wichtege, datt mer natierlech och fir déi aner Karriären dat nach eng Kéier unhiewen, well dat ass an deem Gesetz jo och. Virdu gouf et der jo scho fir d'Berufszaldoten, fir d'Offizéier. Dat hiewe mer an deem Gesetz och nach eng Kéier un, och fir d'Arméi do nach eng Kéier méi attraktiv ze maachen. Voilà!

Aus all deene Grënn ënnerstëtze mer als CSV dëst Gesetz. An ech ginn domadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Hansen, des Kéier am Numm vun der DP-Fraktioun. Här Hansen, Dir sidd haut de Moie richtig beschäftegt.

(Hilarité)

M. Marc Hansen (DP), rapporteur | Dat hat kee mer gesot am Virfeld, Här President.

De Projet de loi hei, dee muss mer natierlech gesinn am aktuelle geopolitische Kontext, wou mer

mëttlerweil zwee Kricher an der méi oder manner direkter Noperschaft vun Europa hunn. Dobäi kommen natierlech och d'Sophistiquéierung vun den hybride Menacen an och déi nei NATO-Investissementer a-Capacitésziler.

Ech mengen, domadder steet d'Arméi an den nächste Jore virun immensen Erausforderungen, déi mussen ëmgesat ginn, fir dass d'Arméi weiderhin zu der gemeinsamer Sécherheet an Ofschreckung ka bäidroen. Fir dës Erausforderungen ze meeschteren, brauch natierlech d'Arméi qualifizéiert Personal. Se brauch gutt Personal, dat och gutt forméiert ass. Dat ass wichteg fir d'Arméi an dat ass och wichteg fir déi Leit.

Ee Wee, fir dat ze maachen, ass natierlech iwwer finanziell Kompensatiounen an eng adequat Bezuelung. An et ass genee do, wou dat heite Gesetz usetzt an och dat, wat mer hei hannendrun diskutéieren, nämlech do, wou mer de Sold vun de fräiwëllegen Zaldoten an d'Luucht setzen. Et si schwiereg Missiounen, déi op eis duerkommen, an déi wëlle mer natierlech och als Deputéiert honoréieren.

D'Erhéijunge vun de Montanten, déi elo hei drastinn, och déi aus de leschten Amendementen, si mat de Sozialvertrieeder verhandelt ginn, déi hiren Accord ginn hunn. Deen heite Projet an deen herno iwwert den neie Sold bei de fräiwëllegen Zaldoten droe sécher dozou bäi, d'Attraktivitéit vun der Arméi mat hire verschiddene Metieren an Erausforderungen an d'Luucht ze setzen an domadder de Rekrutement vun deene Leit méi einfach ze maachen. Et brauch ee vill Leit. Déi gi gebraucht. An dat heiten ass an déi dote Richtung ee Wee.

Awer eng net onwichtig Remark um Enn: Mir gebrauchen, an ech och, hei dacks an deem heite Kontext dat Wuert „Attraktivitéit“. Mir schwätzen iwwert d'Attraktivitéit vun de Beruffer an d'Attraktivitéit vun der Arméi. Dat Wuert gefält mer awer u sech net esou richtig an deem heite Kontext, a mir sollen dat an déi heiten Diskussiounen och net ze vill banaliséieren. Mir solle mat der néideger Beduechttheet heiriwwer schwätzen, well in fine geet et awer drëm, dass de Worst-Case-Zenario preparéiert gëtt, den Eeschtfall, an dat ass nun emol leider bei der Arméi de Krich. A mir wëssen alleguerten, dass dat mat vill Misär verbonden ass. A mir gesinn och elo grad an der Welt, dass all Dag Zaldoten hiert Liewe riskéieren a leider och verléieren. Dofir däre mer déi heite Gespréicher och net ze vill banaliséieren a mir mussen deen néidegen Equilibre fannen, wa mer iwwert déi Sujeten hei schwätzen.

Mir sollen dofir ganz vill Respekt hu virun deene Leit, déi sech elo an an deenen nächste Jore fir eist Land, also fir eis alleguerten, an der Arméi engagéieren. An domadder ginn ech och den Accord vun der DP.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Liz Braz. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir soen natierlech ganz fairerweis, dass deen heiten Text eng reell Verbesserung fir eis Zaldoten duerstelt. Et ass ganz sécher e Schratt no vir, a mir begréissen dat och. Eng Erhéijung vun den Zoulage fir Operatiounen a fir Training, souwuel fir Berufsmilitäre wéi och fir fräiwëlleg Zaldoten, ass längst iwwerfällg. An et ass absolutt begréissenswäert, dass dee Vott haut no siwe Joer endlech ka stattfannen.

Op där enger Säit huet d'Arméi et an der Lescht natierlech extreem schwéier, fir nei ze rekrutéieren. Déi

geopolitesch Lag huet sech zënter dem 24. Februar 2022 fundamental verännert. Op där anerer Säit huet d'Regierung sech rezent verflücht, an deenen nächste Joren all Joer bis zu 3 Milliarden an d'Defense ze investéieren. An do wier et natierlech e Feeler, wann dese budgetären Effort net gläichzäiteg och an eis Fraen an eis Männer, déi d'Land am Eeschtfall misste verteidegen, fléissen. Op deem Punkt, mengen ech, si mer eis eens.

Mir haten awer effektiv eng Rei Amendementen an der Kommissioun virgeluecht, wou mer och bedauern, dass déi rejetéiert gi sinn. Eis éischt Kritik war déi vun enger Arméi, déi mat deemem Gesetz géif mat zwou Vitesse wuessen. Déi nei Hausse vun den Indemnitéite gëtt net gläich verdeelt. De Berufsmilitär kritt eng Erhéijung vu 76,9 % vun den Zoulagen. Fräiwëlleg Zaldoten, dat heescht dat operationell Réckgrat vun eiser Arméi, géife mat knapps 45 % honoréiert ginn.

Dofir hu mir proposéiert, d'Indemnitéite fir fräiwëlleg Zaldoten op 7,96 Indexpunkten ze hiewen amplaz op 6,5, wéi vun der Regierung virgesinn. Dat wär eng Erhéijung vu 76,9 %, also identesch mat där, déi dem Berufsmilitär och accordéiert gëtt. D'Regierung huet dat refuséiert. Mir leeën deesen Amendement dofir awer haut nach eng Kéier vir, well mer weiderhin dru gleewen, dass een dat net soll op zwou Schinne virundreiwen.

Mit sinn nämlech der Meenung, dass mam NATO-Zil vun iwwer 3 Milliarden Euro Militärausgaben am Joer Suen iwwregleiwene, déi nieft Satelliten a Loftofwiersystemer an eng méi héich Vergütung an an eng besser Gläichbehandlung vun eisen Zaldote mussen investéiert ginn.

Déi zweet Kritik ass déi vum pensionabele Krittär. De Staatsrot huet nämlech festgehalten, dass dës Primm geméiss dem Steuerrecht och steierflüchtig misst sinn. Doropshin ass dat och ugepasst ginn an den Amendementen vun der Regierung. Wa se steierflüchtig ass, firwat ass se dann net och pensionabel a cotisable?

Mir sinn net eleng mat der Kritik. De SPAL huet dee selwechte Punkt opgeworf. Aner Zoulagen an der Arméi, d'Fluchzoulage fir d'Navigatiounspersonal vun eise Fligere zum Beispill, sinn ausdrécklech renteberechtigt, obwuel dat och nëmmen eng Primm ass. An dofir proposéiere mir nach eng Kéier den Ajout vun de Wieder „cotisable et pensionnable“ am Text. D'Zaldote riskéieren nämlech, dass e weesentlechen Deel vun hirem Akomes net an d'Berechnung vun der Rent erakënn. An op laang Siicht féiert dat zu Prekaritéit an der Pensioun.

Déi drëtt Kritik ass déi, dass et kee Plaffong bei den Aarbechtsstonne gëtt. Ee vun de gréisste Problemer an deemem Text ass, dass et kee Plaffong fir Iwwerstonnen am Kader vun Operatiounen gëtt. De Projet schafft e System, deen eng illimitéiert Accumulatioun vun der Aarbechtslaascht erlaabt, ouni Limit no uewen. Dat ass net nëmmen eng Fro vun Aarbechtsrecht, dat ass eng Fro vu Sécherheet. Middegkeet féiert zu Feeler. A Feeler an engem militäresche Kontext kënnen eescht Konsequenzen hunn. Ouni genuch Erhuelung ass nohalteg Leeschtung net méiglech.

Mam Amendement 2 hu mir zwou Moosname konkreet proposéiert. Éischtens e Plaffong vun 1.800 Stonne fir den nei agefouerte Relevé vun den Operatiounsstonnen, zesumme mam CET verrechent. Dat ass keng Mesür géint déi operationell Flexibilitéit vun der Arméi. Et ass eng Sécherheet géint chronesch Iwwerlaaschtung, en ëmmer méi grouss Problem bei eiser klenger Arméi, mat ëmmer méi groussen Attentionen an eis Zaldoten a méi heefeg Missiounen.

Zweetens, an dat ass fir eis e wichteg Element, e järeliche Rapport vum État-major vun der Arméi mat der Moyenne vun den Aktivitéitsdeeg pro Personalkategorie, der Verdeelung vun der Aarbechtslaascht no Unitéit, Donnéeën iwwer Krankeschäiner, déi potenziell och mat Iwwerlaaschtung zesummenhänken, an der Notzung vu finanziellen a Rouzäitekompensatiounen.

Firwat ass dat wichteg? Well mer haut einfach net wëssen, wéi d'Realitéit um Terrain wierklech ausgesäit. Mir schwätzen iwwer Rekrutementen, iwwer Bonussen, iwwer Karriäresperspektiven, mee mir hu keen objektiv Bild vun der tatsächlecher Belaaschtung vun eise Militäpersonal. An ouni Donnéeë gëtt et keng gutt Politick. Dese Rapport géif dat änneren duerch méi Transparenz am Dialog mat de concernéierten Acteuren, dem Ministère an och de Gewerkschaften. D'Regierung huet och deesen Amendement leider refuséiert.

Mir leeë se awer haut nach eng Kéier vir, well mer weiderhin iwwerzeegt sinn, dass se souwuel dem Wuelfanne vun eisen Zaldote wéi och der Qualitéit vun eiser Arméi déngen.

Amendements 1 et 2

Amendement 1 concernant l'article 4, alinéa 1^{er}

L'article 4, alinéa 1^{er}, du projet de loi est amendé comme suit :

1° À la phrase liminaire, les termes « non pensionnable et non cotisable » sont remplacés par ceux de « pensionnable et cotisable » ;

2° Au point 2°, le chiffre « 6,50 » est remplacé par celui de « 7,96 ».

Commentaire :

Le Conseil d'État a qualifié cette indemnité de « rémunération qui, au sens de la loi fiscale, constitue un revenu soumis à l'impôt ». Si cette indemnité constitue un revenu imposable, elle devrait logiquement être considérée comme un revenu assujéti à cotisations sociales et, partant, être prise en considération dans le calcul des droits à pension.

Cette approche est d'ailleurs cohérente avec le traitement d'autres indemnités versées au personnel de l'Armée. À titre d'exemple, la prime de vol du personnel navigant de la composante aérienne de l'Armée luxembourgeoise, qui vise également à maintenir la capacité opérationnelle de l'Armée et qui peut atteindre des montants substantiels (de 18,78 à 106,8 points indiciaires selon la fonction), est expressément pensionnable. De même, d'autres primes liées à des sujétions particulières ou à l'organisation du travail, telles que la prime d'astreinte liée à l'organisation du travail ou la prime d'astreinte liée aux fonctions, sont également pensionnables. Il serait incohérent de traiter différemment l'indemnité pour activités militaires d'instruction et d'entraînement, qui constitue une rémunération pour des prestations effectives visant la préparation opérationnelle de l'Armée. Le principe d'égalité de traitement commande que cette indemnité soit pensionnable et cotisable au même titre que les autres éléments de rémunération comparables.

Le principe d'égalité devant la loi impose un traitement équitable entre toutes les catégories de personnel militaire. L'amendement gouvernemental a revalorisé les indemnités des militaires de carrière de 76,9 pour cent (de 6,5 à 11,5 points indiciaires), tandis que les soldats volontaires ne bénéficient que d'une augmentation de 44,4 pour cent (de 4,5 à 6,5 points indiciaires).

Cette disparité de traitement de 32,5 pour cent (soit 1,46 point indiciaire) crée un régime à deux vitesses. Pour garantir l'égalité de traitement, l'indemnité des soldats volontaires doit être portée à 7,96 points indiciaires,

représentant une revalorisation équivalente de 76,9 pour cent. Cette mesure renforcerait également l'attractivité du statut de soldat volontaire.

Amendement 2 concernant l'article 8

À la suite de l'article 8, paragraphe 2, du projet de loi sont insérés les paragraphes 3 et 4 nouveaux, libellés comme suit :

«(3) Le solde cumulé du relevé spécifique visé au paragraphe 1^{er} et des heures épargnées sur un compte épargne-temps conformément aux dispositions applicables dans la fonction publique ne peut excéder 1 800 heures.

(4) L'état-major de l'Armée établit un relevé statistique annuel de la participation du personnel de l'Armée aux activités militaires d'instruction et d'entraînement. Ce relevé est communiqué au ministre ayant la Défense dans ses attributions et aux organisations syndicales représentatives.

Le relevé contient notamment :

1^o le nombre moyen de jours d'activités par catégorie de personnel ;

2^o la répartition de la charge de travail entre les différentes unités et fonctions ;

3^o les données agrégées relatives aux absences pour cause de maladie susceptibles d'être en lien avec la charge de travail ;

4^o l'évolution du recours aux compensations en nature et aux indemnités pécuniaires.

Sur la base de ce relevé, l'état-major de l'Armée prend, sous l'autorité du ministre ayant la Défense dans ses attributions, dans la mesure du possible et sans préjudice des nécessités du service, les mesures nécessaires pour assurer une répartition équitable de la charge de travail et une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie privée.»

Commentaire :

Le paragraphe 3 nouveau établit un plafond global de 1 800 heures pour le solde cumulé du relevé spécifique des heures de compensation prévu par la loi en projet et des heures épargnées sur un compte épargne-temps conformément aux dispositions applicables dans la fonction publique.

Le paragraphe 4 nouveau introduit un suivi statistique annuel de la participation du personnel militaire aux activités d'instruction et d'entraînement, sans imposer de limites rigides pouvant entraver la flexibilité opérationnelle nécessaire à l'Armée.

Un tel suivi permet d'identifier en amont les situations de charge de travail excessive susceptibles d'affecter la santé physique et mentale du personnel, conformément aux obligations de l'employeur en matière de prévention des risques psychosociaux. Il établit aussi un dialogue social fondé sur des données objectives plutôt que sur des perceptions individuelles.

La communication du relevé aux organisations syndicales représentatives garantit la transparence et permet un échange constructif sur la gestion des ressources humaines. Les données collectées permettront à l'état-major d'identifier les déséquilibres dans la répartition de la charge de travail et de prendre des mesures correctives appropriées, dans le respect des nécessités opérationnelles.

Cette approche, fondée sur le monitoring et la prévention plutôt que sur des interdictions, concilie les impératifs de flexibilité opérationnelle avec les exigences légitimes de protection de la santé du personnel. Elle s'inscrit dans les meilleures pratiques de gestion des ressources humaines dans les organisations publiques modernes et démontre l'engagement de l'État luxembourgeois en faveur d'une gestion responsable et durable de son personnel militaire.

(s.) Liz Braz, Taina Bofferding, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Léif Kollegen Deputéiert, nom Fall vun der Mauer a vun de vu Moskau kontrolléierte sozialisteschen a kommunisteschen autoritäre Regimier an Europa konnt een an de leschte Joerzénge d'Impressioun hunn, datt eng Arméi, a besonnesch déi europäesch an déi lëtzebuergesch, net méi esou wichteg ass. Et pour cause: Eis europäesch direkt Noperen, wéi Polen, Tschechien, Ungarn, mee och d'baltesch Staaten, si vun ideologesche Feinden zu Frënn a Partner ginn an der Europäescher Unioun an och an der NATO.

Mee och a Russland war eng gewësse Fräiheet an Deeskalatioun vis-à-vis vum Westen ze spieren, a mir hate se als Handelspartner. D'Hoffnung war, datt dës Entwécklung géif weidergoen. A wann iergendwou soss an der Welt eppes lass war, dann hat Europa nach ëmmer d'USA, déi agéiert hunn als Weltpolizist. Meeschtens hate si eng stabiliséierend Wirkung, wouduerch och d'Globaliséierung iwwerhaapt konnt funktionéieren. Heiansdo war den Impakt awer och katastrophal, wéi am Irak, wat d'ailleurs den amerikanesche Vizepresident JD Vance ëmmer nees selwer betount huet. An d'Fransousen an d'Britte waren dacks derbäi, un der Säit vun den USA oder eleng.

Dës Siicht an och Hoffnung ass spéitstens no der Besetzung vun der Krim an dem brutale russeschen Ugrëffskrich iwwert déi lescht véier Joer zerstéiert ginn. Russland huet decidéiert, international Grenzen un der östlecher Flank vun Europa net méi ze akzeptéieren a mat Gewalt Realitéiten ze schafen.

Zur selwechter Zäit hunn d'USA ënnert dem Donald Trump decidéiert, datt si net méi bereet sinn, prioritär fir europäesch Sécherheet ze suergen. Ech erënnere mech, datt e Congressman hei an der Chamber gesot huet: „We need the money to help our own citizens.“ Eng Konsequenz dovunner ass, datt d'NATO-Länner elo méi a Verdeedegung – oder Krichsféierung, wéi d'Trump-Administratioun géif soen – investéiere mussen: 3,5 % plus 1,5 % Infrastrukturprojeten.

Déi aktuell politesch Realitéit ass: Déi europäesch Arméien an och déi lëtzebuergesch Arméi, déi dacks als Stéifkand behandelt a vernoléisseg ginn ass, stinn ëmmer méi am Zentrum vun der Gesellschaft. Mir als ADR, an zemoos mam Fernand Kartheiser senger Aarbecht hei am Parlament, hunn eis schonn ëmmer fir eis Arméi agesat.

(Brouhaha)

Mir hunn iwwert déi lescht Jore systematesch d'Problemer an der Arméi ugeschwat an och ganz konkret Propose gemaach, fir d'Attraktivitéit ze steigern an den Zaldoten hir Konditioun ze verbesseren. Ech erwänen e puer. Mir wollten de Mindestloun fir d'Volontairé scho säit Joren. Mir wëllen de Statut vun Militär reforméieren. Mir wëllen eng Rei vu Fonctiounen, déi bis elo vu Volontairé gemaach ginn, professionaliséieren. Mir wëllen nees Exklusivitéits- a Prioritéitsrechter fir verschidde Karriäre vu Volontairen. Mir wëllen eng effikass medezinesch Versuergung a psychologesch Betreierung fir d'Membere vun der Arméi schafen. Dëst ass och besonnesch wichteg fir eis Veteranen, déi oft vernoléisseg ginn a vun deenen der vill ënner posttraumateschem Syndrom leiden.

Dir gesitt, datt mir als ADR konkret Propose gemaach hunn. Duerfir freeë mer eis natierlech, datt d'Regierung elo endlech méi fir eis Arméi maache wëll. An dës Gesetzeprojete ass Deel dovun. Wann d'Regierung awer esou mécht, wéi wann dës

Gesetzeprojete, och RICO genannt, e grouse Worf ass fir eis Arméi, da soen ech Iech: Et ass keen esou e grouse Worf!

De RICO breet de System vun Indemnitéiten a Kompensatiounen fir déischte Kéier och op fräiwëlleg Zaldoten, op kommissionéiert Personal an op d'Personal vun der Loftkomponent aus. De Conseil d'État beschreift de Projet als daitlech materiell Verbesserung géintwärtig de bis elo besteeënde Systemer. Trotzdeem ass en net onëmstridden a gëtt als däreg beschriwwen.

De Gesetzeprojete léisst déi fräiwëlleg Zaldote kloer méi schlecht gestallt wéi d'Karriärpersonal. Bei der militärescher Ausbildung an den Trainingsaktivitéiten iwwer 24 Stonne kréien d'Volontairé 6,5 Indexpunkte pro Dag, während d'Karriärpersonal an d'kommissionéiert Personal der 11,5 kritt. Bei der Zäitkompensatioun kréien d'Volontairen zwou vu véier Stonnen an anert Personal véier vun aacht. Zousätzlech ass d'Grondausbildung ausdrécklech net vum Projet 8068 erfaast. D'CHFEP schwätzt an hirem Ergänzungsgutachte vu frappanten Ongläichheeten. An och am Kommissionsrapport gi bestoend, bleiwend Bedenken iwwer Gläichbehandlung festgehalten.

Dobäi kënnt: Déi konkretsten Nobesserung, déi am Dossier tatsächlech um Dësch louch, gouf net ugeholl. Den LSAP-Ännerungsantrag wollt d'Indemnitioun erhéien an och d'Indemnitéit pensionabel maachen an en Deckel vun 1.800 Stonne fir de cumuléierte Saldo aféieren an e järelecht Monitoring vun der Belaaschtung virschreien. D'Kommissionsmajoritéit huet dës Virschlag awer zrëckgewisen. Mir als ADR bedauern dat.

Trotzdeem, de RICO ass e Schrëtt an déi richteg Richtung, mee en ass och ëmstridden. Mir wäerten en awer matstëmmen. Eis Zaldote kënnen sech op eis als ADR verlossen, datt se ëmmer hei am Parlament eng Stëmm hunn, a mir wäerte se ëmmer ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Elo ass d'Wuert fir d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass scho vill iwwert dee Projet hei gesot ginn. De Rapporteur ass och drop agaangen, wéi eng laang Virgeschicht de Projet huet. Et muss een awer, an dat ass och schonn uegklongen a verschidde vum den Interventiounen haut de Moien, dat och nach eng Kéier kontextualiséieren. Well säit déi Debatten 2019 waren a säit dem Depot vum Projet 2022 ass net nëmmen d'Welt eng aner, mee och d'Perceptioun, déi mer alleguerte vun der Arméi hunn, an d'Necessitéit vun der Arméi si komplett aner.

Ech ka mech u vill Diskussiounen am Regierungsrat erënnere ënner der viregter Regierung, wou den deemolege Minister, deen dee Projet hei deposéiert huet, de François Bausch, eigentlech huet misse kämpfe fir d'Unerkennung vun der Arméi, eppes, wat haut vill méi eng Selbstverständlechkeet ass a wat natierlech och den Noutwendegkeete vun dëser Zäit entsprécht.

Dat hei ass e wichtegen Text. Mir wäerten deen natierlech och mat ënnerstëtzen. Firwat ass e wichteg? Ma well en och en Deel vun enger Äntwert dorobber gëtt, wéi mer d'Operatiounsfäegkeet vun eiser Arméi kënnen garantéieren an och gutt a fair Aarbechtskonditiounen fir d'Personal kënnen ofsécheren.

D'Arméi zu Lëtzebuerg huet sech an de leschte Joren extreem staark entwéckelt. Déi international

Engagementen hunn zougehooll. D'Realität vun den Exercicen an och den Asätz huet sech verännert. An zur selwechter Zäit ass och de Konkurrenzdruck um Aarbechtsmaart natierlech méi grouss ginn.

An deen Text hei, dee bréngt eng ganz Rëtsch Verbesserungen. Et sinn och nach Verbesserungen am Laf vun der legislativer Aarbecht derbäikomm. Dat kann een och nëmmen absolutt begrëissen. An de Fait, dass eeben och an Zukunft d'Zaldoten, déi fir d'Armée schaffen, heivunner kënnen profitéieren, dat ass absolutt positiv, genee wéi d'Upassung vum den Indemnitéiten an och déi Kloerheeten, déi an deem Text hei virgesi sinn.

Wat mer, an dat ass jo och am Laf vun den Diskussiounen visibel ginn, e bësse méi kritesch gesinn, genau wéi och d'Kollegee vun der LSAP, dat ass, dass mer net dovunner profitéiert hunn, fir déi Indemnitéiten hei och cotisabel ze maachen. D'Diskussioun ass ganz vill iwwert d'Fonction publique gefouert ginn an iwwert d'Gläichheete vun der Fonctioun publique. Or, wann ech och elo grad nach dem fréiere Fonctioun-publiques-Minister nogelauschert hunn, huet deen zu Recht gesot, dass mer, wa mer hei vun Attraktivitéit schwätzen, eppes vergiessen: Nämlech déi Leit, déi deen Job hei maachen, déi riskiere grad an deesen Zäiten, iergendwann hiert Liewen ze riskieren. Dat heescht, fir do ëmmer erëm de Gläichschwong wëllen ze maache mat der Fonctioun publique en général, fannen ech an deenen Zäiten, an deene mer sinn, eigentlech bedenklech.

An ech sinn der Meenung, dass mer hei wierklech an engem Cas particulier sinn, dass mer dat net sollen traitéiere wéi d'Fonction publique en général, mee dass mer mussen kucken, wierklech där Realitéit, mat där déi jonk Mënschen, déi sech hei engagieren, konfrontéiert sinn, Rechnung ze droen. An dat wier schonn e wichtege Schratt gewiescht, fir och ze soen, dass een déi Indemnitéiten hei géing pensionabel maachen, well d'Sue ginn haut verdéngt, mee si feelen deemno wéi duerno an der Pensioun. An deem Text, dee mer herno debattéieren, wäert de Sold an d'Luucht gesat ginn. Dat ass och eppes, wat mer natierlech absolutt begrëissen. Mee dee Gest hei, dat ass schonn eppes, wou mer bedauern, dass deen net och gemaach ginn ass.

Eng aner Diskussioun, déi mer vill haten, dat ass déi, awéifern et net awer néideg ass – an ech hunn haut och mat Interêt den Interview am „Lëtzebuerger Wort“ gelies, deen nach méi wäit geet wéi elo just de Statutt vum Zaldot –, sech ausserhalb vun deene reng finanzielle Gegebenheeten och d'Fro ze stellen iwwer e komplett Iwwerschaffe vum Statutt. De François Bausch hat nach en Aarbechtsgrupp deemools an d'Liewe geruff. Ech hat och d'lescht Kéier nach d'Fro opgeworf an der Kommissioun, ob een net awer och misst op dee Wee goen, well eppes, wat jo ganz vill och ëmmer erëm a Fro gestallt gëtt, dat ass d'Ofsicherung no dem Enn vum Service militaire. Natierlech, de Generol hat mer zu Recht geäntwert, dass een net mat 50 Joer deemno wéi nach déi selwecht Aarbechten um Terrain ka maache wéi vläicht e Jonke vu 25 Joer. Mee d'Fro stellt sech awer vun der Ofsicherung, vun der Integratioun – wéi dat och an anere Länner ass – an aner Servicer vum Staat, onofhängeg vun där Ee-Joer-Verlängerung, déi jo elo ugeduecht ass.

An duerfir deposéieren ech och haut eng Motioun, wou ech froen, dass mer ausserhalb vun deem, wat elo d'Regierung scho proposéiert huet, wou ganz vill gutt Elementer derbäi sinn, méi eng generell Analys vun der Attraktivitéit vum Statutt maachen an och eng global Visioun vun där Reform vum Statutt vum Zaldot maachen. Dat kann een, och au vu vun deem Interview vun de Moien, natierlech nach méi wäit

denke fir d'Armée en général, mee ech denken, dat hei wier ee wichtege Schratt an déi Richtung.

Motion 1

« relative à une réforme structurelle du statut du soldat volontaire »

La Chambre des Députés,
considérant

– le dossier parlementaire n° 8068 relatif au projet de loi sur le régime d'indemnisation et de compensation opérationnel de l'Armée luxembourgeoise ;

– le dossier parlementaire n° 8678 relatif au projet de loi sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et portant revalorisation des éléments de rémunération des soldats volontaires ;

– que ces deux textes constituent des adaptations importantes, notamment en matière d'indemnisation et de rémunération, sans pour autant engager une réforme structurelle du statut du soldat volontaire ;

– que, dans un contexte marqué par une diversification croissante des missions confiées à l'Armée luxembourgeoise et par l'évolution des compétences requises, la question de l'attractivité et de la soutenabilité du statut se pose de manière plus fondamentale ;

– qu'une réflexion approfondie sur le statut du soldat volontaire est nécessaire afin de garantir la cohérence et l'attractivité du modèle de personnel à moyen et long terme,

invite le Gouvernement à

– procéder à une analyse de l'attractivité du statut, notamment en matière de parcours professionnel, de reconnaissance des compétences, de formation et d'évolution de carrière ;

– présenter à la Chambre une vision globale pour une réforme structurelle du statut du soldat volontaire ;

– présenter à la Chambre les conclusions de cette réflexion ainsi que les mesures proposées afin de moderniser le statut.

(s.) Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, et ass e Gesetz, wat eigentlech méi fair soll sinn an awer op verschidde Punkten déi Fairness dann erëm e bëssen ofgeschwächt huet.

Ech deelen net onbedéngt d'ganz Analys vum DP-Sprieche, dass d'Armée just do ass, fir herno an den Ugrëff selwer ze goen. Ech mengen, dat ass dee leschte Schrëtt. Et geet drëm, dass mer elo mol eng Armée hu fir d'Ofschreckung, dass et ni zu deem Ugrëff soll kommen. Well dat ass a sech dat, wat mer mat deem an och deem nächste Gesetz wëlle bewierken, dass d'Ofschreckung esou grouss ass. An dofir muss e ganz wuel driwwer schwätzen, ob eng Armée attraktiv ass oder net.

Ech hu wéineg Verständnis derfir, dass hei mat zwou verschidde Vitesse gefuer gëtt, déi eng méi Prozenter derbäikréie wéi déi aner. Dat hate mer an der Kommissioun laang diskutéiert. Mir haten och laang Diskussiounen iwwert d'Pensiounsfaegkeet, well et ass awer ganz speziell, wann ee kuckt, wat elo an deenen nächste Méint hei wäert gestëmmt ginn u Milliounen, zum Deel Milliarden – ech mengen, et ka souguer deen deierste Projet ginn, deen d'Chamber jeemools hat –, fir Material ze kafen. An da seet dës Regierung: „Mir maachen awer elo déi Primmen do

net cotisabel.“ Also, ech mengen, dat ass awer e bëssen en Aarmutszeugnis, wat ee sech do gëtt fir d'Defensepolitik.

Et ass eng Demande gewiescht vun den Zaldoten, dass se och eng gewësse Sécherheet herno hu fir hir Pensiounen. Dat ass ganz kloer an dat ass och verständlech. Dass dës Regierung elo genau op deem dote Punkt gespuert huet, versti mir Piraten net.

Dofir wäerte mir, esou wéi an der Kommissioun, och haut nach eng Kéier den Amendement vun der LSAP mat der Fuerderung vum SPAL ënnerstëtzen. An ech hoffen, dass d'ganz Chamber dat wäert maachen, well et géing der ganzer Chamber gutt zu Gesiicht stoen, wa mer net op deemem Punkt géife spueren. Well déi selwecht Deputéiert, déi haut wäerte soen: „Nee, den Zaldot kritt et net cotisabel an et gëtt net fir seng Pensioun ugerechent“, sinn déi, déi herno fir d'Material wäerte Milliounen a Milliarden ausginn. An ech mengen, dat ass keng Gerechtegkeet, déi mer eiser Armée ginn.

Jo, d'Armée ass och an engem anere Kader, wat d'Stonnen ubelaangt. Ech verstinn awer, dass dat eng schwiereg Diskussioun ass. Ech wäert och deen Amendement matstëmmen. Ech sinn nach ëmmer amgaange mam Bewäertungssystem, deen deemools ënner der viregter Regierung agefouert ginn ass a wou natierlech och d'Zaldoten do dergéint sinn. Mee bon, och do bësse mer eis warscheinlech d'Zänn aus, well och do dee Bewäertungssystem wäert leider bäibehale ginn, obwuel dat eng Demande ass vun den Zaldoten, dass och dee soll ofgeschafft ginn.

Dat mat de Stonnen: Mir mussen hei awer och kucken, a wéi enge Situatiounen mer sinn. Et kann een net ëmmer den Eeschtfall an de Krichsmodell huelen. Ech mengen net, dass iergendeng Gewerkschaft hei am Land, wann de Krichsfall géing antrieden, géing soen: „Mir kucken elo d'Stonnen.“ Hei geet et wuel ëm d'Trainingen, ëm d'Exercicen. An do muss sech awer jiddereen, deen e bëssen e soziale Gedanken huet, agestoen, dass een och do d'Stonne muss begrenzen. Also, déi Fraen a Männer kënnen och net onendlech gefuerdert gi fir an déi Missiounen. An deementspriedend wär et do gutt, wann och do, esou wéi am Amendement an och wéi vum SPAL gefrot, géing nogebessert ginn.

Dat heite geet zeréck op 2019. Dat ware Verhandlungen deemools mam SPAL, an dat ass elo e bëssen ofgeschwächt ginn. Et ass e Wee a Richtung méi Gerechtegkeet, well mer elo emol endlech déi fräiwëlleg Zaldoten och mat belounen, wa se an déi Missiounen ginn a wa se déi eenzel Trainingen maachen. Et ass awer net gerecht ausgefouert ginn, wat eigentlech deemools verhandelt ginn ass.

Ech mierken awer am nächste Gesetz, wat wäert kommen, dass d'Madamm Backes do awer en zimmlech soziale Feeling huet an eng gewësse Gerechtegkeet an och bereet ass, an d'Armée ze investéieren. Vläch wäert se sech hei jo nach e Ruck ginn an och do de Fraen a Männer et erméiglechen, dass se awer an Zukunft bei deenen heite Missiounen – an ech mengen net, dass dat de Staat elo esou vill wäert kaschten – pensionabel a cotisabel Primme kéinte kréien. Den Amendement läit hei. Ech hoffen, dass d'Majoritéitspartei sech do awer e Ruck ginn. An et wär ee staarkt Zeeche fir eis Armée, wann Der hinne géingt hëllef, dass se och eng staarkt Pensioun hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An da kritt den Här Baum d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass jo kee Geheimnis, datt mir als Lénk duerchaus eis

Problemer mat der Orientéierung vun der Defensepolitick hunn. An ech mengen, gradesou wéineg ass et e Geheimnis, datt mer och déi aktuell Militariséierung ganz kritesch gesinn.

Mee ech mengen, wat wichteg ass a wat mer och an der Vergaangenheet ëmmer ënnerstëtzt hunn, dat sinn d'Aarbechtskonditiounen vun den Zaldoten, sief dat dat materiell Ëmfeld, an deem d'Zaldote schaffen, an deem se sech beweegen müssen, wéi awer och déi ganz konkret Aarbechtskonditiounen, déi natierlech och mat Suen ze dinn hunn a mat Aarbechtszäit. An duerfir stëmme mer dat heite Gesetz mat, mee rejoinéieren d'Kritick, déi och virdu scho geüssert ginn ass, och vun der Madamm Braz, ënnerstëtzen och hiren Amendement, fir ze soen: „Mee déi Suen, déi do verdéngt ginn, déi müssen och kënnen herno ugerechent gi bei enger Pensiounskarriär!“

A wann een elo seet: „Jo, mee dat géif jo da manner Sue fir déi betraffe Leit bedeiten“, dann, mengen ech, muss een deem äntworten: Et geet jo drëm, se pensionabel a cotisabel ze maachen, an da geet et drëm, eventuell de Brutto esou an d'Luucht ze setzen, datt beim Netto herno dat erauskënnt. An déi selwecht Iwwerleunge gëllen – an dat hunn och scho Virriedner gesot – natierlech beim Contingent vun der Aarbechtszäit, vun den Aarbechtsstonnen. Och hei ënnerstëtze mer den Amendement vun der LSAP.

An ech hoffen, datt dat och hei an der Chamber eng Majoritéit fënnt, well wann een ëmmer seet, datt engem d'Aarbechtskonditiounen wichteg si vun deene Leit, déi effektiv am Zweifelsfall eventuell musse bereet sinn, hiert Liewe fir eist Land ze riskéieren, dann ass dat hei e Minimum, deen een dofir maache kann.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Merci, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dem Rapporteur e grouse Merci a merci och fir all Är Kommentaren an och awer nach eng Kéier merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der zoustänneger Chamberskommisioun.

Hei hu mer oft iwwert dese Gesetzesprojet geschwat, dee mäi Virgänger soumettéiert huet, wou mer elo no e puer Aweise vum Staatsrot dann endlech haut zum Vott kommen. Ech mengen, iwwert d'Wichtigkeet vun deem Gesetzesprojet si mer eis wierklech alleguerten eens. D'Zil ass ganz kloer, dass mer hei déi finanziell Indemnitéiten an d'Kompensatiounen fir d'militärescht Personal fir eeben esou punktuell awer wichteg Formations-, Trainings- an operationell Aktivitéiten, wou d'Militären drun deelhuefen, wat awer wierklech keng Alldagsaarbechte sinn, erweideren.

Ech mengen, déi wichtegst Neierungen – déi muss een awer nach eng Kéier ënnersträichen – vun deem Regim he, dat sinn d'Erweiderung vun den Indemnitéiten an de Kompensatiounen op déi fräiwëlleg Zaldotinnen an Zaldoten, déi haut näischt esou hunn – an dat ass fir eis, mengen ech, alleguerten heibannen extreem wichteg, fir mech op alle Fall –, an dann d'Erhéijungen, déi trotzdem ganz substanzuell sinn, vun de Montanten a vun den Indemnitéiten. De Projet definéiert dann och d'Modalitéite fir d'Recuperatioun vun de Kompensatiounstonnen an d'Konditiounen fir d'Ausbeue vum Solde vun dese Stonnen.

Ech mengen, et ass scho gesot ginn: Den initiale Gesetzesprojet gouf zweemol op Basis vum Staatsrot

sengen Avisen amendéiert. Den Haaptknackpunkt dobäi war d'Fro vun der Besteuerung respektiv vun der Netbesteuerung vun der finanzieller Indemnitéit. De Staatsrot huet an der proposéierter Netbesteuerung e méigleche Verstouss géint de constitutionnelle Gläichheetsprinzip virum Gesetz gesinn. Letztendlech hu mer dann d'Propositioun vum Staatsrot opgeschafft, de Montant vun der Indemnitéierung ze erhéien, fir esou de Verloscht u Revenu duerch d'Besteuerung ze kompenséieren an esou d'Zil vun der Revalorisatioun eeben ze erhalen. Ech mengen, et ass dat, ëm dat et dann och hei am Weesentleche geet. Dës Erhéijung gouf no Concertatioun dann och mat de concernéierten Associatiounen festgeluecht an och positiv bewäert.

An ech mengen, hei kann een awer vläicht och nach eng Kéier d'Montanten ernimmen: Fir eng Woch Trainingsaktivitéit si fir d'Offiziéschen an d'Offiziéier 1.855 Euro Indemnitéit virgesinn. Fir d'Zaldotinnen an d'Zaldoten, déi bis elo, wéi gesot, näischt kruten, sinn 1.048 Euro géintiwwer, wéi gesot, null vun haut virgesinn. Dofir ass dat besonnesch fir d'Zaldotinnen an d'Zaldote wierklech en enormen, e considerabele Sprong, eng considerabel Verbesserung, eng substanzuell Verbesserung, hannert där mer alleguerten och stinn.

Ech mengen, wat wichteg ass, dat ass, dass hei op där enger Säit d'Arméi ka flexibel sinn, dass se operationell ass an dass déi Operationalitéit och garantéiert ass, an op där anerer Säit, dass d'Personal adequat kann un esou Exercicer deelhuefen, dass et eeben och déi finanziell Indemnitéierung kritt. Well ech mengen, eppes dierfe mer ni vergiessen an all deem, vun deem mer hei schwätzen: Hei geet et trotzdem och ëm eng Specificité militaire. Dat ass keen normalen Job. Dat ass eng ganz nobel Tâche, déi och wierklech Respekt verdéngt. Ech mengen, ech ginn elo net – mir hunn dat am Detail diskutéiert an der Chamberskommissioun – nach eng Kéier op sämtlech Amendementer vun der LSAP an. Mee ech mengen, Berufsmilitären hu ganz kloer eng aner Verantwortung wéi déi fräiwëlleg Zaldotinnen an Zaldoten. Deem ass vum Ufank un och hei Rechnung gedroe ginn.

Fräiwëlleg Zaldotinnen an Zaldoten, nach eng Kéier, kréien elo haut mat deem Gesetz, wann dat da gestëmmt gëtt, mol iwwerhaapt eppes, wat och wierklech néideg ass. Mir schwätze jo am nächste Gesetz dann iwwert de Sold vun den Zaldotinnen an Zaldoten, wat fir mech perséinlech wierklech, wierklech och e wichteg Gesetz ass. Mee steierflichteg ass och net direkt pensionabel. Ech mengen, dat hu mer och an der Chamberskommissioun diskutéiert. D'Haussé sinn natierlech hei och un d'Steiere gebonnen. Voilà, ech mengen, d'Steierlaascht vun deene Leit ass do eeben net identesch, dofir sinn déi Haussen dann och e bëssen anescht.

Wat d'Recuperatioun ugeet, ass déi obligatoresch no den Exercicer. Dat heescht, déi sinn dann och de Garant fir de Repos, deen d'Zaldotinnen an d'Zaldoten an och d'Kadere brauchen. Mee och do wëll ech ënnersträichen, dass d'Gesondheet an d'Sécherheet vun all de Militäre muss seriö geholl ginn a seriö geholl gëtt. Ech mengen, dat wëll ech awer och ënnersträichen.

Et ass och vun engem Aarbechtsgrupp geschwat ginn, wou et ëm de Statutt vun den Zaldote geet. An deem Aarbechtsgrupp, mengen ech, soll a muss och weiderhi geschafft ginn. Ech mengen, mir hunn och dee ganze Pak, un deem mer elo schaffen, wou mer iwwert déi nächst Méint a Joren nach wäerten driwwer schwätzen, fir fir d'Kadere an och d'Zaldotinnen an Zaldoten nach Verbesserungen ze maache fir eis Arméi, wou mer, och wa Verschiddenen dat Wuert

net esou gefält, awer vun Attraktivitéit fir eis Arméi musse schwätzen, wou mer d'Geleeeenheet wäerten hunn, am Detail drop zrëckzekommen, a wou mer natierlech och Ärem Input nach wëlle Rechnung droen.

Also, fir mech ass et wichteg, nach eng Kéier ze soen: Mir dierfen hei an desen Diskussiounen wierklech d'Specificité militaire net vergiessen. Also, bei deem Gesetz ass et wichteg ze soen, dass mer op där enger Säit d'Operationalitéit vun der Arméi garantéieren, mee och d'Wuelbefannen an, wéi gesot, mat de finanzielle Kompensatiounen, déi hei wierklech weesentlech sinn, dee ganze System kënnen verbessern, dass mir als Arméi, als Defense, awer och weider eisen internationalen, europäeschen an NATO-Obligatiounen kënnen nokommen. Ech mengen, dat ass e weesentleche Punkt, och am haitege geopolitische Kontext, deen trotzdem alles anescht wéi evident ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Ënnerstëtzung.

Une voix | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat ass dann d'Diskussioun zu deem Projet de loi ofgeschloss.

Amendements

An dann, éier mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8068 kommen, stëmme mer natierlech fir d'Éischt iwwert déi Amendementen of, déi vun der Madamm Braz fir d'LSAP erabruucht gi sinn.

An dat Éischt, dat ass dann d'Ofstëmmung iwwert den Amendement Nummer 1 vun der LSAP, deen als Objet huet, den Artikel 4 Alinea 1 ofzënnere. Mir stëmme also iwwert deen Amendement of. Deen, dee mat deem Amendement d'accord ass, dee stëmmt mat Jo. Deen, deen net mat deem Amendement d'accord ass, stëmmt evidenterweis mat Neen. Dat schéngt mer logesch ze sinn. Ech stellen also elo den Amendement 1 zum Vott.

Vote sur l'amendement 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35, Abstentioun: 0. Den Amendement Nummer 1 ass also mat 35 Neestëmme géint 25 Jo-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Zeimet), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Charles Weiler (par Mme Octavie Modert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM.

Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Den Artikel 4 Alinea 1 vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Da komme mer zum Vott vum Amendement 2 vun der LSAP, deen als Objet huet, den Artikel 8 ofzeännere. Wie mat deem Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo. Wien dergéint ass, stëmmt mat Neen.

Vote sur l'amendement 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35, Abstentiuon: 0. Dësen Amendement ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme bei kenger Abstentiuon ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Stéphanie Weydert), Charles Weiler (par M. Laurent Mosar), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Den Artikel 8 vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi 8068. Den Text steet am Document parlementaire 8068¹⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8068 et dispense du second vote constitutionnel

An och hei fänkt d'Ofstëmmung elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, also keng Nee-Stëmm, keng Abstentiuon. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmme eestëmme ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An dann hu mer nach eng Motioun erakritt vun der Madamm Sam Tanson, iwwert déi mer elo diskutéieren. D'Madamm Tanson wëllt duerno d'Wuert huelen. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Här Hansen.

M. Marc Hansen (DP), rapporteur | Jo, Här President, ech hunn déi Motioun do gelies. Do si ganz interessant Elementer dran, fir eeben iwwert déi verschidde Karriärsmeigkeeten, d'Formatioun, d'Evolution zu schwätzen, fir eng Kéier dee ganzen Arméi-karriärsberäich op de Leescht ze huelen.

Mir wësse jo allegueren, dass d'Madamm Backes e ganze Koup u Projeten annoncéiert huet am Dezember, déi och doudsécher wäerten an deenen nächste Méint an der Chamberkommissioun diskutéiert ginn. A fir eeben dat och vläicht korrekt ze maachen, géif ech proposéieren, dass mer déi Motioun an der Kommissioun eng Kéier géifen diskutéieren, well jo och da verschidden Elementer aus där Diskussioun entweder an d'Iwwerleeunge vun der Madamm Minister kéinten afléisse respektiv dass een ënner iergendenger Form kéint kucken, wéi een domadder virufiert. Dofir géif ech proposéieren, dat an d'Kommissioun ze huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da ginn ech der Madamm Tanson d'Wuert, schonn eleng fir ze äntwären op d'Proposition vum Här Hansen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech fannen dat eng ganz gutt Proposition an ech sinn natierlech domadder averstan.

M. Claude Wiseler, Président | Majo da géing ech d'Chamber froen, ob se d'accord ass, dës Motioun – an ech gi jo dovunner aus, datt déi an d'Commission de la Défense da kéint – an d'Commission de la Défense ze iwwerweisen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien domadder d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht strecken.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dës Motioun ass also à l'unanimité an d'Commission de la Défense verwisen.

(La motion 1 de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Commission de la Défense.)

Domat wär dann och dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

8. 8678 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise en vue de la revalorisation des éléments de rémunération des soldats volontaires

A mir géingen zum nächste Punkt kommen. Dat ass de Projet de loi 8678 iwwer eng Revalorisatioun vum Statut vum fräiwëllegen Zaldot. Och hei hu mer e Basismodell. Dir kennt d'Riedezäiten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Marc Hansen, d'Madamm Liz Braz, den Här Tom Weidig, d'Madamm Sam Tanson an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen.

Rapport de la Commission de la Défense

M. Marc Hansen (DP), rapporteur | Merci, Här President. Dat heiten ass de Projet de loi 8678, deen, mengen ech, och eng ganz grouss Wichtigkeet huet, wann ech och d'Diskussioun gelauschert hunn, déi mer elo grad gefouert hunn iwwert de RICO-Projet.

An deem heite Projet de loi, deen am Fong als éischt Gesetz vun deem Package zum Rekrutement an dem Renforcement vun der Arméi geduecht ass, deen am Dezember vun der Ministesch presentéiert ginn ass, geet et ëm d'Revaloriséierung vum Statut vum fräiwëllegen Zaldot duerch eng zolidd Erhéijung vum Basissold, der Demobiliséierungsprimm an och der Anciennetéismajoratioun.

De Basissold vun engem fräiwëllegen Zaldot an der Lëtzebuerger Arméi ass am Moment ënnert dem Niveau vun dem onqualifizéierte Mindestloun. Eréischt no 18 bis 24 Méint erreecht de Sold vun dem fräiwëllegen Zaldot dann den Niveau vun dem onqualifizéierte Mindestloun.

Dëse Projet de loi gesäit eng Hausse vir vun 23 Punkte vum Basissold, also konkret eng Hausse vu 530 Euro de Mount fir de Basissold um Minimum, fir esou eeben den onqualifizéierte Mindestloun ze errechen.

Et gétt och eng Majoratioun vun der Anciennetéit vun 3,7 op 4 Punkte pro Année de service. Dat mécht e Montant vun 83 Euro am Joer aus.

Et sinn zwee Avisen an der Kommissioun analyséiert ginn. Éischters dee vun Staatsrot, wou et keng Problemer mam Fong gouf, ma vläicht e puer legistesche Remarken, deenen och all Rechnung gedroe gouf. An da gouf et ee vun der Chambre des Fonctionnaires, déi d'Initiativ vun der Revalorisatioun vun de Konditiounen vun dem fräiwëllegen Zaldot ganz kloer begréisst hunn. Si hunn dëst awer just als éischt Etapp gesinn um Wee, fir de Statut vun de Volontairen ze verbesseren.

Den Text gouf de 6. Januar deposéiert, de Rapport de 25. Februar ugeholl. An domadder hunn ech den Tour gemaach. Weider Detailler fannt Der a mengem schrëftleche Rapport. An herno hätt ech nach e puer Iwwerleeungen als DP-Spriecher.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndlechen Rapport.

An da ginn ech dem Här Alex Donnersbach d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mir haten elo grad d'RICO-Gesetz,

wat mer ugeholl hunn. Ech mengen, dat hei Gesetz ass och e wichtige Bausteen, dee sech am Fong direkt dran areit, dee souguer am Fong fir déi fräiwëlleg Zaldoten nach méi grouss Verbesserung bréngt. Well et ass net nëmme, wa se a Missioun sinn, mee et ass während dem ganze Joer, wou natierlech hei de Sold an d'Luucht gesat gëtt.

Ech mengen, et kënn och enger laangjäreger Forderung no, dass dee Sold elo net méi ënnert dem Mindestloun läit. Ech mengen, dat begrësse mer ausdrécklech als CSV, dass dat elo endlech ëmgesat ginn ass.

Ech begrëssen och, dass mer dat elo ganz séier konnten ëmsetzen. Ech mengen, de Rapporteur huet et gesot: De Gesetzesprojet gouf am Januar deposéiert an elo Ufank Mäerz kënne mer et scho stëmmen. Also, mat där Vitess mécht et Spaass, Gesetzer virunzebréngen. Mir kéinten nach eng Rei aner Gesetzer an där Vitess virubrénge. Ech mengen, dat géif jiddwerengem Freed maachen.

Mir begrëssen och, dass déi Prime de démobilitéit eropgeet, well dat och eeben vum der Attraktivitéit vum der Arméi bäidréit an och d'Leit méi laang an der Arméi hale kann.

Voilà, doropshi wëll ech den Accord vum der CSV-Fraktioun gi fir dese wichtige Gesetzesprojet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. An dann nach eng Kéier den Här Hansen als Spriecher vum der DP-Fraktioun.

M. Marc Hansen (DP), rapporteur | Här President, et ass bei den Diskussiounen ronderëm den éischte Projet de loi, de RICO-Projet, scho vill gesot ginn. An et ass, mengen ech, vun eis alleguerten ënnerstrach ginn – an d'Madamm Tanson huet dat relativ kloer gesot –, dass an der Zäit déi Perceptioun vum der Arméi an der Aarbecht oder deem Metier vläicht net genuch an der Gesellschaft honoréiert ginn ass. Et ass och net genuch driwwer geschwat ginn. Dat war ëmmer hei zu Lëtzebuerg eppes, wat esou vläicht matgemaach ginn ass, wat matgeholl ginn ass, mee et ass ni, vläicht och an der politescher Diskussioun, esou e grouse Sujet gewiescht, wéi dat eebe geschëlt duerch déi geopolitesch Tensiounen de Fall ass. Dofir huet een – an d'Thema ass jo och schon an der Chamber diskutéiert ginn an der Zäit – sech net esou vill Gedanken gemaach doriwwer, wéi dem fräiwëllegen Zaldot säi Statutt a seng Besoldung ausgesinn.

Et ass heiansdo och hei thematiséiert ginn. Et hat ee vläicht eng aner Vue. Et ass do ganz dacks als Argumentatioun gesot ginn, dass et jo och nach aner Avantagé gouf, déi eeben an der Zäit och de fräiwëllegen Zaldot hat, déi do och nach anescht gesi goufen, wéi dat vläicht haut de Fall ass.

Dofir ass et hei awer elo, wa mer esou e ganze Package hunn, deen och nach weider soll gesat ginn, a wa mer och, wéi et éinescht gesot gouf, grouss Moyene wäerten an der Zukunft an eist Defensematerial setzen, natierlech och wichtig, dass mer parallel déi Debatte féieren iwwer de Statutt vum dem Zaldot, wéi d'Bezelung ass – woubäi dat net einfach ass. D'Madamm Tanson huet dat och gesot, fir se eng zweete Kéier ze zitieren als fréiere Fonctioun-publiques-Minister. Wann een iergendwou an dem Kader vum der Fonctioun publique speziell Statutte schafe geet, gëtt et ëmmer och aner Metieren, déi sech och berechtgerweis da Froe stellen, wéi et dann ëm hire Statutt steet. A jiddwereen huet natierlech dann och gutt Erklärungen, firwat hien och eng ganz spezifesch Missioun huet, déi vläicht déi eng oder aner Kéier och mat méi Risiken, mat méi Aarbecht, mat méi Geféierlechkeet eebe verbonnen ass. Dofir ass dat alles net esou evident, fir dat an deem globale Kontext vum

där Fonctioun publique, an deem mer eis awer dra ronderëmbeweegen, eeben hinzekréien.

Hei muss een effektiv ënnersträchen, dass e ganz groussen Effort gemaach ginn ass vun der Defense-ministesch, der Madamm Backes, vun der Arméi a vun der Defense, fir dat heiten esou séier ze attackéieren, fir esou séier géigenzesteieren a fir Lösungen ze fannen, déi mer notament och de Moien nach eng Kéier an engem Interview gelies hunn an dem „Lëtzebuurger Wort“, déi mer awer och an den Echängé mat deene verschiddene Beruffsverrieder an awer och an den Echängé mat der Arméi, mat dem État-major ëmmer gesot kréien, well et geet jo och nach drëm, dass d'Arméi muss operationell bleiwen, an dofir muss een esou e Package, mengen ech, als Chamber ganz positiv begleeden, fir eeben déi Montanten hei an d'Luucht ze setzen.

Dat heiten ass eng substanzuell Augmentatioun vum 530 Euro, ouni iwwert déi aner Primmen ze schwätzen, déi mir natierlech als DP komplett begrëssen. Mir wëllen der Ministesch soen, se soll esou séier wéi méiglech och déi nächst Mesuren aus deem Pak an d'Chamber bréngen, fir dass se kënne gestëmmt ginn an dass mer awer an där komescher a kniwweleger Situatioun, wou mer sinn, d'Arméi gestärkt kréien. Mir wëssen et: „Wann s de de Fridde wëlls, préparéier de Krich!“ Dat ass leider déi traureg Situatioun, an där mer sinn. An dat heiten, dat hëlleft eis, fir an déi Richtung ze schaffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. D'Wuert huet elo d'Madamm Liz Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, léif Kolleegen, léif Kolleginnen, mir ënnerstëtzen dese Projet selbstverständlech. D'Käridi vum Projet ass jo am Fong eng ganz einfach, nämlech dass de Loun vum de fräiwëllegen Zaldoten, dem operative Réckgrat vum eiser Arméi, soll eropgoen, fir endlech de Mindestloun ze errechen. D'Prime de démobilitéit an d'Majoration d'ancienneté ginn an engems ugepasst. Och dat ass néideg, well et net méi ze justifiéiere war, dass eis Zaldoten ënnert dem Mindestloun verdéngen.

Mir schwätzen hei iwwer eng Funktioun, déi Disziplin, Disponibilitéit, kierperlechen a psychesche Belaaschtungen ausgesat ass, an dat och mat reelle Risiken, deemno wéi. Dofir begrësse mer, dass mat deser Reform op d'mannst dat finanziell Zil erreecht gëtt. Dat schéngt eis e wichtegt Signal no baussen ze schécken, nämlech dass dës Haus hannert eise Männer a Fraen an der Arméi steet.

Vläicht zwee Punkten, déi och an den Avisen däitlech ginn. Fir d'éischt de Prozess, dee soll seriö bleiwen. Do huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics kritiséiert, dass si nëmme véier Aarbechtsdeeg kritt hunn, fir hiren Avis ofzeginn. Wann ee seriö Reformen am Beräich vum der Defense wëll, da brauch een och eng seriö Consultatioun. Dat ass vläicht hei e bëssen ze kritiséieren.

An dann en zweete Punkt. Dat hei d'äerf ganz sécher net déi leschten Etapp sinn. D'Staatsbeamtekummer an och de SPAL soe ganz kloer, dat hei muss eng éischt Etapp sinn, an den eigentleche Chantier, deen ass vill méi grouss.

Dofir begrëssen ech och, dass d'Motioun vum der Madamm Tanson elo an der Kommissioun soll diskutéiert ginn, och fir der Kritik vum Staatsrot vläicht entgéintekommen, deen de Statut vum fräiwëllegen Zaldot als sui generis beschreift.

Här President, d'LSAP stëmmt dese Projet mat. Et ass ganz sécher eng konkret Verbesserung a korrigéiert en aktuelle finanziellen Desequilibrium. Mir soen awer och ganz kloer der Madamm Ministesch: Et stinn nach eng Rei Chantieren op.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen Deputéiert, d'Regierung verkeeft eis dës Gesetz als Beweis vu Wäertschätzung vum eisen Zaldoten. Mee wat läit tatsächlech um Dëscht? Eng Korrektur, eng verspéit Korrektur, eng Korrektur vun engem Mëssstand, dee scho ganz laang existéiert a genee dës Regierung an déi lescht Regierung mat ze verantworten hunn.

Well eppes steet schwaarz op wäiss am Rapport vum Projet: E fräiwëllegen Zaldot huet am Ufank manner ewéi de soziale Mindestloun fir net qualifizéiert Aarbecht verdéngt, an dat bei engem Déngscht, deen Disziplin, kierperlech Héichleeschtung, physesche Belaaschtung an am Noutfall d'Bereitschaft zum Asaz vum eegene Liewe verlaangt.

Schonn de 7. Februar 2023 huet hei an der Chamber d'ADR mam Fernand Kartheiser eng Motioun deponéiert, an där mir näischt aneres gefuerdert hunn ewéi dat, wat d'Regierung eis elo haut als Fortschritt dräi Joer méi spéit verkeeft: de Sold vum de Volontaire vum der Arméi, onofhängeg vun aneren Avantagen, op op d'mannst den Niveau vum Mindestloun ze héijen.

A wat hunn d'DP, d'LSAP, déi gréng an d'CSV gemaach? Si hunn dës Motioun de 14. Juni 2023 ofgeleent mat 52 Nee-Stëmme an 2 Enthaltungen. Dat heescht dach am Kloertext: Wéi d'ADR et gefuerdert huet, war et net gutt. Haut, e puer Joer méi spéit, kënn d'Regierung mat där selwechter Iddi a wëll dofir elo Applaus. Dat ass keng Visioun, dat ass politeschen Opportunismus. Et ass am Fong geholl Niveau Spillschoul. Dir hutt et express net matgestëmmt, well mir mol eng Kéier eng gutt Iddi haten.

(Hilarité et interruptions)

Voilà, genau. Jo, jo, genau.

M. Gilles Baum (DP) | Dir sot et, Här Weidig! Mol eng Kéier!

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. Georges Engel (LSAP) | Dat kënn effektiv net dacks vir.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Tom Weidig (ADR) | Dir hutt domadder ... Dat war Sarkasmus.

Dir hutt domadder den Zaldote geschuet, an elo stellt Dir Iech hin, wéi wann Dir hir gréisst Ënnerstëtzer wäert. Mee ech soen Iech: Mir, d'ADR, si scho säit Joren hir gréisst Ënnerstëtzer.

Här President, d'ADR steet fir e kloer Staatsverständnis. D'Sécherheet ass eng Käraufgab vum Staat. An dee Staat, dee Sécherheet wëll, muss déi respektéieren, déi se garantéieren. Net mat schéine Wieder, mee mat kloer Konditione, mat Planungsécherheet, mat richteger Unerkennung. Et geet net duer, d'Zaldoten op Gedenkefeieren ze luewen a se am Alldag wéi bëlleg Aarbechtskräften ze behandelen.

Kucke mir niichter op d'Zuelen: D'Regierung erhéicht de Grondsold ëm 23 Indexpunkten, fir datt en endlech op d'mannst dem soziale Mindestloun

entspricht. Dat ass kee Fortschrëtt, dat ass d'Schlësse vun enger Lück.

Wäert dës minimal Upassung strukturell Attraktivitéitsproblemer léisen? D'CHFEP seet et kloer: Dat ass nëmmen en éischte Schrëtt, eng global Reform vum Status ass néideg. An hei läit de Kär vun eiser Kritik. D'Regierung liwwert elo hei Kosmetik an nach net eng néideg Strukturreform. Mir brauchen eng strukturell Iwweraarbechtung vum Statutt, kloer Karriärperspektiven, eng reell Opwärtung am Verglach mam zivilen Aarbechtsmaart.

Mir wäerten natierlech dëser Erhéijung net am Wee stoen. Mir wäerte se matstëmmen, well all Euro méi fir eis fräiwëlleg Zaldoten ass besser ewéi de Status quo. Mee mir soen awer och kloer: Dat ass net d'Endzil, dat ass héchstens den Ufank.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Den Här Hansen wëllt Iech eng Fro stellen, Här Weidig. Sidd Der domat d'accord?

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Hansen.

M. Marc Hansen (DP), rapporteur | Ech wollt Iech eng Fro stellen, well ech elo nei sinn an heibanne kee gesinn, dee Fernand Kartheiser heescht. Ass dat dee Mann, dee ganz ënnen, ganz am rietsen däischteren Eck geheim Videokonferenz mat rietsradikalen Deputéierten aus Russland mécht?

Plusieurs voix | O!

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, Dir musst net op déi Fro äntweren.

M. Tom Weidig (ADR) | Hei geet et drëm ... Mir sinn hei, fir deenen Zaldoten, déi hiert Liewe fir eist Land riskéieren, ze hëllefen. An Dir hutt virun dräi Joer mat 52 Nee-Stëmmen dergéint gestëmmt, datt se weinstens de soziale Mindestloun kréien. An elo lenkt Der dovunner of, elo kommt Der mat eppes anerem! Duerfir kuckt Iech léiwer un, wat Der virun dräi Joer gestëmmt hutt! An ech si weinstens frou, datt Der elo Äre Feeler agesinn hutt an datt Der elo endlech de fräiwëllegen ...

M. Marc Hansen (DP), rapporteur | D'Fro war: Ass et deen? D'Fro ass: Ass et deen?

M. Tom Weidig (ADR) | ... Zaldoten de Mindestloun gitt. Merci.

M. Marc Hansen (DP), rapporteur | „Ass et deen?“, war d'Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Domat ass déi Fro ofgeschloss an d'Äntwert och. An da komme mer zur Madamm Tanson, déi elo d'Wuert huet.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Also ech hu virun allem vun där Interventioun verhalen, dass d'ADR der Meenung war, si hätt emol eng Kéier eng gutt Iddi gehat.

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | An Dir hutt se net matgestëmmt.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, Dir hutt se net matgestëmmt. Express.

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, komme mer zur Saach!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Bon, de Sujet ass awer ze seriö, fir elo op dat Geplänkels do nach weider anzegoen.

Ech fannen dat heiten en extreem wichtege Text. Et ass net en Text vu politeschem Opportunismus, wann et drëms geet, de fräiwëllegen Zaldote vun der Lëtzebuurger Arméi hire Liewensstandard an d'Luucht ze setzen. Mir wëssen alleguerten, dass et souguer mam soziale Mindestloun zu Lëtzebuerg ganz schwéier ass, iwwert d'Ronnen ze kommen. An et gëtt u sech keng objektiv Ursach, fir dat net och ze garantéieren fir déi fräiwëlleg Zaldoten. Duerfir fanne mir dat heite wierklech positiv. Dir hutt eis vollst Ënnerstëtzung fir deen heiten Text. A mir wäerten deen natierlech matdroen.

Do hannendru stelle sech natierlech déi Froen, déi ech virdu scho skizzéiert hunn: Wéi kënne mer insgesamt an där Zäit, an där mer elo haut liewen, mat all deene Besoinen, déi mer hu fir d'Zaldoten ...? Et ass schonn uegklongen: Mir hunn net nëmmen de Batailloun. Mir hunn d'NATO-Ziler, déi mer mussen erfëllen. Mat ëmmer neien Aufgaben, déi och ëmmer méi technesch ginn, wou och ëmmer méi diversifiéiert Profiller gefuerdert sinn, brauche mer an deenen nächste Joren extreem vill méi Memberen an der Lëtzebuurger Arméi op allen Niveauen. An dann ass natierlech ee Volet dovunner, dass och d'Remunerationskrittäre mussen deem entsprechen, dass d'Leit wëllen an d'Arméi kommen, mee awer och eng gewëssen Ofsécherung muss garantéiert ginn. An do denken ech, dass mer eis wierklech kollektiv als Chamber, an nach méi spezifesch och an der Kommissioun, musse Gedanken maachen, wéi mer méi eng grouss Sécherheet kënne schafen.

Well och wann een da fënnf Joer zum Beispill e Kontrakt huet, ass et wierklech schwéier, an deene Konditiounen e Bail ze kréien, vun engem Prêt guer net ze schwätzen. Dat si ganz schwierig Momenter. Et ass och wichteg, dass een eng gewësse Garantie huet, wat ee ka maachen no senger Zäit an der Arméi. An duerfir denken ech, dass mer mussen nach méi strukturell iwwert de Statutt debattéieren. Mir wäerten dat jo da maachen, vu dass d'Motioun an d'Kommissioun verweise ginn ass. En attendant kritte Der fir deen heiten Text eise volle Support.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Goergen, et ass un Iech.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Dat heiten ass eent vun de positive Beispiller, déi een an der Politik erlieft. Ech muss der Madamm Backes do felicitéieren. Wéi ech dat och op den Ordre du jour setze gelooss hu vun der Defensekommissioun, hat ech net geduecht, dass et eng positiv Tournure géng huelen, well ech hat et och schonn ënnert der viregter Regierung ëfters thematiséiert an der Defensekommissioun souwéi hei an de Rieden. An do war allkéiers vum Verteidigungsminister d'Äntwert: „Nee.“

Dofir sinn ech och elo erstaunt, dass déi gréng et op eemol matstëmmen, well hir Versioun, déi Der gezielt hutt virun zwee Joer hei an an der Kommissioun, war eng ganz aner. Et waren nämlech déi gréng, déi do op der Brems stoungen, dass d'Zaldoten endlech sollten de Mindestloun kréien. Deemools krute mer erkläert: „Déi kréie jo fir näischt ze iessen. Se kréie fir näischt de Logement.“ Dat huet deemools schonn net alles gestëmmt, well do ginn der och well heem. An dës Kéier ass awer endlech d'Madamm ...

(Interruption par M. Meris Sehovic)

Jo, ech weess, dass déi gréng sech do elo getraff fillen, mee et waart Dir, déi op der Brems deemools hei

stoungen. An d'Madamm Backes huet elo bewisen: Wann e Changement am Ministère ass, ass och emol e Minister do, deen zu sengen Zaldote steet. An dat ass dat, wat fir dës Arméi wichteg ass: dass elo mol endlech e Minister do ass, dee fir seng Arméi asteet! An net dat Geplänkels, wat Dir als Gréng opgefouert hutt während deene fënnf Joer. Dir kënnt esou vill do jäizen, wéi Der wëllt!

Dat heiten ass eng richtig Moosnam. Se ginn elo nach net räich dermat. Do muss een éierlech sinn. Mee et ass awer op d'mannst emol de Mindestloun. Et konnt ee jo kengem dobaussen erklären: Eis Zaldote sinn elo all déi Joren op de Bierg gefuer, se hunn emol net de Mindestloun kritte! Dat konnt ee jo mol net erkläre mat deem, wat awer virun alles och schonn hei finanziert ginn ass fir eng Arméi.

Dofir, also mir kënne dat heite just ënnerstëtzen. An ech denken, d'Madamm Backes huet do awer elo dee richtige Wee ageschloen. Ech weess, am viregte Projet hutt Der e puer Saache gemaach, déi mer net esou gutt gefall hunn. Mee dat heiten huet jo och elo e bësse gebraucht, bis et esou wäit komm ass. A vläicht kënnt jo och an zwee, dräi Joer nach eng Kéier dat mat de Pensiounen, wat virdu leider ofgeleent ginn ass. Mee Dir sidd awer do um richtige Wee.

Jo, d'Madamm Tanson wëll mer eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, dat wollt ech elo just soen. An Dir sidd domat d'accord, wéi ech verstanen hunn. Madamm Tanson.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, natierlech.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, et ass am Fong éischter e Fait personnel, e Fait partisan, wann Der esou wëllt.

(Hilarité)

Ech kann dat do natierlech net esou stoe loosse, Här Goergen. An Dir wësst och, dass et net stëmmt. Mee mir kennen Iech. Mir wëssen, dass déi populistesch Aussoe vun Iech gang und gäbe sinn. Den Här Bausch huet sech extreem engagéiert fir d'Arméi.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat stëmmt net.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir kënnt och do gären d'Gewerkschaftler froen. Déi wäerten Iech dat och alleguerte confirméieren.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also grad d'Gewerkschaftler wäerten eppes aneres soen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Op deem heite Punkt, jo, sinn ech och der Meenung, dass et gutt wär, wann dat scho méi laang do wär. Dat ass effektiv net geschitt. Mee Dir kënnt net soen, en général, dass de François Bausch net hannert der Arméi stoung, dass en net d'Arméi immens no vir bruecht hätt op ganz villen Niveauen!

D'ailleurs, dat Gesetz, wat mer virun hei gestëmmt hunn, dat geet och op hien zréck. Dat geet net op iergendeen aneren zréck. An dat ass op villen Niveauen, sief et um Niveau vun den Infrastrukturen, vun der Valorisation vun der Arméi, vun der Wichtegkeet vun der Arméi. Hie stoung do ëmmer säi Mann. Ech kann dat doten net esou stoe loosse.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war elo keng Fro, Här Goergen, mee Dir kënnt awer äntweren.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech ka gären drop äntweren, well ech do eng fundamental aner Meenung hunn. Déi lescht fënnf Joer, déi mir ënnert déi gréng an der Defensekommissioun och erlieft hunn – do war et d'Stéphanie Empain, déi d'Presidence hat –, dat war eng vill méi schlecht Aart a Weis fir ze schafen. Mir konnten net zu Wuert kommen, an och d'Arméi selwer konnt emol net esou zu Wuert kommen an net hir Argumenter virbréngen, wéi dat elo ënnert

dem Guy Arendt oder dem Marc Hansen de Fall war. Et ass elo eng ganz aner Aart a Weis fir ze schaffen. An et huet ee ganz kloer gemierkt, dass déi gréng Partei op der Brems stoung fir alles, wat d'Armée ubelaangt huet – iwwregens och bei der Police ënnert dem Henri Kox. Do war et genau d'selwecht.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat si Fakenews, Här Goergen!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech mengen, mir féieren elo hei keen Dialog.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, entschëllegt ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat sinn déi zwee Dosieren, wou déi gréng awer wierklech schlecht gehandelt hunn.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | D'Zuele schwätzen do dergéint!

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Sou, ech mengen, ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir braucht just d'Rekrutementszuelen ze kucken an där Zäit, an dat stëmmt net, wat Der elo sot!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir kënt d'Ried vum Här Bausch nolauschteren, déi en hei gehalen huet, wou e gesot huet, et ass Logement an et ass Iesse mat dran ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | D'ADR-Parteikaart wénkt Iech schonn.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, Dir hutt elo eng Äntwert ginn.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... an doduerjer géingen déi Zaldoten de Mindestloun net kréien. Während déi gréng aner Projete mat Milliounen subventionéiert hunn, hu se den Zaldoten näischt ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, wann ech gelift!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Huel d'ADR-Parteikaart un, déi Iech ugebuede gëtt!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech weess, dass dat wéideet, mee deen Dossier hutt Der verbockt!

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, Dir hutt elo d'Wuert net méi. An d'Diskussioun ass elo eriwwer. An deen nächste Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass schued, datt den Ofschloss vun esou enger Debatt, wou et awer ëm e ganz wichtige Projet geet, elo awer mat esou Geplänkels vu Scholdzouweisungen ophéiert. Ech mengen, wat wichtig ass, wat ech hei eraushéieren hunn, ass, datt d'Chamber unanime deen dote Schrëtt wëll maachen. An ech mengen, datt e wichtig ass. An dat soll och de Fin mot vun dëser Debatt sinn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt zum Schluss d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | E grouse Merci. Ech wëll dräi Saache ganz kuerz soen.

Éischtens sinn ech natierlech deen Éischten, mee, mengen ech, mat Iech zesumme frou, wéi séier dat heiten elo konnt an d'Chamber kommen, wéi séier den Avis vum Staatsrot do war an dass dëse wichtige Gesetzesprojet ka gestëmmt ginn. Éischtens.

Zweetens geet et hei ganz kloer ëm Wäertschätzung. Et geet ganz kloer ëm Valoriséierung. An et geet ëm Unerkennung vun eisen Zaldotinnen an Zaldoten. Ech mengen, dass mer elo haut dëse Vott kënnen hunn, dat ass einfach extreem wichtig fir déi Aarbecht, déi do geleescht gëtt vun eise Militären. Mir hu virdrun och dovunner geschwat: Hei geet et ëm en nobelen Job. An ech mengen, déi wëlle mer alleguerten ënerstëtzen, egal wou se sinn, um Härebierg oder a Missioun, a Rumänien, a Litauen, am Kosovo. Si meritieren eis Ënerstëtzung.

A mä leschte Punkt ass, wéi ech et och scho virdrun awer gesot hunn: Um ganze Rescht vum Paquet gëtt mat Héichdruck geschafft, soudass mer an der Kommissioun weider Diskussiounen kënnen féieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann och d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8678 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8678².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8678 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha)

Kënt Der nach eng Kéier kucken, ob jiddweree matgestëmmt huet? Ok, da schléissen ech de Vott esou of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmt mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques,

Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Ordre du jour (suite)

Ech hunn nach hei eng Demande kritt, éier mer elo ofschléissen, fir de Mëtten aus Termingrënn de Punkt Nummer 6 iwwert d'Interdiction de toute publicité fir Tubaksproduite just virun d'Interpellatioun ze leeën, also hannert déi zwou Motiounen vun der Madamm Bernard an der Madamm Delcourt. Den Auteur vun der Motioun ass och domadder averstanen. Kënt Der domat liewen? Kënnen mer den Ordre du jour esou maachen? Dat, mengen ech, wär fir de Kalenner vun der Ministesch, wann ech richtig verstanen hunn, weesentlech méi sënnvoll.

Wann Der domat d'accord sidd, da géinge mer den Ordre du jour esou ofänneren.

(Assentiment)

Da soen ech Iech villmools Merci.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun de Moien ukomm. Dat ass relativ schnell gewiescht a gutt geschafft, wat jo weist, datt et an der Chamber heiansdo méi schnell geet, wéi een dat esou mengt. D'Chamber kënt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.11 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Expulsions de logements relevant d'autorités publiques et garanties de logement des personnes et familles vulnérables	3360	David Wagner, Marc Baum	45	Introduction de l'euro numérique et avenir des paiements en espèces	3400	Laurent Mosar	61
Conséquences de la révision des règles concernant la vente de voitures thermiques après 2035	3370	Joëlle Welfring	47	Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	3401	Marc Goergen	61
European Institute for Gender Equality (EIGE)	3372	Claire Delcourt	47	Protection du patrimoine à Enscherange	3402	Marc Goergen	63
Prime pour la création de logements intégrés	3373	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	48	Utilisation de produits phytopharmaceutiques	3403	André Bauler, Luc Emering	63
Pistes cyclables	3375	Marc Goergen	48	Protection et qualité de l'eau de la Kälbaach	3404	Gusty Graas	63
Revalorisation du patrimoine architectural dans le contexte du château de Weimerich	3376	Marc Goergen	49	Mise en œuvre de la stratégie nationale de résilience	3405	Paulette Lenert, Taina Bofferding	64
Situation du Lumpy Skin Disease et mesures de prévention au Luxembourg	3377	Stéphanie Weydert, Jeff Boonen	49	Délits de grande vitesse	3406	André Bauler, Gusty Graas	66
Gestion et recyclage des déchets de construction	3378	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	49	Délais de traitement des affaires devant le tribunal administratif	3407	Charles Weiler	66
Responsabilité des entreprises dans les projets de compensation climatique à l'étranger	3379	Franz Fayot, Claire Delcourt	50	Information et gestion d'un rappel de poudre de lait pour nourrissons	3408	Sven Clement	67
Contrôles douaniers et frais de gestion applicables au commerce électronique	3380	Mars Di Bartolomeo	50	Service néonatalogie du CHL	3409	Djuna Bernard	67
Mise en œuvre de la loi sur la protection des lanceurs d'alerte	3381	Françoise Kemp	51	Bilan et utilisation de la plateforme d'apprentissage du luxembourgeois llo.lu	3410	Sven Clement	68
Facturation électronique Peppol et échanges B2B avec la Belgique	3382	Françoise Kemp	52	Réaménagement de la Place de la Gare à Luxembourg-ville	3411	David Wagner	68
Financement des énergies renouvelables et mécanisme de compensation	3383	Jeff Boonen	52	Accès aux études à l'Université du Luxembourg	3412	Alexandra Schoos, Tom Weidig	69
Accès au réseau pour les projets d'énergies renouvelables	3384	Stéphanie Weydert, Jeff Boonen	53	Offre de réhabilitation dans le nord du pays	3413	André Bauler, Gilles Baum	69
Accélération de la création de logements abordables	3385	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	53	Extension des capacités de la néonatalogie	3414	Charles Weiler, Jeff Boonen	70
Étude de PAN Europe concernant des niveaux élevés d'acide trifluoroacétique (TFA) dans les céréales	3386	Claire Delcourt	54	Droits du travail des journalistes	3415	Georges Engel, Francine Closener	71
Situation à l'Université du Luxembourg	3387	Liz Braz	54	Impact environnemental du sel de déneigement	3416	Charles Weiler, Jeff Boonen	72
Mesures israéliennes visant l'UNRWA et respect du droit international	3388	Yves Cruchten, Franz Fayot	55	Campagne « Dry January »	3417	Alexandra Schoos	72
Sécurité incendie dans les discothèques et usage de pyrotechnie	3389	Tom Weidig	56	Immatriculation des véhicules anciens et plaques historiques	3418	Yves Cruchten, Ben Polidori	74
Utilisation du système Hawala au Luxembourg	3391	Sven Clement	56	Position du Luxembourg face aux sanctions américaines contre la Cour pénale internationale	3419	Yves Cruchten	74
Vols avec violence de bijoux et d'objets de valeur à Luxembourg	3392	Fred Keup, Tom Weidig	57	Sécurité du personnel et objets interdits dans les établissements pénitentiaires	3420	Dan Biancalana	74
Droits de souscription pour les maisons de retraite (CIPA)	3393	Marc Goergen	58	Sécurité et origine des compteurs électriques intelligents (Smarty)	3421	Sven Clement	75
Critères et procédures de prise en charge des fauteuils roulants par la sécurité sociale	3394	Sven Clement	58	Remboursement de plusieurs échographies réalisées le même jour	3422	Sven Clement	76
Évolution des prix et des structures de propriété des terres agricoles au Luxembourg	3395	Sven Clement	59	Identification et valeur juridique des courriels émis par les administrations	3423	Sven Clement	76
Impact de l'accord OCDE-États-Unis sur l'imposition des multinationales américaines au Luxembourg	3397	Laurent Mosar	59	Bilan du mandat du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	3424	Yves Cruchten	77
Installation de feux de signalisation aux abords des écoles et sécurité des chemins scolaires	3398	Francine Closener	59	Aides aux PME après accidents	3425	Marc Goergen	77
Statut et exigences linguistiques dans les écoles internationales publiques	3399	Francine Closener	60	Nouvelles pratiques de facturation pour le CSA	3426	Marc Goergen	78
				Difficultés d'ouverture de compte bancaire pour les PME	3427	Marc Goergen	78
				Préparation du Luxembourg aux coupures d'électricité majeures	3428	Alexandra Schoos	79
				Coordination européenne face à la situation actuelle en Iran	3429	Sam Tanson	80

Partage de données biométriques entre l'UE, le Luxembourg et les États-Unis	3430	Yves Cruchten, Ben Polidori	80	Forte hausse des tarifs de la Coque et rôle de l'État	3445	Mars Di Bartolomeo	88
Besoins administratifs de la CNAP dans le contexte de la mise en œuvre de la réforme récente de notre système de pension	3431	Marc Baum	81	Demandeurs de protection internationale LGBTIQ+	3446	Nathalie Morgenthaler	88
Propagation de la moule quagga	3432	André Bauler, Luc Emering	81	Mesures de sécurité dans les bars et discothèques	3447	Liz Braz	89
Effondrement d'un bâtiment classé à Enscherange	3433	Alexandra Schoos, Dan Hardy	81	Nominations d'agents dans le cadre du mouvement diplomatique 2026	3448	Yves Cruchten	89
Langues utilisées dans les cartes de vœux officielles de l'État	3434	Tom Weidig, Alexandra Schoos	82	Aménagements de peine pour les auteurs de violences domestiques ou de genre	3450	Dan Biancalana, Taina Bofferding	90
Risque de concentration verticale dans le secteur luxembourgeois de la construction	3435	Meris Sehovic	82	Enregistrement de noms de domaine sur Internet	3451	Ben Polidori	91
Location à courte durée	3436	Marc Goergen	83	Mobilisation effective des terrains publics destinés à la création de logements abordables	3452	Paulette Lenert	92
Absence de version en langue luxembourgeoise dans les publications du Centre des monuments du Grand-Duché de Luxembourg	3437	Alexandra Schoos	83	Communes ayant leur site Internet en luxembourgeois	3453	Marc Goergen	92
Diffusion de deepfakes non consensuels à caractère sexuel	3438	Joëlle Welfring	83	Lutte contre le « money muling »	3455	Sven Clement	92
Pratique des immatriculations propres de véhicules par les concessionnaires et impact sur les statistiques au Luxembourg	3439	Michel Lemaire	85	Impact du bail emphytéotique sur la mobilisation de terrains publics destinés à la création de logements abordables	3456	Sven Clement	93
Organisation multisites de l'École internationale Gaston Thorn et ses impacts pédagogiques et logistiques	3440	Fred Keup	85	Incidents lors de la nuit de la Saint-Sylvestre 2025-2026	3457	Laurent Zeimet	94
Agressions au couteau et mesures de sécurité publique au Luxembourg	3441	Sven Clement	86	Formulaire de demande de dérogation de communication d'archives	3458	Sven Clement	95
Pratiques de double tarification fondées sur la résidence et protection des consommateurs	3442	Sven Clement	86	Mise en œuvre de la réforme du système des pensions	3459	Alexandra Schoos	96
Situation des acquéreurs après la faillite du promoteur immobilier Cenaro	3443	Sven Clement	87	Optimisation du fonctionnement de la Caisse nationale de santé	3460	Carole Hartmann	96
Difficultés de mise en œuvre de la réforme des pensions à la CNAP	3444	Mars Di Bartolomeo, Taina Bofferding, Ben Polidori	87	Préservation de la liberté d'expression	3461	Dan Hardy	97
				Répartition des postes dans l'enseignement secondaire	3462	Ricardo Marques	98
				Médicaments génériques	3468	Mars Di Bartolomeo	98
				Retards de paiement des gardes médicales hospitalières	3964 urgente	Sam Tanson, Djuna Bernard	99

Expulsions de logements relevant d'autorités publiques et garanties de relogement des personnes et familles vulnérables | Question **3360** (18/12/2025) de **M. David Wagner** | **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Suite à un cas précis et dûment documenté d'expulsion d'un logement qui a été porté à notre connaissance, et en nous référant à la réponse à notre question parlementaire n° 1679, nous souhaitons à nouveau interroger Messieurs les Ministres.

Dans le cas précité, la commune de Betzdorf a procédé à l'expulsion d'une dame reconnue invalide et de son enfant aujourd'hui âgé de huit ans, d'un logement communal qui leur avait été mis à disposition à titre d'aide sociale, contre paiement d'une indemnité d'occupation ainsi que des charges et pour une durée maximale de cinq ans.

La personne concernée s'était inscrite sur les listes d'attente de la SNHBM (en 2018) et du Fonds du logement (en 2021) et avait entrepris une recherche active d'un logement sur le marché privé à l'approche de l'échéance du contrat de mise à disposition. Malgré ces démarches, elle n'a pas pu trouver de solution de relogement et a dû organiser, in extremis, l'évacuation de ses biens avec le soutien financier de la Fondation du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse, afin d'éviter une expulsion forcée ordonnée par l'administration communale de Betzdorf.

Dépourvus de tout soutien familial, la dame et son enfant se sont retrouvés sans solution de relogement durable et ont dû s'héberger dans un appart-hôtel à Luxembourg-ville, pour un coût particulièrement élevé.

Si ce cas est particulièrement préoccupant en raison de la situation spécifique de la personne concernée et de son enfant, des situations similaires nous sont régulièrement rapportées, et ce de manière croissante.

Dans le contexte actuel de pénurie de logements et des difficultés toujours plus grandes rencontrées par une large partie de la population pour se loger convenablement, il nous semble important de rappeler que plusieurs normes internationales s'imposent au Luxembourg ou ont été reconnues par celui-ci. Il s'agit notamment de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, de la Charte sociale européenne et de la Charte sociale européenne révisée, signée par le Luxembourg en 1998. Ces textes consacrent le droit à une existence digne pour toute personne dépourvue de ressources suffisantes, garantissent la protection de la famille sur les plans juridique, économique et social et, dans le cas de la Charte des droits fondamentaux, le droit à une aide sociale et à une aide au logement destinées à assurer la dignité. En outre, la Convention relative aux droits des enfants, ratifiée par le Luxembourg, tout comme la Constitution luxembourgeoise, imposent la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Dans ce contexte, nous souhaitons attirer l'attention de Messieurs les Ministres sur le fait que les questions relatives au respect des normes internationales (questions 4 et 5 de la question parlementaire n° 1679) n'ont pas reçu de réponse. De même, la question 6 – qui ne portait pas prioritairement sur la création de logements abordables, laquelle demeure très insuffisante comme en témoignent les listes d'attente des promoteurs publics, mais sur les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour garantir à chacun une vie digne et un logement approprié – est restée sans réponse. Cette question nous semble d'autant plus pertinente à la lumière des expulsions ordonnées par des autorités publiques.

Au vu de ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Pouvez-vous indiquer si, dans les cas d'expulsion de logements relevant d'autorités publiques, les normes internationales reconnues par le Luxembourg sont systématiquement prises en considération ? Dans l'affirmative, quelles procédures concrètes garantissent ce respect ?

2) Comment le Gouvernement veille-t-il à ce que l'intérêt supérieur de l'enfant soit effectivement pris en

compte lors d'une expulsion ordonnée ou validée par une autorité publique ?

3) Est-ce que l'expulsion de son logement et par conséquent le risque d'être sans domicile fixe est considéré comme une cause légitime pouvant mener au placement de l'enfant dans une mesure d'accueil stationnaire ?

4) Combien d'enfants sont actuellement placés dans une mesure d'accueil stationnaire suite à une expulsion de leur famille d'un logement ayant conduit à une situation de sans-abrisme ?

5) Quelles obligations incombent actuellement aux communes et à l'État en matière de relogement lorsque les personnes expulsées sont particulièrement vulnérables (handicap, invalidité, monoparentalité, enfants mineurs, ...) ?

6) Le Gouvernement dispose-t-il de mécanismes destinés à prévenir les expulsions de ménages vulnérables lorsque aucune solution de relogement n'est disponible ?

7) Dans quelle mesure les personnes en situation de vulnérabilité – notamment celles menacées d'expulsion – peuvent-elles bénéficier d'une priorisation ou d'une procédure accélérée pour l'accès à un logement de la SNHBM, du Fonds du logement ou d'autres bailleurs publics ?

8) Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres relatifs au nombre de personnes ou familles contraintes de résider durablement dans des hôtels faute de solution de logement ?

9) Est-il pratique courante pour des autorités publiques de recourir à la mise à disposition de logements à titre d'aide sociale, tout en sachant que ce type de contrats offre peu de protections aux personnes ainsi hébergées ?

10) Quels moyens concrets le Gouvernement entend-il mettre en œuvre pour garantir qu'aucune personne ne se retrouve sans solution de logement approprié à la suite d'une expulsion, conformément aux droits fondamentaux et au principe de dignité humaine ?

Réponse (27/02/2026) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) et 2) Le Gouvernement rappelle son engagement à respecter les conventions internationales en matière de droits de l'homme lesquelles le Luxembourg a ratifié, y compris celles, pertinentes en matière d'accès au logement et de protection contre les expulsions arbitraires. L'intérêt supérieur de l'enfant constitue un principe reconnu tant par la Convention internationale relative aux droits de l'enfant que par le droit constitutionnel luxembourgeois. Ce principe est pris en considération de manière prioritaire dans toutes les décisions concernant des mineurs et également dans le cadre de la fixation du délai de déguerpiement par le juge de paix.

Dans les situations où un déguerpiement est ordonné par une juridiction et que son exécution risque d'impacter des enfants mineurs, les autorités publiques compétentes procèdent à une appréciation de la situation au cas par cas. Cette appréciation comprend notamment l'examen de la situation individuelle de l'enfant, en tenant compte des effets potentiels du déguerpiement sur son bien-être, sa stabilité, sa scolarité et son cadre de vie familial, une analyse spécifique de l'intérêt supérieur de l'enfant, avec, le cas

échéant, l'intervention de services sociaux, ainsi que la prise en considération de mesures d'accompagnement ou de solutions alternatives adaptées, notamment en matière de logement.

ad 3) La circonstance qu'un enfant mineur se retrouve à la rue peut effectivement mener à un placement judiciaire. En effet, un mineur qui doit vivre à la rue risque d'être en danger au sens de l'article 7 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. Le fait d'être sans abri, démuné de toute ressource, exposé aux dangers d'un milieu très précaire et marginalisé, menace la santé physique et mentale, l'éducation et le développement de l'enfant.

Néanmoins, il faut souligner que :

a) Le placement de l'enfant, qui le sépare forcément de sa famille, est considéré comme étant l'ultime remède, si aucune autre solution ne peut être trouvée avec l'aide des services sociaux. Avant d'ordonner un placement, le juge de la jeunesse tente toujours, via le SCAS, de mobiliser les communes afin de trouver un logement de secours ou d'autres solutions temporaires, comme p. ex. des hôtels, afin d'éviter la mesure de placement.

b) Si un placement est néanmoins décidé, l'absence de logement ne constitue dans la majeure partie des cas pas l'unique raison qui motive la mesure de protection judiciaire. Très souvent, d'autres problèmes s'y ajoutent, comme des problèmes psychiatriques dans le chef des parents, des négligences vis-à-vis de l'enfant, des difficultés éducatives, de la violence intra-familiale, etc.

ad 4) Le système informatique utilisé pour la gestion des dossiers auprès des autorités judiciaires ne permet pas de rechercher des dossiers en fonction du motif du placement, de sorte qu'il n'est pas possible de fournir les chiffres demandés avec précision.

Il est toutefois possible de préciser que ces cas sont assez rares, dès lors que souvent une solution de logement est trouvée en temps utile, ou encore que la famille mise à la rue se déplace à l'étranger, soutirant ainsi leurs enfants à la compétence des juridictions luxembourgeoises.

En outre, comme indiqué ci-dessus, il est extrêmement rare qu'un enfant soit placé pour la seule et unique raison du défaut de logement. Les causes d'un placement judiciaire sont presque toujours multifactorielles.

ad 5) et 6) L'État, pour sa part, intervient par le biais des politiques nationales de logement et de solidarité sociale, notamment en assurant le financement, la coordination et le soutien des dispositifs d'hébergement et de relogement destinés aux personnes vulnérables.

Dans les situations impliquant des personnes particulièrement vulnérables, les autorités compétentes examinent la situation au cas par cas et assurent, en coopération entre les services communaux et étatiques concernés, notamment l'Office national de l'enfance (ONE) et le Service central d'assistance sociale (SCAS), la mise en place de mesures adaptées visant à prévenir des situations de sans-abrisme et à garantir une prise en charge appropriée.

Les dispositifs nationaux en matière de logement et de lutte contre le sans-abrisme visent à renforcer la coordination entre les acteurs concernés et à favoriser la mise en place de solutions d'hébergement ou de relogement adaptées aux situations les plus sensibles.

Le développement du parc de logements abordables constitue également un levier concret permettant de proposer des solutions durables aux ménages vulnérables.

Les offices sociaux, dans le cadre de leurs missions en matière d'aide sociale assurent aux personnes dans le besoin et à leur famille l'accès aux biens et aux services adaptés à leur situation particulière, afin de les aider à acquérir ou à préserver leur autonomie. En vertu de la modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, les offices sociaux pourvoient à la mise à disposition d'un hébergement d'urgence pour toute personne ayant son domicile sur le territoire de la ou des communes dans lesquelles ils exercent leur mission, indépendamment de la situation de vulnérabilité de la personne.

ad 7) L'accès aux logements des bailleurs sociaux publics est régi par la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable, qui prévoit une attribution fondée sur des critères socio-économiques, tels que les revenus, la composition du ménage et la situation de logement.

La situation de vulnérabilité des demandeurs est prise en compte dans le cadre de l'évaluation des demandes et est susceptible d'influencer l'ordre de priorité, conformément aux dispositions de la loi précitée.

ad 8) La prise en charge des personnes ou familles confrontées à une absence de solution de logement, y compris le recours éventuel à un hébergement hôtelier, relève principalement des compétences des communes, notamment dans le cadre de l'aide sociale. Dans ce contexte, les ministères ne disposent pas de données chiffrées exhaustives et centralisées permettant de déterminer le nombre de personnes ou de ménages concernés.

ad 9) Il y a lieu de préciser que l'office social, conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 18 décembre 2009, accorde des aides matérielles sous la forme la plus appropriée et il pourvoit à la mise à disposition d'un hébergement d'urgence. Cette mise à disposition d'urgence est une mesure temporaire visant à répondre à des situations de détresse.

ad 10) Le Gouvernement rappelle son engagement à garantir le respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine, y compris dans le cadre des expulsions, et souligne que la politique nationale de logement et d'aide sociale vise à prévenir le sans-abrisme et à assurer une prise en charge adaptée des personnes et ménages concernés. À cet effet, les services sociaux communaux, les offices sociaux et les structures spécialisées coopèrent avec les services de l'État, notamment l'Office national de l'enfance (ONE) et le Service central d'assistance sociale (SCAS), pour anticiper et gérer les situations d'expulsion, notamment pour les personnes vulnérables, et les ménages concernés bénéficient d'un accompagnement individualisé afin d'évaluer leurs besoins et de proposer des solutions adaptées, qu'il s'agisse d'hébergement temporaire, de logement ou de mesures complémentaires.

Le Gouvernement rappelle l'importance de soutenir et coordonner les dispositifs de logement d'urgence et de logement durable, notamment pour les familles avec enfants, les personnes en situation de handicap ou d'invalidité et les ménages monoparentaux, et de mettre en place des dispositifs de prévention et de planification pour identifier à l'avance les situations à risque et proposer des alternatives lorsque aucun relogement immédiat n'est disponible.

En vertu de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, les communes ont la mission d'assurer, dans la mesure du possible, le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune. Le Gouvernement et les communes déploient au quotidien leurs efforts communs pour assurer le logement décent de tous. La loi

modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable constitue un pilier principal de ces efforts.

Par ailleurs, conformément au programme gouvernemental, le développement du parc immobilier public constitue un levier prioritaire pour accroître la capacité d'accueil et offrir des solutions de logement stables et adaptées aux besoins des personnes vulnérables.

Conséquences de la révision des règles concernant la vente de voitures thermiques après 2035 | Question 3370 (19/12/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Hier, la Commission européenne est revenue sur l'interdiction de vente de véhicules à moteur thermique neufs en 2035, une mesure emblématique du pacte vert européen. Alors qu'il avait été décidé qu'après 2035, les nouvelles voitures mises sur le marché ne devraient plus émettre de CO₂, il est maintenant proposé qu'à cette date, les voitures devront réduire leurs émissions de CO₂ de 90 % par rapport à 2021. Ainsi, les constructeurs pourront continuer à vendre une proportion de voitures neuves équipées de moteurs thermiques ou hybrides à partir de 2035.

Selon la Commission européenne, les émissions restantes seraient « compensées au moyen de deux mécanismes de compensation tenant compte de l'utilisation d'acier à faible teneur en carbone fabriqué dans l'Union et des réductions d'émissions réelles résultant des carburants électroniques et des biocarburants mis sur le marché au cours d'une année spécifique ».

T & E, une organisation défendant les transports et l'énergie propres, a prévenu que le ralentissement de l'électrification du parc automobile serait une erreur, mettant en garde que ce changement détournerait les investissements de l'électrification à un moment où les constructeurs européens devraient impérativement rattraper leur retard notamment sur les fabricants chinois de véhicules électriques. L'organisation estime que suite à la réduction de l'objectif concernant la vente de voitures thermiques, 25 % de véhicules électriques à batterie en moins pourraient être vendus en 2035 par rapport au cadre réglementaire actuel.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Compte tenu des réponses fournies à notre question parlementaire 2996, quelle est la position officielle du Gouvernement à l'égard de la proposition de la Commission européenne visant à affaiblir l'objectif à zéro émission pour les voitures neuves en 2035 ? Monsieur le Ministre soutient-il ou rejette-t-il le passage d'un objectif de zéro émission à une réduction de 90 % des émissions de CO₂ pour les voitures neuves en 2035 ?

2) Dans ce contexte, Monsieur le Ministre estime-t-il que les mécanismes de « compensation » proposés par la Commission européenne sont suffisants ?

3) Monsieur le Ministre a-t-il procédé à une analyse de l'impact du scénario proposé par la Commission européenne sur les choix d'achat des ménages et entreprises luxembourgeois, ainsi que sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports au Luxembourg ?

Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il présenter les principales conclusions de cette analyse ?

Dans la négative, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il serait nécessaire et opportun de mener une telle analyse, compte tenu des engagements climatiques nationaux au Luxembourg ?

Réponse (02/03/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) La position du Gouvernement reste inchangée. Le Luxembourg regrette que la Commission ait proposé d'affaiblir l'objectif pour 2035. Un tel affaiblissement, contreproductif pour les objectifs climatiques et énergétiques, nuit à la sécurité des investissements et, partant, à la compétitivité de l'industrie automobile européenne.

ad 2) Les méthodologies à la base de ces mécanismes de « compensation », à savoir le recours aux carburants synthétiques/biocarburants et l'utilisation d'acier bas carbone, n'ont pas encore été déterminées. Il s'agit notamment d'éviter tout risque de double comptage des efforts de réduction des émissions. De manière générale, le Gouvernement estime qu'il serait erroné de miser trop sur les carburants synthétiques. Ceux-ci devraient être réservés aux secteurs difficiles à décarboner, comme l'aviation, par exemple.

ad 3) Une analyse d'impact au niveau national, complémentaire à celle de la Commission européenne accompagnant la proposition de règlement, n'a pas été effectuée. Si la réglementation européenne sur les émissions de CO₂ des véhicules neufs devait connaître un affaiblissement considérable à l'issue de la procédure de codécision, les mesures nationales visant à encourager les utilisateurs à opter pour un véhicule électrique plutôt que pour un véhicule à moteur thermique pourraient être renforcées, le cas échéant sur base d'une telle analyse.

European Institute for Gender Equality (EIGE) | Question 3372 (19/12/2025) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

De rezenten Index 2025 vum European Institute for Gender Equality (EIGE) weist, datt Lëtzebuerg säi Score am Beräich vun der Gläichstellung tëschent Männer a Fraen namol ëm zwou Plazen am europäesche Ranking verschlechtert huet an elo just nach op der 9. Plaz steet. Trotz engem Score vun 63,9 op 100 Punkten – knapp iwwer dem EU-Duerchschnitt – bleiwe mir hannert de Länner, déi an der Gläichstellung als Referenz gëllen.

Am Gender Equality Index 2025 gouf d'Methodologie iwwerschafft an nei respektiv nei definéiert Indicateuren integréiert, ënner anerem zu Fraen an ICT-Beruffer, Fraen a Management-Positiounen an dem Undeel vun niddreg bezuelter Aarbecht. De Rapport nennt Lëtzebuerg a punkto Fraen an niddreg bezuelte Beruffer als ee vun de Memberstaate mat deene schlechteste Wäerter. D'Fro stellt sech, ob d'Mesuren aus dem nationalen Aktiounsplang fir Gläichstellung tëscht Fraen a Männer ambitiéis genuch sinn, fir dës Ongläichheeten unzegoen.

An deem Kontext géing ech der Madamm Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit folgend Froe stellen:

1. Wéi eng nei politesch Mesuren, par rapport zum nationalen Aktiounsplang 2025, plangt d'Regierung am Joer 2026, fir d'Gläichstellung an dësen neien Indicateuren ze verbessern?

2. Wéi eng nei Mesurë plangt d'Regierung, fir déi iwwerduerchschnittlech Belaaschtung vu Fraen a punkto Kannerbetreuung, informell Fleegaarbecht an Hausarbecht ze reduzéieren an d'Opdeelung tëschent Fraen a Männer miessbar méi gläich ze gestalten? Den nationalen Aktiounsplang proposéiert keng operationell Mesuren heifir.

3. Wéi eng nei Initiative plangt d'Regierung, fir d'Participatioun vu Fraen an der Politick, an de

Verwaltungsreit an op héije Verantwortungsposten ze erhéijen, fir eng Paritéit ze errechen?

4. Mengt d'Regierung, dass d'Ëmsetzung vun der Direktiv (UE) 2022/2381 duergeet, fir eng Paritéit an der Besetzung vun de Verwaltungsreit ze errechen?

5. Plangt d'Regierung méi ambitiéis Mesurë wéi déi aus dem nationalen Aktiounsplang, fir déi iwwerduerchschnittlech Prekaritéit vu Fraen an niddreg bezuelte Beruffer ze reduzéieren a méi Méiglechkeete fir e professionellen Opstig ze garantéieren? Wa jo, wéi eng?

Réponse (22/01/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Wat Fraen an den ICT-Beruffer betrëfft, sou sinn eng Rei Evenementer geplangt am Joer 2026, zum Deel zesumme mam SMC – Service des médias et de la connectivité. An dësen Evenementer geet et ëm d'Sensibilisatioun vu Meedercher fir ICT-Beruffer, mat Hëllef vu Rollebiller an Temoignagë vu Fraen, déi an deem Beräich schaffen.

Konkreet cofinanzéiert de Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA) och de Projet „Girls deploy your talents“, wou jonk Meedercher sensibiliséiert ginn an och d'Méiglechkeet kréien an engem Betrib Beruffer ze entdecken.

Des Weidere bitt de MEGA reegelméisseg Ateliere fir Grondschoolen a Lycéeën zu dësem Thema un, an deenen och sensibiliséiert gëtt.

Wat d'Fraen a Management-Positiounen betrëfft, sou bedeelegt de MEGA sech duerch Patronage un Evenementer, wou den Austausch gefërdert an och Rollebiller gewise ginn. Et geet haauptsächlech drëm, d'Visibilitéit vu Fraen a Management-Positiounen ze stäerken (Mesure 23 vum PAN Égalité).

ad 2. De MEGA thematiséiert Theeme vun der Care-Aarbecht am Kader vun Ateliere an de Schoulen, a sensibiliséiert déi Jonk op eng egalitär Rolleverdeelung an dësem Beräich.

De MEGA, méi spezifesch den Observatoire de l'égalité entre les genres, wäert zäitno nei Indicateure publizéieren, déi et erlaben de Suivi vun der Kannerbetreuung, informell Fleegaarbecht an Hausarbecht ze maachen.

An deem Kader sief och op d'Reform vum Congé parental vun 2016 higewisen, déi als Zil hat, dofir ze suergen, dass béid Elterendeeler méi Zäit mat hire Kanner verbréngen kënnen. Duerch dës Reform krute béid Elteren d'Méiglechkeet hiert Familljen- a Berufsliewe besser hire Besoinen entsprechend ze organiséieren. Ewéi d'Zuele weisen, huet an der Suite vun der Reform d'Unzuel u Pappen, déi de Congé parental huelen, massiv zougeholl, soudass 2024 souguer méi Männer ewéi Frae vum Congé parental profitéiert hunn.

Fir de Familljen nach méi Zäit ze ginn, gesäit de Koalitiounsaccord vir, e weidere Modell vum Congé parental vun 9 Méint anzeféieren, allerdéngs bei gläichbleiwendem Revenu de remplacement wéi bei engem Modell vu 6 Méint.

ad 3. Am PAN Égalité sinn insgesamt 37 Aktiounen, déi als Zil hunn eng equilibréiert Representatioun vu Fraen a Männer ze fërderen, a verschiddene Beräicher, och an den héije Verantwortungsposten. Dëst sinn zum enge Sensibiliséierungsaktivitéiten a Formatiounen, an och méi spezifesch Projeten, wéi beispillsweis an der Educatioun, an der Fuerschung, an der Politick, an am Sport.

Wat d'Participatioun vu Fraen an der Politick betrëfft, sou huet de MEGA 2025 e Workshop organiséiert an deem Parteien den „Gender audit of Political Parties“ erkläert kritt hunn. Eent vun den Ziler vun esou engem Gender audit ass d'Representatioun vun de Fraen an der Politick ze stäerken (Mesure 9 vum PAN Égalité). De MEGA mécht 2026 de Suivi vun dësem Workshop mat de Parteien.

Des Weidere plangt de MEGA d'Relance vun der Campagne „Egalitéit liewen“, déi och als Zil huet den Engagement vu Fraen an der Politick ze stäerken (Mesure 9 vum PAN Égalité).

De MEGA finanzéiert weiderhi mam Wirtschaftsministerium de Female Board Pool, en Netzwierk vu potentielle Kandidatinnen, fir eng Positioun a Verwaltungsgréit anzehuelen. Ausserdeem mécht de MEGA de quantitative Suivi vun der Representatioun vun de Fraen an de Verwaltungsgréit vum Staat, fir och hei weiderhin ze sensibiliséieren.

Des Weideren ass de MEGA am Gaang eng Reform vum Programm vun den Actions positives ze analyséieren, an deem et ënner anerem och ëm en egalitären Accès vu Fraen op Entscheidungsposte geet.

ad 4. D'Ëmsetzung vun der Direktiv ass en éischte Schrëtt a Richtung Paritéit vun de Verwaltungsgréit. Natierlech betrëfft d'Direktiv net all Entreprises, just déi cotéiert, déi hiren Haaptsätz zu Lëtzebuerg hunn.

D'Sociétéite publizéieren d'Informatioun op hirem Internetsite an informéieren d'Commission de surveillance du secteur financier. Dës transparent Kommunikatioun erlaabt de ganze Secteur ze sensibiliséieren.

Et wäert awer och en Ëmdeken an den anere Sociétéite brauchen, fir d'Paritéit an de Verwaltungsgréit ze viséieren. Dem MEGA seng virdrun zitéiert Initiative sinn deemno complementaire zu der Direktiv.

ad 5. D'Haaptgrënn firwat vill Fraen an niddreg bezuelte Beruffer sinn, si villschichteg an ënner anerem: spezifesch Secteuren, Deelzäitarbecht a familiär Pflichten, manner Presenz an de Féierungspositionen, gesellschaftlech Prägung duerch historesch Rollebiller, Struktur vun de Salären. Dem MEGA seng Sensibiliséierungsarbecht, dass jiddereen alles kann erreechen, onofhängeg vu sengem Geschlecht, ass ganz wichteg an de Schoulen. Ëm déi 5.000 Jonker huet de MEGA 2025 duerch Ateliers (Schoulen, Maison relais, Jugendhaiser) a Foiren (MegaLab) erreecht, an deene Jongen a Meedercher encouragéiert ginn a fir si vläit friem, atypesch Beruffer ze goen.

Ouni dass de MEGA sech wéilt op dës Statistick ausrouen, sou gesäit ee bei der Proportioun vun den diploméierte Fraen a Männer méi eng héich Proportioun u Fraen. Zil wäert et weider sinn, dës Fraen ze encouragéieren an der Berufswelt aktiv ze bleiwen.

Allgemeng ass d'Preventioun a Bekämpfung vun der Aarmut en zentraalt Uleies vun dëser Regierung. Esou ass ënner dem Lead vum Familljeministère den alleréischten nationalen Aktiounsplang géint d'Aarmut ausgeschafft ginn, fir de Phänomeen vun der Aarmut ganzheetlech an all senge Facetten an op enger koordinéiert, transversal Manéier unzagoen.

D'Zil ass et zum engen, Persounen, déi an der Prekaritéit liewen oder riskéieren an d'Prekaritéit ze rutschen, duerch effikass a cibléiert sozial Hëllef ze ënnerstëtzen. Sou sollen Aiden net just wat de Montant an de Cercle des bénéficiaires betrëfft weider ausgebaut an un d'Besoinen vun de Leit ugepasst ginn. Et soll och séchergestallt ginn, dass dës Hëllef an do ukommen, wou se gebraucht ginn. Stéchwierder an deem Kader sinn d'Automatiséierung vum Ausbezuelen, d'Harmoniséierung vun de Krittären an d'Sensibiliséierung an Informatioun.

Well donieft d'Aarbecht de beschte Schutz géint den Aarmutsrisiko ass, stellen zum aneren d'Aktivatioun, d'Formatioun an d'Weiderbildung zentral Elementer vum nationalen Aktiounsplang duer, fir d'Leit net just an d'Aarbecht ze kréien, mee och an der Aarbecht ze halen. Esou wäert, ënner anerem, de Programm „Skillsplang“ ëmgesat ginn; méi „Travaux d'utilité collective“ (TUC) Plaze geschaf ginn, besonnesch an deene Secteuren an deenen et e Mangel u Main d'œuvre gëtt; Praxis-orientéiert Formatiounen agefouert a Sproochecoursé fir TUC ausgebaut ginn; d'Formation professionnelle valoriséiert a méi attraktiv gemaach ginn. Fir méi Detailler sief op den nationalen Aktiounsplang verwisen.

.....

Prime pour la création de logements intégrés | Question 3373 (19/12/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

La loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement a créé la prime pour la création de logements intégrés s'élevant à 10.000 €.

Le logement intégré vise à créer un deuxième logement dans une maison unifamiliale. Le propriétaire qui fait la demande pour cette prime doit habiter l'un des deux logements après la fin des travaux.

Nous voudrions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

– Combien de logements intégrés ont bénéficié de cette prime depuis sa création ?

– Où ces logements intégrés ont-ils été réalisés ?

– Quelles sont, le cas échéant, les raisons du refus de l'attribution de cette prime ?

Réponse (20/01/2026) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

En complément de la réponse à la question parlementaire numéro 3085 du 21 octobre 2025 veuillez trouver ci-après les données actualisées relatives aux primes de création d'un logement intégré.

Entre septembre 2023 (date d'introduction de l'aide) et le 12/01/2026, 80 demandes en obtention d'une prime de création d'un logement intégré ont été introduites.

Sur ces 80 demandes :

- 4 demandes ont été retirées par les demandeurs,
- 21 primes ont été liquidées aux demandeurs concernés,
- 22 demandes ont dû être refusées,
- 33 demandes sont actuellement en cours d'instruction du dossier.

Détails sur les demandes d'une prime de création d'un logement intégré

Situation au 12/01/2026 ↑

.....

Pistes cyclables | Question 3375 (22/12/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Lëtzebuerg baut weiderhin um Streckennetz fir Véloen. 2018 hat déi vireg Regierung matgedeelt, et wéilt een d'Streckennetz vu 630 Kilometer Vélostrecken op 1.103 Kilometer ausbauen (ee Plus vu 473 Kilometer, +75 %). Um Portail des travaux publics ass aktuell ze liesen:

„Le réseau national des pistes cyclables englobe actuellement quelque 950 km de pistes dont actuellement 600 km sont réalisés.“

Den Ausbau vum Streckennetz schéngt also net wierklech weiderzokommen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wäerten déi 473 Kilometer Vélospiste gebaut ginn?

2. Wéi eng Projete goufe fir de Bau zréckbehalen a wou sinn se drun?

3. Wéi eng Strecke wäerten net realiséiert ginn?

4. Dierfe Vélospiste laanscht fléissend Gewässer installéiert ginn a wéi eng Aspekter mussen hei respektéiert ginn am Zesammenhang mam Waasserschutz?

Réponse (21/01/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro, ob déi ugekënnegt 473 Kilometer Vélospiste gebaut ginn, wéi eng Projete zeréckbehalen goufe respektiv wou se dru sinn, wéi eng Strecken net realiséiert ginn, ënner wéi enge Konditiounen Vélospiste laanscht fléissend Gewässer dierfen ugeluucht ginn, a wéi vill Leit ee spezifesch Problem um nationale Vélospisteseau gemellt hunn.

ad 1. Laut aktuellem Stand sinn um Geoportail.lu ronn 643 Kilometer national Vélospisten ausgewisen. Donieft gëtt et awer nach ronn 282 Kilometer Vélospisten, déi aktuell zwar befuerbar sinn, awer aus verschidde Grënn – zum Beispill feelenden Ubanungen oder Chantieren – nach net an den nationale Vélospisteseau integréiert konnte ginn. Zousätzlech si ronn 24 Kilometer aktuell am Bau.

Deemno beleeft sech den nationale Vélospisteseau Stand haut op insgesamt knapp 949 Kilometer, wat ronn 86 % vun den 1.103 Kilometer entsprécht, déi 2018 annoncéiert goufen.

Dozou kommen iwwer 200 Projete mat enger Gesamtlängt vun iwwer 200 Kilometer, wou Vélospiste geplangt oder an d'Planung – zum Beispill vu Stroossebauprojeten – agebonne sinn. Ier dës Projete awer ausgeschriwwen an ëmgesat kënnen ginn, mussen nach verschidde Punkten, dorënner Emprisen, Autorisatiounen, souwéi technesch a finanziell Aspekter, gekläert ginn.

Zil vum Vélospistegesetz ass et awer net, eng präzis Zuel vu Kilometer ze bauen, mee eng definéiert Lëscht vu wictege Verbindungen ze schafen. Bei enger Verbindung, déi virun allem vun touristeschem Interêt ass, kann ënner Ëmstänn méi ee laangen Tracé virdeelhaft sinn. Bei Verbindungen, déi an éischer Linn den Alldagscyclisten a -cyclisten déngen, ass ënner Berécksiichtigung vun aneren Aspekter, ewéi der Verkéierssécherheet, an der Reegel dee kierzten Trajet virdeelhaft. Och gëtt et Projete, déi scho bestoend Verbindungen neigestalten, notament am Interêt vun der Verkéierssécherheet. Esou kann et virkommen, dass no der Neigestaltung vun enger Vélospiste Verbindung, d'Gesamtlängt vum nationale Vélospisteseau reduzéiert gëtt.

Et sief deemno ze betounen, dass nieft de Kilometeren nach eng Rei aner Critère relevant fir d'Realisatioun vum nationale Vélospisteseau sinn.

ad 2. an 3. Déi meescht Verbindungen, déi am modifizéierte Gesetz vum 28. Abrëll 2015 iwwert den nationale Vélospisteseau (Loi modifiée du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national) opgeléicht sinn, si realiséiert oder am Bau.

Déi nach net ëmgesate Verbindungen si méi komplex, woubäi méiglech Varianten nach op hir technesch Machbarkeet am Aklang mat Contrainten, wéi dem Naturschutz, iwwerpréift ginn.

ad 4. Fir de Bau vun enger Vëlospist laanscht e Fléissgewässer ass eng Waassergeneemegung nom Waasser-Gesetz vum 19. Dezember 2008 noutwenneg. Bei all Projet muss evaluéiert ginn, ob d'Infrastruktur en Afloss op d'Gewässer an op d'Uferberäicher huet.

Et ass besonnesch wichteg, dass déi virgeschriwwen Distanze vis-à-vis vun de Baachen agehale ginn. Dës Ofstänn déngen dozou, d'Gewässer an hir Uferzonen esou ze schützen, dass eng natierlech Entwécklung méiglech bleift an den ökologeschen Zoustand net beaflosst gëtt, sou wéi en duerch d'EU-Waasser-Direktiv an d'Waasser-Gesetz virgi gëtt. Och d'Ëmsetzung vun noutwenneg strukturelle Moosnamen um Fléissgewässer dierf net behënnert ginn.

Zousätzlech ass drop hinzeweisen, dass wann eng geplangte Vëlospist an enger Héichwaasserzon oder an enger Drénkwaasserschutzzon läit, och déi entsprechend Konditiounen an Oplage mussen agehale ginn.

Well d'Situatiounen op de Baachen hei am Land vu Fall zu Fall staark variéieren, gëtt all Dossier individuell evaluéiert.

ad 5. Follgend Tabell* weist d'Unzuel pro Joer (vun 2017 bis 2025) vun den akommenden Emailen op pistescyclables@pch.etat.lu, déi deemno den nationale Vëlospistereseau betreffen.

Revalorisation du patrimoine architectural dans le contexte du château de Weimerich | Question 3376 (22/12/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Plattform „Luxembourg under Destruction“ huet an engem Post vum 13. Dezember drop opmierksam gemaach, dass d'Schlass zu Weimerich zu Jonglënster wäert ofgerappert ginn.

D'Gebai gouf viru Jore vun der Gemeng kaf an tëschenzäitlech vun der Natur- a Forstverwaltung (ANF) fir ee symboleschen Euro geloung, mat der Iddi vun enger Ëmnotzung am Kontext vum Naturschutz, déi awer aus Käschtegrënn net ëmgesat gouf.

Et stellt ee sech d'Fro, firwat sech hei net Alternativen zum Ofress gesicht goufen. An Italie ginn z. B. Haiser fir e symboleschen Euro verkaaft, ënnert der Bedéngung, dass d'Keefer sech verpflichten, e festgeluechte Montant an d'Restauration ze investéieren. Am Ausland ginn historesch Gebaier am ëffentleche Besëtz och iwwer Concoursen un engagéiert Projetdréier weiderginn.

D'Commission des sites et monuments nationaux (COSIMO) huet an hirem Avis gemengt:

„Dans son état d'origine, l'immeuble a sûrement été un objet rare et intéressant mais dans son état actuel il ne remplit pas de critères et ne présente aucune valeur patrimoniale qui pourraient justifier une protection nationale.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Fro stellen:

1. Firwat goufe vusäite vun der Gemeng oder Staat am Fall vum Schlass Weimerich keng weider Ustrengeungen iwwerholl, fir Dealer vum Gebai ze erhalen?

2. Gëtt et Iwwerleeungen oder Ustrengeunge beim Kulturministère, fir Modeller, esou wéi se a Frankräich oder Italie fir historesch Gebaier am ëffentleche Besëtz gemaach ginn, zu Lëtzebuerg unzewinnen? Falls jo, kann de Minister 3 Beispiller aus der Vergaangenheet nennen?

Réponse (21/01/2026) de M. Eric Thill, Ministere de la Culture

ad 1. Esou wéi den honorabelen Deputéierten et a senger parlamentarescher Fro erëmgeëtt, erfëllt dat

sougenannte Schlass Weimerich net d'Krittären, fir als nationaalt Denkmal klasséiert kënnen ze ginn. Dës Aschätzung gouf och vun der Commission des sites et monuments nationaux (COSIMO) an hirem Avis vum 13. Januar 2021 bestätegt. Op Basis vun deem Avis huet déi viregt Regierung decidéiert, d'Gebai net als nationaalt Denkmal ze klasséieren.

Ouni dese Klassement an d'Schutzmesuren, déi esou e Klassement géif mat sech bréngen, kann de Staat keng weider Conservatiionsmesuren ordonéieren oder Restauratiionsaarbechte finanzéieren.

ad 2. Zu deemem Zäitpunkt gëtt et keng konkret Iwwerleeungen, fir esou Modeller zu Lëtzebuerg ëmzesetzen.

Situation du Lumpy Skin Disease et mesures de prévention au Luxembourg | Question 3377 (22/12/2025) de Mme Stéphanie Weydert | M. Jeff Boonen (CSV)

Déi ustiechend Rannerkränkt „Lumpy Skin Disease“ (LSD) ass zanter 2015–2016 an der EU nogewisen an huet sech iwwert déi südlech Länner eraus a leschte Wochen a Méint virun allem a Frankräich verbreet. An de leschten Deeg koum et an eisem Nopeschland zu Protester. D'Bauere wieren sech dergéint, dass laut EU-Reegelen de ganze Vëibestand muss gekeult ginn, soubal e positive Fall festgestallt gëtt, wat zu héije wirtschaftlechen a soziale Konsequenze fir d'Landwirtschaft féiert. Eng Alternativ wier eng Impfung, mee och déi kann negativ ekonomesch Suitten hunn.

An deem Zesammenhang wëlle mir follgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch stellen:

1. Wéi ass Situatioun vum Lumpy Skin Disease am Moment zu Lëtzebuerg?

2. Huet sech zanter dem Juli eppes un de Recommendationen vun der Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) geännert? – Wa jo, wat?

3. Ass d'ALVA virbereet, wa sollt e Fall vun LSD hei zu Lëtzebuerg detektéiert ginn?

4. Wat fir Moosname ginn am Fall vun engem positive Befund ergraff?

5. Huet d'ALVA genuch Impfdosen op Stock, falls no engem positive Fall d'Béischte musse geimpft ginn?

6. Gëtt et no de Protester Bestriewungen, déi aktuell eenheetlech europäesch Reegelen am Fall vun LSD ze adaptéieren?

Réponse (15/01/2026) de Mme Martine Hansen, Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Zu Lëtzebuerg ass bis ewell nach kee Fall vun „Lumpy Skin Disease“ nogewise ginn. D'Situatioun zu Lëtzebuerg gëtt aktiv iwwerwaacht woubäi 2025 11 Analysen op LSD duerchgefouert goufen.

ad 2. D'ALVA huet d'Betriber sensibiliséiert zu den neie Fäll vun LSD, dass am Fall vun engem Verdacht schnellstméiglech Kontakt mam Veterinaire oder mat der ALVA opzehuelen ass.

Déierenhalter goufen doriwier informéiert, hir Biosécherheetsmoosnamen um Betrib ze verstärken, wéi beispillsweis am Fall vun engem Zoukaf sécherzeustellen, dass nëmme Béischten aus fräie Gebidder mat engem Gesondheitszertifikat an déi uschléissend obligatoresch Quarantaine respektéiert ginn. Generell gouf recommandéiert, d'Déieren, no Méiglechkeet, géint Vektoren ze schützen.

De Groussdéiereveterinairë goufe konkret Virgoensweisen am Fall vun engem Verdacht matgedeelet.

ad 3. Jo, am Fall vun LSD zu Lëtzebuerg setzt d'ALVA d'Moosnamen no der europäescher Déieregesondheetsgesetzgebung, déi an engem nationale „Plan d'urgence“ festgeluecht sinn, ëm.

ad 4. LSD ass, laut europäescher Déieregesondheetsgesetzgebung, kategoriséiert als eng A-Krankheet, d. h. bei engem positive Foyer vun LSD ass eng direkt Eradikatioun virgeschriwwen.

D'Moosname bestinn aus Bekämpfungsmesuren, wou engersäits d'Euthanasie vun dem betraffene Rannerbestand an déi fachgerecht Eliminatioun vun de Kadavere virgesinn ass. De positive Betrib gëtt adequat gebotzt, desinfizéiert an desinsektizéiert.

Anersäits ginn ëm de positive Betrib eng „Zone de protection“ an eng „Zone de surveillance“ mat streng Restrictiionsmesuren an enger verstärkter Iwwerwaachung vun de Béischten en place gesat.

D'Duerchféiere vun der Noutfallimpfung ass een Deel vun dese Moosnamen.

ad 5. Et gëtt e Kontrakt mat engem Impfstoffhändler, dee kuerzfristeg 200.000 Dosen Impfstoff garantéiert zur Verfügung stellt, fir eng Noutfallimpfung duerchzuführen.

ad 6. Et gëtt aktuell keng konkret Bestriewungen, fir déi europäesch Reegelen a punkto LSD-Reegelen ze adaptéieren. Eng Zréckstufung vun enger Krankheet bedéngt ee laangwierige Prozess, dee mat enger wëssenschaftlecher Risikoanalys verbonnen ass.

Gestion et recyclage des déchets de construction | Question 3378 (22/12/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

A senger Erklärung zur Lag vun der Natioun 2024, huet de Premierminister Luc Frieden ugekënnegt, dass d'Regierung „méi Flexibilitéit bei der Gestiou vum Bauschutt“ géif schafen. Fir d'Regierung géif dëst „d'Effizienz steigere an evitéieren, dass d'Camione queesch duerch d'Land fuere mussen“.

Dofir eis Froen un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit:

1. Wéi gesäit déi Flexibilitéit aus?

2. Wat fir konkret Moosname goufe bis elo realiséiert?

3. Wat fir Zorte vu Bauschutt sinn dovun betrafft?

4. Wat fir Suitten zitt d'Regierung aus der Etude iwwert d'Potential vun der Industrie vu recycléiertem Bëton, déi iwwert de Klima- an Energiefong finanzéiert gouf?

5. An der Schlussfolgerung vun der genannter Etude gëtt der Regierung geroode eng national Strategie fir d'Filière vun recycléierte Bëton auszeschaffen. Wéi steet d'Regierung zu deser Recommendation? Wat fir Efforten huet si zu deem Punkt schonn ënnerhollt?

Réponse (21/01/2026) de M. Serge Wilmes, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. bis 3. Déi Flexibilitéit an der Gestiou vum Bauschutt besteet doran, dass am Kader vun der aktueller legislativer Prozedur d'Abrogatioun vum Règlement grand-ducal modifié du 25 août 2021 déterminant la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour décharges régionales pour déchets inertes virgesinn ass, déi zesumme mat der Modifikatioun vum Offallgesetz, déi am Moment um Instanzewege ass, a Kraaft triede wäert.

Mat dëser Upassung gëtt eng konkreet Moosnam ëmgesat, duerch déi d'Prozedur fir d'Sich no neie Standuerter fir Decharge fir inert Offäll vereinfacht an op eng méi flexibel a pragmatesch Approche ausgerichtet gëtt. D'Zil ass et, eng méi séier a geziilt Reaktioun op konkreet Situatiounen an op lokal Bedierfnesser ze erméiglechen, während d'Ëmweltschutzstandarde weiderhi respektéiert ginn. Dës Upassung betrëfft den nationale Reseau vun Dechargé fir inert Offäll an domat déi Zorte vu Bauoffäll, déi als inert am Sënn vum Offallgesetz gëllen.

ad 4. a 5. Dës Etude gouf vum Wirtschaftsministère an dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit beoptraagt a vum Klima- an Energiefong finanziert. Luxinnovation GIE huet zesumme mat Neobuild GIE d'Koordinatioun vun der Etude an d'Consultatioune vun de verschiddenen interesséierten Acteuren organiséiert, während d'Etude vu Schroeder & Associés a Kooperatioun mat der Universitéit Lëtzebuerg ausgefouert gouf.

D'Etude huet d'Potenzial vun enger nationaler Industrie vum recycéléierte Bëton zu Lëtzebuerg analyséiert, seng Méiglechkeeten an d'Erausforderungen identifizéiert a sou eng éischt Basis geschaf, fir Fortschrétt an der Praxis an eng méiglech Entwécklung vun enger nationaler Filière fir recycéléierte Bëton ze ënnerstëtzen.

An enger Rei vu Projeten, déi zum Deel vum Klima- an Energiefong¹, vum nationale Fuerschungsfong FNR (industrial fellowship) oder och iwwer Interreg GR Mëtzel² finanziert ginn, analyséiert d'Universitéit Lëtzebuerg mat hire Partner am Moment verschidden interessant Piste weider, wéi z. B. CO₂-Späicherung am Bëton. Och sollen Äntwerten op oppe Froe bei der Qualitéitssécherung vu recycéléiertem Granulat a Bëton an dem néidegen normative Kader fonnt ginn.

Et ass virgesinn, dass d'Ministèren déi Resultater am Hierscht 2026 zesumme mat der Universitéit op enger nationaler Konferenz virstellen a mat alle relevanten Acteuren aus dem Bausecteur diskutéieren, fir sou weider konkreet Schrëtt fir eng Stärkung vun der Filière vum recycéléierte Bëton aleeden ze kënnen.

.....
Responsabilité des entreprises dans les projets de compensation climatique à l'étranger | Question 3379 (22/12/2025) de **M. Franz Fayot** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Eng rezent journalistesch Enquête huet op sozial an ekologiesch Problemer am Zesammenhang mat sougenannten „CO₂-neutralen“ Opfierschtings- a Kompensatiounsprojete ronderëm Pindaibas a Brasilien opmierksam gemaach. Bei dëse Projete sollen ënner anerem d'Stokkonzerner ArcelorMittal an Aperam involvéiert sinn. D'Dokumentatioun weist drop hin, wéi am Numm vum Klimaschutz natierlech Ökosystemer am Cerrado – der brasilianescher Savann – duerch Eukalyptus-Monokulturen ersat ginn. Lokal Communautéiten an indigène Bevëlkerunge gi vun hirem Land verdriwwen, gesinn sech intimidéiert, a ginn enger zouhuelender Waasserknappheet ausagesat. Déi geplanzte Bëscher déngen spéider als Holzkuel fir d'Stolindustrie an der Produktioun vu sougenanntem „gréngem Stol“, dee weltwäit – och um europäesche Marché – vermaart gëtt.

An deem Kontext géinge mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit souwéi dem Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus folgend Froe stellen:

¹ Luxembourg launches Climate Nexus Framework Convention to boost climate readiness and global cooperation – University of Luxembourg*
² UniGR-CIRKLA | uni-gr.eu*

1. Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung vis-à-vis vun der forcéierter Entteegung vu lokale Communautéiten an indigène Bevëlkerungen, souwéi vis-à-vis vum Ofholze vun natierleche Cerrado-Ökosystemer, fir am Numm vum Klimaschutz industriell Eukalyptus-Monokulturen unzeleeën, déi der Produktioun vu „gréngem Stol“ déngen?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt de Gebrauch vun esou Klimakompensatiounen am Ausland mat der Lëtzebuergescher Klimaschutz- a Biodiversitéitspolitick kompatibel ass? Wann nee, wéi eng Konsequenze wëll si vis-à-vis vun de betraffene Konzern zéien?

3. Gedenkt d'Regierung, an hirem nächsten Austausch mat ArcelorMittal an/oder Aperam dëse Fall explizitt unzeschwätzen?

Réponse (22/01/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Forcéiert Entteegung ass weeder legitim nach klimawëssenschaftlech ze rechtfäerdeg an verstéisst géint Mënscherechter an international Ëmweltprinzipien. Natierlech Cerrado Ökosystemer sollen am Prinzip net zerstéiert ginn, dëst schuet dem Klima, der Biodiversitéit an de lokale Communautéiten. Op internationalem an europäeschem Niveau setzt d'Regierung sech fir eng kohärent an transparent Klimapolitick an, déi ëmweltinteegeger a sozial verantwortlech ass.

ad 2. D'Regierung setzt op international Responsabilitéit an Zesummenaarbecht beim Schutz vun der Biodiversitéit, de Klimaengagementer an dem Anhaler vun de Mënscherechter. An dësem Kontext setzt d'Regierung sech bei der Revisioun vum EU Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) an, datt, fir den Import an d'EU, Industriegidder hir reell Emissiounen transparent nowiesen a beleeden, datt si ouni Ëmwelt- oder Sozialschied entstanen sinn.

ad 3. Op Nofro huet Aperam BioEnergia confirméiert, datt si am Aklang mat gesetzlechen, ëmweltbewossten a sozialen Normen operéieren, mat mechaniséierten, FSC-zertifizéierten Operatiounen an enger kontinuierlecher onofhängeger Iwwerwaachung.

.....
Contrôles douaniers et frais de gestion applicables au commerce électronique | Question 3380 (22/12/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Les ministres européens de l'Économie se sont récemment accordés sur l'introduction, à compter du 1^{er} juillet 2026, d'un droit de douane fixe de 3 euros applicable aux envois de marchandises d'une valeur inférieure à 150 euros en provenance de pays tiers et notamment de la Chine, principalement dans le cadre du commerce électronique. Par ailleurs, le Gouvernement luxembourgeois a déposé un projet de loi instaurant des frais de gestion nationaux applicables aux mêmes catégories d'envois, destinés à financer les contrôles douaniers.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Comment l'Administration des douanes et accises entend-elle mettre en œuvre concrètement la perception du droit de douane fixe de 3 euros par envoi, notamment pour les flux liés au commerce électronique ?

2) Quels seront les acteurs chargés du prélèvement effectif de ce montant (vendeurs, plateformes, opérateurs postaux ou de messagerie, représentants fiscaux IOSS), et selon quelles modalités pratiques ?

3) Quels contrôles spécifiques l'Administration des douanes et accises entend-elle mettre en place afin de garantir la correcte application de cette mesure, en particulier pour les envois déclarés via le guichet unique d'importation (IOSS) ?

4) L'Administration des douanes et accises dispose-t-elle des moyens humains, techniques et informatiques nécessaires pour assurer la mise en œuvre de cette nouvelle mesure, et des adaptations spécifiques sont-elles prévues à cet effet ?

5) Quelles dispositions transitoires sont prévues afin d'assurer une coordination fluide entre le régime national de frais de gestion et l'entrée en vigueur du droit de douane européen, notamment en ce qui concerne l'information des opérateurs économiques et des consommateurs ?

Réponse (20/01/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministere des Finances

ad 1) La perception des droits de douane en général, et de celui visé par l'honorable Député, se fait toujours par l'Administration des douanes et accises (ci-après ADA) dans le cadre des déclarations d'importation portant sur les articles contenus dans un envoi issu du commerce électronique.

Il convient de préciser qu'actuellement dans le cadre du système de dédouanement intégré « Luxembourg Customs Clearance System » (ci-après LUCCS), les droits de douane pour les envois d'une valeur totale ne dépassant pas les 150 euros se trouvent fixés à 0 euro par catégorie de marchandise contenue dans l'envoi.

À partir du 1^{er} juillet 2026, au moyen d'une adaptation de LUCCS, les droits de douane pour ces envois d'une valeur totale ne dépassant pas les 150 euros se trouvent fixés forfaitairement à 3 euros par article contenu dans l'envoi.

ad 2) Le déclarant, ou bien son représentant en douane, est redevable vis-à-vis de l'ADA du paiement des droits de douane dans le cadre de toute importation de marchandises en provenance d'un territoire ou pays tiers à l'Union européenne.

Ce principe trouve application pour tous les droits à l'importation perçus, peu importe s'il s'agit d'une tarification basée sur la nature des marchandises, ou d'une tarification forfaitaire, en l'occurrence les 3 euros par article contenu dans les envois visés.

ad 3) Ladite tarification forfaitaire s'appliquera uniquement pour les envois d'une valeur totale ne dépassant pas 150 euros relevant du commerce électronique.

Pour que le droit de douane forfaitaire de 3 euros par article contenu dans l'envoi s'applique, les déclarations d'importation doivent répondre aux conditions prévues par le régime de TVA particulier applicable aux ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers, c'est-à-dire le guichet unique d'importation (Import One Stop Shop = IOSS).

La vérification automatisée y relative dans LUCCS assure que les requis légaux sont respectés. Dans le cas contraire, la déclaration d'importation spécifiquement prévue pour les envois de valeur ne dépassant pas les 150 euros sera rejetée et une déclaration d'importation détaillée doit être effectuée par le déclarant ou son représentant en douane.

ad 4) La mise en place des dispositions prévues dans le projet de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1186/2009 en ce qui concerne la suppression du seuil de franchise douanière, adopté par le Conseil ECOFIN du 12 décembre 2025, à savoir l'application d'un droit de douane fixe de 3 euros par article pour les envois d'une valeur ne dépassant pas 150 euros issu du commerce électroniques à partir du



1^{er} juillet 2026 jusqu'au 30 juin 2028, nécessite exclusivement une adaptation du système de dédouanement LUCCS.

LUCCS sera prêt au 1^{er} juillet 2026 pour l'application de ce nouveau droit de douane fixe.

ad 5) Concernant la mise en œuvre du projet de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1186/2009 en ce qui concerne la suppression du seuil de franchise douanière, adopté par le Conseil ECOFIN du 12 décembre 2025, certaines spécifications techniques sont encore en cours d'élaboration au sein de groupes d'experts au niveau européen.

Dès que tous les détails sont connus, l'ADA contactera les opérateurs économiques et communiquera sur son site Internet les informations utiles pour les consommateurs.

Mise en œuvre de la loi sur la protection des lanceurs d'alerte | Question 3381 (22/12/2025) de Mme Françoise Kemp (CSV)

L'adoption de la loi du 16 mai 2023 relative à la protection des personnes qui signalent des violations du droit a constitué une étape importante pour renforcer l'intégrité publique, la prévention de la corruption, la lutte contre la fraude et, plus largement, la confiance des citoyens et des travailleurs dans la capacité des institutions et des organisations à corriger des dysfonctionnements. Toutefois, l'existence d'un cadre légal ne suffit pas, à elle seule, à garantir l'effectivité de la protection. Celle-ci dépend de la disponibilité et de la qualité des canaux de signalement, de l'impartialité du traitement, de la rapidité du suivi, et de l'existence de sanctions réellement dissuasives en cas d'entrave ou de représailles.

Deux ans après l'adoption de ce dispositif, des retours de terrain font état d'interrogations persistantes quant à l'accès à une information claire et uniformisée, à la capacité des organisations à traiter des signalements sensibles sans conflits d'intérêts, ainsi qu'aux difficultés particulières rencontrées dans les structures de petite taille où l'identification indirecte d'un lanceur d'alerte peut être rapide. Des questions se posent également sur l'articulation entre canaux internes et externes, sur la lisibilité de la liste des autorités compétentes, et sur la capacité des autorités à traiter les signalements dans les délais prévus, tout en garantissant la confidentialité et une protection effective contre les représailles.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Madame la Ministre peut-elle dresser un état des lieux de la mise en œuvre de la loi du 16 mai 2023 ?
- 2) Quelles lignes directrices, recommandations ou modèles de procédures ont été élaborés afin d'aider les entités concernées à mettre en place des canaux internes conformes, en particulier les entités de taille moyenne ?
- 3) S'agissant de l'Office des signalements, Madame la Ministre peut-elle préciser la capacité opérationnelle actuelle ainsi que le volume de demandes reçues depuis sa création ?

Réponse (20/01/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Une évaluation qualitative de la loi du 16 mai 2023 portant transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union est en cours.

En ce qui concerne les données statistiques, le rapport annuel de l'Office des signalements (OSIG) pour l'année 2023, couvrant le premier exercice de fonctionnement, est disponible sur le site du Ministère de la Justice sous la rubrique « publications » en tant que section distincte du rapport annuel du Ministère de la Justice 2023.

Le rapport annuel 2024 de l'OSIG y sera publié début de l'année 2026.

ad 2) Le Ministère de la Justice a publié, dès septembre 2023, un dossier thématique³ relatif à la loi du 16 mai 2023 à l'attention de toute entité concernée et de toute personne intéressée par les nouvelles dispositions en matière de protection des lanceurs d'alerte. Ce dossier thématique, disponible en luxembourgeois, allemand, anglais et français, explique le cadre légal introduit par ladite loi et notamment les obligations relatives aux canaux et procédures de signalement interne. Il comprend également une vidéo explicative et des flyers en plusieurs langues. Ce dossier thématique a vocation à être complété courant 2026 par un site Internet distinct de l'OSIG, ayant pour but d'informer, d'une part, les entités juridiques des secteurs public et privé sur leurs obligations et, d'autre part, les personnes souhaitant effectuer un signalement sur leurs droits et obligations découlant de la loi du 16 mai 2023.

Le Conseil de Gouvernement a adopté le 15 avril 2024 des « Lignes directrices quant à la mise en œuvre des canaux de signalement interne dans la fonction publique étatique » qui ont fait l'objet d'une « Lettre circulaire aux départements ministériels, administrations et services de l'État » du 23 mai 2024 diffusée par le Ministère de la Fonction publique.

Par ailleurs, le Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données (CGSD) a publié en février 2025, à l'attention des entités étatiques et des entités communales, un Guide pratique « Le suivi des signalements internes de violations du droit national et européen » et un modèle de « Procédure de suivi des signalements internes de violations du droit de national et européen ».

D'autres acteurs nationaux et européens, tels que par exemple certaines chambres professionnelles, ont également publié, à l'attention de leurs membres respectifs, des documents et outils de sensibilisation, dont des modèles de procédures de signalement interne pour le secteur privé et des guides relatives aux enquêtes internes.

En ce qui concerne l'OSIG, ce dernier a publié, en janvier 2025, une brochure, disponible en luxembourgeois, allemand, anglais et français, relative à la législation en matière de protection des lanceurs d'alerte, disponible sur simple demande et distribuée lors des événements auxquels ses agents participent.

Dans le cadre de sa mission de sensibilisation (article 9, point 2° de la loi du 16 mai 2023), l'OSIG a été invité à intervenir à une vingtaine de conférences et formations depuis sa création. Ces interventions ont permis de présenter les principales dispositions de la loi du 16 mai 2023, d'échanger sur leur mise en œuvre pratique et de répondre aux questions des professionnels concernés.

L'OSIG a également été représenté lors de différents événements en lien avec ses missions, permettant ainsi également de nouer ou de renforcer ses contacts avec les parties prenantes. Les événements s'adressent aux représentants d'entités issues d'un large éventail de secteurs, tant publics que privés,

tels que le secteur de l'industrie, le secteur de l'immobilier et des services, le secteur des médias audiovisuels, les secteurs financier et bancaire, le secteur des assurances et les secteurs de l'audit, de la fiscalité et de la conformité.

Les publics ciblés comprenaient notamment des auditeurs, des experts-comptables et réviseurs d'entreprises, des juristes, des responsables conformité, des responsables des ressources humaines, des dirigeants d'entreprises, des représentants du personnel, ainsi que des responsables d'associations à but non lucratif. Certains événements s'adressaient plus spécifiquement à des acteurs jouant un rôle clé dans la mise en œuvre des procédures de signalement interne et la conduite d'enquêtes internes, tels que les délégués au signalement et les experts en prévention et détection de la fraude.

L'OSIG a en outre organisé une journée-conférence en mai 2025 sur le thème « Deux ans de droit des lanceurs d'alerte au Luxembourg : un cadre normatif à l'épreuve de la pratique », réunissant des intervenants du monde académique et professionnel, dont l'objectif était d'échanger sur la mise en œuvre de la loi du 16 mai 2023 et d'analyser les défis posés par cette législation. Cette conférence ouverte au public a réuni environ 100 participants de différents secteurs d'activités.

L'OSIG a par ailleurs organisé, en novembre 2025, en coopération avec le European Whistleblowing Institute, une formation destinée au personnel des autorités compétentes en charge du traitement des signalements externes et aux délégués au signalement désignés au sein des différents ministères et administrations communales.

ad 3) Au 1^{er} janvier 2026, l'effectif de l'OSIG s'élève à 4 fonctionnaires⁴ : le chargé de direction et 3 fonctionnaires-stagiaires occupant leur tâche à temps complet. Il s'agit d'un assistant de direction, un attaché chargé du domaine du respect de la loi et une chargée de mission « Conseil et sensibilisation ».

L'OSIG occupe, depuis novembre 2024, des locaux permettant de recevoir en toute discrétion les personnes souhaitant obtenir des informations sur les procédures de signalement et dispose d'une infrastructure informatique propre, assurant la confidentialité des données nécessaires à la réalisation de ses missions. L'Office dispose par ailleurs d'un canal de communication sécurisé sur MyGuichet.

Dans le cadre de ses missions prévues à l'article 9 de la loi du 16 mai 2023, l'OSIG contribue à la mise en œuvre effective de la protection des lanceurs d'alerte en accompagnant, par de l'information et de l'assistance, des personnes envisageant d'effectuer un signalement. Depuis 2023, l'OSIG a ainsi assisté 281 personnes souhaitant effectuer un signalement interne ou externe ou faisant face à des représailles sur leurs droits et obligations découlant de la loi. ↑

L'OSIG est à la disposition de toute entité ou personne concernée par la loi et a, dans ce contexte, pu échanger avec des professionnels des secteurs privé et public, en particulier pour accompagner les entités du secteur privé dans la mise en œuvre de leurs nouvelles obligations. La grande majorité des demandes émanant des secteurs public et privé se rapportent aux nouvelles obligations des entités, en particulier à la mise en place des canaux et procédures de signalement interne et aux solutions techniques pour

³ <https://mj.gouvernement.lu/fr/dossiers/2023/lanceurs-d-alerte.html>

⁴ Depuis le dernier trimestre 2025, l'équipe de l'OSIG a par ailleurs été temporairement complétée par un agent venant du Ministère de la Justice en vue d'un détachement provisoire.

sécuriser les canaux de signalement et le stockage des signalements internes.

Dans une logique de mutualisation et de partage de connaissances, d'actualités et de know-how en matière de protection des lanceurs d'alerte et pour favoriser la coopération et l'échange d'informations entre les autorités compétentes, l'Office anime le « Réseau des autorités compétentes en matière de protection des lanceurs d'alerte » et a mis en place un réseau extranet à destination des autorités compétentes.

Le tableau⁵ ci-dessous résume, par année, le nombre de demandes d'informations reçues par des professionnels du secteur public ou privé.

Facturation électronique Peppol et échanges B2B avec la Belgique | Question 3382 (23/12/2025) de **Mme Françoise Kemp** (CSV)

Déi elektronesch Ausstellung vu Rechnungen (Facturation électronique) ass duerch d'Gesetz vun 2021 säit 2022 respektiv 2023 verpflichtend fir Betriber, déi engem Organ vum öffentleche Secteur eng Rechnung ausstellen oder un enger öffentlecher Ausschreibung wëllen deel huelen. Dee sougenannte „Peppol“ System ass dofir de Standard, fir dës elektronesch Rechnungen ze verschécken. D'Facturation électronique tëscht de Betriber (B2B) ass bis dato zwar encouragéiert, awer net obligatoresch bis 2030. Bei eise belschen Noperen ass déi elektronesch Facturation via Peppol tëscht Betriber obligatoresch ab dem 1. Januar 2026. Doraus erginn sech eng Rei Froe fir Lëtzebuurger Entreprises, wann si mat belsche Betriber Handel maachen. Besonnesch fir Kleng- a Mëttelbetriber ass d'Ëmstellung op Peppol mat Komplikatiounen a Käschte verbonnen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung an un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus stellen:

- Dierfe Lëtzebuurger Betriber nach Standard-Rechnungen u belsch Betriber ausstellen?
- Dierfe Lëtzebuurger Betriber nach Standard-Rechnungen vu belsche Betriber kréien?
- Gedenkt d'Regierung, d'Erstelle vun elektronesch Rechnungen am B2B virun 2030 obligatoresch ze maachen?
- Falls jo, wéi eng Hëllef fir d'Betriber gesäit d'Regierung an deem Fall vir?

Réponse (21/01/2026) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministère de la Digitalisation | **M. Lex Delles**, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Zu Lëtzebuerg gëllt dat geännert Gesetz vum 16. Mee 2019 iwwert d'elektronesch Facturation⁵, dat virgesäit, dass elektronesch Rechnungen am Kader vun öffentlechen Opträg a Konzessionsverträge erstallt, verschéckt an empfaange mussen ginn.

Wéi déi honorabel Deputéiert et richteg ervirhieft, besteet säit dem 1. Januar 2026 bei eise belschen Noperen déi nei Obligation, elektronesch Rechnungen tëscht de Betriber an der Belsch ze verschécken. Dës belsch Gesetzgebung wunnt sech awer net op Betriber, déi zu Lëtzebuerg etabliert sinn, un a schafft keng nei rechtlech Obligationen fir dës Betriber.

Déi betreffen Instanzen aus dem privaten an öffentleche Secteur preparéieren aktuell eng effizient Ëmsetzung vun der europäescher VIDA-Direktiv⁶,

⁵ Loi modifiée du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession.
⁶ Directive (UE) 2025/516 du Conseil du 11 mars 2025 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les règles en matière de TVA adaptées à l'ère numérique.

déi d'elektronesch Facturation an deem dorop baséierten TVA-Reporting ab dem 1. Juli 2030 an der ganzer EU an domat och zu Lëtzebuerg fir all grenzüberschreitend Transaktiounen obligatoresch mécht. An deem Kontext wäert och gekuckt ginn, ob déi scho besteeënd Hëllef fir Betriber, wat d'elektronesch Facturation ugeet, kënnen ugepasst ginn.

Zu dësen Hëllef gehéiert den „SME Packages – Digital“ mam Programm „Facturation électronique“. Hei ginn d'Betriber bei der Implementatioun vun engem digitalen Outil, an deem Fall déi elektronesch Facturation, begleet. 70 % vun de Käschte bei engem Projet vun 3.000 bis 25.000 Euro HTVA ginn an deem Kontext iwwerhol.

Financement des énergies renouvelables et mécanisme de compensation | Question 3383 (23/12/2025) de **M. Jeff Boonen** (CSV)

De sougenannte Mécanisme de compensation spillt eng wichteg Roll bei der Finanzéierung an dem Ausgleich vun de Käschte fir d'Produktioun vu Strom aus erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg. Iwwer dese Mechanismus ginn Einnahmen an Ausgaben organiséiert, déi direkt Auswierkungen op d'Stroumpräisser an op d'Staatsfinanze kënnen hunn. Fir d'Parlament ass et dofir wichteg, eng kloer Iwwersiicht iwwert d'finanziell Situatioun an d'Zukunftsperspektive vun deem Mechanismus ze hunn.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un de Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus:

1. Wéi vill Sue sinn iwwer de Mécanisme de compensation an de leschte Joren ageholl ginn?
2. Wéi vill Sue sinn am selwechten Zäitraum ausbezuel ginn?
3. Wéi gesäit d'finanziell Bilanz vum Mechanismus aus?
4. Wéi eng finanziell Projektione gëtt et fir déi nächst Joren, wat d'Einnahmen an d'Ausgabe vum Mécanisme de compensation ugeet?
5. Geet d'Regierung dovun aus, dass dese Mechanismus an Zukunft manner staark wäert belascht ginn, a falls jo, firwat?

Réponse (22/01/2026) de **M. Lex Delles**, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

De Mécanisme de compensation gouf am Gesetz iwwert de Stroummarché vun 2007⁷ eng éischte Keier verankert, an d'Modalitéite goufen am entsprechende Règlement vun 2010⁸ festgeluecht.

D'Netzbedriewer hunn d'Obligation (Obligation de service publique), de Strom, deen aus erneierbaren Energien an hécheffizienter Cogeneratioun produzéiert an an d'Netz agespeist gëtt, iwwert Kontrakter (Contrat de rachat oder Contrat de prime de marché) vun de Produzenten ofzekafen. Fir eng Konkurrenzsituatioun tëscht den Netzbedriewer ze verhënneren an d'Käschten, déi bei der Erfülleng vun dëser Obligation entstinn, op déi verschidde Stromkonsumenten verdeelen ze kënnen (Kategorie A: haaptsächlech Haushalter, B: haaptsächlech Betriber an C: grouss Stromkonsumenten), huet de Gesetzgeber de Mécanisme de compensation agefouert. De Bäitrag gëtt dozou bei all Konsument aus de jeeeweilege Kategorien iwwert e festgesaten Taux erhuewen, a gëtt benotzt, fir d'Käschten ze decken, déi beim Netzbedriewer entstinn.

⁷ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2007/08/01/n13/jo>
⁸ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2010/03/31/n2/jo>

ad 1. D'Bäitrag, déi d'Netzbedriewer déi leschte Jore bei de Stromkonsumenten aus de jeeeweilege Kategorie konnten anzéien, stinn an der Tabell 1[↑]. Hei gëtt den uewe genannten Taux mat der Consummation vun de jeeeweilege Kategorie verrechent, den Taux vun der Kategorie A a B gëtt am Prinzip um Enn vum Joer fir dat kommend Joer festgeluecht, dat nottamment opgrond vun de Prognose vun den Netzbedriewer.

Et muss ee beuechten, dass de Staat fir d'Joren 2023 an 2024 eng substanzuell Contributioun bäigesteiert huet, sou dass bei de Clientë vun der Kategorie A eng „contribution négative“ erauskënnt. Dëst fir de Stroumpräis vun deene Clienten op dem Niveau vun 2022 ze stabiliséieren, nodeems d'Stroummarchéspräisser wéinst der Invasioun vun der Ukrain duerch Russland massiv an d'Luucht gaange waren. 2021 war d'Situatioun also nach eng klassesch normal Entwécklung vun de Contributiounen.

ad 2. D'Käschte vum Mécanisme de compensation deelen sech op a Bruttokäschten (Coûts bruts), vermidde Käschten (Coûts évités) an Nettokäschten (Coûts nets) sou wéi am Règlement vun 2010 festgeluecht.

D'Bruttokäschten droen d'Netzbedriewer, déi den agespeiste Strom vun de Produzenten iwwert e „contrat de rachat“ oder „contrat de prime de marché“ ofkafen, wéi uewe schonns ernimmt. Dës Kontrakter hunn an der Reegel eng Lafzäit vu 15 Jore. Zousätzlech kommen nach fir verschidde Anlagen de Wärme- a Güllebonus dobäi.

Déi vermidde Käschte gi vum Regulateur (Institut luxembourgeois de régulation – ILR) fir all Netzbedriewer festgeluecht, an entsprechen dem Stroummarchéspräis, verrechent mam Volume, deen d'Netzbedriewer opgrond vun de Kontrakter zeréckkafen. 2022 gesäit een z. B. d'Repercussioun vun den héije Stroummarchéspräisser op déi vermidde Käschten.

No der Ofrechnung vun de Bruttokäschten an de vermidde Käschten, erginn sech d'Nettokäschten, also déi verbleiwend Käschten.[↑]

Vun deenen Nettokäschten zitt de Regulateur d'Contributiounen of, déi den Netzbedriewer bei de jeeeweilege Kategorien am Kader vum Mécanisme de compensation facturéiert huet.

ad 3. Well d'Stroummarchéspräisser am Joer 2022 aussergewöhnlech héich waren, sinn och déi vermidde Käschten entsprechend an d'Luucht gaangen. Dat huet zu engem gréisseren Report vun 2022 op 2023 gefouert. Déi méi héich staatlech Contributiounen ab 2023 hunn et erlaabt, de Mécanisme de compensation ze stabiliséieren (Tabell 3[↑]). An dëser Tabell ass déi negativ Contributioun vun de Clientë vun der Kategorie A net berücksichtegt.

ad 4. De Mécanisme de compensation gëtt vu Joer zu Joer geplangt. De Budget, wéi am Pluriannuel vum Fonds climat et énergie fir d'Joren 2026 bis 2029 virgesinn, variéiert prinzipiell tëscht 120 an 130 Milliounen Euro (Tabell 4[↑]).

Fir d'Joer 2026 läit de Budget net bei den ursprénglech geplangten 120 Milliounen Euro, mee bei 88 Milliounen Euro. Dat läit dorunner, dass d'Wandverhältnissen am Joer 2025 net optimal waren an eenzel Biomassanlagen ënnert hire Produktionskapazitéite gelaf sinn, soudass manner Käschten entsti wéi uganks virgesinn an de Report vun 2025 op 2026 méi héich ausfällt.

Bei de Projektione fir déi nächst Jore spillen eng Rei Facteuren eng Roll, dorënner d'Entwécklung vum Stroummarchéspräis, d'Unzuel vun neien Anlagen,

déi ënnert de Mécanisme de compensation falen, d'Wiederverhältnissen, déi d'Produktiounskapazitéit vu Fotovoltaik- a Wandanlage beaflossen, souwéi disponibel Donnéeën. Well d'Produktioun wäert zouhuelen, klammen och d'Käschten, déi musse kompenséiert ginn.

ad 5. Wéi an der Fro virdu schon ernimmt, spillen d'Evolution vum Stroummarchéspräis, d'Unzuel vun den neien Anlagen an d'Produktionsvolummen, déi an d'Netz agespeist ginn, eng zentral Roll.

Ob de Mécanisme de compensation méi oder manner staark wäert belascht ginn, hänkt vun deene grad genannte Facteuren of, och wann tendenziell d'Aspeisetariffer duerch d'Degressioun erfoginn, kommen all Joer nei Anlagen dobäi, déi een Tarif an Usproch huelen. Des Weideren hänkt et dovunner of, wéi héich de Marchéspräis ass, wann dee méi héich läit wéi den Aspeisetariff zum Beispill, fale keng Käschten un, falls en awer dorënner läit, geet den Ënnerschied tëscht dem Aspeisetariff an dem Stroummarchéspräis als Käschten an de Mécanisme de compensation.

Accès au réseau pour les projets d'énergies renouvelables | Question 3384 (23/12/2025) de Mme Stéphanie Weydert | M. Jeff Boonen (CSV)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2598 iwwert Fotovoltaik- a Wandenergieprojeten, déi wéinst net genuch disponibelen Netzkapazitéiten net direkt ugeschloss kënnen ginn, huet de Minister détailléiert Zuelen zu de betraffene Projeten an zu den aktuelle Grenzen am Stroumnetz presentéiert. Dobäi geet ervir, datt eng substanzuell Zuel vu Projeten op Waardelëschte gesat goufen an datt am Fall vun neie Kapazitéiten eng Uschlossautorisation „an der Reiefolleg vun den Demandé“ vergi gëtt.

Aus dëser Äntwert erginn sech awer nach wichteg Froen zur konkreter Prozedur, zur Prioriséierung tëscht de Projeten an zu de Krittären, no deenen disponibel Kapazitéiten zougewise ginn.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un de Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus:

1. No wéi enger konkreter Prozedur entscheiden Netzbetreiber, e Projet op eng Waardelëscht ze setzen oder en direkt zrëckzehalen?

2. No wéi enge Krittäre gëtt festgeluecht, wéi ee Projet Virrang kritt, wann net genuch Netzkapazitéiten disponibel sinn? Gëllt dobäi ausschliisslech de Prinzip „first come, first served“, oder ginn och aner technesch oder energiepolitesch Krittäre berécksiichtegt?

3. Gëtt et gréisser Acteuren, déi e gewëssene Prozentsaz vun de Kapazitéit reservéiert hunn? Wa jo, wie sinn déi Haaptacteuren?

4. Ginn Differenze gemaach tëscht Fotovoltaik- a Wandenergieprojeten, tëscht groussen a klengen Projeten oder tëscht Héich-, Mëttel- an Nidderspannung?

5. Wéi gëtt Transparenz fir d'Projektträger an d'Effentlechkeet iwwert disponibel Netzkapazitéiten an d'Reiefolleg op de Waardelëschte garantéiert?

Réponse (21/01/2026) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. an 2. Fir eng méiglech Diskriminatioon ze evitéieren, ginn d'Demandes de raccordement effektiv no der Logik „first come, first served“ behandelt. Dat bedeit, dass d'Projeten, déi eng valabel Demande areechen, a chronologescher Reiefolleg behandelt ginn. Soulaang d'Berechnunge vum Netzbetreiber

erginn, dass, ënnert der Berücksichtigung vu schon installéierten a scho geneemegte Projeten, nach Kapazitéiten um Reseau fräi sinn, kritt dëse Projet dann en Accord, fir ugeschloss ze ginn. Weist dës Berechnung, dass net méi genuch Leeschtung op där Plaz fräi ass, kënnen en op eng Waardelëscht. De Projetsbetreiber gëtt entsprechend doriwir informéiert, zesumme mat enger Indication, wéini déi ugefrot Kapazitéit disponibel gëtt.

ad 3. Jo, et gëtt Acteuren, déi e gewëssene Prozentsaz vun de Kapazitéit reservéiert hunn. Déi meescht Kapazitéit sinn am Wandberäich reservéiert an déi dräi Acteure mat deene meeschte Reservatiounen hunn ongeféier 64,5 % vun den ugefrote Kapazitéit reservéiert. Aus Grënn vu Confidentialitéit tëscht de Projetsentwëckler an de Reseausbetreiber kënnen d'Nimm vun deenen Acteuren net kommunizéiert ginn, well dëst sensibel kommerziell Informatiounen sinn, déi Abléck an intern Ugeleeënheete vun deenen Acteure kéinte ginn.

ad 4. Wéi an der éischer Fro erkläert, gëtt hei keng Ënnerscheidung gemaach, fir eng méiglech Diskriminatioon ze evitéieren.

ad 5. Am Kader vum Prozess „Einfach – Séier – Erneierbar“ ass d'Problematik vun de Reseauskapazitéit mam Secteur diskutéiert ginn. Dobäi ass festgehale ginn, dass Projeten, déi accordéiert, mee nach net färdig gebaut sinn, e méi strikte Kader solle kréien, fir hiert Recht op Uschlosskapazitéit ze halen, dat am Aklang mat enger genereller administrativer Simplificatioun an Acceleratioun. Am anere Fall ginn d'Kapazitéiten erëm fräi a kënnen anere Projeten attribuéiert ginn.

Dëse Prozess, wou säitens den Developpeuren Etappenziler mussen erreicht a bewise ginn, fir d'Netzreservéierung ze behalen, ass ugelaft an d'Iwwerprüfung ass am Gaang.

Fir och effentlech d'Transparenz par rapport zu de Projetsentwëckler ze erhéien, wäerten d'Netzbetreiber zäitno eng Kaart publizéieren, op där een Informatiounen iwwer déi verfügbar Kapazitéit fir erneierbar Energie regional wäert kënnen gesinn.

Accélération de la création de logements abordables | Question 3385 (24/12/2025) de M. Yves Cruchten | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Lors du discours sur l'état de la nation 2024, le Gouvernement a annoncé le lancement de plusieurs projets pilotes, en collaboration avec le secteur privé, visant à accélérer la création de logements abordables.

Il a notamment été fait référence à un modèle permettant aux promoteurs publics de louer, pour une durée déterminée, des logements construits par le secteur privé sur des terrains privés, ainsi qu'à un projet consistant à confier au secteur privé la construction de logements abordables sur des terrains publics, appelés à être ensuite cédés à des promoteurs publics, deux terrains ayant déjà été identifiés à cet effet.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du Territoire :

1) Où en est la mise en œuvre du projet visant à permettre aux promoteurs publics de louer, pour une durée déterminée, des logements construits par le secteur privé sur des terrains privés ? Des appels à projets, conventions ou accords de principe ont-ils déjà été lancés ou conclus dans ce cadre ? Les cas échéant, pour combien de logements et avec quels acteurs ?

2) En ce qui concerne le projet pilote relatif à la construction de logements abordables par le secteur privé sur des terrains publics, quelle est l'avancée en matière d'identification et de mobilisation des terrains annoncés ? Combien de projets sont actuellement en cours ?

Réponse (23/01/2026) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Le lancement de plusieurs projets pilotes, a été annoncé en collaboration avec le secteur privé, afin d'accélérer la création de logements abordables. Ces initiatives s'inscrivent dans une approche pragmatique visant à diversifier les modes de production de logements abordables et à mobiliser l'ensemble des acteurs concernés.

Dans ce cadre, deux modèles complémentaires ont été définis. Le premier vise à permettre aux promoteurs publics de louer, pour une durée déterminée, des logements construits par le secteur privé sur des terrains privés. Le second consiste à confier à des opérateurs privés la construction de logements abordables sur des terrains publics, appelés à être ensuite cédés à des promoteurs publics.

S'agissant plus particulièrement du modèle de location de logements privés par des promoteurs publics, un appel à projets pilotes dans le cadre du partenariat locatif public-privé a été lancé le 6 juin 2025. Cet appel constitue une étape concrète et importante dans la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif innovant.

À ce stade, un seul dossier complet a été introduit. Ce projet est actuellement en cours d'analyse, dans une approche constructive visant à en préciser les modalités et à en garantir la conformité aux objectifs de logement abordable poursuivis. Aucun accord de principe, convention ou engagement contractuel n'a toutefois été conclu à ce jour.

Il est à souligner que cette phase pilote a précisément pour objectif de tester le dispositif dans des conditions sécurisées, d'en tirer les enseignements nécessaires et, le cas échéant, d'adapter le cadre afin d'en renforcer l'attractivité et de permettre une montée en charge progressive, dans l'intérêt général et le respect des deniers publics.

ad 2) Il est à rappeler que cette démarche s'inscrit dans une volonté claire du Gouvernement de mobiliser de manière ciblée et efficace le foncier public au service du logement abordable, tout en garantissant la faisabilité opérationnelle et la rapidité de mise en œuvre des projets.

Dans une première phase, deux terrains publics avaient été identifiés en vue du lancement de projets pilotes dans le cadre de ce modèle de partenariat public-privé. Toutefois, les analyses techniques et opérationnelles menées ont mis en évidence que le développement de ces terrains dans des délais compatibles avec l'objectif de mise en œuvre rapide de projets pilotes s'avérait plus complexe que prévu, notamment en raison de contraintes liées à la planification, à la viabilisation et aux procédures administratives afférentes.

À l'heure actuelle, aucun projet n'est donc encore engagé. Cela étant, cette situation ne remet nullement en cause l'ambition du Gouvernement dans ce domaine. Mes services poursuivent activement un travail d'analyse afin d'identifier d'autres opportunités foncières publiques susceptibles d'être mobilisées à court terme.

Dans ce contexte, une attention particulière est portée à des terrains déjà viabilisés et situés dans des périmètres de type Plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP QE), qui présentent un

potentiel réel pour permettre le lancement, dans des délais rapprochés, d'un appel public à projets dans le cadre d'un partenariat public-privé pour la construction de logements abordables.

Ce travail préparatoire est en cours. Il vise à garantir que les terrains qui pourraient être mobilisés répondent pleinement aux exigences en matière de faisabilité, de rapidité d'exécution et de cohérence avec les objectifs de politique du logement. Dès lors que ces analyses auront abouti de manière concluante, le Gouvernement sera en mesure d'engager les procédures nécessaires au lancement d'un appel public.

Étude de PAN Europe concernant des niveaux élevés d'acide trifluoroacétique (TFA) dans les céréales | Question 3386 (24/12/2025) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

Eng rezent Etüd vu PAN Europe, warnt virun héije Konzentratioune vun der „Éiwegkeetschemikalie“ Tri-fluoressigsäure (TFA) an aldeegleche Käreproduiten. Wëssenschaftlech Etüde weisen dorop hin, datt TFA kann negativ gesondheetlech Konsequenzen hunn op d'Entwécklung vum Fötus, d'Schilddrüs, den Immunsystem an d'Fertilitéit.

D'Analys vu 66 Produiten aus 16 europäesche Länner – dorënner och Lëtzebuerg – weist, datt dës am Duerchschnëtt 107-mol méi staark belaascht si wéi d'Dränkwaasser. 82 % vun de Produiten iwwerschreiden och de Grenzwäert vun 10 µg/kg fir reproduktiv schiedlech Substanzen. Bei 82 % vun de geteste Produiten ass de Grenzwäert vun 10 µg/kg fir reproduktiv schiedlech Substanzen iwwerschritt ginn. D'Etüd ënnersträicht, datt d'Ernährung eng entscheidend Roll bei der mënschlecher Belaaschtung duerch Éiwegkeetschemikalie spillt.

An deem Kontext géing ech der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau an dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Ass virgesinn, d'Kontrollen op PFAS an TFA a Liewensmëttel systematesch auszebauen, inklusiv Bio-Produkten?
2. Setzt sech d'Regierung op EU-Niveau fir d'Festleeë vu verbindleche Grenzwäerter fir TFA a Liewensmëttel a Waasser an?
3. Wéi eng konkret Schrëtt ënnerhëlt d'Regierung, fir den Asaz vu PFAS-haltege Pestiziden ze reduzéieren oder ze verbidden, an dobäi gläichzäiteg d'Bauere bei der Ëmstellung op alternativ Methoden ze ënnerstëtzen?

Réponse (29/01/2026) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Kontrollprogrammer vun der Lëtzebuenger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) goufen an dësem Beräich an de leschte Jore substanzuell ausgebaut.

Sou gëtt zënter Jore reegelméisseg d'Qualitéit vun de Mineral- a Quellewaasser, déi um Lëtzebuenger Marché verkaaft ginn, kontrolléiert. Am Kader vun dëser Iwwerwaachung goufen och d'Substanzen aus der Grupp vun de PFAS systematesch mat analyséiert.

Bezunn op d'PFAS an anere Liewensmëttel, mécht d'ALVA zënter 2022 reegelméisseg Analysen an enger breeder Gamm vu Produkter. Dës Iwwerwaachung ëmfaasst souwuel Liewensmëttel aus konventioneller wéi och aus biologescher Produktioun.

Eng Publikatioun fir de grouse Public zu de Kontrollcampagnë fir PFAS an de Liewensmëttel ass op eisem Portal vun der Liewensmëttelsécherheet disponibel. An dësem Rapport si souwuel Bio- wéi och konventionell Produkter:

<https://securite-alimentaire.public.lu/fr/danger/fr/contaminants-industriels/pfas.html>

Op dëser Säit fënnst een och weider detailléiert Informatiounen iwwer TFA.

Zousätzlech leien zwou wëssenschaftlech Publikatiounen vun der ALVA vir, déi sech mat PFAS a mat fluoréierte Pestiziden auserneeetzen:

Occurrence and trends of fluorinated pesticides in food commodities marketed in Luxembourg (2011–2024)
<https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/41099794/>

Occurrence of PFAS in food and dietary exposure in Luxembourg (2022–2024)
<https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/41532235/>

ad 2. D'Lëtzebuenger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) suivéiert d'Aarbechtsgruppe bei der Europäescher Kommissioun, déi sech mat der Harmoniséierung, der Reglementatioun an der Risikobewäertung am Beräich vun de per- a polyfluoréierte Substanzen (PFAS) an de Liewensmëttel beschäftegen. Allerdéngs gëtt et de Moment kee Virschlag op europäeschem Niveau, fir eng harmoniséiert Limit fir TFA a Fläschewaasser ze bestëmmen. D'Sécherheet vun de Konsument an Zesummenhang mat der Präsenz vun TFA a Liewensmëttelprodukter gëtt duerch eng Risikobewäertung garantéiert.

Am Joer 2017 huet d'EFSA fir den TFA eng zoulässege deeglech Opnam (DJA) vun 0,05 mg/kg Kierpergewicht pro Dag festgeluecht. Op Ufro vun der Europäescher Kommissioun ass d'EFSA amgaang, déi toxikologesch Referenzwäerter fir TFA nei ze evaluéieren. Dës Evaluatioun geschitt an Zesummenaarbecht mat de Memberstaaten an der Europäescher Chemikalien-Agence (ECHA), déi fir d'Klassifizéierung an d'Aschätzung vun de cheemeschen Eegenschafte vun TFA zoustänneg ass. D'ALVA waart op d'Publikatioun vun neien Avis vun der EFSA, dee fir Juli 2026 virgesinn ass, fir – falls néideg – hir Risikobewäertungen unzepassen.

An den Diskussiounen betreffend d'Festleeë vun neie Grenzwäerter am Grond- an Uewerflächewaasser (Modifikatioun vun den Direktiven 2006/118/CE an 2008/105/CE) huet d'Regierung sech fir EU-wäit harmoniséiert Grenzwäerter fir TFA agesat. Et ass fir d'Regierung essentiell, datt Grenzwäerter am Dréinkan am Grondwaasser op Basis vun den toxikologesche Referenzwäerter vun der ECHA souwéi der Weltgesundheitsorganisatioun (WHO) festgeluecht ginn. Verbindlech Grenzwäerter fir TFA als ponderéierte Bestanddeel vu PFAS an Uewerflächegewässer wäerten 2026 an der modifizierter Direktiv 2006/118/CE publizéiert ginn.

En attendant dass déi europäesch Grenzwäerter festgeluecht ginn, huet Lëtzebuerg fir de Volet „Dréinkwaasser“ allerdéngs net ofgewart an d'Gesondheitsdirektioun (Direction de la santé) huet par précaution ee provisoireschen Orientéierungswäert vun 12 µg/L festgeluecht. D'Dréinkwaasserversuenger sinn zousätzlech per Circulaire opgefuert ginn, fir den TFA ab dem 1.6.2025 systematesch an hirer Iwwerwaachung vum Dréinkwaasser mat ze moossen⁹.

ad 3. D'ALVA an d'ASTA suivéieren aktiv d'Entwécklung vun den nationalen an europäeschen Aarbechten, a setzen sech fir eng Harmoniséierung

vun den Aktiounen an de Memberstaaten an. Wat d'Planzeschutzmëttel ugeet, war d'Neterneierung vun der Geneemegung vum Wirkstoff Flufénacet op europäeschem Niveau schonn ee wichtege Faktor bei der Reduzéierung vu Planzeschutzmëttel, déi TFA generéieren. Dëse Wirkstoff war ee vun de fluoréierte Wirkstoffe, déi zu Lëtzebuerg am meeschte benotzt goufen.

Weiderhi bitt de Ministère fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau och Bähëllefene un, fir dass d'Betribler allgemeng manner Planzeschutzmëttel asetzen.

Aktioune betreffend den Asaz vu PFAS-haltege Planzeschutzmëttel si Bestanddeel vum Rapport vum interministerielle PFAS-Grupp. Dëse Rapport ass aktuell an der Finalisatiounsphas.

Situation à l'Université du Luxembourg | Question 3387 (29/12/2025) de Mme Liz Braz (LSAP)

Au cours des dernières semaines, plusieurs articles parus dans la presse nationale ont mis en lumière des tensions persistantes au sein de l'Université du Luxembourg.

Ces publications évoquent de manière récurrente un climat institutionnel dégradé, des reproches de harcèlement moral, des dysfonctionnements de gouvernance, des soupçons de favoritisme, ainsi que des représailles présumées à l'encontre de membres du personnel et d'étudiants, en particulier de doctorants, à la suite de signalements ou de prises de position critiques.

La récurrence et la convergence de ces constats dans la presse nationale soulèvent des interrogations sérieuses quant au caractère structurel de ces problèmes et quant à l'effectivité des mécanismes internes de prévention, de contrôle et de traitement des alertes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Madame la Ministre considère-t-elle que l'accumulation d'articles, de témoignages et de signalements relatifs au harcèlement, aux pratiques managériales contestées, au favoritisme et aux représailles au sein de l'Université du Luxembourg peut encore être traitée comme une succession de cas isolés ?

2) Madame la Ministre estime-t-elle que les procédures internes actuelles de l'Université du Luxembourg suffisent à garantir une évaluation indépendante et impartiale des situations impliquant potentiellement des rapports hiérarchiques forts, en particulier vis-à-vis du personnel précaire et des doctorants ?

3) Madame la Ministre estime-t-elle qu'un audit externe et indépendant portant sur le climat de travail et d'étude, la gouvernance interne, le traitement des signalements de harcèlement et de favoritisme, et la protection contre les représailles, constitue aujourd'hui le seul outil crédible permettant d'établir les faits, de tirer les responsabilités institutionnelles et de restaurer la confiance au sein de l'université ?

4) Étant donné que l'État est le financeur principal, pourquoi Madame la Ministre de tutelle n'a-t-elle, à ce stade, pas encore pris l'initiative de mandater un tel audit indépendant, malgré la persistance des alertes publiques ?

5) Madame la Ministre est-elle disposée à prévoir les moyens budgétaires et humains nécessaires à la réalisation d'un audit indépendant et à s'engager à en rendre publiques les conclusions, ainsi qu'à en assurer le suivi politique et administratif effectif ?

⁹ <https://maint.gouvernement.lu/fr/circulaires/circulaires2025/circulaire-2025-026.html>

Réponse (28/01/2026) de **Mme Stéphanie Obertin**,
Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) Je tiens à souligner d'emblée que je prends les critiques émises au cours des derniers mois très au sérieux. Je me fais rapporter en permanence sur la situation à l'université, tout en entretenant moi-même des échanges continus avec les principaux responsables.

Dans le cadre des prises de position que j'ai sollicitées dans ce contexte, je me suis vu informer, entre autres, que l'Université du Luxembourg procède régulièrement à une enquête de satisfaction des employés qui révèle, depuis son lancement en 2019, un taux de satisfaction élevé, à la fois au niveau du personnel enseignant-chercheur et personnel administratif et au niveau des doctorants. De plus, le taux de rotation moyen des employés de l'université a été inférieur à 5,3 % sur les 5 dernières années.

Entre 2020 et 2025, le Service des ressources humaines de l'université a enregistré un total de 27 plaintes, soit une moyenne de 4 à 5 par an, pour une population moyenne de 2.500 employés. Chaque cas est pris très au sérieux et examiné avec la plus grande attention. Les analyses et/ou enquêtes menées ont mis en évidence que 3 cas sur les 27 reportés pourraient être légalement qualifiés de harcèlement. Ces 3 cas ont fait l'objet de sanctions disciplinaires. Les autres plaintes ont fait l'objet d'un suivi approprié et individualisé.

L'université dispose de tout un ensemble de dispositifs qui ont pour but d'assurer la prévention et la prise en charge des situations signalées, incluant l'accompagnement des personnes concernées, et de permettre une gestion appropriée des situations et une résolution dans les meilleurs délais.

Il convient également de noter que l'évaluation institutionnelle de l'université, réalisée dans le cadre de l'évaluation de la recherche de l'université menée en 2024-2025, n'a pas mis en évidence des problèmes systémiques.

ad 2) La carrière universitaire est à la fois très enrichissante et compétitive dès le départ, la communauté des doctorants étant reconnue comme particulièrement vulnérable. L'Université du Luxembourg accueille environ 1.000 doctorants, dont plus de 200 soutiennent leur thèse avec succès chaque année. Il convient de noter que le taux d'abandon des doctorants à l'Université du Luxembourg est d'environ 12 %, contre un taux international qui peut se situer entre 30 % et 50 %. L'université s'attache à réduire ce taux encore davantage en renforçant l'accompagnement des doctorants, notamment par le biais d'un contrat de formation doctorale définissant les droits et les responsabilités du doctorant et de son directeur de thèse, par un comité d'encadrement de thèse chargé d'accompagner le doctorant dans la préparation de sa thèse, ainsi que par une offre de formations dédiées dès le début de son parcours.

L'université dispose d'un éventail de canaux, publiés sur son site Internet et présentés lors des séances d'accueil des étudiants et employés, qui peuvent être utilisés pour faire part de préoccupations, tels que le système de signalement « Whistleblowing », la délégation du personnel, la délégation des étudiants, le Service des ressources humaines, les psychologues, le Service des études et de la vie étudiante, le bureau des écoles doctorales, les écoles doctorales et les équipes d'encadrement. Les préoccupations soulevées sont évaluées et examinées de manière approfondie, dans le but de parvenir à une résolution satisfaisante pour les collaborateurs concernés. Par ailleurs, une équipe de médiation (« Ombuds ») est à la disposition de la communauté pour prévenir et résoudre les conflits par le dialogue, la médiation ou encore le coaching.

ad 3) Le conseil de gouvernance de l'université, organe de contrôle des activités de l'université, a approuvé, lors de sa séance extraordinaire du 19 janvier 2026, le cahier des charges d'un appel d'offres en vue de confier à un prestataire externe et indépendant la réalisation d'un audit portant sur l'environnement de travail et les pratiques organisationnelles à l'Université du Luxembourg. Ce prestataire sera chargé de fournir une analyse approfondie des pratiques internes et des perceptions et de formuler des constats étayés ainsi que des recommandations concrètes et opérationnelles, dans le respect du cadre institutionnel, légal et réglementaire.

ad 4) Voir réponse 3.

ad 5) Les moyens budgétaires et humains nécessaires à la réalisation d'un audit indépendant sont disponibles, et je m'engage à rendre publics le rapport et ses conclusions, ainsi qu'à en assurer le suivi politique.

.....
Mesures israéliennes visant l'UNRWA et respect du droit international | Question 3388 (02/01/2026) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Selon une déclaration publiée le 30 décembre 2025 par le Commissaire général de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), le Parlement israélien (Knesset) aurait adopté une nouvelle législation visant spécifiquement l'UNRWA.

D'après cette déclaration, cette législation prévoirait notamment :

- la coupure de l'accès à l'eau, à l'électricité, au carburant et aux communications pour l'UNRWA ;
- la possibilité d'exproprier des propriétés des Nations Unies à Jérusalem-Est, notamment le siège de l'UNRWA et son principal centre de formation professionnelle ;
- l'exclusion explicite de l'UNRWA de l'application en droit israélien des obligations découlant de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ce qui serait contraire aux obligations d'Israël en tant qu'État membre de l'ONU.

Cette législation s'ajoute aux mesures déjà adoptées en 2024 et mises en œuvre depuis janvier 2025, interrompant les activités de l'UNRWA à Jérusalem-Est et interrompant les contacts entre autorités israéliennes et l'agence.

Au regard de la gravité des éléments avancés, et compte tenu du rôle central joué par l'UNRWA dans l'aide humanitaire et les services essentiels (éducation, santé, assistance sociale), notamment dans la bande de Gaza, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

- Quelle est l'évaluation du Gouvernement quant à la compatibilité de ces mesures avec :
 - le droit international,
 - la Charte des Nations Unies,
 - ainsi qu'avec la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies ?
- Le Gouvernement considère-t-il que les mesures décrites (coupure d'infrastructures essentielles, expropriation de biens onusiens, restrictions ciblant une agence de l'ONU) seraient susceptibles de constituer :
 - une violation des privilèges et immunités de l'ONU au sens de la Convention de 1946 ?
 - une atteinte au principe d'indépendance de l'Organisation et à ses moyens d'action en vertu de la Charte des Nations Unies ?
- Le Gouvernement envisage-t-il de réagir officiellement à cette législation (déclaration publique,

démarche diplomatique auprès d'Israël, soutien à une initiative au sein de l'UE ou de l'ONU) ?

- Le ministre a-t-il convoqué ou envisage-t-il de convoquer l'ambassadeur d'Israël au Luxembourg ou d'adresser une démarche écrite aux autorités israéliennes ?

- Le Luxembourg a-t-il demandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour du Conseil Affaires étrangères de l'Union européenne ?

- Le Gouvernement plaide-t-il pour une position commune de l'UE rappelant formellement :

- l'obligation de respecter les privilèges et immunités de l'ONU,
- la protection des biens onusiens,
- et la nécessité de ne pas entraver l'action humanitaire ?

- Le Gouvernement estime-t-il que des mesures européennes (diplomatiques, restrictives ou conditionnelles) devraient être envisagées en cas de mise en œuvre effective de la législation, et, le cas échéant, lesquelles précisément ? En absence d'accord au niveau européen, est-ce que le Gouvernement luxembourgeois entend prendre des sanctions envers le Gouvernement israélien ?

- Le Luxembourg soutiendra-t-il une initiative visant à demander une clarification supplémentaire de la CIJ, ou l'activation d'un mécanisme onusien approprié, si l'entrave aux opérations d'une agence onusienne devait se confirmer ?

- À quelle date et avec quels États partenaires le Luxembourg a-t-il coordonné (ou prévoit-il de coordonner) ces démarches au niveau européen et onusien ?

- Quelle évaluation le Gouvernement fait-il des risques opérationnels immédiats (services essentiels, sécurité du personnel, accès aux infrastructures) pour l'UNRWA dans les territoires concernés, notamment à Gaza et à Jérusalem-Est, si les mesures annoncées devaient être mises en œuvre ?

- Le Gouvernement entend-il renforcer son appui (politique, financier, logistique) à l'UNRWA et soutenir des mécanismes multilatéraux de protection des opérations humanitaires ?

Réponse (29/01/2026) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur est profondément préoccupé par les mesures législatives adoptées par la Knesset israélienne à l'encontre de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). À cet égard, il importe de rappeler les conclusions formulées par la Cour internationale de justice (CIJ) dans son avis consultatif du 22 octobre 2025 relatif aux obligations d'Israël en ce qui concerne la présence et les activités de l'Organisation des Nations Unies (ONU), d'autres organisations internationales et d'États tiers dans le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci.

Dans son avis consultatif, la CIJ a rappelé qu'Israël est tenu de coopérer de bonne foi avec l'ONU en lui donnant pleine assistance dans toute action entreprise par elle conformément à la Charte des Nations Unies, y compris celles menées par l'UNRWA. La CIJ a également souligné l'obligation d'Israël d'assurer le plein respect des privilèges et immunités accordés à l'UNRWA, dont l'inviolabilité de ses locaux ainsi que l'exemption de ses biens et avoirs de toute forme de contrainte. La Cour a en outre rappelé qu'Israël doit assurer le plein respect des privilèges et immunités

accordés aux fonctionnaires de l'ONU et aux experts en mission pour l'Organisation.

Le Luxembourg a participé activement à cette procédure consultative devant la CIJ en soumettant un exposé écrit et en présentant des observations orales lors de la tenue des audiences publiques. Dans ses contributions, qui rejoignent sur le fond les conclusions de la CIJ, le Luxembourg a mis en avant le rôle indispensable et irremplaçable de l'UNRWA, tant dans l'acheminement de l'aide humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, que dans la fourniture de services de base tels que la santé et l'éducation. Le Luxembourg a souligné que ce rôle doit être pleinement protégé.

Le Luxembourg reconnaît la haute valeur juridique et grande autorité morale de l'avis consultatif de la CIJ, lequel constitue une interprétation faisant autorité du droit international.

Le Luxembourg maintient son plein appui politique et financier à l'UNRWA, dont le rôle demeure essentiel dans la fourniture de services vitaux aux réfugiés palestiniens, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'assistance humanitaire et de la protection, ainsi que comme facteur de stabilité régionale. À cet égard, le Luxembourg a exprimé publiquement sa position concernant la nouvelle loi adoptée par la Knesset, dans le cadre de la déclaration conjointe initiée par l'Irlande et publiée le 8 janvier 2026, rappelant son attachement au respect du mandat de l'UNRWA, à la protection du personnel humanitaire et au respect du droit international humanitaire.

Par ailleurs, sur invitation du Luxembourg, le Commissaire général de l'UNRWA, Monsieur Philippe Lazzarini se rendra au Luxembourg le 6 février 2026. Cette visite permettra d'échanger de manière approfondie sur les impacts concrets de ces mesures sur les opérations de l'Agence, ainsi que sur la nature et les modalités de l'appui politique et financier du Luxembourg.

Sécurité incendie dans les discothèques et usage de pyrotechnie | Question 3389 (02/01/2026) de **M. Tom Weidig** (ADR)

An der Silvesternuecht si bei engem tragesche Brand am „Le Constellation“-Club zu Crans-Montana no aktuellem Stand bis elo 40 Leit ëm d'Liewe komm a méi wéi honnert, deels schwéier, verletz ginn. Videoen an Zeienaussoen deiten drop hin, datt duerch Schampeskäerzen oder aner Forme vu Pyrotechnik eng Isolatioun um Plaffong Feier gefaangen huet. Dëst Feier huet sech séier ausgebreit an et gouf nëmmen ee schmuelen Ausgang.

Natierlech muss eng Enquête déi genau Ursachen erausfannen, ier een definitiv Conclusiounen zéie kann. Mee an der Vergaangenheet si scho vergläichbar Onglécker passéiert an och ënnersicht ginn, sou z. B. an den Nuetsclubb „Lame Horse“ an der russescher Stad Perm (2009, 156 Doudesaffer), „Kiss“ an der brasilianescher Stad Santa Maria (2013, op d'mannst 242 Doudesaffer) a „Colectiv“ zu Bukarest (2015, 64 Doudesaffer). Och bei dese Virfäll gouf et vergläichbar Mustere: Pyrotechnik, entzündbaart Material a schlecht Evakuierungsméiglechkeeten.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Inneminister:

1. Waren déi genannten Onglécker zu Perm, Santa Maria a Bukarest Géigestand vun Diskussiounen bei den zoustännge Servicer vum Staat? Wa jo: Goufen doropshi konkret Moosnamen decidéiert? Wa jo: Gëtt et dozou e Rapport? Wa jo: Kann den Här Minister eis dee Rapport zoukomme loosser?

2. Gëtt et zu Lëtzebuerg e Verbuet fir Schampeskäerzen? Wann nee, gëtt iwwer esou ee Verbuet nogeduecht?

3. Gëtt et zu Lëtzebuerg e Verbuet vun entzündbarer Isolatioun? Wann nee, gëtt iwwer esou ee Verbuet nogeduecht?

4. Huet d'Regierung no de Virfäll zu Perm, Santa Maria a Bukarest den Organisateuren a Bedriewer vun Nuetsclubb an aneren Etablissementer Informatiounen zoukomme gelooss, fir de Brandrisiko ze reduzéieren?

Réponse (03/02/2026) de **M. Marc Spautz**, Ministere du Travail | **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures

ad 1. Der Inspection du travail et des mines (ITM) sinn déi genannten Onglécker bekannt. An internen Diskussiounen iwwert Brandschutzmoosname sinn änlech Onglécker thematiséiert gi fir ze iwwerpräiwen, ob d'Moosnamen duerginn, wéi se fir Etablissementer (z. B.: Diskoen, déi eng Kapazität vu méi wéi 500 Persounen hunn an déi an de Kompetenzberäich vum Aarbechtsminister falen) gefuerdert ginn.

Opgrond vun den Ursachen, déi an de Meedie genannt goufen, sinn Analyse vun de Sécherheetsoplagen a -konditiounen, déi d'Kommodo-Geneemegung vum Aarbechtsminister festleet, gemaach ginn. Dës Analysen haten zur Schlussfolgerung geféiert, datt dës Oplagen a Konditiounen, wann se agehale ginn, ausräichend sinn an datt keng zousätzlech Moosname musse geholl ginn, fir esou Onglécker ze verhënneren. Aus dësem Grond gouf kee weidere Rapport erstallt.

ad 2. Bei pyrotechneschen Artikelen muss een zu Lëtzebuerg ënnerscheeden tëschen de pyrotechneschen Artikelen, déi fir Konsumente bestëmmt sinn (dat sinn d'Kategorien F1 an F2), an de sougenannte professionelle pyrotechneschen Artikelen (dat sinn am Prinzip d'Kategorien F3, F4, T1 an T2).

D'Benotze vu pyrotechneschen Artikelen aus de Kategorien F1 an F2 ënnerräit zu Lëtzebuerg kenge speziellen Oplagen. Hei gëllen am Prinzip d'Sécherheetsoplagen esou wéi vum Hiersteller uginn.

D'Benotze vu professionelle pyrotechneschen Artikelen ënnerräit der sougenannter Kommodo-Gesetzgebung, d. h., fir d'Benotze vun dësen Artikelen ass eng Kommodo-Geneemegung vum Aarbechtsminister noutwenneg. An dëser Kommodo-Geneemegung ginn déi noutwenneg Sécherheetsmoosname festgeluecht. Wann dës Sécherheetsoplagen agehale ginn an d'Artikelen esou benotzt ginn, wéi et vum Hiersteller virgesinn ass, besteet am Prinzip keen direkte Risiko fir d'Sécherheet vun de Leit.

Etablissementer (zum Beispill: Diskoen, déi eng Kapazität vu méi wéi 500 Persounen hunn) falen an de Kompetenzberäich vum Aarbechtsminister a brauchen eng Exploitationsgeneemegung. An dese Geneemegung gëtt virgeschriwwen, datt all Notzung vu pyrotechneschen Artikelen (och fir d'Kategorien F1 an F2) an och vun oppene Flame bei der ITM muss deklaréiert gi mat enger Indikatioun vun den néidege Sécherheetsmoosnamen.

Aus dësem Grond gëtt aktuell net iwwert ee Verbuet fir Schampeskäerzen nogeduecht.

ad 3. Am Kader vun der Kommodo-Gesetzgebung ginn entflammar Isolatiounen net generell verbueden. Ofhängeg vun der Aktivitéit, der Gréisst vun de Gebaier an der baulecher Situatioun gëtt et ënnerschiedlech Ufuerderungen un d'Entflammarkeet vun de verschidde Baumaterialien. Et gëtt dobäi ënnerschiedlech Grade vun der Entflammarkeet, déi an enger

europäescher Norm ënnert dem Begrëff „Réaction au feu“ definéiert sinn. Dës Ufuerderungen un d'Entflammarkeet vun de Baumaterialie ginn, jee no Situatioun, am Kader vun der Kommodo-Geneemegung vum Aarbechtsminister virgeschriwwen.

ad 4. No de Virfäll zu Perm, Santa Maria a Bukarest gouf et keng spezifesche Informatiounsschreiwesse vun der Regierung un d'Organisateuren a Bedriewer vun Nuetsclubb an aneren Etablissementer, déi iwwer déi bestoend gesetzlech a reglementaresch Ufuerderungen erausginn.

D'Reduktioun vum Brandrisiko gëtt zu Lëtzebuerg virun allem iwwer déi am Kader vun der Kommodo- Exploitationsgeneemegung festgeluechte Sécherheetsoplagen assuréiert, souwéi iwwer d'Kontrollen an d'Sensibiliséierung duerch d'ITM an déi aner zoustänneg Servicer.

Nieft der berodender Missioun fir Bauhären a Buergermeeschteren, wëll de CGDIS seng Sensibilisationcampagne fir de Grand public an de Public ciblé (Bedriewer) erweideren. D'Zil ass et, an éischter Linn ze informéieren, wéi eng Brandentsteung ka verhënnert ginn an doriwwer ewech, wéi sech allgemeng am Brandfall soll verhale ginn. Dat begräift souwuel eng eventuell Éischtbrandbekämpfung wéi och déi sécher Evakuatioun vum Gebai.

Utilisation du système Hawala au Luxembourg | Question 3391 (05/01/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den Hawala-System ass eng informell Method, fir Suen ze iwwerweisen, déi op Vertrauen an engem Netzwierk vun Händler baséiert, ouni datt physisch Suen d'Grenze mussen iwwerschneiden. Obwuel dës System Risike wat Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung ka mat sech bréngen a vun Autoritéiten dacks als „shadow-banking“ ugesi gëtt, ass en dacks déi eenzeg Méiglechkeet fir Mënschen, hir Familljen a Kriseregionne wéi Eritrea oder Afghanistan finanziell ze ënnerréizen, well de formelle Bankesecteur do oft net funktionéiert oder ofgeschnidden ass.

Während an Nopeschlänner wéi Däitschland d'Bedriewer vun esou Servicer ouni Lizenz strikt stroferechtlech verfollegt gëtt, gëtt et international och aner Usätz. Grossbritannien zum Beispill huet Initiative gestart, fir sougenannt „hawaladare“ bei der Steuerverwaltung ze registréieren an domat aus der Illegalitéit ze huelen, fir eng besser Kontroll ze garantéieren an de kriminelle Mëssbrauch ze reduzéieren. An dësem Kontext stellt sech d'Fro, wéi Lëtzebuerg mat dësem Phenomeen ëmgeet, besonnesch a Relatioun zu der diaspora-baséierter humanitärer Hëllef.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Huet de Ministère Informatiounen oder Schätzungen doriwwer, wéi vill Sue järelech aus Lëtzebuerg iwwer informell Bezuelssystemer wéi Hawala an d'Ausland fléissen?

2. Wéi vill Ermittlungsverfare goufen an de leschte fënnef Joer zu Lëtzebuerg géint Bedriewer vun net lizenzierte Bezuelungsdéngscher (am Kontext vun Hawala oder änleche Systemer) ageleet?

3. Besteet zu Lëtzebuerg ënner dem aktuelle reglementaresche Kader eng realistesch Méiglechkeet fir en Hawala-Ubidders, eng Lizenz oder Autorisatioun bei der CSSF ze kréien, oder sinn d'Ufuerderungen de facto inkompatibel mat dësem Geschäftsmodell?

4. Wéi bewäert de Minister de brittesche Modell, deen esou informell Systemer probéiert ze

legaliséieren an ze registréieren, fir d'Transparenz ze erhéijen, an ass esou eng Approche och fir Lëtzebuerg denkbar?

5. Wéi eng Alternative recommandéiert de Ministère fir Awunner zu Lëtzebuerg, déi dréngend Geld a Länner musse schécken, déi vum internationale SWIFT-System ofgeschnidde sinn oder kee funktionéierend Bankewiesen hunn?

Réponse (13/02/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Weeder de Ministère nach d'CSSF hunn Informatiounen iwwer d'Existenz vun Hawala zu Lëtzebuerg. Esou steet et och am 2025er nationale Risk Assessment of Money Laundering zu Lëtzebuerg:

„[T]here is no evidence that hawala and other similar service providers (HOSSPs) operate in Luxembourg.“

Doriwwer eraus heescht et an deem Bericht:

„[...] the implementation of stricter AML/CFT regulations in mainstream [financial institutions] has also made informal value transfer systems and HOSSPs increasingly attractive to organised crime groups, who frequently use them to transfer illegitimate remittances, i. e. transfer large amounts of criminal proceeds or to launder such criminal proceeds, providing layering and remittance services. The opacity provided by HOSSPs is another key risk driver with regard to ML. As there are no direct money/value flows between sender and receiver, tracing the money/value flow is a challenge.“

ad 2. Verschidden international Etüden, déi ënner anerem um Niveau vun der Financial Action Task Force (FATF/GAFI), vum Egmont Group of Financial Intelligence Units, vun Interpol oder vun Europol duerchgefouert goufen, ënnersträchen d'Risiko vu Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung, déi mat Systemer vum Typ Hawala verbonne sinn. Och wann esou Systemer fir humanitär Hëllef kënnen genotzt ginn, nennt d'international Fachliteratur Beispiller vu Mëssbrauch fir Zwecker vun der Terrorismusfinanzéierung.

Well Systemer vum Typ Hawala an engem informelle Kader fonctionéieren, stellt d'Detektioun vun deenen domat verbonnenen Transaktiounen eng Rei Erausforderungen duer. Verrieder vun de lëtzebuergeschen Autoritéiten hu soumat un internationale Formatiounen deelgeholl, fir esou Transaktiounen am Zesummenhang mat illegalen Aktivitéiten esou gutt wéi méiglech ze verstoen a kënnen ze evaluéieren. D'Detektioun an d'Analys vu verdächtige Transaktiounen verlaangen ënner anerem eng ganz enk Zesummenaarbecht tëscht allen zoustännegen nationalen Autoritéiten, souwéi eng qualitativ héichwäerteg international Kooperatioun.

Et gëtt keng Statistiken iwwer verdächtige Transaktiounen, déi iwwer Systemer vum Typ Hawala ausgefouert goufen.

ad 3. D'Servicer vun engem Hawala-Ubidder änele Geldtransfert-Servicer, déi duerch d'Gesetz vum 10. November 2009 iwwer d'Bezuelsericer gereegelt sinn. Och wann et an där Hinsicht per se keng Inkompatibilitéit gëtt, kéint d'Schwierkeet fir esou Déngschtleeschter doranner bestoen, fir déi „prudentiel“ Ufuerderunge vum virgenannte Gesetz respektiv d'Oplagen am Beräich vun der Bekämpfung vu Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung ze erfëllen.

ad 4. Lëtzebuerg huet ee legale Kader, deen zu groussen Deeler op engem europäesche Reegelwierk baséiert, virop am Beräich vun der Bekämpfung vu Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung. Insofern

een Ubidder déi gesetzlech a regulatoresch Oplagen erfëllt, kann dësen zu Lëtzebuerg een Agreement kréien.

ad 5. Et existéiere keng Recommendatiounen säitens dem Ministère an där Hisiicht. Nach ass et wichteg ze betounen, dass d'Gesetz vum 13. Juni 2017 d'Recht op ee Bezuelkont fir all Konsument zu Lëtzebuerg reegelt. Doriwwer eraus ënnerstëtzt Lëtzebuerg am Kader vu senger Entwécklungshëllef Partnerlänner am Opbau vun engem funktionéierende Banken- a Finanzwiesen.

.....
Vols avec violence de bijoux et d'objets de valeur à Luxembourg | Question 3392 (06/01/2026) de **M. Fred Keup** | **M. Tom Weidig** (ADR)

Aus diverse Pressematdeelunge vun der Police Lëtzebuerg aus de leschte Méint gëtt ee gewuer, dass eist Land, a besonnesch d'Stad Lëtzebuerg, aktuell mat enger Rei vu Raubdéifstäl konfrontéiert gëtt, bei deene Passanten, dacks bei Undroe vu Gewalt, hir Halsketten oder aner Wäertgéigestänn geklaut kréien.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un den Här Inneminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, a wéi enge Gemenge vum Land bzw. a wéi enge Quartiere vun der Haaptstad et an de Méint Juni bis November 2025 zu Raubdéifstäl komm ass, bei deene Passanten, dacks bei Undroe vu Gewalt, hir Halsketten oder aner Wäertgéigestänn geklaut kruten?
2. Wéi vill Fäll sinn insgesamt fir dësen Zäitraum a fir dës Form vu Kriminalitéit dokumentéiert?
3. Wéi vill verdächtige Persoune konnten an deem Zesummenhang ermëttelt a festgeholl ginn?
4. Eis ass zu Ouere komm, dass verschidde Polizisten gesot hätten, déi meescht vun dese verdächtige Persoune kéimen aus dem Maghreb. Kann den Här Minister dës Informatioun confirméieren bzw. eppes zur Hierkonft an zum Wunnsätz vun de verdächtige Persoune soen?
5. Koum et an de leschte Méint am Zesummenhang mat der uewe beschriwwener Form vu Kriminalitéit schonn zu Verurteelungen? Wa jo, wéi eng Strofe goufen dobäi ausgesprochen? Wann nee, wéi eng Strofe riskéieren déi verdächtige Persoune?
6. Ganz allgemeng schéngt sech d'Place Emile-Hamilius an der Stad zu engem „hotspot“ vun dëser Form vu Kriminalitéit entwéckelt ze hunn. Kann den Här Minister confirméieren, dass et op dëser Plaz an de leschten dräi Joer zu enger Heefung vu Raubdéifstäl an anere kriminellen Aktiounen komm ass? Wa jo, gëtt et op Säite vun der Regierung Iwwerleeungen, fir op dëser Plaz erëm e Kommissariat anzeriichten?

Réponse (29/01/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Et gëtt drop verwisen, dass d'Statistiken a Kategorieën vun der Kriminalitéit all Joer am Kader vum „rapport d'activités“ vun der Police präsentéiert ginn.

All Joer nom 1. Semester ginn d'Tendenzen vun lafende Joer an deene respektive Kategorien erstallt. Déi Zuele si geduecht, fir um lokale Plang eng detailléiert Analys am Kader vun de Comités de prévention communaux ze maache vun der Police zesumme mat de Gemengeverrieder an hire respektive Gemengen. Dës Analys huet als Objektiv, fir Mesuren ze ergräifen, déi op déi verschidde Gemengen zougeschnidde sinn.

Wéi schon e puermol an de Chamberskommissiounen erkläert ginn ass, ass et fir d'Police mat grousem Opwand verbonnen, fir punktuell an niewent den Zuelen, déi reegelméisseg erhuewe ginn, zousätzlech Kategorien an zousätzlech Variabelen (Regiounen, Gemengen, Quartieren etc.) manuell erauszesechen.

Et ass geplangt am Fréijoer der Chamber d'Statistike vun der Police ze presentéieren, wéi dat schon am vergaangene Joer de Fall war.

ad 1. an 2. Eng automatiséiert Recherche an den Datebanke vun der Police huet erginn, dass am Zäitraum vum 1. Juni 2025 bis den 30. November 2025 national insgesamt 295 Affären am Zesummenhang mat Déifstäl respektiv versichtem Déifstäl mat Gewalt registréiert goufen.

Eng spezifesch Auswärtung, déi sech op Halsketten oder aner Wäertgéigestänn bezitt, ass net méiglech, well an de polizeilechen Datebanken d'Fäll no Strofdot a Kategorie vum Déifstäl erfaasst ginn, net no den Objeten.

D'Zuele vun den Affären sinn nach net definitiv a kënnen nach variéieren, bis déi polizeilech Prozedure finaliséiert sinn. Déi definitiv Zuele ginn am Rapport d'activité vun der Police publizéiert, deen am Mäerz/Abrëll erauskënn.

Déifstäl a versichtem Déifstäl mat Gewalt no engem „Top 10“ vun de Gemengen; déi aner Gemenge sinn net relevant an dësem Kontext: ↑

Déifstäl a versichtem Déifstäl mat Gewalt no Quartier an der Haaptstad: ↑

ad 3. Eng Auswärtung vun der Police-Datebank huet erginn, dass 47 % vun den Täter oder Verdächtige vun den 295 Affären identifizéiert konnte ginn.

ad 4. Et gouf schon e puermol an Äntwerten op Froen vum honorabelen Deputéierte Fred Keup erkläert, dass d'Police keng Statistiken iwwer d'Nationalitéite vun den Täter féiert. Déi Fro ass reng populistesch.

ad 5. Den Datesystem JU-CHA erméiglecht et net, fir d'Infraktioun vum Déifstäl mat Gewalt lo och nach no de Wäertgéigestänn ze ënnerscheeden. Dëst bedeit, dass d'Fäll statistesch net geziilt erausgefiltert kënnen ginn, déi ausschliisslech Bijouen oder aner Wäertgéigestänn betreffen.

Dat gesot, weisen d'Statistiken allgemeng, dass am Joer 2024 insgesamt 82 an am Joer 2025 insgesamt 85 Verurteelungen am Beräich vum Déifstäl mat Gewalt am Strofrogéster agedroe goufen.

D'Statistike betreffend d'Strofe weisen, dass am Joer 2024 68 Prisongsstrofen, an am Joer 2025 82 Prisongsstrofe prononcéiert goufen. Déi duerchschnëttlech Dauer vun deene Prisongsstrofe louch am Joer 2024 bei 866 Deeg an am Joer 2025 bei 893 Deeg.

Déi disponibel Donnéeën weisen ausserdem och Geldstrofen, Travaux d'intérêt général souwéi aner Aarte vu Strofen aus, déi gegebenefalls cumuléiert ausgeschwat goufen. Den Detail dovunner weist den Tableau ↑ heidrënner.

ad 6. D'Statistik gëtt op d'Quartiere gemaach. Eng automatiséiert Recherche, déi sech spezifesch op d'Place Emile-Hamilius an d'Stad bezitt, ass net méiglech.

D'Ville-Haute gëtt duerch eng verstärkte Policepresenz iwwerwaacht, notamment am Kader vun der Police locale. Reegelméisseg Fousspatroulle ginn op der Place Emile-Hamilius an an der Émégéigend duerchgefouert. Eng weider präventiv Moossnam ass de VisuPol, deen op der Place Emile-Hamilius agesat gëtt.

Droits de souscription pour les maisons de retraite (CIPA) | Question 3393 (06/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

A verschiddene Pflege- a Seniorenheemer zu Lëtzebuerg mussen eeler Leit an hir Familljen héich Virusbezuellungen a Form vu Souscriptions-, Garantie- oder Reservéierungsrechte bezuelen, nach éier si iwwerhaapt an engem Altersheem ugeholl ginn.

Et handelt sech dobäi ëm Montante vun e puer dausend Euro. Besonnesch problematesch ass, dass dës Zommen zum Deel nëmme minimal oder guer net zeréckbezuelen ginn, och wa keng Leeschtung bruecht gouf. An engem Beispill, wat mer virläit, muss eng Persoun iwwert 8.000 € am Virus bezuelen a géif am Fall wou se net geet téschent guer näischt an 3.000 € erëmkréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill, Solidaritéit an Integratioun a fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Praxis geregelt, no där Pflege- a Seniorenheemer héich Souscriptions- oder Garantiegebühren erhiewen dierfen, fir eng Opnam bannent enger bestëmmter Frist oder eng Reservatioun ze garantéieren?
2. Wéi eng Garantien hunn d'Leit hei am Hibleck op Verbraucherschutz souwéi am Kader vum Gesetz vum 23. August 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées?
3. Wéi gëtt deene Leit gehollef, déi keng finanziell Mëttel hunn, fir dës Reservéierungskäschten am Virus ze bezuelen (zum Beispill iwwert de Fonds national de solidarité)?
4. Fënn d'Regierung et gerecht, dass d'Leit héich Virusbezuellungen leeschte mussen, och wann d'Leeschtungen net genotzt goufen? Wäert hei eppes geännert ginn?

Réponse (10/02/2026) de M. Max Hahn, Ministere de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Mme Martine Hansen, Ministere de la Protection des consommateurs

ad 1. Virop sief ugemierkt, dass dës Praxis vu Reservéierungskäschten déi absolutt Ausnam bei de Wunnstrukture fir eeler Leit duerstellt. Dës Praxis ass net spezifesch geregelt.

Wéi a rezenten Äntwerten op d'parlamentaresch Froen (N° 2453 vum 11. Juni 2025 an N° 3174 vum 11. November 2025) präziséiert, intervenéiert de Ministère net an der Präispolitik vun de Wunnstrukture fir eeler Leit, well dës als fräie Maart ugesi gëtt.

ad 2. D'Gesetz vum 23. August 2023 iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit, gesäit vir, dass d'Wunnstrukture fir eeler Leit hir Präisser an engem effentleche Regëster (www.infosenior.lu) musse publizéieren an aktuell halen, fir Transparenz ze garantéieren an de Clienten en informéierte Choix ze erméiglechen. Den Artikel 11 vum genannte Gesetz präziséiert och, dass den Hebergementsvertrag d'Konditiounen an d'Modalitéite vun der Kautioun, d'Oplëschtung an d'Präisser vun den Zousazleeschtungen, souwéi d'Modalitéite fir d'Remboursement am Fall vun Absence oder Hospitalisatioun muss enthalen.

Ganz allgemeng ass et och sou, dass d'Relatiounen téschent engem Professionellen an engem Konsument och de Reegele vun Code de la consommation ënnerleien. Duerfir applizéieren sech, fir nëmme dës ervirzesträichen, de Verbuet vu sougenannte mëssbräuchleche Klauselen an engem Vertrag oder och nach deloyal Praktiken, déi déi eeler Leit schützen.

ad 3. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1) geschriwwen, stellt dës Praxis vu Reservéierungskäschten déi absolutt Ausnam bei de Wunnstrukture fir eeler Leit duer.

Donieft sinn d'Preventioun an de Kampf géint d'Aarmut eng iewescht Prioritéit vun dëser Regierung, speziell och wat d'Altersaarmut betrëfft. Esou sinn net nëmme iwwer déi lescht Joer eng ganz Partie Mesuren direkt ëmgesat ginn, ewéi d'Vedräifachung vun der Energieprimm an der Erhéijung vun der Allocation de vie chère, mee et ass och ënner der Leedung vum Familljeministère den alleréischten nationalen Aktiounsplang géint d'Aarmut ausgeschafft a presentéiert ginn, fir d'Problematik vun der Aarmut an all hire verschiddenen Dimensiounen an op eng transversal Manéier unzuegoen.

Spezifesch a Bezuch op d'Ënnerstützung vun eelere Leit mat engem niddregen Akommes sief op zwou nei Hëlfeleien higewisen: zum engen d'Aide financière pour personnes âgées (AFPA), an zum aneren de Complément pour personnes âgées (COMPAG), déi allebéid den 1. Januar 2026 a Kraaft getruede sinn.

D'AFPA riicht sech u Persounen, déi an engem Stot mat niddregem Revenu liewen an entweder eng Alters- oder Hannerbliwwenepensioun kréien, oder op d'mannst 65 Joer hunn. Déi nei Hëllef gesäit eng Ënnerstützung an Héicht vu bis zu 2.400 Euro d'Joer fir eng eenzel Persoun vir, a gëtt, gradewéi d'Allocation de vie chère an d'Energieprimm, automatesch un d'REVIS-Bezéier ausbezuelen.

Alternativ kënnen déi Persounen, déi net déi néideg finanziell Mëttel hunn, fir de Pensiounspräis vun enger Wunnstruktur ze bezuelen, eng direkt finanziell Participatioun bei den Hebergementskäschten beim Fonds national de solidarité ufroen. De COMPAG huet als Zil, dass all Persoun vun enger adequater Prise en charge ka profitéieren, an Accès zu enger Wunnstruktur fir eeler Leit huet.

Mat dësem neie Gesetz, dat d'Chamber den 9. Juli eestëmmeg ugeholl huet, ass och en neie Mechanismus fir d'Berechnung vum Montant vun dem Complément geschaf ginn, deen sech op eng, alljärelech nei berechent, national Moyenne vun de Pensiounspräisser vun all den Eenzellogementer baséiert.

Zousätzlech ginn iwwer d'Majoratioun fir essentiel Servicer a Produite Käschten iwwerholl fir Produiten an Déngschtleeschtungen, déi noutwendeg sinn, fir dignement kënnen am Alter ze liewen: den Entretien an d'Bereetstelle vun der Wäsch, Hygiènesproduiten, an den Accès zu Kommunikationsméiglechkeeten. Donieft hunn d'Leit mam neie Gesetz och Urecht op e sougenannten Täschegeld an Héicht vu 630 Euro de Mount.

ad 4. Ewéi am Artikel 11 vum Gesetz vum 23. August 2023 iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit definéiert ass, mussen esou Dispositiounen kloer am Kontrakt festgehal ginn:

„Sans préjudice d'autres dispositions contractuelles, le contrat d'hébergement [...] indique le prix du logement et des prestations et services visés à l'article 3, paragraphe 1^{er}, points 1° à 4°, y compris les montants éventuels à rembourser en cas d'absence ou d'hospitalisation ainsi que les modalités de remboursement.“

An deem Sënn schützt d'Gesetz déi potenziell Clienten, andeems all déi relevant Informatiounen, dorënner déi genannte Virusbezuellungen, gradewéi d'Modalitéite vum Remboursement, am Kontrakt festgehal musse ginn an d'Clienten eng informéiert Decisioun kënnen treffen.

Critères et procédures de prise en charge des fauteuils roulants par la sécurité sociale | Question 3394 (06/01/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

Laut rezenten Informatiounen beneficiéieren zu Lëtzebuerg ongeféier 8.500 Versécherter vum Iwwerhuele vun engem Rollstull duerch d'Fleegeversécherung oder d'Krankekeess. D'Käschten, déi vun der CNS iwwerholl ginn, variéiere staark, vun 230 Euro bis zu 35.000 Euro, jee no Aart vum Rollstull. Dës grouss Präisspann weist, dass et eng breet Pallett vu Rollstill gëtt, déi ënnerschiddleche Bedierfnesser vun de Betroffenen entsprechen an et stellt sech d'Fro, no wéi eng Krittäre genee d'CNS an d'Fleegeversécherung d'Iwwerhuele vun dëse Käschten decidéieren an ob et Ënnerscheeder an der Versuergung vun de Patiente gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. No wéi eng Krittäre gëtt entscheet, ob e Rollstull vun der Fleegeversécherung oder vun der Krankekeess iwwerholl gëtt?
2. Wéi eng Prozedur muss e Patient duerchlafen, fir d'Finanzéierung vun engem Rollstull ze kréien, a wéi laang dauert dës Prozess am Duerchschnëtt?
3. Gëtt et Limitatiounen oder Quoten, wat d'Erneuerung vun engem Rollstull ubelaangt, a wéi eng Krittäre gëllen, fir en neie Rollstull accordéiert ze kréien?
4. Wéi eng Moosnamen hëlt d'Regierung fir sécherstellen, dass all Patient Zougang zu deem Rollstull huet, deen am beschte sengen individuelle Bedierfnesser entsprécht, onofhängeg vu senger finanzieller Situatioun?
5. Gëtt et Statistiken iwwer d'Unzuel vun den Demanden, déi ofgeleent goufen, a wat sinn déi heefegst Grënn fir eng Ofleengung?

Réponse (29/01/2026) de Mme Martine Deprez, Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Laut dem Artikel 349 muss eng Fleegebedürftegkeet fir méi ewéi 6 Méint oder irreversibel bestoen, fir iwwert d'Departement Fleegeversécherung vun der Gesondheetskeess ee Rollstull iwwerholl ze kréien.

Wann een urgente Besoin fir ee Rollstull besteet, kann e Basis-Rollstull och op Ordonnance médicale vum Dokter direkt zur Verfügung gestallt ginn iwwert de Volet „assurance maladie“, am Klang mat de Konditiounen vum Fichier B2 vun de Statute vun der Gesondheetskeess (CNS).

ad 2. Fir e Rollstull ze kréien, muss d'Persoun eng entsprechend Demande bei der CNS maachen. Dës Demande enthält e medezinnesche Bericht (Code R20). D'Prozedur ass ëmmer déi selwecht, onofhängeg vun de verschiddenen Typen vu Rollstull, déi et gëtt.

D'Dauer vun dësem Prozess ass ofhängeg souwuel vum Typ ewéi vun der Disponibilitéit vum benéidegte Rollstull.

D'Basis-Rollstill, déi op Lager sinn, ginn der Persoun méttels Locatioun zur Verfügung gestallt. Wann de Rollstull speziell Ufuorderungen erfëlle muss, gëtt dësen ausgeschriwwen, fir de Bedierfnesser vun der Persoun am beschte gerecht ze ginn.

ad 3. E Rollstull gëtt accordéiert, nodeems de Besoin vun der Administration d'évaluation et de contrôle duerch eng Evaluatioun festgehal gouf.

ad 4. Den Zougang zu den techneschen Hëlfeesmëttel am Allgemengen, an dem Rollstull am spezifeschem,

ass iwwert d'groussherzoglecht Reglement vum 22. Dezember 2006 gereegelt¹⁰.

Laut Artikel 3 vun dësem Reglement ginn déi integral Käschte vun der Locatioun vun de Rollstill vun der CNS iwwerholl, wann de spezifesche Besoin vun der betroffener Persoun duerch d'AEC festgehal ginn ass.

D'finanziell Situatioun vun der Persoun gëtt a kengem Fall consideréiert.

ad 5. Fir d'Joer 2025 goufe 5 Demanden ofgeleent, 2024 waren et 4 ofgeleenten Demanden.

D'Grënn fir d'Ofleennung waren:

- d'Persoun konnt wéinst motoreschen oder kognitive Beanträchtegungen den elektresche Rollstull net sécher benotzen, wat eng Gefor fir d'Persoun selwer oder hiren Entourage duerstellt;
- d'Persoun huet am Ausland gewunnt;
- d'Persoun hat de Rollstull scho kaf, éier si eng Demande gemaach hat.

.....

Évolution des prix et des structures de propriété des terres agricoles au Luxembourg | Question **3395** (06/01/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

En Artikel am Magazine „brand eins“ beschreift déi drastesch Entwécklung um däitschen Terrainsmaart, wou d'Kafpräisser fir Agrarland an de leschten zéng Joer ëm 200 bis 350 Prozent geklomme sinn. De Bericht weist op, datt méttlerweil grouss Agrarholdingen an net landwirtschaftlech Investisseuren – wéi Fondatiounen oder Family-Offices – e bedeitenden Deel vun de Fläche besëtzen, a verschiddene Regioune bis zu 37 Prozent. Dëst geschitt dacks iwwer sougenannt „share deals“, mat deenen Investisseuren d'Reglementer vum Grundstückverkehrs-gesetz ëmginn, andeems se Participatiounen u Betriber kafen amplaz de Buedem direkt. Dës Dynamik féiert dozou, datt Pachtpräisser mat de Buedempräisser klammen a fir Baueren dacks net méi ze finanziéieren sinn. Fir d'Situatioun zu Lëtzebuerg objektiv bewäerten ze kënnen an ze präiwien, ob ähnlech Tendenzen existéieren, ass eng detailléiert Analys vun de verfügbaren Donnéeën iwwer d'Besëtzerhältnissen an d'Präisentwécklung noutwendeg.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Wéi vill Hektar landwirtschaftlech Fläch sinn no Donnéeën vum Ministère aktuell zu Lëtzebuerg am Besëtzt vu juristesche Persounen, déi keng aktiv landwirtschaftlech Betriber sinn (z. B. Promoteuren, Immobilienholdings, Investmentfongen oder Fondatiounen)?
2. Wéi hunn sech d'Duerchschnittspräisser fir de Kaf vu landwirtschaftlech Terrain (Akerland a Gréngland) an de leschten 10 Joer zu Lëtzebuerg entwéckelt?
3. Huet de Ministère statistesch Donnéeën, déi weisen, a wéi engem Ëmfang sougenannt „share deals“ (de Kaf vun Undeeler u landwirtschaftleche Gesellschaften amplaz vum direkte Landkaf) zu Lëtzebuerg an de leschte Jore stattfonnt hunn?
4. Wéi huet sech de Pachtpräis pro Hektar an de leschte Joren entwéckelt a gëtt et eng Korrelatioun tëscht der Kafpräisentwécklung an der Héicht vun de Pachten?

¹⁰ Règlement grand-ducal du 22 décembre 2006 déterminant : 1. les modalités et les limites de la prise en charge des aides techniques par l'assurance dépendance ; 2. les modalités et les limites de la prise en charge des adaptations du logement par l'assurance dépendance ; 3. les modalités et limites de la prise en charge par l'assurance dépendance des aides techniques pour les personnes bénéficiaires de soins palliatifs

Réponse (21/01/2026) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. De Landwirtschaftsministère huet keng Donnéeën vun de gefroten Informatiounen.

ad 2. Op déi lescht 10 Joer gekuckt sinn d'Kafpräisser ëm 75 % geklommen, wéi een a follgendem Tableau[†] ka gesinn:

Weider Detailer heizou fënnt een um LUSTAT-Portal[†].

ad 3. De Landwirtschaftsministère huet keng Donnéeën vun de gefroten Informatiounen.

ad 4. Op déi lescht 10 Joer gekuckt sinn d'Pachtpräisser ëm 23 % geklommen, wéi een a follgendem Tableau[†] ka gesinn:

Weider Detailer heizou fënnt een um Landwirtschaftsportal[†].

Wat d'Korrelatioun ugeet, sou ass d'Richtung déi selwecht, de Kafpräis weist awer méi Schwankungen op an ass an de leschten 10 Joer méi staark geklommen (+75 %) wéi de Pachtpräis (+23 %).

.....

Impact de l'accord OCDE-États-Unis sur l'imposition des multinationales américaines au Luxembourg | Question **3397** (07/01/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Les États-Unis et les pays membres de l'OCDE ont finalisé un accord qui exempterait les entreprises américaines de l'impôt minimum mondial de 15 %. En vertu de cet accord, les autres pays seraient de facto empêchés d'imposer des taxes supplémentaires sur les succursales étrangères des multinationales américaines. Cet accord entraînera des répercussions sur la fiscalité des entreprises au Luxembourg, en relation avec les sociétés américaines et au-delà.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre de cet accord entre les États-Unis et l'OCDE ?
- 2) Comment les succursales des multinationales américaines seront-elles imposées au Luxembourg suite à cet accord ?
- 3) Quel est l'impact de cet accord sur les recettes fiscales de l'État ?

Réponse (21/01/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) L'accord publié le 5 janvier 2026 sur le site Internet de l'OCDE constitue l'aboutissement de négociations approfondies et complexes menées ces derniers mois entre l'ensemble des délégations du Cadre inclusif de l'OCDE/G20. L'accord met notamment en place, aux fins de l'application de la règle d'inclusion du revenu (« RIR ») et de la règle des bénéfices insuffisamment imposés (« RBII »), un régime de protection (« safe harbour ») à partir de l'année fiscale 2026 pour les entités constitutives d'un groupe multinational entrant dans le champ d'application des règles du Pilier Deux, pour autant que l'entité mère ultime de ce groupe soit située dans une juridiction dont le droit national remplit un certain nombre de critères en matière d'imposition minimale et de mesures contre l'érosion de la base fiscale et le transfert de bénéfices. Les critères en question sont définis dans l'accord du 5 janvier 2026 et visent à identifier les régimes fiscaux nationaux ayant des objectifs, champs d'application et effets largement équivalents à ceux du Pilier Deux. À l'heure actuelle, seuls les États-Unis

sont considérés par le Cadre inclusif de l'OCDE comme remplissant ces critères.

En tant que compromis politique entre toutes les délégations du Cadre inclusif, l'accord du 5 janvier 2026 permet d'apporter aux groupes d'entreprises concernés une prévisibilité et sécurité juridiques quant au cadre fiscal international leur étant applicable, tout en préservant la dimension multilatérale de la coopération fiscale internationale qui a permis d'obtenir au cours de la dernière décennie des progrès significatifs dans la lutte contre les pratiques d'érosion de la base fiscale et du transfert de bénéfices.

Les travaux visant à implémenter l'accord du 5 janvier 2026 en droit luxembourgeois ont été entamés par les services du Ministère des Finances et un projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 décembre 2023 relative à l'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure du 22 décembre 2023 sera soumis dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés.

ad 2) Il convient de signaler que les entités constitutives faisant partie d'un groupe américain et situées au Luxembourg resteront soumises à l'impôt national complémentaire (« qualified domestic top-up tax »), un des trois impôts mis en place par la loi précitée du 22 décembre 2023. En effet, le régime de protection dont pourront bénéficier les entités faisant partie d'un groupe d'entreprises américain ne concerne que l'application de la RIR et de la RBII. Au cas où les entités constitutives du groupe disposent au Luxembourg d'un taux effectif d'imposition inférieur à 15 pour cent, tel que calculé en vertu de la loi précitée du 22 décembre 2023, elles devront payer le montant de l'impôt complémentaire en résultant au Luxembourg. Par ailleurs, l'application à de telles entités des règles en vigueur en matière d'impôt sur le revenu des collectivités, d'impôt commercial communal ou encore d'impôt sur la fortune n'est pas impactée. De même, l'accord permet d'améliorer le traitement des crédits d'impôts non remboursables aux fins de l'application des règles du Pilier Deux et de la détermination du taux effectif d'imposition, ce qui pourrait également avoir dans une certaine mesure un impact positif sur la bonification d'impôt pour investissement au Luxembourg. Enfin, la Commission européenne présentera au plus tard en 2029 une évaluation de l'impact potentiel de l'accord du 5 janvier 2026 sur la compétitivité de l'UE, tout en ayant réitéré lors du Conseil ECOFIN de décembre 2025 son ambition de simplifier davantage les règles de la directive Pilier Deux, dans une optique de réduction de la charge administrative pour les groupes d'entreprises et les administrations fiscales concernés. Une évaluation générale de l'impact de l'accord est également prévue d'ici 2029 au niveau du Cadre inclusif.

ad 3) Il est encore trop tôt pour déterminer l'impact de l'accord. Si celui-ci permet de préserver le cadre général du Pilier Deux, son effet précis sur les recettes fiscales luxembourgeoises dépendra notamment de facteurs tels que les différentes structures sociétaires au Luxembourg des groupes d'entreprises concernés, le nombre d'entités luxembourgeoises appartenant à un groupe d'entreprises susceptible de bénéficier à terme du régime de protection en question, les réactions éventuelles des groupes d'entreprises entrant dans le champ des règles du Pilier Deux, ainsi que, plus largement les effets compétitifs susceptibles d'être induits à moyen et long terme.

.....

Installation de feux de signalisation aux abords des écoles et sécurité des chemins scolaires | Question **3398** (07/01/2026) de **Mme Francine Cloeser** (LSAP)

Les lignes directrices de 2013 relatives à l'apaisement du trafic à l'intérieur des agglomérations mentionnaient la possibilité de mettre en place des feux tricolores aux abords des écoles « lorsque les charges de trafic posent un réel danger pour les enfants ». Les nouvelles lignes directrices ministérielles de 2023, qui ont modernisé et complété les recommandations en matière d'apaisement de la circulation, se concentrent sur des mesures de réduction de la vitesse sans aborder spécifiquement la question des feux de signalisation aux abords des établissements scolaires.

Toutefois, la sécurité des chemins scolaires et la protection des élèves lors de la traversée des voies publiques demeurent des préoccupations centrales pour toutes les communes du pays et lors du récent « Zuch vun der Demokratie » à la Chambre des Députés, les enfants ont d'ailleurs exprimé le souhait de voir davantage de feux de signalisation aux abords des écoles.

Cette demande des jeunes citoyens souligne l'importance qu'ils accordent eux-mêmes à ce dispositif de sécurité pour leurs déplacements quotidiens.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Comment le Gouvernement évalue-t-il la demande exprimée par les enfants lors du « Zuch vun der Demokratie » à la Chambre des Députés concernant l'installation de davantage de feux de signalisation aux abords des écoles ?

2) Quelle est la position actuelle du Gouvernement concernant l'installation de feux de signalisation devant les établissements scolaires ? Dans quelles situations leur mise en place est-elle recommandée ou jugée appropriée ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il d'élaborer des lignes directrices spécifiques ou des critères clairs pour guider les communes dans leur décision d'installer des feux tricolores aux abords des écoles ?

4) Quels sont les autres dispositifs de sécurité que le Gouvernement recommande en priorité pour sécuriser les abords des écoles, et comment s'articulent-ils avec l'éventuelle installation de feux de signalisation ?

Réponse (03/02/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Députée aimerait connaître la position du ministère concernant les feux de signalisation aux abords des établissements scolaires et les lignes directrices ministérielles y relatives.

Les lignes directrices « apaisement de la circulation » de 2023 (www.apaisement.lu) modernisent l'approche de 2013 en élargissant le périmètre à toutes les voiries en agglomération et en formalisant une démarche méthodologique structurée tenant davantage compte de la fonction des routes. Leur structure par fiches techniques thématiques simplifie l'utilisation sur le terrain et permet des mises à jour ponctuelles.

C'est dans un principe de continuité que l'apaisement reste défini comme un ensemble de mesures visant à réduire la vitesse et le volume du trafic motorisé. L'aménagement physique doit permettre aux conductrices et conducteurs de reconnaître le contexte apaisé.

ad 1) Le Gouvernement accorde une attention particulière à toute demande citoyenne relative à la sécurité routière, particulièrement lorsqu'elle émane d'enfants et concerne leurs déplacements quotidiens. Les préoccupations exprimées confirment l'importance d'une sécurisation claire et effective des chemins scolaires.

L'objectif prioritaire demeure l'instauration d'une sécurité durable, fondée sur des aménagements visant à

inciter ou contraindre le trafic motorisé à respecter la vitesse maximale autorisée, la vitesse constituant le facteur le plus déterminant en cas d'impact.

L'installation de feux tricolores aux abords des écoles peut constituer une mesure appropriée lorsque les charges de trafic génèrent un danger avéré. Toutefois, leur multiplication ne garantit pas en soi une amélioration de la sécurité. Leur pertinence doit être appréciée au cas par cas, sur base de critères objectivables tels que les flux d'écoulements, les traversées concernées, les vitesses pratiquées et le volume du trafic.

À l'inverse, un passage pour piétons peut offrir des conditions de traversée satisfaisantes même sans feux, pour autant qu'il soit conçu selon les exigences techniques requises, notamment en matière de visibilité et d'éclairage.

Enfin, la réduction de la vitesse maximale autorisée en agglomération, combinée à des mesures constructives, constitue un levier essentiel de sécurisation.

Il convient de noter que les aménagements réalisés par les communes sur le réseau routier étatique restent soumis à l'octroi préalable d'une permission de voirie.

ad 2) Conformément aux lignes directrices de 2023, le ministère n'exclut pas le recours aux feux tricolores mais privilégie une approche contextuelle et proportionnée. Leur crédibilité, tant pour les automobilistes que pour les enfants, est un facteur déterminant de leur efficacité.

Une évaluation au cas par cas peut conduire à privilégier leur installation notamment sur des axes ayant un trafic motorisé important lorsque les aménagements physiques s'avèrent insuffisants, ainsi qu'en présence de flux scolaires concentrés sur une traversée structurante nécessitant une régulation complémentaire.

En revanche, en milieu résidentiel à faible trafic, la priorité est donnée à des aménagements globaux visant la réduction de la vitesse et la lisibilité des traversées, plutôt qu'à un dispositif de régulation ponctuel. Une configuration urbanistique dispersant les déplacements scolaires, sans les canaliser vers des traversées clairement identifiées, est susceptible d'accroître les risques. De plus, l'attention des conductrices et conducteurs peut se focaliser sur les feux au détriment de l'environnement immédiat, réduisant ainsi leur vigilance à l'égard des enfants.

D'autres solutions peuvent compléter les aménagements, telles que des zones « Kiss & Go » implantées à distance des entrées scolaires et favorisant les derniers mètres à pied. Aussi, des dispositifs de type « Pedibus » ou le recours à des patrouilleurs scolaires, sont encouragés par le ministère.

ad 3) Les lignes directrices de 2023 constituent le cadre de référence intégrant l'ensemble des éléments d'analyse nécessaires, y compris pour la sécurité aux abords des établissements scolaires. Elles proposent une démarche fondée sur le contexte urbain et le volume de trafic, incluant l'évaluation de l'opportunité d'installer des feux de signalisation.

Ce cadre est complété par le guide « Passages pour piétons en agglomération » de la Commission de circulation de l'État (avril 2014) ainsi que par les « Richtlinien für Lichtsignalanlagen » (RILSA). Ces documents constituent un appui pour les communes afin d'identifier les emplacements où de telles installations sont susceptibles d'apporter une réelle plus-value en matière de sécurité, notamment sur les chemins scolaires, tout en garantissant leur acceptabilité par les usagers et usagères.

Le ministère privilégie une analyse individualisée plutôt qu'une application automatique de critères

uniformes, afin de tenir compte de la diversité des situations locales. Les services ministériels accompagnent les communes dans l'évaluation des options et dans la définition de solutions adaptées, en cohérence avec les lignes directrices en vigueur.

ad 4) Le ministère recommande en priorité l'instauration d'une limitation à 30 km/h accompagnée de mesures constructives, l'aménagement de cheminements sécurisés vers les écoles et les arrêts scolaires, ainsi que la création de zones « Kiss & Go » éloignées et des stationnements dédiés aux vélos et trottinettes.

Des passages pour piétons, éventuellement équipés de feux, peuvent être prévus lorsque les flux le justifient.

Il convient de rappeler qu'un passage pour piétons ou un feu de signalisation ne constitue pas en soi une mesure d'apaisement du trafic. Ces dispositifs contribuent à la sécurité d'une traversée, sans toutefois se substituer aux aménagements visant une réduction effective de la vitesse. Leur installation doit être fondée sur une analyse contextuelle, à défaut de quoi leur efficacité et leur crédibilité peuvent être compromises.

Par ailleurs, la Commission de circulation de l'État exclut tout dispositif contraire au Code de la route ou non standardisé (couleurs non réglementaires, figurines, dispositifs lumineux clignotants, etc.). Cette approche vise à éviter toute confusion, à garantir une interprétation correcte par les systèmes embarqués et à éviter la création d'un sentiment de sécurité inapproprié. L'uniformité à l'échelle nationale assure une reconnaissance immédiate, limite les comportements imprévisibles et garantit l'équité.

.....

Statut et exigences linguistiques dans les écoles internationales publiques | Question 3399 (07/01/2026) de Mme Francine Cloeser (LSAP)

Conformément à la législation nationale, le cadre du personnel des écoles internationales publiques au Luxembourg comprend un directeur, deux directeurs adjoints et des fonctionnaires des différentes catégories de traitement telles que prévues par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. Ce cadre peut être complété, suivant les besoins du service et dans les limites des crédits budgétaires, par des fonctionnaires stagiaires, des employés de l'État et des salariés de l'État.

Au-delà de cette composition de base, la législation prévoit une dérogation spécifique : le cadre peut également être complété par des employés enseignants qui remplissent trois conditions particulières. Premièrement, ces employés enseignants doivent avoir eu accès à la fonction enseignante ou d'encadrement socio-éducatif ou psychosocial dans un pays membre de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange. Deuxièmement, ils doivent se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans la fonction enseignante ou dans une fonction d'encadrement socio-éducatif ou psychosocial en relation avec l'apprentissage ou l'enseignement. Troisièmement, ils doivent prouver par des certificats qu'ils ont atteint le niveau B2 du cadre européen commun de référence des langues dans au moins une des langues administratives définies par la loi modifiée du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Enfin, la législation prévoit également que l'enseignement peut être assuré par des enseignants d'autres établissements détachés ou transférés.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Combien de personnes exercent actuellement une fonction enseignante dans une école internationale publique au Luxembourg, réparties selon l'école et les catégories statutaires suivantes : fonctionnaires, fonctionnaires stagiaires, employés, salariés, employés enseignants engagés sous le régime dérogatoire remplissant les conditions particulières mentionnées ci-dessus, enseignants détachés ou transférés d'autres établissements d'enseignement luxembourgeois, et le cas échéant enseignants détachés par des États membres de l'UE ?

2) Les personnes exerçant actuellement une fonction de direction (directeur ou directeur adjoint) dans une école internationale publique au Luxembourg relèvent-elles toutes du statut des fonctionnaires de l'État ? Dans la négative, à quelle catégorie statutaire appartiennent-elles respectivement (fonctionnaires stagiaires, employés de l'État, salariés de l'État, ou autre statut) ?

3) La maîtrise des trois langues administratives constitue-t-elle un critère obligatoire pour l'accès aux fonctions de direction (directeur et directeur adjoint) dans les écoles internationales publiques au Luxembourg, ou des dérogations sont-elles possibles ? Dans l'affirmative, combien de membres de la direction ne maîtrisent pas les trois langues administratives ?

4) La maîtrise de l'anglais constitue-t-elle également une exigence pour l'accès aux fonctions de direction (directeur et directeur adjoint) dans les écoles internationales publiques au Luxembourg ? Si oui, à quel niveau du cadre européen commun de référence des langues ? Cette exigence est-elle obligatoire ou facultative ?

Réponse (10/02/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1) L'honorable Députée s'enquiert des « catégories statutaires » des personnes exerçant actuellement « une fonction enseignante dans une école internationale publique au Luxembourg ».

Il est à noter que toutes les personnes en question relèvent des catégories statutaires suivantes :

- fonctionnaires et fonctionnaires-stagiaires engagés sous le régime de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et de la loi du 29 juin 2005 portant fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;
- employés engagés sous le régime de la loi du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;
- employés enseignants engagés en vertu des dispositions contenues dans les lois respectives des écoles internationales publiques relatives au recrutement du personnel enseignant.

Les autres catégories statutaires énumérées par l'honorable Députée ne sont pas représentées :

- salariés : de par la loi, le recrutement d'enseignants sous le statut de salarié est exclu ;
- enseignants détachés par des États membres de l'UE : en vertu des dispositions régissant le système des écoles européennes, le détachement d'enseignants par les États membres est limité aux écoles européennes dites « de type 1 » (Luxembourg-Kirchberg et Luxembourg-Mamer).

Quant aux enseignants « détachés ou transférés d'autres établissements d'enseignement luxembourgeois », ils sont comptés parmi les catégories des fonctionnaires, des employés et des employés enseignants.

Le tableau[†] ci-après renseigne les catégories statutaires des enseignants affectés aux écoles

internationales publiques et disposant à ce titre d'une loi propre : École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette (EIDE), Lënster Lycée International School (LLIS), Lycée Edward Steichen Clervaux (LESC), École internationale de Mondorf-les-Bains (EIMLB), École internationale Mersch Anne Beffort (EIMAB), École internationale Gaston Thorn (EIGT), Lycée Michel Lucius (LML). Il comprend les enseignants assurant – aux cycles maternel, primaire ou secondaire des écoles en question – au moins une leçon dans le cadre du programme international offert par ces écoles.

ad 2) à 4) Aux termes de l'article 5 de la loi modifiée du 29 juin 2005 portant fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire, « [l]e directeur et le directeur adjoint sont choisis parmi les fonctionnaires appartenant ou ayant appartenu pendant cinq ans au moins au personnel de la catégorie de traitement A, sous-groupe enseignement secondaire ou sous-groupe enseignement fondamental ».

Il s'ensuit que toutes les personnes exerçant actuellement une fonction de direction dans une école internationale publique relèvent du statut du fonctionnaire. L'accès à une fonction de direction étant par ailleurs soumis à une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans une carrière enseignante, l'ensemble du personnel de direction satisfait aux conditions linguistiques requises pour une telle fonction, à savoir la maîtrise des trois langues administratives du pays. Finalement, il ressort de l'article 5 précité que la maîtrise de l'anglais ne constitue pas une exigence pour l'accès aux fonctions de direction ; la maîtrise de cette langue est toutefois considérée comme un atout en vue de faciliter le dialogue avec les élèves et les enseignants des sections anglophones, ainsi qu'avec les parents des élèves.

Qu'il soit finalement précisé que la fonction de directeur de lycée compte parmi celles qui requièrent la nationalité luxembourgeoise (article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 12 mai 2010 déterminant les emplois dans les administrations de l'État et les établissements publics comportant une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public).

Introduction de l'euro numérique et avenir des paiements en espèces | Question 3400 (07/01/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Après l'accord en Conseil de l'Union européenne en décembre 2025, la proposition de règlement visant à introduire l'euro numérique sera cette année soumise au vote par le Parlement européen. Une fois que la proposition visant à établir le cadre juridique aura été adoptée par le Parlement européen et le Conseil, il appartiendra finalement à la Banque centrale européenne (BCE) de décider d'émettre ou non l'euro numérique. La BCE a récemment indiqué que l'euro numérique pourrait être opérationnel d'ici à 2029.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre de cet accord au niveau du Conseil ?
- Monsieur le Ministre estime-t-il que l'introduction de l'euro numérique améliorera l'autonomie stratégique de la zone euro ?
- Monsieur le Ministre estime-t-il que l'introduction de l'euro numérique augmentera l'influence de la BCE dans les systèmes de paiements dans la zone euro, au détriment des acteurs nationaux ?

– Monsieur le Ministre est-il confiant que les paiements en espèces resteront possibles dans les années à venir ?

Réponse (29/01/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le Luxembourg soutient l'accord de négociation adopté au Conseil sur les propositions législatives relatives à l'euro numérique et au cours légal des espèces en euros.

Cet accord sur le Paquet « monnaie unique » constitue une étape majeure pour préparer l'euro à l'ère numérique, tout en renforçant la protection de l'argent liquide et la liberté de choix des citoyens en matière de solutions de paiement. L'euro numérique complètera l'argent liquide, sans le remplacer. Il sera également complémentaire aux solutions de paiement privées, nationales et internationales, qui continueront à jouer un rôle central dans l'écosystème des paiements.

L'euro numérique renforcera enfin l'autonomie stratégique et la résilience de la zone euro en réduisant la dépendance aux infrastructures de paiement non européennes et en consolidant une solution de paiement souveraine, disponible dans l'ensemble de la zone euro, fondée sur une infrastructure et une gouvernance européennes, avec une distribution assurée par des prestataires de services de paiement européens.

Fonds national de soutien à la production audiovisuelle | Question 3401 (07/01/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Luxembourg Film Fund (Fonds national de soutien à la production audiovisuelle) gëtt zënter Jore mat héije Montante vu Steiergelder finanzéiert a soll och an de kommende véier Joer ronn 180 Milliounen Euro aus dem Staatsbudget kréien.

Aus de Joresrapporte vum Filmfong geet ervir, datt d'finanziell Hëllef (AFS) zum groussen Deel un eng kleng Unzuel u Produktionsfirmen fléissen. Dës Firme sinn oft Deel vu méi groussen, deels international organiséierte Firmegruppen, an deenen niest der Produktioun och Animatiounsstudioen, Postproduktiouns- a Servicefirmen, technesch Prestataire, Distributeuren an och Immobiliengesellschaften zesummegehéieren. Oft gehéieren dës Firmen dann de selwechte physische Persounen (Bénéficiaires effectifs).

D'Subsidë gi formell un eenzel Projeten ausbezuel, mee duerch komplex Firmestrukturen kënnen d'Subsiden u sech bannent enger Firmegrupp weidergereecht ginn, beispillsweis iwver intern Verrechnungen tëscht verbonnene Firmen.

De Fall vun der SuperDrecksKëscht virun e puer Joer huet gewisen, wéi problematesch dat ka sinn, grad wann d'Reegele vum enger korrekter Verrechnung (Transfer pricing, arm's length Prinzip) net agehale ginn.

Zum Beispill kann d'Produktionsfirma A, déi d'Subsidë vum Filmfong kritt, iwvert eng „iwverdriwwe“ Rechnung vun der Mammen-, Duechter- oder Schwësterfirma B weiderreechen.

Zusätzlech stellt sech d'Fro no der sënnavoller Notzung vu Steiergelder an dem Géigewäert fir de Staat:

No der Finanzéierung behält de Staat weeder Rechter un der intellektueller Proprietéit nach eng direkt Bedeelegung un de spéidere Recettë vun de finanzierte Wierker.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1.
 - 1.1. Wéi eng zéng Firme kruten an de leschten 10 Joren déi meeschten Hëllefren aus dem AFS-Dëppen ausbezuelt a wéi vill Sue kruten dës Firmen?
 - 1.2. Wéi eng vun dëse Firme sinn eng Duechterfirma (Filial) vun enger anerer Firma?
 - 1.3. Wéi eng vun dëse Firme sinn eng Mammegesellschaft mat Duechterfirmen?
2. Wéi eng Reegele gëlle fir d'Ausbezuelt vun den AFS-Hëllefren, wann d'Firmen Deel vu méi grouse Firmegruppe sinn a wéi gëtt séchergestallt, dass d'finanziell Hëllef vum AFS net vun hirem Zweck entfremdet ginn?
3. Wéi gëtt konkret kontrolléiert, dass d'Prestatiounen tëschent Firmen aus engem Firmegrupp (Studien, Postproduktioun, Locatioun vu Büroen oder Studios, technesch Material) wierklech zu Maarkkonditiounen an de richtege Präisser (arm's length Prinzip) verrechent ginn?
4. Firwat ass beim Filmfong net virgesinn, Undeeler un der intellektueller Proprietéit vun de finanziéierte Wierker ze behalen, besonnesch bei Firmen, déi reegelméisseg AFS kréien?

Réponse (05/02/2026) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1.1. D'ëffentlech Ënnerstëtzung vum Secteur vun der audiovisueller Produktioun gouf am Kader vun enger europäescher Politik opgestallt, déi säit Enn vun den 1980er Joren entwéckelt gouf. Zu deem Zäitpunkt huet d'Europäesch Kommissioun d'Memberstaaten dozou opgeruff, hiren audiovisuelle Secteur geziilt auszubauen an ze strukturéieren, fir enger staarker internationaler Konkurrenz entgéintzewierken. D'Kommissioun huet dobäi déi besonnesch Bedeutung vun deem Secteur ervirgehuewen, souwuel aus kultureller wéi och aus wirtschaftlecher Siicht, wéinst sengem Potenzial Aarbechtsplazen ze schafen a wéinst senger wichteger Roll am Opbau an der Promotioun vun enger europäescher kultureller Identitéit.

An deem Kontext hunn all d'Memberstate vun der Europäescher Unioen Mechanisme fir d'Ënnerstëtzung vun hirem audiovisuelle Secteur agefouert, déi op europäeschem Niveau duerch Instrumenter wéi de Fong Eurimages vum Europarat an de Programm MEDIA (Mesures pour l'encouragement et le développement de l'industrie audiovisuelle) ergänzt goufen. Et ass an dëser Dynamik, dass d'Lëtzebuerger Regierung, parallel zu den zwee bestehenden Aktivitéitspolen CLT a SES, decidéiert huet, Instrumenter anzeféieren, fir d'Entstoen an de Wuesstem vun engem nationalen audiovisuelle Secteur ze ënnerstëtzen. Zwee finanziell Ënnerstëtzungsmechanismen goufen dofir agefouert: op der enger Säit de Régime des certificats d'investissement audiovisuel (CIAV) an op der anerer Säit d'Aides financières sélectives (AFS).

Et ass drun ze erënneren, dass déi audiovisuell Produktioun am europäesche Versteesdemech virun allem als e kulturell Gutt ugesi gëtt. Wéinst der Struktur vum Marché an de Rentabilitéitsniveauen, déi allgemeng an Europa observéiert ginn, kënnen audiovisuell Wierker an de meeschte Fäll net onni eng substanzuell ëffentlech Ënnerstëtzung realiséiert ginn.

De Regimm vun de CIAV huet eng indirekt Hëllef duergestallt, a Form vun engem steuerleche Virdeel mat virun allem wirtschaftlecher Finalitéit. En hat zum Zil, ënnert anerem iwwer d'Finanzplaz, national an international Kapitaler un d'Lëtzebuerger

Produktiounsgesellschaften ze kanaliséieren an Investitiounen an der Produktioun an an internationale Koproduktiounen ze encouragéieren. Déi selektiv finanziell Hëllefren (AFS) goufen dogéint als e System vun Avancen op Recetté konzipéiert, fir d'Schreiwern, d'Produktioun an Diffusioun vu Wierker ze ënnerstëtzen. An der Praxis hunn d'CIAV, déi net remboursabel waren, ronn 95 % vum Gesamtvolumen vun den Hëllefren uitgemaach, während d'AFS, déi remboursabel sinn, ongeféier 5 % dovun representéiert hunn.

Am Liicht vun den Entwécklungen vum Secteur, besonnesch op internationalem Niveau, huet d'Regierung am Joer 2012 decidéiert, dass eng Upassung vum gesetzleche Kader noutwenneg wier, fir d>Weiderféierung an d'Konsolidéierung vum Opschwung vum lëtzebuerger audiovisuelle Secteur ze garantéieren. Et gouf deemno beschloss, de Regimm vun de CIAV komplett duerch e System vun direkter Hëllef ze ersetzen, deen op dem Prinzip vun de selektiv finanziellen Hëllefren (AFS) baséiert ass, dat heescht op remboursabel Hëllefren. An deem Zesummenhang ass et wichteg ervirzehiewen, dass, och wann déi meescht audiovisuell Wierker keng oder keng substanzuell finanziell Retoure generéieren, den Artikel 9 vum Gesetz iwwer de Filmfong¹¹ virgesäit, dass eventuell finanziell Retouren un de Filmfong zeréckbezuelt ginn, mam Zil, eng Reinvestitioun an zukünfteg Projete vun der Produktiounsgesellschaft ze erméiglechen.

Et ass och wichteg ze ënnersträichen, dass AFSe fir konkret audiovisuell Projeten accordéiert ginn an net un eng Produktiounsgesellschaft als solch. D'Produktiounsgesellschaft handelt dobäi als Gestionsinstanz vun der Hëllef, déi fir d'Finanzéierung vun der Produktioun vum jeeweilige Wierk geduecht ass, also ënnert anerem fir d'Käschten vun Auteuren, Realisateuren, Techniker, Acteuren an Déngschtleeschter. Déi zougewise Mëttele sinn net dozou bestëmmt, d'Produktiounsgesellschaft als solch ze ënnerstëtzen, mee dëngen eleng der Kreatioun vum Wierk a kënnen net fir Depensé benotzt ginn, déi kee Lien mat der Produktioun hunn.

Dem Artikel 9 vum Gesetz no, mussen déi juristesche Entitéiten, déi eng Demande beim Filmfong stellen, iwwer stabil an nohalteg administrativ Strukturen verfügen, esouwéi iwwer eng ugepasste Comptabilitéitsorganisatioun an intern Kontrollprozeduren, déi eng korrekt Ëmsetzung vun den Obligatiounen garantéieren, déi mat de Reegele vun der AFS verbonne sinn. Op Basis vun dëse gesetzleche Bestëmmungen kann de Filmfong keng Hëllef fir Projeten accordéieren, déi vu Produktiounsgesellschaften agereecht ginn, déi net déi erfuerderlech Stabilitéitskrittären erfëllen oder déi sech a wirtschaftleche Schwierigkeete befinnen.

Dës Ufuerderungen erklären, dass de lëtzebuerger audiovisuelle Secteur iwwersichtlech ass an dass nëmme déi Produktiounsgesellschaften, déi strikt de gesetzleche Krittären entsprechen, Usproch op d'AFS kënnen hunn. Aus deem Grond weist den annexéierten Tableau[†] mat den Hëllefren, déi fir d'Wierker accordéiert goufen, eng entsprechend begrenzt Unzuel u Produktiounsgesellschaften op.

ad 1.2. an 1.3. Keng vun de lëtzebuerger Produktiounsgesellschaften ass d'Filial vun enger anerer lëtzebuerger Produktiounsgesellschaft, déi Hëllef beim Filmfong agereecht huet.

Verschiede Produktiounsgesellschaften hu par contre e Lien mat Servicegesellschaften oder Animationsstudios (verbonne Gesellschaften).

ad 2. De Montant vun der Hëllef, déi fir d'Produktioun vun engem spezifeschen audiovisuelle Wierk allouéiert gëtt, gëtt op der Basis vun den eligibelen Depensé festgeluecht, wéi et am Artikel 13 vum Gesetz virgesinn ass. Déi allouéiert Hëllef däerf deemno ausschliisslech am Kader vun deem spezifesche Projet a fir d'Finanzéierung vun dësen eligibelen Depensen agesat ginn.

Diriwwer eraus sinn d'Beneficiairé vun den AFS-Hëllefren – konform zum Artikel 13ter vum Gesetz – enger externer Kontroll vun hiren Konten ënnerworfen, deen no nationalen an internationalen Normen durchgefouert gëtt. Dowéinst sinn d'Produktiounsgesellschaften dozou verflucht Revisiounszertifikater virzeleeën, déi vun onofhängegen Auditgesellschaften ausgestallt ginn. Am Kader vun internationaler Koproduktiounen, déi d'Majoritéit vun den audiovisuelle Wierker ausmaachen, sinn och déi auslännesch Koproduzenten dozou verflucht, entsprechend Revisiounszertifikater virzeleeën, déi d'Konformitéit vun hiren Depensen attestéieren.

Diriwwer eraus féiert de Filmfong Kontrolle beim Ënnerschreiw vum der Konventioun, beim Ausbezuelt vun de verschidde Tranchen, souwéi beim Decompte duerch. Zousätzlech dozou mandatéiert de Filmfong op järelecher Basis onofhängeg Auditgesellschaften, fir weider separat Kontrollen durchzeféieren.

ad 3. Am Kader vun internationalen a minoritären Koproduktiounen stellt d'Hëllef vum Filmfong nëmme en Deel vun der Gesamtfinanzéierung vun engem audiovisuelle Projet duer, dee maximal 50 % vun der Finanzéierung erreeche kann. De maximale Montant vun der Hëllef, déi vum Filmfong allouéiert ka ginn, ass op 1,5 Milliounen Euro limitéiert.

Bei audiovisuelle Projeten, déi vun engem lëtzebuerger Realisateur gedroe ginn, ass de maximale Montant vun der Hëllef, déi vum Filmfong allouéiert ka ginn, op 3 Milliounen Euro limitéiert. Et ass awer ervirzehiewen, dass dës Hëllef nëmme en Deel vun der Gesamtfinanzéierung vum Budget ofdeckt. D'Projete ginn deemno meeschtens a Koproduktioun mat anere Länner realiséiert, fir hir Finanzéierung duerch Baiträg vu Partner a Fongen ausserhalb vun de lëtzebuerger Grenzen ze komplettéieren.

Fir sécherzestellen, dass Depensen de Maarkkonditiounen entsprechen, gëtt eng besonnesch Opmierksamkeit op d'Prestatiounen tëschent verbonnenen Entitéite geluecht.

Wann de Beneficiaire vun enger AFS-Hëllef fir d'Be-soine vun engem Projet op Wueren oder Déngschter vun enger verbonnener Gesellschaft zeréckgräift, an dës Prestatioun facturéiert ginn, ass e verflucht, virum Ufank vun der Produktioun oder der Fabrikatioun vum Projet de Filmfong ze consuléieren, fir sech iwwer d'Tariffer oder de pauschale Präis eens ze ginn, baséiert op chiffrierten Donnéeën.

Wann d'Aarbecht awer duerch Personal ausgefouert gëtt, dat bei enger verbonnener Gesellschaft an engem Aarbechtskontrakt steet, muss d'Facturatioun op de reelle Käschten (Bruttosalaire a Patronalbaiträg) baséieren, ergänzt duerch eng maximal Marge vu 17,5 %, a kann op Stonnen- oder Dagesbasis etabléiert ginn.

D'verbonne Gesellschaft, déi d'Prestatioun ubitt, ass verflucht, eng analytesch Comptabilitéit ze hunn, déi d'Iwwerpräiwung vun der Tächerverdeelung an de Lounkäschten erméiglecht. Si dierf och e Forfait

¹¹ Loi modifiée du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

uwennen, fir Informatiks- an Investitiounskäschten ofzedecken, bis zu engem Maximum vu 24 Euro pro Aarbechtsdag (entspreechend 3 Euro pro Stonn), pro Techniker oder Artist.

Dës Mesure ziilt drop of, Transparenz ze garantéieren, d'Käschten am Grëff ze behalen an d'Konformitéit vun den Ausgabe mat de Maarkkonditiounen sécherzestellen.

Doriwwer eraus ginn d'Maarkkonditiounen ënner anere duerch d'Bedelegung vun auslännesche Produktiounsgesellschaft bestëmmt, déi keen Intressi drun hätten, iwwerbewäert Depensen ze acceptéieren, well dëst zu enger Reduktioun vun hirem Undeel un de Rechter vum audiovisuelle Wierk, esouwéi un de méigleche Recetté féiere géif. Ausserdeem ginn all Budgete vun de verschiddenen öffentliche Fongen op nationalem, regionalem an europäeschem Niveau iwwerpréift, déi un der Finanzéierung vun de Projekte bedeelegt sinn.

ad 4. Laut dem modifizéierte Gesetz vum 18. Abrëll 2021 iwwert den Droit d'auteur gehéiert d'intellektuell Propriétéit dem Auteur vum Wierk, wat am Fall vun engem audiovisuelle Wierk, laut dem Artikel 21 vun deem Gesetz, de Realisateur an de Produzent sinn. Dës Rechter erlaben et dem Produzent, d'Wierk ze diffuséieren, dat heescht, et iwwer Distributionskanäl dem Publikum ze weisen.

D'Gesetz vum 2014 gesäit vir, datt eventuell Recetten, déi en audiovisuellt Wierk iwwer seng Exploitatioun aspilt, dem Filmfong au prorata vu sengem Investissement zeréckbezuellet gi mussen, esou wéi et am Artikel 9 vum Gesetz steet.

Et ass drun ze erënneren, datt dës Dispositioun duerch d'Gesetz vum 22. September 2014 iwwer de Filmfong agefouert gouf, wat duerch d'Gesetz vum 24. Juli 2025 och nach emol modifizéiert gouf.

Protection du patrimoine à Enscherange | Question **3402** (07/01/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Bauerenhaff zu Äischer (Kadasternummer 236/2105) an der Gemeng Kiischpelt gouf 2023 vun der Denkmalschutzkommissioun (COPAC) als nationaalt kulturellt Ierwen agestuuff an ass, der fachlecher Bewäertung no, ee gutt Beispill vum ländlechen Ierwen am Éislek.

An der Tëschenzäit ass d'Gebai awer ëmmer weider verfall an d'lescht Joer ass souguer den Daach vun der Scheier agefall, trotz Warnunge vun der Gemengeverwaltung un de Kulturministère, wéi een Artikel op RTL Today vum 26. November geschriwwen huet. Wéinst dem spéiden Handeln huet een Deel vum geschützte Gebai dowéinst och nach ofgerappt musse ginn. Et schéngt, wéi wann et méi einfach wier, fir een denkmalgeschützent Gebai ofzerappen, wéi derfir ze suergen, datt et net verfällt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Kann de Minister erklären, firwat de Bauerenhaff zu Äischer, trotz de Warnunge vun der Gemeng, iwwert déi lescht Jore verfale konnt?

2. Huet de Kulturministère hei an de leschte Jore konkret Schutzmoosnamen ergraff?

– Falls jo, wéi eng Moosnamen a firwat hunn dës net funktionéiert?

– Falls nee, firwat huet de Kulturministère net agegraff?

Réponse (06/02/2026) de **M. Eric Thill**, Ministere de la Culture

ad 1. De Bauerenhaff zu Äischer befénnt sech am Privatbesëtzt a war bis zum 3. Juli 2024 net als Patrimoine culturel national klasséiert, esou datt d'Verantwortung fir den Ennerhalt an d'Erhalen ausschliisslech beim Proprietär louch.

De Kulturministère ass iwwer d'Warnunge vun der Gemeng iwwert de schlechten Zoustand vum Gebai informéiert ginn, mee virum Start an Ofschloss vun der formeller Protektiouns- a Klasséierungsprozedur konnt de Staat net zwangsweis agräifen.

Nom Arrêté de classement vum 3. Juli 2024 ass de Bauerenhaff ënner de Regimm vum Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 gefall. Dëst Gesetz schreift eng gestaffelt Prozedur vir, déi de Kulturministère respektéiere muss, ier en aktiv an d'Rechter vum Proprietär agräife kann. Dës Prozedur ëmfaasst notamment eng formell Mise en demeure un de Proprietär, esouwéi d'Méiglechkeet – am Fall vun enger Inaktioun – d'Gericht ze saiséieren, op Basis vun den Artikelen 38, 39 an 106 vun der genannter Gesetzgebung.

Den Zerfall vum Gebai erkläert sech dofir souwuel duerch déi laangjäreg Inaktioun vum Proprietär an duerch d'Obligatioun vum Kulturministère, fir déi gesetzlech virgeschriwwen Schrëtter an Delaien anzehalen, ier Zwangsmoosname konnten ageleet ginn.

ad 2. Esou wéi schonn hei uewen ugedeit, hat de Kulturministère op Grond vun enger Demande de classement, a vun den Informatiounen iwwert de Bauerenhaff zu Äischer eng Protektiounsprozedur an d'Weeër geleet, och fir kënnen, nom Ofschloss vun dëser Prozedur d'Gericht ze saiséieren, fir d'Gebai ze stabiliséieren. Nief der interner Prozedur, déi den Institut national pour le patrimoine architectural – INPA no menger Decisioun viru ronn zwee Joer séier konnt ofwéckelen, gouf et dann nach déi um Gericht.

Dës Prozedur gouf ageleet, nodeems de Proprietär senger Verantwortung fir d'Conservatioun – no Artikel 29 vum uewe genannte Gesetz – net nokomm ass, an dat, trotz enger formeller Mise en demeure op Basis vum Artikel 38. Well dës Schrëtter ouni Wierkung bliwwen sinn, huet de Kulturministère d'Gericht op Basis vun den Artikelen 39 an 106 vum Denkmalschutzgesetz saiséiert, fir d'Gebai kënnen ze stabiliséieren an e weidere Verfall ze verhënneren.

Op Basis dovunner wäert den INPA elo déi néideg an dringend Aarbechte realiséieren dierfen, déi scho méi laang geplangt sinn. Esou wäert de Rescht vun der Scheier kënnen stabiliséiert, an d'Wunnhaus genee ënnert d'Lupp geholl ginn, fir dann déi Moosnamen ze ergäifen, déi e weidere Verfall verhënneren.

Utilisation de produits phytopharmaceutiques | Question **3403** (07/01/2026) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Les interdépendances entre environnement, santé publique et activités humaines sont régulièrement étudiées par les scientifiques. Dans ce contexte, des analyses traitent du développement des résistances fongiques, en considérant les facteurs les plus divers qui peuvent y contribuer. Parmi ces facteurs figurent tout particulièrement les usages de produits phytopharmaceutiques. Il semble dès lors opportun de dresser un état des lieux des données disponibles et des dispositifs qui existent au niveau domestique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur le Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelles sont les informations dont dispose le Gouvernement au sujet des résistances fongiques dans l'environnement, y inclus celles qui portent sur l'utilisation de fongicides autorisés ?

2) Des données sur les résistances fongiques en milieu agricole et environnemental sont-elles collectées au Grand-Duché ? Seraient-elles partagées le cas échéant avec d'autres ministères, tel celui de la Santé ?

3) Dans une perspective de prévention, le Gouvernement prévoit-il de renforcer la recherche et le suivi en matière de cette problématique ?

Réponse (05/02/2026) de **Mme Martine Hansen**, Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le sujet a été discuté au sein du Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux. En janvier 2025, l'EFSA a publié un rapport y afférent, portant notamment sur le développement de résistances d'Aspergillus spp. envers des substances actives du type azole.

L'AEV est responsable des autorisations concernant les fongicides de type biocide, pour lesquels la gestion des substances actives est inscrite dans le règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides. Les groupes de travail et comités auprès de l'ECHA (l'Agence européenne des produits chimiques) évaluent les informations y relatives.

ad 2) Depuis plusieurs années, le MAAV finance le projet de recherche Sentinelle. Dans ce cadre, le développement de résistances contre les fongicides agricoles de certains pathogènes de céréales est déposé. Le développement de résistances contre des fongicides utilisés dans d'autres domaines n'est pas explicitement visé par ce projet. Les rapports de recherche du projet Sentinelle sont publiquement accessibles au portail de l'agriculture.

ad 3) Actuellement aucun renforcement n'est prévu.

Protection et qualité de l'eau de la Kälbaach | Question **3404** (07/01/2026) de **M. Gusty Graas** (DP)

De Presseartikel „Den Bach runter“ („Tageblatt“ vum 5. Januar) huet rezent de schlechten Zoustand vun der Kälbaach an déi domat verbonne Problemer thematiséiert. Laut dem Waasserwirtschaftsamt goufe Réckstänn vu Kanalisatiounswaasser a Pestiziden an der Kälbaach nogewisen. Zwar verbessert sech d'Waasserqualität op Lëtzebuergescher Säit duerch verschidde Mesurë signifikant, mee si bleift trotzdeem ënnert dem gewënschten Niveau. Vu, datt d'Kälbaach aus Frankräich op Lëtzebuerg an d'Uelzecht fléisst, ass hei eng koordinéiert a grenziewergräifend Approche noutwenneg.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wéi funktionéiert d'Zesummenaarbecht tëschent de concernéierte Gemengen op Lëtzebuerg an der franséischer Säit? Wéi schaffe béid Länner an dësem Dossier zesummen, spezifesch och bei der Verdeelegung vun de Käschten?

2. Lëtzebuerg investéiert vill an d'Renaturéierung an a performant Ofwaassersystemer, fir d'Waasserqualität ze verbessern. Wat fir Mesurë musse geholl ginn, och op franséischer Säit, fir d'Waasserqualität vun der Kälbaach nohalteg ofzesécheren?

3. Kann de Minister sech virstellen, datt Lëtzebuerg sech eventuell u Käschten op franséischer Säit bedeelegt?

Réponse (09/02/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Op Basis vum Artikel 55 vum Waassergesetz goufen zu Lëtzebuerg 6 Flosspartnerschafte gegrént. Zil vun dëse Flosspartnerschaften ass et, fir d'Acteuren aus dem Waassersecteur an d'Effentlechkeet anzubannen, fir si ze informéieren an ze sensibiliséieren – respektiv fir eng integréiert an ëmfaassend Gestioum vum Waasserkreeslaf ze férdere. Dës Partnerschaften gi vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit (MECB) a vun de Gemengen finanziert.

Eng vun de 6 genannte Flosspartnerschaften ass de „Contrat de rivière vallée supérieure de l'Alzette“ zu där och d'Kälbaach gehéiert. An dëser Flosspartnerschaft si follgend Gemengen Member: Esch-Uelzecht, Rëmeleng, Kayl, Suessem, Schëffleng, Monnerech, Beetebuerg, Réiser, Hesper, Diddeleng. An dësem Kader hunn déi lëtzebuergesch Gemengen och reegelméisseg Echangé mat de franséische Gemengen.

Um Niveau vum Staat koum et kierzlech zu engem Echange tëschent der Waasserverwaltung an de concernéierte franséische Gemengen, fir iwwer d'Problemer vun der Waasserqualitéit vun der Kälbaach ze schwätzen. Hei si weider Treffre geplangt, zesumme mat Verrieder vun de lëtzebuergesche Gemengen.

ad 2. Déi zwou genannte Moosnamen si wichteg Hiewelen, fir d'Ziler vun der Wasserrahmenrichtlinie ze errechen a musse parallell ëmgesat ginn.

Am Ofwaasserberäich mussen op Lëtzebuerg Säit nach verschidde Reeniwwerlafbecke vun de responsible Gemengen gebaut ginn. Op franséischer Säit sinn do awer nach méi elementar Aarbechten néideg.

Och déi natierlech Lafentwécklung vun der Kälbaach muss gefërdert ginn. Dat bedeit, hir méi Plaz ze ginn, fir dass sech dynamesch Strukturen am Baachbett an un den Uferen nees natierlech kënnen bilden. Strukturell Moosnamen, wéi Renaturéierungen, d'Schafte vun enger Duerchgängegkeet fir Sedimenter, Fësch an aner Organismen, d'Uleeë vun Uferandstreifen an eng Verbesserung vun der Offlossdynamik géifen dozou bäidroen, d'Situatioun nohalteg ze verbesseren.

Op der lëtzebuergescher Säit sinn an dësem Kontext am 3. Waasserbewirtschaftungsplang Moosnamen definéiert, déi eng Basis duerstellen, fir d'Waasserqualitéit vun der Kälbaach ze verbesseren.

ad 3. De MECB ënnerstëtzt d'Gemenge fir d'Ëmsetzung vu Renaturéierungsprojeten, fir de Bau vun Ofwaasserinfrastrukturen a fir Héichwaasserschutzmoosnamen. Dëst geschitt entweder um lokalen Niveau mat kleng Moosnamen oder och fir méi grouss regional Projeten.

An dësem Zesammenhang gouf z. B. tëschent 2017 an 2021 den Interreg-Projet „A(l)qua – Alzette, objectif „Qualité““ realiséiert, wou et drëm gaang ass, fir d'Waasserqualitéit vun der Uelzecht ze verbesseren andeems a Frankräich wichteg Aarbechten zur Klärung vun dem kommunalen Offlosswaasser ëmgesat ginn an zu Lëtzebuerg natierlech Liewensraim duerch d'Renaturéierungsmoosnamen vun der Kiemelbaach erëm opgebaut ginn. Och dëse Projet gouf finanziell duerch den MECB ënnerstëtzt.

Mise en œuvre de la stratégie nationale de résilience | Question 3405 (07/01/2026) de **Mme Paulette Lenert** | **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

La Chambre des Députés a adopté à l'unanimité, en date du 2 avril 2025, une motion invitant le Gouvernement à mettre en œuvre des mesures concrètes de préparation et de sensibilisation de la population

civile aux crises majeures, qu'elles soient d'origine naturelle, technologique, hybride ou liées à un conflit armé.

Un acte de sabotage sur le réseau électrique dans le sud-ouest de Berlin a récemment mis en lumière les conséquences graves qu'une attaque ciblée peut avoir sur une infrastructure critique : paralysie prolongée de services essentiels, évacuations d'urgence et mise en danger directe de vies humaines.

À la lumière de ces événements, et alors que la Stratégie nationale de résilience, adoptée le 12 septembre 2025, prévoit une série de mesures telles qu'une campagne de sensibilisation intitulée « Lëtzebuerg prepare ! », la formation des citoyens et la promotion d'une culture de la résilience, force est de constater que ces engagements ne se sont pas encore traduits par des actions visibles et systématiques à grande échelle.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelles mesures concrètes de sensibilisation et de préparation de la population ont été prises depuis l'adoption de la motion du 1^{er} avril 2025 pour faire face à des scénarios de crise majeurs (panne d'électricité généralisée, rupture d'approvisionnement, cyberattaque, conflit armé) ?

2) Des exercices de crise incluant explicitement des scénarios de sabotage, d'évacuation d'établissements de soins, de coupure d'électricité ou de rupture d'approvisionnement en eau potable ont-ils été organisés ? Si oui, à quelle fréquence et avec quels résultats ?

3) Quelles garanties existent actuellement pour que des infrastructures essentielles (maisons de soins, hôpitaux, écoles, commerces alimentaires) ne se retrouvent pas dans une situation similaire à celle observée à Berlin, c'est-à-dire sans alimentation électrique ni solution de secours ?

4) La continuité de l'approvisionnement en eau potable est-elle assurée en cas de panne électrique prolongée ou de sabotage ciblé des infrastructures de pompage ou de traitement ?

5) Où en est la mise en œuvre de la campagne « Lëtzebuerg prepare ! » ? Quel est le calendrier prévu, quels supports sont envisagés pour informer la population, et quel budget y est consacré ? Quel est, par ailleurs, le budget global prévu pour l'ensemble des mesures de la Stratégie nationale de résilience ? Quels indicateurs permettront d'en évaluer l'impact ?

6) Quelles actions ont été entreprises pour sensibiliser les jeunes via le système éducatif, ainsi que les personnes vulnérables telles que les personnes âgées, en situation de handicap ou en précarité ? Quelles mesures garantissent l'accessibilité de l'information aux différentes communautés linguistiques présentes au Luxembourg ?

7) Quel budget est spécifiquement consacré à la campagne « Lëtzebuerg prepare ! » et, plus largement, quel est le montant total alloué à la mise en œuvre des différentes mesures prévues dans la Stratégie nationale de résilience ? Par ailleurs, quels indicateurs de suivi ont été définis pour évaluer la couverture, l'impact et l'efficacité de ces actions ?

Réponse (10/02/2026) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Depuis l'adoption de la motion du 1^{er} avril 2025, une démarche structurée de préparation et de

sensibilisation a été suivie. D'une part, la Stratégie nationale de résilience (SNR), présentée le 13 octobre 2025 par Monsieur le Premier ministre, constitue un cadre stratégique ambitieux visant à renforcer la capacité du Luxembourg à anticiper, absorber et surmonter les perturbations majeures, tout en construisant une société plus robuste, solidaire et préparée. Issue d'un travail pangouvernemental coordonné par le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN), la Stratégie repose sur une approche intégrée tous risques, à la fois pansociétale et pangouvernementale, et s'inscrit en cohérence avec les orientations de l'UE et de l'OTAN. Elle traduit la conviction qu'« une société préparée est une société résiliente » et apporte une réponse collective et structurée aux défis de demain. Elle s'appuie sur huit piliers et décline 149 actions, dont plusieurs ont déjà été déployées ou sont en cours de déploiement.

Afin d'assurer une large accessibilité de l'information, une campagne d'information et de sensibilisation « Lëtzebuerg prepare » a été lancée. La Stratégie nationale de résilience est présentée sur la plateforme www.letzprepare.lu et mise à disposition dans trois langues (FR/DE/EN). Elle fait l'objet d'une présentation résumée et pédagogique, permettant au grand public de mieux en comprendre les enjeux, les objectifs et les principaux axes. La plateforme propose, en outre, une foire aux questions, destinée à répondre de manière claire et pratique aux interrogations des citoyens et à renforcer la culture de la préparation au sein de la société.

D'autre part, l'action de sensibilisation s'est accompagnée d'interventions ciblées et de coopérations. À titre d'exemple, le HCPN participera le 29 janvier à la Journée CODIR des lycées en intervenant auprès des directions d'établissements pour présenter ses missions, la SNR et les principes de gestion de crise, dans une logique de diffusion des bonnes pratiques au sein du système éducatif. En matière de cybersécurité, l'effort s'est intensifié avec la montée en puissance d'actions de sensibilisation de BEE SECURE. En complément, diverses administrations mènent actuellement des actions préventives, notamment des campagnes visant à alerter contre le phishing et d'autres formes de criminalité en ligne, renforçant ainsi l'accent mis sur la cyberrésilience. En outre, le Plan d'intervention d'urgence « Cyber » a fait l'objet d'une révision afin de mieux répondre aux situations de crise cybernétique. De ce fait, le Plan gouvernemental de gestion de crise cybernétique et numérique a été approuvé par le Conseil de Gouvernement lors de sa séance du 12 septembre 2025. Ce plan traite, entre autres, la communication et l'information à la population en cas de crise cybernétique. Il convient également de mentionner la mise à jour du plan de préparation aux risques dans le secteur de l'électricité, adopté par le Conseil de Gouvernement le 16 janvier 2026, qui repose sur une évaluation approfondie des menaces potentielles et définit les mesures pour prévenir et atténuer les crises électriques identifiées et s'y préparer.

De manière plus générale, l'approche du HCPN consiste à examiner régulièrement la pertinence des plans d'urgence existants, afin de garantir qu'ils restent adaptés aux besoins opérationnels. Ces plans sont révisés et actualisés chaque fois que la situation l'exige, que ce soit en raison d'évolutions organisationnelles, techniques ou contextuelles. Le HCPN veille également à élaborer de nouveaux plans lorsqu'apparaissent des risques émergents ou des scénarios jusque-là non couverts. Enfin, le Gouvernement a consolidé les outils d'information et d'alerte à la population. Lancé par l'État en octobre 2014, le site www.infocrise.lu constitue le portail officiel

d'information en cas de crise ou de situation d'urgence. Il a pour mission d'informer la population de manière claire, fiable et rapide sur les risques, les alertes en cours ainsi que les comportements de protection à adopter.

Le système « LU-Alert », opérationnel depuis octobre 2024, permet une diffusion rapide et multicanale des alertes et informations émises par les autorités publiques à la population. Le lancement du système a été accompagné d'une campagne d'information afin de sensibiliser la population. Ce système continue d'évoluer sur base des retours du terrain et joue un rôle essentiel dans la prévention et la réactivité de la population, notamment face aux événements extrêmes ou pouvant toucher l'intégrité physique de la population ou celle de leurs biens. Les différents canaux sont testés tous les premiers lundis du mois (Cell Broadcast, SMS géolocalisés, application LU-Alert, site web lu-alert.lu). La campagne de sensibilisation est reconduite en fonction de l'évolution du système.

ad 2) De nombreux exercices de gestion de crise, intégrant des scénarios variés et de différentes envergures, ont été organisés tout au long de l'année tant par le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) que par les acteurs sectoriels.

Parmi ceux-ci figure notamment l'exercice « Tabletop Cattenom », un exercice de coordination interministérielle, qui a simulé un accident nucléaire et permis de tester les procédures et mesures de réponse ainsi que de renforcer la coopération entre les multiples acteurs concernés.

Des exercices pratiques sur le terrain ont également été menés au sein de plusieurs établissements du secteur hospitalier, en collaboration avec d'autres partenaires, afin de tester les plans d'urgence et les dispositifs opérationnels en vigueur, illustrant la préparation du secteur hospitalier.

Par ailleurs, un exercice s'est déroulé en fin d'année à l'Aéroport de Luxembourg, visant à évaluer les procédures d'évacuation ainsi que d'autres mécanismes de gestion de crise. Pour des raisons de sécurité, la fréquence exacte de ces exercices, l'organisation d'autres exercices ainsi que les résultats détaillés ne sont pas rendus publics.

Au plan national et otanien, le Luxembourg a participé au Crisis Management Exercise (CMX25) de l'OTAN (13 au 18 mars 2025), un exercice politico-militaire qui simule des réponses intégrées dans un environnement hybride et mobilise les composantes civiles et militaires.

Dans le cadre de la formation pour les décideurs stratégiques, organisée conjointement par le HCPN et le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) en collaboration avec l'Université technologique de Troyes, des mises en situation réelles et des exercices en font partie intégrante.

Par ailleurs, des tests de communication entre les centres de crise de l'Union Benelux permettant de tester le fonctionnement des moyens de communication, notamment en situation de Black-out, de vérifier les listes de contacts, et de sensibiliser les agents des centres de crise aux procédures, ont lieu plusieurs fois par an.

En outre, une ligne directe a été installée entre le Centre national de crise et RTL afin d'être en mesure de diffuser des messages d'information et de communication préenregistrés, en cas de Black-out, à la population. Cette ligne est régulièrement testée.

En matière de cybersécurité, le HCPN organise ou participe également de façon régulière à des

exercices destinés à préparer, tester et renforcer la capacité à faire face à des incidents cyber. À titre d'illustration, l'organisation de CyCILUX (CYber Critical Infrastructure LUXembourg), un exercice simulant notamment le sabotage des équipements IT des infrastructures critiques au Luxembourg, visant à apprécier les mécanismes de protection et de continuité des services critiques.

Dans cette même logique, le HCPN participe activement à des initiatives européennes telles que Blue-Olex (Blueprint Operational Level Exercise) et CySOPex (Cyber Security Operational Level Exercise), organisées sous l'égide de l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA). Ces exercices ont pour objectif de tester et renforcer la coordination entre les États membres face à des incidents cyber d'ampleur majeure. La plus récente édition de ces exercices, organisée en octobre 2025, s'est appuyée sur un scénario de cyberattaque affectant le secteur des transports.

Tous ces exercices et mises en situation contribuent activement au renforcement de la résilience collective, en garantissant la protection des infrastructures critiques ainsi que la disponibilité des services dont dépendent les citoyens.

Enfin, la Stratégie nationale de résilience prévoit maintes actions relatives aux exercices et formations pour augmenter la résilience et la réactivité de tous les acteurs aussi bien publics que privés, civils et sectoriels.

ad 3) Les différents scénarios et menaces susceptibles d'affecter le Luxembourg font l'objet d'évaluations de risques conduites de manière continue par les autorités sectorielles (énergie, santé, alimentation, etc.) ainsi que par le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN), en sa qualité d'autorité compétente pour la mise en œuvre de la directive (UE) 2022/2557 relative à la résilience des entités critiques. Cette évaluation s'accompagne d'une veille permanente, permettant d'adapter les niveaux de vigilance à l'évolution des circonstances.

Les infrastructures critiques, dont la défaillance pourrait porter atteinte aux intérêts vitaux ou aux besoins essentiels du pays ou de la population, font l'objet d'un recensement, conduit par le HCPN en collaboration avec les autorités sectorielles, suivi d'une désignation formelle par arrêté grand-ducal. Conformément au projet de loi n° 8307 sur la résilience des entités critiques, les opérateurs d'infrastructures critiques ou entités critiques sont tenus de prendre des mesures techniques, de sécurité et organisationnelles appropriées et proportionnées, afin de renforcer leur résilience et de prévenir qu'un incident, tel qu'une panne électrique prolongée, perturbe de manière importante la fourniture de l'approvisionnement en eau potable. Dans ce contexte, les compétences du HCPN en matière de supervision seront renforcées.

Selon la législation actuellement en vigueur¹², les opérateurs d'infrastructures critiques sont tenus d'élaborer un Plan de sécurité et de continuité de l'activité (PSCA) comprenant une appréciation des risques, des mesures de réduction des risques, ainsi que des stratégies préventives garantissant la continuité de leurs infrastructures. Par ailleurs, le HCPN entretient un échange régulier et structuré avec les opérateurs d'infrastructures critiques, afin de partager de manière continue les informations et les retours d'expérience relatifs à la gestion des risques,

à la continuité d'activité, à la gestion de crise et au renforcement global de la résilience nationale.

La prévention d'un scénario comparable à celui observé à Berlin repose également sur les plans d'intervention d'urgence (PIU), et plus particulièrement le PIU « rupture d'énergie », qui définit les organes de gestion de crise et leur mise en œuvre, les mesures d'urgence ainsi que le plan de reconstitution électrique. Ce dispositif assure une coordination nationale rapide en cas d'incident majeur affectant l'alimentation électrique.

En complément des infrastructures critiques, il y a d'autres services essentiels comme les services fournis par les maisons de soins. Les maisons de soins doivent assurer leur propre résilience, dont la majorité dispose des groupes électrogènes pour faire face à une situation de coupure d'électricité.

ad 4) Les opérateurs d'infrastructures critiques ou entités critiques, tels que visés par le projet de loi n° 8307 sur la résilience des entités critiques, sont tenus de déployer des mesures techniques, de sécurité et organisationnelles appropriées et proportionnées au niveau de risque. Ces obligations visent à garantir la résilience des infrastructures et à prévenir qu'un événement, tel qu'une panne électrique prolongée ou un sabotage ciblant une station de pompage ou de traitement, ne compromette l'approvisionnement en eau potable.

En complément, la gestion d'un incident grave s'appuie sur les plans d'intervention d'urgence (PIU). La continuité de l'approvisionnement en eau potable est organisée dans le cadre du Plan d'intervention d'urgence (PIU) « Eau potable », qui précise les organes de gestion de crise et leur mise en œuvre et les mesures d'urgence. Ce cadre est complété par des fiches techniques par scénario, décrivant les actions à suivre, le responsable et les acteurs concernés ainsi que les moyens et ressources disponibles.

En cas d'événement majeur, l'alerte et les consignes à la population sont diffusées via infocrise.lu, portail officiel de communication de crise, et, le cas échéant, par le système national LU-Alert, qui permet d'avertir la population avec des instructions adaptées à la situation.

Enfin, la Stratégie nationale de résilience consacre un chapitre aux biens et services essentiels, dont l'eau potable, afin d'assurer la continuité du service dans des scénarios de perturbation prolongée.

ad 5) et 6) La campagne « Lëtz prepare ! » s'inscrit dans la Stratégie nationale de résilience et vise un double objectif : informer sur les différentes actions mises en œuvre dans le cadre de la Stratégie nationale de résilience et mener un travail de sensibilisation plus large auprès de la population afin de renforcer la culture de préparation face aux crises et catastrophes, dans une logique de prévention. À cet effet, un plan de communication est en cours de préparation afin d'orchestrer une campagne multicanale d'envergure nationale, combinant actions numériques, outils pédagogiques et initiatives dans les médias traditionnels et digitaux. Les premiers contenus grand public sont d'ores et déjà accessibles sur le portail letzprepare.lu, qui présente la Stratégie dans une version synthétique et trilingue (FR/DE/EN), assortie d'une foire aux questions, dans une logique de pédagogie et d'accessibilité. Cette campagne est conçue pour être articulée avec les canaux officiels d'alerte et d'information : infocrise.lu pour la communication de crise et LU-Alert pour les messages d'alerte.

À ce stade, il n'est pas opportun d'avancer un chiffre isolé pour la campagne « Lëtz prepare ! ». La

¹² Loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale

démarche suit une procédure de marché public destinée à sélectionner, sur la base d'une stratégie globale de communication, les actions de communication et les budgets proposés par les soumissionnaires. Le montant définitif sera arrêté à l'issue de cette procédure. Une des bases pour l'élaboration de cette stratégie est une enquête nationale, réalisée deux fois par an, visant à évaluer :

- la perception des risques ;
- le niveau de préparation des citoyens ;
- les canaux d'information privilégiés.

S'agissant du budget global consacré à l'ensemble des mesures prévues par la Stratégie nationale de résilience (SNR), il convient de rappeler que celle-ci constitue un cadre interministériel et pluriannuel regroupant un ensemble très large d'actions relevant de différentes politiques publiques. Dans ce contexte, il n'est ni possible ni pertinent de présenter un montant consolidé couvrant l'intégralité des mesures. En effet, un chiffrage global à long terme n'est pas réalisable, dans la mesure où le nombre de mesures est important et que leur mise en œuvre s'inscrit dans un horizon temporel étendu. Par ailleurs, la résilience doit être pensée de manière intégrée dans l'ensemble des projets et politiques publiques : il ne s'agit donc pas de « projets de résilience » isolés, mais bien de l'intégration transversale de la résilience dans tous les projets, ce qui ne permet pas d'en extraire ou d'en isoler un volet budgétaire spécifique. Les besoins budgétaires seront dès lors progressivement consolidés, projet par projet, conformément aux procédures budgétaires en vigueur

La création d'une culture de résilience nécessite une approche à long terme : le thème doit s'inscrire durablement dans les différents domaines de la vie quotidienne des résidents au Luxembourg.

Parallèlement, le HCPN travaille à la définition d'un dispositif d'évaluation d'impact, complémentaire au suivi de l'implémentation. Celui-ci visera à apprécier, dans la durée, le niveau de préparation de la société ainsi que l'impact et l'efficacité des actions menées : par exemple, au moyen d'enquêtes périodiques auprès de la population, de statistiques de communication (taux de couverture, engagement sur les plateformes numériques, participation aux actions de sensibilisation), ainsi que d'analyses de l'évolution des comportements et connaissances, mesurée par des sondages réguliers.

ad 7) La Stratégie nationale de résilience prévoit expressément que la communication s'adresse à l'ensemble de la société, avec une attention particulière aux jeunes et aux personnes vulnérables, ainsi qu'aux différentes communautés linguistiques présentes au Luxembourg. Dans cette optique, un cahier des charges intégrant des critères d'inclusion et d'accessibilité est en cours d'élaboration. Dans ce cadre, une campagne nationale de sensibilisation est en préparation, conçue pour respecter ces exigences et garantir une diffusion large et inclusive de l'information. Ces actions ont pour objectif de veiller à ce que l'ensemble de la population, sans distinction d'âge, de situation ou de langue, puisse accéder à des informations claires, fiables et adaptées, lui permettant de mieux se préparer aux crises et aux catastrophes.

Du côté éducatif, une rencontre avec l'ensemble des directions d'établissements scolaires est programmée afin d'inscrire la sensibilisation des élèves dans le continuum éducatif, en articulation avec les ressources pédagogiques existantes, notamment celles de BEE SECURE qui propose formations et campagnes pour les jeunes et leurs encadrants.

Du point de vue de l'accessibilité, les portails letzprepare.lu et infocrise.lu sont disponibles en

plusieurs langues (FR/DE/EN), ce qui facilite l'accès à l'information structurée et aux consignes officielles en situation de crise, en complément des messages d'alerte diffusés par LU-Alert.

.....

Délits de grande vitesse | Question 3406 (08/01/2026) de M. André Bauler | M. Gusty Graas (DP)

En France, les excès de vitesse de plus de 50 km/h au-delà de la vitesse maximale autorisée deviennent un délit depuis la fin de l'année dernière. En métropole, plus de 63.000 excès de vitesse ont été constatés en 2024 si bien que les autorités françaises ont opté dans les meilleurs délais pour un durcissement des sanctions afin de réduire les risques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Combien de délits de vitesse ont été identifiés au total par la Police grand-ducale en 2025 ? Combien de ces délits ont été constatés par les seuls radars, fixes et mobiles ?
- 2) Combien de délits de vitesse ont été constatés par la police l'année dernière dans les agglomérations et en particulier dans les zones 30 km/h ? Et combien ont été détectés en dehors des agglomérations et sur nos autoroutes ?
- 3) En quels endroits du Grand-Duché les excès de vitesse ont-ils été les plus élevés ?
- 4) Combien de chauffeurs se sont vu directement retirer leur permis de conduire à la suite d'un délit de grande vitesse ?

Réponse (26/01/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Les radars ne constatent pas les délits de grande vitesse étant donné qu'un délit de grande vitesse n'est constitué que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- un dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse de plus de 50 % du maximum autorisé, la vitesse constatée étant d'au moins 20 km/h supérieure à ce maximum ;
- un état de récidive supposant que le dépassement ait lieu avant l'expiration d'un délai de trois ans après une première contravention grave ou une condamnation pour un délit en matière de vitesse.

Des précisions concernant le nombre de dépassements d'au moins 50 % ou d'au moins 20 km/h figurent dans les réponses aux questions 2 et 3.

ad 2) et 3) La police a constaté, au cours de l'année 2025, un total de 859 infractions relatives au dépassement de la vitesse maximale autorisée d'au moins 50 % et d'au moins 20 km/h réparties comme suit dans les régions de police : ↑

Le système de la police ne permet pas de déterminer si les constatations de dépassement de la vitesse ont eu lieu en agglomération ou en dehors.

ad 4) Il a été constaté qu'au cours de l'année 2025, 440 infractions à la vitesse étaient d'une telle gravité qu'elles ont entraîné un retrait immédiat du permis de conduire.

.....

Délais de traitement des affaires devant le tribunal administratif | Question 3407 (08/01/2026) de M. Charles Weiler (CSV)

Il a été porté à ma connaissance que certaines affaires actuellement pendantes devant le tribunal

administratif sont désormais fixées pour plaidoiries au mois de février 2028, et ce après la clôture de l'instruction conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Une telle situation soulève de sérieuses interrogations au regard du principe du délai raisonnable, tel que garanti notamment par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi que par les exigences fondamentales inhérentes au bon fonctionnement de la justice dans un État de droit.

Des délais de cette ampleur sont susceptibles de porter atteinte aux droits des justiciables, de générer une insécurité juridique prolongée et de fragiliser la confiance des citoyens dans l'institution judiciaire, en particulier dans le contentieux administratif, lequel peut produire des effets immédiats et significatifs sur la situation personnelle, professionnelle ou économique des parties concernées.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Madame la Ministre dispose-t-elle de données chiffrées précises relatives aux délais moyens de traitement des affaires devant le tribunal administratif, et plus particulièrement en ce qui concerne les délais de fixation des audiences de plaidoiries au fond ?
- 2) Comment Madame la Ministre explique-t-elle que certaines affaires ne puissent être examinées qu'après un laps de temps s'étendant sur plusieurs années après leur dépôt et surtout après leur instruction ?
- 3) Quelles sont, selon le Gouvernement, les causes principales de cette situation (charge de travail, effectifs, organisation des juridictions, complexité des dossiers ou autres facteurs) ?
- 4) Quelles mesures concrètes ont été prises, ou sont actuellement envisagées, afin de réduire ces délais et de garantir un accès effectif à une justice administrative rendue dans des délais raisonnables ?

Réponse (06/02/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Selon les informations fournies par le tribunal administratif, les délais sont actuellement les suivants : ↑

Au niveau de la Cour administrative, à l'instar des années précédentes, les affaires sont prises en délibéré dans un délai rapproché – de l'ordre de quelques semaines – à compter de la clôture de l'instruction. Les arrêts sont également rendus dans un délai rapproché, généralement de l'ordre de quelques semaines.

ad 2) et 3) L'allongement progressif des délais de traitement au tribunal administratif résulte de la conjonction de plusieurs facteurs.

Le tribunal administratif fait effectivement face, depuis plusieurs années, à une charge de travail élevée accompagnée d'une complexité accrue des dossiers (notamment en matière de contentieux fiscal, contentieux de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire et de contentieux de la régulation économique). Cet état des choses limite fortement les capacités de résorption du stock et d'absorption des pics d'activité.

S'y ajoute qu'une part substantielle et croissante (56 %) du contentieux relève de « procédures accélérées » assorties de délais impératifs très courts (protection internationale, rétention, échanges de renseignements, contrôles d'office, ...). Cette circonstance entraîne, comme conséquence directe, un phénomène d'éviction des dossiers traités selon la procédure de droit commun, pour lesquels les délais s'allongent.

Enfin, le tribunal administratif est confronté depuis des années à une grave pénurie de magistrats. Combinée à des départs qui ne peuvent être immédiatement compensés, aux effets des congés statutaires et au recours à des solutions transitoires, elle rend toute planification stable à moyen terme particulièrement difficile pour le tribunal, qui est ainsi vulnérable à la moindre variation de charge.

ad 4) Il convient d'abord de relever qu'en parallèle des mesures visant spécifiquement les juridictions administratives, l'accès à la magistrature a été élargi par la loi du 2 avril 2025 grâce à l'adaptation des conditions de diplôme et d'expérience professionnelle requises pour les attachés de justice. Cette réforme bénéficie tant au recrutement au sein des juridictions de l'ordre judiciaire que de celles de l'ordre administratif. Pour l'année judiciaire 2025-2026, on a d'ailleurs constaté une augmentation substantielle du nombre de recrutements d'attaché de justice par rapport aux exercices précédents. La réforme opérée par la loi du 2 avril 2025 semble donc porter ses premiers fruits et contribuer à résorber la pénurie de magistrats. Ainsi, sur une période de 5 années judiciaires, le nombre de recrutements d'attaché de justice a évolué comme suit :

- Année judiciaire 2025-2026 : 42 recrutements
- Année judiciaire 2024-2025 : 28 recrutements
- Année judiciaire 2023-2024 : 13 recrutements
- Année judiciaire 2022-2023 : 14 recrutements
- Année judiciaire 2021-2022 : 17 recrutements

À cela s'ajoutent des mesures visant à désengorger spécifiquement le tribunal administratif et de réduire substantiellement la durée de traitement du contentieux administratif et fiscal :

– La première mesure vise la création d'un tribunal d'asile et d'immigration, qui sera rattaché au tribunal administratif. Tel est l'objet du projet de loi n° 8694 portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions administratives en vue d'instituer un tribunal d'asile et d'immigration, qui a été déposé le 29 janvier 2026. Outre la création d'un tribunal d'asile et d'immigration, le projet de loi prévoit également le renforcement des effectifs des juridictions de l'ordre administratif par la création de six postes de magistrat supplémentaires au tribunal administratif et d'un poste supplémentaire à la Cour administrative. À terme, l'objectif est que tous les dossiers en matière de protection internationale puissent être concentrés auprès du tribunal d'asile et d'immigration ce qui devra permettre aux chambres chargées du contentieux de droit commun de se consacrer à ces matières et conduire ainsi à une amélioration des délais de fixation et de prononcé auprès de ces chambres.

En parallèle à ce projet de loi, une sixième chambre spécialisée en matière de protection internationale a déjà été créée en septembre 2025. Selon les informations du tribunal administratif, cette mesure produit d'ores et déjà des effets concrets et perceptibles sur le fonctionnement global du tribunal. Les premiers indicateurs témoigneraient d'un désengorgement progressif des autres chambres et d'une dynamique favorable en matière de gestion des flux contentieux.

Ce constat confirme la pertinence de l'approche par spécialisation et préfigure les bénéfices attendus de la mise en place du futur tribunal d'asile et d'immigration.

– La deuxième mesure consiste dans la création d'un cadre législatif en vue de stimuler le recrutement de juristes expérimentés et spécialisés dans le domaine du contentieux administratif et fiscal. Dans cette optique, le Ministère de la Justice travaille actuellement sur un avant-projet de loi créant une « filière

spécialisée » de recrutement auprès des juridictions administratives, qui viendrait s'ajouter aux filières de recrutement existantes.

– La troisième mesure réside dans la mise en œuvre du Programme Paperless Justice, qui met l'accent sur la digitalisation en vue d'accélérer et de simplifier le travail des magistrats et greffiers des juridictions de l'ordre administratif.

Toutes ces mesures contribuent à doter la justice, et notamment les juridictions administratives, des moyens nécessaires pour travailler plus rapidement et plus efficacement, dans l'intérêt des justiciables mais également au bénéfice de l'État de droit et de l'ensemble de la société.

.....

Information et gestion d'un rappel de poudre de lait pour nourrissons | Question 3408 (08/01/2026) de M. Sven Clement (Pirates)

Am Kader vun engem Réckruff vu Puddermëllech fir klengste Beebeeën tëscht 0 an 12 Méint, déi mat Bacillus cereus kontaminéiert ass, stellen sech wicteg Froen iwwert d'Reaktioun vun de Lëtzebuurger Autoritéiten.

Laut Informatiounen aus eisen Dageszeitunge gouf dësé Réckruff elo publick gemaach. Beim Nosichen um europäeschen RASFF-Portal (Rapid Alert System for Food and Feed) ass alleréngs festzestellen, dass dës Kontaminatioun schon den 12. Dezember 2025 als Notifikatioun vum Hiersteller selwer gemellt gouf. De 16. Dezember 2025 hate scho verschidde Länner konkret Moosnamen ergraff, fir hir Bierger ze schützen.

Zousätzlech gouf de 6. Januar 2026 eng weider Notifikatioun um RASFF-Portal verëffentlecht.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Fro stellen:

1. Firwat hunn d'Lëtzebuurger Autoritéiten iwwer véier Woche gewaart, fir op eng Kontaminatioun ze reagéieren, déi schon den 12. Dezember bekannt war?
2. Wéi rechtfäerdeg d'Regierung dës inakzeptabel Verzögerung, wou et ëm d'Gesondheet vu Beebeeë geet an aner Länner wéi Dänemark oder Ungarn direkt gehandelt hunn?
3. Wéi vill Beebeeën zu Lëtzebuerg hunn eventuell kontaminéiert Produkter konsuméiert, well d'Autoritéiten net fréizäitig gewarnt hunn?
4. Wat ass de konkrete Grond dofir, dass d'RASFF-Informatiounen net direkt un d'Ëffentlechkeet weidergi goufen, obwuel dat de Sënn vun dësem europäeschen Alarmsystem ass an et sech ëm e Produit fir ganz kleng Beebeeën handelt?
5. Wéi eng Konsequenze wäert d'Regierung aus dëser geféierlecher Negligence zéie fir ze garantéieren, dass esou Versoen sech net widerhélt?

Réponse (26/01/2026) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Am Dezember huet Nestlé aus Virsiichtsmoosname fräiwëlleg eng limitéiert Unzuel u Lousnummere vu Puppelchersmëllech a verschiddenen europäesche Länner zeréckgeruff, nodeems Cereulide a fäerdege Produiten detektéiert gouf. Dës analyséiert Produite stamen aus enger spezifescher Fabrick aus engem anere Memberstaat. Lëtzebuerg war net vun dëser Distributioun betraff. Vu datt dës Produiten net zu Lëtzebuerg um Marché waren an dowéinst kee Risiko fir d'Lëtzebuurger Populatioun bestanen huet, hunn

d'Lëtzebuurger Autoritéiten zu deem Zäitpunkt net kommunizéiert.

Doropshin huet Nestlé eng Enquête zur Ursach vun dëser Kontaminatioun duerchgefouert. Ufanks Januar konnt Nestlé du confirméieren, datt d'Kontaminatioun op ee Rostoff vun engem externe Liwwerant zeréckzeféieren ass. Nodeems d'Traçabilitéit vun de betraffene Produiten, déi mat dësem kontaminéierte Rostoff hiergestallt goufen, vervollstännegt war, goufen déi concernéiert Memberstaate vun Nestlé kontaktéiert an d'Produite goufe vum Marché zeréckgezunn an zeréckgeruff. Nodeems der ALVA dës Informatiounen virlouchen, goufen dës Réckruff iwwert verschidde Kommunikatiounskanäl matgedeelt:

All Warnung gëtt systematesch op dem Liewensmittelsécherheetsportal (www.securite-alimentaire.public.lu/fr/actualites/alertes), iwwert d'Email-Newsletter (Umeldung méiglech iwwert de Portal: www.securite-alimentaire.public.lu/fr/support/alerte), op der mobiller App „LU-Alert“ souwéi op der LU-Alert-Internetsäit (www.lu-alert.lu) vun der ALVA kommunizéiert. Ofhängeg vun der Risikobewäertung kann och e Pressecommuniqué zousätzlech verëffentlecht ginn. An dësem Fall huet Nestlé no Récksprooch mat der ALVA an ee Pressecommuniqué un d'Lëtzebuurger Press geschéckt, fir de Lëtzebuurger Konsument ze informéieren.

ad 2. Op Basis vun de Grënn, déi an der Äntwert op déi éischt Fro genannt goufen, huet d'ALVA soubal se informéiert war, datt betraffene Produiten och zu Lëtzebuerg kommerzialiséiert goufen, dës Informatiounen publick gemaach.

ad 3. Wéi an der Äntwert op déi zweet Fro erkläert, ass et an dësem Dossier keng Verzögerung an der Kommunikatioun ginn.

Nestlé huet confirméiert, datt bis elo kee Krankheitsfall an Zesammenhang mat deene betraffene Produite bestätegt gouf. Op Nofro hin hunn déi zoustänneg Servicer vun der Santé d'ALVA informéiert, datt zu Lëtzebuerg keng Krankheitsfall duerch d'Consummatioun vun dësen Produite gemellt goufen. Och am RASFF-System huet keen anere Memberstaat ee Krankheitsfall genannt.

ad 4. Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro erkläert, sinn d'Informatiounen, ab deem Moment, wou Lëtzebuerg betraff war an déi relevant Donnéeën der ALVA virlouchen, vun der ALVA kommunizéiert ginn.

ad 5. De System huet vun deem Moment un, wou Lëtzebuerg betraff war, korrekt funktionéiert.

.....

Service néonatalogie du CHL | Question 3409 (08/01/2026) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

La néonatalogie du Centre hospitalier de Luxembourg est la seule structure du pays capable de prendre en charge des nouveau-nés à partir de la 24^e semaine de grossesse. Avec un maximum de 16 lits de soins intensifs, ce service fonctionne régulièrement à un taux d'occupation supérieur à 90 %, ce qui laisse peu de marge pour faire face aux situations d'urgence imprévisibles.

Cette situation entraîne un recours important aux transferts in utero vers des hôpitaux de la Grande Région. Ainsi, 28 femmes enceintes ont dû être hospitalisées à l'étranger en 2023, 24 en 2024, et 14 supplémentaires jusqu'à la mi-décembre de l'année écoulée. Par ailleurs, entre 10 et 15 enfants par an naissent effectivement à l'étranger, souvent avant la 32^e semaine de grossesse. Pour les familles concernées, ces situations représentent une charge émotionnelle, logistique et financière considérable alors même

que la proximité parentale est reconnue comme essentielle pour le développement et le bien-être des grands prématurés.

Selon les informations communiquées par le ministère, un projet d'extension de la néonatalogie aurait été approuvé il y a environ cinq ans, mais n'a à ce jour pas été mis en œuvre.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle préciser l'état d'avancement du projet d'extension de la néonatalogie du CHL, ainsi que les raisons pour lesquelles ce projet n'a pas encore été concrétisé ? Quelle serait la capacité de la néonatalogie avec le projet d'extension ?

2) Le ministère a-t-il évalué l'impact des transferts in utero et des hospitalisations à l'étranger sur le bien-être des familles, la présence parentale auprès des nouveau-nés et la continuité des soins ? Quelles sont, le cas échéant, les conclusions ?

3) Quelles sont les mesures de soutien pour les familles des bébés nés à l'étranger ?

Réponse (04/02/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Un projet d'extension de la KannerKlinik, divisé en 2 phases de construction avait été autorisé en 2023 par le ministère. Ce projet prévoit une augmentation de surfaces permettant l'exploitation de 22 lits de néonatalogie intensive. Toutefois, à la suite d'une analyse approfondie de sa faisabilité sur le terrain basée sur les constats de la première phase du projet de modernisation du service des urgences pédiatriques, la phase 2 du projet, qui incluait notamment l'extension de la capacité du service de néonatalogie intensive, n'a finalement pas pu être menée à terme comme prévu initialement, entre autres en raison du fait que certaines unités de soins auraient dû être déplacées pour la durée des travaux. Cela a rendu nécessaire une révision des plans initiaux par l'exploitant. Le ministère est en attente de l'introduction du dossier révisé.

La loi hospitalière (loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et la planification hospitalière) prévoit dans son annexe 2 un maximum de 25 lits pour le service de néonatalogie intensive.

ad 2) Il convient de préciser que les transferts à l'étranger concernent généralement les prématurés de moins de 28 semaines qui nécessitent le plus de soins. Les femmes enceintes de plus de 32 semaines sont en principe orientées vers la clinique Bohler en cas de manque de place au service de néonatalogie intensive au CHL.

Après un transfert à l'étranger, la plupart des femmes enceintes rentrent à domicile après surveillance, ou sont retransférées au Luxembourg. Le nombre de naissances en dehors du Luxembourg demeure limité, représentant en moyenne entre 10 et 15 enfants par an.

Toute grossesse à risque ou pathologique constitue en soi une situation hors du commun et bouleversante. Dans ce contexte, l'impact isolé des transferts et des hospitalisations à l'étranger sur le bien-être des familles ou la présence parentale auprès des nouveau-nés ne peut être évalué. Concernant la continuité des soins, celle-ci doit être garantie par les hôpitaux, mission qui leur incombe au titre de la loi hospitalière, y compris pour les patients transférés vers ou depuis l'étranger. Différents partenariats existent en outre entre le service de néonatalogie intensive du CHL et des structures à l'étranger.

ad 3) Le soutien dont bénéficient les familles dans le cadre d'une naissance n'est pas lié à l'endroit où

l'accouchement a eu lieu. Il convient de noter que, lors d'un accouchement à l'étranger, le rapatriement a généralement lieu dès que l'état de santé de la mère et/ou de l'enfant ainsi que les capacités logistiques le permettent.

Bilan et utilisation de la plateforme d'apprentissage du luxembourgeois llo.lu | Question 3410 (08/01/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

Eng begrëssenswäert Initiativ ass d'Online-Léierplattform llo.lu, déi am Joer 2022 gestart gouf, fir den Zougang zum Lëtzebuergesch-Léieren ze erliichter. Dës Initiativ huet zum Zil, d'sproochlech Integratioun ze ënnerstëtzen a bitt Coursé vum Niveau A1 bis B2 un.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hunn sech zënter dem Start am Joer 2022 op der Plattform llo.lu agedroen, a wéi vill Nutzer sinn aktuell aktiv?

2. Wéi verdeelen sech d'Umeldungen op déi verschidde Coursniveauen (A1, A2, B1, B2)?

3. Wéi vill Participanten hunn zënter 2022 déi verschidde Coursniveaue mat Succès ofgeschloss? Wéi héich ass den Erfolgestaux pro Niveau?

4. Wéi bewäert de Ministère den Erfolleg vun dëser Initiativ a wéi eng Moossnamen si geplangt, fir d'Offer nach weider ze verbessern?

Réponse (10/02/2026) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1. Zanter d'Plattform llo.lu am Joer 2022 lancéiert gouf, hu sech 114.995 Persounen aus 190 verschiddene Länner op der Plattform ageschriwwen. Aktuell sinn 38.848 Nutzer aktiv.

ad 2. Wann ee sech fir d'éischte Kéier umellt, kritt een en Astufungstest ugebueden. Dësen Test erméiglecht engem et, den aktuellen Niveau am Lëtzebuergesche feststellen. Et muss een dësen Test net onbedéngt maachen, fir de Contenu fräzeschalten, et kann ee säin Niveau och selwer bestëmmen, wann ee wëll. Et huet een nodrëglech ëmmer nach d'Méiglechkeet, op den Astufungstest zeréckzekommen.

Op der Léierplattform huet een d'Méiglechkeet, entweeder d'Coursen een nom aneren an der logescher Reiefolleg ze suivéieren, oder et kann een iwwert d'Rubrick „All Lektioenen“ geziilt an individuell de Vocabulaire zu verschiddene Sujeten oder verschiddene Punkte vun der Grammaire ausschaffen.

102.093 Leit waren zanter dem Ufank vum Lancement aktiv, opgedeelt op follgend Niveauen:

- A1-: 18.751
- A1: 54.893
- A2: 14.883
- B1: 5.331
- B2: 3.128
- Nach keen Niveau ugefaangen: 5.107
- All d'Niveauen ofgeschloss hunn: 1.395

ad 3. Et ass net méiglech ze gesinn, wéi vill Participanten déi verschidde Coursniveaue mat Succès ofgeschloss hunn. All Participant ka fräi duerch d'Coursen an d'Rubricken navigéieren. Déi verschiddene Niveauen mussen net ofgeschloss ginn.

ad 4. Iwwert déi puer Joer ass d'Unzuel vun den Aschreiwungen ëmmer weider geklommen, wat weist, wéi vill Succès d'Plattform huet, a wéi vill Leit Interessi um autonome Léiere vum Lëtzebuergeschen hunn.

D'LLO-Plattform ass kontinuëierlech adaptéiert an ausgebaut ginn. Duerch de groussen Interessi krut d'Plattform am Juli 2025 och den Niveau A1- bäi, deen sech mat sengen 30 exklusive Vokabellektiounen u komplett Ufänger riicht.

2026 kënt eng iwwerschaafte Versioun vun der Plattform eraus mat adaptéiertem Contenu an nach méi interaktiven Exercicen.

Réaménagement de la Place de la Gare à Luxembourg-ville | Question 3411 (08/01/2026) de M. David Wagner (déi Lénk)

La Place de la Gare constitue un espace public d'une importance majeure, tant pour les résidents du quartier que pour les nombreux usagers quotidiens de la gare centrale. Elle accueille en effet plus de 35.000 voyageurs par jour¹³, auxquels s'ajoutent les piétons, cyclistes et autres usagers de l'espace public.

Dans le cadre des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État, validés sous le numéro 7522, un projet de réaménagement de la Place de la Gare a été annoncé. Celui-ci prévoit notamment la réalisation d'un parking à vélos souterrain de grande capacité.

Il a par ailleurs été communiqué que les travaux de réaménagement de la Place de la Gare seraient réalisés en parallèle avec l'extension du bâtiment de la direction générale des CFL, afin de permettre la mise en service coordonnée des nouvelles infrastructures.

Or, les travaux relatifs à l'extension du bâtiment de la direction générale des CFL ont débuté en 2023. Dès lors, des interrogations se posent quant au calendrier effectif du réaménagement de la Place de la Gare. À ce titre, il est rappelé que le projet d'aménagement de la place a été présenté publiquement le 23 mai 2023, sous la responsabilité de l'ancien Ministre François Bausch.¹⁴

Par ailleurs, la coexistence de ces deux chantiers majeurs soulève des préoccupations légitimes en matière de gestion des flux, de sécurité des piétons et des cyclistes, ainsi que de l'aménagement des cheminements temporaires, notamment entre la Place de la Gare et la passerelle menant vers le quartier de Bonnevoie.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre peut-elle nous confirmer que le projet initial de réaménagement de la Place de la Gare, tel que présenté en mai 2023, sera maintenu et réalisé dans le même esprit ?

2) Dans la négative, Madame la Ministre peut-elle nous préciser les raisons et éléments justifiant une éventuelle modification ou adaptation du projet initialement présenté ?

3) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle indiquer le calendrier prévisionnel, en particulier la date estimée du début des travaux ainsi que celle de la finalisation du projet d'aménagement de la Place de la Gare, incluant le parking à vélos souterrain ?

4) En ce qui concerne l'organisation du chantier sur la Place de la Gare, quelles sont les mesures prévues afin de garantir une circulation fluide, sûre et non entravée pour les piétons et les cyclistes pendant toute la durée des travaux ?

5) Enfin, s'agissant de la sécurité des cheminements entre la Place de la Gare et la passerelle en direction

¹³ Mobilitéplang de la Ville de Luxembourg
¹⁴ <https://transports.public.lu/dam-assets/planifier/projets/presentation-parking-velos-cfl-23-05-2023.pdf>

de Bonnevoie, quelles dispositions concrètes sont mises en place afin d'assurer que les usagers puissent circuler en toute sécurité et sérénité durant la période des chantiers ?

Réponse (02/02/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert sur le réaménagement de la Place de la Gare à Luxembourg-ville. Les informations suivantes ont été demandées auprès des CFL.

ad 1) Depuis sa présentation en mai 2023, les études relatives au projet du réaménagement de la Place de la Gare et de la construction d'un parking à vélos souterrain de grande capacité ont continué. À l'époque les premières idées quant à ces aménagements ont été présentées. Il y a lieu de noter que depuis le projet a évolué. Tandis que le concept pour la partie souterraine (parking vélos) a été essentiellement maintenu et optimisé surtout au niveau des flux des futurs utilisatrices et utilisateurs (entrées et sorties des vélos), la partie en surface (Place de la Gare) a été plus profondément repensée.

ad 2) Les modifications et adaptations du projet au niveau de la conception de la Place de la Gare se justifient en premier lieu par le désir d'offrir aux passantes et passants (p. ex. utilisatrices et utilisateurs des transports en commun) et habitantes et habitants du quartier de la gare un espace plus convivial et accueillant tel que le projet initial ne le projetait. En effet, fort dominé par des grandes surfaces couvertes en pierres ou béton, le projet initial ne prévoyait que des espaces limités en verdure et que très peu d'arbres à haute tige ou encore arbustes. Le projet remanié quant à lui prévoit cependant de transformer une grande partie de la place en un vrai parc public, proposant des espaces avec différents types de végétations, contribuant ainsi activement à la lutte contre le surchauffement en été de cette partie de l'espace urbain.

ad 3) Au stade actuel des études (projet adapté) et face aux études détaillées et procédures administratives restant à réaliser, un début des travaux sur site est aujourd'hui estimé pour au plus tôt 2028 avec une durée de chantier considérée à plus de deux ans.

Ainsi, une coexistence entre le présent chantier et celui de l'extension du bâtiment de la direction générale des CFL peut aujourd'hui être pratiquement exclue et une mise en service des nouvelles infrastructures au même moment tel qu'initialement envisagé a dû être abandonnée.

Il convient également de préciser que ce projet de réaménagement est élaboré en étroite concertation avec les responsables de la Ville de Luxembourg qui in fine devront également accorder une autorisation de construire. Une fois finalisé, le projet sera également présenté à la Commission de la Mobilité et des Travaux publics de la Chambre des Députés.

ad 4) Pendant la durée des travaux, il est évident que la circulation des piétonnes et piétons et cyclistes devra être garantie en toute sécurité. Ainsi, les zones de chantier seront délimitées par les moyens appropriés et des déviations provisoires devront être mises en place et adaptées suivant les besoins changeants. Aussi, la Place de la Gare étant entourée sur trois de ses quatre côtés de bâtiments, il y a lieu de noter qu'un certain recul par rapport à ceux-ci devra être garanti en phase chantier afin de permettre à tout moment l'accès des visiteuses et visiteurs mais aussi des véhicules du CGDIS en cas d'urgence. Les études d'avant-projet n'étant pas encore abouties à ce niveau, on peut néanmoins déjà aujourd'hui confirmer que cette contrainte imposera sans doute la construction du parking vélos souterrain par phases.

ad 5) Comme il s'agit d'une liaison piétonne importante entre le quartier de la gare et celui de Bonnevoie, via la passerelle en gare de Luxembourg, un accès vers celle-ci sera aménagé afin de permettre aux usagères et usagers d'y circuler en permanence en toute sécurité et sérénité. Cependant, des barrages ponctuels de cette liaison pour des raisons d'organisation et/ou de sécurité ne peuvent pas complètement être exclus.

.....

Accès aux études à l'Université du Luxembourg | Question 3412 (08/01/2026) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Tom Weidig** (ADR)

D'Uni Lëtzebuerg spillt eng entscheidend Roll bei der Virbereedung vu jonke Mënschen op d'Arbeitswelt an op d'Welt vu muer. Trotzdeem ass et eng Tatsaach, dass e groussen Deel bzw. de gréissten Deel vun den Titulairë vun enger lëtzebuergescher Première (ESC an ESG) weiderhin an d'Ausland geet, fir do ze studieren. Dat schéngt net nëmmen dorun ze leien, datt d'Uni Lëtzebuerg verschidde Studiegäng net ubitt, mee och dorun, datt vill Titulairë vun enger lëtzebuergescher Première guer net vun der Uni Lëtzebuerg opgeholl ginn. Eis ass nämlech zu Ouere komm, datt ville jonke Leit mat enger Lëtzeburger Première den Zougang zu bestëmmte Studiegäng vun der Uni Lëtzebuerg refuséiert gëtt, während si uschlëssend ouni Schwierigkeeten déi entsprechend Studien an anere Länner, besonnesch an der Belsch, ophuele kënnen.

An deem Kontext hu mir follgend Froen an d'Madamm Héichschoulminister:

1. Wéi vill Zouloossungsanträge goufen an de leschte fënnf Joer un d'Uni Lëtzebuerg adresséiert, opgeschlüsselt no akadeemeschem Joer? Wéi vill dovunner goufen accordéiert, a wéi vill ofgeleent, opgeschlüsselt no Studiegang a Studienzzyklus (Bachelor/Master)?

2. Leien dës Donnéeën opgeschlüsselt no Nationalitéit bzw. Nationalitéitkategorie vir (Lëtzeburger, Bierger vun der EU, vum EWR, vun der Schwäiz, vun Drëttstaaten)? Wa jo, kann d'Madamm Minister eis déi betr. Donnéeë fir déi lescht fënnf akadeemesch Joren iwwermëttelen?

3. Wéi vill Titulairë vun enger lëtzebuergescher Première (ESC an ESG) hunn an deene leschte fënnf Joer, opgeschlüsselt no akadeemeschem Joer, en Antrag op Zouloossung zu engem Bachelorstudiegang un der Uni Lëtzebuerg gestallt? Wéi vill goufen zougelooft? Wéi vill goufen ofgeleent?

4. Verfüügt d'Regierung iwwer Donnéeën, déi beleeën, wéi vill Titulairë vun enger lëtzebuergescher Première (ESC an ESG) sech no enger Ofleening vun hirem Antrag duerch d'Uni Lëtzebuerg fir e Studium am Ausland entscheet hunn? Wa jo, kann d'Regierung dës Donnéeën no Zillänner opschlüsselen?

5. Fir wéi eng Studiegäng un der Uni Lëtzebuerg ass d'Zouloossung (a) ganz op; (b) begrenzt duerch en Numerus clausus oder eng maximal Opnamkapazität?

6. Wéi eng Auswielkrittäre gëlle fir Studiegäng mat begrenzter Opnamkapazität?

7. Gëtt et Quoten oder aner Dispositiounen, déi den Zougang vun Titulairë vun enger lëtzebuergescher Première (ESC an ESG) zu bestëmmte Studiegäng garantéieren?

8. Wéi vill Zouloossungsanträge vu Studenten aus Drëttstaaten (ausserhalb vun der EU/vum EWR/vun der Schwäiz) goufen an deene leschte fënnf akadeemesche Jore fir Bachelor- a Masterstudiegäng op

der Uni Lëtzebuerg gestallt? Wéi vill vun dësen Anträge goufen ugeholl oder ofgeleent? Kann d'Madamm Minister dës Donnéeën no Nationalitéit vum Antragsteller opschlüsselen?

Réponse (05/02/2026) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Et sief virop bemierkt, dass d'Donnéeën, déi an den Antworten 1, 2, 3 an 8, souwéi an der Annex[†] presentéiert ginn, op den Informatiounen berouen, déi d'Universitéit Lëtzebuerg matgedeelt huet.

ad 1. Déi an deene leschte fënnf akadeemesche Joer agerechte Kandidature fir Bachelor- a Masterprogrammer sinn an der Tabell[†] heidrënner zesummegefaasst. D'Opschlësselung no Studiegang ass an der Annex[†] ze fannen.

ad 2. Déi gefrotten Donnéeë fënnt een an der Annex[†].

ad 3. D'Zuel vun de Kandidature fir d'Bachelorprogrammer vun ESC/ESG-Diploméierter fir de gefrotten Zäitraum sinn déi heiten.[†]

ad 4. De Ministère fir Fuerschung an Héichschoul verfüügt aus Dateschutzgrënn net iwwer déi Donnéeën.

ad 5. All Bachelor- a Masterprogrammer vun der Universitéit hunn en Numerus clausus.

ad 6. D'Zougangsbedéngunge fir d'Uni-Studieprogrammer fënnt een an den Annexe vun de Studieprogrammer.

D'Annexe vun de Studieprogrammer um Niveau Bachelor fënnt een ënnert dësem Link:

<https://www.uni.lu/wp-content/uploads/sites/11/2026/01/30134155/Annexe-2025-26-au-reglement-des-etudes-%E2%80%93-programmes-de-bachelor.pdf>

D'Annexe vun de Studieprogrammer fir Niveau Master fënnt een ënnert dësem Link:

<https://www.uni.lu/wp-content/uploads/sites/11/2026/01/30134236/Annexe-2025-26-au-reglement-des-etudes-%E2%80%93-programmes-de-master.pdf>

ad 7. Et gëtt keng Quoten oder aner Dispositiounen, déi den Zougang vun Titulairë vun enger lëtzebuergescher Première (ESC an ESG) zu bestëmmte Studiegäng regléieren.

ad 8. D'Kandidature fir Bachelor- a Masterprogrammer vu Staatsbierger aus Drëttstaaten, déi an de leschte fënnf akadeemesche Joer agereecht an akzeptéiert goufen, sinn heidrënner zesummegefaasst.[†] Weider Detailler no Nationalitéit sinn an der Annex[†] ze fannen.

.....

Offre de réhabilitation dans le nord du pays | Question 3413 (08/01/2026) de **M. André Bauler** | **M. Gilles Baum** (DP)

Déi ambulante Rehabilitatioun no engem Hiereschlag bei jonke Patiente gëtt den Ament ausschliisslech am Rehazenter um Kierchbiereg ugebueden. Déi geriatresch Rehabilitatioun, ambulante a stationär, gëtt zu Woolsz assuréiert. Wie jonk ass, muss also an d'Stad fueren an domat eng beschwéierlech Rees op sech huelen, zemol wann en am ieweschten Éislek wunnt.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

1. Wat fir Déngschter fir méi jonk Patiente gëtt et bis ewell an deem Zesammenhang am Norde vum Land?

2. Gëtt dru geduecht, fir lues a lues eng méi komplett Offer u Rehabilitatiounsdéngschter zu Woolsz an Ettelbréck unzébiden?

3. Wa jo, wéini wier mat enger Erweiderung vun der Rehabilitatiounoffer fréistens ze rechnen?

4. Wat fir Moosname kéint een an Tëschenzäit huelen, fir déi betraffe Patienten an hir Famille vun deenen awer laangen Trajeten ze entlaaschten?

Réponse (09/02/2026) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Versuergung vun de jonke¹⁵ Patienten am Norde vum Land ass an eng national strukturéiert Versuergungsketten integréiert.

D'akut Phas vun der Prise en charge vun engem AVC gëtt an enger stroke unit (Service neurovasculaire) assuréiert. Hei ass, wéi am Spidolsgesetz (Loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière) définéiert, ze ënnerscheeden tëschen dem Service neurovasculaire niveau 1 (stroke unit niveau 1), wéi se am Centre hospitalier du Nord (CHdN), am Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) an an den Hôpitaux Robert Schuman (HRS) exploitéiert ginn, an dem nationale Service neurovasculaire de niveau 2 (stroke unit niveau 2) vum Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), wou spezialiséiert Equipementer an Equippen an der Neuro-imagerie interventionelle an Neurochirurgie zur Verfügung stinn. Et besteet e funktionelle Lien tëschen de Servicer vum Niveau 1 an Niveau 2, an d'Krittären a Modalitéite vun den Transferte vu Patienten, wou et duerch d'Komplexitéit vum Fall erfuerdert ass, sinn an enger Konventioun festgehal.

D'Prise en charge an der akuter Phas vun engem AVC, déi deemno am CHdN, oder, falls erfuerdert, am CHL assuréiert gëtt, besteet nieft enger intensiver neurologescher Iwwerwaachung an enger fréi integréierter Reeducatioun (Physiotherapie, Ergotherapie, a Logopedie wann néideg) bannent deenen éischten Deeg.

No der akuter Phas kënnen weider Reeducatiounsmoosnamen noutwendeg sinn, fir d'Mobilitéit, d'Autonomie an d'Aktivitéite vum alldeegleche Liewen ze verbesseren, jee no klinescher Evolutioun an Ausmooss vun de Follgeschied entweder stationär oder ambuland.

Ambulant Reeducatioun gëtt op de Sitte vun Ettelbréck a Wolz vum CHdN ugebueden. Verschidde Reeducatiounsmoosnamen, dorënner ënnert anerem Physiotherapie, ginn och vu liberale Gesondheitsberufler ugebueden.

Déi stationär, souwéi déi spezialiséiert Post-AVC-Reeducatioun fir Patienten, déi méi schwéier postakut Follgeschied hunn (déi héich spezialiséiert Expertisen an eng intensiv multidisziplinär Organisatioun verlaangt), ass zentraliséiert a fält laut dem Spidolsgesetz an d'Kompetenz vum nationale Service fir funktionell Reeducatioun. Dëse gëtt vum Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (CNRRF), och Rehazenter genannt, assuréiert. Am Respekt vum gesetzleche Kader huet de CNRRF een eenzege Site, deen sech um Kierchbierg befënnt.

ad 2. Laut dem Spidolsgesetz ass en nationale Service e landeswäit eenzege Spidolsservice, dee fir Pathologien virgesinn ass, déi spezifesch Kompetenzen, Ausrüstungen oder medezinnesch-technesch Infrastruktur verlaangen, an deen d'Kontinuitéit an d'Kohärenz vun der Versuergung op nationalem Niveau garantéiert.

Dëst ass och de Fall vum CNRRF-Rehazenter, deen déi spezialiséiert funktionell Reeducatioun op engem eenzege Site konzentriert.

¹⁵ Laut der wëssenschaftlecher Literatur variéiert d'Definitioun vum Hiereschlag (AVC) bei jonke Patienten, mat Altersgrenzen, déi meeschtens bei ënner 40 oder ënner 50 Joer leien. Fir d'Zwecker vun dëser QP gëtt consideréiert, datt domat jonk Erwuessener am Alter vun 18 bis 40 Joer gemengt sinn, déi en AVC haten.

Eng Verdeelung vun dëser Expertis op verschidde Sitte géif zu enger Fragmentatioun vun de Kompetenzen féieren, zu enger Reduktioun vum Aktivitéitsvolumen an domat zu engem Verloscht u Qualitéit a Sécherheet an der Fleeg. Eng Entwécklung a Richtung vun engem Multi-Site-Modell ass net kompatibel mat der Logik vun den nationale Servicer, wéi se am Gesetz definéiert ass.

International Benchmarks weisen an déi selwecht Richtung: An de meeschten europäesche Länner ass déi spezialiséiert funktionell Reeducatioun an nationalen oder regionale Kompetenzzentren organiséiert.

Zousätzlech zu den Normen, déi fir déi geneemegt Spidolsservice bestinn, ass d'AVC filië, inklusiv dem Post-AVC-Versuergungswee, och um nationale Plang a Form vun engem Projet vum Kompetenzreseau (Réseau de compétences) AVC an der Preparatioun. Dëse Reseau soll d'Versuergung harmoniséieren an dozou bäidrogen d'Kontinuitéit vun der Versuergung no der akuter Phas – inklusiv vun de jonken Erwuessenen – op eng méi global a strukturéiert Aart a Weis ze organisieren.

ad 3. D'Evolutioun vun der Offer vum nationale Service fir funktionell Reeducatioun geschitt am Kader vun enger mëttel- bis langfristeger Planung, basierend um festgestallte Besoin. Den Ausbau ass net op eng geographesch Erweiderung ausgerichtet, mee éischer op eng gezielt Upassung vun der existéierender Offer, mat den domat gegebenefalls verbundene néidegen infrastrukturellen Adaptatiounen, wéi:

- Erhéijung vun de Kapazitéiten an der stationärer Reeducatioun;
- Ausbau vun der Dagesklinik;
- Verstärkung vun de spezialiséierten ambulante Versuergungen.

ad 4. Fir dës Belaaschtungen ze reduzieren, besonnesch fir Patienten, déi am Norde vum Land wunnen, si verschidde Mesurë vum CNRRF-Rehazenter ëmgesat ginn a sollen nach weider verstärkt ginn.

An dësem Kontext intervenéieren d'Medezinner vum CNRRF-Rehazenter, souwäit et méiglech ass, direkt an den adresséierende Spideeler (z. B. am CHdN). Dës Interventiounen erlaben d'Orientéierung zur Reeducatioun fréizäiteg ze organisieren, duerch:

- eng detailléiert klinesch Evaluatioun vun de Patienten op der Plaz;
- eng individuell geplangte Reeducatioun virum Transfer;
- eng besser Koordinatioun mat de lokale Fleeg-equippen.

.....

Extension des capacités de la néonatalogie | Question 3414 (08/01/2026) de M. Charles Weiler | M. Jeff Boonen (CSV)

D'Kapazitéiten an der Neonatalogie zu Lëtzebuerg schéngen a verschidde Situatiounen net duerzegoen, wat dozou féiert, datt schwanger Frae mat héijem medezinnesche Risiko an eenzelne Fäll am Ausland musse betreit ginn. Fir déi betraffe Famillje bedeit dat oft eng zousätzlech emotional an organisatoresch Belaaschtung.

An deem Kontext wollte mir folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Wéini genee ass en Ausbau vun der Neonatalogie am CHL virgesinn?
2. Wéi vill Intensivplaze gëtt et aktuell, a wéi vill zousätzlech Plaze sinn am Kader vun enger Erweiderung geplangt?

3. Gëtt et eng systematesch Analys iwwer d'Zuel vun den Transferts in utero, déi wéinst engem Kapazitéitsmanktem mussen duerchgefouert ginn?

4. Gëtt et Iwwerleungen, déi neonatal Ënnerstützung och ausserhalb vum CHL ze stäerken, besonnesch am ländleche Raum?

Réponse (04/02/2026) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Fir d'Äntwert op dës Fro verweisen ech op d'Äntwert vun der parlamentarescher Fro N° 3343.

ad 2. Aktuell si 14 Intensivplaze komplett ekipéiert, 2 zousätzlecher kënnen exploitéiert ginn, andeems zwee Zëmmeren dräifach besat ginn, soudass eng Total-Kapazitéit vu 16 Better besteet. Den CHL huet eng ministeriell Autorisatioun fir d'Exploitatioun vun 22 Intensiv-Better fir d'intensiv Neonatalogie, déi de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet am Kader vun dem an der éischer Fro ugeschwate Bauprojet ausgestallt hat.

Geplangt ass deemno primär d'Exploitatioun vun den 22 autorisierte Better, wat am Aklang ass mat de Projektionen, déi, op Basis vun enger kombinierter Analys vu verschidde Facteuren, dorënner d'demographesch Entwécklung, de medezinnesche Progrès an d'Aktivitéitsdonnéeë vum Service, e geschätzte Besoin vu knapp 20 Better fir intensiv Neonatalogie am Joer 2040 erginn.

D'Spidolsgesetz (Loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et la planification hospitalière) an der Annex II gesäit eng maximal Kapazitéit vu 25 Better fir dës Service vir, wat Flexibilitéit erméiglecht am Fall vun enger eventueller Erhéijung vum Besoin iwwer d'Projektionen eraus.

ad 3. Dës Zuele sinn disponibel, a ginn, ënnert anerem, am Kader vun entspreichenden Autorisatiouns-Demanden, souwéi och bei der Evaluatioun vun den aktuellen an zukünftigen ze erwaardende Besoinen analyséiert.

ad 4. Eng stationär neonatal Versuergung, notament an direktem Utschloss un d'Gebuert, gëtt vun de Maternitéë vun de 4 Centres hospitaliers (CHdN, CHEM, CHL an HRS) assuréiert.

D'Spidolsgesetz ënnerscheet tëschen enger Maternitéit vum Niveau 1, mat engem Service d'obstétrique fir d'Prise en charge vu Fraen an neigebuerene Puppelcher am Kader vun normale Schwangerschaften, an enger Maternitéit vum Niveau 2, mat engem Service d'obstétrique an engem Service de néonatalogie intensive fir d'Prise en charge vun normale souwéi pathologeschen oder Héich-Risiko-Schwangerschaften an neigebuerene Puppelcher, déi speziell neonatal Fleeg brauchen. Dëst ass de Fall vun der Maternitéit vum CHL, wou de Service national de néonatalogie intensive autoriséiert ass.

D'Maternitéit vum Centre hospitalier du Nord (CHdN), Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) an den Hôpitaux Robert Schuman (HRS) sinn dogéint Maternitéit vum Niveau 1. Eng Maternitéit vum Niveau 1 ka laut Spidolsgesetz, wann se méi wéi 1.500 Accouchement pro Joer realiséiert, de Suivi vu pathologesche Schwangerschaften assurieren, souwéi d'Prise en charge an enger Unité de néonatalogie (non intensive) am Service de pédiatrie de proximité vun neigebuerene Puppelcher, déi speziell neonatal net intensiv Fleeg brauchen. Dëst trifft op d'Maternitéit vun den HRS (Clinique Bohler) zou. Den CHEM plangt fir seng zukünftigen Maternitéit am Südspidol dës Krittären ze entsprechen.

Sou wéi vum Spidolsgesetz virgeschriwwen, sinn d'Krittären an d'Modalitéite vun den Transferten am

Kader vun der neonataler Versuergung téschent de Maternitéé souwéi dem Service national de néonatalogie intensive vum CHL duerch Konventiounen gereegt.

Ausserhalb vum stationären Ëmfeld gëtt et, wat d'neonatal Versuergung ugeet, d'Méiglechkeet vun Hausvisite vun Hiewanne fir ze fréi gebuere Kanner. Ze nennen ass hei notamment d'Upassung vun der Nomenclature vun den Hiewannen, déi an der Nomenclatureskommissioun vum 26. November 2025 gestëmmt ginn ass, an Ufank 2026 an d'reglementaresch Prozedur agereecht gouf, mat der Integratioun vu folgendem neien Akt:

„VSF65: Intervention au cours du postpartum ou pendant la période de l'allaitement du nourrisson, sur ordonnance médicale, en dehors du forfait prévu sous VSF61 et VSF62, en cas d'affection“ mat där heiter Remark: „le code VSF65 ne peut être mis en compte qu'en présence d'une ou de plusieurs affections suivantes :

- Prématurité,
- Insuffisance pondérale,
- Engorgement mammaire.“

Doriwwer eraus assureieren d'Pediateren d'medezinesch Versuergung vun de Kanner, wouzou och d'neonatal Versuergung vun neigebuerene Puppelcher gehéiert.

Fir ze resuméiere betrëfft d'neonatal Versuergung, déi ausschliisslech am CHL stattfënt, d'intensiv Neonatalogie, dat heescht d'Prise en charge vu pathologeschen oder Héich-Risiko-Schwangerschaften an neigebuerene Puppelcher, déi speziell (intensiv) neonatal Fleeg brauchen. D'Iwwerleungen am Kader vum Ausbau vun der Neonatalogie am CHL sinn an den Äntwerten op déi viregt Froe präziséiert.

Eng global Stärkung vun der neonataler Ënnerstëtzung, besonnesch am ländleche Raum, ass niewent der Versuergung duerch déi bestoend Maternitéésdepartementer momentan net ugeduecht.

.....

Droits du travail des journalistes | Question 3415 (08/01/2026) de M. Georges Engel | Mme Francine Closener (LSAP)

An enger Stellungnam vum Europäesche Wirtschafts- a Sozialausschoss (EWSA) vum Dezember 2025 zu den Aarbechtsrechter vu Journalistinnen a Journalisten ënnersträchen d'Rapporteure verschidde wichteg Aspekter fir d'Zukunft vum Journalismus an eng qualitativ héichwäerteg, onofhängeg Berichterstattung. Den EWSA formuléiert dobäi konkret Fuorderungen, notamment zum Schutz vum europäesche Meediesecteur géintiwuer der US-amerikanescher Dominanz, besonnesch am Beräich vun den Online-Plattformen. Weider gëtt betount, dat héichqualitativ Aarbechtsplazen am Meediebereich duerch geziilt politesch Initiative mussen ënnerstëtzt ginn.

Eng zentral Roll spillen dobäi de Sozialdialog, d'Virgoe géint d'Schäinselbststännegkeet vu Journalistinnen a Journalisten, souwéi den Ëmgang mat Kënschtlecher Intelligenz an de Meedien. An deem Kontext ass et wichteg, d'Bedéngunge fir eng sachlech a qualitativ Berichterstattung ze garantéieren, d'Pressefräiheet ze schützen an nohalteg Aarbechtsplazen ofzesécheren.

An deem Kontext géinge mir dem Här Aarbechtsminister an der Madamm delegéiert Ministesch beim Premierminister fir Meedien a Connectivitéit folgend Froe stellen:

1. Wéi bewäert de Minister d'Situatioun vum Lëtzebuerger Meediesecteur am Kontext vun der

wuessender Dominanz vu groussen internationalen Online-Plattformen?

2. Wéi eng konkret Moosname gëtt et aktuell oder si geplangt, fir lëtzebuergesch national a lokal Meedienhaiser ze ënnerstëtzen an hir redaktionell Onofhängegkeet a wirtschaftlech Stabilitéit laangfristeg ze sécheren?

3. Gesäit de Minister zu Lëtzebuerg eng Problematik vun der Schäinselbststännegkeet am Journalismus, vergläichbar mat där am Beräich vun der Plattform-aarbecht, a falls jo, wéi eng Moosname gedenkt d'Regierung ze ergreifen?

4. Wéi wëll d'Regierung den Asaz vu Kënschtlecher Intelligenz an de lëtzebuergesche Meedien encadréieren, fir journalistesch Qualitéit a Pressefräiheet ze garantéieren?

Réponse (03/02/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | M. Marc Spautz, Ministre du Travail

ad 1. D'Regierung observéiert mat grousser Optimierksamkeet d'Entwécklungen am internationale Meedien- an Digitalmarché, besonnesch d'wuessend Dominanz vu groussen globalen Online-Plattformen, déi meeschtens ausserhalb vu Lëtzebuerg etabléiert sinn. Dës Entwécklungen hu substanzuell Auswierkungen op d'Visibilitéit an d'Verbreedung vu journalistesch produzierte Contenuen, och zu Lëtzebuerg.

An deem Kontext schafft d'Regierung enk mat der Europäescher Kommissioun an deenen anere Memberstaaten zesummen, fir eng kohärent europäesch Äntwert ze garantéieren. Op EU-Niveau sinn an de leschte Joren eng Rei wichteg legislativ Instrumenter a Kraaft getrueden, déi dozou bäidroen, den Afloss vu groussen digitale Plattformen ze reegelen an d'Meediefräiheet ze stäerken. Dozu gehéieren ënner anerem Reegelen zum Schutz vu journalistescher Onofhängegkeet, zu Transparenz a Verantwortung vu Plattformen souwéi zu faire Konkurrenzbedéngungen am digitale Raum.

D'Regierung gesäit dës europäesch Approche als essenziell, well d'Erausforderungen, virun deenen de Meediesecteur steet, net op nationalem Niveau eleng kënnen geléist ginn. Gläichzäiteg bleift d'Meediefräiheet als Grundwäert an der europäescher Grundrechtsuordnung en zentrale Referenzpunkt fir all politesch Moosnam an deem Beräich.

ad 2. De Lëtzebuerger System vun der staatlecher Pressehëllef feiert dës Joer säi 50-järegt Bestoen. En ass an deene leschte Joerzénge kontinuierlech widerentwéckelt ginn, fir sech un d'Veännerunge vum Meediemarché unzepassen an de professionelle Journalismus nohalteg ze stäerken.

E wichteg Meilesteen an dëser Entwécklung ass d'Gesetz vum 30. Juli 2021, dat en neie Kader fir d'Promotioun vum professionelle Journalismus geschaf huet. Dëst Gesetz huet besonnesch d'Zil, de Meenungspluralismus ze sécheren, d'redaktionell Onofhängegkeet vun de Meedien ze stäerken a stabil Aarbechtsbedéngunge fir Journalistinnen a Journalisten ze féerden.

Fir d'Visibilitéit vum Meenungspluralismus zu Lëtzebuerg weider ze stäerken, ass ausserdeem den öffentlech-rechtleche Medium 100,7 duerch seng Konventioun mam Staat obligéiert, d'Aarbecht vun der Presse écrite duerch eng Presserevue ervirzehiewen.

Zousätzlech ginn aktuell weider legislativ Initiativen an der Chamber diskutéiert, dorënner d'Projets de loi N° 8421 an N° 8625, déi drop ofzilen, den Accès

à l'information fir Journalisten ze verbesseren an de rechtleche Kader un déi digital Realitéiten unzepassen. D'Regierung gesäit dës Reformen als Deel vun enger laangfristeger Strategie, fir e pluralisteschen a qualitativ héichwäerteg Meediesecteur zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

ad 3. D'Regierung gesäit aktuell zu Lëtzebuerg keng strukturell Problematik vun der Schäinselbststännegkeet am Journalismus, déi mat där am Beräich vun der Plattform-aarbecht vergläichbar wier. De gesetzleche Kader, besonnesch d'Gesetz vum 30. Juli 2021, privilegéiert kloer d'Beschäftegung vu professionelle Journalistinnen a Journalisten iwwer e Contrat à durée indéterminée.

D'Zougangscritère fir d'Pressehëllef setze viraus, dat d'Betreffener eng valabel Pressekaart hunn an dat hiert Haaptakomes aus journalistescher Aktivitéit staamt. Dëst dréit dozou bäi, prekär Aarbechtsformen ze limitéieren an eng kloer berufflech Stellung vum Journalismus ze garantéieren.

ad 4. D'Regierung ënnerstëtzt de gemeinsamen europäesche Kader fir den Asaz vu Kënschtlecher Intelligenz, deen Innovatioun erméiglecht an zur selwechter Zäit Grandrechter, Pressefräiheet a journalistesch Qualitéit schützt.

D'europäesch Reglement (EU) 2024/1689 iwwer Kënschtlech Intelligenz (AI Act) gesäit vir, dat d'Benotzer vun engem System vu Kënschtlecher Intelligenz, deen Texter generéiert oder verännert, déi am Kader vun der öffentlecher Informatioun iwwer Theeme vun allgemengem Interessi publizéiert ginn, verpflichtet sinn, op transparent Aart a Weis unzeginn, dat dës Contenu ganz oder deelweis mat Hëllef vu KI erstallt oder adaptéiert gouf. Dës Obligatioun gëllt net, wann de betrouffene Contenu engem effikassen, mënschlechen a redaktionelle Kontrollprozess ënnerläit oder wann eng natierlech oder juristesche Persoun d'voll redaktionell Verantwortung fir d'Publikatioun iwwerhëlt. Dem Gesetzesprojet Nr. 8476 no ass d'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) mat der Iwwerwaachung vun der Ëmsetzung vun dëser Bestëmmung beoptraagt.

Am selwechte Sënn hält den Deontologiekodex vum Presserot fest, dat déi deontologesche a journalistesch Grundprinzipien och beim Asaz vu Kënschtlecher Intelligenz vollstänneg respektéiert mussen ginn. De Code de déontologie betount d'Noutwendegkeet vun engem permanente mënschlechen an editoriellem Iwwerbléck virun all Publikatioun oder Diffusioun vu Contenu, deen ënner Asaz vu KI entstanden ass, a schreift vir, dat d'Öffentlechkeet transparent iwwert d'Notzung vu KI ze informéieren ass, wann de publizéierten oder diffuséierten Contenu net haaptsächlech vun enger natierlecher Persoun generéiert gouf.

Ausserdeem ass d'Zougestoe vun der Pressehëllef no dem Gesetz vum 30. Juli 2021 iwwert en Hëllefregimm fir de professionelle Journalismus u kloer gesetzlech Critère gebonnen. Se ka just u Pressepublikatiounen vergi ginn, déi als eng Sammlung vun haaptsächlech journalistesche Wierker gëllen, déi dem Schutz duerch d'Droits d'auteur ënnerleien. Publikatiounen, déi iwwerwiegend aus KI-generéierte Contenuen bestinn an déi deemno net vum Urheberrecht gedeckt sinn, erfëllen dës Voraussetzungen net a wiere follglech net fir d'Pressehëllef eligibel.

Schliisslech setzt d'Eligibilitéit fir d'Pressehëllef viraus, dat déi betrouffene Pressepublikatioun iwwer eng Redaktioun vu professionelle Journaliste verfüegt, dat heescht vu Journalisten am Besëtze vun enger valabeler Pressekaart, déi den Deontologiekodex vum Presserot respektéieren, inklusiv de Bestëmmungen

am Zesummenhang mam Asaz vu Kënschtlecher Intelligenz.

Parallèll dozou verfollegt Lëtzebuerg eng eegen national Strategie am Beräich vun der Kënschtlecher Intelligenz, déi och d'Auswierkunge vun dësen Technologien op den demokrateschen Discours an de Meediesecteur evoquéiert. Am Mëttelpunkt stinn dobäi Transparenz, mënschlech Verantwortung, Schutz vu redaktioneller Onofhängegkeet an d'Vermeidung vu Manipulation oder Desinformatioun.

D'Regierung ass der Meenung, dass Kënschtlech Intelligenz am Meediebereich eng ënnerstëtzend an net ersetzend Roll soll spillen. Journalistescht Urteilsvermeigen, eethesch Verantwortung an d'redaktionell Entschëddungsfräiheet bleiwen zentral Elementer vun enger fräier Press. An dësem Sënn setzt d'Regierung op Dialog mam Secteur, Sensibiliséierung, Formatioun an, wou néideg, op en ugepasste rechtliche Kader.

.....

Impact environnemental du sel de déneigement | Question 3416 (08/01/2026) de **M. Charles Weiler** | **M. Jeff Boonen** (CSV)

An engem rezente Reportage op RTL gouf erkläert, dass zu Lëtzebuerg all Joer am Duerchschnitt ronn 17.000 Tonne Stroossesalz am Kader vum Wanterdëngscht gestreet ginn. D'Stroossesécherheet ass ouni Zwiwiel eng absolutt Prioritéit, besonnesch an de Wanterméint. Gläichzäiteg ass Lëtzebuerg awer bekannt fir seng besonnesch sensibel Gewässer. Dofir stellt sech och d'Fro no den ekologeschen Auswierkunge vum intensiven Asaz vu Salz.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten:

1. Wéi en Impakt huet de massiven Asaz vu Stroossesalz op d'Ëmwelt, besonnesch op d'Biodiversitéit an de Stroossegriewer an de Randberäicher, souwéi op d'Uewerflächen- a Grundwaasser?

2. Ginn an den Deeg no staarke Fraschtperioden erhéicht Salzkonzentratiounen (z. B. Chloriden) an eise Gewässer gemooss?

Falls jo: Wéi eng Parametere ginn iwwerwaacht? Wéi dacks gëtt gemooss, a vu wéi?

Falls nee: Firwat gëtt op esou Miessunge verzicht?

3. Wat fir konkreet Moossnamen ënnerhëlt de Ministère fir d'Mobilitéit, fir den Asaz vu Stroossesalz souwäit wéi méiglech ze reduzéieren, ouni d'Stroossesécherheet ze kompromettéieren (z. B. optiméiert Streetechniken, präventiv Streeën, digital Prognosemodeller)?

4. Gëtt aktiv no alternative Léisunge gesicht, déi manner belastescht fir d'Ëmwelt sinn, wësend, dass Splitt keng nohaltig Alternativ duerstellt?

Falls jo: Wéi eng Alternative ginn aktuell gepréift oder getest?

Falls nee: Aus wéi engem Grënn?

Réponse (10/02/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Wat d'Biedem ugeet, kann d'Stroossesalz negativ Impakter op d'cheemesch an d'physesch Qualitéit vum Buedem hunn. Tatsächlech féiert eng gréisser Quantitéit Salz op der Buedemsurface zu enger Erhéijung vun de Salzkonzentratiounen am Buedemwaasser, an an e puer Fäll kënnen dës Konzentratiounen fir Planzen, besonnesch fir bestëmmte sensibel Aarten,

phytotoxesch sinn, an domat d'cheemesch Fertilitéit vum Buedem reduzéieren. Aus der Perspektiv vun der physescher Qualitéit ka Salz Buedemaggregater fragill maachen an domat och dem Buedem seng physesch Fertilitéit fir Planze reduzéieren. Allerdéngs ginn dës Impakter nëmme bei ganz héije Salzkonzentratiounen observéiert, si ganz lokal an der direkter Géigend vu gesalzte Stroossen (allgemeng maximal e puer Meeteren) a sinn zäitlech ganz limitéiert. Well d'Salz héich léislech ass, wäscht de staarke Wanterreen nämlech zu Lëtzebuerg d'Salz aus dem Buedem aus. Dofir bleift et nëmme e puer Woche bei potenziell problematesche Konzentratiounen, ier et verdünnt gëtt. Ausserdeem soll och bemierkt ginn, dass dës potenziell Impakter vum Salz op de Buedem während enger Period vum Joer optauchen, wou déi meescht Planzenaarte wéinst de Wanterkonditiounen an enger physiologescher Paus sinn, an dofir relativ weineng empfindlech géint iwwerméisseg Salzkonzentratiounen sinn. Zesummegefaasst kann d'Stroossesalz am Buedemkompartiment heiansdo problematesch sinn, mee säin Impakt ass an der Zäit an am Raum staark limitéiert.

Welldéieren huelen natierlech Mineralstoffer wéi Natrium op; Salz – natierlech oder vum Mënsch ausbruecht – kann dofir als Attraktiounspunkt wierken an d'Bewegungsmustere vu Welldéieren, inklusiv Houfdeieren, beaflossen. Dat kann de Risiko vu Verkéiersaccidenter erhéijen, och wann dësen net präzis quantifizéierbar ass. Och kleng Vullen, besonnesch Kärefréisser, kënnen vum Streessalz ugezu ginn; méiglech Kollisiounen si wéinst dem séieren Ofbau vun de Karkassen awer schlecht dokumentéiert. Eng Iwwerconsumatioun vu Salz kann all Liewewiese schueden, virun allem bei Waassermangel.

D'Auswierkunge vum Streessalz op d'Vegetatioun betreffen haaptsächlech d'Stroosseränner. Salz kann iwwer Wand, Aerosollen oder Sprëtzwasser op Planze gerochen an d'Ausbreedung vu salztolerante Planzen (Halophyten) begënschtegen. Zu Lëtzebuerg gëtt et kee spezifesch Monitoring, an déi disponibel Donnéeën weisen nëmme weineng Halophyten. Stroossebeem, déi Salz staark ausgesat sinn, kënnen eng verkierzt Liewensdauer hunn, well Salz de Stoffwiesel steiert a Schied u Schuel a Wuerzele verursaache kann. Och heizou feelen aktuell detailléiert Etüden.

Streessalz impaktéiert net den ekologeschen Zoustand vun de Waasserkierper (weeder Uewerflächen- nach Grundwaasser). Allerdéngs kënnen lokal an temporär Effekter net ausgeschloss ginn.

Streessalz gëtt duerch Reewaasser oder Schmelzwaasser vu Stroossen ofgewäscht a geréit iwwer d'Stroosserigollen, d'Kanalisation oder direkt Offlossweeër an d'Uewerflächewaasser. Déi dobäi entstoeend Salzkonzentratiounen erreechen net déi kritesch Schwelle fir d'aquatescht Liewen, zumools d'biologesch Aktivitéit am Wanter geréng ass. Et sief hei bemierkt, dass a Quelleschutzgebiddere d'Stroosseninfrastruktur mat engem dichten Entwässerungssystem equipéiert ass.

Waasseranalyse vu Chlorid an Natrium, den Haaptbestanddeeler vum Streessalz, déi am Grundwaasser geholl gi sinn, deiten dorop hin, dass e lokal an zäitlech begrenzten Afloss vu Streessalz bestoe kann. D'Erhéijung vun de Konzentratiounen sinn op Offlossweeër zeréckzuféieren, wou Salz net am Buedem zeréckgehalde gëtt an direkt mat dem Waasser bis an d'Quell transportéiert gëtt. Bei de gemoossene Konzentratiounen besteet keng Gefor zum Beispill fir d'Drénkwaasserqualitéit, well dës signifikant ënnert de legale Grenzwäerter, a ganz no un den natierleche Konzentratiounen leien.

Wat d'Qualitéit vun den Uewerflächegewässer betrëfft, do ass aleng d'Musel duerch héich Chloridkonzentratiounen impaktéiert. Deen Impakt ass awer net duerch Streessalz, mee duerch den Impakt vu Soda-Fabrikken (soudières) aus Frankräich ze erklären.

ad 2. Am Grundwaasser gëtt et keng Miessunge spezifescht fir Stroossesalz. Zum Deel gëtt awer de Mineralisatiounsgehalt (Leitfäegkeet) vum Grundwaasser gemooss, deen direkt mat der Quantitéit vu geléistem Salz ka korreliert ginn.

Wat d'Uewerflächewaasser betrëfft, esou ass et logistescht a wëssenschaftlech net méiglech, fir lokal an temporär Variatiounen effizient ze bewäerten. E laangzäitlechen Impakt op Uewerflächegewässer gëtt net festgestallt.

ad 3. a 4. D'Aarbechtsgrupp „Wanterdëngscht“ vun der Stroossebauverwaltung kënnert a reegelméisseg Ofstänn zesummen, fir sech systematesch op déi nächst Wanterperiod virzebereeden. Dobäi ginn d'Erfahrungen an d'Conclusiounen aus der vergaangen Wanterperiod evaluéiert, analyséiert an – wou néideg – Optimiséierungen definéiert. Gläichzäiteg dëngen dës Reunione dozou, de Wanterdëngscht kontinuéierlech weiderzuentwëckelen an en an déi aktuell Ufuerderungen am Stroosseverkéier souwéi un déi gëlteg Richtlinnen unzepassen.

Dobäi ginn déi eenzel Streetier optiméiert, d'Streequantitéiten ugepasst an de Streeradius sou präzis wéi méiglech un déi aktuell Stroossebreeten ugepasst. Zousätzlech ginn d'Wiederprevisiounen fir d'Stroossen analyséiert, fir d'Streequantitéiten am Virfeld un déi nächst Interventiounen bei Frascht oder Schnéi geziilt unzepassen.

Säit Joerzéngte gëtt no Alternativen zum klassesche Streessalz (NaCl), och „fondant routier“ bezechent, gesicht. Bis haut gëtt et awer kee Material, dat gläichermooss en effiziente Wanterdëngscht garantéiert an dobäi komplett ëmweltschonend ass. An dësem Kontext ass ze ënnersträchen, dass dat klassescht Streessalz nach ëmmer dat enzegt bewäert an effikascht Mëttel ass, fir de Stroossereseau fir d'Zirkulatioun vu Gefrierer opzehalen.

Um staatleche Stroossereseau gëtt bewosst op den Asaz vu Splitt oder anerem Material, wéi zum Beispill (Lava-)Granulater, déi nëmme eng mechanesch Wierkung hunn, verzicht. Dëst ass verschiddene Grënn, dorënner méi héich Produktiouns- a Liwwerkäschten, eng verstärkten Ofnotzung vun den Equipementer, de Risk vun engem Verstoppe vun den Ofwaasserleef, souwéi d'Tatsaach, dass dës Materialer net fir den dagdeegleche Gebrauch an eisem Stroosseverkéier – besonnesch bei Wantere mat geréngem Schnéifall a variéierenden Temperaturen ëm de Gefrierpunkt – géeeent oder adaptéiert sinn.

.....

Campagne « Dry January » | Question 3417 (09/01/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

De Gesondheitsministère ënnerstëtzst dëst Joer fir d'éischte Kéier offiziell d'Campagne vum sougenannten „Dry January“. Dës Campagne, déi ursprénglech aus Groussbritannien staamt, rëfft d'Leit dozou op, mam Start vum neie Joer den éischte Mount komplett op Alkohol ze verzichten. Eng Verriederin vun der Campagne huet op der Antenn vun RTL dovu geschwat, dass de Gesondheitsministère an deem Kader ënner anerem Lizenze fir eng entsprechend App finanziert huet¹⁶. Zur Begrënnung vun der Campagne huet déi Verriederin notament de

¹⁶ <https://www.rtl.lu/news/national/aka-bamberger-fachberoderin-fir-suchtpraeventioun-vum-cnapa-938126472>

statistesch extreem héijen Alkoholkonsum hei am Land ugefouert (11 Liter rengen Alkohol pro Awunner/Joer). D'statistesch Verzerrung duerch den Tourismus, d'Grenzgänger an de staarke Verkaaf an d'Groussregioun huet si dobäi allerdéngs net erwäänt.

Aus dem Beräich vum Horeca souwéi vun de Produzente kënn vill Kritik. Si fäerten duerch dës politesche Ënnerstëtzung vun enger privater Campagne weidere finanziellen Drock an enger wirtschaftlech souwisou ugespaanter Situatioun.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi begrënt d'Regierung déi Decisioun, fir offiziell als Partner vun enger Campagne opzrieden, déi sech ëm eng privat Decisioun dréint (Alkoholkonsum)? Wéi gëtt déi Decisioun begrënt, Abstinenz während engem Mount ze ënnerstëtzen nom Motto „alles oder näscht“?
2. Wéi wëll de Ministère domat sécherstellen, datt d'Leit iwwert e verantwortungsvollen Alkoholkonsum informéiert sinn, souwéi déi gesondheetlech Follge vun engem net verantwortungsvollen Alkoholkonsum?
3. Gouf dës Ënnerstëtzung vum „Dry January“ am Virfeld interministeriell koordinéiert? Falls jo, vu wéi enger Zuelen oder Prämissen geet d'Regierung aus fir: a. d'Unzuel u Leit, déi matmaachen; b. de wirtschaftlechen Impakt; c. den Impakt op d'effentlech Gesondheet?
4. Wéi eng Donnéeë ginn am Kader vum „Dry January“ erhuewen an duerch wéi eng Institutioun?
5. Kann d'Regierung eng Tabell presentéiere mat folgenden Donnéeën:
 - a. wéi vill Alkohol zu Lëtzebuerg alljoers verkaaft gëtt pro Mount;
 - b. wéi vill Alkohol tatsächlech hei zu Lëtzebuerg konsuméiert gëtt pro Mount;
 - c. wéi sech déi Zuelen op déi eenzel Kategorie vum alkoholeschem Gedränk verdeelen (Béier, Wäin, Likör, héichprozentegen Alkohol asw.)?
6. Kann d'Regierung dobäi, souwéi wéi déi Donnéeë verfügbar sinn, de soziale Kader vum Konsum (Horeca), effentlech Veranstaltungen, private Konsum asw.) preziséieren?
7. Wäert d'Regierung duerfir suergen, datt d'Zuelen zum Verkaaf zu Lëtzebuerg an zum tatsächleche Konsum hei zu Lëtzebuerg allgemeng, a besonnesch am Kader vun der Campagne, net matenee vermëscht ginn, och fir en Imageschued fir déi betraffe Secteuren ze vermeiden? Falls jo, verlaangt d'Regierung déi Suergfalt och vun den Initiateuren vun der Campagne?
8. Wéi vill kascht d'Partnerschaft vum „Dry January“ insgesamt? Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi déi eenzel Kategorien (elektronesch Lizenzen, Publicitéit, Subsidien asw.) regruppéiert?
9. Huet d'Campagne vum „Dry January“ Auswierkungen op d'Neijoerschpätt vun effentlechen Institutiounen? Gouf et am Virfeld eng Recommandatioun oder Direktiv, fir op entsprechende Veranstaltungen op d'Offer vun Alkohol ze verzichten?
10. Gesäit d'Regierung vir, Produzenten an Ubidder vun alkoholeschem Gedränk fir eventuell Verloschter, déi duerch déi offiziell Ënnerstëtzung vum „Dry January“ entstinn, ze entschidegen? Falls net, firwat net?
11. Gesäit d'Regierung vir, Produzenten an Ubidder vun entalkoholiséiertem Gedränk (0 % Béier, 0 % Wäin ...) finanziell ze ënnerstëtzen, fir z. B.

d'Fuerschung an deem Beräich virunzedreiwen, erhéicht Produktionskäschten opzefänken asw.?

Réponse (10/02/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Martine Hansen**, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Lex Delles**, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Alkoholpräventioun gehéiert och zu Lëtzebuerg zu de politesche Prioritéiten am Beräich Gesondheetswiesen. Zu Lëtzebuerg dréit den Alkohol dozou bäi, datt d'Stierflechheet méi héich ass, wéi d'wissenschaftlech Studie weisen, datt Alkohol déi dréttwichtigste Vermeidbar¹⁷ ass. An duerfir ass de Message vun de Campagnen zur Alkoholpräventioun, eng kritesch Reflexioun iwwert den eegenen Alkoholkonsum zu encouragéieren.

Et ass bewisen, datt Campagnen zum temporären Alkoholverzicht, déi d'allgemeng Bevëlkerung dozou opfuere, fir eng festgeluechte Period (meeschtens ee Mount) keen Alkohol ze konsuméieren, villversprechend Initiativen duerstellen, fir Verhalensännerungen ze fërderen an d'allgemeng Gesondheet ze verbesseren¹⁸.

ad 2. Eng gemeinschaftlech Erausforderung erhéicht d'Chancë fir e Succès. Déi offiziell Applikatioun huet d'Participanten iwwer de ganze Mount begleet. Si ass gratis op iOS an Android verfügbar an an dräi Sproochen (Franséisch, Däitsch an Englesch). D'Applikatioun erlaabt et, ënner aneren den eegene Fortschritt Dag fir Dag ze verfollegen, d'Virdeeler fir d'Gesondheet ze moossen an individuell Encouragementen ze kréien.

D'Effentlechheet war och ageluede ginn, sech op dryjanuary.lu anzeschreiben, fir reegelméisseg Ënnerstëtzungsmessagë mat prakteschen Tipps a Rotschléi ze kréien, oder der Facebook-Säit „Dry January Luxembourg“ ze suivéiere wou een och rëm praktesch Tipps a Rotschléi fanne kann.

ad 3. Et huet keng interministeriell Koordinatioun stattfont.

Den Dry January® gouf zesumme mat verschiddeenen Terrainspartner ëngesat, déi am Beräich vun der Suchtpreventioun aktiv sinn. Am Hibleck op änlech Initiativen, déi parallel vun dese verschiddeenen Terrainspartner an de leschte Joren duergefouert goufen (Sober Buddy Challenge vun der Fondation Cancer an den Dréchene Januar vum Suchtverband), war et d'Zil, um nationalen Niveau zesummeschaffen an dat am Kader vum lëtzebuergeschen Aktiounspiang géint de Mëssbrauch vun Alkohol (PALMA).

- a. Et hunn sech bal 300 Leit op dryjanuary.lu ageschriwwen an 1.670 hunn d'App erofgelueden a sinn aktiv Benotzer.
- b. De wirtschaftlechen Impakt vum Dry January ass net direkt moossbar.
- c. Et ass à ce stade ze fréi, den Impakt op d'effentlech Gesondheet ze kennen.

ad 4. D'Gesondheitsdirektioun sammelt den Numm, Virnumm an d'E-Mailadress iwwert d'Landing Page wann d'Leit sech fräiwëlleg umellen, fir beim Challenge matzemaachen. All Moment kann een sech per E-Mail rëm ofmellen an d'Donnéeë ginn esoulaang gehalen, wéi den Challenge dauert, plus ee Mount, dat heescht, Enn Februar ginn d'Donnéeë gelöscht. D'App ka fräiwëlleg erofgeluede ginn an all Benotzer kann

seng Donnéeën anonymiséiert matdeelen oder net, andeems en den Disclaimer akzeptéiert oder net.

ad 5. bis 7. Tableau 1: D'Verkeef[†]

Aktuell gëtt et keng Enquête, déi Daten iwwert d'Consommatioun vun de Quantitéiten erhéift. Et gëtt Daten iwwert d'Quantitéite fir d'Produktioun an d'Importer an d'Exporter vun de Produzenten an dem Handel. Dowéinst muss een, fir d'Quantitéiten ze schätzen, eng indirekt Method wielen. Daten aus de Comptes nationaux sinn do hëllefräich. D'Comptes nationaux maachen eng Schätzung vum Konsum vun den Haushalten an Euro an zu konstante Präisser (inflatiousberengegt). Déi Daten erlaben, den Undeel vun de Konsumenten, déi zu Lëtzebuerg wunnen, un de Verkeef am Tableau ze schätzen. Zu deem Zweck muss een allerdéngs unhuelen, dass den Undeel un de Verkeef u Konsumenten aus Lëtzebuerg d'selwecht ass am Horeca wéi am Handel oder bei de Produzenten. Déi Schätzung ass am folgenden Tableau gemaach:

Tableau 2: D'Consommatioun zu Lëtzebuerg[‡]

Den Tableau 2 huet och eng gréisser Limitt. De Konsum vun den Awunner am Ausland gëtt do net betruucht (Vakanz, aner Deplacementer am Ausland, direkt Bestellung am Ausland). Et gëtt zwar eng Schätzung an Euro vun deenen Depensen. D'Quantitéite kéint ee just schätzen, zum Beispill andeems een unhëlt, den Duerchschnittspräis wär dee selwechte wéi bei engem Verkaaf zu Lëtzebuerg.

Wat d'Konsumverhale vu Residenten ugeet, verweise mir op europäesch Statistiken. Laut Eurostat zum Beispill weisen déi lescht Statistike vun der EHIS (European Health Interview Survey), dass Lëtzebuerg mat 43,1 % déi zweethöchst Frequenz vun der wéchentlecher Consommation huet, no Holland (47,13 %). Dese Prozentsaz läit iwwer deem vun der Belsch (40,8 %), vu Frankräich (34,0 %), vun Däitschland (32,2 %) an iwwer dem Duerchschnitt vun der EU-27 (28,8 %). Am Verglach mat der Belsch (7,6 %), Holland (5,9 %), Däitschland (5,0 %), Frankräich (4,1 %) an dem Duerchschnitt vun der EU-27 (3,7 %) huet Lëtzebuerg (10,5 %) iwwerdeems ee vun den héchsten Undeeler u Persounen, déi ugin, op d'mannst eemol d'Woch exzessiv ze konsuméieren, och Binge Drinking genannt.

ad 8. D'Gesondheitsdirektioun huet d'Lizenz iwwerholl: 31.334,19 €

D'Fondation Cancer huet d'Kreatioun vun de Visueller fir d'Facebook-Säit finanzéiert (483,21 € un eng Grafikerin).

Den nationale Suchtpreventiounszentrum (CNAPA) huet d'Sponsorisation vum Post op Social Media iwwerholl: 1.480 €.[†]

ad 9. D'Campagne Dry January® huet keng Auswierkungen op d'Neijoerschpätt vun effentlechen Institutiounen. Et gouf keng Recommandatioun oder Direktiv am Virfeld verëffentlecht, fir op entsprechende Veranstaltungen op d'Offer vun Alkohol ze verzichten.

ad 10. Den Dry January® ass Deel vun enger präventiver Approche an der effentlecher Gesondheet, mat dem Zil, op fräiwëlleger an temporärer Basis eng individuell Reflexioun iwwer den Alkoholkonsum an seng Auswierkungen op d'Gesondheet unzereegen. Dës Initiativ stellt kee Verbuert duer. Si huet virun allem zum Zweck, d'Wuelbefannen ze fërderen, bestëmte Krankheete virzebeugen an op laang Siicht déi mënschlech a sanitär Käschten am Zesammenhang mam Alkoholkonsum ze reduzéieren.

Et si keng Mechanisme fir wirtschaftlech Entscheedunge virgesinn, well den Dry January® keng

¹⁷ State of Health in the EU – Luxembourg – Country Health Profile 2019 and 2023, OECD.

¹⁸ Lespine LF et al. (2026) Determinants of successful completion and short-term benefits associated with temporary alcohol abstinence during Dry January in France: A prospective cohort study, Preventive Medicine, Volume 202,108428.

zwängend oder strukturell Moosnam fir de Marché duerstellt. Gläichzäitig gëtt festgestallt, dat d'Erwaardunge vun de Konsumentinnen a Konsumenten sech weiderentwéckelen an datt vill Acteure vum Secteur schonn Alternativen ouni Alkohol oder mat nidderegem Alkoholgehalt ubidden.

ad 11. Iwwer Innovatiounsförderung kann de Landwirtschaftsministère esou Projete finanziell ënnerstëtzen. Bis elo huet awer nach keen esou eng Demande eraginn.

Immatriculation des véhicules anciens et plaques historiques | Question 3418 (09/01/2026) de **M. Yves Cruchten** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Au Luxembourg, l'immatriculation des véhicules anciens fait l'objet d'un encadrement strict. Selon la SNCA, un requérant peut obtenir une plaque historique ou de collection (au format en vigueur lors de la première immatriculation du véhicule), à condition de demander un numéro personnalisé à quatre ou cinq chiffres. Or, pour un nouveau propriétaire d'un véhicule avec une combinaison issue des anciens systèmes (par exemple une lettre et quatre chiffres), la nouvelle immatriculation entraîne la perte définitive des anciens formats.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Le ministère dispose-t-il de données sur le nombre de véhicules immatriculés avec un numéro d'immatriculation appartenant aux anciens régimes de numéros de plaques ?

2) Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'en l'état actuel du droit et de la pratique administrative, les nouveaux propriétaires d'un véhicule ancien immatriculé sous un ancien format ne disposent d'aucun droit clair leur permettant de conserver et de réimmatriculer ce véhicule avec sa plaque d'origine ?

3) Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que les voitures anciennes et historiques font partie du patrimoine culturel luxembourgeois et que, pour cette raison, la plaque originale, même issue de l'ancien système, devrait être liée au véhicule lui-même plutôt qu'au propriétaire ?

4) Dans l'affirmative, Madame la Ministre est-elle disposée à examiner la possibilité de créer un régime spécifique liant une plaque ancienne au véhicule historique concerné ?

Réponse (06/02/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés posent des questions concernant l'immatriculation des véhicules anciens et plaques historiques.

ad 1) Actuellement, 9.237 véhicules immatriculés sous des numéros relevant des anciens régimes sont encore en circulation, dont 2.678 sont classés comme véhicules historiques.

ad 2) En effet, le droit luxembourgeois prévoit une obligation de changement de numéro d'immatriculation lors de la nouvelle immatriculation d'un véhicule encore immatriculé sous une ancienne série.

Ceci ressort notamment des dispositions transitoires prévues à l'article 43 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et à l'immatriculation des véhicules routiers, lesquelles permettent aux véhicules immatriculés avant le 1^{er} juillet 2003 sous certains formats anciens de continuer à circuler avec leur numéro, tout en imposant

l'attribution d'un nouveau numéro conforme aux séries en vigueur en cas de transcription ou de réimmatriculation du véhicule.

Par ailleurs, la législation actuelle ne permet plus l'octroi de numéros d'immatriculation comportant moins de quatre positions, ce format étant exclusivement réservé aux séries spéciales.

Il en résulte qu'en l'état actuel du droit, un véhicule encore immatriculé sous un numéro d'immatriculation relevant des anciennes séries doit, lors d'une transcription ou réimmatriculation, être immatriculé sous un numéro d'immatriculation relevant des séries actuelles.

ad 3) Les véhicules anciens et historiques constituent un élément du patrimoine automobile et culturel.

Néanmoins, la plaque d'immatriculation constitue avant tout un instrument administratif, destiné à l'identification d'un véhicule dans le cadre de la circulation routière et de la gestion des registres nationaux, et non un élément patrimonial intrinsèquement attaché au véhicule concerné.

En outre, suite aux modifications législatives[†] et réglementaires[†] entrées en vigueur en 2023, le régime d'immatriculation repose désormais sur le principe selon lequel le numéro d'immatriculation est attribué à une personne, et non plus au véhicule lui-même.

ad 4) La question de la création d'un régime spécifique liant une plaque d'immatriculation ancienne à un véhicule historique pourra être examinée à l'occasion de prochaines évolutions du cadre législatif et réglementaire applicable aux numéros d'immatriculation des véhicules.

Position du Luxembourg face aux sanctions américaines contre la Cour pénale internationale | Question 3419 (09/01/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le 6 février 2025, les États-Unis d'Amérique ont imposé des sanctions à l'encontre de la Cour pénale internationale (CPI), dont le Luxembourg est État partie au Statut de Rome fondateur. Ces sanctions visent notamment le gel des avoirs, l'interdiction de transactions financières et l'interdiction d'entrée aux États-Unis pour les fonctionnaires de la CPI et leurs familles. Les États-Unis ont progressivement étendu ces sanctions : le 5 juin 2025 à quatre juges, le 20 août 2025 à deux juges supplémentaires et deux procureurs adjoints, et le 18 décembre 2025 à deux nouveaux juges de la CPI, portant à onze le nombre total de magistrats et procureurs sanctionnés.

Bien que le Luxembourg « demeure un fervent défenseur de la CPI et réaffirme sa volonté de soutenir et de défendre les principes et les valeurs consacrés par le Statut de Rome, et de préserver l'intégrité de la Cour » dans un communiqué publié le 8 septembre 2025 à l'occasion du 25^e anniversaire du Statut de Rome, le Gouvernement ne semble pas s'être prononcé explicitement sur le régime de sanctions américain.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Quelle est la position du Gouvernement vis-à-vis des sanctions américaines ? Est-ce que le Gouvernement s'est officiellement prononcé sur ces sanctions ? Si oui, dans quel cadre ?

– Les sanctions américaines ont-elles eu des impacts sur les avoirs ou activités de la CPI ou de ses agents au Luxembourg ?

– Dans l'affirmative, le Gouvernement a-t-il entrepris des démarches pour protéger ces avoirs ou activités ?

– Le Luxembourg a-t-il entrepris d'autres démarches visant à assurer le bon fonctionnement de la plus haute Cour pénale internationale en réaction aux sanctions américaines ?

– D'après mes informations, des démarches étaient en cours au niveau des États membres de l'UE afin de remédier aux effets de l'application des sanctions américaines dans l'Union européenne. Le Luxembourg a-t-il soutenu ces démarches ? Quel était le résultat de ces démarches ?

– D'après mes informations, des démarches étaient également en cours au niveau des États membres de l'UE pour solliciter l'activation d'un blocking statute par la Commission européenne afin de contrevvenir l'application des sanctions américaines dans l'Union européenne. Le Luxembourg a-t-il soutenu l'activation d'un blocking statute ? Quel était le résultat de ces démarches ?

Réponse (29/01/2026) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Gouvernement suit de près l'évolution des sanctions américaines visant actuellement la Cour pénale internationale (CPI). Le Luxembourg demeure fermement opposé à toute tentative de discréditer la Cour et d'entraver son travail et condamne toute menace, attaque ou ingérence politique, y compris les sanctions ou mesures d'effet similaire, dirigées contre la Cour, son personnel ou ceux qui coopèrent avec elle, y compris les membres de la société civile. La Cour demeure une institution indispensable pour combattre l'impunité et promouvoir un ordre international fondé sur la règle de droit. Elle doit pouvoir exercer son mandat en toute indépendance et dans le respect de son intégrité. Le Luxembourg a également exprimé publiquement cette position lors de la 24^e session de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome en décembre 2025.

Sur le plan européen, le Luxembourg participe aux échanges techniques entre États membres et la Commission européenne. Ces discussions ont surtout porté sur l'identification de solutions techniques permettant de garantir le bon fonctionnement de la Cour.

Le Luxembourg soutient, dans ce cadre, les efforts visant à préserver la capacité opérationnelle de la CPI, conformément à son attachement de longue date au système du Statut de Rome.

En ce qui est du blocking statute, ni sa modification ni son application ne sont actuellement proposées par la Commission européenne.

Sécurité du personnel et objets interdits dans les établissements pénitentiaires | Question 3420 (09/01/2026) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Il nous revient qu'au sein des établissements pénitentiaires, les échanges relatifs à la sécurité des personnels tendent à se focaliser quasi exclusivement sur les agents pénitentiaires, en omettant régulièrement de mentionner d'autres catégories de personnel pourtant également exposées à des situations de risque.

Or, les établissements pénitentiaires emploient également un nombre significatif d'agents techniques, administratifs et éducatifs, tels que les éducateurs, psychologues, assistants sociaux, enseignants et artisans, qui exercent leurs fonctions au contact direct des personnes détenues, y compris dans des contextes sensibles comme des entretiens ou des ateliers de formation.

Par ailleurs, la question des objets interdits dans l'en- ceinte des établissements, en particulier celle des télé- phones portables, semble toujours d'actualité malgré les interdictions formelles imposées au personnel.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions sui- vantes à Madame la Ministre de la Justice et à Mon- sieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Quelle est la position du Gouvernement quant à la valorisation du rôle des personnels non pénitentiaires dans les établissements carcéraux, notamment les per- sonnels administratifs, techniques, éducatifs et so- ciaux, face aux risques auxquels ils sont exposés dans leur travail quotidien ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il des mesures spéci- fiques pour renforcer la sécurité et la protection de ces catégories de personnel, notamment à travers des for- mations ou dispositifs d'alerte adaptés ?

3) Combien de téléphones portables ont été saisis dans chacun des établissements pénitentiaires du pays au cours des six derniers mois, des douze derniers mois et au cours des cinq dernières années ?

4) Étant donné que les membres du personnel sont soumis à un contrôle à l'entrée et que l'introduction de téléphones leur est interdite, comment l'Administration pénitentiaire explique-t-elle la présence persistante de ces appareils à l'intérieur de l'établissement ?

5) Existe-t-il des exceptions au règlement interdisant les téléphones portables pour certaines fonctions au sein du personnel ou pour d'autres catégories de per- sonnes accédant à l'établissement ? Si oui, lesquelles ?

6) Combien de départs du personnel l'Administration pénitentiaire a-t-elle enregistrés au cours des six, douze et vingt-quatre derniers mois ? Une ventilation par catégories professionnelles est-elle disponible ?

7) Quel est le taux d'absentéisme pour cause de ma- ladie dans les établissements pénitentiaires sur ces mêmes périodes ?

Réponse (10/02/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1) Le Gouvernement reconnaît le rôle essentiel de l'ensemble de son personnel pénitentiaire dans le bon fonctionnement et la sécurité des établissements péni- tentiaires.

L'Administration pénitentiaire accorde une importance particulière au bien-être au travail de l'ensemble des agents. À cette fin, elle a mis en place en juillet 2024, le Service santé et bien-être au travail, qui joue un rôle central dans l'accompagnement de tous les agents et dans la promotion d'un environnement professionnel favorable.

Ce service propose notamment des consultations indi- viduelles, des interventions en situation de crise, un accompagnement personnalisé et du coaching à desti- nation des préposés, ainsi que diverses actions de pré- vention.

ad 2) Le Gouvernement est pleinement conscient des enjeux spécifiques de sécurité et de protection aux- quels sont exposées les différentes catégories de per- sonnel intervenant en milieu pénitentiaire, qu'il s'agisse du personnel pénitentiaire ou non péniten- tiaire.

Dans ce contexte, l'Administration pénitentiaire met déjà en œuvre et continue de développer des mesures ciblées visant à renforcer la sécurité, tant sur le plan préventif qu'opérationnel. Ces mesures comprennent notamment des formations adaptées, portant sur la gestion des situations conflictuelles, la prévention des violences, la communication professionnelle ainsi que la reconnaissance et la gestion du stress.

Par ailleurs, des dispositifs d'alerte et de sécurité sont progressivement renforcés et adaptés aux réalités opé- rationnelles des établissements, afin de permettre une réaction rapide et appropriée en cas d'incident. L'Administration pénitentiaire veille également à une évaluation régulière des besoins en matière de sécurité, en concertation avec les directions des éta- blissements et les représentants du personnel.

Enfin, la création du Service santé et bien-être au tra- vail susmentionné s'inscrit dans une approche globale visant à améliorer la protection des agents, tant sur le plan physique que psychologique, et à favoriser un en- vironnement de travail sûr, respectueux et durable.

ad 3) Au Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL), 18 téléphones portables ont été saisis au cours des six derniers mois (juillet à décembre 2025), 29 au cours de l'année précédente et 195 au cours des cinq dernières années. Parmi ces appareils, 174 ont été saisis auprès de détenus, tandis que 21 ont été retrouvés dans di- vers lieux du CPL.

Depuis l'ouverture du Centre pénitentiaire d'Uer- schterhaff (CPU) en décembre 2022, plusieurs télé- phones portables y ont également été saisis. Il convient toutefois de distinguer les téléphones por- tables saisis auprès des détenus de ceux interceptés lors de tentatives d'introduction par des personnes ex- térieures :

– D'une part, 31 téléphones portables ont été saisis au- près des détenus depuis l'ouverture du CPU. Au cours de l'année dernière, quatre appareils ont été saisis, dont trois au cours du second semestre 2025.

– D'autre part, s'agissant des tentatives d'introduction par des personnes extérieures, douze téléphones por- tables ont été saisis depuis l'ouverture du CPU. En 2025, dix téléphones portables, dont huit au second semestre, ont été saisis dans ce cadre.

Ainsi, depuis son ouverture, 43 téléphones portables ont ainsi été saisis au CPU, dont 14 au cours de l'année dernière et onze entre juillet et décembre 2025.

Au Centre pénitentiaire de Givenich (CPG), s'agissant d'un établissement semi-ouvert, l'usage des télé- phones portables est autorisé tant pour le personnel que pour les détenus.

ad 4) Malgré la mise en œuvre de mesures strictes et rigoureuses visant à prévenir l'introduction de télé- phones portables tant au CPU qu'au CPL, les détenus et leurs visiteurs continuent de recourir à divers moyens pour contourner les dispositifs de sécurité en vigueur, p. ex. les visites hors surveillance dont peuvent béné- ficier certains détenus constituent un point d'entrée po- tentiel pour l'introduction d'objets ou de substances illicites ou interdits, tels que les téléphones portables.

ad 5) Au CPL, tout matériel de communication élec- tronique qui n'est pas requis pour des raisons de ser- vice est, en principe, interdit. Dans la zone de détention l'introduction de téléphones portables est strictement interdite.

Au CPU, certains services disposent de téléphones por- tables de service mis à disposition dans le cadre de leurs missions. Toute autre introduction de téléphones portables par des personnes extérieures est interdite, à l'exception de ceux strictement nécessaires pour des raisons de service et préalablement accordés par la di- rection.

ad 6) Au cours du second semestre de 2025, l'Adminis- tration pénitentiaire a enregistré 20 départs. Au cours de l'année précédente, ce chiffre s'élevait à 40 départs et, sur les deux dernières années, 75 départs ont été comptabilisés sur un effectif d'environ 900 collabora- teurs. Ces chiffres englobent l'ensemble des départs, y compris les départs à la retraite.

La majorité des départs enregistrés au cours des deux dernières années concernent les agents pénitentiaires, au nombre de 32. Ils sont suivis par 18 départs dans le secteur éducatif et psychosocial. Par ailleurs, neuf dé- parts ont été recensés parmi le personnel technique, neuf autres parmi les salariés, et enfin sept départs concernent le personnel administratif.

ad 7) Au Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL), le taux d'absentéisme pour cause de maladie s'élevait à 8,05 % au cours du second semestre de l'année 2025, à 7,75 % sur l'ensemble de l'année dernière, et à 7,15 % en moyenne sur les deux dernières années.

Au Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff (CPU), le taux d'absentéisme pour cause de maladie était de 6,64 % au cours du second semestre de 2025, de 7,83 % au cours de l'année dernière et de 8,29 % sur les deux dernières années.

Au Centre pénitentiaire de Givenich (CPG), le taux d'ab- sentéisme pour cause de maladie atteignait 7,99 % au cours du second semestre de 2025, 9,91 % au cours de l'année dernière et 9,11 % sur les deux dernières années.

.....
Sécurité et origine des compteurs électriques in- telligents (Smarty) | Question 3421 (09/01/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

An Holland hu rezent Meedieberichter a parlamen- taresch Froen op en Deal tëscht hollänneschen Netz- bedreiwer an dem chineseschen Hiersteller Kaifa higewisen. Dobäi geet et ëm d'Liwwertung vu ronn véier Milliounen Smartmetere beziungswies Kompo- nenten dofir, aus China. Dëst huet bei eisem Bene- lux-Partner eng Debatt iwwer d'Sécherheet vun der kritescher Energieinfrastruktur, Dateschutzrisiken an der Ofhängegkeet vu chineseschen Technologie- Liwweranten ausgeléist. Kritesch Stëmme fäerten, datt duerch staatlech Afloss a China méiglech Sécher- heetslächer oder „backdoors“ an d'Hardware agebaut kéinte ginn, déi eng Manipulation vum Netz oder en Dateklau erlaben.

Och zu Lëtzebuerg ass de Rollout vun intelligenten Zieler (Smarty) scho wäit fortgeschrott an en zen- trale Bestanddeel vun der Energietransitioun an der Digitaliséierung vum Stroumnetz. Wéinst der geopo- litescher Lag an deenen domat verbonnene Risike fir d'Versuerungssécherheet an d'Cybersécherheet, stellt sech d'Fro, awéiwäit déi lëtzebuergesch Netz- bedreiwer (wéi Creos an d'Gemengennetzbedrei- wer) bei hirer Akafspolittick änlech Ofhängegkeeten agaange sinn oder ob spezifesch Sécherheetskri- täre bei der Auswiel vun den Hiersteller applizéiert goufen. Et géllt ze klären, ob d'Hardware, déi an de lëtzebuergesche Stéit hänkt, aus europäescher Pro- duktioun staamt oder ob och hei op asiatesch Ubid- der zrëckgegraff gëtt, déi ënner Ëmstänn net deene selwechten Transparenz-Standarden ënnerleien.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft an Energie dës Froe stellen:

1. Kann de Minister eis soen, wéi eng Hiersteller déi aktuell zu Lëtzebuerg installéiert intelligent Stroum- zieler (Smarty) an deenen hir Kommunikationsmo- dulle produzéieren?

2. Kommen an de lëtzebuergesche Smartmetere Komponente vun chineseschen Hiersteller Kaifa oder vun anere chinesesche Firmen, déi ënner direktem oder indirektem staatlech Afloss stinn, zum Asaz?

3. Wéi eng spezifesch Sécherheitsanalysen oder Audits goufen am Virfeld vun den Ausschreiwun- gen duerchgefouert fir sécherzestellen, datt keng

„backdoors“ oder Méiglecheete fir Fernmanipulation an der Hardware oder Firmware verstoppt sinn?

4. Ginn d'Smartmeteren an hir Komponenten als „kritisches Infrastruktur“ oder „kritisches Komponenten“ am Sënn vun der nationaler Sécherheetsstrategie an der NIS2-Direktiv klassifiziert?

5. Wéi gött d'Liwverkette-Sécherheet (Supply Chain Security) garantéiert fir ze verhënnern, dass bei geopolitische Spannungen d'Liwwerung vun Ersatzdeeler oder Software-Updates ënnerbrach gött?

6. Goufen an de Kontrakter mat de Liwwerante spezifesch Klauselen opgeholl, déi den Netzbedreier bei Sécherheetsbedenken eng direkt Opléisung vum Kontrakt oder e Wiessel vum Fournisseur erméiglechen?

7. Wéi bewäert de Minister de Risiko, dass iwver dës Komponente sensibel Benotzerdaten ofgegraff oder d'Stroumversuergung duerch Drëtter geziilt gestéiert kéint ginn?

Réponse (30/01/2026) de **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. No Informatiounen vun den Netzbedreier ginn all Stroumzieler zu Lëtzebuerg vum franséische Fournisseur Sagemcom Energy & Telecom SAS produziert. D'Kommunikationsmoduller, déi op der elektronescher Platine vum Zieler verbaut ginn, gi vun der amerikanescher Firma Maxim Integrated products Inc (fir d'Power Line Communication (PLC)) respektiv vun der franséischer Firma Sierra Wireless SA (fir GPRS an LTE) hiergestallt.

ad 2. Et komme keng sécherheetsrelevant Komponenten, Geräter, Systemer oder Software vu Shenzen Kaifa Technology Co Ltd oder anere chineesesche Firmen an den zu Lëtzebuerg installéierten intelligente Stroumzieler zum Asaz.

ad 3. Am Ufank vum Projet Smartmeter zu Lëtzebuerg gouf, an Zesummenaarbecht mam „Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT)“ vun der Universitéit Lëtzebuerg an engem externe Consultant, e Sécherheetskonzept fir de Système central an d'intelligent Stroumzieler ausgeschafft an implementéiert.

Ee Prinzip vum dësem Konzept ass, dass et keng direkt Verbindung – weeder vun de Stroumzieler nach vum Système central – mam Internet gött. All Kommunikatiounen lafen iwver verschlüsselt Protokoller an eng eege Public Key Infrastructure (PKI), also eng digital Sécherheetsinfrastruktur, fir déi komplett Mätrise iwver d'Sécherheet ze hunn.

ad 4. Aus Sécherheetsgrënn sinn Informatiounen iwver déi kritisches Infrastrukturen zu Lëtzebuerg net effentlech.

ad 5. No Informatiounen vun de Fournisseuren vun den zu Lëtzebuerg installéierten intelligente Stroumzieler gött versicht, d'Liwverkette hiisichtlech Réimaterialien esouwäit wéi méiglech ze diversifizéieren, fir de Risiko vun enger Penurie op deem Niveau ze reduzéieren. D'Software gött vun europäesche Fournisseuren developéiert, fir op deem Punkt de Risiko och kleng ze halen. Fir doriwwer eraus den Impakt vun eventuelle geopolitische Spannungen ze minimiséieren, ginn d'Liwwerungen esouwäit wéi méiglech wäit am Virus geplangt.

ad 6. Et goufe verschidde Mechanisme festgehalten, wéi a Problemfäll ka reagiert ginn. Well e Wiessel awer ëmmer technesch opwänneg a laangwiereg ass, gouf mat méiglechst vertrauenswürdegen europäesche Fournisseuren zesummegeschafft, fir esou Problemfäll vun Ufank un ze evitéieren.

ad 7. Doduerch, dass d'Kommunikatioun téschent de Stroumzieler an den Netzbedreier verschlüsselt ass, d'Schlüssele vun der eegener PKI generéiert a verwalt ginn, an zu kengem Moment eng oppe Verbindung mam Internet besteet, gött de Risiko fir eng Fuite oder Manipulation vun Donnéeën als ganz geréng bewäert.

.....
Remboursement de plusieurs échographies réalisées le même jour | Question 3422 (09/01/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'State vum der Gesondheetskeess (CNS), speziell den Artikel 36 iwwert d'Limitation vun de Leeschtungen, leet fest, dass grundsätzlich net méi wéi eng Consultation beim selwechten Dokter bannent 24 Stonnen iwverholl gött. Och fir obstetresch Echographië gött et eng explizitt Limitation op dräi Ënnersichunge pro Schwangerschaft. Et fënnt sech an den aktuellen Texter awer keng offensichtlech Bestimmung, déi de Remboursement vun zwou verschidde, medezinnesch indizierten Echographien (z. B. vun ënnerschiddleche Kierperdeeler), déi um selwechten Dag duerchgefouert ginn, explizitt ausschléisst.

Trotzdeem gouf mir vu Patiente rapportéiert, dass d'CNS de Remboursement refuséiert, wann zwou komplett ënnerschiddlech Ultraschall-Ënnersichungen um selwechten Dag duerchgefouert ginn, och wann eng gültig medezinnesch Ordonnance fir béid Exame virläit. Dës administrativ Praxis féiert dozou, dass Patiente gezwonge sinn, fir deen zweeten Examen en neie Rendez-vous un engem aneren Dag ze huelen. Dëst verursaacht net nëmmen onnéideg Deplacementer fir krank Patienten, mee blockéiert och ineffizienterweis zwee Rendez-vous bei den Dokteren, wat d'Waardezäite fir aner Patienten onnéideg verlängert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Op wéi enger geneeër legaler oder reglementarescher Basis (Artikel an de Statuten oder der Nomenklatur) berout de Refus vun der CNS, zwou verschidde a medezinnesch verschriwwene Echographien, déi um selwechten Dag gemaach ginn, ze rembourséieren, wann den Artikel 36 vun de Statuten nëmmen explizitt Limitatiounen fir Consultatiounen an obstetresch Echographien ernimmt?

2. Ass d'Ministesch der Meenung, dass dës Praxis am Aklang mam Prinzip vum enger effizienter a patientefrëndlecher Versuergung steet, besonnesch wann et sech ëm Ënnersichunge vu ganz verschidde Kierperregiounen handelt (z. B. Schilddrüs an Abdomen)?

3. Gött et Pläng, dës administrativ Hürd ofzeschafe fir ze verhënnern, dass Patiente kënschtlech zu duebele Visite gezwonge ginn an domat d'Disponibilitéit fir aner Patiente reduzéiert gött?

Réponse (04/02/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale

D'Verrechnungsreegele vun den Echographië sinn am Artikel 17 an der Nomenclature vun den Akten a Leeschtunge vun den Doktere¹⁹ virgesinn. Am Kader vun der selwechter Seance gesäit den Artikel 17 Alinea 3 vun der Nomenclature dëst vir: „Lorsque, lors d'une même séance, plusieurs procédés d'imagerie médicale sont mis en œuvre pour examiner le même organe, respectivement le même segment, ces procédés ne sont pas cumulables, sauf dérogations précisées dans la 2^e partie de l'annexe ou accord du contrôle médical.“

¹⁹ Règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrétant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie

Den Artikel 17 Alinea 4²⁰ vun dëser Nomenclature gesäit vir, dass d'Akten, déi an der Sous-sektioun 1 „Échographie (échotomographie, ultrasonographie)“ vun der Sektoun 3 „Imagerie médicale utilisant les agents physiques sans radiations ionisantes“ vum Kapitel 8 „Imagerie médicale, radiologie interventionnelle, radiothérapie“ virgesi sinn, net ënnert sech kumuléierbar sinn. Am Alinea 5 bis 7 ass da virgesinn, dass et de Gynekologen, de Gastroenterologen an den ORLen net erlaabt ass, déi Akten aus der virdrun ernimmter Sous-sektioun 1 ze verrechnen. Fir d'Gynekologen, d'Gastroenterologen an d'ORLe besti spezifesch Akten am Kontext vun den Echographien an der Nomenclature vun den Dokteren.

De Cumul vun enger obstetrescher Echographie mat enger anerer Echographie (ausser déi mam Code 8E13 „Examen échographique des organes intra-abdominaux et/ou intrapelviens; non applicable pour échographie en rapport avec la grossesse“), déi um selwechten Dag beim selwechten Dokter duerchgefouert ginn, ass méiglech. An deene Fäll spilt den Artikel 9 Alinea 1²¹ vun der Nomenclature, dee virgesäit, dass Dokteren den Akt mam héchsten Tarif zu 100 % a Rechnung stellen dierfen, den zweete respektiv den drëtten Akt zu 50 %.

Aktuell gött et keng Diskussiounen an der Nomenclatureskommissioun, déi drop hindeiten, dass dës Reeglung solle geännert ginn.

.....
Identification et valeur juridique des courriels émis par les administrations | Question 3423 (09/01/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gött ëmmer méi dacks vu Bierger a Professionellen aus dem Bausecteur rapportéiert, dass verschidde staatlech Administratiounen, dorënner explizitt Verwaltungen ënnert dem Ëmweltministère, offiziell Korrespondenz per E-Mail verschécken, déi net personaliséiert ass. Wéi aus konkrete Fäll, déi mir zougedroe goufen, ervirgeet, ginn dës E-Mailen dacks vu geneereschen Adresse verschéckt an endegen ouni d'Nenne vum Numm oder der Funktioun vum zustännege Beamten, mee leedeglech mat enger allgemenger Ënnerschrëft wéi „Unité Autorisations“.

Besonnesch problematesch gött dës Praxis, wann an dësen E-Mailen inhaltlech Positionen geholl ginn oder Demanden ofgeleent ginn (z. B. d'Ausso, eng Upassung wier „net denkbar“). Fir de Bierger ass et an esou Fäll dacks onméiglech ze wëssen, wien säin Dossier bearbecht huet. Doriwwer eraus stellt sech d'fundamental Fro no der juristescher Qualifikatioun vun esou enger Kommunikatioun. D'Feele vun enger formeller Identifikatioun an d'Form vun der Äntwert schafen eng Rechtsensécherheet, besonnesch wat d'Méiglecheete vun engem Recours ugeet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir effentlechen Déngscht a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Ass de Minister iwver dës Praxis vun anonymiséierten an net ënnerschriwwene Korrespondenzen an sengen Administratiounen informéiert?

²⁰ « Les actes de la sous-section 1 (échographie), section 3, du chapitre 8 de la deuxième partie de l'annexe ne sont pas cumulables entre eux. »

²¹ « Lorsqu'au cours d'une même séance, plusieurs actes techniques sont effectués sur une même personne par le même médecin, celui-ci a droit au tarif de l'acte dont le coefficient est le plus élevé ainsi qu'à cinquante pour cent du tarif du deuxième acte et le cas échéant, du troisième acte. Les actes suivant le troisième acte ne donnent pas lieu à honoraires. Le médecin note le tarif réduit en application du présent article sur le mémoire d'honoraires en complétant le code de l'acte par la lettre "R". »

2. Ass d'Verschécke vun E-Mailen ouni d'Nenne vum Numm a vun der Funktioun vum zoustännege Matarbechter konform mat de legale Bestëmmungen iwwer d'administrativ Prozedur an de Prinzipien vun der Transparenz am öffentliche Dénsgsch?

3. Wéi eng juristesche Valeur hunn inhaltlech Aussoen oder Refusen, déi dem Bierger iwwer esou anonymiséiert E-Maille matgedeelt ginn?

4. Handelt et sech bei E-Mailen, déi eng Upassung oder eng Geneemegung explizit ofleenen („net denkbar“), ëm administrativ Akten (actes administratifs faisant grief), géint déi e Recours méiglech ass? Wa jo, wéi verhält et sech mat den Delaie fir e Recours, wann d'Decisioun net formell matgedeelt gouf an den Auteur net identifizéierbar ass?

5. Gedenkt de Minister, Instruktiounen ze gi fir sécherzestellen, datt all administrativ Decisioun, och wann se per E-Mail verschéckt gëtt, kloer engem zoustännege Beamten zouzuerdnen ass an de formelle Voraussetzungen entsprécht?

Réponse (10/02/2026) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Korrespondenz mat de Bierger ass grondsätzlech personaliséiert, den Numm an d'Funktioun vum zoustännege Matarbechter sollen enthalen sinn.

Am Kader vum Iwwerschaaf vum de Geneemegungsprozedure bei de Verwaltung vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit ginn, wa méiglech, déi betreffen Echange esou ëmgeännert, datt eng Kontaktperson referenziéiert gëtt.

ad 2. Wéi uewe scho gesot, gëtt Wäert op Transparenz an d'Nenne vum zoustännege Kontakt bei der Korrespondenz mat de Bierger geluecht.

Dobäi soll sech souwuel bei formellen, wéi och bei informellen Echange mat de Bierger an den Entrepreneuren un d'„lignes de bonne conduite administrative“, déi 2017 adoptéiert goufen, gehalt ginn.

ad 3. Reng informativ, erklärend oder automatiséiert E-Maille si keng formell administrativ Decisiounen („actes administratifs faisant grief“).

ad 4. Formell administrativ Decisiounen („actes administratifs faisant grief“) ginn iwwer de gesetzlech bestëmmte Wee kommunizéiert a klären den Adressat iwwer Recoursméiglechkeeten an Delaie op.

De Recoursdelai riicht sech nom Gesetz, op deem d'Decisioun baséiert.

ad 5. Wéi an den Äntwerten op déi viert Froen erkläert, gëtt et scho Lignes de bonne conduite.

Bilan du mandat du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies | Question 3424 (09/01/2026) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Le Luxembourg a été membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies de 2022 à 2024. Ce mandat a permis au Luxembourg, traditionnellement défenseur résolu des droits humains, de mettre davantage en avant son engagement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Combien de personnes supplémentaires ont été recrutées en relation avec le mandat au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies de 2022 à 2024 ? Combien de ces personnes étaient détachées à Genève ? Est-ce que ces personnes sont toujours aux services de la fonction publique ?

2) Combien de personnes travaillent actuellement sur les droits humains à Genève ?

3) Comment Monsieur le Ministre assure-t-il le suivi des initiatives luxembourgeoises prises dans le cadre du mandat en question ?

4) De manière générale, quelles sont les issues les plus importantes au niveau des droits humains des deux années où le Luxembourg était membre au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies ?

Réponse (09/02/2026) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Pour la période 2022-2024, dans le cadre du mandat du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 9 personnes ont rejoint les effectifs de la Représentation permanente à Genève. 8 de ces agents exercent toujours au sein du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur.

À l'heure actuelle, les questions relatives aux droits humains à Genève sont prises en charge par l'équipe de la Représentation permanente du Luxembourg auprès des Nations Unies à Genève, qui est composée de 11 personnes. Elle est soutenue par le desk droits humains et organisations internationales de la Direction des affaires politiques à distance et à travers de missions de renfort prolongées lors des sessions du Conseil.

Pour préparer la fin du mandat luxembourgeois au CDH (décembre 2024), les équipes à Genève et à la Direction des affaires politiques ont mis en œuvre une stratégie de transfert des connaissances et de responsabilités pour les différents dossiers où le Luxembourg avait joué un rôle clé, afin de préserver les acquis des trois années de mandat au Conseil des droits de l'homme.

Les principales initiatives portées par le Luxembourg étaient la résolution sur la situation des droits de l'homme en Fédération de Russie, la résolution sur les droits humains et le programme 2030 pour le développement durable et la résolution mettant en place un groupe de travail sur l'opportunité d'un troisième protocole facultatif à la Convention sur les droits de l'enfant, concernant la gratuité de l'éducation pré-primaire et secondaire. À côté de ces résolutions où le Luxembourg « tenait la plume », notre délégation a aussi été coauteure de plusieurs résolutions et en a négocié d'autres pour le compte de l'Union européenne. La résolution sur la Russie est dorénavant coécrite par les délégations du Benelux et la résolution Agenda 2030 a été reprise par le Chili et un groupe de coauteurs ; la suite de la résolution sur la gratuité de l'éducation est assurée par le Sierra Leone et la République dominicaine.

La RP Genève et la Direction des affaires politiques continuent d'assurer une présence active au CDH et font rapport régulièrement au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et au Gouvernement, ainsi qu'à d'autres ministères concernés.

La délégation luxembourgeoise au CDH a été active sur la grande majorité des sujets à l'ordre du jour du Conseil, intervenant en moyenne plus d'une trentaine de fois en plénière lors des neuf sessions ordinaires qui ont eu lieu pendant le mandat 2022-2024, lors des trois sessions extraordinaires et lors de chaque dialogue dans le cadre de l'examen périodique universel (plus d'une centaine de pays ont été examinés au cours de huit sessions). Institutionnellement parlant, le Luxembourg a aussi contribué au CDH : en assurant la Vice-présidence du CDH en 2023 pour le compte du Groupe des pays occidentaux et autres (WEOG) et en siégeant au groupe de travail sur les

situations (procédure de plainte) du CDH en 2022. Il a aussi contribué aux travaux visant à rendre plus efficace et efficient le Conseil pendant les trois années, avec deux mandats successifs pour faciliter le travail sur l'amélioration des procédures et un mandat sur l'impact des technologies numériques sur les travaux du CDH.

La création d'un mandat de rapporteur spécial pour la Fédération de Russie figure certainement parmi les succès les plus marquants des trois années concernées, de même que la mise en place d'une Commission d'enquête pour l'Ukraine directement au début 2022, la création d'une mission d'établissement des faits suite aux violences en Iran en novembre 2022 et d'une autre mission d'établissement des faits sur les violations des droits humains dans le contexte de la guerre civile au Soudan en 2023.

La délégation du Grand-Duché a opposé activement les tentatives de restriction de l'accès de la société civile et les représailles visant les personnes coopérant avec les Nations Unies. Enfin, la conclusion d'un accord-cadre pour soutenir les activités du Haut-Commissariat en 2024 a été l'un des succès indirects du mandat au CDH, étant donné que le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies (BHCDH) se trouve dans une crise financière aiguë depuis plusieurs années.

Aides aux PME après accidents | Question 3425 (09/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Leschte Mount koutm et virun de Feierdeeg an enger Bäckerei zu Péiteng zu engem Brand, wat dozou gefouert huet, dass de Betrib net weider funktionéiere kann. De Patron vun der Bäckerei kann deemno déi nächst Méint keen Akommes méi bezuelen a gesäit sech gezwongen, fir seng Salariéen ze entloossen, wéi een an engem „Wort“-Artikel vum 23. Dezember liese kann. Dëst ass keen isoléierte Fall, mee kann och aner kleng Betriber treffen, déi temporär a schwéier finanziell Schwieregkeete geroden.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Mëtzelstand a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi eng Ënnerstützungsmoosname stinn an esou Fäll fir d'Salariéen zur Verfügung fir ze verhënneren, dass et zu Entloossunge kënn?

2. Wéi eng Ënnerstützungsmoosname stinn an esou Fäll de Betriber zur Verfügung, fir dass si hir Aktivitéite kënnen weiderféieren?

Réponse (28/01/2026) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Marc Spautz, Ministre du Travail

ad 1. Fir Entloossungen ze verhënneren, gesäit de Code du travail de Chômage technique involontaire vir. Dës ass awer net direkt eng Hëllef fir d'Salariéen, mee fir de Patron.

Am Fall vun engem Accident, ewéi e Brand, kann eng Entreprise esou eng Demande bei der ADEM areechen. No enger Kontroll op der Plaz stellt e Kontroller vun der ADEM e Rapport aus, an d'ADEM mécht en Avis un den Aarbechtsminister.

Falls de Patron seng Salariéen oder Apprentien net anescht erschéftege kann a senger oder enger anerer Firma, kann hien se stonneweise an de Chômage technique involontaire setzen a muss hinne fir déi Stonnen op d'mannst 80 % vum Stonneloun bezuelen.

Op Engagement vum Patron, keen ze licenciéieren, kritt dësen déi net geschaffte Stonne rembourséiert,

ausser en hätt eng Assurance pour perte d'exploitation, déi d'Paien iwwerhëlt.

De Remboursement leeft ab der 17. net geschaffter Stonn pro Mount a pro Salarié/Apprenti an ass plafonéiert op 350 Stonne pro Salarié/Apprenti pro Joer (année civile). Dëse Plafond ka bis op 500 Stonnen erhéicht ginn. Déi éischt 16 Stonne sinn à charge vum Patron.

ad 2. Am Fall vun engem Accident, ewéi beispillsweis engem Brand, mussen d'Betriber op hir privat Versécherungen zeréckgräifen. An dësem Sënn encouragéiert d'Regierung d'Betriber, sech adequat ze versécheren.

Nouvelles pratiques de facturation pour le CSA | Question 3426 (09/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Regierung huet de 6. Januar nei Moosname fir d'Facturatioun an der Kannerbetrieung (chèques-service accueil; CSA) ugekënnegt:

„Une tarification uniforme sera appliquée dans tous les services d'éducation et d'accueil; ceux-ci ne factureront plus de supplément. La facturation se fera selon les heures d'inscription de l'enfant et non plus selon un forfait d'heures imposé aux parents.“

D'Eltere sollen also nëmmen nach déi Stonne bezuelen, wou d'Kanner reell an der Crèche oder Maison relais sinn an net, wéi aktuell, wou d'Crèchen den Elteren ee feste Kontingent u Stonne verrechnen, egal ob d'Kanner an der Crèche sinn oder net.

Mat dëser Moosnam bestätegt d'Regierung u sech d'Kriticken, déi zënter Joren erhuewe goufen: Vill profitorientéiert Crèchen a Maisons relais hunn den Elteren – an och dem Staat – systematesch maximal Forfaite verrechent, onofhängeg dovun, ob d'Kanner dës Stonnen effektiv genotzt hunn. A menger parlamentarescher Fro N° 2156 hat ech schon op déi Problematik opmierksam gemaach:

„Aus dësem Grond mussen vill Familijen op privat Kannerbetrieung zeréckgräifen, also oft bei profitorientéierten Dénsgchter. Hei leet de Staat awer ‚just‘ maximal 6 € pro Stonn bäi. Verschidde Betrieungsstrukture froen awer mol locker 8 bis 10 € d'Stonn. Mir leien och Kontrakter vir, wou ëmmer de maximale Montant u Stonne verrechent gëtt, egal ob d'Kanner dës Stonne versuergt ginn oder net.“

Vill Eltere mussen dann och an de Schoulvakanken eng kräfteg Schëpp Sue bäileeën, well d'gratis Kannerbetrieung hei net gëllt an d'Staatsubventioun da manner wéi 6 €/Stonn bedréit. Verschidden Eltere bezuelen esou iwwert d'Summervakanz iwwert 1.000 € de Mount, och wann si déi privat Maison relais net brauchen.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Aschätzung, datt d'Aféierung vun dësen neie Facturationsreegelen implizéiert, datt et an der Vergaangenheet ze systemateschen onfaire Facturationspraktiken a bestëmmte Betrieungsstrukture komm ass?

2. Wéi ass de Meenungswissel vun der Regierung komm, fir d'Facturationspraktike vun de Betrieungsstrukturen ze änneren?

3. Kann de Minister aschätzen, wéi vill de Staat an de leschte Joren u Betrieungsstonne matfinanzéiert huet, wou kee Kand betreit gouf?

4. Wéi eng Kontrollmechanisme goufen an der Vergaangenheet agesat fir ze iwwerpräiwen, ob déi

facturiert Stonnen och tatsächlech gelescht goufen, a goufen dobäi Onrengelméissegkeeten oder Verstéiss festgestallt?

5. Wéi wëllt de Minister an Zukunft verhënnen, datt eenzel profitorientéiert Strukturen no der Reform aner Facturationsmodeller entwéckelen, déi nees zu indirekte Forfaite oder verstoppte Supplemente féieren?

6. Kann de Minister eng Evaluatioun maachen, wéi vill profitorientéiert Crèche wirtschaftlech guer net méi rentabel wäerte sinn, wann se net méi de maximale Forfait pro Kand dierfe verrechnen?

Réponse (10/02/2026) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Regierung stellt fest, datt et an der Praxis eng grouss Heterogenitéit bei de Facturationsmodalitéite gëtt, souwuel am konventionéierten ewéi am net konventionéierte Secteur. Den aktuelle gëltege gesetzleche Kader erlaabt et net, fir d'Facturationsmodalitéiten eenheetlech a verbindlech ze reegelen.

De Gesetzesprojet betreffend de Chèque-service accueil (CSA) schafft dës rechtlech Moyenen elo explizit, andeems d'Facturatioun op Basis vun de reelle Präsenzstonden an de Verbuet vu Supplemente kloer gesetzlech verankert ginn. D'Reform ziilt domat drop of, d'Facturatioun fir d'Zukunft transparent, kohärent an der aktueller Realitéit ugepasst ze organiséieren.

ad 2. Dës Ännerungen entsprechen enger konsequenter Weiterentwicklung an Neiausrichtung vum Finanzéierungsmechanismus, deem zanter 2009 net méi ugepasst gouf an dofir elo un seng Limitte stéisst, besonnesch am Kontext vun enger ëmmer méi flexibeler Nutzung vun de Betrieungsofferen.

D'Harmonisatioun vum CSA ass en ausdrécklecht Zil am Regierungsprogramm. Mat dem uewen erwäante Gesetzesprojet ginn dës politesch Ziler elo operationaliséiert a rechtlech ofgeséichert, andeems d'Finanzéierung an d'Facturatioun besser op déi reell Betrieungsleeschtungen ofgestëmmt ginn. Et handelt sech deemno ëm eng strukturell Upassung un déi aktuell Realitéiten am Secteur.

ad 3. Eng detailléiert Analys an dësem Kontext ass net méiglech, well déi reell Präsenzstonne vun de Kanner am net konventionéierte Secteur net disponibel sinn. De Gesetzesprojet betreffend de CSA gesäit dofir vir, datt d'Erfaassung vun de reelle Präsenzstonden obligatoresch gëtt.

ad 4. D'Facturationsmechanisme goufen an der Vergaangenheet vum Ministère iwwerpräift, souwuel op Basis vu Reklamatiounen ewéi och am Kader vun interne Kontrollprozeduren. Dës Iwwerpräiwungen haten d'Zil, d'Konformitéit an d'Kohärenz vun de Facturationspraxe par rapport zu de kontraktuellen an de gesetzleche Bestëmmungen ze evaluéieren.

Am Kader vum Gesetzesprojet betreffend den CSA ass virgesinn, déi gesetzlech festgeluechte Modalitéiten ze verdéiwen an ze präziséieren, fir eng méi kloer an eenheetlech Applikatioun ze garantéieren.

ad 5. a 6. D'Verrechnung vu Supplemente gëtt am Gesetzesprojet verbueden an därer deemno net méi applizéiert ginn. Zousätzlech gesäit de Gesetzesprojet vir, datt d'Familljen eng Offer wielen, déi a maximal 2-Stonne-Bléck opgedeelt ass, soudatt eng Forfait-Logik duerch gesetzlech Dispositiounen net méi méiglech ass.

Fir d'Kontinuitéit an d'Qualitéit vun der Offer ze garantéieren, gëtt en neie Finanzéierungsmechanismus agefouert, deem eng gewësse Stabilitéit soll bidden. Dëse Mechanismus ziilt notament drop of, déi méi flexibel

Facturatioun vun de Betrieungsstonden auszegläichen. Gläichzäitig implizéiert en awer och, datt – falls trotzdeem weiderhi verstoppt Forfaite applizéiert géife ginn – déi effektiv staatlech Kompensatioun entsprechend reduzéiert gëtt.

Mat dësem Mechanismus huet de Gestionnaire deemno kee finanziellen Ureiz méi, onproportional oder demesuriert Stonnen ze facturéieren.

Difficultés d'ouverture de compte bancaire pour les PME | Question 3427 (09/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Een eegene Bankkonto ze hunn ass eng grondleeënd Voraussetzung, fir eng wirtschaftlech Aktivitéit als Independant kënnen auszéiben (Bezuele vu Fournisseuren, Steieren, Sozialbeiträg asw.). Am Géigesaz zu private Persounen besteet fir Betriber aktuell kee garantierte Mindestzougang zu engem Basiskonto.

Zu Lëtzebuerg gëtt et ëmmer nees Fäll, an deene kleng Betriber oder Independante kee Bankkonto opgemaach kréien. Dëst féiert dozou, datt Firmen hir Aktivitéit praktesch net kënnen ausüben an domadder blockéiert sinn.

Mir ass ee Fall bekannt vun engem Commerce, deem ënnert anerem Tubak verkeeft a vu kenger Bank ee Konto opgemaach kritt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi solle kleng Firmen oder Independante konkreet virgoen, wann hinnen d'Ouverture vun engem professionnelle Bankkonto vun alle Banke refuséiert gëtt?

2. Gedenkt d'Regierung, fir kleng PMEen oder Independanten e Mechanismus anzeféieren, deem engem Basiskonto fir physisch Persounen entsprécht, fir de Mindestzougang zum Bankesystem ze garantéieren?

3. Ënnerleie Geschäfte, déi op de Verkaf vun Tubak oder Alkohol spezialiséiert sinn, anere Reegelen, déi d'Opmaache vun engem Bankkonto hei am Land méi schwéier maachen?

Réponse (09/02/2026) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den honorablen Deputéierte weist op Fäll hin, wou verschidde Betriber oder Independante kee Bankkonto opgemaach kréien.

Et ass dorobber hinczewisen, dass d'ABBL iwwert déi lescht Méint verschidden Initiativen ergraff huet, fir d'Opmaache vu Bankkonten duerch Lëtzebuerg Banken a Bezueletablissementer (Établissements de paiement) ze erlichteren. Iwwert dës Initiative gouf och breet an der Öffentlechkeet kommunizéiert.

Der ABBL hir Publikatioun vun de lëtzebuergesche Banken a Bezueletablissementer, zesumme mat de respektive Kontaktpersounen, déi bereet sinn, Geschäftsbeziéunge mat verschiddenen Typpe vu Clienten anzegoen, sinn direkt vun der ABBL-Websäit opruffbar. Déi strateegesch Orientatioun an d'Risikopolitick, déi all Bank sech individuell fixéiert, kann awer dozou féieren, dass eng Bank verschidde wirtschaftlech Secteuren an/oder Sparte vu Betriber an hire Geschäftsrelatiounen net ofdeckt.

Der ABBL hir Guidé fir d'Opmaache vu Bankkonte fir kommerziell Entreprene – Startuppen oder PMEen, ënnert anerem – zielen dorobber of, déi néideg Informatiounsunfroen, déi vum Bankberoder gestallt ginn, besser ze verstoen. Si erlaben och e generell Verständnis vun de gesetzlechen Obligatiounen, déi

anzehale sinn – besonnesch am Beräich vun der Verhënnerung vu Geldwäsch an der Terrorismusfinanzierung. D'Netanhale vun dese Reegelen duerch e Client kann dozou féieren, dass eng Bank decidéiert, e Kont net opzemaachen.

D'Regierung ass oppen, fir weider Pisten ze exploréieren, fir d'Opmaache vu Bankkonte fir Betriber ze erliichteren.

Betriber, déi Tubak oder Alkohol verkafen, ënnerleie kenge spezielle Reegelen, déi d'Opmaache vun engem Bankkonto zu Lëtzebuerg automatesch méi schwéier géinge maachen. Banken applizéieren déi sougenannte „mesures de vigilance“, déi laut der EU-Direktiv 2015/849 op de jeeeweilige Risikoprofill vum Client ugepasst mussen sinn.

Préparation du Luxembourg aux coupures d'électricité majeures | Question 3428 (12/01/2026) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Kuerz nom Joreswiessel huet en Terroranschlag op eng Stroumleitung an der däitscher Hauptstadt Berlin do an enger Rei Quartieren zu engem groussflächege Stroumausfall gefouert. D'Versuergung war wärend ronn véier Deeg ausgefall. Och Spideeler a Fleegeheemer ware betroff. Däitsch Meedien hu geschriwwen, dass grad am Ufank vun der Kris souguer schwéier flegebedierfteg Leit hu missen a Sportshalen ënnerbruecht ginn.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Op wéi eng Manéier ass laangfristeg séchergestallt, dass d'Spideeler souwéi d'Alters- a Fleegeheimer zu Lëtzebuerg am Fall vun engem groussflächege Stroumausfall komplett weider operationell bleiwen?

2. Op wéi eng Manéier ass an esou engem Fall d'Telekommunikatioun séchergestallt, och fir d'Bierger ze errechen an iwwer noutwenneg Moosnamen ze informéieren?

3. Wéi ass séchergestallt, dass d'Zivillpopulatioun aus Géigenden/Gemengen ouni Noutstromversuergung an Aariichtung mat Noutstromversuergung kommen?

4. Wéi vill Noutstromaggregater sti fir d'Zivillpopulatioun an deem Fall fir d'laangfristeg Versuergung zur Verfügung?

5. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, iwwert wéi vill Noutstromaggregater déi eenzel ëffentlech a parastaatlech Institutiounen jeeeweils verfügen an den Typ souwéi d'Leeschtung vun den Apparater (mobill, stationär) preziséieren?

6. An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 4727 vun den honorabelen Deputéierte Fred Keup a Jeff Engelen aus der Legislaturperiod 2018–2023, huet déi deemoleg Regierung geäntwert, dass „de CGDIS op senge kritesche Sitten“ iwwert fest installéiert Noutstromaggregater verfüügt, a „lues a lues och aner wichteg Sitten“ domat ekipéiert ginn. Kann d'Regierung am Sënn vun der Fro virdrun och hei déi aktualiséiert Zuele souwéi Lokalisatiounen presentéieren a preziséieren, no wéi enge Krittären e Site als „wichteg“ agestuift gëtt?

7. An der däitscher Hauptstadt war den Asaz vun Noutstromaggregater zu ufanks vun der Kris och un der feelender Interoperabilitéit vun den Apparater gescheitert. Ass séchergestallt, dass sämtlech ëffentlech Geräter hei am Land zu all Ablack vun den ënnerschiddlechste Servicer an Institutiounen kënnen agesat ginn? Gëtt et an deem Sënn och eng Koordinatioun mat eisen Nopeschlänner oder souguer op NATO-Niveau?

8. Verfüügt d'Regierung iwwert en Asazplang, wéi eng Aariichtungen an Institutiounen am Fall vun engem längeren, groussflächege Stroumausfall prioritär versuergt ginn a wéi eng méiglecherweis temporär missen zougemaach ginn (z. B. reng zivill Verwaltungen)? Falls jo, wéi gesäit deen aus?

9. Gesäit d'Regierung am Kader vun der Erhéijung vun de Verdedegungsausgaben och verstärkt Investitiounen an de Stock vun eisen Noutstromaggregater respektiv déi begleetend Infrastruktur vir?

Réponse (16/02/2026) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Am Aklang mat dem Artikel 8 vun der Loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale a konform zum Projet de loi Nr. 8307 iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv (EU) 2022/2557 iwwert d'Resilienz vun de kriteschen Entitéiten, sinn dës verflucht, technesch, sécherheetsrelevant an organisatoresch Moosnamen ze huelen, déi adequat a proportionéiert sinn, fir hir Resilienz ze garantéieren. Dat ëmfaasst besonnesch, dass si verhënneren, dass en Ereegnes – wéi z. B. e groussflächege Stroumausfall – de Service, deen hir kritesch Infrastruktur liwwert, substanzuell stéiert.

Jee nodeem wäerten zousätzlech Moosname festgeluecht ginn, an dëst am Aklang mam Noutinterventionsplang am Fall vun enger Ënnerbriechung vun der Energieversuergung.

Fir Spideeler bedeit dat konkret d'Aféierung vun engem Plan de continuité d'activité (PCA). Dësen definéiert déi kritesch Funktiounen, déi och am Krisefall mussen weiderlafen, d'Minimalniveau vum Service, d'Ofhängegkeeten (z. B. Energie, Logistik, Personal) an d'Gestioun an d'Steuerung am Krisefall. Fir wirksam ze bleiwen, muss de PCA reegelméisseg getest an aktualiséiert ginn. Am Gesondheitssecteur trëtt de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet als sektoriell Autoritéit an a fërdert d'Koordinatioun an den Austausch mat de betroffenen Acteuren.

Als Referenz fir d'Spideeler déngt de Katalog 11392/1910 vum HCPN, deen ënner anerem d'Ofsicherung vun der Noutstromversuergung an den Erhalt vu kritesche Kapazitéiten iwwer 72 Stonne virgesäit, inklusiv Maintenance, Kontrollen, Übungen a Personal-Sensibiliséierung. An der Praxis sinn déi véier Spidolszentere zu Lëtzebuerg duerch Stroumgeneratoren ofgeséichert an hunn intern Mechanismen, fir am Noutfall Aktivitéiten ze prioriséieren an energieintensiv, net dréngend Leeschtungen ze reduzéieren oder ëmzeplangen.

Ganz generell ass ervirzehiewen, dass am Kader vun der nationaler Resilienzstrategie an alle Secteuren, och an deenen, déi net als kritesch consideréiert sinn, Aktiounen wäerten ënnerholl ginn, fir d'Kultur vun der Resilienz ze stäerken.

ad 2. Den HCPN stellt um Internetsite www.infocrise.lu en Noutfall-Kit zur Verfügung, deen den Awunner soll hëllefen, iwwer eng gewëssen Zäit autark doheem ze liewen. Dësen Noutfall-Kit gesäit ënner anerem och vir, en autonome Radio mat Batterien doheem ze hunn.

Am Kontext vun engem Stroumausfall besteet nottamment och eng direkt Telefonslinn zum Sender RTL, déi an deem Moment Informatiounen vun den Autoritéiten zur Entwëcklung vun der Lag weidergëtt – an dat a verschidde Sproochen. Dës Linn gëtt virun allem bei längerem Blackout aktivéiert. D'Sécherheet vun de Bierger huet hei absolutt Prioritéit.

Och am Beräich vun der Telekommunikatioun gëtt et kritesch Infrastrukturen oder Entitéiten, déi déi selwecht Kontinuitéitsmesurë mussen ergräifen, wéi bei der Fro 1 erwähnt.

Do dernieft sinn d'Operateuren op Basis vum Telecoms-Gesetz dozou verpflichtet, all technesch an operationell Mesuren ze huelen, fir d'Risiken an hir Reseauen an hir Servicer adequat ze geréieren an den ILR an hir Notzer iwwer Incidenten a korrektiv Mesuren ze informéieren.

ad 3. Déi national Resilienzstrategie gesäit ënnert dem Pilier 2 „Une société résiliente“ d'Ausschaffe vun engem nationale Konzept vu Centres d'accueil vir. Am Kader vun dësem Konzept wäert och definéiert ginn, wéi d'Zivillpopulatioun am Fall vun enger Evakuatioun vun A op B wäert transportéiert ginn. Dorënner fällt och den Zenario vun engem Blackout.

Op Basis vum „Guide pour l'élaboration d'un plan local de résilience“, deen am November 2025 vum Inneminister Léon Gloden presentéiert ginn ass, goufen d'Gemenge sensibiliséiert, lokal Resilienzpläng auszuschaffen. De Sujet vu lokale „centres d'accueil“ soll an deem Kader och behandelt ginn. Fir d'Gemengen dobäi ze ënnerstëtzen, sinn, zousätzlech zum Guide, „Séminaires de sensibilisation et de formation“ ab Abrëll 2026 geplangt.

ad 4. De Projet de loi 8315 gesäit d'Schafe vun enger nationaler Reserv vu Kapazitéiten (RESC-LU) vir. An deem Kader entsteet eng digital Plattform mat nationalen a lokale Moyenen, dorënner och Noutstromaggregater, déi ënner anerem de Gemengen, am Fall vun enger regionaler oder nationaler Katastroph zur Verfügung stinn.

ad 5. Den CGDIS verfüügt de Moment iwwer 14 Sitten, déi mat engem stationären Noutstromaggregat equipéiert sinn. Generell geet d'Leeschtung vun deenen Aggregater duer, fir de ganze Site ënnert normale Konditiounen weider ze bedriewen.

En globalen Iwwerbléck iwwer all Noutstromaggregater ze ginn, déi nottamment an de kriteschen Infrastrukturen vum Land präsent sinn, ass aus Sécherheetsgrënn net méiglech.

ad 6. Säit 2021 huet de CGDIS an 9 weider, fest installéiert Noutstromaggregater investéiert. Doriwwer eraus si weider Sitten de Moment an der Planifikatioun. Dës Sitten si geographesch esou iwwert d'Land verdeelt, dass se dem CGDIS erlaben, bei engem groussflächege Stroumausfall weiderhin operationell ze bleiwen.

ad 7. Sou wéi am Kader vum Union Civil Protection Mechanism (UCPM), kann och all NATO-Memberstaat iwwert den EADRCC (Euro-Atlantic Disaster Response Coordination Center) vun der NATO eng materiell Hëllef ufroen. Souwuel den UCPM, wéi och den EADRCC koordinéieren d'Äntwert vun den Donateurstaaten zesumme mat den nationalen Autoritéiten, fir datt d'Hëllef esou séier wéi méiglech do ukënnert wou se gebraucht gëtt.

Am Pilier 5 vun der nationaler Resilienzstrategie iwwert „Une gestion intégrée des ressources stratégiques et logistiques“ gesäit d'Regierung eng konkret Aktioun (Aktioun N° 9) vir, fir d'Stockagekapazitéiten eropzesetzen, an dat duerch d'Ausschaffe vun Accordes mat eisen Nopeschlänner an anere Partner an der EU an der NATO. Dës Accordes wäerten eisem Land erlaben, fir sech aktiv beim Opstelle vu Stocken ze bedeelegen, respektiv am Noutfall kënnen dorop zeréckzegräifen.

D'Stroumaggregater, déi hei zu Lëtzebuerg vun deene verschidde Servicer agesat ginn, entsprechen deene gängegen europäeschen Normen, hei

insbesonnesch der DIN 14687-1, der DIN 14685-1 oder och nach der ISO 8528, a kënnen domadder am Prinzip interoperabel tëschent deene verschiddene Services benotzt ginn.

ad 8. Eng Ennerbriechung vun der Stroumversuerung gehéiert zu deenen Zenarien, fir déi d'Regierung opgrond vun der besonnescher Wichtigkeet fir d'Land, en Noutfallplang ausgeschafft huet. Dëse Plang gesäit konkret Mesurë vir, déi am Eeschtfall geholl ginn, fir séier an efficace op d'Kris ze reagieren an de Reseau erëm opzebauen.

Wéi am Plan de défense vun de Stroumreseausbedreier beschriwwen, gëtt am Fall vu manuellen Interventionen, esouwäit technesch méiglech, déi follgend Prioritéit agehalen, woubäi N3 déi niddregst an N1 déi héchst Prioritéit bedeit:

- N3: Clienten op der Héichspannung mat ≥ 65 kV
- N2: Clienten op der Mëttel- an Nidderspannung < 65 kV
- N1: Kritesch Infrastrukturen esou wéi am legale Kader definéiert

Méi detailléiert Informatiounen sinn an der ëffentlecher Versioun vum „Noutfallplang Energie“ op dem Site www.infocrise.lu esouwéi am „Risikopräventiounsplang Stroum“ um Site www.meco.gouvernement.lu disponibel. Déi Pläng gi reegelméisseg iwwerschaaft, fir datt se konstant un déi nei Risiken a Menacer ugepasst sinn.

ad 9. De Stock vun Noutstromaggregater gehéiert net zu de kapazitären Ziler vun der NATO am Beräich vun der Verdeedegung. An deem beschriwwenen Szenario, hätt dëse Stock och kee militäreschen Nutzen a kéint dofir net als NATO-Verdeedegungsangabe (3,5 %) ugerechent ginn. D'Defense ass awer am Kader vun der Ëmsetzung vun der nationaler Resilienzstrategie am enken Austausch mat deenen aneren Administratiounen a préift gegebenefalls, wou Ausgaben, déi d'Resilienz ënnerstëtzen, am Kontext vun den 1,5 % fir Investitiounen mat engem Bezug zu Verdeedegung a Sécherheet kéinten unerkannt ginn.

Coordination européenne face à la situation actuelle en Iran | Question 3429 (12/01/2026) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Selon des informations de presse récentes, le premier ministre britannique, le président français et le chancelier allemand se sont entretenus afin de coordonner leurs positions sur plusieurs dossiers de politique étrangère, notamment la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, la sécurité dans le « High North » ainsi que les développements récents en Iran, en soulignant la nécessité de coordonner étroitement leurs réponses aux événements en cours dans la région.

Parallèlement, la situation des droits humains en Iran demeure extrêmement préoccupante, avec un niveau d'exécutions capitales toujours très élevé, y compris à l'encontre de personnes accusées en lien avec des mouvements de contestation ou des infractions politiques, ainsi qu'un risque persistant d'escalade régionale impliquant l'Iran.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il été associé, informé ou consulté dans le cadre des récentes démarches de coordination entre certains partenaires européens concernant la situation en Iran, notamment à la suite des échanges entre le premier ministre britannique, le président français et le chancelier allemand ?

Le cas échéant, dans quels formats (Union européenne, OTAN ou autres enceintes) ces échanges ont-ils eu lieu et quelle contribution spécifique le Luxembourg y a-t-il apportée ?

2) Au sein de l'Union européenne et des autres formats de coordination européens, le Gouvernement plaide-t-il pour le renforcement de mesures spécifiques à l'égard des autorités iraniennes, telles que des sanctions ciblées additionnelles, un soutien accru aux mécanismes internationaux d'enquête et de reddition de comptes, ou des initiatives de désescalade régionale et de soutien à la société civile iranienne ? Dans l'affirmative, quelles sont les priorités concrètes que le Luxembourg défend dans ces discussions ?

3) Depuis l'aggravation récente de la situation des droits humains en Iran et l'augmentation du nombre d'exécutions, et au-delà des démarches évoquées dans la réponse à la question parlementaire n° 2942, quelles initiatives diplomatiques concrètes le Luxembourg a-t-il soutenues ou proposées au niveau de l'Union européenne, des Nations Unies ou d'autres forums multilatéraux afin, d'une part, de contribuer à une désescalade des tensions et, d'autre part, de maintenir la pression internationale contre le recours à la peine de mort et les violations graves des droits humains ?

Réponse (10/02/2026) de M. Luc Frieden, Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Comme l'a exposé le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés le mardi 20 janvier 2026, le Luxembourg est profondément préoccupé par la répression violente menée par les autorités iraniennes contre les manifestations pacifiques dans le pays, qui a fait d'innombrables morts et blessés et entraîné l'arrestation de milliers de manifestants, dont plusieurs risquent la peine de mort. Bien que le Luxembourg n'ait pas été consulté dans le cadre des échanges susmentionnés entre le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, il a été et reste en contact étroit avec les États membres de l'Union européenne (UE) afin de pouvoir réagir aux événements en Iran. Dans un premier temps, cette coordination a abouti à une déclaration commune publiée par la HRPV au nom de l'UE le 9 janvier.

En outre, le Luxembourg a apporté son soutien pour l'élaboration de nouvelles mesures restrictives en réponse à la répression sans précédent en Iran, adoptées lors du Conseil des Affaires étrangères du 29 janvier à Bruxelles. Le Luxembourg soutient également l'inscription des Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) sur la liste des entités terroristes de l'UE. La décision politique relative à cette inscription, qui requerrait l'unanimité, a été prise par le CAE du 29 janvier, et devra désormais être mise en œuvre à travers l'adoption des actes juridiques nécessaires.

Sur le plan national, le Luxembourg a soutenu l'appel de la HRPV pour convoquer collectivement les ambassadeurs iraniens respectifs dans les différentes capitales européennes, ce qui a été réalisé par un entretien téléphonique avec l'ambassadeur iranien qui est accrédité au Luxembourg depuis Bruxelles. Lors de cet échange, le Luxembourg a fermement condamné la violence brutale exercée par les autorités contre les manifestants et a demandé la restauration de l'accès à Internet.

À Genève, le Luxembourg a exprimé son soutien à l'initiative d'organiser une session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme sur la situation en République islamique d'Iran, qui s'est tenue le 23

janvier 2026. Dans sa déclaration nationale lors de cette session extraordinaire, le Luxembourg a soutenu l'extension du mandat de la mission internationale d'établissement des faits en vue d'une enquête urgente sur les événements récents.

Le Luxembourg espère que l'ensemble de ces mesures contribueront à dissuader les autorités iraniennes d'aggraver encore davantage la situation et qu'elles ne procéderont pas à l'exécution des condamnations à mort prononcées à l'encontre de très nombreux manifestants. Si la situation devait se détériorer, le Luxembourg se tient prêt à envisager de nouvelles mesures au niveau de l'UE contre les autorités iraniennes. Le Luxembourg restera pleinement engagé aux côtés du peuple iranien et continuera de défendre ses droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique.

Partage de données biométriques entre l'UE, le Luxembourg et les États-Unis | Question 3430 (12/01/2026) de M. Yves Cruchten | M. Ben Polidori (LSAP)

Selon des récents articles de presse européenne, un projet d'accord-cadre entre l'Union européenne et les États-Unis est en préparation afin de permettre un échange accru d'informations, y compris des données biométriques, notamment en lien avec l'émission de visas. Il semble que plusieurs États membres se déclareraient prêts à permettre aux autorités américaines, dans le cadre de ces futurs accords bilatéraux, un accès à des données biométriques de leurs ressortissants, notamment celles issues des fichiers policiers ou des systèmes de contrôle aux frontières. Ces développements soulèvent des interrogations majeures quant au respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et du RGPD.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il participé aux discussions au Conseil de l'UE relatives au mandat de négociation de cet accord-cadre avec les États-Unis en matière d'échange de données, y compris de données biométriques ? Dans l'affirmative, quelle a été la position défendue par le Luxembourg sur le principe d'un accès des autorités américaines aux bases de données nationales et, le cas échéant, aux systèmes européens contenant des données biométriques tels que les systèmes de contrôle aux frontières ou de coopération policière ?

2) Le Gouvernement luxembourgeois entend-il négocier ou conclure un accord bilatéral avec les États-Unis qui permettrait aux autorités américaines de consulter directement des bases de données luxembourgeoises comportant des données biométriques – par exemple empreintes digitales ou images faciales – de personnes se trouvant sur le territoire luxembourgeois ? Dans l'affirmative, quels types de bases de données seraient visés et à quelles finalités précises ces consultations seraient-elles limitées ?

3) Quelles catégories de personnes seraient concrètement concernées par un tel partage de données biométriques avec les États-Unis ?

4) Le Gouvernement peut-il confirmer exactement quels types de données biométriques seront partagées ?

5) Quelles garanties concrètes le Gouvernement estime-t-il nécessaires afin d'assurer le respect strict des principes de proportionnalité, des droits d'accès des

personnes concernées et les fins auxquelles les données peuvent être utilisées dans le cadre de ces échanges avec les États-Unis? Le Gouvernement considère-t-il que les mécanismes actuellement envisagés au niveau européen sont suffisants ou plaide-t-il pour un renforcement de ces garanties, et le cas échéant, de quelle manière?

Réponse (10/02/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le mandat de négociation de cet accord-cadre avec les États-Unis a été discuté au niveau d'un groupe de travail du Conseil de l'UE dans lequel le Luxembourg est représenté. La position assumée par le Luxembourg consistait à veiller au respect des trois critères cardinaux qui sont la nécessité, la proportionnalité et la réciprocité des échanges envisagés.

ad 2) Une éventuelle conclusion d'un accord bilatéral entre le Luxembourg avec les États-Unis dépendra des négociations et de la conclusion d'un accord-cadre entre l'Union européenne et les États-Unis en vertu des dispositions de l'article 218 du TFUE. Cet accord-cadre envisagé devrait définir les grandes lignes des échanges escomptés alors que les détails pratiques devraient faire l'objet d'éventuels traités bilatéraux.

ad 3) et 4) À ce stade, ces informations ne sont pas publiques et dépendront de l'avancement des négociations entre la Commission européenne et les autorités américaines.

ad 5) En vertu des dispositions de l'article 218 du TFUE, la Commission européenne a été désignée comme le négociateur de l'Union. Elle rendra compte régulièrement au Conseil des avancées du dossier.

.....

Besoins administratifs de la CNAP dans le contexte de la mise en œuvre de la réforme récente de notre système de pension | Question 3431 (12/01/2026) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Selon des informations relayées par la presse en date du 12 janvier 2026, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) rencontrerait des difficultés d'ordre juridique et administratif dans la mise en œuvre de la réforme des pensions entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026. En effet, certaines dispositions de cette réforme engendreraient une charge de travail supplémentaire significative pour les agents de la CNAP. D'après des documents internes de la CNAP, l'introduction de la nouvelle pension progressive pourrait ainsi représenter une augmentation de la charge de travail d'environ 25 % pour le personnel concerné.

Les mêmes documents feraient également état de difficultés d'interprétation des nouvelles règles relatives à la retraite anticipée, notamment en ce qui concerne la détermination de l'augmentation progressive de la durée de cotisation à partir du 1^{er} juillet 2026. Il ressort de ces éléments que la réforme récemment adoptée par la Chambre des Députés pourrait entraîner une complexité et une lourdeur administratives accrues pour la CNAP.

Dans ce contexte, Madame la Ministre avait par ailleurs annoncé une augmentation des effectifs au sein de la CNAP afin de répondre à ces nouveaux besoins.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que les dispositions de la réforme des pensions récemment votée par la Chambre des Députés posent des défis

juridiques et administratifs importants pour les agents de la CNAP ?

2) Est-il exact que les effectifs de la CNAP devront être renforcés afin de faire face à ces défis ? Dans l'affirmative, combien de nouveaux agents sont-ils appelés à être recrutés ?

3) Quel est le coût annuel estimé lié à l'engagement de ces agents supplémentaires chargés d'absorber la charge de travail additionnelle ?

Réponse (29/01/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La mise en place informatique et organisationnelle des nouvelles dispositions législatives mises en vigueur par la loi du 19 décembre 2025 avec effet au 1^{er} janvier 2026 représentent un certain défi pour la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP). Il ne s'agit non seulement de transposer les dispositions légales en code informatique ou en instructions à suivre pour les agents de la CNAP en ce qui concerne les nouvelles adaptations, mais il faut en outre continuer à veiller à mettre en place les bons outils et instruments qui garantissent une réduction de la charge de travail incombant à ses agents, une modernisation de l'architecture informatique et une simplification des procédures actuelles, tout aussi bien en interne qu'envers les assurés qui doivent soumettre leurs demandes à la CNAP. Ce processus a déjà été engagé depuis un certain temps et se poursuit tout au long de l'implémentation des processus en relation avec la loi du 19 décembre 2025 précitée.

Des choix éclairés doivent être pris et des priorités stratégiques doivent être définies afin de rapprocher les différentes finalités poursuivies par la CNAP. Il est tout naturel qu'au cours de ces travaux des questions d'opportunité et de clarification par rapport aux moyens informatiques à mettre en route se posent.

ad 2) La CNAP a entamé des efforts dans la modernisation et la simplification, ainsi que la digitalisation des procédures bien avant la large consultation sur l'avenir des pensions. Dans ce cadre, elle a introduit une demande d'augmentation de ses effectifs, suivi d'un argumentaire faisant ressortir tout aussi bien une charge de travail toujours croissante, vu l'évolution passée et future des demandes de pension, que les besoins en matière de digitalisation, de modernisation et de simplification des procédures. La Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a avisé positivement cette demande et soumis un projet de règlement grand-ducal afférent au Conseil de Gouvernement que celui-ci a approuvé le 29 septembre 2025.

Le règlement grand-ducal du 17 décembre 2025 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 24 août 2016 concernant le statut du personnel de la Caisse nationale d'assurance pension prévoit ainsi une augmentation de 69 personnes de l'effectif total de la CNAP.

ad 3) Les documents relatifs au projet de règlement grand-ducal, y inclus une fiche financière, sont disponibles sous <https://legilux.public.lu/eli/dl/pr/2025/297>.

.....

Propagation de la moule quagga | Question 3432 (12/01/2026) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

An Zäite vu Klimawandel ginn invasiv Aarten ëmmer méi zu enger weltwäiter Plo, jo zu enger Bedroung fir eis Biodiversitéit. Aus der däitscher Press (ARD an DLF) si mer rezent gewuer ginn, datt sech um Genfer Séi, awer och um „Bodensee“, um „Chiemsee“ a souguer am noe Sauerland (Rhur/

Nordrhein-Westfalen) déi sougenannt „Quagga-Muschel“ ausbreet. Si verdrängt net nëmmen aner Aarten an entzitt dem Waasser wichteg Nährstoffer, ma si verstoppt och Drénkwaasserleitungen a setzt sech op Metaller fest.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Ass d'„Quagga-Muschel“ nieft der Musel rezent och an anere Gewässer nogewise ginn? Falls jo, wou gouf se nogewisen a wat fir Erkenntnisser konnte gesammelt ginn?

2. Ginn nieft der Musel och eis Bannegewässer, virun allem de Stauséi, de Séi zu Wäiswampech an d'Baggerweieren zu Rëmerschen an deem Sënn iwwerwaacht, fir mat Zäit reagéieren ze kënnen an eng explosiounsarteg Expansioun ze vermeiden?

3. Wéi ginn d'Fëscher, d'Daucher an aner Benotzer vun eise Gewässer sensibiliséiert fir ze hëllefen, datt dës Muschel sech net och nach hei am Land weider ausbreet?

Réponse (11/02/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Waasserverwaltung féiert aktuell kee systematesch, landeswäit Erhiewen iwwert d'Verbredung vun der Quagga-Muschel (Dreissena rostriformis bugensis) an de Lëtzebuurger Gewässer duerch.

Am Kader vun der regulärer Gewässeriuwwerwaachung konnt d'Quagga-Muschel bis elo net an anere Gewässer ewéi der Musel nogewise ginn. Et ass allerdéngs wichteg ze ënnersträichen, dass dës Iwwerwaachung virun allem der Bewäertung vum ökologeschen Zoustand vun de Gewässer déngt an net engem geziilt Suivi vun einzelnen Aarten. Entsprechend leien der Waasserverwaltung aktuell keng weider Donnéeën zu der Verbreedung vun dëser invasiver Aart vir.

Och beim Projet vun der ASBL natur&ëmwelt, fir d'Virkomme vun eenheemeschen an net eenheemesche Muschele per eDNA (Ëmwelt-DNA) nozeweisen, konnt d'Quagga-Muschel just an der Musel nogewise ginn. eDNA kann als Method zur Fréierkennung benotzt ginn.

ad 2. Et gëtt op d'Äntwert zur viregter Fro verweisen.

ad 3. Et gëtt aktuell keng spezifesch Sensibiliséierungsarbecht zu der Quagga-Muschel vun de Verwaltungen duerchgefouert. Aktivitéiten am Beräich vum Suivi, der Präventioun an der Sensibilisierung bezéie sech op déi ënnerschiddlechst invasiv exotesch Aarten, déi hei zu Lëtzebuerg virkommen.

Generell ass de Präventiounsprinzip „Clean, Drain and Dry“ fir d'Material, wat a Gewässer benotzt gëtt ze recommandéieren, fir de Risiko vun der Verbreedung ze miniméieren.

.....

Effondrement d'un bâtiment classé à Enscherange | Question 3433 (12/01/2026) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Dan Hardy** (ADR)

Zu Äischer (Enscheringen) an der Gemeng Kiischpelt ass Ufank November 2025 en zentralen Deel vun engem ronn 300 Joer ale Bauerenhaff agestierzt, obwuel d'Gebai säit 2024 national a schonns säit 2022 kommunal ënner Denkmalschutz steet. De betraffenen Haff gëllt als kulturhistoresch besonnesch wäertvoll, ass säit dem 18. Joerhonnert dokumentéiert a gouf an engem Avis vun der „Kommission pour le patrimoine culturel“ (COPAC) ausdrécklech als erhaltenswäert agestuift. Dësen Avis hat schonns am September 2023 dréngend Sécherungs- an Erhaltungsmoosname gefuerdert. Trotzdeem koum

et zu kenge wirksamen Interventiounen, soudass e weesentlechen Deel vun dësem wichtege Zeie vun eisem Patrimoine mëttlerweil irreparabel verluer ass.

De Fall werft grondleeënd Froen zur Wirksamkeet vum Denkmalschutz, zur Roll vun den zoustännegen Verwaltungen a Servicer wéi och zu de juristesche Barrière fir den Denkmalschutz op.

Virun dësem Hannergrond géife mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung den irreparable Verloscht vun engem national klasséierte Gebai?
2. Säit wéini war dem Kulturministère bzw. dem INPA de schlechte baulechen Zoustand vum Bauerenhaff zu Äischer bekannt?
3. Wéi eng konkret Moosname goufe säit dem alarméierenden Avis vun der COPAC vum 27. September 2023 geholl?
4. Firwat goufen déi am Avis ausdrécklech gefuerdert Erhaltungsmoosnamen net ëmgesat?
5. Gouf gepréift, ob eng „exécution par substitution“ duerch de Staat juristesch méiglech gewiescht wier?
6. Goufe Moosnamen ergraff, fir de Propriétaire zur Erfëllung vu senger Flichten ze beweegen? Wa jo, wéi eng?
7. Firwat gouf keng geriichtlech Entscheedung ugefrot, obwuel den INPA d'Situatioun als Noutsituatioun agestuft hat?
8. Hält d'Regierung déi aktuell geriichtlech Prozedure fir géeeigent, fir bei akutem Verfall vu geschützten Gebaier séier genuch ze handeln?
9. Wéi eng Moosname si virgesinn, fir déi nach bestoend Dealer vum Gebai ze sécheren? Gëtt eng Rekonstruktioun vum agestierzten Deel a Betruecht gezunn?
10. Plangt d'Regierung, d'Denkmalschutzgesetz ze modifizéieren, fir ee méi séier Agraife bei negléiertem Privatbesetz ze erméiglechen? Sinn zousätzlech finanziell oder personell Mëttele fir den INPA virgesinn?
11. Wéi vill vergläichbar Fäll vun national geschützten, awer akut gefäerdete Gebaier sinn dem Kulturministère aktuell bekannt?

Réponse (06/02/2026) de **M. Eric Thill**, Ministere de la Culture

- ad 1. Et ass ze bedauern, dass een Deel vun enger historescher Scheier agefall ass. E Rescht vun der Scheier an d'Bauerenhaus selwer sinn net verluer a wäerten erhalte bleiwen.
- ad 2. Am Laf vum Joer 2024 gouf et dem Institut national pour le patrimoine architectural – INPA an dem Kulturministère bewosst, dass den Zoustand vun de Gebaier net gutt war.
- ad 3. D'Prozedur fir e Klassement gouf mam Avis vun der COPAC weidergedriwwen an d'Gericht gouf saiséiert.
- ad 4. Déi uewe genannte Prozeduren an Aktiounen goufen ageleet, fir Erhaltungsmoosnamen kënnen ëmzesetzen, déi den INPA geplangt huet.
- ad 5. Eng „exécution par substitution“ gouf beim Gericht ugefrot.
- ad 6. De Propriétaire gouf e puermol ugeschriwwen a somméiert.
- ad 7. Eng geriichtlech Prozedur gouf ageleet an d'Urteil ass am Januar 2026 gesprach ginn.
- ad 8. Déi aktuell Prozedur, déi am Denkmalschutzgesetz festgehalen ass, ka séier ofgewéckelt ginn.

ad 9. D'Reschter vun der Scheier ginn elo gesécher a stabiliséiert. Eng Rekonstruktioun ass spéider méiglech an néideg. Am Wunnhaus gëtt gekuckt, wat ze sécheren ass an all Moosname gi vum INPA an d'Weeër geleet, fir e weidere Verfall ze verhënneren.

ad 10. Wéi gesot si scho séier Prozedure virgesinn.

Den INPA gëtt weider finanziell a personell opgestockt. Elo am Januar sinn 3 nei Posten opgaangen.

ad 11. Bei engem weidere geschützten Gebai ass d'Gericht befaasst a mer waarden op en definitiiv Urteil, fir kënnen anzegräifen. En anert wäertvollt mee bedrot Haus gëtt grad klasséiert, fir juristesche Schrëtter kënnen anzeleeden.

.....

Langues utilisées dans les cartes de vœux officielles de l'État | Question **3434** (12/01/2026) de **M. Tom Weidig** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Eis ass opgefall, dass verschidden Neijoerschkaarten, déi mir rezent vun diverse staatleche Verwaltungen oder Servicer kruten, ausschiisslech a franséischer Sprooch verfaasst waren, während anerer an allen dräi Verwaltungssproochen vum Land verfaasst waren.

Virun deem Hannergrond erlabe mir eis, der Regierung follgend Froen ze stellen:

1. Gëtt et innerhalb vun de staatleche Verwaltungen a Servicer eng allgemeng Direktiv oder Recommandatioun am Hibleck op d'sproochlech Gestaltung vun offizielle Gléckwësch- oder Festschlagskaarten? Wann nee, aus wéi enge Grënn gouf bis elo op esou eng iwwergräifend Reegelung verzicht?
2. Deelt d'Regierung d'Iwwerleeung, dass méisproocheg verfaassten offiziell Gléckwësch- oder Festschlagskaarten – besonnesch ënner Abezéeie vun der Lëtzebuergescher Sprooch – zur allgemenger Wäertschätzung vun eiser Nationalsprooch bäidroen kënnen?
3. Plangt d'Regierung, an Zukunft eng Direktiv oder Recommandatioun auszuschaffen, déi virgesäit, dass offiziell Gléckwësch- oder Festschlagskaarte vu staatleche Verwaltungen oder Servicer systematesch an allen dräi Verwaltungssproochen verfaasst ginn?

Réponse (06/02/2026) de **M. Eric Thill**, Ministere de la Culture

- ad 1. Et gëtt keng allgemeng Direktiv oder Recommandatioun am Hibleck op d'sproochlech Gestaltung vun offizielle Gléckwësch- oder Festschlagskaarten. D'Regierung huet och net wëlles, esou eng Direktiv erauszeginn, well se de perséinleche Charakter vun deene Messagen an d'Kreativitéit vun den Auteuren net wëll agrenzen. D'Promotion de l'image de marque vum Wirtschaftsministère schafft all Joer eng offiziell Kaart aus, wou och d'Lëtzebuergescher Sprooch virkënn. Gläichzäiteg gestalten awer och eng Rei Verwaltungen eege Kaarten, déi dem jeeweilege Kontext vun hire Missioun Rechnung droen.
- ad 2. an 3. De Service information et presse (SIP) gëtt zanter Joren e Guide de rédaction op Franséisch eraus. De SIP an den Zenter fir d'Lëtzebuergescher Sprooch schaffen en engem weideren Deel vun deem Guide de rédaction, dee sech op d'Lëtzebuergescher Sprooch bezitt. Dës Recommandatiounen wäerten de Verwaltungen et méi licht maachen, op Lëtzebuergesch och administrativ a stilistesche korrekt ze kommunizéieren.

.....

Risque de concentration verticale dans le secteur luxembourgeois de la construction | Question **3435** (13/01/2026) de **M. Meris Sehic** (déi gréng)

Si la crise traversée par le secteur de la construction s'est atténuée en 2025, les 89 faillites enregistrées au cours du premier semestre de cette même année, ayant entraîné la perte de 515 emplois, témoignent du caractère toujours préoccupant de la situation. Or, bien qu'affectant l'ensemble des acteurs du secteur, il apparaît que cette crise pèse de manière disproportionnée sur les entreprises spécialisées et les petites et moyennes entreprises.

À cet égard, il peut être constaté que les acteurs disposant simultanément de capacités de construction, d'activités de promotion immobilière et de réserves foncières bénéficient d'avantages structurels significatifs par rapport aux entreprises actives sur un seul segment de la chaîne de valeur. Une telle configuration est susceptible de favoriser un renforcement de la concentration au sein du secteur luxembourgeois de la construction et particulièrement la concentration verticale en contribuant ainsi à la création d'oligopoles portant dommage à la production de logements au Luxembourg.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

- 1) Monsieur le Ministre envisage-t-il de saisir l'Autorité de la concurrence afin d'évaluer si le degré de concentration observé, ou potentiel dans le secteur de la construction a évolué au cours des 10 dernières années et s'il est susceptible d'entraîner des situations d'abus de la position dominante de la part d'acteurs, notamment ceux qui sont actifs sur plusieurs segments de la chaîne de valeur ?
- 2) Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

Réponse (09/02/2026) de **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Claude Meisch**, Ministere du Logement et de l'Aménagement du territoire

L'article 65 de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence habilite en effet le Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme à demander à l'Autorité de concurrence (ci-après « l'Autorité ») de mener une enquête dans un secteur en particulier lorsqu'il existe une présomption que la concurrence peut y être restreinte ou faussée. L'Autorité peut aussi décider, de sa propre initiative, d'ouvrir une telle enquête sectorielle.

Or, on peut constater que le secteur de la construction a déjà fait l'objet ces dernières années d'une attention particulière de la part de l'Autorité. Deux des dernières enquêtes sectorielles qu'elle a réalisées et publiées, respectivement en 2021 et 2023, concernaient, l'une, le secteur de l'immobilier et l'autre, le secteur de la construction et des marchés publics.

Pour ce qui est de l'antitrust, en tout état de cause, et en application de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence, l'Autorité peut ouvrir une procédure de sa propre initiative ou en faisant suite à une plainte qui peut être déposée par toute personne physique ou morale de droit public ou privé. Ainsi, en cas de suspicion, l'Autorité peut analyser toute pratique d'entreprises en position dominante sur un ou plusieurs marchés, au regard de l'article 102 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et/ou de l'article 5 de la loi précitée et déterminer si cette pratique constitue un abus sanctionnable.

En revanche, à l'heure actuelle le Luxembourg ne dispose pas d'un système national de contrôle des concentrations. Concernant d'éventuelles consolidations en cours ou à venir, l'Autorité peut pourtant invoquer l'article 22 du règlement européen relatif aux

concentrations (règlement (CE) n° 139/2004) et demander à la Commission européenne de revoir une concentration, qui n'est pas de dimension communautaire, mais qui affecterait le commerce entre États membres et menacerait d'affecter de manière significative la concurrence sur le territoire national.

À cet égard, l'Autorité a annoncé, à l'occasion de la 7^e journée luxembourgeoise du droit de la concurrence organisée par l'Association luxembourgeoise pour l'étude du droit de la concurrence le 27 novembre 2026, qu'elle lancerait au premier semestre 2026 une vaste campagne de sensibilisation – relative à cette possibilité de renvoi à la Commission européenne – destinée aux entreprises, aux cabinets d'avocats, aux fédérations professionnelles, et à l'ensemble des acteurs impliqués dans les opérations de concentration. L'objectif sera de réduire les éventuelles incertitudes des entreprises en la matière.

Enfin, un nouveau projet de loi révisé relatif au contrôle des concentrations devrait être déposé à la Chambre au cours de cette année. Il fera suite au dépôt du projet de loi n° 8296 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises opéré en août 2023, à l'accord de coalition 2023-2028 et à l'avis du Conseil d'État rendu le 3 juin 2025. Le Luxembourg étant le dernier État de l'Union européenne à ne pas en être doté, l'objectif du projet est d'introduire en droit national des règles permettant à l'Autorité de la concurrence d'exercer un contrôle – avant réalisation – de certains projets d'acquisitions, de fusions ou encore de créations d'entreprises communes ayant un lien suffisant avec le Luxembourg.

Location à courte durée | Question 3436 (12/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Kuerzzeitverlounung vu Wunnengen iwwer Plattformen, wéi zum Beispill Airbnb, hëlt zu Lëtzebuerg zënter Joren zou. „E classesche ‚bail à loyer‘ zitt sech an der Reegel op mindestens ee Joer. Allerdéngs lafen d'Kontrakter tëschent dem Hôte an dem Reesende bei Airbnb am Prinzipp ni iwwert ee Joer. Villméi sinn d'Kontrakter éischter kuerzzeiteg, dat heescht fir maximal ee Mount, meeschtens awer just e puer Deeg.“ (Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0625 vun 2019)

Och wann dëst engersäits gutt ass fir den Tourismus, esou dierf net vergiess ginn, dass Lëtzebuerg nach ëmmer an engem Wunnengskris ass. Et feelt u genuch bezuelbarem Wunnraum fir d'Awunner:innen, wat vill Leit a prekär Situatiounen bréngt. Wunnengen, déi fir d'Kuerzzeitverlounung genotzt ginn, sinn der lokaler Bevëlkerung a potenzielle Locataire net méi zur Verfügung, mee ginn engem kommerzielle Gebrauch zougefouert. Dëst verschäerft den Drock um Locatiounsmaart a kann indirekt zu héijere Loyere bäidroen.

D'Gréisstenerdnung vun der Kuerzzeitverlounung gëtt däitlech, wann ee rezent Zuele vergläicht. Laut engem Artikel am „Tageblatt“ vum 5. November 2024 goufen am Joer 2023 ronn 1.100 Wunnenge fir d'Kuerzzeitverlounung ugebueden, während op der Plattform AtHome ongeféier 1.500 Wunnengen zur classescher Locatioun disponibel waren. Dese Verglach weist, dass d'Kuerzzeitverlounung e groussen Undeel vun disponibelen Wunnraum absorbéiert an esou ee substanzien Impakt op d'Offer u Wunnraum huet, an engem Kontext, an deem d'Wunnengskris sech weider verschäerft.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Mëtzelstand, Tourismus, Finanzen a Wirtschaft des Froe stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Aschätzung, dass eng Kuerzzeitverlounung, déi rechneresch ronn 1.100 Wunnengen aus dem Marché hëlt, am Verglach zu nëmme ronn 1.500 zur Locatioun ugebuedene Wunnengen, e strukturellen Impakt op de Wunnengsmaart huet?

2. Wäert d'Regierung eppes ënnerhuelen, fir dass déi vill Wunnengen an der Kuerzzeitlocatioun an der reguläre Wunnmarché agefouert ginn? Falls jo, wat ass geplangt?

Réponse (29/01/2026) de M. Lex Delles, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Claude Meisch**, Ministere du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Et ass net méiglech aus de genannten Zuelen op d'Envergure vun engem eventuelle strukturellen Impakt op de Wunnengsmaart ze schlëssen. Op der enger Säit ass net bekannt no wéi enger Method déi „rechneresch ronn 1.100 Wunnenge“ geschätzt ginn an op der anerer Säit gëtt de Volume vun Locatiounsmarché massiv ënnerschätzt, wann een nëmmen d'Annoncé vun engem Portal zu engem bestëmten Dag als Referenzwäert notzt an dobäi och nach ignoréiert, dass eng Kuerzzeitverlounung vill méi oft annonciéiert gëtt ewéi eng Wunneng, déi fir eng a priori onbegrenzten Zäit verlount gëtt.

ad 2. D'Reform vun Droit d'établissement huet e klore Kader fir d'Kuerzzeitlocatioun geschaf, an notament festgeluecht, dass d'Verloune vun enger Wunneng u Kuerzzeitgäschter ab enger gewësser Schwell (90 Deeg pro Joer) als professionell Exploitatioun vun engem Hebergementsbetriebe ugesi gëtt. De Propriétaire vun dem Logement muss an deem Fall e Changeement vun der Affektatioun vu sengem Gebai bei senger Gemeng ufroen. Falls d'Gemeng hiren Accord net gëtt, kann déi entsprecheend kommerziell Aktivitéit net ausgefouert ginn. Am Fall wou de Propriétaire trotzdeem d'Wunneng verloune wëllt, kann hien si entweeder manner ewéi 90 Deeg pro Joer an d'Kuerzzeitlocatioun ginn oder si um reguläre Wunnmarché ubidden.

Absence de version en langue luxembourgeoise dans les publications du Centre des monuments du Grand-Duché de Luxembourg | Question 3437 (12/01/2026) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Viru Kuerzeng huet de Centre des monuments du Grand-Duché de Luxembourg (deem dem Kulturministère ënnerstellt ass) en Informatiounsflyer iwwer d'Buerg zu Fiels publizéiert („Larochette Castle“) bzw. aktualiséiert („Edition 2025“). Dese Flyer ass an dräi Sproochen verfaasst, nämlech op Englesch, Däitsch a Franséisch. Eng Iwwersetzung a lëtzebuergescher Sprooch feelt. D'Buerg zu Fiels ass Deel vun historresche Patrimoine vun eisem Land. Staatlech Kulturinstitutionen hunn net nëmmen den Optrag, dëst Ierwen ze erhalen an der Effentlechkeet zougänglech ze maachen, mee och, zur Fërdierung a Visibilitéit vun der Lëtzebuergescher Sprooch bäizidroen. Lëtzebuergesch ass nom Gesetz vum 24. Februar 1984 d'Nationalsprooch vum Land an huet an där Funktioun eng erausgehuewe Stellung am kulturelle Selbstverständnis vum Land. Virun deem Hannergrond werft de Verzicht op eng lëtzebuergesch Versioun vun engem offizielle Flyer zu engem Pilier vun eisem Patrimoine Froen am Hibleck op déi sproochepolitesch Kohärenz vun der Regierung op.

An deem Zesammenhang hunn ech follgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Aus wéi enge konkrete Grënn gouf bei der genannter Publikatioun op eng Versioun a Lëtzebuergescher Sprooch verzicht?

2. Wéi eng sproochlech Direktiven oder intern Recommendationen bestinn aktuell fir Publikatiounen vum Centre des monuments du Grand-Duché de Luxembourg wéi och vun aneren dem Kulturministère ënnerstellten Institutionen?

3. Plangt den Här Minister, an Zukunft drop hinzuwierken, dass d'Nationalsprooch vum Land systematesch a Publikatiounen vu staatlechen Kulturinstitutionen berécksiichtegt gëtt, besonnesch bei der Vermëttlung vum nationale Kulturierwen?

Réponse (06/02/2026) de M. Eric Thill, Ministere de la Culture

ad 1. Den Institut national du patrimoine architectural (INPA) huet eng detailléiert historresch Etüd iwwer de Site an der Fiels am Mëttelealter an Optrag ginn. Op Basis vun deem Dossier wäert de CML an der kommende Joren eng nei a qualitativ héichwärtig Mediatoun fir d'Buerg an der Fiels entwëckelen, souwéi och nei gedréckte Supporten, déi an eng nei Charte graphique integréiert wäerte ginn. Dës Aarbechte fänken ufanks 2026 un.

Beim informative Flyer iwwer d'Buerg an der Fiels handelt et sech net ëm eng nei Publikatioun, déi vum Centre des monuments du Grand-Duché de Luxembourg (CML) konzipiéiert gouf, mee ëm en Informatiounsblatt, dat ursprénglech vun den Amis du château de Larochette zesumme mat anere Partneren ausgeschafft ginn ass. Dese Flyer gëtt et schonn zanter e puer Joren an e war vun Ufank un op Däitsch, Franséisch an Englesch disponibel. Am Laf vun der Saison 2025 war de Lagerbestand vun dese Flyere quasi opgebraucht ginn. Fir deem entgéintzewierken, an en vue vun der uewen ugekënnegter zukünfteger Mediatoun, gouf déi pragmatesch Entschëddung geholl, de besteende Flyer an der selwechter Sproochkombinatioun nach eemol ze reproduzieren.

ad 2. an 3. Och wann de provisoresche Flyer net op Lëtzebuergesch virläit, gëtt d'Geschicht vun der Buerg an der Fiels haut schonn op Lëtzebuergesch vermëttelt, ënner anerem iwwer d'Guiden, déi am Kader vun den ORT-Visitten a mat Schouklasseen op Lëtzebuergesch schwätzen. De CML organiséiert zousätzlech spezifesche Aktivitéiten op Lëtzebuergesch (z. B. Ateliers am Kader vun der Initiativ LEADER iwwer d'Traulicht, Opträtter vun Erzielkënschtler op eise Sitten oder d'Organisatioun vu Konschtausstellige mat lëtzebuergesche Kënschtler) a probéiert, d'Lëtzebuergescher Sprooch och an de sozialen Netzwerke an a weidere Formen der Kommunikatioun anzubannen. Op des Aart a Weis gëtt eis Sprooch dann alt nees méi visibel.

De Kommissär fir d'Lëtzebuergescher Sprooch setzt sech konstant dofir an, dass, wann nëmme méiglech, an alle Publikatiounen vu staatlechen oder vum Staat ënnerstëtzte Kulturinstitutionen d'Lëtzebuergescher Sprooch prominent virkënn. Dëst gëllt ganz besonnesch fir d'Presentatioun vun eisem Patrimoine. D'Lëtzebuergescher Sprooch erfëllt dann eng dräifach Roll:

1. De lëtzebuergeschsproocheghe Visiteur kann d'Erklärung op Lëtzebuergesch liesen. Dëst ass och attraktiv fir de Kulturtourismus bannent dem Land.

2. Déi Leit, déi am Gaange si Lëtzebuergesch ze léieren, kënnen déi lëtzebuergesch mat enger anerer Versioun vergläichen an hir Kompetenzen an eiser Sprooch verbessern.

3. Déi Leit, déi d'Lëtzebuergesch net kennen, wéi z. B. d'Touristen, begéinen esou eiser Sprooch.

Diffusion de deepfakes non consensuels à caractère sexuel | Question 3438 (12/01/2026) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

L'agent conversationnel d'intelligence artificielle générative Grok AI, développé à l'initiative de Monsieur Elon Musk, a récemment fait l'objet de vives critiques à la suite de la génération et de la diffusion de deepfakes non consentuels à caractère sexuel. En effet, de nombreux signalements font état de l'utilisation non consentie de photographies de milliers de personnes – parmi lesquelles figurent des personnes publiques, mais aussi des mineurs âgés de moins de 14 ans – dont les images ont été détournées puis diffusées sur le réseau social « X ».

Au regard de la gravité de ces faits et des conséquences particulièrement lourdes pour les victimes, la prise de position publique de Monsieur Elon Musk apparaît préoccupante. En se retranchant derrière le comportement des utilisateurs, tout en excluant un renforcement des mécanismes de sécurité et de modération de Grok AI, ce dernier élude la responsabilité qui incombe aux développeurs et aux plateformes exploitant de tels outils. En l'absence de mesures plus strictes prises par les développeurs, une action concertée des pouvoirs publics devient d'autant plus indispensable.

À titre d'exemple, le Parquet de Paris a annoncé l'ouverture d'une enquête relative à la prolifération de deepfakes à caractère sexuel sur la plateforme X. Ces faits viendraient compléter un dossier déjà ouvert en matière de cybercriminalité à l'encontre de cette plateforme, qui comporte déjà des cas de faits antisémites et de négation de l'Holocauste. D'autres États européens, tels que la Belgique, l'Irlande et le Royaume-Uni, ont également engagé des investigations similaires.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation :

1) Madame la Ministre peut-elle indiquer si des signalements ont été portés à la connaissance des autorités luxembourgeoises concernant l'utilisation non consentie de photographies personnelles à des fins sexuelles ou explicites par l'agent conversationnel Grok AI ?

– Dans l'affirmative, ces signalements concernent-ils également des images détournées de mineurs d'âge ?

– Dans l'affirmative, des procédures d'enquête ont-elles été lancées ?

2) Madame la Ministre estime-t-elle que des adaptations législatives doivent être effectuées afin de contrecarrer ces pratiques ?

3) À la suite de la diffusion de deepfakes non consentuels à caractère sexuel sur la plateforme X, le Premier ministre britannique, Monsieur Keir Starmer, a évoqué la possibilité d'une suspension temporaire de cette plateforme. Madame la Ministre peut-elle indiquer si des réflexions similaires sont actuellement menées au Luxembourg ?

Réponse (11/02/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité, Ministre de la Justice | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Gouvernement condamne la diffusion sur la plateforme X de deepfakes non consentuels à caractère sexuel générés par l'agent conversationnel Grok AI. La publication non sollicitée et non consentuelle de photos à caractère sexuel est inacceptable en toutes circonstances et illégale sur la base de la législation européenne et nationale existante, qu'il s'agisse d'activités en ligne ou hors ligne.

Jusqu'alors, il n'y a pas de signalements qui ont été portés à la connaissance des autorités luxembourgeoises concernant l'utilisation non consentie de

photographies personnelles à des fins sexuelles ou explicites par l'agent conversationnel Grok AI.

L'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audio-visuel (ALIA), désignée comme autorité de surveillance du marché pour la surveillance du respect des dispositions pertinentes de l'article 50 du règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle n'a reçu aucun signalement officiel portant sur les faits relatés. Des éléments ont bien été portés à la connaissance de l'ALIA concernant de potentielles utilisations pornographiques de deepfakes, notamment impliquant des mineurs, mais sans qu'il ne soit possible d'établir que ces contenus auraient été générés par ou diffusés via l'outil IA de Grok AI en particulier.

La Commission nationale pour la protection des données, autorité en charge de la protection de données à caractère personnel, a indiqué qu'aucun signalement concernant l'utilisation non consentie de photographies personnelles à des fins sexuelles ou explicites par l'agent conversationnel Grok AI n'a été porté à sa connaissance à ce jour.

Les autorités judiciaires ont recensé trois affaires susceptibles de relever de la catégorie des deepfakes. Deux de ces trois affaires concernent des mineurs. Toutefois, il ne peut être confirmé que les images ont été générées à l'aide de Grok AI.

ad 2) Le Gouvernement prend très au sérieux la problématique du détournement de l'intelligence artificielle à des fins de création de deepfakes à caractère sexuel.

Actuellement, en fonction des circonstances factuelles concrètes, les faits sont susceptibles de recevoir les qualifications pénales suivantes :

– Article 5 de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée qui réprime le fait de publier ou faire publier un montage réalisé avec les paroles ou les images d'une personne sans le consentement de celle-ci, s'il n'apparaît pas à l'évidence qu'il s'agit d'un montage ou s'il n'en est pas expressément fait mention ;

– Harcèlement obsessionnel prévu par l'article 442-2 du Code pénal si l'image a été diffusée via Internet²². Le harcèlement obsessionnel est défini comme le fait de harceler de manière répétée une personne alors que l'auteur savait ou aurait dû savoir que ce comportement affecterait gravement la tranquillité de la victime. Cette infraction peut notamment être constituée par la diffusion répétée d'images ou de contenus via Internet ;

– Articles 383, 383bis et 383ter du Code pénal, si des mineurs sont concernés. L'article 383 du Code pénal réprime le fait soit de fabriquer, de transporter, de diffuser un message à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine, soit d'en faire commerce lorsque ce message est susceptible d'être vu ou perçu par un mineur. La peine est aggravée, en application de l'article 383bis, lorsque le message implique ou présente des mineurs ou une personne particulièrement vulnérable, notamment en raison de sa situation administrative illégale ou précaire, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale. Finalement, l'article 383ter réprime notamment le fait, en vue de sa diffusion, de fixer, d'enregistrer ou de transmettre l'image ou la représentation d'un mineur lorsque cette image ou cette représentation présente un caractère pornographique ainsi que le fait d'offrir, de rendre disponible ou de diffuser une telle image ou représentation, de l'importer ou de l'exporter, de la faire importer ou de la faire exporter.

²² Cass. Belgique 29 octobre 2013

Cependant, afin de poursuivre et de réprimer plus efficacement divers comportements se déroulant dans la sphère numérique, notamment le partage non consenti de matériel intime, y compris lorsque ce matériel a été produit ou modifié au moyen d'une intelligence artificielle, un avant-projet de loi est en cours de finalisation au sein du Ministère de la Justice.

ad 3) Pour les États membres de l'Union européenne comme le Luxembourg, la supervision des « très grandes plateformes » relève de la Commission européenne, en coopération avec les autorités nationales.

Depuis l'adoption de la directive « e-commerce »²³ en 2000, toutes les plateformes en ligne sont obligées de supprimer tout contenu illégal dès qu'elles en prennent connaissance. Afin de rendre plus efficace la lutte contre ce type de contenus illégaux ou préjudiciables en ligne, le règlement « Digital Services Act » (DSA)²⁴, entré en vigueur le 17 février 2024, vise à renforcer la responsabilité des plateformes et à établir des procédures claires en ce qui concerne la suppression de contenus illégaux.

Le DSA introduit également des règles plus strictes pour ce qui est des « très grandes plateformes en ligne », c'est-à-dire les plateformes comptant plus de 45 millions d'utilisateurs actifs dans l'UE et qui jouent un rôle systémique sur le marché – une liste établie par la Commission européenne et qui compte actuellement 25 plateformes, dont X. Ces très grandes plateformes doivent mettre en place des mécanismes permettant aux utilisateurs de signaler tout contenu illicite publié sur leur interface (par exemple, des contenus pornographiques illicites) et évaluer les risques du contenu, notamment ceux liés à la protection des mineurs et aux violences sexistes.

Le fournisseur d'une très grande plateforme peut mettre en œuvre plusieurs mesures prévues par le DSA pour atténuer les risques, comme par exemple l'adaptation des processus de modération des contenus. Il peut aussi prévoir des mesures de prévention et de protection contre les usages abusifs, telles que la suspension temporaire des comptes d'utilisateurs ayant diffusé de manière répétée des contenus illicites, après un avertissement préalable.

L'intégration étroite de l'agent conversationnel Grok AI dans X, impose à ce dernier des obligations de transparence et d'audit pour évaluer son rôle dans la production de contenus préjudiciables.

Sous le DSA, la supervision des « très grandes plateformes » relève de la Commission européenne, en coopération avec les autorités nationales, notamment les « coordinateurs nationaux des services numériques ». Dans le cas de X, établie en Irlande, les autorités irlandaises sont ainsi le point de contact pour la Commission européenne et pour les autorités des autres États membres. En cas de manquement, la Commission européenne peut imposer des sanctions à la plateforme, comme des amendes pouvant atteindre jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires mondial annuel ou une suspension temporaire de ses services.

Dans le cadre de la diffusion sur X de contenus générés par Grok, la Commission a demandé à X en janvier 2026 de mettre fin à ces pratiques et à conserver l'ensemble des enregistrements internes liés à Grok, y compris les documents internes, jusqu'à la fin de 2026. La Commission a également indiqué qu'elle

²³ Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur.

²⁴ Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE.

adoptera les sanctions nécessaires si X ne se met pas en conformité avec la législation européenne. La Commission a par ailleurs annoncé le 26 janvier 2026 l'ouverture d'une enquête visant Grok et les systèmes de recommandation de X.

Le coordinateur irlandais a également ouvert une enquête pour vérifier la conformité du mécanisme mis en place pour les recours contre les décisions de modération de contenus prises par X.

Au Luxembourg, l'Autorité de la concurrence a été désignée coordinateur pour les services numériques par la loi du 4 avril 2025 mettant en œuvre le DSA. Bien que l'Autorité de la concurrence ne soit pas le coordinateur compétent vis-à-vis de X, elle peut transmettre à la Commission européenne et au coordinateur irlandais des plaintes qu'elle recevrait ou des indices de dissémination de contenus illicites dont elle aurait connaissance.

Le Gouvernement soutient une application rigoureuse des règles du DSA ainsi que les efforts déployés par la Commission européenne pour parvenir rapidement à une solution satisfaisante et prendre les mesures nécessaires si X ne se met pas en conformité. Le Gouvernement soutient en particulier toutes les initiatives au niveau européen qui visent à renforcer la protection des mineurs.

.....

Pratique des immatriculations propres de véhicules par les concessionnaires et impact sur les statistiques au Luxembourg | Question 3439 (12/01/2026) de M. Michel Lemaire (ADR)

Am Artikel „Was der neue Kurs beim Verbrennerverbot für Kunden und Autofirmen bedeutet“, deen den 12. Januar am „Lëtzebuurger Wort“ publizéiert gouf, gëtt drop verwisen, datt esouwuel d'Hierstellerfirmen vum Autoen, esouwéi och Händler, besonnesch Elektroautoen dacks op sech selwer umellen, an domat d'Statistike verzerren. Op Däitsch schwätzt ee vu sougenannten „Eigenzulassungen“. Esou wéi och an der internationaler Press ze liese war, entscheeden sech déi verantwortlech Acteuren dacks fir dee Wee, fir entspreichend EU-Ëmweltvorgabe rechneresch kënnen ze erfëllen. Dacks ginn d'Autoen duerno als Occasioun verkaf. Zu Lëtzebuerg hu mir zwar keng eegen Hiersteller, mee trotzdem eng Rei Händler vun deenen ënnerschiddleche Marken.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Ass dee Phenomeen, datt d'Händler Autoen op sech selwer umellen, och hei am Land bekannt? Falls jo, kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi d'Zuele vun de Gesamtzouloossunge vun 2015 bis 2025 no der Aart vum Motor, no der Mark souwéi privater, betriblicher an ëffentlecher Umeldung regruppéiert, a fir déi betriblech Zouloossungen allkéiers d'Zuel vun den Umeldungen op d'Händler preziséieren?

2. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi weist, wéi vill Occasionen, déi virdrun als „Eigenzulassung“ ugemellt waren, vun 2015 bis 2025 zu Lëtzebuerg verkaf goufen, an dës no der Aart vum Motor souwéi der Mark regruppéieren?

Réponse (06/02/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert „d'Eigenzulassung“ vun de Gefierer.

ad 1. D'Phenomeen, datt Gefierer kuerzfristeg op den Numm vun engem Händler ugemellt ginn, éier se weiderverkaaft oder nei ugemellt ginn, gëtt et

scho laang zu Lëtzebuerg a betrëfft och net speziellesch Elektroautoen. Dëst kann aus ënnerschiddleche Grënn geschéien, notamment am Kader vu Virféierungsgescheier, fir eng eegestänneg Nutzung duerch d'Entreprise selwer oder aus organisatoreschen a kommerzielle Grënn.

Et ass awer festzehalen, datt d'national Datebank fir d'Umeldung vun de Gefierer net virgesäit, datt eng Umeldung no hirem Zweck qualifizéiert gëtt. Persounen a Gesellschafte si fräi, hir Gefierer op hiren eegenen Numm umellen ze loosse, ouni dofir eng Justifikatioun mussen ofzeginn. D'national Datebank mécht weeder Ënnerscheeder no der Nutzung vum Gefier (privat, betriblech oder ëffentlech), nach no der berufflecher Aktivitéit vu physischen a juristesche Persounen. Autosconcessionnairen oder sougenannt Händler sinn dofir nëmme iwwer hir national Matricule als physisch oder juristesche Persounen identifizéiert, ouni datt hir Funktioun oder Aktivitéit am Regëster ausgewisen ass.

Aus dese Grënn ass et net méiglech, Zuelen iwwer d'Unzuel vun den Händler oder iwwer d'Zuel vun de Gefierer, déi op hiren Numm ugemellt sinn, ze liwweren, nach dës Donnéeën no der Aart vun der Nutzung vum Gefier (privat, betriblech oder ëffentlech) ze ventiléieren. Nëmme ëffentlech Persounen kënnen an der nationaler Datebank als solch identifizéiert ginn, op Basis vun hirer nationaler Matricule.

ad 2. Well d'national Datebank keng Kennzeechnung als „Eigenzulassung“ virgesäit, sinn déi gefroten Zuelen net verfügbar.

.....

Organisation multisites de l'École internationale Gaston Thorn et ses impacts pédagogiques et logistiques | Question 3440 (12/01/2026) de M. Fred Keup (ADR)

D'École internationale Gaston Thorn (EIGT) operéiert aktuell iwwer puer Sitten: Zéisseng (Fondamental) a Märel (Secondaire), zousätzlech goufen zwee nei Sitten opgemaach bzw. si geplangt: Kierchbiere (Fondamental) a Walfer (Secondaire), fir der grousser Nofro gerecht ze ginn. Dës raimlech Opdeelung bedeit faktesch, datt d'Schoul op véier Plaze verdeelt ass, wat logistesche Eerausforderunge fir Organisatioun, Transport a Schoulgemeinschaft mat sech bréngt, z. B. ënnerschiddlech laang Weeër fir Schüler an Elteren, getrennt Strukturen fir Unterrechts- a Verwaltungsprozesser asw.

Virun deem Hannergrond hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi beurteelt den Här Minister d'Effizienz a pedagogesch Qualitéit vun der Schoulorganisatioun an der EIGT iwwer véier Sitten verdeelt?

2. Wéi eng Transport-, Betreibungs- a Koordinatiouns- moossname ginn assuréiert, fir Nodeeler fir Schüler, Elteren a Léierpersonal ze vermeiden?

3. Awéiwäit goufen d'Standuertentscheedungen (z. B. Kierchbiere a Walfer) duerch infrastrukturell Analysen a Kapazitéitsofsätzungen ënnermauert a validéiert?

4. Wéini ass mam geplangten zentraliséierte Standuert um Lampertsbiere konkret ze rechnen?

5. Wéi bewäert den Här Minister d'Iwwerleeung, datt duerch déi méifach Zerspläiterung vun der Schouloffer an Zukunft déi organisatoresch a pedagogesch Belaaschtungen an d'sozial Trennung an der EIGT nach zouhuele kéinten?

Réponse (17/02/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Weeder déi pedagogesch Effizienz nach d'Organisatioun vun der Schoul ginn an der École internationale Gaston Thorn (EIGT) duerch d'Verdeelung op véier verschidde Standuert beaflusst. Als akkreditéiert europäesch Schoul gëtt d'EIGT reegelméisseg an dese Beräicher kontrolléiert a kann op excellent Resultater an den Audit-Berichter verweisen. Dobäi ass d'Direktioun op alle Standuerte present a fungéiert als Haaptgespréichspartner fir d'Personal, d'Elteren an d'Schüler. D'Tatsaach, datt dës Strukturen méi kleng sinn, kann och vu Virdeel sinn, net nëmme fir d'Schüler, mee och am Sënn vun adaptéierte Gestionsméiglechkeete fir d'Direktioun.

ad 2. Fir all Primärschüler gëtt et e Schoultransport an d'Méiglechkeet, fir eng Aschreiwung am Foyer scolaire ze maachen, woubäi d'Gestioun dovun bei der Stad Lëtzebuerg läit. D'Lycéeschüler profitéieren vum Schoultransport souwéi vum ëffentlechen Transport. Iwwer 30 parascolaire Aktivitéite bidden en ofwiesslungsräiche Programm no der Schoul. Zu Walfer ass déi Offer nach un déi méi geréng Schülerzuel ugepasst a gëtt, nom Modell vum Lycée um Geeseknäppchen, all Joer weider ausgebaut. Eng multikompetent Ekipp këmmert sech ëm den Encadrement vu Schüler mat spezifesch Bedierfnesser op de véier Standuerten. E puer Membere vum Personal hunn zougestëmmt, sech bei Bedarf tëscht de Standuerten ze deplacéieren, wat sech als ganz effikass an nützlich fir d'Schüler an hir Familjen erweist a gläichzäiteg Ressourcë schount. D'Membere vum Léierpersonal gi gefrot, wou se wëllen agesat gi respektiv speziell fir e Standuert agestallt. D'Schoulleedung, déi am Shared Leadership, am Change Management souwéi an agile Management-Konzepter ausgebild gouf, ass duerchaus equipéiert, fir d'Situatioun ze handhaben. Elteren oder Schüler ginn op kengem Standuert vun der EIGT benodeelegt. Eng zolidd Zesummenaarbecht mam EIGT-Elterecomité liwwert e reegelméisseg Feedback vun den Elteren an erméiglecht der Schoulleedung ze reagéieren, falls Upassungen néideg sollte sinn.

ad 3. Um Site Kierchbiere deelen sech d'Schoul an de Foyer scolaire zanter der leschter Rentrée dat bestoend Gebai D. Déi al Container A, B an C ginn duerch nei performant Modulbauten ersat; d'Aarbechte sinn an der leschter Phas. Ab der Rentrée am September 2026 kënnen déi véier Gebaier vun der Schoul a vum Foyer scolaire genotzt ginn. De Site um Kierchbiere ass fir eng Kapazitéit vu ronn 400 Schüler ausgeluecht.

Um Site eduPôle zu Walfer goufe geziilt Infrastrukturemoossnamen ëmgessat: d'Gebai 6 gouf duerch Émbauarbeiten esou adaptéiert, datt d'Schüler schon ab der Rentrée 2025 opgeholl konnte ginn.

Fir d'Gebai 9 si gréisser Aarbechten an der Planung, mat enger méiglecher Mise en service fir d'Rentrée 2027. Aktuell sinn zu Walfer 45 Schüler, op Dauer sinn eng 350 Schüler virgesinn.

ad 4. De geplangte Standuert um Lampertsbiere ass u verschidde Contrainté gebonnen. D'Relocalisatioun vun der EIGT kann eréischt nom Plënnere vun der International School Michel Lucius op de Kierchbiere an dem Lycée technique du Centre op Gaasperech geschéien, dëst nodeems gréisser Renovatiounsarbeiten un de bestoende Gebaier ofgeschloss sinn. Dowéinst kann zu deemem Zäitpunkt nach keen definitive Planning genannt ginn.

ad 5. De Begrëff „Zerspläiterung“ suggeréiert eppes, dat gebrach oder onkomplett ass. Déi véier Standuerten vun der EIGT stellen als eenzel Annexen de genaue Géigendeel duer. Aus der wichtegster Perspektiv, där vun de Schüler, ass all Standuert eng voll funktionéierend Schoul, an där se kënnen léieren,



wuessen an opléien. D'Direktioun steet a reegelméissegem Austausch mat de Servicer vum Ministère a rapportéiert keng pedagogesch Belaaschtung a keen Unzeeche vu sozialer Trennung. Am Géigendeel, lokal Optioune op méi Plazen erlichteren den Alldag fir vill Familjen a gi vun der Éffentlechkeet gutt opgeholl, wéi d'Aschreiwungszuelen et ëmmer erëm beweisen.

Agressions au couteau et mesures de sécurité publique au Luxembourg | Question 3441 (12/01/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Nuecht vum 10. op den 11. Januar 2026 koum et zu Rodange an zu Rémeleng zu zwee schwéieren Tëscheffäll, bei deenen zwou Persounen mat Messere blesséiert goufen. D'Police huet an deenen zwee Fäll misse reagéieren an huet zwee Verdächteger festgeholl. Béid Tëscheffäll hunn sech laut Meedieberichter a Caféen ofgespillt, an déi Blesséiert hu missen hospitaliséiert ginn.

Dës Virfäll reien sech an eng scheinbar Zounam vun Aggressiounen mat Waffen an, déi an de leschte Méint zu Lëtzebuerg festgestallt goufen. Dëst werft Froen op iwwert d'Sécherheet an eise Gemengen an iwwert d'Moosnamen, déi d'Regierung plangt, fir d'Gewalt am éffentleche Raum anzudämmen, besonnesch am Kontext vun Aggressiounen mat Stéchwaffen.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Aggressiounen mat Messeren oder anere Stéchwaffe goufen an de leschten 12 Méint zu Lëtzebuerg registréiert, a wéi verdeelen dës sech op déi verschidde Gemengen?
2. Wéi eng konkret Moosname plangt d'Regierung, fir d'Zuel vun Aggressiounen mat Stéchwaffen ze reduzéieren?
3. Gëtt et Pläng, fir d'Gesetzgebung am Beräich vum Besëtzen an dem Droen vu Messeren oder anere Stéchwaffen ze verschäerfen?
4. Wéi eng preventiv Moosname ginn aktuell ëmgesat, fir d'Gewaltbereitschaft an eise Gemengen ze reduzéieren, a wéi ginn dës evaluéiert?
5. Wéi eng speziell Formatiounen erhält d'Police, fir mat Situatiounen ëmzegoen, wou Stéchwaffe benotzt ginn, a gëtt et Pläng, fir dës Formatiounen weider auszubauen?

Réponse (12/02/2026) de M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministere de la Justice

ad 1. Leider sinn an de leschten zwou Wochen zwou weider tragesch Attacke mat Messere geschitt. Déi presuméiert Täter konnten a béide Fäll vun der Police schnell festgeholl ginn.

Am Abrëll presentéiert d'Police Kriminalitätsstatistiken a gëtt ausféierlech Erklärungen zu den Tendenzen, déi iwwer dat lescht Joer festgestallt goufen. D'Regierung waart awer net op Zuelen, fir aktiv ze ginn, mee déi kompetent Ministere an d'Police schaffe konstant zesummen drun, d'Sécherheet vun alle Bierger am Land ze verbesseren.

An deem Fall ass eng automatiséiert Recherche an den Datebanke vun der Police, déi sech spezifesch op Aggressiounen mat Messeren oder anere Stéchwaffe bezitt respektiv eng Differenzéierung no der benotzter Waff mécht, net méiglech.

An de polizeilechen Datebanke ginn d'Kategorien „Déifstall“ an „Déifstallversich mat Gewalt a Waffen op éffentlecher Strooss“ gefouert. Dëst entsprécht de

Kategorien aus dem Code pénal. Ënnert déi Kategorie falen och d'Fäll, bei deene Stéchwaffe respektiv Messere benotzt goufen.

Fir d'Joer 2025 goufen an deem Kontext national 92 Fäll am Zesummenhang mat Déifstall mat Gewalt registréiert, dovun 80 Fäll als Fait accompli an 12 Fäll als Versuch. Dës Zuele sinn nach net definitiv a kënnen nach variéieren, bis déi polizeilech Prozeduren ofgeschloss sinn. Déi definitiv Statistike ginn am Rapport d'activité vun der Police publizéiert, deen am Abrëll erauskënnt.

De folgenden Tableau[†] ass den „Top 5“ fir 2025 vun de Gemengen zu Déifstall a versichten Déifstall mat Gewalt am Allgemengen a Waffen op éffentlecher Strooss, net just bezunn op Waffe strictu sensu, mee op alles, wat als Waff ka consideréiert ginn (z. B. Tournevis etc.):

ad 2. Zënter hirem Untrëtt ass dës Regierung amgang, an dräi Schlësselberäicher ze schaffen, déi faméis 3 Piliere: genuch Personal, modernt Material an adequat Infrastrukturen. Dëst sinn Elementer, déi essenziell sinn, fir dass d'Police hir Aarbecht gutt maache kann. An deem Sënn gëtt och de massive Rekrutement weidergefuert.

Duerch d'Schafung vun der „Unité de police locale“ kann eng verstärkt Policepräsenz am éffentleche Raum garantéiert ginn, souwéi méi Proximitéit tëscht de Policebeamten an der Populatioun.

D'Regierung huet och divers Gesetzesprojeten op de Wee bruecht, déi der Police solle méi legal Moyene ginn, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze verbesseren, wéi zum Beispill eng Vereinfachung vun der Prozedur vun de Videokameraen.

ad 3. D'Waffegesetz vum 2. Februar 2022 gesäit eng ganz Rëtsch vu verschiddene Reegelungen vir, ënnert déi Messeren, Juegdmesseren, aner Schneid- a Stéchwaffen, wéi och Schwärter oder änlech Waffen, an och Sprangmesser, Klappmesser etc. falen. D'Regierung huet, Stand haut, keng Informatiounen, dass déi ernimmten Zwëscheffäll oder Aggressiounen hätte kënnen verhënnert ginn, wann d'Waffegesetz aner, zousätzlech oder méi streng Reegele géif virgesinn. Dofir ass och kee Bedarf identifizéiert ginn, fir déi Reegelungen am Waffegesetz ze änneren.

ad 4. D'Police setzt eng Rei vu preventive Moosnamen ëm, déi sech op eng verstärkt a sichtbar Präsenz am éffentleche Raum, geziilt Kontrollaktiounen an eng preventiv Iwwerwaachung konzentréieren. Dës Policepresenz gëtt zousätzlech duerch d'Police locale mat reegelméisseg Patroulle verstärkt an asuréiert, souwuel zu Fouss wéi och mobil.

Zousätzlech ginn an de Lokaler Kontrollen duerchgefuert, wéi d'Iwwerpréiwung vun Anhale vun de gesetzleche Fermetureszäiten, fir Verstéiss an domat verbonne Konflikt- oder Gewaltpotenzial ze vermeiden.

Weiderhi mécht d'Police Patroullen an den Zich an am Tram, souwéi am Kader vun der Zesummenaarbecht mat auslänneschen Unitéiten.

Eng weider wichteg preventiv Moosnam ass den Asaz vum VisuPol-Videosurveillance-system an ausgewielte Beräicher.

Nieft dese Moosname setzt d'Police och Sensibiliséierungs- a Preventiounsaktiounen ëm, déi sech un d'Allgemengheet richten, fir e sécher a verantwortlech Verhalen am éffentleche Raum an am éffentlechen Transport ze féerden.

D'Evaluatioun vun dese preventive Moosname geschitt op Basis vun der Analys vu Kriminalitätsstatistiken, der Zuel an der Natur vun de

Policeinterventiounen, souwéi vun de Réckmeldunge vun de Gemengen an anere concernéierte Partner. Dës Elementer erlaben d'Moosname reegelméisseg ze iwwerpréieren, unzepassen an dozou geziilt weiderzuentwéckelen.

Natierlech gëtt et och Concertatiounen mat den zoustännege Justizautoritéiten, fir iwwer déi repressiv Moosnamen ze schwätzen opgrond vun den Analyse vu verschiddene Serië vu Strofdoten.

ad 5. Am Kader vun der Grond- a Weiderbildung ginn d'Poliziste systematesch op Situatiounen preparéiert, an deene Stéchwaffen, besonnesch Messeren, zum Asaz kommen. D'Ausbildung ëmfaasst progressiv Trainingsseancen, déi op d'Geféierlechkeet vu sou Attacke sensibiliséieren, an d'Analys vun der Situatioun, d'Asazkommunikatioun, taktesch Prinzippien an de Choix vun appropriéierte Moyene de contrainte behandelen.

Dës Thematik gëtt souwuel an der taktescher Aus- a Fortbildung, an der „Maîtrise de la violence“, an an de Self-Defense-Moduller abordéiert. Ergänz gëtt dëst duerch obligatoresch Éischt-Hëllef- an Noutfallversuergungskoursen, déi d'Beamte befäegen, schwéier Verletzungen ze versuergen, bis d'Rettungsdéngschter iwwerhuelen. Weider gëtt e grouse Schwéierpunkt op Eegesécherung, Fouillen, den Émgang mat saiséierte Stéchwaffen an d'Beweissécherung geluecht.

Zousätzlech gouf mat der Schafung vum Groupe de support opérationnel (GSO) en neie Moyene de contrainte agefuert, nämlech den Taser. Dësen erméiglecht et, liewensgeféierlech Situatiounen, och bei Messerbedrogen, mat engem reduzierte Verletzungsrisiko fir d'Polizisten an déi betrafte Persounen ze kontrolléieren.

D'Formatiounen gi reegelméisseg evaluéiert a weiderentwickelt, fir se un d'operativ Realitéiten unzepassen.

Pratiques de double tarification fondées sur la résidence et protection des consommateurs | Question 3442 (12/01/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

Rezent Meedieberichter an Diskussiounen ëm d'Präisgestaltung a groussen europäesche Kulturinstitutiounen, wéi zum Beispill dem Louvre zu Paräis, hunn d'Thematik vun der differenziierter Präisgestaltung op Basis vun der Residenz oder der Nationalitéit nees an de Mëttelpunkt geréckelt. Dës Praxis, bei där Touristen oder Netresidenten e méi héijen Tariff bezuele mussen wéi d'Lokalbevölkerung, gëtt dacks als „Gronzon“ beschriwwen, déi sech potenziell net nëmmen op Muséien, mee och op aner Déngschtleeschunge wéi d'Horesca ausweite kéint.

D'EU-Déngschtleeschungsrichtlinn (Artikel 20) verbitt am Prinzip Diskriminéierungen op Basis vun der Nationalitéit oder dem Wunnsätz vum Destinatar, ausser et leien objektiv gerechtfäerdigt Grënn vir. Et stellt sech d'Fro, wou d'Grenz tëscht enger legitimer kommerzieller Strategie an enger verbuedener Diskriminéierung verleeft, a wéi de Lëtzebuerger Konsument souwuel am Inland wéi och am europäeschen Ausland geschützt ass.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Ministesch d'Legalitéit vu sougenannten „Duebel-Präis-Systemer“ (Residentë vs. Netresidenten) am Liicht vum europäesche Verbraucherrecht an dem Diskriminéierungsverbuert am Bannemaart?
2. Huet de Ministère Kenntnis vu Fäll zu Lëtzebuerg – sief et am kulturellen, touristeschen oder

Horeca-Secteur – , wou Präisser explizitt op Basis vun der Hierkonft oder der Residenz vum Client differenziéiert ginn?

3. Wéi eng konkret Krittäre gëllen zu Lëtzebuerg als „objektiv Grënn“, déi eng ënnerschiddlech Behandlung vun Clienten op Basis vun hirem Wunnsätz justifizéiere géifen?

4. Wéi eng Handhab huet de lëtzebuergesche Konsumenteschutz, fir Lëtzebuurger Bierger ze ënnerstëtzen, déi am EU-Ausland Affer vun esou engem „dual pricing“ ginn, a wéi gëtt iwwerwaacht, datt dës Praktiken net zu enger schläichender Normalitéit zu Lëtzebuerg ginn?

Réponse (11/02/2026) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. De Code de la consommation verbitt net, dass e Professionelle verschidde Präisser fir verschidde Clients-Segmenter ubitt, esoulaang dës Präisser am Virfeld transparent, verständlech a kloer kommunizéiert ginn.

Allerdéngs ass et richtig, dass den Artikel 20 aus der EU-Direktiv iwwer d'Servicer²⁵ eng Diskriminatioun op Basis vun der Nationalitéit oder dem Wunnsätz verbitt, ausser dës Differenzéierung ass direkt duerch objektiv Krittäre gerechtfäerdigt.

Dëse Prinzip gouf zu Lëtzebuerg am Artikel 14²⁶ vum Gesetz vum 24. Mee 2011 iwwert d'Servicer am Bannemaart ëmgesat.

Dat heescht konkret, dass et net erlaabt ass, vu Bierger oder Residenten aus engem aneren EU-Land méi en héijen Tarif ze verlaangen, wéi vu Residenten oder Lëtzebuurger, well dat eng Diskriminatioun op Grond vun der Nationalitéit oder dem Wunnsätz wier. Eng Differenzéierung däerf just gemaach ginn, wann se objektiv gesinn néideg ass, fir e legitim Zil ze errechen.

ad 2. Dem Ministère sinn aktuell keng konkret Fall bekannt, an deene verschidde Präisser op Basis vun der Nationalitéit oder Residenz gefrot goufen – weder am kulturellen, touristeschen nach am Horeca-Secteur. Dobäi sief bemierkt, dass Agente vun der Direktioun fir Konsumenteschutz systematesch um Terrain oppassen, dass d'Präisser anstänneg ausgeschëldert sinn.

ad 3. De Grondprinzip ass deen, dass Diskriminatioun op Grond vun der Nationalitéit oder dem Wunnsätz verbueden ass. Wann e Professionellen iwwert seng Präisser Leit diskriminiéiert, läit d'Beweislaascht bei him fir nozeweisen, dass hien domadder e legitim Zil verfolge, an d'Moosnam géeege ass, dëst Zil ze errechen, an néideg (et gëtt keng manner restriktiv Alternativ), a proportionéiert ass. D'EU-Kommissioun nennt beispillsweis als méiglech objektiv Grënn héich Zousatzkäschten (z. B. Transportkäschten), technesch oder infrastrukturell Besoinen oder zousätzlech Risiken oder Käschten am Kontext vu grenzüwwerschredende Servicer.

Et gëtt op EU-Niveau keng ausféierlech Lëscht vun objektiven a justifizéierte Grënn, op déi de Professionellen sech bezéie kéint. Op eng Diskriminatioun rechtens ass, muss vu Fall zu Fall gepréift ginn an am Klang mat der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff.

²⁵ Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex:32006L0123>.

²⁶ Loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur, disponible sur le site legilux.lu, https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2011/05/24/n1/jo#chapitre_4.

ad 4. D'Direktioun fir Konsumenteschutz huet keng Handhab iwwer auslännesch Betriber, déi Lëtzebuurger Clienten, wann se am Ausland sinn, méi en héije Präis froe wéi hiren eegene Leit. Falls esou eng Situatioun am Ausland sollt antrieden, sollen d'Leit sech un déi jeeweileg auslännesch kompetent Autoritéite wenden. Falls esou Praxissen zu Lëtzebuerg optauchen, sollen d'Leit dat onbedéngt der Direktioun fir Konsumenteschutz mellen, déi dann och weider Schrëtter an d'Weeër leede kann.

.....

Situation des acquéreurs après la faillite du promoteur immobilier Cenaro | Question 3443 (12/01/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Virun dräi Joer huet d'Faillite vum Immobiliengrupp Cenaro vill Familljen am Land an eng schwiereng Situatioun bruecht. Laut rezenten Informatiounen aus der Press konnte méttlerweil verschidde Keefer an hir Wunnengen ankéieren, anerer sinn awer nach ëmmer an enger onklorer Situatioun a wëssen net, wéini oder ob si jeemools an hir bezuelte Wunnengen kënnen plënnere.

Dës Situatioun weist d'Vulnerabilitéit vun de Keefer bei grëisseren Immobilieprojeten am Fall vun enger Faillite vum Promoteur. Trotz de gesetzleche Garantië schéngt et, datt verschidde Familljen ëmmer nach op eng Léising waarden, wat zu finanziellen an emotionale Schwieregkeete féiert, besonnesch an engem Land, wou d'Wunnengspräisser scho ganz héich sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi vill Famillje sinn aktuell nach ëmmer vun der Cenaro-Faillite betrafft a wéi eng konkret Mesuren huet d'Regierung geholl, fir hinnen ze hëllefen?

2. Wéi eng legal Mechanismen existéieren, fir Keefer ze schützen, déi an esou enger Situatioun sinn, a plangt d'Regierung, dës ze verstärken?

3. Gëtt et eng spezifesch Zäitlinn, bis wéini all betraffte Familljen eng definitiv Léising fir hir Wunnsituatioun kréien?

4. Wéi eng preventiv Mesuren huet d'Regierung zanter der Cenaro-Faillite ëmgesat fir ze verhënnere, datt sech esou eng Situatioun an Zukunft widderhëlt?

Réponse (12/02/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Eng zentral, offiziell a permanent aktualiséiert Zuel vun allen nach betraffene Familljen ass net an enger eenzeger Administratioun gebëndelt, well d'Informatiounen am Kader vun der Failliteprozedur beim Curateur/Geriicht an – fir d'Garantie – bei de jeeweilege Garanten entstinn.

D'Regierung mécht am Kader vun hire Kompetenzen op déi relevant Recours- an Orientéierungsweeër opmierksam (juristesch Berodung, Mediation am Konsumentebereich) an ënnerstëtzt, datt Betraffener hir Rechter dossierbezunnen am jeeweilege legale Kader kënnen ausüben.

ad 2. a 4. Duerch d'Gesetz vum 28. Dezember 1976²⁷ gouf e spezielle legale Regime fir d'Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) agefouert. Dëse Regime gesäit eng Rei Protektiounen fir d'Keefer vir. Dës Protektiounen gräifen ënnert anerem och am Fall vun enger Faillite vum Verkeefer.

D'Gesetz vum 28. Dezember 1976 encadréiert d'Paie-menter, déi de Verkeefer vum Keefer verlaange kann.

²⁷ Loi modifiée du 28 décembre 1976 relative aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie en raison de vices de construction

Esou kann de Verkeefer zum Beispill keng Sue virun der Ënnerschrëft vum Kontrakt verlaangen. Virum Ufank vun den Aarbechten däerf de Verkeefer keng Avance fir déi geplangte Konstruktioone verlaangen. Nom Ufank vun den Aarbechte gëtt d'Bezuellung vun de Konstruktioone réischt fälleg afur et à mesure, wéi d'Aarbechte viruginn an och op Basis vun de gesetzlech festgeluechten Tranchen. Falls de Verkeefer Sue freet oder akzeptéiert, op déi en nach kee Recht huet, da mécht en sech domadder strofbar. D'Iddi hannert dëser Protektioun ass et, de Keefer virun enger schlechter Gestiou vum Verkeefer ze schützen, esou dass de Keefer just dat bezuele muss, wat och wierklech vum Verkeefer gebaut gouf.

Fir de Keefer ze schützen goufen och legal Garantië virgesinn. Zu dëse gehéieren d'Garantie d'achèvement an d'Garantie de remboursement. De Code civil verlaangt, dass de Verkeefer eng vun dëse Garantien am Kader vun enger VEFA liwwert. D'Gesetz vum 28. Dezember 1976 präziséiert, dass een net op dës Garantie verzichte kann.

Am Fall wou d'Garantie d'achèvement spillt, bezilt de Keefer déi Tranchen, déi nach ausstinn, au fur et à mesure, wéi d'Aarbechte viruginn, an de Garant bezilt déi Suen, déi doriwwer eraus néideg si fir d'Fäerdegstelle vum Gebai. Am Fall vun der Garantie de remboursement kritt de Keefer, am Kader vun der Garantie, déi Suen zrëckbezuelt, déi e scho fir d'Konstruktioone bezuelt huet.

Dëst si Mechanismen, déi deemno um legale Plang existéieren. Fir awer de Schutz vun de Keefer ze verbessere, gouf ënnert der Koordinatioun vum Justizministère een interministerielle Aarbechtsgrupp gegrënnt. Dësen huet am Laf vum leschte Joer all déi ënnerschiddlech Acteure vum Terrain consultéiert a schafft op dëser Basis Pisten aus, wéi de legale Kader vun der VEFA reforméiert ka ginn. Dës Conclusiounen ginn aktuell vum Aarbechtsgrupp finaliséiert.

ad 3. Eng eenheetlech, verbindlech Zäitlinn fir all betraffte Famillje kann net zougeseit ginn, well d'Fristen ofhängeg si vun der Failliteprozedur, dem Baufortschritt an der Ëmsetzung vun der Garantie am jeeweilege Fall.

.....

Difficultés de mise en œuvre de la réforme des pensions à la CNAP | Question 3444 (12/01/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Taina Bofferding** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

D'Ëmsetzung vun eenzelne Modalitéite vun der sougenannter Pensiounsreform vun der CSV-DP Regierung schéint d'CNAP (National Pensiounskeess) viru grësser Problemer ze stellen. Ënner anerem, solle juristesche Onsécherheeten a Personalmangel der CNAP grouss Surge bereeden.

Virun allem d'Transpositioun vun enger progressiver Rent gëtt dobäi genannt, déi e groussen Aarbechtsopwand bedeite soll. Net kloer schéint ze sinn, wien a wat fir een Deel bei sou enger Formel vu CNAP a vum Employeur bezuelt respektiv avancéiert soll ginn. Och d'Berechnunge vun zukünftege Renten opgrond vun der obligatorescher Verlängerung vum Berufsliewe wieren net evident.

1. Dofir wollte mir vun der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet wëssen, ob si iwwer dës Problemer, déi bei der praktescher Ëmsetzung vun der „Pensiounsreform“ opgetruede si respektiv wäerten oprieden, Bescheid weess.

2. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir Kloertext bei deene vun der CNAP festgestallten Onsécherheeten ze schafen?

3. Kënnen Demandë fir déi progressiv Pensioun (Deelschaffen an Deelrent) ab sofort ugefrot ginn?

4. Wéini kënnen d'Assuréé fréistens domat rechnen, datt dës Formel och an der Praxis funktionéiert?

5. Wéi schnell kann d'CNAP mat zousätzleche Leit, wéi se vun der Madamm Minister versprach gi sinn, rechnen?

Réponse (29/01/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'praktesch Ëmsetzung vun de Moossname sinn am Gesetz vum 19. Dezember 2025²⁸ festgehalten. Déi Dispositiounen sinn amgaangen ëmgesat ze ginn a sinn och am Virfeld diskutéiert ginn. An deenen Diskussiounen si Froe gestallt ginn, déi alleguerter beäntwert goufen.

An deem Kontext huet d'Pensiounskeess d'Ministesch iwwert praktesch Ëmsetzungsvirschléi informéiert, fir administrativ Hürden a Ressourcen-intensiv Prozeduren ze evitéieren a schnellstméiglech dem Assuréé zougänglech Demarchen ubidden ze kënnen, fir den Adaptatiounen um Pensiounssystem gerecht ze ginn.

ad 2. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass amgaangen déi Moossnamen ëmzesetzen an all d'Froen, déi gestallt ginn, ze beäntwerten. Fir e besser Verstandnis vum Text ze schafen, gëtt et ee reegelméisseg Echange.

ad 3. Jo, dësen Aarbechtsregimm kann direkt ab Januar 2026 ugefrot ginn, am Respekt vun den Delaien, déi am Gesetz virgesi sinn, also eréischt op d'mannst véier Méint éier d'Recht op eng virgezunne Pensioun ab engem Alter vu 57 oder 60 Joer opgeet. Heifir muss den Assuréé fir d'éischt bei der CNAP nofroen, wéini säi Recht op eng virgezunnen Alterspensioun opgeet a sengem Patron dann den Datum matdeelen.

Duerno, wann de Patron averstanen ass mat esou engem Aarbechtsregimm, iwwermëttelt den Assuréé den Avenant zum Aarbechtsvertrag, wou eng Reduktioun vun der Aarbechtszäit festgeluecht gouf, an dëst spéitstens zwee Méint éier d'Recht op eng virgezunne Pensioun opgeet, un d'CNAP. Déi iwwerpréift dann, ob all Krittären, déi am Gesetz virgesi sinn, och erfëllt sinn.

Wann all d'Konditiounen erfëllt sinn, accordéiert d'Pensiounskeess d'Recht op eng Indemnitéit, déi gläich ass mam ugewannten Taux vun der Reduktioun op den theorettesche Montant vun der Pensioun.

ad 4. Sou wéi bei der Äntwert op d'Fro 3 beschriwwen, ass déi Prozedur kloer an däitlech am Gesetz virgesinn a gëtt och sou an d'Praxis ëmgesat.

D'Pensiounskeess ass zouversichtlech, datt si a kierzter Zäit eng progressiv Pensioun un den Assuréé selwer ausbezele kann, innerhalb den aktuelle Prozedure fir eng virzäitg Alterspensioun. Fir d'Ausbezele un den Employeur gëtt eng informatesch Léisung envisagéiert.

ad 5. Déi zousätzlech Personalressourcen, déi d'Pensiounskeess iwwerengs schonns virun den Diskussiounen iwwer eng Pensiounsreform ugefrot hat a lo duerch d'Publikatioun vum Règlement grand-ducal <https://legilux.public.lu/eli/dl/pr/2025/297> méiglech sinn, wäerten hëllefen, d'Moderniséierung vun de Prozeduren viruzeféieren. D'CNAP wäert domadder esou schnell ewéi méiglech op digitaliséiert Prozesser zeréckzegräifen, fir hir Ofleef ze optimiséieren. Ënner anerem ass ugefrot, fir den Echange mam Assuréé

deen den Dispositif vun der progressiver Pensioun wëll an Usproch huelen, sou séier wéi méiglech op guichet.lu zur Verfügung ze stellen.

Forte hausse des tarifs de la Coque et rôle de l'État | Question 3445 (12/01/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Vum 1. Januar 2026 u sinn eng ganz Rei vun Tariffer an der Coque (Centre national sportif et culturel) drastesch erhéicht ginn. Dat gëllt ënner anerem fir d'Schwämm, wou bis zu 20 % méi bezuelt muss ginn.

Vu datt eng ganz Rei vu Staatsvertrieder am Verwaltungsrot vum Établissement public Coque vertruede sinn, géif ech gär vun der Regierung wëssen:

1. Weess si iwwer déi däitlech Tarifferhéijunge Bescheed an huet si dës ofgeseent?
2. Wéi genee klammen d'Tariffer fir sämtlech Servicere vun der Coque am Verglach vum Joer 2025 zu 2026?
3. Wat ass d'Begrënnung vun dësen Erhéijungen?
4. Wéi héich ass de staatleche Bäitrag zur Coque?
5. Wéi héich sinn d'Reserve vun der Coque?

Réponse (05/02/2026) de **Mme Martine Hansen**, Ministère des Sports

ad 1. E formellt Ofseene vum Regierungsrot vun engem Erhéijung vun den Tariffer ass, op Grund vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Juni 2000 betreffend d'Organisatioun vum Centre national sportif et culturel, „Coque“ net virgesinn. Aktuell sinn am Verwaltungsrot vun der Coque eng Rei Vertrieder vu verschiddene Ministère respektiv Administratiounen vertrueden a waren esou mat agebonnen an d'Decision vum Verwaltungsrot vum November 2025, wou d'Tariffer ugepasst goufen.

- ad 2. Centre aquatique
– Einzelpräis Erwuessener: vu 4,50 € op 5,50 €
– Einzelpräis Kanner (ënner 18 Joer): vun 2,30 € op 3,00 €

Centre aquatique & Fitness vum Centre aquatique
– Einzelpräis Erwuessener: vun 9,80 € op 10,80 €

Centre de détente (inklusive Entrée an de Centre aquatique)
– Einzelpräis Erwuessener: vun 22,00 € op 23,50 €
– Einzelpräis Erwuessener „All Inclusive“ (Centre de détente, Centre aquatique, Fitness): vu 26,90 € op 28,50 €.

D'Präisser vun den Abonnementer fir déi eenzel Prestatiounen goufe proportionell un d'nei Entréestartiffer ugepasst.

Massagen
Bei de Massagé sinn déi verschidde Prestatiounen fir Sessiounen vu 25 Minuten ëm 2,00 € erhéicht ginn, an déi fir Sessiounen vu 50 Minuten ëm 4,00 €.

Fitness-Coursen (am Centre aquatique an am Fitness)
Déi verschidde Fitnesscoursen, déi d'Coque ubitt, goufen ëm maximal 0,50 € erhéicht.

Fir all déi aner Prestatiounen, déi d'Coque ubitt, goufen nëmme llicht Upassunge virgeholl.

ad 3. Dës Upassung vun de Präisser war noutwendeg, well iwwer déi lescht Joren d'Exploitatiouns- an Energiekäschte substanzuell an d'Luucht gaange sinn.

ad 4. Fir d'Joer 2026 beleeft sech de staatleche finanzielle Bäitrag fir d'Coque op 10.790.045 €.

ad 5. Den definitive Bilan vum Joer 2025 ass zu dësem Zäitpunkt nach net disponibel. Dëse gëtt, esou wéi et am ofgeännerte Gesetz vum 29. Juni 2000 betreffend

d'Organisatioun vun der Coque virgesinn ass, dem Regierungsrot virum 15. Mee virgulecht.

Demandeurs de protection internationale LGBTIQ+ | Question 3446 (13/01/2026) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Dans la presse nationale du 9 janvier, on lit que le parcours des personnes LGBTIQ+ demandant une protection internationale serait, dans certains cas, marqué par une double épreuve. D'une part, la crainte de ne pas être crues et de devoir « démontrer » leur orientation sexuelle ou leur identité de genre au moyen de récits attendus, au risque d'appréciations fondées sur des stéréotypes et d'autre part, une vulnérabilité accrue une fois arrivées dans les structures d'hébergement collectif, où la promiscuité, la cohabitation avec des personnes issues des mêmes communautés d'origine, ou encore l'absence de dispositifs de confidentialité suffisamment robustes pourraient exposer certaines d'entre elles à des propos discriminatoires, à du harcèlement, voire à des violences.

Toujours selon ces éléments, l'enjeu n'est pas seulement de reconnaître, sur le plan juridique, une persécution liée à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre, mais aussi de garantir concrètement, au quotidien, que les personnes concernées soient accueillies dans un cadre sûr, respectueux et conforme au principe de non-discrimination, avec un accompagnement adapté à des situations souvent complexes.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Combien de demandes de protection internationale ont été introduites au Luxembourg, par année, au cours des cinq dernières années, dans lesquelles l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre est invoquée comme motif principal ou motif parmi d'autres ?
- 2) Parmi ces demandes, combien ont abouti, par année, à :
– la reconnaissance du statut de réfugié,
– l'octroi de la protection subsidiaire,
– un refus ?
- 3) Quels sont, sur la même période, les principaux pays d'origine des personnes ayant invoqué l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre comme motif de persécution ?
- 4) Combien de personnes LGBTIQ+ relevant de la protection internationale ou demandeuses sont actuellement hébergées dans des structures d'accueil au Luxembourg ?
- 5) Quelles mesures concrètes les foyers mettent-ils en place pour garantir le respect des personnes LGBTIQ+ ?

Réponse (29/01/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministère des Affaires intérieures | **M. Max Hahn**, Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) à 3) La Direction générale de l'immigration ne dispose pas de statistiques concernant le type ou le motif de persécution. Cela s'explique notamment par le fait que les demandes de protection internationale reposent souvent sur des motifs cumulatifs et l'interdépendance des motifs entrave l'identification précise du facteur déterminant pour l'octroi ou le refus d'une protection internationale.

ad 4) L'Office national de l'accueil (ONA) ne dispose pas de données relatives à ce sujet.

²⁸ Loi du 19 décembre 2025 portant modification : 1° du Code de la sécurité sociale ; 2° du Code du travail ; 3° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois.

ad 5) L'Office national de l'accueil (ONA) adopte une approche intersectionnelle visant à garantir le respect, la sécurité et l'égalité de traitement des personnes LGBTIQ+ au sein de ses structures d'hébergement, notamment à travers des actions de sensibilisation et de prévention des discriminations. Ainsi, l'ONA vise de manière continue à :

- Renforcer la formation des professionnels en charge de l'accueil des DPI et des BPT

L'ONA organise régulièrement, en collaboration avec le Centre LGBTIQ+ Cigale, une formation intitulée « Travailler avec des demandeurs et des bénéficiaires de la protection internationale LGBTIQ+ », afin de sensibiliser son personnel aux thématiques LGBTIQ+ et d'améliorer la prise en charge des personnes concernées au sein des structures d'hébergement temporaires. Par ailleurs, les conventions de l'ONA prévoient l'obligation, pour le personnel chargé de l'accueil et de l'encadrement des partenaires gestionnaires, de suivre une formation relative à la diversité sexuelle.

- Prévenir et lutter contre les discriminations à l'encontre des personnes LGBTIQ+ au sein des structures d'hébergement temporaires

L'ONA veille à intégrer les thématiques LGBTIQ+ dans les activités éducatives et les actions de formation et à sanctionner tout comportement hostile ou violent fondé sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou les caractéristiques sexuelles.

- Améliorer la prise en compte des vulnérabilités et des besoins spécifiques liés à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre et à la variation des caractéristiques sexuelles

Dès l'arrivée dans une structure d'hébergement temporaire, l'ONA, en collaboration avec ses partenaires conventionnés, met en place des entretiens sociaux visant à identifier et à prendre en charge d'éventuelles vulnérabilités et besoins spécifiques. Des agents formés de l'ONA veillent, dès le début de l'accompagnement social, à identifier et à prendre en compte les vulnérabilités et besoins liés à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre et à la variation des caractéristiques sexuelles. Ces éléments sont également pris en considération, dans la mesure du possible, lors de l'attribution d'un hébergement. En complément, l'encadrement socio-éducatif vise à informer systématiquement les nouveaux arrivants des enjeux et des droits relatifs à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre et à la variation des caractéristiques sexuelles.

Mesures de sécurité dans les bars et discothèques | Question 3447 (13/01/2026) de Mme Liz Braz (LSAP)

An der Silvesternuecht op d'Joer 2026 huet sech zu Crans-Montana an der Schwäiz e besonnesch schrecklecht Ongléck ereegent. Bei enger Feier an enger Bar si 40 Mënschen ëm d'Liewe komm, iwwert 100 Persounen goufen deels ganz schwéier blesséiert, dorënner eng grouss Zuel vu jonke Leit. Dëst trauregt Evenement bréngt Froen a punkto Sécherheet a Baren an Diskoen op a stellt d'Fro, wéi esou Tragedien an Zukunft kënnen verhënnert ginn.

An deem Kontext géing ech dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Diskoen a Bare sinn aktuell offiziell zu Lëtzebuerg enregistriert an zougelooss?
2. Wéi eng konkret Brandschutz- a Sécherheitsvirschrëfte gëllen zu Lëtzebuerg fir Diskoen?
3. Wéi dacks ginn dës Etablissementer kontrolléiert, an handelt et sech dobäi ëm systematesch a

reegelméisseg Kontrollen oder ëm punktuell Iwwerprüwungen?

4. Sinn no dësem Ongléck Iwwerprüwungen oder Verschäerfungen vum de gëltege Sécherheitsreegele fir dës Etablissementer zu Lëtzebuerg virgesinn?

Réponse (03/02/2026) de M. Marc Spautz, Ministre du Travail | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Mat der Reform vum Droit d'établissement gouf 2023 d'Aktivitéit „Exploitant d'une discothèque“ nei agefouert, allerdéngs sinn an dëser Kategorie just déi Diskoen opgelécht, déi no 2023 oppgaange sinn (et handelt sech heibäi ëm véier Entreprisë mat insgesamt véier Handelermächtungen). Et ass deemno aktuell net méiglech, alleguerten d'Diskoer an d'Bare separat opzeléchten.

Zu Lëtzebuerg sinn aktuell 5.767 Entreprisë mat enger Aktivitéit als „Exploitant d'un débit de boissons et d'un établissement de restauration“ enregistriert a sinn deemno als Disko, Bar an/oder Restaurant aktiv. Well en Etablissement méi Autorisatiounen kann hunn, zum Beispill fir e Restaurant a fir eng Disko, hunn dës 5.767 Entreprises insgesamt 6.645 valabel Handelermächtungen fir eng Aktivitéit als „Exploitant d'un débit de boissons et d'un établissement de restauration“.

Des Weidere sief vermerkt, datt ëffentlech Gebaier, déi fir musikalesch ënnerluechte Festivitéite genotzt ginn (zum Beispill Kulturzentere), net vum Wirtschaftsministerium erfaasst ginn, wuel awer ënnert d'Dispositioun vum der Kommodosgesetzgebung falen.

ad 2. Am Kader vum Kommodosgesetz gëllen zu Lëtzebuerg fir Diskoe konkret Brandschutz- a Sécherheitsvirschrëften, déi an der jeeeweileger Kommodosgeneemegung festgehale ginn.

Diskoe mat enger Kapazität vum 100 bis 500 Persounen falen dobäi an de Kompetenzberäich vum Buergermeeschter. Diskoen, déi eng Kapazität vu méi wéi 500 Persounen hunn, falen dogéint an de Kompetenzberäich vum Aarbechtsminister an och vum Ëmweltminister.

Fir Säll, déi an de Kompetenzberäich vum Aarbechtsminister falen, ginn d'Brandschutz- a Sécherheitsvirschrëften an der Reegel a Form vu Standardvirschrëften applizéiert.

D'Brandschutzvirschrëfte fir d'Gebai hänken dobäi vum der Héicht vum Gebai of an droen d'Bezeichnungen ITM-SST 1501 „Bâtiments bas“, ITM-SST 1502 „Bâtiments moyens“ an ITM-SST 1503 „Bâtiments élevés“. Zousätzlech gëlle fir Säll mat vill Publikum déi spezifesch Virschrëften ITM-SST 1507 „Salles recevant du public“, déi komplementar zu de genannte Brandschutzvirschrëfte fir d'Gebai sinn.

Am Eenzelfall kënnen och punktuell Ersatzmoosname festgeluecht ginn, wann domat dee selwechte Sécherheitsniveau erreicht gëtt.

Onofhängeg vum Kommodosgesetz muss all Employeur, deen op d'mannst ee Salarié beschäftigt an eng Disko exploitéiert, och d'Dispositioun vum Code du travail an déi jeeeweileg Règlements d'exécution respektéieren, besonnesch am Beräich vum der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht. Hie muss dofir d'Preventioun organiséieren, d'Personal forméieren an déi néideg Moosname fir d'Éischt Hëllef, d'Brandbekämpfung an d'Evakuatiounen huelen, souwéi déi néideg Kontakter mat externen Nout- a Rettungsdéngschter assuréieren.

ad 3. Dës Etablissementer ginn am Kader vum der Kommodosgeneemegungen ënner anerem duerch obligatoresch Kontrollen an Abname vum de

Sécherheitsinstallatiounen iwwerwaacht, déi vun engem Organisme de contrôle agréé duerchgefuert ginn an ënner der Autoritéit vum der ITM intervenéieren. D'Etablissementer ginn eng éischte Keier kontrolléiert, éier se an Exploitatioun ginn, an ënnerleien dono periodesche Kontrollen, woubäi fir d'Sécherheitsinstallatiounen eng Kontrollperiodizitéit vum 12 Méint gëllt.

D'Kommodosgeneemegung definéiert dobäi och, wéi d'Rapporte vum den Organismes de contrôle agréés der ITM mussen matgedeelt ginn an am Etablissement opzebeware sinn. D'initial Abnam virun der Mise en exploitation muss un d'ITM adresséiert ginn, während d'Rapporte vum periodesche Contrôle net un d'ITM geschéckt ginn, mee vum Exploitant am Registre de sécurité mussen opbewaart ginn a bei Bedarf virgewise ginn.

Zousätzlech zu dëse systemateschen a reegelméisseg Kontrolle kann d'ITM zu all Moment punktuell Iwwerprüwungen maachen, ouni festgeluechte Periodizitéit, notamment op Basis vun enger Reklamatioun, op Initiativ vum der ITM, op Hiweis vun anere Verwaltungen, wann Zweifel un der Sécherheet bestinn oder op Demande vum Exploitant selwer.

ad 4. Opground vum den Urssaachen, déi an de Meedie genannt goufen, goufen d'Sécherheitsreegelen, déi an de Kommodosgeneemegung vum Aarbechtsminister festgehale sinn, analyséiert. Dës Analys huet erginn, datt dës Reegelen, wann se konsequent agehale ginn, ausräichend sinn, an datt dofir aktuell keng spezifesch Verschäerfungen vum de gëltege Sécherheitsreegele fir Etablissementer, déi an de Kompetenzberäich vum Aarbechtsminister falen, zu Lëtzebuerg virgesi sinn.

Nominations d'agents dans le cadre du mouvement diplomatique 2026 | Question 3448 (13/01/2026) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Il nous revient que le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur a récemment publié les nominations de ses agents dans le cadre du mouvement diplomatique 2026. Ces nominations révèlent les priorités géopolitiques et économiques du Gouvernement et soulèvent des questions quant à l'équilibre entre promotion du commerce extérieur, engagement multilatéral et défense du droit international.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

- Combien de postes traitant de la diplomatie économique, financière et du commerce extérieur ont été nouvellement créés au sein du Ministère des Affaires étrangères et de ses missions diplomatiques à l'étranger depuis novembre 2023 ? Combien de postes de ce type le ministère compte-t-il au total ? Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de créer davantage de ces postes ? Si oui, combien ?

- Combien de postes traitant du droit international et des droits humains ont été supprimés au sein du Ministère des Affaires étrangères et de ses missions diplomatiques à l'étranger depuis novembre 2023 ? Combien de postes de ce type le ministère compte-t-il encore ?

- Monsieur le Ministre semble avoir nommé une ambassadrice pour le Commerce extérieur, poste nouvellement créé qui illustre un transfert plus général du personnel du ministère depuis les domaines des droits humains et du droit international vers la

promotion des flux commerciaux. Quelle sera la répartition des tâches entre le Directeur du Commerce extérieur, la Directrice des Affaires européennes et des relations économiques internationales, chargée de la diplomatie économique, ainsi que la nouvelle ambassadrice pour le Commerce extérieur ?

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il n'a pas nommé d'ambassadeur en Irlande, alors que le pays est un partenaire stratégique au sein de l'UE et que Dublin accueille de nombreux sièges sociaux d'entreprises actives au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

– Le Luxembourg semble de nouveau avoir nommé un ambassadeur résident aux Émirats Arabes Unis. Ce choix représente-t-il un signal diplomatique ? Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il ce signal, compte tenu du génocide financé par les EAU en cours au Darfour et des rapports des Nations Unies documentant le rôle des EAU dans ce conflit ? Comment cette nomination s'inscrit-elle dans la position luxembourgeoise sur le respect du droit international ?

– Le Luxembourg semble de nouveau avoir nommé un ambassadeur au Brésil. Cette nomination représente-t-elle un signal diplomatique au Gouvernement brésilien ? Dans l'affirmative, quelles étaient les raisons pour la non-nomination d'un ambassadeur au Brésil en 2025 ?

– Monsieur le Ministre semble avoir nommé un ambassadeur non résident pour l'Ukraine. Compte tenu de l'engagement luxembourgeois en faveur de l'Ukraine, le maintien d'une représentation non résidente est-il adapté ? Le ministère envisage-t-il l'ouverture d'une ambassade résidente à Kiev ? Dans l'affirmative, quel en est l'échéancier ?

Réponse (29/01/2026) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur ne se prononce pas sur le document mentionné, celui-ci étant strictement confidentiel et réservé à un usage interne, d'autant plus que pour les nominations à l'étranger, l'agrément n'a pas encore été sollicité respectivement obtenu par les États accréditaires.

La diplomatie luxembourgeoise est au service des citoyens, des institutions de l'État, du secteur privé et de la société civile, pour soutenir et défendre à l'étranger l'ensemble des intérêts luxembourgeois dans les domaines politique, économique et commercial, consulaire et culturel, tout en promouvant l'image du pays.

Les nominations dans le mouvement diplomatique s'effectuent sur la base de l'intérêt du service.

Quant à la situation spécifique de notre ambassadeur en Irlande, l'ambassadeur désigné pour occuper le poste en été 2026 a, en raison d'un imprévu, été appelé à occuper un poste dans un autre ministère à Luxembourg. Un chargé d'affaires en pied a été désigné en attendant que le poste soit à nouveau occupé par un ambassadeur en 2027.

Aménagements de peine pour les auteurs de violences domestiques ou de genre | Question 3450 (13/01/2026) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

Un fait divers tragique survenu récemment en Belgique, impliquant un homme condamné pour violences conjugales et libéré dans le cadre d'un congé

pénitentiaire prolongé, a relancé le débat sur la sécurité des victimes et l'efficacité des dispositifs d'aménagement de peine dans les cas de violences fondées sur le genre. Malgré une précédente condamnation, l'auteur des faits a pu bénéficier d'une mesure temporaire de libération, qu'il a utilisée pour tenter d'immoler son ex-compagne devant leurs enfants.

À la lumière de ces événements, il semble opportun de s'interroger sur les dispositifs actuellement en vigueur au Luxembourg, tant en matière d'aménagements de peine que de protection des victimes.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

1) Quelles sont actuellement les règles applicables au Luxembourg concernant les aménagements de peine pour les auteurs de violences domestiques ou de genre ? Par ailleurs, combien de congés pénitentiaires ont été accordés au cours des cinq dernières années à des personnes condamnées pour des violences fondées sur le genre ?

2) Parmi les mesures d'aménagement de peine accordées au cours des cinq dernières années à des personnes condamnées pour des violences fondées sur le genre (qu'il s'agisse de congés pénitentiaires, de libérations conditionnelles, ou de placements sous surveillance électronique), combien se sont déroulées sans incident, et dans combien de cas une récidive, un incident grave ou une nouvelle infraction a-t-elle été constatée ?

3) Des exclusions spécifiques sont-elles prévues pour ce type d'infractions, notamment en ce qui concerne la libération conditionnelle, le placement sous surveillance électronique ou les permissions de sortie ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il d'intégrer dans une future réforme pénale des mesures similaires à celles proposées par l'association La voix des survivantes ?

5) Une conditionnalité stricte à la participation effective à des programmes pour agresseurs est-elle en vigueur pour accorder une libération anticipée ? Dans la négative, le Gouvernement prévoit-il de renforcer ce volet ?

6) Enfin, les autorités judiciaires luxembourgeoises procèdent-elles systématiquement à une évaluation du risque de récidive ou de dangerosité avant tout aménagement de peine dans ce type de dossier ?

Réponse (12/02/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1) Remarque préliminaire :

Il convient de relever que la notion de « violences fondées sur le genre » n'est pas clairement circonscrite, dans la mesure où elle désigne l'ensemble des actes préjudiciables perpétrés à l'encontre d'une personne ou d'un groupe de personnes en raison de son/leur sexe, de son/leur genre, de son/leur orientation sexuelle et/ou de son/leur identité de genre, réels ou perçus. Les violences domestiques commises à l'égard des femmes peuvent être, et sont le plus souvent, des violences fondées sur le genre. Toutefois, les violences fondées sur le genre vont bien au-delà des violences domestiques ou des violences à l'égard des femmes et recouvrent, partant, des réalités très diverses.

En ce qui concerne les dispositions actuellement applicables en matière d'aménagement des peines, il convient de se référer à la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'exécution des peines ainsi qu'au Code de procédure pénale (articles 671 et suivants), qui prévoient une individualisation au stade de l'exécution des

peines et des aménagements des peines. Le délégué du procureur général d'État à l'exécution des peines assure l'individualisation de l'exécution des peines, en adaptant les modalités de traitement en fonction des condamnés et de leurs parcours pénologiques respectifs, dans un objectif de resocialisation et de réinsertion mais aussi de prévention de la récidive et de protection des victimes, en particulier, et de la société, en général.

Pour les peines d'emprisonnement supérieures à quatre ans, les aménagements nécessitent l'accord de la Commission pénitentiaire, composée du délégué du procureur général d'État à l'exécution des peines, d'un magistrat du Parquet de Luxembourg et d'un magistrat du Parquet de Diekirch.

Les aménagements de peines sont prévus par les articles 679 et suivants du Code de procédure pénale, et comprennent²⁹ :

- l'exécution fractionnée ;
- la semi-liberté ;
- le congé pénal ;
- la suspension de l'exécution de la peine ;
- la libération anticipée ;
- la libération conditionnelle ;
- le placement sous surveillance électronique.

Pour l'application générale des mesures d'aménagement de peines, le délégué du procureur général d'État à l'exécution des peines tient compte de la personnalité du condamné, de son état de santé, de son milieu de vie, de son comportement et de son évolution en milieu carcéral, de ses efforts en vue de son insertion, du respect de son plan volontaire d'insertion, de la prévention de la récidive, du risque réel de fuite, et évidemment de l'attitude du condamné à l'égard de la victime ainsi que de la protection des intérêts de cette dernière.

Il peut assortir les aménagements de peines de mesures d'assistance et de contrôle du condamné, ainsi que de modalités et de conditions à respecter par ce dernier, en tenant compte des aspects susvisés, et charger le Service central d'assistance sociale (SCAS) du contrôle de l'application des modalités et conditions imposées, ainsi que de l'assistance au condamné.

Il peut également solliciter le SCAS de lui transmettre toutes les informations qu'il juge utiles et nécessaires avant une prise de décision. Il peut, par ailleurs, saisir à cette fin la Commission consultative à l'exécution des peines pour des condamnés détenus, ainsi que la Commission des longues peines en cas de condamnations plus longues.

Il peut encore décider qu'une peine privative de liberté inférieure ou égale à six mois soit exécutée sous forme de travail d'intérêt général non rémunéré.

Il peut enfin décider que le détenu condamné commence l'exécution de sa peine ou subira le restant de sa peine au Centre pénitentiaire semi-ouvert de Givenich.

Toutes ces mesures sont prévues par les dispositions générales régissant l'exécution des peines définies aux articles 671 et suivants du Code de procédure pénale, et s'appliquent à toute exécution des peines, quelque soit l'infraction sous-jacente à la condamnation pénale. Elles s'appliquent dès lors bien évidemment aussi aux condamnations pour violences domestiques ou des violences fondées sur le genre. Il n'existe pas de règles spécifiques concernant l'exécution, et partant, l'aménagement des peines dans ces matières.

En l'absence d'indications plus précises sur les infractions visées, et au regard du caractère général de la

²⁹ Des explications plus détaillées sur les différentes mesures sont disponibles à l'adresse suivante : <https://justice.public.lu/fr/affaires-penales/execution-peine.html>

notion de « violences fondées sur le genre », le nombre d'aménagements accordés considéré ci-dessous correspond à celui relatif aux condamnations pour violences domestiques.

Nombre d'aménagements de peine accordés sur base des condamnations en matière de violences domestiques entre 2021 et 2025[†]

ad 2) Les autorités judiciaires ne disposent pas de données relatives à la question sous rubrique.

ad 3) Notre système juridique ne prévoit aucune disposition légale spécifique concernant l'octroi d'éventuels aménagements de peines pour les infractions relevant des violences domestiques ou des violences fondées sur le genre. Il en résulte que l'exécution des peines pour lesdites infractions est soumise aux règles générales applicables à l'ensemble des infractions et qu'il n'existe, partant, aucun régime dérogatoire ou restrictif propre à ces catégories d'infractions.

Conformément au principe d'individualisation de l'exécution des peines, l'examen d'une mesure d'aménagement s'effectue de manière personnalisée, au cas par cas, et uniquement lorsqu'une demande formelle émane du condamné. En pratique, il convient de souligner que le délégué du procureur général d'État à l'exécution des peines n'accorde pas d'aménagements de sa propre initiative. L'initiative appartient au condamné, qui doit introduire une requête motivée sollicitant l'examen de sa situation.

Lors de l'instruction d'une telle demande, le délégué du procureur général d'État à l'exécution des peines fonde son appréciation sur un ensemble d'éléments d'évaluation, parmi lesquels figurent notamment les avis émis par les instances spécialisées. Pour le surplus, il est renvoyé à la réponse détaillée apportée à la première question.

ad 4) Le renforcement substantiel de la lutte contre les violences fondées sur le genre et contre les violences domestiques constitue une priorité pour le Gouvernement. Il est ainsi renvoyé à la réponse récente à la question parlementaire n° 3296.

Il convient de rappeler que le Gouvernement a adopté le 20 juin 2025, le premier Plan d'action national « Violences fondées sur le genre », ci-après « PAN GBV ». Ce plan repose sur les quatre piliers de la « Convention d'Istanbul » : la prévention, la protection, les poursuites et les politiques intégrées, et sert à cet égard de ligne directrice en la matière. Le PAN GBV prévoit huit mesures stratégiques et comporte soixante-deux projets spécifiques à mettre en œuvre par dix ministères visant à renforcer le dispositif national, notamment au niveau de la protection des victimes, de la responsabilisation des auteurs et de la sensibilisation du grand public. Le renforcement du cadre légal afin de responsabiliser les auteurs des violences fondées sur le genre constitue l'une des mesures stratégiques du plan d'action. Les priorités identifiées sont l'analyse du phénomène de la récidive, une meilleure analyse de risques et de profilage des auteurs de violences, ainsi que l'identification des besoins et des contraintes liés à leur prise en charge.

Il échet encore de noter, dans ce cadre, que le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité a commandité une étude sur les auteurs de violences et le phénomène de la récidive. Cette étude, et notamment ses conclusions, permettront au Gouvernement de revoir et, le cas échéant, d'adapter les dispositifs législatifs et opérationnels existants, ainsi que d'améliorer la prise en charge des auteurs de violences.

Concernant le pilier de la poursuite, le Ministère de la Justice travaille sur plusieurs avant-projets de loi visant à compléter et à renforcer l'arsenal juridique existant.

Le cœur de ces réformes réside dans la transposition, en droit national, de la directive européenne du 14 mai 2024 relative à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Tous ces projets en cours, reflètent la ferme volonté du Gouvernement de lutter contre toutes les formes de violences et, plus particulièrement, contre les violences domestiques et les violences fondées sur le genre. Elles illustrent également la diversité des sources et des obligations en jeu.

Concernant les propositions de l'association « La voix des survivant.e.s », il échet de noter que le Gouvernement est en train de les analyser de manière approfondie, en tenant compte des mesures déjà prévues par le PAN GBV, des projets et des propositions de loi déjà déposés ou en cours de rédaction ainsi que de la transposition de la directive (UE) 2024/1385.

ad 5) Les auteurs de la question parlementaire semblent, en l'espèce, avoir opéré une confusion entre la libération anticipée (article 686 du Code de procédure pénale) et la libération conditionnelle (article 687 du Code de procédure pénale), deux mécanismes juridiques distincts, tant dans leurs conditions d'application que dans leurs finalités.

La libération anticipée constitue un dispositif strictement réservé aux personnes de nationalité étrangère en séjour irrégulier sur le territoire luxembourgeois et faisant l'objet d'une interdiction du territoire. Elle ne peut être envisagée qu'à la condition que l'intéressé ait exécuté une partie de sa peine au Luxembourg. Ce mécanisme vise essentiellement à permettre l'éloignement du condamné du territoire national et non à organiser une réinsertion progressive.

La libération conditionnelle, en revanche, est un régime général applicable à l'ensemble des condamnés, sous réserve qu'ils aient exécuté une durée minimale de détention, laquelle varie en fonction de la peine initialement prononcée. Elle est assortie de conditions individualisées, adaptées à la personnalité du condamné, à son évolution en détention et à ses perspectives de réinsertion. La libération conditionnelle implique également une période d'épreuve durant laquelle le condamné doit démontrer sa capacité à respecter les obligations imposées.

S'agissant des infractions de violences domestiques, les condamnés sont soumis à un ensemble d'obligations destinées à prévenir la récidive et à favoriser un changement durable de comportement. Parmi ces obligations peut notamment figurer la participation effective à des programmes destinés aux auteurs de violences, mesure fréquemment recommandée par les professionnels intervenant dans le cadre de l'exécution des peines.

Le respect des conditions imposées fait l'objet d'un contrôle assuré par les agents du SCAS, qui établissent régulièrement des rapports circonstanciés sur la situation du condamné. En cas de non-respect total ou partiel des obligations fixées, la libération conditionnelle peut être révoquée, entraînant la réincarcération du condamné.

Comme indiqué précédemment, le principe d'individualisation de l'exécution des peines implique qu'il n'existe pas de conditions générales ou uniformes applicables aux condamnés en matière de violence domestique. L'éventuelle obligation de suivre un programme destiné aux auteurs de violences n'est pour l'instant pas automatique car elle résulte d'une appréciation au cas par cas, fondée sur les éléments d'évaluation et les critères individuels. Pour le surplus, il est renvoyé aux éléments de réponses des questions 1 et 3.

ad 6) Comme déjà indiqué dans les réponses apportées aux questions 1 et 3, chaque aménagement de peine est décidé au cas par cas en fonction d'un certain nombre d'éléments pris en compte, dont les avis émis par les instances spécialisées. Les condamnés sont, en principe, suivis par des professionnels du secteur social, qui les accompagnent tout au long de leur parcours pénologique. Leurs appréciations, fondées sur leurs observations concrètes et individualisées ainsi que sur leur expertise, sont prises en compte et contribuent à évaluer la dangerosité du condamné.

Dans des cas particuliers, lorsque des doutes sont exprimés par les intervenants chargés du suivi du condamné, le délégué du procureur général d'État à l'exécution des peines peut charger un médecin psychiatre ou un psychologue spécialisé de réaliser une expertise visant à évaluer l'éventuel risque de récidive.

Enregistrement de noms de domaine sur Internet | Question 3451 (13/01/2026) de M. Ben Polidori (LSAP)

Il est de plus en plus courant que des noms de domaine soient enregistrés sur Internet en reprenant, de manière quasi identique, les dénominations d'institutions publiques, de services étatiques ou d'entreprises privées bien établies. Ces pratiques peuvent viser à tromper les usagers et à abuser de leur confiance, notamment dans le cadre de tentatives d'hameçonnage.

À titre d'exemple, le nom de domaine impotsdirects.lu, qui pourrait légitimement évoquer une administration publique, est actuellement réservé non pas par l'État mais par une société privée. Ce type de situation peut prêter à confusion et potentiellement porter atteinte à l'image ou à la crédibilité des institutions publiques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme ainsi qu'à Madame la Ministre de la Digitalisation :

1) Le Gouvernement dispose-t-il d'un dispositif de veille permettant de surveiller l'enregistrement de noms de domaine similaires à ceux d'entités publiques ou de projets étatiques ?

2) Existe-t-il une stratégie ou une politique publique d'enregistrement préventif de noms de domaine considérés comme sensibles ou liés à des initiatives gouvernementales ?

3) Dans les cas où des noms de domaine sont enregistrés par des tiers, dans un but susceptible de porter atteinte à l'intérêt général ou à un intérêt légitime, notamment pour des entreprises privées établies, quels sont les recours disponibles en droit luxembourgeois pour obtenir le transfert ou la désactivation de ces domaines ?

4) Des mécanismes de coopération avec les registres de noms de domaine sont-ils envisagés pour faciliter le traitement rapide de ces situations et prévenir les abus ?

Réponse (10/02/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Luxembourg ne dispose pas actuellement d'un dispositif centralisé de veille proactive sur l'enregistrement de noms de domaine potentiellement frauduleux ou imitatifs. Toutefois, le govcert.lu surveille activement les risques liés à des abus manifestes, par exemple à travers une liste de blocage de noms de domaine ressemblant à des services publics sensibles.

ad 2) À ce jour, aucune stratégie nationale formalisée ne régit l'enregistrement préventif de noms de domaine sensibles. Certaines administrations procèdent à des enregistrements à titre conservatoire. Il convient toutefois de rappeler que cette pratique connaît des limites inhérentes : la quantité de variantes à couvrir est considérable et s'étend bien au-delà du seul domaine national .lu.

Une approche complémentaire s'appuie sur la sensibilisation des utilisateurs, la vigilance en matière de communication numérique, et un travail de coordination avec les acteurs techniques pour anticiper les abus sans restreindre l'accès équitable aux noms de domaine.

ad 3) En cas d'enregistrement de mauvaise foi, les recours disponibles comprennent notamment une action judiciaire en concurrence déloyale ou en atteinte à une marque, ainsi que les procédures alternatives type UDRP (Uniform Domain Name Dispute Resolution Policy) pour les domaines génériques (.com, .org, etc.). Pour les noms de domaine nationaux (.lu), Restena s'appuie sur le système judiciaire existant.

https://www.restena.lu/files/inline-images/FICHE_Litiges_FR_202207.pdf

ad 4) Au Luxembourg, lorsqu'un nom de domaine en .lu pose un problème (par exemple en cas de fraude), les autorités judiciaires (parquet ou police judiciaire) peuvent directement demander au registre DNS-LU sa suspension ou désactivation, sans passer par un bureau d'enregistrement.

Cette procédure rapide repose sur une coopération établie avec la Fondation Restena, opérateur technique du .lu.

Mobilisation effective des terrains publics destinés à la création de logements abordables | Question 3452 (13/01/2026) de Mme Paulette Lenert (LSAP)

La création rapide de logements abordables demeure un défi majeur, y compris sur des terrains appartenant à des acteurs publics. Des situations ont récemment été portées à l'attention du public dans lesquelles des terrains destinés à la construction de logements abordables, bien que détenus depuis de nombreuses années par des promoteurs publics, n'ont pas encore été mis en valeur.

Un cas emblématique concerne un terrain situé à Harlange, dans la commune Lac de la Haute-Sûre, appartenant à la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) depuis près de vingt ans et faisant l'objet d'un Plan d'aménagement particulier (PAP) prévoyant la construction de logements abordables. Ce projet n'a toutefois pas été réalisé pendant une longue période, notamment en raison de contraintes liées au modèle de l'emphytéose mais aussi à l'évolution des standards de densité.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Combien de terrains appartenant à des promoteurs publics destinés à la construction de logements abordables n'ont pas encore été développés, bien qu'ils soient détenus depuis plus de dix ans ?

2) Quelles sont, de manière générale, les principales raisons expliquant ces retards dans la mise en valeur de terrains publics destinés au logement abordable ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de faire évoluer le cadre applicable à l'emphytéose, notamment dans des zones où les prix du foncier privé sont sensiblement

plus bas, afin de faciliter la réalisation de projets de logements abordables par les promoteurs publics ?

4) Plus largement, quelles mesures le Gouvernement entend-il mettre en œuvre afin d'accélérer la mobilisation effective des terrains publics déjà viabilisés et destinés à la création de logements abordables, en particulier dans les régions rurales ou moins densément peuplées ?

Réponse (13/02/2026) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Le Fonds du logement détient deux terrains depuis plus de 10 ans destinés à la construction pour lesquels des pourparlers sont en cours avec plusieurs propriétaires en vue d'un développement futur. Le restant des terrains permettant un développement et détenus par le Fonds du logement se trouvent en phase de développement ou de réalisation.

La SNHBM n'a aucun terrain en attente de développement depuis plus de dix ans.

ad 2) Pour les deux terrains détenus par le Fonds du logement, la raison est que plusieurs propriétaires sont concernés.

ad 3) À ce stade le Gouvernement n'envisage pas de faire évoluer le cadre applicable à l'emphytéose.

ad 4) La mobilisation de l'ensemble des terrains publics déjà viabilisés constitue une priorité pour le Gouvernement, indépendamment de leur localisation en milieu urbain ou rural. Ces terrains – en général qualifiés de dents creuses (« Baulücken ») – présentent l'avantage de pouvoir être mobilisés rapidement, dans la mesure où seule une autorisation de construire est en principe nécessaire pour y réaliser des logements.

S'agissant des terrains appartenant à l'État et destinés à la création de logements, tous les fonds acquis sont immédiatement affectés à l'un des promoteurs publics. Ceux-ci entament, dans les meilleurs délais, les démarches de planification et de réalisation des projets, en concertation étroite avec les communes concernées. Il n'existe donc pas de terrains viabilisés appartenant à l'État qui seraient volontairement laissés en attente de développement.

S'agissant des dents creuses appartenant aux communes, leur mobilisation relève de la responsabilité des autorités locales. Afin d'accélérer cette mobilisation, le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire a mis en œuvre plusieurs mesures :

– Réalisation d'un tour des communes : s'appuyant sur les potentiels existants identifiés (en amont), le ministre a rencontré plus de 50 communes afin d'échanger avec elles et de proposer la conclusion de conventions État-communes pour accompagner le développement des terrains communaux.

– Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable : cette adaptation législative, issue notamment des constats du tour des communes, rendra également les communes éligibles au rendement du capital investi (composante de la compensation de service public), afin de les inciter davantage à développer des logements abordables.

– Introduction d'un nouvel incitatif financier dans le projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juillet 2021 dite « Pacte logement 2.0 » : ce mécanisme vise spécifiquement à encourager les communes à développer leurs dents creuses.

– Mise à disposition de l'outil Baupotenzial.lu (ancien-nement Raum*) : cet outil repose sur un recensement de l'ensemble des réserves disponibles et offre aux communes la possibilité d'en assurer le suivi tout en mettant à disposition des informations qualitatives sur ces terrains disponibles, facilitant ainsi la prise de décision.

Communes ayant leur site Internet en luxembourgeois | Question 3453 (13/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Gemeng Nidderaanwe krut rezent eng Auszeechnung vun der ASBL Actioun Lëtzebuergesch, well d' Websäit vun der Gemeng an der lëtzebuergescher Sprooch ugebuede gëtt. Wéi rtl.lu an engem Artikel vum 11. Januar schreift: „D'Begrënnung dofir war, datt si hir ganz Websäit op Lëtzebuergesch iwwersat huet an den Text vun der Iwwersetzung och deenen anere Gemenge gratis zur Verfügung stellt.“

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir den Interieur a fir Kultur dës Fro stellen:

– Wéi vill Gemengen hei am Land bidden hir Websäit op Lëtzebuergesch un?

Réponse (04/02/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Eric Thill, Ministre de la Culture

Stand haut bidden dräi Gemengen e groussen Deel vun hiren Informatiounen och op Lëtzebuergesch un. Eng Gemeng bitt op hirer Säit direkt all d'Inhalter a véier Sproochen en, nämlech op Däitsch, Englesch, Franséisch an eeben och op Lëtzebuergesch. Gutt Websäite solle jo dynamesch sinn a bei all Geleeënheet un d'Bedürfnisser vun de Bierger ugepasst ginn. Dofir kann déi Situatioun sech änneren.

Den Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch schafft an deem Kader z. B. enk mat der Gemeng Nidderaanwen zesummen. D'Zil vun dëser Zesummenaarbecht besteet doranner, eng sproochlech Geschierkëscht „Lëtzebuergesch fir d'Gemengen“ auszeschaffen, déi et de Gemenge vereinfache soll, hir Websäit och op Lëtzebuergesch ze presentéieren.

Lutte contre le « money muling » | Question 3455 (13/01/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

Laut rezenten Informatiounen goufen am Joer 2025 ronn 40 Persounen wéinst „money muling“ verhaft. De Schued duerch dës Aart vu Finanzdelikter läit eleng zu Lëtzebuerg bei iwwer 10 Milliounen Euro. Besonnesch besuergneserreegend ass, dass d'Täter dacks iwwer sozial Meedie rekrutéiert ginn an et sech heibäi haaptsächlech ëm méi jonk Leit handelt. Dës Form vun der Geldwäsch, wou Privatpersounen fir d'Weiderleitung vu geklaute Gelder benotzt ginn, schéngt zu Lëtzebuerg zouzehuelen. D'Rekrutéierung iwwer sozial Netzwierker mécht et fir d'organiséiert Kriminalitéit méiglech, anonym ze bleiwen an d'Spueuren ze verwëschen, während jonk Leit sech dacks net bewusst sinn, dass si sech un enger krimineller Aktivitéit bedeelegen.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Fro stellen:

1. Wéi eng konkret Moosname plangt d'Regierung, fir d'Rekrutéierung vu „money mules“ iwwer sozial Meedien ze bekämpfen?

2. Gëtt et spezifesch Oplärungskampagnen, déi sech u jonk Leit richten, fir si iwwer d'Risiken an déi legal Konsequenze vum „money muling“ ze informéieren?

3. Wéi eng Zesummenaarbecht besteet tëscht de Lëtzebuurger Autoritéiten an de Bedreier vu sozialen Netzwierker, fir verdächtig Rekrutéierungsaktivitéiten ze detektéieren an ze ënnerbannen?

4. Wat ass de Rôle an d'Veantwortung vun de Banken, fir „money muling“ ze ënnerbannen, wa bei jonke Mënsche mat wéineg Ressourcen op eemol substanzieel Montanten zesummekommen?

5. Wéi eng Moyene stinn der Police an dem Parquet zur Verfügung, fir d'Hauptorganisateuren hannert de „money muling“-Netzwerker ze identifizéieren an ze verfollegen?

6. Plangt d'Regierung, zousätzlech Ressourcen an d'Bekämpfung vun dëser Form vu Finanzkriminalitéit ze investéieren, a falls jo, a wéi engem Émfang?

Réponse (13/02/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Aktuell gëtt et verschidde lafend Affären am Zesummenhang mam „money muling“. An dëse Fäll stinn dem Parquet an der Police d'Moyenen zur Verfügung, déi am Code de procédure pénale souwéi am Beräich vun der internationaler stroferechtlicher Rechtshëllef virgesi sinn. Fir net de Risiko anzegoen, d'Ermittlungsstrategien a Gefor ze bréngen, verëffentlecht de Parquet, dee fir dës Affären zoustänneg ass, keng detailléiert Informatiounen. Dat kéint nämlech Afloss op de Modus operandi hunn, deen d'Organisateure vun dëse Reseauen de Moment uwenden.

Am Kader vun der Preventiounsaarbecht diffuséiert d'Police Message op de sozialen Netzwerker an op hirer Website, fir de Public op de Phänomene an d'Risiken hinzewisen. Duerch dës Sensibilisatioun gëtt versicht, d'Unzuel vun den Affer ze reduzéieren a potentiell Auteuren ofzeschrecken, andeems enner anerem op déi penal Sanktiounen vun Money Muling higewise gëtt. Och wann de Parquet am Zesummenhang mat „money muling“ ëffentlech kommunizéiert, ginn ausdrécklech d'Präventionsrecommandatiounen fir d'Affer an d'Sanktiounen fir d'Auteure betount. Dës Aspekter ginn dann och reegelméisseg vun de Mee-dien un de Grand public weiderverbreet.

Am Dezember 2025 gouf dann eng nei Internetsäit iwwer de sougenannte „money mule“ op www.lëtzf.in.lu geschalt, mat kuerzen Erklärungen iwwer de Prinzip vum „Geldiesel“, d'Rekrutierung, Warnsignaler, déi rechtlech Konsequenzen an och wat ee maache kann, wann ee betraff ass. Dat, fir d'Leit allgemeng ze sensibiliséieren. Donieft ass och geplangt, de Sujet méi breet iwwer Social-Media-Kanäl ze deelen. www.lëtzf.in.lu ass eng Initiativ, déi vun der CSSF am Kader vun der nationaler Strategie fir Finanzbildung entwéckelt gouf mam Zil d'Leit iwwer allgemeng Finanzsujetten op eng einfach Aart a Weis ze informéieren.

D'Police klärt reegelméisseg iwwer méiglech „Arnaquen“ op, esou wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 3181 vun Dezember 2025 erkläert ass. Um Internetsite vun der Police ginn ënnert der Rubrick Präventioun Aktualitéiten a Rotschléi publizéiert, fir d'Berger op Geforen a Risiken opmierksam ze maachen.

2023 huet d'Police ee Communiqué³⁰ spezifesch iwwer „money muling“ publizéiert an Erklärungen um Internetsite verëffentlech, déi am Januar vun dësem Joer aktualiséiert goufen (<https://police.public.lu/fr/prevention/dangers-sur-internet/money-muling.html>).

Am Joer 2024 huet d'Police e preventiivt Plakat zum Thema „money muling“ ausgeschafft. Dëst ass u sämtlech Lycéeën am Land esouwéi och an de Strukturen vun der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) verdeelt ginn. Donieft gëtt d'Thema och an de Präventionscoursen vun der Police an den ieweschte Klassen an de Lycéeën behandelt. Doriwwer eraus ass d'Police aktuell angaangen, e Projet zum Thema „money mules“ mam Maacher Lycée ze

realiséieren, wou d'Schüler kleng Videoen a Form vu Reels (kuerz online Videoen) erstellen, fir dës Kënne zu präventiven Zwecker op de soziale Meedien ze notzen.

Elo am Februar 2026 ass vun der Police eng weider Sensibiliséierungs- an Oplärungskampagne an der Press an op de sozialen Netzwerker geplangt.

BEE SECURE sensibiliséiert Jonker iwwer d'Risiko ronderëm Meedien a Kommunikatiounstechnologien a gräift dobäi och aktuell Trends op. Am Kontext vun enger Publikatioun („thematésche Bättrag“) ënnert dem Numm „Verlockung vum schnellen an einfache Geld“ huet BEE SECURE rezent, an Ofstëmmung mat der Police Lëtzebuerg, nieft Multi-Level-Marketing, Online-Glücksspill, Online-Investing/Trading a Kryptowürungen och de Sujet Money Muling thematiséiert. Zousätzlech weist d'Campagne „Keen ass perfekt – Gleeft net alles am Netz“ op de Problem vun Influencer hin, déi e luxuriöse Lifestyle a vermeintlech „finanziell Erfolgsrezepter“ virspillen.

BEE SECURE offrëiert Workshops fir Schoulen, fir iwwer d'perséinlech Daten am Netz ze informéieren a post reegelméisseg Artikelen, déi sech mat dësen Theeme befaassen. D'Thema vu Money Mules gëtt hei enner anerem och reegelméisseg ugeschwat.

ad 3. Am Kader vum Digital Services Act gouf BEE SECURE als National Trusted Flagge zu Lëtzebuerg designéiert. Dëst erlaabt et, iwwer e vereinfachte Wee Kontakt mat de VLOPs (Very Large Online Platforms) ze kréien, fir d'Läsche vun engem potentiell illegale Contenu ze fuerderen.

Am Fall vu Bedruch verweist BEE SECURE d'Leit un d'Cellule de renseignement financier vun der Justiz.

De Service vun der Police judiciaire schafft enk mat den Acteuren um Terrain zesummen, wéi CSSF, ABBL oder och direkt mat de Banken, fir sech auszetauschen a Mesuré géint Finanzkriminalitéit zesummen ëmzesetzen.

ad 4. D'Sensibiliséierung kann, wéi an der Äntwert op d'Froen 1 an 2 beschriwwen, dozou bäidroen, dass jonk a manner jonk Mënschen sech net als „money mule“ benotze loosse.

Donieft sinn d'Banken awer och gesetzlech verflucht, d'Cellule de renseignement financier („CRF“) ze informéieren, wa si Kenntniser, Verdachtsmomenter oder raisonnabel Grënn hu fir unzehuelen, dass eng Transaktioun mat Geldwäsch oder Terrorismusfinanzierung a Verbindung steet. Dës Meldeflicht erstreckt sech ausdrécklech och op versichten Transaktiounen.

Des Weidere sinn d'Banken och gehalen, fir eng lafend Iwwerwaachung vun de finanziellen Aktivitéiten vun hire Clienten duerchzeféieren an ongewéinlech oder verdächtig Transaktiounen besonnesch suergfältig ze analyséieren. Dës Pflichte stellen e weesentlech Instrument fir déi fréizäiteg Erkennung vu verdächtigem Verhalten duer a bilden eng zentral Basis fir eng eventuell Meldung un d'CRF.

ad 5. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 1.

ad 6. Esou wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2239 schonns kloer duergeluecht, ass de Kampf géint d'Finanzkriminalitéit, an domat och géint de „money muling“, eng Prioritéit vun dëser Regierung. Dofir sollen zousätzlech Ressourcen an d'Bekämpfung vun dëser Form vu Kriminalitéit investéiert ginn, souwuel bei der Police ewéi bei der Justiz. Bei der Police judiciaire ass et d'Zil, fir den Département écofin mat 70 Leit ze verstärken, fir en Effectif vun insgesamt 200 Memberen am Departement bis 2030 ze errechen. Mä och déi präventiv Servicer an der

Police sollen am Allgemenge verstärkt ginn an och d'Justizautoritéiten ginn, wéi schonns e puermol op parlamentaresch Froe geäntwert, an de Joren 2024 bis 2027 personalméisseg massiv opgestockt.

Um legislative Plang sinn an dëser Legislaturperiod schonns Mesurë geholl ginn a wäerten och nach weider Gesetzesprojeten deposéiert ginn, fir der Police an dem Parquet déi néideg Moyenen ze ginn, déi Kriminell méi effizient ze ermëttelen an ze poursuivéieren, och am Beräich vun der Finanzkriminalitéit.

Zousätzlech Piste fir d'Stärkung vun der Police-aarbecht si Mesuren, wéi z. B. d'Approches administratives, déi ee wichtegt Element am Echange vun Informatiounen an enger Enquête sinn.

Impact du bail emphytéotique sur la mobilisation de terrains publics destinés à la création de logements abordables | Question 3456 (13/01/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An engem rezenten Artikel gouf drop higewisen, dass zu Harel an der Stauséigemeng e Bauprojet op engem Terrain vun der SNHBM zanter ronn 20 Joer blockéiert war. De Grond fir dëse laange Stëllstand war enner anerem d'Aschätzung, dass d'Haiser oder Wunnenge wéinst dem Bail emphytéotique vun 99 Joer schwéier ze verkafe wieren, well d'Terrains-präisser an deem Deal vum Land um private Marché vergläichsweis niddreg sinn an d'Keefer do léiwier voll Propriétaire sinn. D'Konsequenz war, dass en Terrain vu knapp véier Hektar, obwuel d'Infrastrukture schonn zanter Jore fäerdeg waren, broochleie gelooss gouf.

Dëse Fall werft d'Fro op, ob de Modell vum „bail emphytéotique“, deen d'Regierung als Kader fir ëffentlech Promoteure setzt, an alle Regione vun Land gläichermoossen effizient ass, oder ob et zu weidere Blockade komme kann. Fir d'Wunnengsnout effektiv ze bekämpfen, ass et wichteg ze wëssen, ob nach aner Terrainen am Besët vun der ëffentlecher Hand (SNHBM oder Fonds du logement) aus änleche Grënn net bebaut ginn. Den Direkter vun der SNHBM huet zwar betount, dass d'Emphyteos en général de richteg Wee ass, mee vläicht net op all Plaz géeeent ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. Gëtt et aktuell weider Terrainen am Besët vun der SNHBM oder dem Fonds du logement, déi zanter méi wéi 5 Joer op eng Bebauung waarden? Wa jo, wou leien dës Terrainen, ëm wéi eng Fläch handelt et sech a wat sinn déi konkret Ursache fir de Retard an der Entwécklung?

2. Gëtt et aner spezifesch Fäll, an deenen, änlech wéi zu Harel, de „bail emphytéotique“ als Hindernis fir d'Vermaartung identifizéiert gouf, well d'Differenz zu den Terrainspräisser um lokale private Marché ze kleng ass?

3. Plangt de Ministère, de Modell vum Réckkaf vun Deeler vum Terrain duerch d'Gemeng, wéi et elo zu Harel ëmgesat gouf, och op anere Plazen unzewenden, fir blockéiert Projeten ze deblockéieren?

Réponse (13/02/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. De Fonds du logement ass am Besët vu 4 Grondstécker, déi an der Stad Lëtzebuerg, zu Schëffleng an am Parc Housen leien, déi zënter iwwer fënf Joer bebaubar sinn, sech awer nach net an der Bauphas befannen. Dräi dovunner si nach an der Phase d'étude, wéinst Beschränkungen oder der Komplexitéit vun de geplangte Projeten. De leschte

³⁰ <https://police.public.lu/fr/actualites/2023/11/semaine-48/money-muling.html>

Projet ass aktuell Sujet vu Gespräicher, fir déi néideg Autorisatiounen ze kréien.

D'SNHBM huet am Moment keen Terrain, wou zanter méi wéi 5 Joer op eng Bebauung gewaart gëtt.

ad 2. Harel stellt eng Ausnam duer, bedéngt duerch d'Gréisst vum Projet an d'zentral Lag vum Site.

Et muss ee präziséieren, dass de Bail emphytéotique kee prinzipiell Hindernis fir d'Entwécklung vu Bau-projeten ass. Allerdéngs gëtt et effektiv bestëmmte Situatiounen, an deenen de Verkaf mat Bail emphytéotique méi schwéier ka sinn, duerch spezifesch Konditiounen, déi domat zesummenhänken, wéi beispillsweis d'Virkaftsrecht oder d'Obligatioun vun enger perséinlecher Bewunnung.

Et ass tatsächlech esou, dass, wann de Präisënnerscheid am Verglach mam lokale private Maart (dee mam Terrain verkeeft) net grouss genuch ass, d'Attraktivitéit vum Produit ofhëlt, an et kéint méi schwéier sinn, e Keefer ze fannen. Op der anerer Säit weisen déi meesch Projeten, datt de Verkaf „clé en main“ an der Emphyteos, also unni Terrain, eng attraktiv Alternativ zum private Marché kann duerstellen.

ad 3. Souwuel de Fonds du logement wéi d'SNHBM hunn aktuell keen Terrain, deen si un eng Gemeng oder de Staat wéilten zrëck verkafen.

ad 4. Beim Projet zu Harel handelt et sech ëm en Een-zelffall. De Ministère plangt net, weider Terrainen un eng Gemeng ze verkafen, a setzt weiderhi staark op d'Schafe vun abordabele Wunnengen.

Doriwwer eraus leien dem Ministère am Moment keng bekannte Fäll vu blockéierte Projete vir.

Falls Blocagë géifen opkommen an engem Projet, da géif de Ministère kucken, fir déi beschtméigleche Lösung ze fannen.

Incidents lors de la nuit de la Saint-Sylvestre 2025-2026 | Question 3457 (13/01/2026) de M. Laurent Zeimet (CSV)

La nuit de la Saint-Sylvestre représente, chaque année, un moment particulier pour la vie sociale et festive du pays. Elle se caractérise par une fréquentation accrue de l'espace public, par une intensification des déplacements nocturnes et, de manière générale, par une augmentation des sollicitations pour les services de secours et de sécurité. De nombreux rassemblements spontanés et événements organisés entraînent un besoin renforcé de présence policière, à la fois pour prévenir les infractions, protéger les personnes et assurer une intervention rapide en cas d'incident.

Par ailleurs, l'usage de feux d'artifice et d'engins pyrotechniques constitue un sujet récurrent lors de cette nuit. Dans plusieurs communes, des règlements communaux encadrent strictement ces pratiques, voire les soumettent à une autorisation préalable, en raison des risques d'accidents, d'incendies, de blessures, mais aussi des nuisances sonores et des troubles potentiels à l'ordre public. Ces restrictions s'inscrivent également dans une préoccupation croissante liée au bien-être des habitants, des personnes vulnérables, ainsi que des animaux domestiques, souvent fortement affectés par les détonations.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de communes ont interdit l'usage de feux d'artifice et/ou d'engins pyrotechniques sur leur territoire et Monsieur le Ministre peut-il en fournir la liste ?

2) Combien d'amendes ont été émises durant la période de la nuit de la Saint-Sylvestre ?

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir une répartition des amendes émises par grandes catégories d'infractions (p. ex. circulation routière, alcool/drogues au volant, vitesse, stationnement, tapage/nuisances, violences, dégradations, usage/détention d'objets interdits) ?

4) Combien d'incidents ont été recensés en lien avec des feux d'artifice ?

5) Combien d'interventions ont nécessité la mobilisation d'autres services (par exemple CGDIS) ?

6) Combien d'agents de la Police grand-ducale ont été mobilisés au total pour la nuit de la Saint-Sylvestre ?

Réponse (12/02/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) L'usage de feux d'artifice et/ou d'engins pyrotechniques est interdit dans de nombreuses communes. Certaines communes prévoient toutefois, à titre dérogatoire et dans des situations particulières, la possibilité de solliciter auprès du bourgmestre une autorisation pour l'usage de feux d'artifice et/ou d'engins pyrotechniques.

Sur base des informations qui ont été communiquées par les communes au Ministère des Affaires intérieures, l'usage des feux d'artifice est généralement interdit dans 85 communes. Il s'agit des communes de Beaufort, Bech, Beckerich, Berdorf, Bertrange, Bettembourg, Bettendorf, Betzdorf, Bissen, Biwer, Boulaide, Bourscheid, Bous-Waldbredimus, Clervaux, Colmar-Berg, Consdorf, Contern, Dalheim, Diekirch, Differdange, Dudelange, Echternach, Ell, Erpeldange-sur-Sûre, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Feulen, Fischbach, Flaxweiler, Garnich, Goesdorf, Grevenmacher, Groussbus-Wal, Habscht, Heffingen, Hesperange, Junglinster, Käerjeng, Kayl, Kehlen, Kiischpelt, Koerich, Kopstal, Lac de la Haute Sûre, Larochette, Lenningen, Leudelage, Lintgen, Lorentzweiler, Luxembourg, Mamer, Manternach, Mersch, Mertert, Mertzig, Mondercange, Mondorfles-Bains, Niederanven, Parc Hosingen, Pétange, Prézérdaul, Reckange-sur-Mess, Redange/Attert, Roeser, Rosport-Mompach, Rumelange, Saeul, Sandweiler, Sanem, Schengen, Schuttrange, Stadtbredimus, Steinfort, Steinsel, Strassen, Troisvierges, Vallée de l'Ernz, Vianden, Vichten, Waldbillig, Walferdange, Weiler-la-Tour, Wiltz, Winrange, Winseler.

La plupart des communes ayant interdit l'usage de feux d'artifice ont également interdit l'emploi d'engins pyrotechniques. Au total, 87 communes interdisent de manière générale l'usage d'engins pyrotechniques.

ad 2) et 3) Il n'est pas possible d'effectuer une recherche automatisée portant sur les avertissements taxés (amendes) concernant la nuit de la Saint-Sylvestre, parce que les données disponibles incluent les journées complètes du 31 décembre 2025 et du 1^{er} janvier 2026.

Sur ces deux journées, 525 avertissements ont été établis, principalement pour excès de vitesse en agglomération et infractions liées au stationnement, répartis comme suit :

Avertissements taxés émis au cours des journées complètes du 31 décembre 2025 et du 1^{er} janvier 2026 :

– 2 avertissements taxés : inobservation d'un signal de limitation de vitesse en agglomération, dépassement ≤ 15 km/h

– 197 avertissements taxés : dépassement de la limite de 50 km/h en agglomération, dépassement ≤ 15 km/h

– 8 avertissements taxés : dépassement de la limite de 50 km/h en agglomération, dépassement > 15 km/h

stationnement et parage :

– 43 avertissements taxés : stationnement interdit

– 8 avertissements taxés : arrêt et stationnement interdits

– 1 avertissement taxé : parking réservé à certaines catégories de véhicules

– 5 avertissements taxés : stationnement sur emplacement réservé aux véhicules transportant des personnes handicapées

– 2 avertissements taxés : dépassement de la durée maximale sur parcètre > 30 minutes

– 1 avertissement taxé : non-paiement de la taxe ≤ 30 minutes

– 14 avertissements taxés : non-paiement de la taxe > 30 minutes

– 161 avertissements taxés : non-affichage visible du ticket derrière le pare-brise

– 1 avertissement taxé : non-affichage de la vignette de paiement électronique

– 25 avertissements taxés : stationnement en zone de rencontre ou résidentielle en dehors des emplacements signalés

– 24 avertissements taxés : stationnement sur partie de voie réservée aux piétons ou autres usagers

– 1 avertissement taxé : stationnement à moins de 12 mètres d'un arrêt bus/tram

– 9 avertissements taxés : stationnement sur lignes obliques parallèles délimitées par une ligne continue

– 8 avertissements taxés : non-utilisation du disque de stationnement réglementaire

– 1 avertissement taxé : indication horaire inexacte sur disque de stationnement

– 10 avertissements taxés : parage non conforme aux emplacements délimités

– 3 avertissements taxés : stationnement gênant ou non-respect des obligations de placement du véhicule.

Contrairement aux avertissements taxés, une recherche automatisée des procès-verbaux est possible spécifiquement pour la soirée de la Saint Sylvestre (du 31 décembre 2025 – 18.00 heures au 1^{er} janvier 2026 – 06.00 heures).

La police a établi 106 procès-verbaux, qui se répartissent comme suit :

– 12 cambriolages

– 1 vol de véhicule

– 6 vols dans des véhicules ou accessoires

– 1 vol à la tire

– 32 vols simples

– 6 vols avec violences et menaces

– 18 atteintes aux biens et vandalisme (dont 15 faits de vandalisme)

– 5 coups et blessures

– 1 cabarétage

– 1 détention d'arme prohibée

– 4 infractions relevant de la police des étrangers

– 6 ivresses publiques

– 12 procès-verbaux concernent la circulation et l'alcool, incluant ivresse au volant, accidents liés à l'alcool, mises en fourrière et excès de vitesse

– 1 violence domestique.

À noter que ces statistiques sont provisoires et peuvent encore évoluer, tant que les procédures policières ne sont pas finalisées.

ad 4) Le CGDIS a recensé 5 départs de feu et un blessé léger en lien direct avec des feux d'artifices.

ad 5) Il est difficile d'établir combien d'interventions du CGDIS sont liées aux événements de la nuit de la Saint-Sylvestre et qui n'auraient pas eu lieu durant une quelconque autre journée de l'année. Le CGDIS a effectué au cours de la nuit de la Saint-Sylvestre (31/12/25 18.30 heures au 01/01/26 06.30 heures) au total 132 interventions, un chiffre qui ne sort pas de l'ordinaire.

ad 6) Pour la nuit de la Saint-Sylvestre, un effectif renforcé d'agents de police a été mobilisé afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens, de contrôler la circulation et de garantir une présence policière sur l'ensemble du territoire. Le nombre exact d'agents mobilisés n'est pas communiqué pour des raisons tactiques et de sécurité opérationnelle.

.....

Formulaire de demande de dérogation de communication d'archives | Question 3458 (13/01/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Sous la tutelle du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, l'Université du Luxembourg mène des recherches historiques dans l'intérêt public. Or, ces recherches sont sérieusement compliquées par une institution gouvernementale, à savoir les Archives nationales. Celles-ci entravent l'accès aux archives récentes, en incluant dans le formulaire de demande de dérogation de communication d'archives des obligations qui soit ne sont pas prévues par la loi du 17 août 2018 sur l'archivage, soit interprètent de façon restrictive ladite loi, au détriment de la recherche. En effet, les chercheurs doivent y répondre aux questions suivantes : « La consultation de données occultées (anonymisées ou pseudonymisées) est-elle suffisante ? » ; « Avez-vous ou l'institution à laquelle vous êtes rattaché mis en place des garanties techniques et organisationnelles pour garantir un stockage sécurisé des données ? » ; « Quelle est la base légale de votre demande ? » ; « Veuillez indiquer comment vous envisagez de ne pas porter une atteinte excessive à la vie privée de la/des personne(s) concernée(s) », etc.

Force est de constater que la loi du 17 août 2018 sur l'archivage mentionne, à l'article 17 (3) que « Le directeur des Archives nationales, sur avis du Conseil des archives, peut autoriser la communication des archives publiques conservées aux Archives nationales avant l'expiration des délais de communication prévus à l'article 16, paragraphe 3, pour les documents contenant des informations ayant trait à la vie privée des personnes exposées publiquement par leur profession, leur mission ou leur statut, si la communication de ces archives publiques est nécessaire à la réalisation d'une recherche ou d'un travail scientifique effectués dans l'intérêt public et si cette communication ne porte pas une atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée. »

La loi stipule que le directeur autorise cette communication si les conditions suivantes sont remplies :

« a) la communication des archives publiques visées à l'article 16, paragraphe 2 avant l'expiration du délai de communication est nécessaire à la réalisation d'une recherche ou d'un travail scientifique effectués dans l'intérêt public et si cette communication ne porte pas une atteinte excessive aux intérêts protégés par ladite disposition ;

b) la communication des archives publiques visées à l'article 16, paragraphe 3 avant l'expiration des délais de communication est nécessaire à la réalisation d'une recherche ou d'un travail scientifique effectués dans l'intérêt public et si cette communication ne porte pas une atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée. »

La loi n'oblige à aucun moment le chercheur à prendre aucune des obligations stipulées dans le formulaire de demande de dérogation de communication d'archives. Je rappelle d'ailleurs la réponse que Madame la Ministre de la Culture m'a donnée le 15 novembre 2023, dans laquelle elle s'est engagée que les chercheurs se verraient communiquer les archives de manière non anonymisée tant que l'entité versante n'aura

pas demandé cette anonymisation, assurance qui est remise en question par la première question du formulaire. Madame la Ministre a parlé d'un traitement au cas le cas des demandes, mais n'a évoqué aucune obligation de l'ordre de celles que les Archives nationales imposent désormais aux chercheurs. Notons encore que les restrictions imposées à nouveau par les Archives nationales viennent à un moment où la communauté scientifique demande une réforme de la loi du 17 août 2018 sur l'archivage précisément en raison des restrictions en matière de protection des données, qui entravent la recherche académique.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1) Dans quelle mesure les obligations imposées par le formulaire de demande de dérogation de communication d'archives sont elles compatibles avec l'esprit de la loi du 17 août 2018 et les assurances données par sa prédécesseuse ?

2) Le ministère a-t-il procédé à une évaluation du formulaire de demande de dérogation de communication d'archives, éventuellement ensemble avec la communauté scientifique concernée, afin de savoir si la protection des données personnelles et l'accès des chercheurs aux documents indispensables à leur recherche ainsi que l'utilisation raisonnable de ceux-ci dans le cadre de leur recherche y sont équitablement pris en compte ?

3) Quelles sont les mesures prises par le ministère afin de s'assurer que la loi du 17 août 2018 sur l'archivage soit appliquée de manière à satisfaire à la fois aux besoins réels de protection des données et aux besoins de la communauté scientifique, qui agit dans l'intérêt public ?

4) Quelles sont les demandes principales adressées par la communauté scientifique au ministère concernant la réforme de la loi du 17 août 2018 sur l'archivage ?

5) Quelles mesures le ministère a-t-il prises pour s'assurer que l'esprit des demandes principales lui adressées par la communauté scientifique soit pris en compte dans l'application de la loi du 17 août 2018 sur l'archivage jusqu'à la réforme de celle-ci ?

Réponse (13/02/2026) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1) Le formulaire intitulé « Demande de dérogation de communication d'archives aux Archives nationales de Luxembourg » est compatible notamment avec :

– le règlement UE 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ci-après RGPD ;

– la loi modifiée du 17 août 2018 sur l'archivage, ci-après loi sur l'archivage et

– la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, ci-après loi CNPD.

En effet, toutes les indications à remplir dans le formulaire permettent à l'utilisateur de préciser l'objet et les

finalités de sa demande, ainsi que les mesures techniques et organisationnelles mises en œuvre, afin que les Archives nationales puissent analyser, en connaissance de cause et en respectant le cadre légal applicable, la demande et y réserver les suites nécessaires.

La note explicative [†] en annexe de la présente reprend plus en détail les dispositions les plus pertinentes du cadre légal. S'agissant de la question relative aux « assurances données par sa prédécesseuse », il ne m'appartient pas de me prononcer par rapport aux « assurances données », à l'époque, par Madame la Ministre de la Culture.

ad 2) La mise à jour du formulaire a été élaborée, dans le cadre des missions légales des Archives nationales, avec l'expertise du Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État, actuellement le Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données et du C2DH. Les Archives nationales, à l'instar des autres instituts culturels de l'État, sont placées sous la tutelle du Ministère de la Culture.

Les questions du formulaire permettent aux Archives nationales de procéder à une mise en balance des impératifs de l'accessibilité des archives publiques à des fins de développement de la recherche et du savoir, avec ceux de la protection des données personnelles contenues dans les archives.

Il y a lieu d'ajouter que l'utilisation du formulaire n'est pas contraignante et que les utilisateurs peuvent introduire une demande d'accès aux archives sur papier libre.

ad 3) Les législateurs national et européen ont mis en place un cadre légal permettant de mettre en balance les intérêts de la communauté scientifique avec l'intérêt de protection des données personnelles des personnes concernées, dans le cadre de l'accès aux archives.

À travers ce cadre légal, les Archives nationales sont un acteur principal de cette mise en œuvre.

Tel que précisé sous la question 2, le Ministère de la Culture considère que le formulaire et l'expertise des Archives nationales leur permettent de tenir compte des intérêts en cause, à les évaluer, à les mettre en balance et à prendre les décisions y relatives.

Bien évidemment, il se peut qu'un utilisateur ne soit pas satisfait de la décision prise par les Archives nationales. Voilà pourquoi, à l'instar de toutes les autres décisions administratives, celles prises par les Archives nationales dans ce contexte, peuvent être reconsidérées par voie d'un recours gracieux ou en introduisant un recours contentieux devant les juridictions administratives.

À cela s'ajoute que les Archives nationales élaborent ponctuellement des protocoles d'accord avec les chercheurs et les producteurs d'archives publiques.

ad 4) Les principales demandes adressées par les chercheurs au Ministère de la Culture dans le cadre de la réforme de la loi sur l'archivage concernent l'accès aux archives publiques. Plus précisément, il s'agit de la réduction des délais de communicabilité auxquels sont soumis certaines archives publiques et de la révision de la procédure de demande de dérogation prévue pour obtenir l'accès à ces archives avant l'expiration de ces délais. D'autre part, leurs demandes visent la mise en place d'une dérogation générale permettant l'accès anticipé à certains fonds d'archives avant l'expiration des délais de communicabilité.

ad 5) Le Ministère de la Culture poursuit actuellement son analyse du cadre légal relatif à l'archivage. Dans ce contexte, des concertations sont en cours et les

contributions reçues dans le cadre de la consultation publique sont examinées avec attention.

Mise en œuvre de la réforme du système des pensions | Question 3459 (14/01/2026) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Esou wéi et am Artikel „CNAP mat Kappzerbrieches a vill méi Aarbecht konfrontéiert“, deen den 12. Januar op rtl.lu publizéiert gouf, heescht, stellt déi rezent Pensionsreform d'Mataarbechter vun der Pensionskeess (CNAP) viru massiv Erausforderungen. Notamment war sech d'Direktioun laang onsécher, wéi d'Reform rechtssécher ëmzesetzen ass. De Risiko vu juristesche Recourse besteet och weiderhin. Och d'Retraite progressive soll der Madamm Minister no zwar vum 1. Januar u kënnen ugefrot ginn a spéitstens a véier Méint a Kraaft trieden. Elo heescht et awer bei RTL, datt de System, fir déi progressiv Pensioun unzefroen, nach net operationell ass. No Ausso vun der Madamm Minister an der Kommissiounssitzung vum 8. Dezember 2025 soll dës Demande kënnen iwwer MyGuichet gestallt ginn.

Des Weideren heescht et am Artikel, datt eng ronn 100 Leit sollen nei bei der CNAP agehallt ginn. Enn 2024 louch d'Gesamtzuel vum Personal bei 242, et handelt sech also ëm eng Erhéijung vun iwwer 40 Prozent. Trotzdeem gëtt d'Madamm Minister am genannten Artikel mat de Wiedererzitéiert, datt d'Reform zwar „natierlech méi Aarbecht géing mat sech bréngen, mee net an deem Ausmooss ewéi geduecht“.

An deem Zusammenhang géif ech der Madamm Gesondheets- a Sozialminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert d'Madamm Minister allgemeng op den Artikel a besonnesch op de Fakt, datt d'Direktioun vun der CNAP muss dovun ausgoen, datt hir Ëmsetzung an d'Interpretatioun vun der Reform risikéieren, gerichtlich ugesicht ze ginn?

2. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi déi 100 Plazen no der jeeweileger Karriär, CDDen a CDIen, externen Ausschreiwunge souwéi Changements d'administration regroupéiert an allkéiers prezisieréieren, ob d'Ästellung mat engem Stage verbonnen ass a wéi laang dee géif daueren?

3. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi eng Qualifikatioun d'Kandidate mussen matbréngen? Ginn och geziilt Juristen agehallt, fir op potenziell Gerichtsaffäre virbereet ze sinn?

4. Wéi wäit wäerten déi 100 Leit mat der operationeller Integratioun vun der Reform an d'Aarbechtsloft vun der CNAP befaasst ginn? Wéi eng aner Aufgabe kënnen si méiglecherweis iwwerhuelen, nodeems de Projet ofgeschloss ass?

5. Ëmfaassen dës 100 Plazen och d'Neibesetzung vu Leit, déi an d'Pensioun ginn oder d'CNAP aus soss engem Grund verloossen? Falls jo, kann d'Madamm Minister déi entsprechend Zuele matdeelen? Falls net, kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi vill zousätzlech Plaze fir eventuell Neibesetzungen 2026 müssen ausgeschriwwen ginn?

6. Eng kuerzfristeg Erhéijung vum Personal ëm 40 Prozent bedeit dacks och eng logistesche Erausforderung. Kënnen déi 100 Leit all a bestoende Raimlechtekeete vun der CNAP ënnerbruecht ginn? Falls net, wéi eng zousätzlech Lokalitéit si fir si virgesinn? Kann d'Madamm Minister d'Käschte vun der Locatioun respektiv dem Kaf prezisieréieren?

7. A wéi engem Zäitraum mengt d'Madamm Minister, dësen Ästellungsprozess kënnen ofzeschleissen? Wéi een Zäitraum gëtt duerno fir d'Formatioun vun deene

Leit agerechent? Wéi ee Réckstau un Dossiere kéint sech schlëmmstefalls erginn, bis déi 100 Leit voll operationell sinn?

8. Bis wéini sollen déi technesch Dispositiounen fir d'Demande vun der progressiver Pensioun operationell sinn? Kann d'Madamm Minister garantéieren, datt all Bierger, dee säit dem 1. Januar 2026 Usproch op eng progressiv Pensioun huet, dës och kann ufroen? Wéi gesäit déi genee administrativ Prozedur aus?

9. Iwwert wéi eng Kenntniser vun eisen dräi administrative Sproche müssen d'Kandidate verfüegen, wuel wëssend, datt de Kontakt mam Public hei naturgeméis virun allem eeler Persoune betrëfft?

10. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi wäit sech d'Gesamtkäschte vun der CNAP verdeelt op déi verschidde Posten (Salären, Raimlechteken, Material asw.) duerch dës Rekrutement erhéijen?

11. D'Madamm Minister gouf, wéi uewen ausgefuert, vun RTL mat de Wiedererzitéiert, datt d'Ëmsetzung vun der Reform manner Opwand mat sech bréngt wéi erwaart. Vu wéi engem zousätzleche Personalbedarf war d'Madamm Minister deemspriechend ursprénglech ausgegangen?

Réponse (29/01/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi praktesch Ëmsetzung vun de Moosnamen ass am Gesetz vum 19. Dezember 2025³¹ festgehalen. All Decisioun vun der Pensionskeess ka gerichtlich ugesicht ginn an do maachen déi nei Dispositiounen keng Ausnam. Mat dem Besuch op een Opgoen op d'Recht op eng virgezonne Pensioun ab dem Alter vu 60 Joer sinn d'Texter kloer, ewéi eng Versécherungs-zäiten ze berücksichtegen sinn, inklusiv wéi vill eventuell Studienzäiten, fir op 480 Méint ab dem Alter 60 ze kommen, dann och op Basis vun dësem Datum dann eeben eng eventuell Prolongatioun vun dësen Zäiten ze determinéieren.

ad 2. Dat groussherzoglecht Reglement vum 17. Dezember 2025 gesäit eng Extensioun vun 69 Posten am Effectif total vun der Pensionskeess vir. Hei ass ze prezisieréieren, dass d'Pensionskeess dës Demande vun dem Opstocke vun den Effektiver schonns virun den Diskussiounen iwwer eng eventuell Reform ugefrot huet.

D'CNAP rekrutéiert nëmmen a ganz begrenzte Situatiounen Persoune mat engem befristen Aarbechtskontrakt. Poste ginn och gréisstendeels ausgeschriwwen, sou datt déi extern Kandidaten sech entweder als Fonctionnaire oder Employé oder per Administratiounswissel melle kënnen. Eventuell kënnen Posten och CNAP-intern besat ginn, duerch eng Mutatioun. An deem Fall géif dann déi jeeweileg Persoun rëm per Ausschreiwung ersat ginn.

Déi planifiéiert Rekrutementen vun der CNAP kënnen an der Fiche financière vum Projet vum groussherzogleche Reglement ënnert dem Link <https://legilux.public.lu/eli/dl/pr/2025/297> consultéiert ginn.

ad 3. D'Verdeelung iwwert déi eenzel Carrière kënnen och ënnert dem Link hei uewendriwwer consultéiert ginn.

ad 4. D'Augmentatioun vum Effectif total vun der CNAP ëm 69 Poste war scho virum 1. Januar 2026 geplangt, en vue vun der stänneger Croissance vu Pensionairen

iwwert déi lescht an iwwert déi nächst Joren. Déi viséiert Rekrutementen sinn also net nëmme fir de court Terme geduecht, mee sollen d'CNAP och à long terme ënnerstëtzen an der Modernisatioun, Simplificatioun an Digitalisatioun an hire Prozeduren.

ad 5. D'Augmentatioun vum Effectif total bezitt sech op nei Ressourcen, déi der CNAP zur Verfügung sti wäerten. Leit, déi d'CNAP verloossen oder a Pensioun ginn, wäerten zousätzlech ersat mussen ginn. Déi budgetär Gestionsreegelen, deenen d'CNAP ënnerläit, gesinn net vir, dass een Départ à la retraite antizipéiert gëtt, wann déi jeeweileg Persoun hir Volontéit a Pensioun ze goen nach net manifestéiert huet.

ad 6. De Fonds de compensation commun au régime général de pension, deen d'Reserve vum Pensionsregime geréiert, ass Bauhär vun der 2. Phase vun der Cité de la sécurité sociale op der Stater Gare, wou d'CNAP an d'Zukunftkeess virauszuechtlech 2029 eraplënnere wäerten.

ad 7. Déi initial Formatioun vun den Agente vun der CNAP dauert am Prinzip genau soulaang wéi déi vu Staatsbeamten, also 2 Joer. Och während dem Stage instruéieren déi jeeweileg Stagiairen awer schonn Dossieren, ënner verstärkter Supervisioun natierlech. Mat der Erfahrung, a prinzipiell mat erfolgräich ofgeschlossenen Promotiounsexamen, huet de CNAP-Agent dann een Expertenniveau erreecht, wou e méi villsäiteg agesat ka ginn.

Den Zouwuess vun der Charge de travail vun der CNAP ass natierlech een Defi fir dës Keess, deem si nëmme ka mat méi modernen an digitalen Outilen entgéintrieden, zousätzlech zu engem méi héijen Effectif total.

ad 8. Eng Demande fir eng progressiv Pensioun ka beim Employeur gemaach ginn, wann de Salaré ee Certificat vun der Pensionskeess bäileet, deen attestéiert, datt déi néideg Conditionen, notamment déi vun enger virzäiteger Alterspensioun, erfüllt sinn.

D'Etabléiere vun esou engem Certificat ass am Prinzip den zäitintensivste Virgang vun der Prozedur, an haaptsächlech, wa mussen d'Versécherungs-zäiten mat auslännesche Perioden an Ergänzungs-zäiten rekonstituéiert ginn. Och muss d'Pensionskeess vum Employeur bestätegt kréien, datt den Assuré déi lescht 3 Joer effektiv an engem Rhythmus vu 75 % geschafft huet, fir Grenzfall auszuschleissen.

D'CNAP ass mat der Ëmsetzung vun enger digitaler Demarche op myguichet.lu amgaangen, fir esou ee Certificat ausstellen ze kënnen. Bis datt esou eng strukturéiert Demarche accessibel ass, ginn Ufroen vun den Assuréeen zu der progressiver Pensioun individuell beaarbecht, jee no der Situatioun vum Assuré.

ad 9. De Rekrutement bei der CNAP verleeft no de selwechten Dispositiounen wéi beim Staat. Am Prinzip, ausser bei spezielle Profiller, gi Kenntniser vun den 3 administrative Sproche viragesat.

ad 10. Ech verweisen op d'Äntwert ënner der Fro N° 2.

ad 11. D'CNAP ass beméit, bei der Ëmsetzung vun der Reform nei Akzenter ze setzen an digital Prozeduren ëmzesetzen, do wou dat méiglech ass a manner Ressourcen-intensiv ass a bleift.

Optimisation du fonctionnement de la Caisse nationale de santé | Question 3460 (14/01/2026) de Mme Carole Hartmann (DP)

No de Koalitiounsverhandlung gouf am Regierungsaccord 2023-2028 folgend Ausso festgehalen:

³¹ Loi du 19 décembre 2025 portant modification : 1° du Code de la sécurité sociale ; 2° du Code du travail ; 3° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois.

„Le mode de fonctionnement et de financement ainsi que la gouvernance de la Caisse nationale de santé seront mis à l'examen.“

D'Madamm Ministesch huet an deem Sënn an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro annoncéiert, am Joer 2024 de Projet „Optimisation du fonctionnement de la Caisse nationale de santé (CNS)“ lancéiert ze hunn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung folgend Fro stellen:

1. Konnten duerch dese Projet scho bestëmmte Verbesserungsméiglechkeete festgestallt ginn? Wa jo, wéi eng?
2. Wéi schätzt d'Madamm Ministesch déi aktuell Situatioun vum Fonctionnement, dem Finanzéierungsmodell souwéi der Gouvernance vun der CNS an?
3. Wéi eng Prozedure goufe bis ewell lancéiert oder duerchgefouert, fir déi verschidde Mesuren um Niveau vun der CNS aus dem Koalitiounsaccord ëmzesetzen?
4. Wat ass an deem Sënn déi nächst Jore virgesinn?

Réponse (09/02/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Projet „Optimisation du fonctionnement de la Caisse nationale de santé (CNS)“, dee Mëtt 2024 lancéiert ginn ass, bezitt sech ausschliisslech op d'Fonctionnement an d'Governance vun der CNS, a méi bonesnesch op d'Elementer vun enger „bonne gouvernance“, déi duerch d'Gesetz vum 9. August 2018³² an de Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) agefouert gi sinn.

Wéi schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 1947 vum 14. Februar 2025 uginn, ginn d'Analysen op Basis vum bestoende gesetzleche Kader duerchgefouert.

Déi folgend Elementer vun enger „bonne gouvernance“ an deemem Projet analyséiert:

- d'Rollen an d'Responsabilitéte vun de verschidde Acteuren an der CNS, wat d'Elementer vun enger „bonne gouvernance“ ugeet, déi 2018 an de CSS agefouert goufen,
- d'Ariichtung vun engem interne Kontrollsystem an engem interne Rapport, deen iwwer d'Ëmsetzung vum Dräijoresplang an iwwer d'Funktiounen vum interne Kontrollsystem informéiert,
- d'Ariichtung vun enger Politick zur Bekämpfung vu Mëssbrauch a Bedruch.

Am Kader vum Projet „Optimisation du fonctionnement de la Caisse nationale de santé (CNS)“ gëtt e Rapport erstallt, dee viraussichtlech 2027 ofgeliiwert gëtt, an deem déi eventuell Ecarte par rapport zum bestoende gesetzleche Kader festgehalé ginn an d'Recommandatiounen presentéiert ginn.

ad 2. De Finanzéierungsmodell ass net couvréiert vum heidriwwer genannte Projet. Wat awer déi finanziell Situatioun betrëfft, hunn sech no der Quadripartitt-Comitéssëtzung vum 6. November 2024 d'Representanté vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet (M3S), vun der Inspection générale des finances (IGF), vun der Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), vun der CNS souwéi déi delegéiert Administrateuren am Verwaltungsrot vun der CNS, déi d'Sozialpartner vertrieeden, sech e puermol

³² Loi du 9 août 2018 modifiant : 1. le Code de la sécurité sociale ; 2. la loi du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ; 3. la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale.

ënner der Presidence vun der Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet zesummegeesat, fir d'Propositionen weider auszeschaffen, déi d'Trajectoire de financement vun der Krankeversécherung op laang Siicht stabiliséiere sollen.

Verschidde vun de Mesuren, déi an dese Reunionen zeréckbehale gi sinn, sinn an der Quadripartitt-Comitéssëtzung vum 13. Oktober 2025 virgestallt ginn. Dës mussen nach iwwerschafft ginn a kompletéiert gi mat weidere Propositionen zesumme mat de Berufsgruppen. Zu de proposéierte Mesuren, déi kuerzfristeg ëmsetzbar sinn, gehéiert d'Maîtrise médicalisée vu verschidde Prestatiounen, wéi Medikamenterverschreibungen, biologesch Analysen an de Kinesithérapeute-Seancen. Aner Mesuren, déi eng Upassung vum legale Kader verlaangen, betreffen ë. a. d'Bekämpfung vum Gaspillage vun de Medikamenter, d'Verstärkung vun de Kontrollméiglechkeete géint Mëssbrauch a Bedruch, souwéi eng Erhéijung vun der staatlecher Dotatioun. Dës Mesurë gi säit Dezember 2025 mat de Berufsgruppen am Kader vun dem themateschen Aarbechtsgruppe weider verdéift a komplettéiert, koordinéiert vum engem Comité stratégique. Ënner der Presidence vun M3S analyséiert dese Comité d'Mesuren, déi dozou déngen, de finanziellen Equilibre vun der Krankeversécherung erëm hierzestellen. En éischte Bilan soll bei der nächster Quadripartitt-Comitéssëtzung am Fréijoer 2026 presentéiert ginn.

ad 3. Wat d'Prozedure betrëfft, déi bis ewell lancéiert oder duerchgefouert goufen, fir déi verschidde Mesuren, déi an deemem parlamentarescher Ufro viséiert sinn, um Niveau vun der CNS aus dem Koalitiounsaccord ëmzesetzen, kann een nach emol de Projet „Optimisation du fonctionnement de la Caisse nationale de santé (CNS)“ nennen.

Zousätzlech a wéi ënnert der Äntwert op Fro 2 scho präziséiert, gi säit der Quadripartitt-Comitéssëtzung vum 6. November 2024 Mesuren ausgeschafft, déi d'Trajectoire de financement vun der Krankeversécherung op laang Siicht stabiliséiere sollen. Dës Mesurë gi mat de Berufsgruppen an den themateschen Aarbechtsgruppen, ënnert der Koordinatioun vun engem Comité stratégique, weider verdéift a komplettéiert.

ad 4. De Projet „Optimisation du fonctionnement de la Caisse nationale de santé (CNS)“ gëtt am Joer 2026 weidergefouert. D'Ëmsetzung vun de formuléierte Recommendatiounen, déi am Ofschlussrapport vum Projet virgestallt ginn, ënnerläit engem Suivi duerch d'IGSS. En éischte Bilan vun de Mesuren, déi d'Trajectoire de financement vun der Krankeversécherung op laang Siicht stabiliséiere sollen, gëtt bei der nächster Quadripartitt-Comitéssëtzung am Fréijoer 2026 presentéiert.

Préservation de la liberté d'expression | Question 3461 (14/01/2026) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Fir de Joreswiessel 2025/26 hunn zu Lëtzebuerg e puer Experten hir Suergen iwwer den Zoustand vun der demokratescher Debatt ausgedréckt. Si stellen zum Beispill fest, datt Discoursen, déi polariséieren, zouhuelen an datt d'Desinformatioun en Impakt op déi sozial Kohäsioun huet. An engem „Tageblatt“-Artikel vum 9.1.2026 („Bye-Bye 2025“) liest een: „Die heutige Laissez-faire-Politik in Bezug auf Toleranz, insbesondere in west- und nordeuropäischen Ländern, könnte die Zukunft unserer liberalen Demokratien und damit die Zukunft unserer hart erkämpften Rechte und Freiheiten gefährden!“ D'Experten ënnersträchen och d'Erausforderungen am Zesammenhang mat der Meinungsfräiheet an der Onofhängegkeet vun de Meedie géint iwwer bestëmmten Aflëss oder antidemokratesche Bewegungen.

An deemem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Huet d'Regierung Unhaltspunkten, datt et an der Lëtzebuurger Gesellschaft eng Entwécklung vu Selbstzensur gëtt, besonnesch an akademeschen, Meedien- oder kulturelle Kreesser?
2. Wéi eng Moosname ginn aktuell getraff fir sécherzestellen, datt Bierger, Fuerscher, Léierpersonal a Journalisten sech fräi, an oni externen Drock, ausdrécke kënnen?
3. Wéi schätzt d'Regierung d'Bedeitung vun enger staarker, onofhängeger öffentlecher Meediellandschaft fir déi demokratesch Stabilitéit vu Lëtzebuerg an?
4. Wéi eng Schutzmechanisme gëtt et aktuell, fir déi redaktionell Onofhängegkeet vun de Meedien ze garantéieren?
5. Wéi garantéiert d'Regierung, datt d'Fuerschung vu Wëssenschaftler an Historiker zu Lëtzebuerg fräi vu politeschem oder ideologeschem Afloss bleift?
6. Gëtt et Indicateuren dofir, datt Enseignanten oder Fuerscher sech ageschränkt oder ënner Drock gesat fillen, fir iwwer verschidde Themen net oppen ze diskutéieren?

Réponse (16/02/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Meenungs- a Pressefräiheet sinn zu Lëtzebuerg verfassungsrechtlech garantéiert. Den Artikel 23 vun der Lëtzebuurger Verfassung schützt ausdrécklech d'Fräiheet vun der Meenung an déi vun der Press an hält ausdrécklech fest, datt d'Zensur verbueden ass. Dese konstitutionelle Kader schafft kloer juristesche Sécherheeten, déi et de Biergerinnen a Bierger wéi och de professionellen Acteuren erlaben, sech fräi auszudrécken.

Wat spezifesch de journalistesche Kontext betrëfft, kënnen laut dem Conseil de presse verschidde rezente Entwécklungen, z. B. wat verschidde abusiv Kloe viru Geriicht ugeet, bei eenzele Professioneller zu enger verstärkter Sensibiliséierung an heiansdo och zu méi grousser Virsiicht an der Berichterstattung féieren. Allgemeng gëtt et awer keng Unhaltspunkten, déi aktuell op iergendeng systematesch oder strukturéiert Form vu Selbstzensur schlësse loosse, oder déi déi fräi Ausübung vum Journalismus zu Lëtzebuerg géifen a Fro stellen.

ad 2. Fir sécherzestellen, datt Biergerinnen a Bierger, Fuerscher, Léierpersonal a Journalistinnen a Journalisten sech fräi an oni externen Drock ausdrécke kënnen, stäipt sech d'Regierung op e kohärente legale wéi och institutionelle Kader.

Am Meediesecteur gëtt de professionelle Journalismus geziilt ënnerstëtz, notament duerch d'Gesetz vum 30 Juli 2021 iwwer de Régime d'aides en faveur du journalisme professionnel. Dëst Gesetz gesäit finanziell Hëllef fir Meedieverleer vir, déi professionell Journalistinnen a Journaliste mat engem Contrat à durée indéterminée (CDI) beschäftegen. D'Zil dovunner ass, de Meediepluralismus, d'redaktionell Onofhängegkeet an d'laangfristeg Stabilitéit vun der journalistescher Aarbecht zu Lëtzebuerg ze garantéieren. An deem Sënn definéiert d'Gesetz och keng weider zousätzlech Krittären, fir datt d'Press esou fräi wéi méiglech schaffen kann. Déi beruflech Deontologie vun de Journalistinnen a Journalisten ze iwwerpräiwen, fält dofir eleng an d'Kompetenz vum Presserot.

Dat modifizéiert Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwer d'Liberté d'expression an de Meedien definéiert ausserdeem d'Rechter vun de Journalisten. Den Droit

de réponse erlaabt et dann de Bierger, déi an enger Publicatioun erwäant sinn, ze reagieren an dës Stellungnam och publizéiert ze kréien.

Zousätzlech dréit och d'Existenz vun onofhängegen Institutionen an Autoritéiten, wéi de Conseil de presse an der ALIA, dozou bäi, e Klima an en transparente Kader ze féerden, an deem eng fräi Meinungsäusserung méiglech ass.

Am Januar 2026 gouf e Projet de loi vum Justizministère déposéiert, mat deem déi sougenannt AntiSLAP-PEU-Direktiv an d'nationaalt Recht transposéiert gëtt. Dës huet zum Zil, Persounen, déi um öffentliche Debat deelhuefen, géint offensichtlech onbegrennte Rechtskloen oder juristesche Prozeduren, déi méssbraucht ginn, ze schützen. Fir d'Veréffentlechung vun Informatiounen zu engem Thema vum öffentlichen Interessi zäitlech erauszeseien oder souguer ze verhënneren, oder fir Participanten um öffentliche Debat wéinst der Publikatioun vun esou Informatiounen ze bestrofen, initiéieren nämlech d'Auteure vu sougenannte „poursuites-bâillons“ laangwiereg, deier an heiansdo och multipel juristesche Prozedure géint déi betrafte Persounen. Dofir gesäit de Projet de loi eng Rei vu prozedurale Garantien a korrektive Moosname vir, fir de Schutz vun de Participanten um öffentliche Debat géint esou abusiv juristesche Prozeduren am Kontext vu Froen zivill oder handelsrechtlecher Natur ze stäerken.

ad 3. D'Regierung moosst enger staarker, onofhängeger a pluralistescher Meedielandschaft eng essenziell Bedeitung fir d'demokratesch Stabilitéit vu Lëtzebuerg bäi.

Eng Demokratie funktionéiert nëmme dann, wann d'Meedien – an hir professionell Journalistinnen a Journalisten – hir Roll als kritesch a responsabel Begleeder vum politeschen, wirtschaftlechen a gesellschaftlechen Liewe fräi an ouni Drock ausüben kënnen – natierlech géllt och als Voraussetzung, datt dëst am Respekt vun de fundamentalen an deontologesche Prinzipien vun hirem Beruff geschitt.

Fräi an onofhängeg Meedien droen zur Transparenz, zur Meenungsvielfalt an zu engem informéierte Biergerdialog bäi a stellen domat eng wichteg Stäip vun der demokratescher Rechtsstaatlechkeet duer.

Dofir gëtt dës wichteg Roll vun der Regierung net nëmme voll unerkannt, mee och aktiv geféiert.

ad 4. Fir d'redaktionell Onofhängegkeet vun de Meedien ze garantieren, besteet zu Lëtzebuerg e laangjäregen a bewäerte Schutzmechanismus. D'Gesetz vum 30. Juli 2021 iwwert de Régime d'aides en faveur du journalisme professionnel gouf explizitt mat deem Zil ausgeschafft, d'Onofhängegkeet vun Journalismus ze stäerken, wirtschaftlech Pressiounen ofzefiederefen an de Meediapluralismus ze sécheren. Am Kader vun der Meediereform (Projet de loi 8625) soll och d'„liberté éditoriale“ gesetzlech verankert ginn, wat eng weider wichteg Garantie fir déi redaktionell Fräiheet duerstellt.

Den Aide-à-la-presse-System existéiert zu Lëtzebuerg zanter bal 50 Joer. Hien ass am Laf vun de Joren ëmmer nees un déi gesellschaftlech, technologesch a politesch Entwécklungen ugepasst ginn. Aktuell befënnst sech d'Gesetz vum 2021 an engem legislativen Iwwerarbeitungsprozess, deen och schonn an den zoustännegen Chamberkommissiounen diskutéiert gouf. Dat ënnersträicht de politesche Wëllen, de gesetzleche Kader kontinuierlech un déi reell Besoine vum Meediesektor anzupassen.

ad 5. Am Universitétsgesetz vum 27. Juni 2018 (Loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg) ass am Artikel 19 explizitt de Prinzip vum der akadeemescher Fräiheet

(Liberté académique) verankert. Dëse Prinzip gëllt souwuel fir d'Fuerschungs- wéi och fir d'Enseignementsaktivitéiten vum akadeemesche Personal vun der Universitéit Lëtzebuerg.

Répartition des postes dans l'enseignement secondaire | Question 3462 (14/01/2026) de M. Ricardo Marques (CSV)

Suivant le budget 2026, section relative à l'enseignement secondaire, il ressort que les montants inscrits au poste « Rémunération du personnel » connaissent une progression très marquée sur trois exercices consécutifs. En effet, les crédits passent de 1.029.922.170 € au compte provisoire 2024 à 1.100.469.260 € au budget voté 2025, avant d'atteindre 1.182.518.595 € dans le projet de budget 2026.

Cette progression budgétaire, d'ampleur notable, mérite d'être explicitée de manière détaillée. Elle est susceptible de refléter non seulement des évolutions générales de masse salariale mais également des changements plus structurels liés à la gestion des ressources humaines dans l'enseignement secondaire : volume de postes effectivement budgétés, postes restés vacants, modalités de couverture des besoins, ainsi que l'évolution des effectifs dans les différentes catégories de personnel, notamment enseignants, socio-éducatif, administratif et encadrement.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de postes ont été ouverts au total dans l'enseignement secondaire en 2025 et combien ont été effectivement pourvus au 31 décembre 2025 ?

2) Pour l'année 2025 (et à titre prévisionnel pour 2026), quelle est la répartition des postes financés au titre de l'enseignement secondaire :

- enseignants,
- personnel socio-éducatif,
- directions et encadrement,
- autres catégories, spécifiées le cas échéant ?

3) Quelle est la répartition des créations nettes de postes en 2025 par établissement scolaire ?

Réponse (23/02/2026) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Pour 2025, 317 ETP supplémentaires ont été ouverts pour le recrutement de personnel enseignant à partir du 1^{er} septembre 2025. 301,1 nouveaux recrutements ont pu être effectués jusqu'au 31 décembre 2025 dont un certain nombre provient du numerus clausus d'années précédentes. En outre, 111,55 ETP ont été créés entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 décembre 2025 pour le recrutement de personnel non enseignant de l'enseignement secondaire, dont 78,55 ETP ont été effectivement pourvus.

ad 2)

- Personnel enseignant
Pour l'année 2025 : 301,1 ETP

- Personnel non enseignant
Pour l'année 2025 : 78,55 ETP

Personnel socio-éducatif : 57,05 ETP

Directions : 4 ETP

Personnel administratif et technique : 17,5 ETP

Pour l'année 2026 336 ETP ont été prévus en renforcement de personnel enseignant à titre prévisionnel au numerus clausus pour l'ensemble de l'enseignement secondaire. Les postes de renforcement en personnel non enseignant exacts restent encore à déterminer.

ad 3) Répartition de 301,1 ETP en personnel enseignant par établissement scolaire : †

Répartition de 78,55 ETP en personnel non enseignant par établissement scolaire : †

Médicaments génériques | Question 3468 (14/01/2026) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Les médicaments génériques sont des médicaments qui contiennent les mêmes principes actifs et agissent de la même manière que les médicaments originaux.

Une fois le brevet du médicament original expiré, les génériques sont vendus en règle générale nettement moins chers que les originaux et dans certains cas, les originaux suivent le pas. Dans certains pays européens, les génériques représentent jusqu'à 50 % des ventes de médicaments.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale comment s'est développée la part des médicaments génériques au Luxembourg endéans les 10 dernières années.

2) Quelles sont les mesures actuellement sur table pour encourager la prescription et vente des génériques ?

3) Dans quelles catégories de médicaments les génériques sont-ils les plus répandus ?

4) Quelle est, en général, la différence de prix entre les génériques les plus répandus et les originaux dont le brevet a expiré ?

Réponse (11/02/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Graphique 1 †

En 2015, les dépenses liées aux médicaments génériques évoluent de 19,2 % et leur poids dans les dépenses totales des médicaments atteint 5,0 %.

Par la suite, leurs dépenses présentent une évolution moyenne annuelle de 2,5 % entre 2016 et 2020 et leur poids atteint 4,5 % des dépenses totales des médicaments en 2021, contre 5,1 % en 2020.

Sur la période allant de 2021 à 2024, les dépenses relatives aux médicaments génériques présentent une évolution moyenne annuelle de 22,6 % et atteignent 5,8 % des dépenses totales des médicaments en 2024, contre 6,0 % en 2023.

ad 2) Actuellement, il existe deux mesures pour encourager la prescription et la vente des génériques :

a) L'article 22bis du Code de la sécurité sociale permet de soumettre la prise en charge de groupes de médicaments à une base de remboursement.

Les médicaments concernés sont pris en charge à hauteur de la base de remboursement. Ainsi, les montants pris en charge pour un médicament de référence et son générique sont similaires.

Au cas où le prix du médicament prescrit est supérieur à la base de remboursement calculée, le pharmacien est tenu d'en informer la personne assurée et doit lui proposer une substitution par un médicament équivalent le moins cher du même groupe. En cas de refus de substitution par l'assuré, celui-ci doit payer le montant dépassant la base de remboursement.

Deux groupes de médicaments figurent actuellement sur la liste des groupes de médicaments soumis à la base de remboursement.

b) L'article 31 de la convention conclue entre l'Association des médecins et médecins-dentistes et la CNS permet au médecin de prescrire des médicaments sous le nom générique (DCI) ou chimique de la substance active.

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

L'article 18 de la convention conclue entre le Syndicat des pharmaciens luxembourgeois et la CNS prévoit que dans ce cas le pharmacien doit délivrer le produit le moins cher figurant sur la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie-maternité tout en respectant les règles régissant la délivrance quantitative des médicaments.

ad 3) Le tableau[↑] suivant présente les principes actifs pour lesquels le plus grand nombre d'emballages de médicaments génériques ont été pris en charge par l'assurance maladie-maternité dans le secteur extrahospitalier en 2025 :

ad 4) Les prix des médicaments commercialisés au Luxembourg, sont basés sur les prix appliqués dans le pays de provenance des médicaments.

La majorité (plus de 85 %) des médicaments commercialisés au Luxembourg viennent de la Belgique.

Le système de remboursement appliqué en Belgique exerce une pression à la baisse sur le prix des médicaments de référence.

Afin de rester compétitifs et de continuer à bénéficier du remboursement, ces médicaments sont obligés de diminuer leurs prix.

Dès lors, cette différence de prix, entre les médicaments de référence et les génériques, est souvent faible.

Malgré cette différence souvent minime, une forte demande pour un médicament de référence peut avoir des répercussions considérables sur les dépenses de l'assurance maladie-maternité.

Dans ce cas, l'effet de volume est déterminant. Un recours plus fréquent aux médicaments génériques est donc toujours intéressant, même lorsque la différence de prix avec le médicament de référence est faible.

Dans une minorité de cas, des différences de prix considérables entre les médicaments de référence et leurs génériques peuvent exister, entre autres dans les cas suivants :

- renoncement du médicament de référence à la prise en charge en Belgique (p. ex. pantoprazole, paracétamol) ;
- le pays de provenance du médicament de référence n'est pas la Belgique (p. ex. bisoprolol).

Il arrive parfois qu'un traitement par un certain groupe de médicaments ne soit pas remboursé en Belgique, mais qu'il le soit au Luxembourg.

Dans ce cas, le système de remboursement belge n'exerce aucune pression ni sur les prix des médicaments de référence, ni sur les prix des génériques (p. ex. la vitamine D = colécalciférol).

Retards de paiement des gardes médicales hospitalières | Question urgente 3964 (21/04/2026) de Mme Sam Tanson | Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Selon nos informations, les indemnités de garde dues aux médecins participant aux gardes hospitalières, posées par la loi hospitalière de 2018, ne seraient plus versées depuis le mois de janvier 2026.

La convention relative au financement des gardes hospitalières aurait été négociée et signée par l'ensemble des parties concernées, à l'exception du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, faute de validation préalable de l'adaptation du budget global par le Ministère des Finances. En conséquence, Madame la Ministre de la Santé ne serait pas en mesure de signer ladite convention, ni de procéder au paiement des indemnités.

Cette situation engendre un très grand mécontentement au sein du corps médical, et fait peser un risque

sérieux sur le fonctionnement des gardes hospitalières. En effet, il nous revient que certains acteurs considéreraient de ne pas transmettre leurs listes de garde pour le prochain mois en signe de protestation.

Nous aimerions dès lors savoir de la part de Monsieur le Ministre des Finances et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que les indemnités de garde des médecins hospitaliers ne sont plus versées depuis janvier 2026 ?

2) Madame la Ministre confirme-t-elle que le blocage actuel est lié à l'absence de validation de l'adaptation du budget global nécessaire à la mise en œuvre de la convention par Monsieur le Ministre des Finances ?

3) Pour quelles raisons cette validation budgétaire n'a-t-elle pas encore été accordée, alors même que la convention a été signée par les parties concernées ?

4) Dans quels délais Monsieur le Ministre prévoit-il de débloquer la situation ?

Réponse (23/04/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

La participation de l'État aux frais de gardes et astreintes des médecins dans les centres hospitaliers et établissements spécialisés a été fixée à 61,7 millions d'euros dans le cadre du budget de l'État pour l'exercice 2026.

En raison du financement d'un périmètre élargi de ces gardes et astreintes approuvé par le Gouvernement en conseil en date du 4 février 2026, il a été décidé d'attendre l'autorisation de dépassement des budgets d'engagement et de paiement afférents. La convention visée par les honorables Députés ayant depuis été signée, les indemnités pourront être versées dès la semaine prochaine.

[↑] Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799